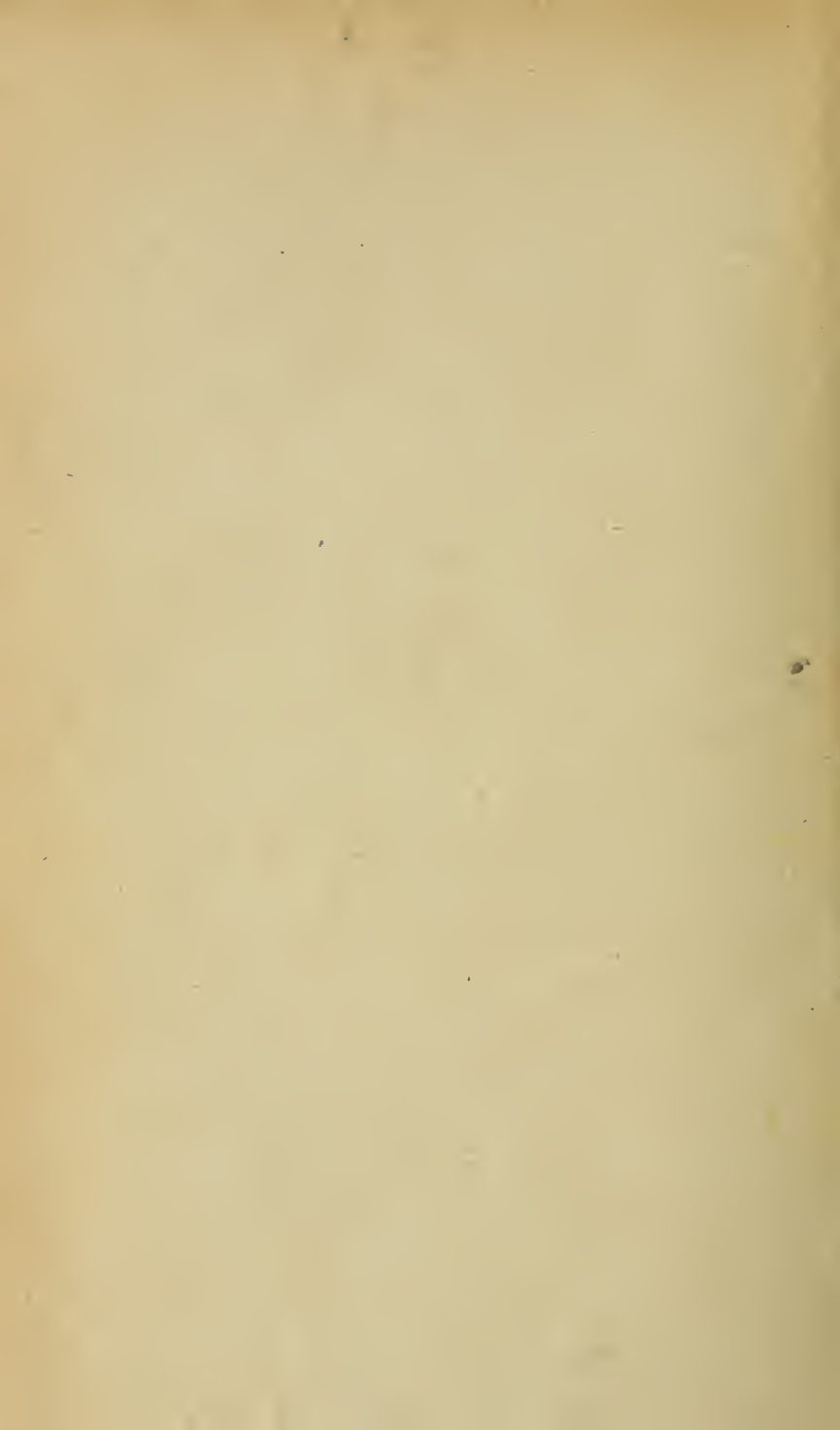




3 1761 07987112 5







26.01.51
8/10/20

CINQUANTE MOIS

SOUS

LE JOUG ALLEMAND

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur en 1919.

HM 100
H4825c

L'OCCUPATION ALLEMANDE A CAMBRAI
ET, DANS LE CAMBRÉSIS

CINQUANTE MOIS

SOUS LE

JOUG ALLEMAND

PAR

JULES HÉLOT

PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE CAMBRAI



159941
14/3/21

PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE — 6^e

Tous droits réservés

D
640
H35

AVANT-PROPOS

Le 26 août 1914, lors de la prise de Cambrai par les Allemands, pendant que nos braves soldats se battaient dans les rues de la ville, j'étais rentré chez moi, ému par le bruit de la bataille et dans l'anxiété de ce qui se passait; ma pensée était particulièrement pour mes chers absents et je me mis à leur écrire. Le lendemain et les jours suivants, je continuai à le faire, sans que mes lettres puissent jamais partir. Bien vite je dus abandonner complètement l'espoir de faire parvenir aux miens des nouvelles de ma fille et de moi-même, mais ma lettre fut quand même prolongée chaque jour.

Plus tard, je ne pensais plus à l'intention primitive et ma missive devint un journal où chaque jour, presque à chaque heure, je jetais sur le papier, avec une absolue spontanéité, mes impressions sur les événements. Les faits et les choses se trouvaient ainsi analysés au fur et à mesure qu'ils se produisaient, et cela en toute indépendance, et avec l'impartialité la plus grande.

Depuis, j'ai décidé que je publierais ce journal; j'estime qu'il pourra être curieux de suivre au jour le jour les sentiments engendrés par les événements qui se succédaient.

La foi inébranlable dans le succès final nous a fait trop souvent accepter un peu légèrement des succès dont le démenti n'occasionnait même pas de déception; lorsque la vérité nous était connue. Cet état d'esprit a été très particulier à notre situation d'opprimés par l'ennemi; peu de personnes y ont échappé. Malgré le ridicule apparent de certaines illusions du moment, je livre cette relation telle qu'elle est venue sous ma plume.

La raison dominante de cette publication est la volonté d'aider à

la renaissance indispensable de la mentalité après cette terrible guerre. Nous avons trop souvent constaté, chaque jour de cette horrible lutte, combien une politique essentiellement électorale a faussé l'esprit des électeurs et des élus. Nous avons trop souffert de ce que l'administration, toujours maintenue sous le joug d'une politique de mauvais aloi, avait perdu la notion des attributions et responsabilités de chacun pour sombrer dans la plus fâcheuse confusion de tous les pouvoirs.

Cette éducation à rebours a eu des conséquences si graves qu'elle a failli entraîner le déchirement de notre chère Patrie, la perte de la France. Un cri d'alarme venant d'un vieillard, qui à la fin d'une carrière bien remplie ne prétend plus qu'au repos, sera peut-être entendu sans pouvoir être suspecté d'avoir été dicté par un intérêt personnel.

Je me fais un devoir de conscience de faire connaître les impressions que les faits, les choses et les personnes ont pu spontanément me suggérer. Par mes multiples occupations je me suis trouvé mêlé, plus que qui que ce soit, aux événements de notre petite patrie cambrésienne pendant ces heures si pénibles.

C'est en toute indépendance d'esprit que j'ai écrit chaque jour. Je m'excuse d'avoir employé si souvent le « Je » et l'odieux « Moi », mais comment faire autrement pour raconter ce qu'on a vécu ?

Malheureusement, les critiques atteignent forcément les gens en même temps que les actes, et j'éprouve un sincère regret d'être amené à faire de la peine à quelques-uns.

Ce que je réproouve vient beaucoup moins du caractère même des personnes que des atroces préjugés de la politique de parti dus à l'ar-rivisme.

Je veux espérer que la génération qui devra réparer les désastres de la plus formidable des guerres voudra se cramponner à la seule planche de salut possible, en instaurant une politique saine, en tenant à ce que chacun reste à sa place, et remplisse en toutes circonstances les devoirs de sa charge. Le bien du pays impose à tous l'abandon des procédés politiques qui ont dominé nos Parlements depuis trop longtemps.

L'OCCUPATION ALLEMANDE

A CAMBRAI ET DANS LE CAMBRÉSIS

CINQUANTE MOIS

SOUS LE JOUG ALLEMAND

I

L'INVASION

Août 1914-janvier 1915.

26 août 1914. — Hier, en rentrant de Noyelles-sur-Escaut à Cambrai, j'ai trouvé la ville déserte de fonctionnaires civils et militaires. Ils avaient évacué la ville en hâte. Il est vraiment honteux d'abandonner ainsi une municipalité dans un moment aussi critique, alors qu'on abuse, en temps ordinaire, de la tutelle.

L'inquiétude était grande déjà et beaucoup de personnes avaient quitté la cité par les derniers trains.

Les événements, les nouvelles affichées à l'hôtel de ville, le départ précipité des dépôts de nos régiments dans la direction de Paris, l'appel au calme adressé à la population par la municipalité en prévision d'une occupation possible de la ville par l'ennemi, étaient bien faits pour inquiéter (1).

Vers 4 heures de l'après-midi, on avait conduit rue Gambetta, à l'hôpital installé par l'Union des Femmes de France, dans les locaux de l'ancien collège Fénelon, une voiture rencontrée non loin de la ville, sur la route de Naves. Quoique cette voiture continuât à marcher, son conducteur, un soldat du 26^e régiment ter-

(1) Hélas, notre maire devait être le premier à ne pas suivre les conseils qu'il donnait, et ce n'est pas sans un peu d'ironie que la population relisait longtemps après, sur les affiches épargnées par les intempéries, au-dessus de la signature de M. Copin, les phrases suivantes : « Nous invitons la population à conserver tout son calme et à rester chez elle. Nous comptons sur toute sa sagesse comme elle peut compter sur nous dans les circonstances graves que nous traversons. »

ritorial, n'avait pas répondu aux appels d'un passant, et ce dernier n'avait pas tardé à s'apercevoir que le soldat, appuyé au dossier du siège, ne donnait plus signe de vie. A l'hôpital auxiliaire 106, on ne put, hélas, que constater la mort du conducteur de la voiture, un homme de trente-sept ans, originaire de la Mayenne, qui avait eu la poitrine traversée par la lance d'un uhlan. Il avait été surpris, car il était resté dans sa position normale, avec la cantine de l'officier dont il devait être l'ordonnance, entre les jambes. Ce fut la première victime de l'invasion que l'on vit à Cambrai.

Pourtant, l'espoir restait tenace au cœur de tous. J'étais allé ce matin à Noyelles reconforter la population que j'avais fait réunir sur la place publique, lui disant ma confiance, blâmant les bavardages de cabaret, relevant les courages.

En rentrant de Noyelles, j'étais venu à l'hôtel de ville dire à la municipalité qu'elle pouvait utiliser mes services en toute occurrence. En l'absence de M. Copin, qui avait abandonné la ville, j'y trouvai le premier adjoint, M. Ramette, très ému parce qu'on venait d'apprendre que l'autorité militaire avait décidé de défendre la ville.

Je suis tranquille sur le sort des miens : ma femme est avec mes petits-enfants en Normandie ; ma fille, seule, est restée avec moi, prête à se dévouer à l'ambulance installée sous le patronage de l'Union des Femmes de France, rue Saint-Géry, chez Paul Laf-frat, notaire. J'ai aussi avec moi mon neveu, Pierre Gallois, de Seraucourt, près Saint-Quentin.

Or donc, ce matin, à 11 heures et demie, je quittais l'hôtel de ville pour aller à l'ambulance quand, en arrivant rue de la Prison, je me vis arrêté par un feu de peloton français dans la direction de la porte Notre-Dame, et je rentrai chez moi en engageant tout le monde, sur mon passage, à en faire autant.

Depuis ce moment, jusqu'à 2 heures et demie, on n'a pas cessé de se battre dans les rues. Des mitrailleuses étaient sur les boulevards. On s'est tout particulièrement battu à la Tour d'Abancourt, où on vient de ramasser six Allemands blessés et où sont encore neuf tués. Tout autour de la ville, canons, fusils et mitrailleuses faisaient rage.

Quand le bruit du canon sembla s'éloigner, je sortis avec l'intention d'aller rassurer ma fille à l'ambulance. Sur la place, je rencontrai le docteur Dailliez qui me dit que le général R... se trouvait à l'hôtel de ville. Je m'y rendis et y trouvai le général avec son état-major... Il était fort inquiet de sa personne et voulait que je lui procure des vêtements civils pour échapper aux Allemands. Parti de suite pour les demander dans une maison amie, j'ai encore été empêché de traverser la rue Sadi-Carnot par un officier allemand dont la compagnie était arrêtée en groupe au coin de la rue.

Revenu sur mes pas, j'ai pris chez Bétremieux, rue de la Prison, les vêtements recherchés. En les remettant au général, je lui ai dit qu'il y avait une compagnie d'Allemands à cinquante mètres, il a trouvé qu'il était trop tard pour chercher à battre en retraite.

Il n'y a plus en ville de troupes françaises, on n'entend donc plus de bruit ; les Allemands entrent sans difficultés.

A l'hôtel de ville, il y avait deux fantassins français tués. Je ne m'explique pas pourquoi le général, avec son état-major, n'est pas monté à cheval pour aller à la recherche de ses troupes.

Comme le temps est long ! Quelques coups de fusil, mais on entend les mitrailleuses du côté de la Neuville, et le canon sans arrêt.

Cela n'est donc pas fini. J'espère toujours que la fin de la journée nous sera favorable. Dans tous les cas, il semble que les Allemands n'osent pas se répandre en ville.

Un régiment de lanciers passe devant la cathédrale, descend vers la porte de Paris. On se bat dans la direction de la route de Paris. De l'artillerie suit la rue des Chanoines vers Cantimpré. Les soldats montrent le poing en passant.

Un coup de canon de temps en temps, et parfois un coup de fusil. Il passe sans interruption des troupes allant vers la route de Paris. Pas d'électricité, la nuit va être sinistre. Les habitants sont calmes, pas trop effrayés.

Les troupes allemandes défilent toujours. Elles ont pris les routes de Noyelles et de Cantaing. C'est une armée au complet. Ils viennent de ramener des prisonniers, environ cent Anglais et quatre cents Français.

Décidément, pour cette fois, ils sont les maîtres de la région.

La nuit est triste, il pleut. Avec les prisonniers, il y avait des femmes. Ma fille n'est toujours pas revenue, je ne m'en inquiète pas, la sachant en sécurité chez Mme Laffrat.

27 août 1914. — Nuit horriblement calme, il est passé des troupes jusqu'à 3 heures du matin.

Je rentre de l'ambulance Paul Laffrat où j'ai retrouvé ma fille. On y a eu deux blessés, dont un est mort, deux territoriaux de Laval. Le premier a eu le pied traversé par une balle, ce n'est pas grave. Heureusement que ma fille est venue aider l'infirmière-major, sans cela elle eût été seule.

J'ai fait le tour de la ville qui est pleine de troupes, les rues sont encombrées.

En général, les soldats sont polis, ils sonnent aux portes pour avoir du pain, à boire, ou de quoi fumer ; beaucoup de chefs semblent bourrus.

J'étais le seul civil dans les rues, ils rangeaient leurs chevaux pour me laisser passer. Que de misères ! Hier, pendant l'action, ils

ont enlevé le mari et les deux fils d'une boulangère de la rue de Selles. Leur figure porte encore la satisfaction d'être quittes du danger couru. Hélas, on ne dirait pas des troupes telles que les lettres de nos militaires les dépeignent.

En passant, par précaution, j'ai acheté de la viande et j'envoie chercher du pain.

On dit qu'au total, il n'y a pas eu un très grand nombre de morts et de blessés.

Il en passe toujours, et malheureusement, ils emmènent encore 1 000 à 1 200 Anglais et plus du double de Français.

Il y a eu quelques actes de sauvagerie, chez Mme Carlier entre autres. Elle s'était réfugiée, avec de jeunes amies et des voisines, dans une cave, sa maison a été brûlée entièrement. La ville a été défendue par cet unique régiment de territoriaux de Laval, qui s'est montré très courageux ; peut-être ont-ils manqué de chefs ; dans tous les cas, la résistance ne pouvait pas être efficace.

C'est dans la rue de Caudry, vers chez M. Brunot, que le combat semble avoir été le plus meurtrier.

27 août 1914. — Les Allemands ont mis à l'heure de l'Europe centrale toutes les horloges publiques, à commencer par celle de l'hôtel de ville. Les voilà donc en avance d'une heure sur nos habitudes. Les sonneries de cloches sont interdites et « Gallu » cesse de répandre l'heure aux quatre coins de la ville.

Le commandant de place auquel les Allemands donnent le titre de Commandeur, le général von Bertral, m'a donné un sauf-conduit permanent pour aller à Noyelles et un autre pour fournir à la municipalité de Cambrai de l'avoine, des produits mélassés et du fourrage.

Il arrive encore des troupes qui ne font que passer, elles chantent et ont fort bonne tenue, elles donnent une impression nettement favorable. Leurs aéroplanes les renseignent au moyen de fusées de différentes couleurs. On entend le canon au loin, pas très violent.

Confiance quand même !

Je rentre de Rumilly et de Noyelles où je suis allé avec M. Garin, en compagnie d'un soldat allemand.

A Rumilly, ils ont tout pris, tout pillé, ils ont emmené l'avoine avec les chevaux et les chariots, mais ce n'est rien à côté de Noyelles. Une compagnie de chasseurs à pied, une escouade de dragons et un bataillon d'infanterie défendaient le pont. Les Allemands avaient établi leur artillerie dans mon champ de betteraves à Monteux.

Les cheminées de l'usine et les toits ont été criblés d'obus ; c'est plus triste que grave, le matériel n'est pas trop endommagé. Les habitations, toutes abandonnées par le personnel au moment de l'action, ont été pillées, portes et fenêtres enfoncées ; on a fait bombance, tout est brisé.

Ceux de nos chevaux qui n'avaient pas été pris pour la remonte française ont été enlevés ainsi que les chariots et le grain.

Tout cela pourra se réparer, mais où est parti mon personnel? Quand reviendra-t-il? Au village j'ai réprimandé ceux qui n'étaient pas revenus après l'action. J'y retournerai demain et j'espère leur remonter le moral.

L'abandon d'un poste de confiance est chose grave.

Rentré à l'hôtel de ville, j'ai l'impression que les Allemands ont des nouvelles qui les inquiètent. Ils semblent modifier les ordres. Ils ont fait afficher en ville deux proclamations intitulées : « A la population. » Toutes deux paraissent dans les deux langues et les murs de la ville en sont couverts. L'une, signée du général von Bertral et du « maire : M. Ramette, adjoint », interdit à la population de sortir après 10 heures du soir (heure allemande) ; elle ajoute quelques réglementations et délimite le droit de réquisition. L'autre, sous la seule signature du général, ajoute d'autres prescriptions : l'obligation de remettre toutes les armes, de loger et nourrir les hommes et chevaux, d'aider les troupes d'occupation ; elle comporte des menaces individuelles et collectives, en cas de non-observation de ces ordres. Elle débute par l'assurance qu'aux conditions indiquées ci-dessus, la vie et la propriété privée des habitants seront garanties, la guerre n'étant faite qu'entre les armées.

Cet après-midi, le temps est revenu au beau. Pourvu qu'après la guerre nous retrouvions les nôtres, le reste est relativement secondaire. Calme complet en ville, mais il est encore passé des Allemands : d'où viennent-ils? où vont-ils? Leurs troupes font trop excellente impression. J'ai toujours foi dans la fin. Qui vivra verra.

28 août 1914. — Nuit calme dehors. Nous avons la veine de n'avoir personne à loger, alors que tout le monde en a dans le quartier. Chez ma voisine, il y avait quinze Allemands avec cheval et voiture. Ils ont été, paraît-il, convenables. A l'ambulance de ma fille, il y a deux nouveaux blessés peu grièvement atteints.

A la mairie, on ne sait rien de ce qui se passe à l'extérieur, les Allemands qui traversent la ville demandent où peuvent bien être les Français, ils disent n'avoir pas tiré un coup de fusil depuis Liège.

Il y a aujourd'hui soixante-cinq morts à inhumer, tant Français qu'Allemands. Le service de santé, en évacuant l'hôpital militaire, y avait laissé un cadavre, sans même prévenir à l'hôtel de ville ni prendre aucune mesure pour l'inhumation.

Je rentre de la Chambre de Commerce et des Docks ; Dieu, que c'est triste ! Deux mitrailleuses allemandes placées aux fenêtres du cabaret Petit ont balayé toute la rue Cantimpré, pendant que d'autres placées de l'autre côté du canal tiraient sur les braves ter-

ritoriaux de la Mayenne qui défendaient le pont ; il y avait en plus des canons.

L'aspect de la caserne Cantimpré est navrant ; la Chambre de Commerce et les Docks ont en somme peu souffert. Quel écœurement !

En revenant, je suis entré à la loge maçonnique, dire des paroles d'encouragement à quatorze blessés de Laval. Je ne suis pas monté voir les dix-huit Allemands, mais nos Français m'ont approuvé lorsque je leur disais que, blessés, ils n'étaient plus ennemis, et qu'ils devaient être confondus dans les mêmes bons soins. Continuant mon pèlerinage, je suis entré au collège Fénélon, pour assister à la levée du corps de Mlle Cagnard, fille d'un professeur, qui, pendant la bataille auprès de la gare annexe, a été tuée chez elle.

Décidément, tout cela élève l'âme !

J'ai parcouru les hôpitaux. Tout le monde se dévoue à qui mieux mieux, mais dans les ambulances on manque parfois du nécessaire.

29 août. — Il reste vraiment peu d'Allemands en ville. Je viens de rencontrer le docteur Dailliez qui rentre de « Notre-Dame-de-Grâce ». Il y a là trois cents blessés, presque tous Allemands ; il se plaint de ce que le major allemand ne vient pas, et cependant il y a un général de division qui a le poumon traversé, et un colonel qui a une perforation de la vessie. Il a écrit au gouverneur pour décliner toute responsabilité.

On dit qu'ils ont perdu 20 000 hommes pour prendre Péronne, mais ce sont des « on-dit ». Où sont nos troupes, que se passe-t-il ? Nous sommes sans nouvelles.

On cite quelques atrocités commises ; elles ont parfois été provoquées par des maladresses de civils. Beaucoup de maisons non habitées ont été pillées, entre autres l'habitation du receveur particulier des finances. Mais en général, chez l'habitant, ils sont convenables.

Je suis navré : en rentrant de Noyelles, je trouve le général et le gouverneur rayonnants, alors qu'hier ils étaient nettement préoccupés. Pour la première fois, ils donnent des nouvelles horriblement mauvaises pour nous. L'armée française aurait été anéantie, les canons pris ou abandonnés dans les champs de betteraves. Ils seraient entrés à Arras, Péronne, Saint-Quentin, La Fère et Laon ? Quoi de vrai ?

Évidemment, il y a quelque chose de grave et défavorable pour nous. J'espère quand même. A Noyelles, j'ai réorganisé ce qui m'est revenu de personnel ; on se ressaisit. Le directeur, le comptable, le chef de culture ont tout abandonné pour se sauver.

C'est honteux ; s'ils reviennent, ils auront perdu toute autorité. C'est leur départ qui a été la cause du pillage.

Au village, j'ai réuni les habitants pour leur dire qu'ils ne

seraient pas nourris sans rien faire, qu'ils devaient aller tous aux champs pour sauver ce qui restait de récoltes. Je les ai engagés à s'entr'aider, à faire des petites meules. Il reste fort peu d'attelages, puisqu'on a tout pris chez moi, comme chez Mme Dufresne, dont le chef de culture a aussi abandonné son poste.

A l'usine, les dégâts les plus graves ont atteint les cheminées, vraies écuemoires avec trous de 0 m. 40 ; ce sera très difficile à réparer.

Le très beau temps est revenu, je crois qu'il sera possible de sauver les récoltes. A Rumilly, le chef de culture est resté, mais, sans moyens d'action, que va-t-il pouvoir faire ?

J'ai encore ramené de Noyelles un blessé, toujours un brave de la Mayenne. Un Anglais qui a la main fracassée et une blessure à la poitrine n'a pas voulu venir à Cambrai, de crainte des Allemands.

M. le curé de Noyelles s'emploie de son mieux à relever le moral des habitants.

Enfin, j'espère maintenant pouvoir y aller chaque jour, du reste je n'y ai manqué qu'hier, parce que je n'ai trouvé personne pour m'y conduire.

Sous la signature de M. Ramette, une nouvelle affiche interdit les attroupements, annonce le danger de l'ivresse et de la propagation des fausses nouvelles, et prêche le calme.

30 août 1914. — Je reviens de faire un tour en conduisant ma fille à son ambulance. Place au Bois, j'ai vu cinq canons français.

A Cantimpré, malgré mes instances, on n'a toujours pas nettoyé, et encore moins désinfecté la caserne.

On entend un peu le canon, mais tout à fait dans le lointain.

A l'hôtel de ville, on ne sait rien de nouveau. La ville est très calme, il est encore passé des troupes. Le service automobile est d'une importance extraordinaire. Il paraît que Crèvecœur et Lesdain ont été très éprouvés.

M. Camuset est venu me voir hier après-midi, avec ses enfants, qui ont été très vaillants pendant l'action.

La sucrerie d'Escaudœuvres a été épargnée, mais le village très éprouvé, huit ou neuf civils tués, autant de maisons brûlées le long de la grand'route, quantité de soldats tués et blessés. Le premier train allemand arrive ce matin. Ils prennent seulement possession de la gare, qui était abandonnée. Les trois derniers bateaux de blé ont été éclusés vers Saint-Quentin à Crèvecœur, mardi soir, à 6 heures.

Les gens de Noyelles ont bien de la peine à se ressaisir ; quand ils aperçoivent une patrouille, ils sautent par-dessus les murs pour échapper à des soldats qui ne s'occupent pas d'eux.

Cependant, quelques-uns vont aux champs. A l'usine, on remet

de l'ordre. Je fais faire l'inventaire de ce qui a été pris chez les habitants. Nous avons une chance relative, le village criblé d'obus n'a pas eu de blessés, les maisons, en dehors de la sucrerie, ont été épargnées. Je fais faire la liste des peureux, avec l'heure du départ et le jour du retour de chacun. Quelques-uns reviennent.

31 août 1914. — Décidément, on ne sait rien de ce qui se passe à l'extérieur. C'est horriblement pénible. Il faut conserver espoir et confiance, mais évidemment nous devons avoir subi des revers graves. Sont-ils réparables?

Il est étonnant de voir la quantité de gens qui ont perdu la tête et sont partis, abandonnant leur poste, n'ayant pas conscience de leurs devoirs. Toute la famille de la présidente de la Société de Secours aux blessés est partie avec elle, ce n'était pas la peine de faire tant d'embarras avant le danger.

Je rentre de l'ambulance et je n'ai rien appris de nouveau. J'ai fait ma tournée complète à Noyelles, Rumilly et aux champs. D'une façon générale, avec quelques hésitations, on reprend le travail ; mais ce qui manque le plus, ce sont les attelages.

Nos quelques troupes isolées se sont décidément battues de façon admirable. A Séravillers, notre artillerie aurait fait une hécatombe d'Allemands. Placée au-dessus de Crèveœur, elle n'aurait perdu qu'un homme, suivant les on-dit.

Jean Cornaille rentre de Douai qui n'était pas encore occupé, mais où il arrivait quelques Allemands. Arras serait encore libre aussi.

En ville, rien de particulier ; ils ont, pour la première fois, occupé la caserne du grand séminaire et y ont oublié le drapeau français au-dessus de la porte d'entrée. Il y a davantage de troupes.

1^{er} septembre 1914. — J'ai fait venir de Noyelles un tombereau de provisions pour la Croix-Rouge et pour nous. Je craignais que le bœuf ne tente les Allemands, car ils manquent de viande.

Ils ont tellement réquisitionné à Cambrai qu'il n'y a plus rien.

Après avoir fait ma visite à l'ambulance, j'ai emmené André Laffrat et mon neveu à Noyelles. Tout se remet en ordre, demain on battra blé et avoine avec deux machines.

Le chef de culture est rentré.

Suivant la petite note que je lui avais portée dimanche, à l'autel, M. le curé avait demandé du linge aux habitants et prié une dame de le recevoir. Hier, j'avais demandé à cette excellente personne d'en faire deux paquets, un pour chaque société de la Croix-Rouge.

A Rumilly, les Allemands avaient ramené trois chevaux, parce que boiteux ; aujourd'hui ils en ont repris un avec un tombereau.

Il est effrayant de constater leurs exigences pour le ravitaillement ; il y aura demain huit jours que cela dure, et toutes les res-

sources vont être épuisées. C'est à se demander si leurs réquisitions d'avoine et autres ne sont pas dirigées sur l'Allemagne. Ils disent que Cambrai est ville d'étape et que les passages vont être continuels. Après-midi, je voyais leurs demandes de logements et nourriture pour officiers et soldats. Vraiment la municipalité, malgré tout son vouloir, n'arrive pas à les satisfaire. On est toujours sans nouvelles du maire.

Hier, ils ont blâmé près de M. Desroy la fuite du sous-préfet et ils ont dit que s'il était resté, bien des choses eussent pu être évitées.

À la Banque de France, ils ont demandé à voir les ordres donnés par le Gouverneur d'évacuer toutes les espèces, en cas de danger ; ils ont demandé au directeur sa parole d'honneur que dans les coffres des particuliers il n'y avait pas d'argent appartenant à l'État ou à la Banque, et ils ont trouvé qu'en semblable circonstance, ils auraient agi comme lui.

2 septembre 1914. — Hier, il est arrivé un train, un vrai convoi d'ambulancières, pour remplacer les Françaises près des Allemands ; cependant ils reconnaissent que leurs hommes sont admirablement soignés par les Françaises *si bonnes*.

Hier soir, ils poussaient des cris de joie parce qu'on leur annonçait que leurs troupes étaient près de Paris et que 60 000 Russes étaient prisonniers. Est-ce vrai ? Ils ont affiché ces nouvelles en allemand, ce matin. Selon le communiqué officiel de leur état-major, en date du 31, qu'ils reproduisent, leurs armées auraient été victorieuses à Combles, à Saint-Quentin, près de Rethel, sur la Meuse où ils se seraient emparés du fort des Ayrelles ; la place de Montmédy aurait succombé avec toute sa garnison.

La population n'accorde à ces nouvelles qu'une confiance des plus limitées.

Pour donner un salaire aux ouvriers, je fais battre les récoltes dans les champs, quoique ce ne soit pas sans danger, car les Allemands prennent encore tout. On a enlevé un cheval et une voiture à Rumilly ; il ne nous en reste plus qu'un seul. Je voyage en voiture de louage, puisque je n'ai plus rien, et à 10 heures, pendant que j'étais à la ferme, ils ont pris ma voiture ; je suis revenu à Noyelles à pied, mais au bout d'une heure, trouvant que les chevaux n'allaient pas assez vite, ils l'ont renvoyée.

Un officier m'attendait à la maison ; il a commandé à dîner pour cinq personnes. Ils paraissent convenables, du reste je leur ai dit qu'ils auraient le nécessaire s'ils étaient modérés, qu'autrement, ils prendraient, mais que je ne leur donnerais rien.

Nos cinq officiers sont des médecins militaires, très corrects ; ils parlent convenablement le français, craignent de déranger, n'ont aucune exigence et causent des événements comme nous. Ma fille

est partie avec un médecin, professeur à un hôpital de Berlin, lui faire visiter les blessés de l'ambulance Lafrat.

3 septembre 1914. — Les cinq médecins allemands sont partis et ont été comme il faut jusqu'au dernier moment, leurs ordonnances également. De leurs conversations disant qu'ils avaient un hôpital de campagne à cinq majors par corps d'armée, j'ai conclu qu'il était passé ici trois corps d'armée.

A Noyelles, M. le curé était surexcité à cause d'une atrocité commise hier : un boulanger de Boursies, vieux et fatigué, avait été emmené par les Allemands, et maltraité, ils ont même tiré sur lui et l'ont blessé, il est à l'hôpital de Notre-Dame-de-Grâce.

Il y avait une escouade avec deux voitures qui venait quêter à Noyelles pour nos 1800 prisonniers encore enfermés à la blanchisserie de Provillle. Ils demandaient surtout pour cent cinquante malades. J'ai donné quelques poules qui restaient à l'usine, on a dû en recueillir quelques autres encore et je suis rentré à Cambrai prendre du vin que j'ai porté moi-même, avec ma voiture.

J'ai trouvé à la blanchisserie le lieutenant de Moltke. Il m'a permis de rechercher un vieillard d'Awoingt qui avait été pris. Il n'y était plus. Obligeant, il m'a montré combien nos prisonniers étaient traités avec égards. Ils ne peuvent leur donner que ce qu'ils ont et le font vraiment avec humanité. Il m'a dit que le général était resté deux jours dans une bonne chambre, bien soigné, et qu'il avait été envoyé en Allemagne où il était persuadé qu'il ne manquerait de rien. Je suis rentré un peu rassuré sur le sort de nos prisonniers.

4 septembre 1914. — Une dépêche française qui aurait été lancée par un aéroplane (?) nous disait hier soir que les armées allemandes passées ici étaient cernées par nous entre Saint-Quentin, La Capelle et Maubeuge; que les généraux d'Amade et Pau sont avec 200 000 hommes entre Noyon et Compiègne?? Dieu veuille que ce soit vrai ! Dans tous les cas, je suis convaincu que si ce n'est pas pour aujourd'hui, ce sera pour bientôt.

Malgré toutes leurs affiches et protestations, le pillage continue dans nos campagnes, ils ne demandent pas seulement le nécessaire, mais prennent de force des choses à emporter; c'est le vol organisé de la cave au grenier; ils disent que c'est pour leurs chefs. Ce matin, à Noyelles, j'ai été navré de voir tout ce qu'ils enlèvent, et il n'y a rien à faire, ils terrorisent.

Nous restons sans nouvelles de qui que ce soit, et nous ne pouvons pas en envoyer davantage. Heureusement il fait un temps merveilleusement beau et agréable.

En revenant d'Escaudœuvres, j'ai trouvé à la maison deux officiers avec leurs ordonnances.

M. Camuset n'a pas encore pu reprendre le travail à la sucrerie. N'ayant pas d'argent pour payer son personnel, il a commandé des bons de 1, 2 et 5 francs payables après la guerre. Il semble craindre de ne pas pouvoir faire marcher la sucrerie. Chez lui, ils sont tous vaillants, pleins d'espoir en la fin.

Les Allemands ont affiché de grands succès. Ils auraient battu le principal groupe d'armées françaises, environ dix corps d'armée, entre Reims et Verdun ; cette armée battrait en retraite vers Paris, mais la retraite lui serait coupée. Le président de la République et le gouvernement, en présence de la gravité de la situation, auraient quitté Paris.

5 septembre 1914. — Nos Allemands parlent peu le français, la conversation avec eux a été difficile. L'un est procureur du roi à Bonn, l'autre agriculteur en Poméranie. Ils ont l'obsession de leur femme et de leurs enfants, parlent surtout de leur famille, et ne semblent pas emballés par la guerre. Ils ont remercié des soins dont ils ont été l'objet.

Je n'ai pas pu entrer à la ferme de Rumilly, tellement il y avait de troupes sur la route. En revenant, je me suis arrêté chez les prisonniers, l'officier a permis que j'aille voir les malades ; ils sont soignés aussi bien que possible par deux religieuses. Ils ne sont pas trop mal installés dans l'usine du Plat.

On a apposé sur les murs une affiche bizarre protestant contre des allégations du journal *la Croix de Lille*, en date des 1^{er} et 2 septembre : d'après *la Croix* les officiers allemands à Cambrai seraient découragés et peu confiants dans l'avenir ; l'affiche associe la municipalité cambrésienne aux protestations allemandes.

On se demande si la publication de cette affiche n'est pas due à ce que les articles du journal visé contenaient un certain fond de vérité.

6 septembre 1914. — Je reviens de Noyelles où tout rentre dans l'ordre. Il y a toujours au pont un poste allemand, et ceux de Proville viennent piller au moins une fois par jour les maisons, surtout celles inhabitées. Rien à faire pour les en empêcher, ils sont nos maîtres.

Les gens du pays commencent à comprendre mon mécontentement. Ils ont été sensibles à ma menace de fermer définitivement la sucrerie qui, depuis soixante-quinze ans, a fait la richesse de la région. Je suis allé à Marcoing ; le nombre des peureux qui se sont sauvés est encore bien plus grand qu'ici : le maire, son greffier de mairie et tous ceux que leur fortune ou situation indiquaient pour diriger les autres ont fui.

En rentrant, j'ai convoqué la Chambre de Commerce pour quatre heures, afin d'étudier une émission de billets, car toutes les banques

étant fermées, il n'y a plus de numéraire pour subvenir aux besoins de la vie. A l'ambulance de ma fille, il y a toujours trois officiers allemands, six soldats allemands, cinq Anglais et onze Français. C'est très bien organisé. Comme d'autres, je vide mes armoires pour aider à subvenir aux besoins des blessés. Aujourd'hui, l'officier n'était pas à la prison de nos soldats et les sous-officiers pilleurs n'ont pas voulu me laisser entrer avec des œufs. Je me suis refusé à les leur donner et j'ai attendu le passage de la religieuse qui soigne les blessés.

On a encore entendu le canon toute la matinée. C'est sans doute le bombardement de Maubeuge. Aujourd'hui, il passe peu de troupes, nous n'avons pas de nouvelles. On dit cependant que vers Tergnier nous les repoussons, alors qu'ils avanceraient vers Paris par Beauvais. Le gouvernement se serait retiré à Bordeaux.

Nous avons vu aujourd'hui deux aëros français ; ils étaient très haut.

Les Allemands, depuis hier, évacuent les blessés hors Cambrai, même ceux très malades, venant d'être opérés. Qu'est-ce que cela signifie ?

Le projet de la municipalité au sujet d'une émission de billets est très étroit alors que celui de la Chambre de Commerce est très large. Je crois que dans une nouvelle réunion qui aura lieu demain, c'est le nôtre qui sera adopté.

On entend parler de tueries épouvantables pour tous, mais surtout pour les Allemands.

Mon petit chauffeur, parti de Noyelles avec ma voiture avant l'arrivée des Allemands, est rentré ; je n'ai pris le temps que de lui dire qu'il mériterait que je lui casse la figure.

7 septembre 1914. — A Noyelles, le chauffeur m'a raconté son odysée. Il a conduit à Achiet les Monceaux et autres (dix personnes), puis est revenu prendre de l'essence à Noyelles, est allé sous la canonnade coucher à Bapaume, emmenant son frère. Le lendemain, il est allé chercher M. Monceau à Flavvy-le-Martel, mais ce dernier n'a pas voulu revenir, et sans le charger de me tranquilliser au sujet de l'argent dont il était dépositaire, l'a prié de m'informer qu'il reviendrait lorsqu'il n'y aurait plus de danger... De là, fuyant les Allemands, mon bonhomme est allé à Montdidier, a pris une famille qui fuyait et l'a menée près de Rouen, puis a cherché à revenir par Beauvais, mais dans cette région l'auto était mal graissée et deux coussinets s'étant brisés, il a laissé la voiture dans un garage. Il a regagné Noyelles sur sa bicyclette qu'il avait eu le soin d'attacher derrière la voiture. Voilà la mentalité à laquelle vingt-cinq ans de relâchement nous ont conduits ; voilà le sentiment du devoir et du respect des choses confiées. Il faut espérer que cette affreuse guerre va permettre de réagir.

A Noyelles et Rumilly, je continue à battre, mais ce sera fini dans deux jours, et si je ne décide pas d'arracher des betteraves, je n'aurai plus rien à faire faire aux ouvriers, ce sera la misère. Je serais bien tenté de ne pas faire l'immense effort que nécessiterait la mise en marche de la sucrerie. Sera-t-il possible de trouver les approvisionnements indispensables? On continue à affirmer que partout autour de nous des succès de nos troupes, très chèrement achetés, annoncent la délivrance. L'hécatombe de vies humaines serait de plus en plus atroce.

On dit les Anglais à Lille. Les Français auraient détruit à Mons la voie ferrée par laquelle se déversent les Allemands chez nous. Nos troupes auraient repoussé les Allemands de la forêt de Mormel sous les canons de Maubeuge.

S'il y avait seulement la moitié de vrai dans tout cela!

Les pillards sont moins nombreux, mais continuent à terroriser nos campagnes. En ville ils sont plus raisonnables.

J'envoie des provisions à l'ambulance, n'ayant pas le temps d'y aller moi-même.

8 septembre 1914. — Hier soir, rien de particulier, mais persistance des bruits favorables. Cette nuit, trop fatigué et ne pouvant dormir, je me suis levé à minuit et demi, pour mettre sur le papier le fruit de mes méditations en ce qui concerne l'émission de billets de banque, et l'organisation recherchée pour arriver à mettre en marche la sucrerie. Je me suis occupé également d'autres questions administratives. J'espère avoir fait de la bonne besogne.

Le Commandeur, désireux de voir les sucreries se mettre en marche, m'a donné des ordres de protection pour la sucrerie et la ferme de Rumilly. Il est bien pénible d'avoir recours à cette protection. Je serre de plus en plus près la question de mise en marche de l'usine et j'espère y arriver.

J'ai acheté 70 000 kilos de coke à l'usine à gaz, il me faudrait trouver des chevaux à louer.

Les Allemands sont peu nombreux à Cambrai. On dirait qu'ils promènent leurs blessés, ils ont enlevé tous ceux des leurs qui étaient chez Mme Laffrat.

9 septembre 1914. — J'ai mis au point tout ce qui a rapport à l'émission de la Chambre de Commerce, toutes les mesures de prudence sont prises. J'ai demandé l'avis d'un comité composé de M. Moreau, président du tribunal, de MM. Fliniaux, bâtonnier des avocats, et Lestoille, président des avoués. Ils ont tous approuvé ce que j'avais préparé.

A Noyelles, j'embauche du personnel en vue de la fabrication pour remplacer les fuyards.

J'ai fait mettre en demeure M. Monceau de revenir prendre son poste de directeur.

J'ai de multiples détails à régler et beaucoup de consultations à donner. Les nouvelles incertaines indiquent une situation très bonne. Je reste persuadé qu'il ne rentrera pas en Allemagne beaucoup de ceux qui sont venus chez nous. On trouve généralement mon opinion ridicule.

10 septembre 1914. — Hier soir, on était en grand émoi à l'annonce de la reddition de Maubeuge, mais ce n'est pas officiel, et je ne veux pas y croire, je préfère considérer comme vraie une dépêche qui, dit-on, a été affichée hier à Douai, et qui montre tout en beau. D'après elle, les Anglais seraient hier venus jusqu'à Épinoy.

Je suis allé chez un camionneur lui demander de me louer ou de me vendre des chevaux ; il en avait encore quarante qu'il laisse à l'écurie depuis trois semaines, par peur de les voir prendre.

Je lui ai expliqué que je poursuivais la volonté de mettre en marche la sucrerie pour éviter la grande misère et de grosses pertes dans les campagnes. Il n'a rien voulu entendre. Je vais chercher ailleurs. L'Ingénieur des ponts et chaussées étant parti à l'armée, j'ai écrit au plus ancien Conducteur pour blâmer l'abandon par son service de tout ce qui concerne la navigation. De vive voix, il m'a dit que tout pouvoir leur était supprimé du fait de l'occupation. Pourtant, ils sauront réclamer leur traitement. Elles sont belles, les administrations qui, toutes, nous ont abandonnés. Ce seront des comptes à régler plus tard. Le temps se met à la pluie ; si on doit arracher les betteraves, cela ferait du bien, car actuellement la terre est trop dure.

Mes cheminées, à Noyelles, sont réparées ; heureusement j'ai trouvé un ouvrier casse-cou qui a osé faire le travail.

Les Allemands, en prévision d'un retour offensif des Anglais ou Français, ont placé une batterie d'artillerie à Sancourt. Cela nous promet encore des moments pénibles, mais si c'était le commencement de la fin.

Je vais reprendre aujourd'hui ma tournée journalière pour maintenir le moral féminin dans les ambulances et ailleurs. Je n'ai pas eu une minute pour le faire ces jours derniers.

10 septembre 1914. — Cette émission de billets par la Chambre de Commerce paraîtra très simple à tous lorsqu'elle sera faite, et cependant elle est très complexe et exige bien des précautions.

Je demande à la ville de réquisitionner les bateaux de charbon qui sont immobilisés sur le canal. Si elle ne le fait pas, j'agirai comme président de la Chambre de Commerce. Cela servira à l'approvisionnement des particuliers et des industriels qui voudront se dévouer pour donner du travail aux ouvriers.

Je suis allé voir le Commandeur. Il m'accorde en principe l'autorisation de faire reprendre l'exploitation du chemin de fer du Cambrésis, et me refuse d'organiser une poste internationale par la Suisse pour donner des nouvelles de santé aux familles, et concourir aux œuvres commerciales d'approvisionnements régionaux. Il remet à demain sa décision pour permettre la circulation des bateaux dans la zone de Cambrai.

La municipalité a envoyé une lettre injustifiée aux ambulances pour se faire l'écho des Allemands qui se plaignent de ce que dans certains hôpitaux, la nourriture est insuffisante, alors qu'elle est parfaite, très soignée dans les ambulances de la Croix-Rouge, médiocre dans celles de la ville.

J'ai recueilli des médecins prisonniers qui sont autorisés à séjourner ici pour soigner nos blessés. L'un est de Limoges, l'autre de la Charente ; le premier est principal ; le deuxième aide-major. Ils appartenaient à deux divisions de territoriaux destinées à couvrir Paris et ayant Gonesse pour centre. On les a dirigés précipitamment sur Arras, puis sur Douai, enfin sur Péronne ; tout cela avec beaucoup d'incohérence, bref, ces divisions sont venues se faire écharper entre Vaulx et Manancourt où elles ont été détruites. Le général n'aurait pas été informé qu'il avait en face de lui un corps d'armée.

11 septembre 1914. — A Noyelles, j'ai bien des difficultés à surmonter pour la mise en marche de l'usine ; mais j'y arriverai quand même. Je ne trouve toujours pas de chevaux. Je viens de voir la cavalerie de réforme que les Allemands veulent vendre cher, alors qu'ils l'ont volée, puis mise hors d'état de travailler. J'ai obtenu les permis pour le Cambrésis, mais je crains qu'ils ne veuillent pas marcher ; il faudrait les y contraindre.

Le gouverneur m'a également autorisé à ramener au port Cantimpré les bateaux de charbon qui se trouvent de Marcoing à Cambrai, à Escaudœuvres, et ceux qui se trouvent au Bassin Rond.

Aujourd'hui, il revient des troupes, de quelle provenance ? Ne serait-ce pas de Maubeuge ? je le crains, parce que des ouvriers de Noyelles sont revenus, disant que, faits prisonniers, ils se sont sauvés ; il y en a de la batterie de M. Gilbert, sous-directeur de la sucrerie d'Escaudœuvres.

Peut-être viennent-ils de deux forts mis hors de combat ? Je veux le croire, dans tous les cas, je le dis.

13 septembre 1914. — J'ai été tellement occupé qu'il m'a été impossible d'écrire un mot depuis quarante-huit heures.

J'ai eu, depuis quatre jours, chaque jour les journaux de Lille. J'avais envoyé mon basculeur à Sainghin avec du courrier pour la poste, il vient de rentrer ; le retour a été très facile, alors que l'aller avait été un peu compliqué.

L'ensemble des nouvelles constate une réelle amélioration de la situation de nos armées. J'avais donc raison d'avoir confiance et de remonter le moral de tous.

En somme, ils auraient reculé sur toute la ligne, en face de l'effort colossal de nos troupes, et seraient aujourd'hui de 80 kilomètres moins proche de Paris.

Hier, j'ai continué à Noyelles la préparation de la mise en marche de la sucrerie. Je surmonte des difficultés énormes, et il en surgit toujours de nouvelles, mais je suis décidé à ne pas reculer.

Demain, je recevrai des betteraves. Les cultivateurs sont avertis qu'ils doivent s'en rapporter à moi pour le prix et ils semblent vouloir me donner leur confiance. On me prête quelques chevaux, j'en ai acheté trois et j'espère en louer demain vingt-cinq au halage du canal. J'ai trouvé du coke. Ce qui me manque le plus, ce sont des sacs pour mettre le sucre. J'aurai une navette entre la Sucrerie et les Docks où on mettra le sucre en vrac.

Le logement des mélasses constitue aussi une grosse difficulté ; mes bacs sont presque tous pleins de mélasses achetées qui n'ont pu être utilisées à la fabrication des produits mélassés. J'en mettrai dans la citerne de l'ancienne cloche à gaz, et je réduirai la production de mélasse en faisant des sucres roux.

L'après-midi d'hier a été consacré à l'organisation du service des billets de banque de la Chambre de Commerce.

Demain, les Allemands vendront des chevaux volés, je chercherai à en acheter.

Je vais user, pour tous les besoins de la région, du système des réquisitions pour forcer la main aux égoïstes qui ne veulent rien sacrifier à l'intérêt général. La Chambre de Commerce va s'octroyer le droit de réquisition. Il y a cinquante bateaux de charbon entre le Bassin Rond et Marcoing ; elle va mettre la main dessus ; malheureusement, j'ai donné l'idée de cette réquisition à la ville qui, après l'avoir trouvée ridicule, veut en conserver quarante pour ses besoins jusqu'en mars.

Le chemin de fer du Cambrésis, pour le fonctionnement duquel j'ai obtenu les autorisations, se refuse à marcher ; il le faudrait cependant, dans l'intérêt de toute la région qu'il dessert.

Aujourd'hui, les Allemands ont enlevé comme prisonniers, à leur grand désespoir, tous les blessés de l'ambulance, sauf deux. Pourquoi ? puisqu'ils ont encore besoin de soins...

Je fais tous mes efforts pour remonter le moral général. Il me faut dépenser beaucoup d'énergie et d'activité.

A la municipalité, ils semblent être hypnotisés par leur séquestration à la mairie.

Un nouveau Commandeur vient de succéder au général von Bertral. C'est un simple commandant de réserve, le major Scheibe.

14 septembre 1914. — J'ai trouvé deux mille sacs chez un grainetier, et au moulin de la porte de Selles, des sacs très légers qui ne sont guère solides ; mais cela vaudra mieux que rien.

De 10 heures à une heure, mon temps a été pris au quartier de cavalerie, où j'ai acheté, pour 1 900 francs, neuf mulets et deux gros chevaux. C'est tout bénéfice pour eux, puisqu'ils les avaient volés.

J'ai vu un boucher auquel on avait pris son cheval, et qui l'a racheté. C'est un comble ! Les voleurs !

Le temps est à la pluie et le vent très froid, nos pauvres soldats vont en souffrir.

Nous avons commencé à recevoir des betteraves, c'est-à-dire que nous sommes de quinze jours en avance sur les années dernières. J'ai encore acheté deux vieux chevaux à M...

Depuis quelques jours, je reçois chaque jour un journal de Lille ; les nouvelles sont réconfortantes.

15 septembre 1914. — On dit, ce matin, que les Allemands ont rappelé tous les pelotons qui gardaient les ponts du canal et les passages à niveau du chemin de fer, pour envoyer du renfort vers Péronne ; espérons que leurs affaires marchent mal. Je crois que j'avais fameusement raison de conserver confiance.

Lorsque je rentre, j'ai toujours plusieurs personnes qui m'attendent.

A Noyelles, le personnel subalterne, le seul qui me reste, met beaucoup de bonne volonté, mais il n'a pas beaucoup d'expérience ; pourvu qu'il n'y ait pas d'accroc dans le matériel !

La mise en route se prépare, ce ne sera pas avant huit jours que je mettrai en marche.

Notre émission répond à un besoin urgent. Les communes de Caudry, Beauvois, sont très pressées d'avoir de l'argent, et beaucoup d'autres nous en demandent. Les particuliers et industriels en veulent aussi sans retard.

Le directeur du Cambrésis s'est fait enlever un peu durement. Il ne voulait pas se donner la peine de réparer son chemin de fer pour n'avoir pas l'embarras de l'exploiter. Je crois être arrivé, pourtant, à le convaincre que le fonctionnement de la ligne répond à une nécessité d'utilité publique. Dans l'espèce, j'étais d'autant plus à l'aise que je n'ai personnellement aucun rapport possible avec cette ligne à voie étroite.

Les excellentes nouvelles qui se confirment ont une répercussion dans les précautions que prennent les Allemands ; ils font des tranchées autour de la ville, on voit circuler des patrouilles de cavalerie, et ils ont des batteries [de canons dans le bois de Bourlon.

Ces bonnes nouvelles se sont répandues dans la population, qui se met à espérer le départ prochain des Allemands. Pour éviter

tout incident fâcheux, la municipalité vient de faire afficher un nouvel appel au calme, invitant la population à conserver une attitude correcte vis-à-vis de l'ennemi.

16 septembre 1914. — Ils prennent de grosses précautions. A Noyelles, ce matin, on entendait le canon dans la direction d'Arras.

Rentré à 11 heures, j'apprends qu'on interdit aux personnes venues en voiture au marché de retourner.

A la Commandature, j'ai obtenu un permis d'aller demain à Valenciennes, Anzin, Denain, en auto, mais on me l'a refusé pour Lille et Arras « parce qu'il faut *laisser passer ce qui se fait actuellement dans cette région* ». On pourra probablement me donner satisfaction samedi, m'a-t-on dit.

De la Chambre de Commerce on entend des mitrailleuses vers Noyelles, Cantaing. Que va-t-il se passer?

En ville, un peu d'agitation militaire, mais pas assez pour faire croire que c'est encore la délivrance.

Un domestique venu de Noyelles avec un chariot, en vue de différentes commissions, n'a pas pu y rentrer, il couche ici avec ses chevaux.

18 septembre 1914. — L'alerte d'hier, à Cantignoul, se réduit à ceci : deux soldats français cyclistes sont venus jusqu'au pont, ils ont tiré en l'air pour faire sortir le poste allemand qui était au cabaret. Aussitôt s'est présentée une auto-mitrailleuse française qui a tiré une salve, tué un gendarme allemand, blessé un autre et plusieurs chevaux, et est repartie.

Cet incident nous a valu pour trente-six heures des garnisons dans chaque village, un redoublement de rigueur, voire même l'interdiction de circuler sur les routes.

Ce matin, on est revenu à la normale, le Commandeur, qui conserve toujours l'aspect impassible, accorde de nouveau des permis. Mais cela fut, dans les villages, l'occasion d'un grand émoi, et l'on a de nouveau abandonné jusqu'à ce matin le travail dans les champs.

On a prétendu que les Français étaient à Gouzeaucourt, venant de Bohain, le Catelet. Ce matin, dans cette direction, on entendait encore le canon, mais éloigné. Par ailleurs, les nouvelles sont ternes, rien de saillant, si ce n'est que l'armée allemande paraît s'être arrêtée dans sa retraite. Elle fait tête à nos troupes, et se serait fortifiée sur les coteaux qui dominent Soissons. Il est regrettable que ce ne soit pas encore le vrai départ en déroute, mais, vraiment, il ne peut suffire même d'une grande victoire pour être quitte d'un pareil géant.

Hier, malgré les insinuations des timorés, je suis parti à 6 heures pour Valenciennes et Anzin, avec mon ami Camuset. Le temps,

passable au départ, est devenu très mauvais vers une heure. Cela a été assez pénible parce que le vent soufflait en tempête, et que pour ne pas tenter les diables, nous étions dans une vieille voiture automobile découverte. En réalité, le voyage a été facile, on nous a arrêté une dizaine de fois. Nous avons fait beaucoup de courses et démarches utiles.

M. Champy, directeur général des mines d'Anzin, a été très aimable et nous a promis de faciliter nos entreprises régionales. Il a trouvé que nous étions très hardis. Il nous prêterait même des chevaux si nous en avons besoin.

On avait fusillé le matin le curé de Maing qui avait, paraît-il, commis l'imprudence de circuler à bicyclette, porteur de papiers compromettants. C'était une tête chaude, un peu exaltée.

Le curé d'Onnaing, qui avait été pris pour otage, parce qu'un gamin du village avait coupé des fils télégraphiques, a été relâché, moyennant paiement d'une rançon de 20 000 francs.

Le Commandeur de Valenciennes est, je crois, encore beaucoup plus dur que le nôtre. Il discutait hier une nouvelle contribution de guerre importante. Il avait fait afficher l'obligation pour tous les particuliers de déclarer ce qu'ils avaient de provisions chez eux, et menaçait de pillage si les déclarations n'étaient pas exactes.

Le soir, en rentrant, j'ai eu quelques consultations à donner, et je suis allé acheter à un recéleur deux chevaux qu'il m'a dit lui avoir été vendus par le vétérinaire allemand. L'un doit venir du gendarme tué à Cantigneul, il est beau, et pourra faire un bon cheval de voiture, si son jarret, transpercé par une balle, guérit ; l'autre, assez fort pour travailler aux champs, a une grande blessure au flanc.

19 septembre 1914. — Décidément, on est plus difficile pour la circulation, tout en disant qu'on n'y met pas d'obstacles. A une distance de Cambrai de 12 à 15 kilomètres, on rencontre des patrouilles françaises ; j'ai encore envoyé à Lille, à midi, le basculeur de Noyelles, avec un paquet de lettres ouvertes et des cartes pour militaires.

On réquisitionne des bateaux de charbon et les mariniers acceptent volontiers ce moyen de vider leurs péniches.

Les betteraves arrivent très doucement, les ouvriers ont encore peur d'aller dans les champs.

Je ne suis pas très satisfait de notre réunion du Conseil d'après-midi. Il me semble que mes Collègues exagèrent la prudence et la prévoyance indispensables. Mardi, je m'efforcerai de réagir et de les amener aux idées initiales de mon exposé. Je veux essayer de rendre un peu d'activité économique au pays ; pour cela il faut donner du travail et faciliter le commerce. Plus nos billets seront répandus, moins ils seront discutés. Il nous faut

en donner sans limite aux personnes dont la solvabilité devra être indiscutable après la guerre ; ils donnent du crédit à notre émission et rapportent de l'argent à notre caisse par l'escompte de 3 pour 100 qui nous permettra plus tard de faire face aux charges laissées par les insolvable qui pourraient se glisser.

On s'attend décidément à de nouveaux combats ; on dit avoir vu de nos éclaireurs dans les villages très proches. Du reste, aujourd'hui, l'occupation de Cambrai semble former un véritable flot relié seulement vers Valenciennes aux autres régions envahies. Les Allemands font beaucoup de patrouilles et sont plus rigoureux pour la circulation en voiture. L'interdiction des bicyclettes est formelle.

20 septembre 1914. — Mon voyage à Noyelles m'a permis de constater qu'il y avait des dragons français à Marcoing et Masnières. Pendant que j'étais à Rumilly, j'ai entendu une fusillade à 500 mètres, à Masnières, et ai vu revenir cinq autos allemandes avec des soldats, ils ramenaient un dragon prisonnier. Attendons les événements, mais j'estime qu'ils vont se précipiter assez vite.

J'ai passé l'inspection de ma nouvelle cavalerie d'occasion ; en dehors d'un vieux cheval acheté récemment, et qui est mort sans avoir travaillé, je crois que je commence à me remonter.

Ce matin, les Allemands ramassent tous les civils entre dix-huit et quarante-cinq ans, aussi chacun rentre chez soi et se sauve. Ce sont, de leur part, les précautions dernières. Grand émoi en ville ; ordre est donné à tous les hommes de dix-neuf à quarante-cinq ans d'être à 3 heures à la gare avec des vivres.

Mon opinion est qu'on ne doit pas s'y rendre, et je le dis. Environ cinq cents mobilisables se sont rendus à l'appel allemand. Que vont-ils en faire ?

Nous devons être proche de la délivrance, il y a en ville sensiblement plus de troupes, cavalerie et infanterie. Partout des escouades circulent et l'on voit un plus grand nombre d'autos que ces jours derniers.

— Nous avons eu deux orages de grêle. Il fait relativement froid.

21 septembre 1914. — Grand émoi à Noyelles et ailleurs, en face de la prétention allemande d'enlever les hommes de dix-neuf à quarante-cinq ans. Je les ai rassurés de mon mieux en leur disant que je ne me prêterais pas à leurs exigences, que je refuserais de faire connaître cet ordre et qu'en cas de recherche, je les engagerais à se cacher d'abord, et si besoin est, de s'en aller. J'ai encore recommandé le calme en cas de bataille.

La reprise de Cambrai semble imminente. Des troupes françaises continuent à rayonner dans les environs, la situation est tellement tendue qu'elle ne peut durer. J'ai eu de la peine à sortir

et à rentrer à Cambrai. Hier, à la suite d'escarmouches autour de Bonavi dans lesquelles les Allemands ont eu quelques blessés et vingt-deux automobiles brûlées, ils ont mis, à 3 heures, le feu aux fermes de Bonavi et le Quesné. L'incendie est encore aujourd'hui très ardent. Ils ont aussi, hier, brûlé quelques maisons au pont de Masnières parce qu'ils prétendent avoir été mal renseignés par une femme. Les gens sont terrorisés.

La tempête nous amène de grosses ondées qui font penser à nos soldats mouillés.

On s'accuse toujours réciproquement d'employer des balles dum-dum ; il faut, je crois, ne voir là que des cas isolés chez les différents belligérants. Mais certains soldats allemands possèdent des crans de scie à leurs baïonnettes et on les voit monter la garde avec ces armes barbares dont l'emploi officiel constitue un acte de sauvagerie.

Il n'y a plus d'hommes dans les rues. A la mairie, on craint d'être pris comme otage, sous un prétexte quelconque. Est-ce cette crainte qui les pousse à conseiller à leurs concitoyens de se rendre à la gare-annexe pour obtempérer aux injonctions allemandes?... Combien de temps va encore durer ce véritable régime de terreur?

Les journaux se font plus rares ; cependant nous en avons encore presque tous les jours. Il semble ressortir qu'après le gros effort de ces jours derniers, il y a un temps d'arrêt relatif.

22 septembre 1914. — Toujours même expectative. Le temps s'améliore un peu. J'ai dû secouer quelques chefs ouvriers ce matin, la surveillance manque, je ne voudrais pas être forcé de faire des exemples.

Notre courrier est revenu de Sainghin par Lille, Douai, Bourlon, Noyelles. Il a fait un voyage relativement facile, il est très débrouillard. Il a rapporté lettres et journaux.

Il est vraiment extraordinaire qu'à Noyelles, lors du bombardement, il n'y ait eu personne de blessé, et même fort peu de dégâts aux maisons. Je suis allé ce matin chez la femme du chimiste de la sucrerie, une balle a traversé sa salle à manger et un éclat d'obus sa chambre à coucher.

Ce matin on reçoit un peu plus de betteraves.

J'ai l'intention d'aller à Arras jeudi, je ne sais pas si je pourrai obtenir un permis.

Au Conseil d'escompte, je crois que nous nous sommes mis d'accord sur une conception plus large de l'œuvre d'émission. Je n'ai pas pu voir le Commandeur, il a été en route presque toute la journée et ne voulait recevoir personne.

23 septembre 1914. — Le Commandeur a encore défendu de

recevoir qui que ce soit, mais j'ai pu l'attraper au passage et il m'a dit qu'il était impossible d'aller à Arras demain. Que s'est-il passé? Nous n'avons pas de nouvelles. Des troupes sont rentrées cette nuit de la direction de Saint-Quentin, à 11 heures et demie; elles étaient très fatiguées, leur musique de saltimbanques était nécessaire pour entraîner à la marche. Ils paraissent calmes ce matin, certains prétendent avoir remporté une grande victoire, alors que le bruit court qu'ils auraient été battus vers Saint-Quentin?

Je reviens de Noyelles; les gens y font les braves devant moi; pourtant si j'étais une journée sans aller les remonter ils seraient en débandade. On ne m'attend jamais parce qu'ils se figurent que je serai pris par les Allemands. J'attendrai la semaine prochaine pour mettre la sucrerie en marche; ce sera très osé, mais actuellement, avec ce qui se passe autour de nous, ce ne serait pas sage.

Les troupes rentrées cette nuit sont reparties à une heure dans la direction de Villers-Plouich; il y avait de l'artillerie. J'ai vu huit mitrailleuses, de la cavalerie et de l'infanterie. Il y avait peut-être de 1 500 à 2 000 hommes.

Il paraîtrait qu'ils auraient été battus hier soir à Saint-Quentin, peut-être même plus près, au Catelet. Toujours est-il qu'il passe de nombreux convois avec un peu de troupes; ce n'est certainement pas la débandade, mais plutôt une retraite en bon ordre sur Valenciennes. Ce sont des troupes passées ici il y a quatre semaines. Certains sont allés revoir les personnes chez lesquelles ils avaient logé à l'aller. Ils ne sont pas aussi fiers qu'alors. Ils disent qu'ils ont été à 40 kilomètres de Paris, mais que les Anglais les ont refoulés. On a revu des voitures volées ici à leur premier passage, avec beaucoup d'autres, prises en cours de route.

Le temps est redevenu très beau. Peut-être un des régiments de Cambrai se trouve-t-il dans nos environs? Comme il est dur de n'avoir aucune nouvelle des siens, quand on sait les hécatombes qui ont lieu chaque jour.

Je crains un peu que les flammes qui sortent du four à chaux à l'allumage ne soient prises pour des signaux, aussi je vais encore attendre quarante-huit heures.

24 septembre 1914. — Hier, nous avons vu plusieurs aéros français, il y a quelque chose de changé depuis trois jours; est-ce la délivrance?

Même situation, on ne sait toujours rien; nous entendons le canon, la bataille doit avoir lieu entre Épehy et le Catelet, comme hier. Une grosse section de mitrailleuses avec fourgons, etc., a pris possession de nos magasins de la Chambre de Commerce à Cantimpré; ils dévastent tout, brûlent les planchers; ils disent que ce sera le vaincu qui payera. Avec leur bluff ordinaire, ils

prétendent avoir remporté tant de victoires que leur présence n'est plus nécessaire vers Paris, qu'ils retournent en Allemagne pour combattre les Russes. Cela a fort l'air d'être un commencement de retraite, mais elle se fait en trop bon ordre !

A la Commandature on est de moins mauvaise humeur, mais on ne veut plus rien payer, on donne des bons pour après la guerre.

J'ai obtenu un sauf-conduit à destination de Denain, pour M. D... ; osera-t-il s'en servir ?

Une partie des mitrailleuses est allée vers Douai ; vont-ils chercher à occuper définitivement cette ville ?

On dit toujours que nos troupes ont réoccupé Péronne et Saint-Quentin. En jetant les yeux sur la carte, cela paraît invraisemblable. Comme il est pénible d'être sans nouvelles !

A midi, les Allemands ont tiré deux coups de canon, de la Citadelle, sur un de nos avions ; un obus est tombé sur une briqueterie, l'autre au rond-point du quartier de la gare-annexe, il a tué deux personnes et blessé grièvement trois autres. Les Boches prétendent, de leur côté, que c'était l'aéro qui avait lancé une bombe.

J'ai encore acheté, pour 500 francs, deux rosses allemandes, je me demande si on me les livrera.

Que de questions complexes pour nos prêts de la Chambre de Commerce. La question se pose en ce moment pour les Caisses d'épargne et les mariniers.

25 septembre 1914. — Comme le collectionneur ne perd jamais ses droits, mon album d'assignats va s'enrichir de deux séries de notre émission de billets de la Chambre de Commerce.

Rien de nouveau, on entend toujours le canon ; la direction semble avoir un peu changé.

A Noyelles, en prévision des événements, on attendra encore quelques jours pour mettre en marche la sucrerie. J'ai encore acheté au vétérinaire allemand un cheval alezan de cinq ans, fourbu. Je pense qu'il se remettra.

Décidément, l'aéroplane d'hier pourrait bien avoir jeté des bombes. Les Allemands le prétendent dans une affiche où ils assurent n'avoir pas tiré le canon. Il a recommencé aujourd'hui avec plus d'adresse : le projectile, tombé dans la gare, a tué deux Allemands et en a blessé trois autres.

Quelle horreur que la guerre, quel retour à la barbarie ! En voyant les choses avec calme, on s'explique que les soldats qui vont au feu ou en reviennent soient assez surexcités pour perdre toute notion de civilisation, qu'ils ne connaissent plus qu'eux-mêmes et que sur leur route ils dévastent, volent et détruisent, même sans raison.

On se fait moins facilement à la conception des gens qui ne vont

pas au feu, comme le Commandeur, et son entourage, qui organisent le pillage chez les habitants, et cela de sang-froid.

Beaucoup d'allées et venues de troupes, on ne comprend rien à leurs marches et contre-marches. Qu'il est donc pénible de ne rien savoir de l'extérieur !

26 septembre 1914. — Décidément cela se corse de plus en plus. Il se prépare des événements graves dont l'importance sera en raison directe de la longueur de la préparation. Les Allemands ramènent des Vosges quantité de troupes ; ils doivent craindre un mouvement enveloppant de leur aile droite et la renforcent d'au moins un corps d'armée. Ils arrivent par chemin de fer en masses considérables. Il en est passé toute la nuit.

Je rentre de Noyelles ; un régiment d'infanterie y avait passé la nuit et s'est conduit convenablement ; on avait fait publier que les troupes n'avaient droit qu'au coucher et ils ont payé tout ce qu'ils ont demandé. Ils déplorent la guerre, auraient perdu plus de la moitié de leurs effectifs, disent que les soldats français sont très braves et spécialement les chasseurs alpins.

26 septembre 1914. — Lorsque je suis arrivé à Noyelles le village était en émoi parce qu'un convoi qui venait de passer avait emmené M. Doisy, mon adjoint. Ils l'ont renvoyé après avoir dépassé la dernière maison du village.

Au moment de mon départ, est arrivé un officier d'artillerie avec quelques sous-officiers. Sa batterie (6 canons), descendant de wagon avec tout son matériel, allait venir se reposer à Noyelles de trois jours de voyage, et il était chargé de leur installation. Je lui ai offert les cours de l'usine pour ses canons et convois, les hangars à betteraves pour ses chevaux, la maison du directeur pour ses officiers, et cela afin de débarrasser le village de cette réquisition ; mes offres ne l'ont pas absolument séduit ; cependant, je crois qu'ils s'installeront ainsi.

Il a, lui aussi, beaucoup déploré la guerre, prétendu qu'ils ne la voulaient pas, que nous avions eu tort de suivre la Russie, que les Français n'étaient pas leurs plus grands ennemis, mais qu'ils voulaient exterminer les Anglais. Il prétend qu'ils ont pris 100 000 Russes dans une bataille et en ont fait périr 150 000 dans les marais ; que les Autrichiens n'étaient pas battus comme on l'a dit, mais seulement *fatigués*. Il a ajouté qu'ils avaient déjà 200 000 prisonniers français, avec beaucoup de canons, mais que nous leur en avions aussi pris énormément. Ils ont une sainte frayeur de notre artillerie, très meurtrière pour eux.

Tous ces gens qui ne viennent pas directement du feu, qui ont eu le temps de se ressaisir, ne sont pas aussi barbares ; ils sont presque raisonnables ; mais ils redeviendront avec la bataille de

vrais sauvages. Les convois ont grand'peur de notre 5^e division de cavalerie qui, commandée par le général de Lastours, leur a pris depuis quelques jours beaucoup de voitures, automobiles et autres. Ils l'appellent le Général Fantôme. Il est partout et on ne le voit nulle part. Ils le cherchent de tous côtés, et le prendre est leur objectif.

Je crains bien que l'homme parti de Noyelles ce matin pour porter un courrier à Lille ait entrepris une chose insurmontable, car ils occupent toutes les routes en étoile autour de Cambrai. Il n'a que des lettres qui ne sont nullement compromettantes, mais il est trop jeune, avec ses trente-six ans, pour ne pas attirer l'attention. Je lui ai recommandé une extrême prudence.

Le régime de la terreur est chaque jour resserré. Aujourd'hui la Commandature a fait afficher des ordres très sévères défendant de sortir de sept heures du soir à sept heures du matin, heure allemande, et prévenant que les sentinelles avaient reçu l'ordre de tirer sans appel sur les contrevenants, interdisant tout rassemblement dans les rues, ordonnant d'apporter toutes les bicyclettes, sous les peines les plus sévères, etc... Les habitants sont tellement terrorisés par cette affiche, qui ne parle que de fusiller et incendier, qu'au Conseil d'escompte, nous n'étions que trois.

Les bateliers crient misère et réclament des secours.

Il passe toujours des troupes de toutes armes. Elles partent dans toutes les directions : Saint-Quentin, Péronne, Bapaume, Arras, Douai, Valenciennes, le Cateau, Solesmes ; c'est l'encerclement. Que va-t-il nous arriver ? Nous sommes toujours sans nouvelles de l'extérieur. Pourvu que les Anglais, que l'on dit débarqués depuis quelques jours à Dunkerque, soient prêts à subir le choc !

27 septembre 1914. — L'envoi du courrier, hier, m'est apparu cette nuit comme une grande imprudence. J'ai été tourmenté toute la nuit à ce sujet. J'ai hâte de partir pour Noyelles, dans l'espoir que n'ayant pas pu passer, il est revenu à l'usine.

Nous avons un merveilleux temps d'automne. Depuis quatre heures déjà on entend le canon, ce semble être dans la direction de Douai. Est-ce la grande bataille qui se prépare depuis plusieurs jours ?

Je ne sais comment la municipalité va se tirer de la demande de 200 000 francs faite par les Allemands.

27 septembre 1914. — Je rentre de la mairie où j'avais été convoqué avec cinquante notables de la ville. Le premier adjoint nous a exposé qu'il se faisait tirer l'oreille pour verser les 200 000 francs réclamés, et que la réunion avait pour but de paraître quêter l'obole de chacun pour parfaire la somme qu'il avait en réalité dans son portefeuille depuis hier, grâce à une combinaison qu'il

ne voulait pas faire connaître. Il a ajouté que pareille circonstance pouvait encore se présenter et qu'il nous réunirait encore à nouveau, soit pour faire la somme demandée, soit pour nous mettre à la disposition de l'autorité allemande comme otages. Je vais faire préparer une petite valise, car il sera bien difficile de ne pas finir par être emmené lorsqu'ils se verront près d'évacuer la ville.

On vient d'afficher un nouvel avis, encadré des couleurs allemandes, punissant de mort toute atteinte aux installations télégraphiques ou téléphoniques, et menaçant des représailles les plus sévères les communes où pareil attentat se serait produit. Cet ordre a certainement été imprimé en Allemagne, car il est en quatre langues, allemand, français, polonais et russe, et s'adresse ainsi à toutes les populations ennemies de l'Empire.

28 septembre 1914. — On semble se battre, aujourd'hui comme hier, sur une ligne allant de Bertincourt à Vraucourt, mais on est sans nouvelles ; hier on a amené de ces parages une douzaine de blessés et trente prisonniers français.

On m'a encore pris un cheval à Rumilly contre un bon de réquisition : que vaudra-t-il ?

Les cultivateurs de la route de Paris n'osent pas charrier leurs betteraves ; on leur a fait dételer, pour les prendre, trois chevaux attelés à des tombereaux.

A Noyelles, depuis hier midi, on n'a pas vu d'Allemands, aussi les habitants se risquent-ils un peu plus. Mon homme n'est pas revenu, du reste il ne peut pas encore être de retour ; a-t-il réussi à passer, ou a-t-il été pris ?

J'interdis d'une façon absolue l'alcool à Noyelles, et je les prépare à l'idée de ne plus me voir, ainsi qu'à une demande de contribution de guerre.

Comme il est pénible de se sentir chez soi, loin de toute agitation, vivant presque de la vie ordinaire, lorsqu'on perçoit au dehors l'agitation et le danger pour tous les absents !

Les nouvelles sont assez vagues, mais très rassurantes ; deux personnes venues à pied de Lille disent que partout nos troupes, sans avancer beaucoup, tiennent, gagnant 50 mètres à la fois ; ce serait une guerre de tranchées. Dans notre région, après qu'on se serait fortement battu à Orchies, depuis deux jours le combat a lieu sur le front de Binicourt (vers Bapaume), à Bertincourt, en s'étendant par Bullecourt, Morchies, Beugny.

D'après les blessés allemands, leurs pertes seraient énormes. Ils sont stupéfaits de la valeur de notre artillerie et de la qualité du tir de notre infanterie. Ils perdent une grande quantité de leurs officiers. Leur moral semble médiocre, la crainte de nos troupes va en augmentant. Tout cela paraît bon ; cependant le Comman-

deur ne semble pas inquiet, puisqu'il a levé l'interdiction aux piétons d'entrer et de sortir à volonté de la ville.

J'ai acheté encore un de leurs chevaux, d'un beau type, extrêmement fatigué, âgé d'environ quatorze ans, je l'ai payé 300 francs.

29 septembre 1914. — Temps d'automne, mélancolique ; renseignements toujours vagues, rien de saillant. Le manque de nouvelles nous pèse.

Il passe encore des troupes, mais moins que ces jours derniers. Les plus grandes misères de nos villages viennent de ces si nombreux convois de ravitaillement de toutes natures. Conduits par des sous-officiers, ils commettent des exactions sans mesure ni forme. Nous avons logé cette nuit à Noyelles 300 chevaux avec tout le personnel que comportent ces attelages.

Il est passé de nombreuses voitures de blessés venant de Bapaume et du Transloy.

30 septembre 1914. — Ce matin, j'ai trouvé à Noyelles mon messager revenu sans encombre avec six journaux (qui ont fait beaucoup d'heureux) et un gros paquet de lettres. Très débrouillard, il a découvert mon facteur de Cambrai qui, à Lille, fait le triage du courrier en souffrance, et qui lui a remis tout ce qui était pour nous. Il m'a rapporté des renseignements très réconfortants sur un mouvement de troupes françaises et anglaises de Lille vers Tournai. A Douai, il a vu des troupes françaises de différentes armes en quantités assez importantes. Aussi il se fait à la sortie de Cambrai, dans cette direction, des mouvements de troupes allemandes ; elles se retranchent. La bataille de Bapaume a bien été ce que nous avons pensé : terrible pour nous, elle a été encore plus meurtrière pour les Allemands.

Nous ne voyons presque pas de blessés français, alors que, depuis quarante-huit heures, il passe nuit et jour des convois de blessés allemands. On dit qu'avant-hier, nous avons remporté une grande victoire à Reims. Bref, les nouvelles sont bonnes et réconfortantes.

J'ai reçu aujourd'hui des nouvelles, parfois très récentes, de tous les miens, et même une lettre de M. Monceau du 5 septembre, en provenance de Vierzou. Journée d'émotions et de joies relatives.

1^{er} octobre 1914. — Est-ce le canon de la délivrance qui tonne depuis 2 heures du matin ? Non seulement il a repris violemment vers Bapaume, mais du côté d'Aubigny-au-Bac on se bat, et l'artillerie semble jouer un grand rôle.

A Noyelles nous avons encore le convoi chapardeur de mardi et un autre convoi est venu s'y ajouter. C'est terrible, dans de petits villages, d'avoir 600 hommes avec autant de chevaux. Ils

sont sans ordres, ou mieux avec des contre-ordres toutes les deux ou trois heures.

Je fais cacher certains chevaux, car ils me les reprennent. Ce matin, en prenant le cinquième depuis deux jours, le vétérinaire a dit qu'il fallait qu'il ait été bien soigné pour avoir été si vite remis. Je ne me lasserai pas, et puisque cela est nécessaire, je vais en chercher d'autres.

2 octobre 1914. — La bataille est suspendue à cause d'un brouillard intense. On n'entend pas le canon; cette nuit, à 2 heures, deux ou trois explosions permettent de supposer que des ponts ont été détruits; ce n'est pas surprenant, car on se battait vers les marais de la Sensée, où tous les chemins ont plusieurs ponts.

Vers le soir le canon a repris aussi violent qu'hier; on dit les nouvelles bonnes. Les convois qui étaient à Noyelles sont partis hier après-midi, ils ont pris une charrette et annoncé qu'ils reviendraient aujourd'hui chercher des mulets et des chevaux. — Ces malheureux habitants de Noyelles ont une telle frayeur, que je me demande ce qu'ils deviendraient si on se battait encore dans ce village. Ils m'ont soutenu avoir vu hier, à la tombée du jour, trente et un avions. Réunis à plus de cinquante pour les observer, ils en sont absolument certains, malgré ce que disent deux ou trois d'entre eux, plus sérieux, qui ont voulu les convaincre que c'était un amoncellement de nuages, ce qui est évident.

Les convois d'hier ont abandonné dans mes écuries trois rosses moribondes; je vais essayer de les sauver, ce serait toujours un résultat.

Je n'ose pas encore allumer le four à chaux, vraiment il faut attendre la fin de la bataille.

Le canon tonne de façon effrayante. Quels engins de destruction! On a le cœur serré en y pensant.

On est énervé par le bruit du canon. On ne sait rien. Les Allemands demandent une voiture pour faire pendant trois jours le service postal entre Cambrai et Douai. La bataille paraît avoir incliné sur la gauche, c'est-à-dire sur Arras, mais l'action est toujours aussi proche de nous. J'ai vu, en revenant de la Chambre de Commerce, passer environ trente prisonniers du 18^e territorial.

3 octobre 1914. — Toujours le canon, et pas de nouvelles. J'ai donné l'ordre d'allumer le four à chaux demain matin, dimanche, pour commencer la fabrication mardi soir ou mercredi matin. Il faut avoir la confiance et la volonté rivées au corps pour persévérer. On est allé me prendre encore deux chevaux dans les champs, hier après-midi; cela fait sept depuis que j'ai renouvelé mes écuries. Je vais partir à une heure avec M. Camuset pour Saint-

Quentin, où nous sommes convoqués par le Commandeur pour examiner les moyens de faire marcher les sucreries.

4 octobre 1914. — Triste route que celle de Saint-Quentin : des tombes tout le long du chemin, et la dévastation par le feu. Les fermes et maisons de Bonavi sont brûlées comme on l'avait dit il y a huit jours. A Saint-Quentin j'ai laissé mon neveu et compagnon Pierre Gallois aux mains de sa famille. Ce brave neveu, de si agréable compagnie, va me manquer. J'ai cru qu'il était raisonnable de profiter de cette occasion pour le reconduire, mais j'ai presque regret de n'avoir pas été plus égoïste en le conservant.

M. Seblin était là avec une dizaine de collègues fabricants de sucre. Dans cette région, aussi malheureuse que la nôtre, on me paraît très nerveux, pas assez philosophe ; ils feraient mieux d'avoir, comme nous, la mentalité orientale, d'allonger leur patience.

Cette réunion, qui a eu l'agrément de me faire rencontrer de bons collègues à un moment où chacun est sans nouvelles des autres, ne me paraît pas avoir eu d'utilité pratique. Les Allemands de la Commandature saint-quentinoise semblent plus rosses que les nôtres. Quel but poursuivent-ils en incitant les sucreries à marcher ? Ils ont dit qu'ils nous prendraient la moitié du sucre fabriqué contre des bons de réquisition à payer par le vaincu.

A Saint-Quentin, on est encore plus que nous sans nouvelles de l'extérieur, et absolument terrorisé.

Nous avons eu peu de temps pour causer, car avec notre mauvaise auto, il fallait être rentrés ici avant la nuit. A l'aller comme au retour, ma ferme de Rumilly était encore occupée par un convoi de troupes. Le canon se faisait toujours entendre et n'a guère cessé cette nuit ; il a redoublé ce matin à 5 heures. Toujours très proche, il semble s'être déplacé d'une façon continue sur la gauche, entre les routes d'Arras et de Bapaume. Les Allemands ne seraient pas arrivés à nous prendre Arras, comme ils nous avaient pris Douai, où la bataille aurait été très pénible, d'après ce que l'on dit. Nos ennemis ne semblent pas victorieux ; leurs pertes seraient énormes, et les nôtres aussi, quoique infiniment moindres.

L'Allemand qui était venu vendredi prendre deux bons chevaux dans les champs avait dit qu'il en renverrait deux ; on n'y croyait pas, pourtant il a renvoyé hier deux vieilles rosses, c'est tout de même plus que rien.

Nous avons enfin allumé ce matin le four à chaux ; c'est donc la mise en marche. Le sort en est jeté, il faut qu'audacieux, on ne m'accuse pas de témérité ; aussi vais-je prendre le plus de précautions possible.

Je viens d'aller voir, avant de déjeuner, notre nouveau Com-

mandeur. Décidément ils se succèdent bien rapidement. Il y a à peine trois semaines que le précédent nous était arrivé. C'est, cette fois, un colonel bavarois, le colonel Kirchgessner ; lui et son officier d'ordonnance m'ont paru fort accessibles. Je lui ai raconté la conférence d'hier à la Commandature de Saint-Quentin. Il affirme son désir d'aider les fabricants de sucre à utiliser la récolte de betteraves, et dit qu'ils peuvent venir lui demander ce qui est indispensable pour cela. Il m'a remis une autorisation de circuler pour les ouvriers des champs et de l'usine, une défense d'entrer dans la sucrerie et une défense sans restriction de toucher aux chevaux et bœufs occupés aux charrois de betteraves. J'aurais voulu lui faire spécifier que cette défense s'étendait aux attelages des cultivateurs de la région, il n'a pas voulu, disant qu'il le ferait un peu plus tard, lorsque l'action qui se passait vers Arras serait terminée.

Le Commandeur m'a communiqué la dépêche officielle allemande de ce matin : « En France, *rien de changé dans la situation*. A Anvers avons pris trois forts, à l'Est grande victoire, avons pris aux Russes trente canons. »

Il m'a promis aussi de me donner, quand le moment sera venu, la facilité d'amener mes sucres aux entrepôts par bateau.

Nous avons enfin quelques précisions sur les batailles dont le canon nous terrifie depuis plusieurs jours. Les troupes franco-anglaises arrivées d'Orchies auraient défendu Douai sur la route de Cambrai, en particulier à Sin-le-Noble qui aurait souffert ; elles se seraient retirées au delà de Douai sans s'y arrêter, suivies par les Allemands.

L'autre bataille sur la gauche de la route d'Arras aurait eu son centre dans les villages de Cherisy, Neuville-Vitasse, le Transloy. L'hécatombe ennemie y aurait été effroyable ; il suffit pour en juger de voir les convois ininterrompus de blessés, mais les paysans conducteurs de voitures réquisitionnées à cet effet donnent plus de détails. Ils disent avoir vu trois régiments massés partir à la charge contre nos troupes disséminées, et qu'il n'en serait guère revenu ; c'est effrayant de penser à tous ces massacres.

Depuis cinq jours ces villages sont pris et repris, complètement pillés, dévastés, les habitants vivent dans leurs caves et souffrent de la faim. On assure que nous perdons infiniment moins d'hommes que les Allemands. Je ne crois pas que la guerre puisse encore durer plus de six mois ; il n'est pas possible que cette destruction se prolonge, car tout le long du front jusqu'à Belfort, c'est la même chose.

On voit des scènes vraiment navrantes : ce matin, en allant à la Commandature, j'ai vu une malheureuse dame de Douai, d'environ trente ans ; son mari avait commis l'imprudence de sortir de chez lui lorsqu'il avait cru qu'on ne se battait plus. Pris proba-

blement pour un soldat déguisé, il avait été emmené comme prisonnier. Elle était immédiatement allée chez le gouverneur, lui avait expliqué la chose, l'avait apitoyé au point d'obtenir de lui un ordre de le relâcher. On avait même mis à sa disposition une voiture d'ambulance pour le rechercher, alors qu'il était, déjà, avec beaucoup d'autres, emmené à pied à Cambrai. La malheureuse, après avoir perdu beaucoup de temps à chercher inutilement un conducteur pour sa voiture, s'est décidée à partir à pied sans pouvoir rattraper le convoi. Enfin, arrivée à Cambrai, à la gare d'embarquement, elle y voit son mari, sans obtenir de l'officier qu'il le relâche. Elle se précipite alors à la Commandature de Cambrai qui lui promet de s'en occuper, et lui dit de revenir ce matin. Elle attendait depuis trois heures et ne savait encore rien.

Peut-être le régime de compression va-t-il se relâcher un peu ; la population est autorisée, dans l'intérieur de la ville, à circuler une heure plus tard, jusqu'à 7 heures du soir, heure française.

5 octobre 1914. — J'ai été obsédé toute la nuit par ce spectacle si impressionnant des convois de blessés qui passent sans interruption (1). Ceux de ces malheureux dont les jambes sont intactes marchent en groupes, d'autres sont empilés dans des chariots de culture, enfin une bien faible proportion est installée dans leurs si nombreuses voitures ambulancières.

Dans la lutte, les belligérants conservent vraisemblablement leurs positions, puisque les Allemands ramènent leurs blessés et qu'on ne voit pas les nôtres.

On prétend que dans cette bataille les ennemis opposent à nos troupes quatre corps d'armée ; on dit aussi, mais sans le savoir sérieusement, que nous n'aurions en ligne que trois corps d'armée. La bataille se décompose en trois actions bien distinctes : celle de Bapaume où nous semblons refouler l'ennemi sur Combles ; celle vers Péronne ; et celle vers Douai. Au prix de quels sacrifices arriverons-nous au résultat final ?

Je pars pour Noyelles, je chercherai encore à acheter des chevaux et partirai à midi pour Valenciennes, où j'espère trouver certaines choses qui me manquent pour la sucrerie.

Si la débâcle allemande arrive, comme je le présume, ce qui restera de leurs troupes convergera vers Cambrai. Quel sera alors notre sort ?

Matinée d'agitation à Cambrai, trois ou quatre aéros montés par des aviateurs anglais, dit-on, ont survolé notre ville de 9 heures à 11 heures. On ne peut pas se faire une idée, sans l'avoir entendu,

(1) C'est en effet dans la journée du 4 octobre que les hôpitaux et ambulances de Cambrai comptèrent le plus de blessés.

de ce qu'on a tiré après eux. On a usé autant de munitions que pour un combat important. Ils ont lancé quelques bombes : l'une serait tombée sur un mur, route de Solesmes, en face de chez M. Bersez, et n'aurait fait que peu de dégâts. Une seconde tombée sur le buffet de la gare n'a pas eu beaucoup d'effet utile. Une troisième aurait éclaté près d'un train de munitions ; la quatrième sur la citadelle, et une cinquième vers la porte de Paris, n'ont rien fait, mais la sixième, lancée sur un convoi qui passait rue de la Herse, a tué huit chevaux, un officier et quatre Allemands, mais aussi un civil et blessé une femme à laquelle on a dû amputer la jambe gauche ; elle portait un enfant qui, lui aussi, a été amputé du bras gauche ; enfin une autre femme a eu une fracture de jambe. (On a dit aussi que c'était un de leurs obus qui avait fait tous ces dégâts.)

Je suis rentré de Valenciennes et Anzin sans incidents, mais sans avoir trouvé ce que je cherchais. On y est plus malheureux que lors de mon premier passage, et comme nous, sans nouvelles, ils restent actuellement plus éloignés des combats.

La bombe de la rue de la Herse a brisé tous les carreaux du quartier. Une septième bombe tombée boulevard Faïdherbe, en face de chez Moglia, sur le terre-plein, n'a pas éclaté ; les Allemands l'ont, paraît-il, retirée du sol où elle s'était enfoncée. Ils auraient voulu que la municipalité fasse cette besogne dangereuse et pour laquelle elle n'avait pas de personnel compétent.

6 octobre 1914. — L'empereur d'Allemagne aurait visité la région dimanche. Il serait allé coucher à Saint-Quentin.

Il y a beaucoup de réserves allemandes dans les villages au delà de Noyelles. Elles viennent de Laon, Reims ; Marcoing en loge de 3 à 4 000 hommes ; Cantaing, Masnières, etc., etc., en ont beaucoup. Le bruit du canon s'est un peu éloigné.

Mon homme n'est pas encore rentré de Lille.

Je fais ouvrir les écoles primaires ; l'institutrice adjointe n'est toujours pas là, il faut réunir les classes avec la garderie d'enfants et pourvoir en même temps à la confection des soupes scolaires.

Ce matin j'ai eu à subir des réclamations d'ouvriers bien injustifiées. Ils étaient cinq, déchargeurs de charbon ; depuis trois semaines, ils ont gagné 5 francs par jour, plus les pourboires importants qu'ils exigeaient à mon insu des personnes qui venaient chercher du charbon. Ils ont tellement bu pendant ces déchargements qu'ils étaient tout le temps en demi-ivresse.

Je ne puis séjourner assez à Noyelles et les surveillants ne suffisent pas à tout. J'ai fermé les trois cabarets autour de l'usine pour quelques jours, et réuni le personnel pour lui témoigner mon mécontentement, disant qu'étant donné mes sacrifices et mes peines, j'avais le droit d'exiger du dévouement dans un travail qui n'est que pour eux, et qu'après avoir fait le gros effort, unique

jusqu'à présent dans l'arrondissement, de mettre la sucrerie en marche, à seule fin de leur donner du pain honorablement gagné, je ne demandais qu'à ne pas mettre en route, tellement j'étais à bout de force. Enfin je leur ai laissé jusqu'à demain pour dire s'ils étaient disposés à avoir le dévouement sans limites indispensable à la fabrication.

Quelle journée ! La matinée a été pénible, l'après-midi pire. Pendant que je présidais le Conseil d'escompte, M. Cuvillier a été appelé par un officier qui, en parfait français, l'a informé que quoi qu'il fasse, sa colonne occuperait avec ses hommes, ses chevaux et ses voitures, nos magasins des Docks. Ce soir, à 7 heures, résolu de l'empêcher, je suis parti pour l'hôtel de ville.

En route, j'ai rencontré, rue des Feutriers, un convoi de cent à cent vingt-cinq prisonniers, dont beaucoup de turcos. En passant devant un boulanger, on avait voulu leur donner quelques tranches de pain, et l'officier s'y opposait brutalement ; alors j'ai ordonné au boulanger de leur donner tous ses pains. Furieux, l'officier est arrivé à moi menaçant de me gifler ; mon air résolu l'arrêta ainsi qu'un sous-officier qui me montrait sa baïonnette ; les soldats sans armes qui étaient sur le trottoir m'ont menacé après le passage jusqu'à ce qu'un brave garçon parlant français les fit taire. A la méchanceté de l'officier, nos prisonniers ont gagné une distribution de pain.

Arrivé à la mairie, j'ai dit à la municipalité que je ne sortirais qu'après avoir obtenu satisfaction, que nous avions vidé dès le commencement de l'occupation les deux magasins du port Cantimpré, que nous y logions cinq cents chevaux avec les hommes, alors que les voitures séjournaient sur le terrain, mais que nous ne pouvions accepter la responsabilité de voir gaspiller pour dix millions de francs de marchandises qui étaient dans nos autres magasins.

Comme je voulais défendre par tous les moyens les marchandises dont nous avons la responsabilité morale, j'ai continué mes démarches à la Commandature, où j'ai obtenu assez facilement un piquet de garde. Je suis alors reparti avec mes quatre soldats pour les conduire à leur poste. Les gens, pendant la traversée de la ville, me regardaient avec un air effaré, croyant qu'on m'emmenait.

L'état-major général vient demain s'installer ici, aujourd'hui les officiers d'ordonnance préparent les logements. Ils ont parcouru la ville pour choisir leur quartier. Ils ont jeté leur dévolu sur la maison de Mme Brabant, place Fénélon, d'où ils font sortir les officiers qui y sont installés. Comme il faut d'autres logements autour de cet hôtel, ils sont allés chez Mme Chappeau, lui ont dit qu'ils allaient lui donner des billets de logement, mais qu'il fallait abandonner son chez elle. Puis, je les ai vus à l'hôtel de ville, exigeant d'autres logements, toujours dans ce même quartier.

Ils demandent cent et quelques lits complets à mettre où ils indiqueront, etc., etc., ils réquisitionnent même des vêtements d'automobilistes, des montres, etc...

La journée finit mieux, on m'apporte à l'instant la dépêche officielle française du 4 : « Général Dufresne a battu l'aile gauche ; général French a battu l'aile droite. Bataille sous Amiens, favorable, avons repris l'offensive. Allemands se replient sous Landrecies et Maubeuge, bataille imminente. Victoire sur l'Aisne ; Allemands battent en retraite sur Cambrai, nos troupes se concentrent sous Péronne. » Hélas, c'était une fausse nouvelle !

7 octobre 1914. — On a mis la sucrerie en marche ce matin, j'ai affecté de ne pas entrer dans l'usine pour bien montrer aux ouvriers que je la laissais à leurs soins, puisqu'ils avaient décidé de la faire marcher. Je me suis contenté de me faire rendre compte et de faire les recommandations utiles.

Je suis allé à l'hôtel de ville, d'où j'ai rapporté toujours la même impression de mauvaise organisation.

À l'ambulance Laffrat, il y a une quinzaine de blessés blancs et noirs, Français et Allemands, dont quelques-uns gravement atteints ; c'est une tour de Babel où on se comprend difficilement. Certains ont des mœurs primitives, témoin le turco qui hier faisait sa petite affaire dans le tablier de l'infirmière.

Ce matin, mon émissaire est enfin rentré ; le voyage a été difficile, il n'a pas pu gagner Lille, forcé de rester dans les lignes allemandes qui englobaient Annappes et Sainghin. Dimanche, on s'est battu de ce côté, ce fut presque uniquement un duel d'artillerie. Le lundi, quand mon homme est parti, il n'y avait de dégâts dans aucune de ces deux localités. Par contre, il en a constaté d'énormes à Orchies.

La bataille, après le lever du brouillard, semblait plus violente que la veille et en rentrant il avait toute la journée l'impression que le canon le suivait, s'éloignant donc de Lille. Il n'avait pas osé prendre de journaux, bien heureusement, car il a été fouillé deux fois. Parmi les nouvelles qu'il rapportait, il y en avait des trois fils Laffrat. Jacques, le 18 septembre, allait très bien. Paul, le 2 septembre, avait été blessé par une balle qui lui avait traversé la cuisse droite ; très bien soigné à Troyes, il avait été évacué sur l'hôpital d'Avallon d'où il comptait pouvoir vite regagner son régiment. Marcel, blessé le 3 septembre, près de Château-Thierry, a été recueilli par les Allemands dans un village, puis conduit à Château-Thierry, où également il a été très bien soigné ; abandonné par l'ennemi, lors de la reprise de Château-Thierry, il doit être évacué sur Paris. Sa blessure, beaucoup plus grave, a bien tourné, il n'écrit qu'une fois hors de danger ; il a eu les deux hanches traversées par une balle qui n'aurait pas atteint d'organes essentiels ;

cependant, il semblerait que des filaments nerveux de la colonne vertébrale auraient tout au moins été touchés, car il *remue difficilement* les jambes. Les médecins l'ont rassuré sur la guérison complète.

Tous les deux, non seulement ont offert généreusement, avec entrain, leur sang à la patrie, mais l'ont versé sans se plaindre. Ils sont tous ainsi en France. Jacques, espérons-le, ne payera pas de tribut plus grave. Comme on voudrait que cela soit fini pour être rassuré sur tous les siens !

Le grand état-major, pour lequel on a tant d'exigences d'installation, est celui du prince héritier de Bavière.

8 octobre 1914. — Il est arrivé hier soir, chez moi, un officier supérieur, je ne l'ai pas encore vu. Je suis parti pour Noyelles avant qu'il soit levé ; il est, paraît-il, convenable, parle français. Ses deux ordonnances, qui disent quelques mots de français, ont raconté à la cuisine que l'Allemagne serait « capout », qu'ils ne reverraient plus l'Allemagne. Ils en ont joliment rabattu de leur marche triomphale sur Paris. On dit qu'il leur a été fait 9 000 prisonniers du côté d'Arras. Ils ont fait afficher en ville une défense de distribuer quoi que ce soit aux prisonniers, sous peine d'une amende de 50 000 francs pour la ville et de peines graves pour celui qui commettrait une infraction à cet ordre. Ils ont, d'autre part, ordonné que les magasins et les estaminets soient ouverts de 7 heures du matin à 7 heures du soir, les volets des maisons doivent l'être dans les mêmes conditions ; ils ont aussi, ces jours-ci, réglementé à deux reprises le cours forcé des marks. Il semble que leur manie de la réglementation et de l'affichage ne connaisse plus de limites ; c'est sur les murs une véritable floraison de toutes les couleurs où les nouvelles de leurs succès côtoient leurs « avis importants », leurs réglementations et leurs ordres à l'adresse de la malheureuse population.

La dépêche officielle du 5 qui nous est communiquée confirme que la situation de nos armées devient de plus en plus favorable ; du reste beaucoup de troupes et surtout de convois traversent la ville pour remonter vers Douai ; ce ne peut être qu'une retraite.

La municipalité est de plus en plus *fatiguée*. Le commissaire de police semble n'avoir jamais reçu de directions.

A la Chambre de Commerce, le Comité d'escompte vient de prendre de très bonnes résolutions de principe.

On entend beaucoup de plaintes sur les exigences, et même les grossièretés des Allemands. Il faut vivre avec son mal et subir avec stoïcisme ce qu'on ne peut empêcher, pousser l'esprit de sacrifice jusqu'à la ruine même, car il faut, en temps d'occupation ennemie, s'attendre à tout. D'une façon générale, on remarque chez chacun une nervosité regrettable, que nous ne pouvons sup-

primer et qui ne fait qu'empirer notre situation déjà si pénible.

Il paraît qu'un inspecteur d'approvisionnements, venu de Saint-Quentin par le canal, a réquisitionné tous les bateaux de blé et de charbon. Que peut-il vouloir en faire? Je ne vois pas comment il lui sera possible de les utiliser; impossible de les conduire en Allemagne par eau et même impossibilité de les transborder en wagon.

9 octobre 1914. — Notre supériorité, nos avantages s'accroissent, d'après les nouvelles qui nous sont communiquées; on ne peut encore dire que la victoire soit définitive, mais enfin elle approche. Non seulement leur retraite (toujours en excellent ordre) s'active, mais on croit sentir leur inquiétude ou mieux leur découragement *résigné*. Le bruit du canon se rapproche, il paraît venir des directions de Péronne, Bapaume, Arras.

La sucrerie est bien en marche, elle ne fait pas son maximum parce que le four à chaux ne fournit pas encore assez de chaux; elle va être encombrée de betteraves; il sera nécessaire de limiter les arrivages journaliers.

J'organise des fourneaux économiques pour vendre aux ouvriers des champs et autres des portions de soupe, légumes et viande en même temps que les indigents seront servis gratuitement; c'est assez dur à mettre en action. Le malheur est que je ne puis séjourner nulle part; je dois me contenter de donner des instructions aussi nettes et précises que possible, après avoir bien étudié chaque question. Je cherche à avoir partout une bonne administration, moins brouillonne qu'à la mairie de Cambrai, où on continue à se donner beaucoup de peine mais où le personnel, abandonné à lui-même de trop longue date, n'a jamais été formé, alors qu'aujourd'hui la complexité du travail et les difficultés demanderaient de l'unité dans le commandement et une main énergique. Mais après tout, d'autres à leur place feraient-ils mieux?

Après avoir fait ma visite quotidienne à la Chambre de Commerce, je suis allé à l'ambulance, d'où on déménageait cinq blessés gravement atteints, pour les conduire dans un hôpital possédant une salle d'opérations. Les infirmières sont désolées de ces changements, quand elles sont habituées à des malades, qu'elles les ont nettoyés, il leur est pénible de les voir partir.

Je suis revenu par l'hôtel de ville, où je tenais à remettre moi-même une lettre au maire, pour me plaindre de ce qu'il avait laissé, hier, son commissaire de police être des plus inconvenants; vis-à-vis de moi, en sa présence, dans son cabinet. En y mettant toutes les formes voulues, je lui disais ce que je pensais de l'incident. Il m'a fait des excuses; bien mieux, il m'a donné 15 kilogrammes de sel pour mes fourneaux économiques de Noyelles. On

ne trouve plus de sel, ni à Cambrai, ni dans les villages, c'est très pénible. Les Allemands venaient de lui donner deux sacs de sel pour ses œuvres de bienfaisance. A ce prix-là, je m'exposerais volontiers à des inconvenances qui ne peuvent m'atteindre.

Les nouvelles continuent à être bonnes et l'exode de nos ennemis vers Douai s'accroît.

10 octobre 1914. — Ce matin, l'officier que nous avons à loger a été heureux de m'annoncer que la place d'Anvers était tombée en leur pouvoir hier ; il a manifesté son étonnement de la rapidité de cette chute.

J'ai acheté aujourd'hui, par un intermédiaire, un cheval allemand de six ans. Il est bien abîmé, mais s'il se remet, il vaudra le double de ce que je l'ai payé : 450 francs.

Une « Dame de France » que je ne connais pas est venue me demander si je pouvais me charger d'une lettre pour Lille. Je lui ai répondu qu'aujourd'hui je n'osais pas risquer mon messenger.

Toutes ces Dames de France rendent de bien grands services, leur dévouement est admirable. Beaucoup de celles qui avaient cherché une distraction pendant la période préparatoire ont disparu de la circulation, de sorte qu'il ne reste en service que les plus dévouées, c'est-à-dire celles qui sont tout entières à l'œuvre ; l'émulation n'est pas nécessaire chez elles pour bien faire, de sorte qu'on se prend à regretter que la Croix-Rouge soit subdivisée en trois associations. La direction pourrait être meilleure, s'il n'y avait qu'une administration. Il eût été plus facile de boucher les trous, de parer aux défaillances du commencement de la mise en action effective des ambulances.

L'installation d'annexes d'hôpitaux chez des particuliers me semble avoir été une erreur. Il eût été préférable de concentrer tous les efforts, toute la puissance des sociétés sur des hôpitaux importants qui auraient pu être munis de salles d'opérations bien organisées. Le transfert des malades ayant besoin d'interventions chirurgicales est très pénible pour eux et est trop souvent l'occasion de retards fâcheux dans l'opération. On avait pensé faire de ces annexes des maisons pour convalescents : or, le plus ordinairement, il n'y en a pas besoin. En effet, nos hôpitaux étant aux mains de l'ennemi, ce dernier se hâte d'envoyer les blessés français transportables en Allemagne, comme prisonniers ; quant aux autres, souvent sur leur désir, ou par principe, on les évacue chez eux.

Dans nos hôpitaux, en terre française, beaucoup de nos blessés convalescents, c'est-à-dire transportables, préféreraient à toute hospitalisation être reconduits chez eux.

Il n'y a décidément pas de petits profits aux yeux des Allemands : ils nous forcent à accepter en paiement leurs marks à des prix de plus en plus élevés et fantaisistes ; en quelques jours, ils

en ont successivement fixé la valeur à 1 fr. 25, à 1 fr. 30, aujourd'hui à 1 fr. 35. C'est fort cher, pour un argent qui ne vaut, en temps de paix, que 1 fr. 23 et qu'on dit actuellement fort déprécié.

11 octobre 1914. — Nos misères continuent, mais fort heureusement le beau temps ne nous quitte pas. Lorsqu'on pense aux champs de bataille, on serait tenté de s'estimer heureux. Malgré le soleil, les matinées et soirées sont froides. Je vais essayer d'atteler demain mon cheval de gendarme ; il est guéri et sera moins lourd que celui dont je me sers. J'en ai encore acheté un ce matin, il est très fourbu, se remettra-t-il ? Hier, est mort celui qui avait deux balles dans la tête.

J'ai encore risqué d'envoyer mon messenger à Annappes, Lille, Sainghin : la privation de nouvelles est par trop pénible ; pourvu qu'il ne lui arrive rien ! Nous avons encore eu ce matin copie d'un bout de dépêche, tout cela manque, malheureusement, d'authenticité et je suis las de ces espérances aléatoires. Ma confiance ne varie pas, elle est restée toujours absolue, mais je ne veux pas l'asseoir sur des indications aussi contestables.

Nous avons maintenant, au-dessus de la Commandature, une Inspection générale des étapes qui nous arrive de Saint-Quentin. Qu'est-ce exactement ? Toujours est-il qu'elle s'occupe des approvisionnements. Il y a deux jours on avait réquisitionné en son nom tous les bateaux de charbon et de blé. Je suis allé, cet après-midi, pour m'en plaindre ; j'ai été reçu par le chef d'état-major. Il parle suffisamment le français. Sa théorie est qu'en temps de guerre, rien n'est la propriété de quelqu'un, que personne n'a à se plaindre du moment qu'on lui remet un bon de réquisition. Il a promis d'examiner la question de l'utilité des charbons pour les sucreries et celle du blé pour les meuniers, en promettant de dire dans deux jours s'il pouvait vendre blé et charbon à ceux qui en auraient besoin. Très poli et convenable avec moi, il a laissé voir à deux reprises sa violence dans le service.

Le général en chef est arrivé : c'est un Bavaïois, comme toutes les troupes qui sont à Cambrai ou qui y passent depuis le commencement du mois. S. E. le général de division von Hellingrath a manifesté son mécontentement de ma visite en frappant du pied lorsqu'on la lui a annoncée. Il a dit à ses subalternes sa fureur de voir cet intrus, il a laissé voir très vertement son mépris pour ce gêneur qu'il paraissait considérer comme un inutile venant l'empêcher de faire son travail. Sa deuxième colère a été quand, incidemment, je me suis plaint que les troupes de passage me reprenaient des chevaux que je leur avais achetés. Il a dit à ses officiers combien c'était fâcheux et a semblé chercher avec eux comment on pourrait empêcher cela d'une façon effective. Il a pris mon adresse et me reverra dans deux ou trois jours.

12 octobre 1914. — Hier, continuation de la retraite, mais en ordre parfait ; il faut avoir vu passer tout ce qui nous a terrifiés pendant les premiers jours pour ne pas être stupéfait de la quantité de convois qu'on voit traverser la ville au retour. Ils nous arrivent par les routes de Guise et de Saint-Quentin. Au croisement des rues, cet après-midi, ils attendaient plus d'une heure pour passer à leur tour, mais il ne faut pas se faire d'illusion, nous pouvons en avoir encore pour un moment, et comment la fin se passera-t-elle ?

Quelle journée ! Je n'ai pas cessé de courir. En arrivant à Noyelles, à 7 heures et demie, j'ai trouvé tout le personnel désolé et l'usine à peu près arrêtée. Hier, à 8 heures du soir, le village de Marcoing avait été cerné et on avait ramassé tous les hommes de dix-sept à quarante-huit ans. Il y avait, parmi les cinquante-deux qu'on a emmenés, sept ouvriers de l'usine, et le seul employé du bureau qui m'avait été prêté par l'amidonnerie de Marcoing. Après avoir vivement fait le nécessaire pour reconstituer le personnel ouvrier, au moins temporairement, je suis revenu à la Commandature, pour rappeler les promesses qui m'avaient été faites. Le Commandeur m'a immédiatement remis un ordre de mise en liberté. Je suis alors parti à la recherche des prisonniers, à la gare-ville, à la gare-annexe, à la prison, etc., etc. ; partout j'ai rencontré de la complaisance, mais pas mes hommes. J'ai fait atteler et suis allé à Marcoing voir l'officier commandant le poste, il m'a dit qu'arrêtés à 8 heures, ils étaient partis en chemin de fer à 11 heures du soir pour l'Allemagne *via* Valenciennes.

Revenu à la Commandature, on n'y a pas trouvé le moyen de les faire revenir. J'ai fait avec calme force récriminations pour expliquer que j'allais être forcé de renoncer à la fabrication du sucre. On m'a offert alors toutes les autorisations que je penserais utiles et proposé de les accompagner des interdictions nécessaires. J'avais prévu la chose et les avais fait préparer en allemand ; séance tenante, j'ai fait signer au Commandeur huit feuilles d'autorisations diverses et lui ai annoncé que j'en rapporterais d'autres demain. Rentré à la maison j'ai expédié immédiatement le tout à Noyelles pour éviter le ramassage d'hommes, prévu pour ce soir, à la sortie des ouvriers.

Je suis ensuite retourné à l'hôtel de ville pour faire prendre une précaution d'hygiène ; j'ai eu la surprise d'y trouver, en discussion impérative avec le maire, les deux officiers avec qui j'avais eu une conversation à Saint-Quentin, venus à Cambrai avec leur inspection d'Étapes. Ils se sont précipités vers moi avec une effusion que je ne partageais pas. Ils ont voulu savoir si j'avais réussi à mettre la sucrerie en marche et si on me gênait en quoi que ce soit. Je leur ai fait part de mes derniers malheurs. Ils en ont pris note en disant qu'ils y mettraient bon ordre.

Mêlé à l'objet de leurs discussions avec le maire, ils ont approuvé ma manière de voir et dit qu'en cas d'utilité, ils s'adresseraient au président de la Chambre de Commerce.

Décidément, pour un homme nerveux, ayant la réputation d'être cassant, je crois avoir assez de maîtrise de moi-même et savoir prendre comme étant les lois de la guerre, les lois imposées par le plus fort *du moment*, c'est-à-dire sans mauvaise humeur hargneuse, mais aussi sans faiblesse. C'est le seul moyen de se tirer le moins mal possible de situations terribles.

Au cours de mes pérégrinations, j'avais rencontré Mme L... très courroucée de ce que la municipalité lui avait fait conduire un officier chargé de réquisitionner sa maison pour y organiser le coucher de quatre ou cinq officiers et la table de dix-huit. C'est à peu près la mettre hors de chez elle.

Elle avait tort de prendre la chose au tragique, mais bien raison d'être mécontente.

Pour changer, j'ai encore acheté un cheval allemand 330 francs ; s'il se remet, il ne sera jamais fameux.

Celui d'hier est mort ce matin ; cela fait trois depuis le commencement de mes achats. Décidément, il faut savoir être tenace.

Il y a dans la ville beaucoup de troupes ; d'où viennent-elles ? On ne sait toujours rien de positif, mais nos affaires ne doivent pas être en mauvaise voie. Certainement de petits revers peuvent nous arriver, comme en annonce leur dépêche affichée ce matin, disant qu'une de nos divisions de cavalerie a été *battue*, vers Lille et Hazebrouck, mais ils n'ont plus la morgue du début.

Les murs sont émaillés d'une nouvelle « Ordonnance » concernant la sécurité publique, véritable Décalogue dont le titre apparaît dérisoire, car on a la sensation de ne pas se trouver en grande sécurité devant cet amoncellement de prescriptions dont l'observation a pour conclusion la peine de mort à *chaque ligne* pour le délinquant.

13 octobre 1914. — Ce matin, à Noyelles, j'ai passé l'inspection de ma cavalerie : deux chevaux mourront encore. L'usine ne fait toujours pas son plein à cause du four à chaux. Les ouvriers sont raisonnables, chacun y met du sien, mais la crainte d'être enlevé domine tout ; j'ai hâte d'avoir leurs permis de circuler. J'ai été appelé ce matin à l'inspection d'étapes où les deux officiers de Saint-Quentin, retrouvés hier, m'ont assuré qu'ils voulaient que mes hommes aient la sécurité et qu'ils allaient faire le nécessaire eux-mêmes.

Mon messenger est revenu sans avoir pu atteindre Lille, qui est occupé depuis trente-six heures par les Allemands.

Le grand état-major de la VI^e armée part demain pour Douai ; c'est toujours la retraite, mais bien loin de la déroute. Je suppose

que cette fameuse inspection partira d'ici une semaine, mais avant, elle va certainement nous pressurer.

14 octobre 1914. — J'ai obtenu neuf ordres (c'est-à-dire pour les ouvriers de neuf villages) interdisant de les faire prisonniers tant qu'ils travailleront à la sucrerie. Ils devront aller de leur village à l'usine par groupes. On m'a également donné neuf interdictions de réquisitionner les attelages charriant les betteraves. Voilà donc neuf villages autour de moi qui auront une sécurité relative.

Je crois avoir atteint les limites de leur bonne volonté, tout au moins pour le moment. Il va me falloir rester un certain temps sans rien demander.

Ces ordres ne sont pas de la Commandature, mais bien du commandement en chef de l'armée, d'une autorité très supérieure à celle du Commandeur.

Nous devenons de plus en plus ville de passage de troupes pour alimenter de combattants et de subsistances les régions au nord-ouest et au nord de Cambrai.

Toujours pas de renseignements précis, il faut juger la situation d'après les apparences ; elles paraissent favorables. Comme les nerfs sont tendus, surtout chez les dames, la bonne entente n'est pas absolue dans les ambulances. Les Allemands ont exigé que les brassards de la Croix-Rouge soient timbrés par eux, et l'opération n'a pas lieu sans difficulté. Ils ont, d'autre part, cherché de mauvaises querelles aux infirmiers français ; des maladresses avaient été commises, bref ils ont chassé le personnel religieux de l'hôpital Notre-Dame-de-Grâce, et envoyé en Allemagne les médecins militaires prisonniers.

Cela s'est encore corsé aujourd'hui du fait d'un médecin militaire qui, déguisé en civil, était resté avec un ou deux de ses confrères et des infirmiers qui avaient fait comme lui ; pris de peur à la suite d'une affiche des plus menaçante pour ceux qui se cacheraient et pour ceux qui aideraient à dissimuler des militaires, il est allé se dénoncer. On fait maintenant enquête sur enquête et on se demande comment cela finira. En temps de guerre, et surtout d'occupation par l'ennemi, tout devient grave, il faut bien du tact et de la réflexion.

Il y a toujours à Noyelles un convoi de ravitaillement, c'est fort gênant pour le travail de l'usine. Il faut le tenir en respect autant que possible et cependant éviter de les irriter.

15 octobre 1914. — On espère chaque soir être moins surmené le lendemain, mais c'est plutôt le contraire qui se produit, et il faut craindre d'arriver à la limite de ses forces, malgré l'entraînement et l'habitude du travail. Ce matin, je n'étais pas descendu

que trois cultivateurs venaient se plaindre de ce qu'on leur avait pris des chevaux malgré l'ordre supérieur de ne pas le faire. Je suis parti immédiatement à l'Inspection d'armée pour manifester mon étonnement de ce qu'un ordre venant de si haut ne soit pas respecté. Il m'a été répondu que ce soir les chevaux seraient rendus, et que j'eusse à revenir à 11 heures. Je suis allé jeter un coup d'œil à Noyelles ; à mon retour on m'a mis en présence du colonel du régiment qui avait pris les chevaux : je crois qu'il avait un ordre de me les rendre ; il m'a emmené en auto à son régiment, c'est-à-dire assez loin de l'œil du commandement supérieur. Là, il m'a expliqué qu'il lui manquait trente chevaux, qu'il fallait qu'il les trouve, qu'il lui était donc impossible de me donner les trois que je réclamaï, qu'il m'en offrait trois fatigués en échange. Je me suis débattu, mais il a fallu céder. J'ai alors demandé la rectification des évaluations faites ; ses officiers et sous-officiers l'ont empêché de me donner satisfaction et il a fallu se contenter de ses estimations qui mettent entre les mains des cultivateurs des bons d'une valeur beaucoup trop faible ; j'en suis très ennuyé. Cela montre, comme je l'ai toujours pensé, que les ordres de ceux qui restent à l'abri du champ de bataille ne peuvent pas, en pratique, être absolument respectés par ceux qui ont besoin de tous leurs moyens d'action. Demain je verrai ce qu'on dira, à l'Inspection, de la solution donnée, mais je ne crois pas possible de trop insister.

Entre temps le colonel d'état-major m'a raconté qu'il avait été ému hier, et rempli d'admiration pour un lieutenant français qu'il interrogeait. Cet officier, qui avait combattu dans les Vosges, avait été ramené avec son régiment dans le Nord, et sa compagnie, peu soutenue, presque abandonnée, avait été faite prisonnière près de Béthune. Questionné sur l'esprit des troupes françaises, il aurait répondu avec beaucoup de tact et de dignité, évitant d'incriminer qui que ce soit de l'abandon où on l'avait laissé.

M. d'H... m'a envoyé un exprès me demandant de faire les démarches nécessaires pour qu'il puisse mettre sa sucrerie en marche. Mon premier mouvement a été de dire que je demanderais les permis et toutes les facilités nécessaires, mais à la réflexion, j'ai pensé que si je ne résistais pas davantage, ma clientèle serait au-dessus de mes forces. Je lui ai indiqué ce qu'il y avait à faire et l'ai assuré que s'il ne réussissait pas, je viendrais à son aide.

A la mairie ils se sentent de plus en plus submergés en face des exigences des autorités allemandes absolument insatiables, et il me semble qu'ils suffiraient mieux à leur tâche avec une organisation moins défectueuse. Pourtant, quelles que soient les méthodes de travail, on aboutirait peut-être aux mêmes résultats !

Le personnage auquel j'ai affaire chaque jour, depuis l'installation d'une inspection des étapes à Cambrai, est le baron de Welser,

président des affaires civiles dans le territoire de la VI^e armée. Il occupe en temps de paix un emploi élevé à Berlin, au ministère d'Empire ; l'interprète qui ne le quitte pas est un de ses camarades d'études de droit. Je crois que leur rôle principal est d'enquêter sur les ressources d'une région pour tout ramasser.

16 octobre 1914. — Les ouvriers de Noyelles n'ont pas apprécié les avantages qu'ils pouvaient tirer des fourneaux économiques. Ils n'ont même pas voulu en essayer ; il n'a pas été vendu une seule portion. Après une semaine d'attente, pendant laquelle on s'est tenu à leur disposition, on va reporter à l'école, dans le logement de l'institutrice adjointe, la confection des soupes pour enfants et vieillards. Cela prouve, du moins, qu'il n'y a pas de misère dans le village. Du reste, je n'ai jamais cessé de donner du travail à tous ceux qui en ont voulu, et une police sérieuse est arrivée à supprimer les dépenses de cabaret presque complètement.

Aujourd'hui rien de particulier. Il y a une garde au pont. Cette nuit, deux autos se sont arrêtées, les officiers ont forcé la porte d'entrée et fait une tournée dans l'usine, s'informant de beaucoup de choses ; après quoi, ils sont repartis.

On annonce de nouvelles troupes à loger. Je suis revenu avec la jument qui a eu le jarret traversé par une balle ; elle va très bien. Elle est très douce, et fera un excellent service ; très belle, elle vaudra 1 200 à 1 500 francs. La sucrerie de Boistrancourt est mise en marche depuis deux jours ; c'est actuellement la seule avec Noyelles. Mme de Guillebon, pour arriver à ce résultat, a dû faire preuve d'une énergie digne d'admiration. Son mari est à l'armée, ses chevaux ont été volés, et, malgré tout, elle a tenu à faire marcher la sucrerie.

C'est le moment d'envoyer du vin dans les hôpitaux, car il est bien probable qu'on va vider nos caves. Depuis hier des gendarmes font l'inventaire des caves chez les particuliers. Ils ne sont pas encore venus ici.

Nous avons eu de la pluie hier matin ; depuis il fait un temps de brouillard humide. Tristes journées d'automne, on se croirait déjà à la Toussaint.

J'ai fait à l'Inspection, non pas des plaintes, mais des réflexions qui auront plus d'effet que des récriminations.

17 octobre 1914. — On ne s'habitue pas à être complètement sevré de nouvelles. On n'a plus même un vieux journal, c'est extrêmement pénible. Malgré tout, on sent que les événements dans leur ensemble doivent nous être favorables.

Hier des nouvelles de Croisilles disaient qu'il venait d'y avoir une suspension d'armes pour enterrer les morts. De Cherisy on

affirmait que les Allemands s'étaient éloignés d'Arras de 8 à 10 kilomètres ; cependant nous n'entendons plus le canon ; de quel côté se bat-on ?

Temps brumeux de lendemain de Toussaint, qui porte à la tristesse ; malgré soi, on pense aux siens qui sont à l'armée. Heureux ceux qui savent s'occuper. Mais que je plains ces trainards de rues, inspecteurs des pavés, qui passent leurs journées en conversations inutiles, à parler pour ne rien dire ou colporter des cancans toujours malfaisants.

L'administration des affaires civiles de l'inspection des étapes, que dirige le baron de Welser, est bien décidément organisée pour purger le pays de tout ce qui peut être emmené comme butin de guerre. C'est une puissance bien dangereuse, très cauteleuse, usant de la menace avec le plus de formes possible, mais qui veut, avant tout, faire entrer en leur possession tout ce que possède la région.

Jusqu'à présent on avait réquisitionné pour l'entretien des armées, maintenant ils envoient en Allemagne de quoi nourrir leur population. Après avoir saisi les bateaux de charbon qui stationnaient sur le canal en amont et en aval de Cambrai, cet excellent baron a la prétention de forcer la culture à battre blé et avoine immédiatement sous son contrôle, pour lui livrer les trois quarts des récoltes ; il fournira le charbon pour battre, et les sacs pour emporter le blé et l'avoine.

Il est impossible d'opposer la force à cette injonction, puisque actuellement ils sont les maîtres ; la force d'inertie ne peut réussir parce qu'ils mettraient à exécution leurs menaces et que ceux qui seraient chargés de l'exécution y apporteraient une brutalité qu'il faut essayer d'éviter. Je me suis résolu à user de diplomatie. Jusqu'à présent, dans les conversations avec eux, j'ai feint de ne pas voir le but intéressé quand, par exemple, ils voulaient faciliter la fabrication du sucre. Je commence donc à essayer de ruser avec eux, je me plains beaucoup des exigences de la guerre, mais j'évite les récriminations. Il faut voir qu'actuellement c'est la lutte du pot de terre contre le pot de fer. Sans abandonner quoi que ce soit de sa dignité, il faut vouloir sauver le plus possible de ce que nous avons.

Demain, j'ai beaucoup de choses à demander, non pas pour moi, mais pour les autres.

Il est révoltant de voir enlever tout ce que nous possédons, mais il faut examiner la situation avec calme et considérer la réalité. Il y a certainement des officiers et surtout des sous-officiers pilliers et voleurs, surtout lorsqu'ils se sentent un peu loin de l'autorité supérieure. Nous sommes la rançon du reste du pays. En définitive, ce sera le vaincu qui, plus tard, nous indemniserà, et je suis persuadé que ce ne sera pas la France.

18 octobre 1914. — Je me suis fortement fâché ce matin contre un meunier qui sacrifie par trop l'intérêt général à ses intérêts personnels.

La sucrerie fait maintenant beaucoup de besogne : hier, 395 000 kilogrammes, pour les vingt-quatre heures, mais le travail n'est pas très bon et le rendement n'est pas ce qu'il devrait être. On est forcé de faire la part du feu, il est déjà extraordinaire de pouvoir marcher avec un personnel si restreint. Je suis rentré pour aller voir le baron directeur des affaires civiles, auquel j'avais fait connaître ce matin les questions dont je voulais l'entretenir.

Il ne m'a pas donné satisfaction sur les points les plus importants, mais a remis à demain la réponse définitive. Je me doute bien qu'il n'y a guère de moyen de lui faire lâcher ses prises de guerre, mais il fallait tenter un essai.

J'ai sauvé des prises de guerre du bon vieux vin, pour l'envoyer aux ambulances ; au moins il fera du bien à des malheureux.

19 octobre 1914. — Cette fois nous avons à loger un vrai goujat, mal embouché, toujours menaçant. Sa chambre au-dessus de mon cabinet ne lui plaît pas, il en voudrait une seconde que je lui refuse. Il veut qu'on lui fasse du feu, mais conserve la clef de sa chambre en poche et menace de brûler la maison. Je lui ai répondu sur le même ton en y mettant une politesse que lui, était loin d'avoir. Il faut donner ce qu'on doit, mais tenir tête pour le reste. Déjà hier l'officier qui accompagne et loge ici avec ce major l'avait pris sur un ton brutal qui ne lui avait rien fait obtenir. Ce matin, dans le même ordre d'idées, j'ai résisté à des pillards qui prétendaient continuer à venir réquisitionner sans bons réguliers. Ils savent si bien ce qu'ils font qu'ils ont alors sorti immédiatement un bon en règle signé en blanc avec le cachet du régiment. C'est dur, la guerre, surtout quand on est complètement sevré de nouvelles.

Quant au baron, probablement honteux de sa sale besogne, il n'a pas voulu se montrer et m'a fait recevoir par son secrétaire, qui du reste a remis à demain 2 heures et demie l'entretien que nous devons avoir. C'est le grand râteau du croupier.

L'ambulance Laffrat est de nouveau pleine. Il n'y a que des Français, généralement très malades, ils ont des plaies à odeur infecte. Quel malheur de constater qu'on peut être si mal soigné ! Six ou sept viennent du champ de bataille vers Arras entre Cherisy et Neuville-Vitasse. Il y en a qui sont restés trois jours dans un champ de betteraves, puis six ou sept jours dans une église, sans pansement, ou avec des pansements si mal faits, si infects, qu'il eût été préférable de n'avoir pas touché à leurs blessures.

D'autres, en quantité égale, viennent du grand hôpital municipal organisé dans le collège des garçons, et dont les Allemands se sont emparés. Là, c'est encore pis. Des amputés de dix jours n'avaient reçu aucun soin, avaient des plaies nauséabondes. Deux semblent devoir en mourir. A qui la faute? pouvait-on l'éviter? D'une façon générale, cet hôpital est trop surchargé. Pour parer à la pénurie des médecins, on concentre avec exagération dans un même local les malheureux blessés, alors qu'on pourrait souvent les évacuer sur des ambulances moins chargées.

Dans le cas actuel, si M. Lestoille n'avait pas mistant de ténacité pour faire remplir l'hôpital de la rue Gambetta et ses annexes, ces pauvres soldats seraient restés sans soins.

D'une façon générale, sans que je connaisse une exception, les médecins allemands se donnent une peine énorme, ont un dévouement sans limite qui n'a d'égal que leur douceur. Le docteur Ottnan Saffner, qui va à l'hôpital Laffrat, en est le prototype. Parmi les médecins civils qui sont restés, le docteur Debut est indiscuté et vaut bien les Allemands. Quelques autres dont les docteurs Dailiez et Bruyelle, se donnent tout entiers.

Les infirmières des « Femmes de France » sont admirables et il n'y a qu'une voix pour le reconnaître, elles se sont improvisées habiles à aider les docteurs, à faire les pansements, et soignent leurs malades comme elles voudraient que fussent leurs maris, fils ou frères. Elles trouvent le temps de se procurer des gâteries pour les si intéressantes victimes; il faut s'incliner devant ces excellentes Françaises. A côté d'elles, des infirmières volontaires rendent également de grands services.

Quant à ce qui est de la nuée d'infirmières allemandes qui s'est abattue sur notre ville, il y en a quelques-unes, des religieuses pour la plupart, qui paient de leur personne avec savoir et bonté, mais la multitude constitue surtout une organisation d'espionnage ancien et présent: recrutées probablement le plus possible parmi les bonnes allemandes ayant servi en France, elles sont une calamité. Il faut les loger, les nourrir, beaucoup sont installées dans les maisons inhabitées. C'est ainsi que boulevard Faidherbe, dans la belle maison de Mme H..., elles ont donné des bals, les unes habillées, dit-on, avec les vêtements de M. H..., les autres avec les robes de Madame.

Quel pillage! les auto-camions déchargent ce qu'ils vont chercher au loin; je voyais trois voitures pleines de chaussures de ville et de couvertures.

Je suis passé à l'ambulance Laffrat. Le bon docteur faisait ses pansements avec nos chères infirmières; quelle pénible impression! Quelle génération d'estropiés nous allons laisser! c'est terrible.

Ne pouvant aider, je suis vivement revenu ici, ne voulant pas

laisser longtemps la maison à la merci de cette brute de major. J'ai trouvé une lettre du secrétaire du baron, M. Paul Tohr, qui me disait que le rendez-vous que j'avais pour demain 2 heures et demie avec son frère le capitaine Tohr pour examiner la question des battages communaux, ne pourrait avoir lieu que mercredi. Sa lettre, très correcte, se terminait par des salutations respectueuses.

20 octobre 1914. — Ouf ! mon traîneur de sabre butor est parti ; sa peau sur un champ de bataille est certainement moins précieuse que celle d'un homme convenable. Il a été immédiatement remplacé par un autre qui plaît aux domestiques et qui m'a produit meilleure impression.

Mon messenger est rentré ; à Sainghin comme à Annappes on en est, depuis dix jours, au même point que nous, mais il n'y a pas de dégâts irréparables. Les nouvelles rapportées sont trop anciennes à notre gré, elles sont du 1^{er} et du 3 octobre. A cette date tous les miens étaient en bonne santé. Marcel Laffrat, évacué sur Paris, confirmait qu'il était hors de danger.

En fait de nouvelles de la guerre, nous ne savons rien ; les Allemands non seulement n'annoncent pas de victoires sur nous, mais avouent un petit échec à Albert et des pertes considérables sous Lille.

On reconstitue un peu mieux ce qui s'est passé à Lille : on aurait laissé entrer une division de cavalerie, puis on l'aurait exterminée. Les troupes qui occupaient la ville ayant refusé de la rendre parce que le général Joffre leur aurait demandé de tenir trois jours pour lui permettre de constituer son armée du Nord, les Allemands auraient bombardé la ville pendant trois jours avec des arrêts momentanés, puis 2 à 3 000 territoriaux auraient défendu les rues. Les dégâts seraient énormes, on parle de 990 immeubles détruits tant à Lille qu'à Fives. La rue Faidherbe est des plus éprouvées, le lycée de jeunes filles n'aurait pas souffert autant qu'on l'avait dit, puisqu'une ambulance avait pu y être maintenue ??

Nous conservons la confiance la plus absolue et sommes résignés à ce que notre région soit la rançon du reste de la France. Ce qui est le plus pénible, c'est le manque de nouvelles, qui est une cause de dépression pour bien des gens.

Chaque matin, depuis une semaine, tout un convoi de quarante-cinq à cinquante grandes voitures automobiles ambulancières se trouve immobilisé place d'Abancourt. On se demande pourquoi.

A Noyelles, rien de nouveau : si le temps porte à la mélancolie, il est extrêmement favorable pour la récolte des betteraves. La sucrerie en reçoit beaucoup, il y a des files de chariots comme on n'en voyait plus depuis les quinze dernières années, au cours des-

quelles une vraie foire à la betterave créait une concurrence qui les détournait de leur écoulement naturel.

Les arrachages et charrois de notre récolte de 90 hectares seront sans doute achevés cette semaine, soit quinze jours plus tôt que dans les années où nous jouissons de tous nos moyens d'action.

De nombreuses affiches ont été apposées ces jours derniers ; la dernière, en date d'aujourd'hui, nous fait voir quelle importance les Allemands attribuent à la prise d'Anvers.

21 octobre 1914. — On commence aujourd'hui à semer du blé ; c'est, pour nos sortes de terres, un peu trop tôt, mais on n'est pas sûr du lendemain.

Si la sucrerie continue à marcher comme maintenant, s'il n'arrive pas d'accroc, et surtout si l'ennemi ne nous prend pas notre sucre, les cultivateurs auront une agréable surprise. Ils recevront de leurs betteraves plus d'argent qu'ils n'en espèrent, mais il y a encore trop de « si ».

Vis-à-vis des timorés, des découragés, je serais doublement heureux d'avoir réussi à donner du travail aux ouvriers et à faire semer les blés. J'aurais conscience d'avoir rendu un grand service à la région et m'estimerai payé de mes peines.

Il y a un tel encombrement de chariots qui attendent sur la route que, de crainte des ennuis, on va afficher un avis demandant aux cultivateurs de faire des petits tas de betteraves le long des routes, pour les amener plus tard. Cela éviterait le danger d'irriter un chef de troupes pressé de passer, et permettrait une meilleure utilisation du peu de chevaux qui restent.

Aujourd'hui on conduit à la Commandature toutes les armes et munitions déposées à la mairie depuis l'invasion, demain on portera toutes les bicyclettes et tous les appareils téléphoniques ; quelles exigences nous réserve le surlendemain ?

Le canon a tonné très fort cet après-midi et plus près que ces jours derniers ; du reste, « on » dit que des dragons français, en service d'éclaireurs, cherchant à se rendre compte des forces de l'ennemi, sont venus hier à un kilomètre de Sauchy-Lestrée.

J'ai encore discuté pendant trois heures cet après-midi avec le baron de Welsch et ses deux acolytes, les frères Tohr. Si leur volonté de tout ramasser comme butin de guerre ne fait aucun doute, ils semblent se préoccuper que les particuliers aient entre les mains des bons bien établis pour qu'ils puissent être indemnisés par le vaincu ; ils disent aussi vouloir assurer l'existence des ouvriers par le travail !! Ils sont stupéfaits qu'on ne récolte dans notre région des pommes de terre que pour les besoins des familles et ceux de la population urbaine, et que l'on doive le plus souvent, pour alimenter les grands centres ouvriers, en importer de Hollande, lorsqu'on n'en trouve pas dans le département de l'Oise.

Ils ont eu beaucoup de peine à comprendre et à croire cela : c'est cependant la vérité. Ils sont également étonnés du peu d'empressement des cultivateurs à arracher les betteraves. Ils ne veulent pas comprendre leur crainte d'être enlevés en Allemagne quand leur âge permet de les considérer comme mobilisables et de voir réquisitionner leurs chevaux par les troupes.

La question du chemin de fer du Cambrésis et de Cambrai à Paillencourt-Anzin les préoccupe, ils trouvent que ces lignes à voie étroite, qui ne peuvent être stratégiques, devraient fonctionner pour donner aux localités traversées la possibilité de transporter leurs betteraves, d'aller chercher du charbon, etc., etc.

Je me demande s'ils n'ont pas une idée de derrière la tête, mais je ne la vois pas encore nettement. D'ailleurs, si le fonctionnement de ces lignes avait pour eux un intérêt militaire, il y a longtemps qu'ils les auraient fait fonctionner en dépit des petites résistances qu'ils rencontrent.

En ce qui concerne les battages il a été impossible de les amener à abandonner l'idée de faire battre dans une seule et unique ferme par village, ils prétendent que cela rendrait leur contrôle difficile. J'ai cherché aussi, pour ces battages, à gagner du temps, en soutenant qu'étant donné le petit nombre de bras, ils étaient incompatibles avec l'arrachage des betteraves. Peut-être obtiendra-t-on gain de cause dans un nombre de cas assez restreint, car ils sont pressés d'emmener en Allemagne ce qui est indispensable à leur pays qui ne peut plus s'approvisionner par les voies maritimes.

On dirait qu'ils ont peur d'être chassés de la région avant d'avoir terminé leur raffe, alors que la mer leur resterait fermée. J'espère encore qu'ils n'auront pas le temps de tout emmener. Pour les sucres, d'ailleurs, le besoin semble beaucoup moins urgent pour eux.

Le bruit du canon se rapproche, il semble provenir de toutes les directions autour de nous, mais principalement de Péronne.

Il faut vraiment un profond dévouement pour soigner des malades dans l'état de ceux qui sont actuellement à l'hôpital Laffrat. La vue en est pénible et l'odeur atroce ; les infirmières ne sauraient prendre trop de précautions pour elles-mêmes, dans la crainte de s'intoxiquer.

Le temps incite toujours à la tristesse, on pense malgré soi aux champs de bataille, et en particulier à tous les siens.

Je viens de revoir le baron, j'ai dû aller à l'intendance pour indiquer qui pourrait fournir des produits mélassés pour leur cavalerie fatiguée ; je n'ai pu indiquer que la sucrerie de Noyelles. Demain l'intendant me prendra en auto pour que je lui montre ma fabrique, il va me forcer à reprendre cette fabrication pour eux. C'est la « tuile » de la journée.

J'ai essayé d'obtenir des renseignements sur la guerre, ils ont

évitité de m'en donner, donc ils ne sont pas bons pour eux, ils doivent même être mauvais.

Le canon n'a pas cessé de se faire entendre, toujours plus rapproché, et les coups plus répétés.

On dit que le gouvernement s'est réinstallé à Paris et que le président a lancé une proclamation.

Même s'ils partent dans quelques jours, ils auront fait le vide absolu derrière eux. Notre région est bien éprouvée, la ruine sera complète si le reste de la France ne prend pas à sa charge toutes les pertes de la région du Nord. Heureusement, en fin de compte, c'est eux qui paieront, mais seront-ils en état de le faire?

23 octobre 1914. — Je n'aime pas aller aussi vite en auto. J'ai cherché à détourner l'intendant de l'inspection des étapes du produit mélassé; mais il a tenu à en prendre des échantillons; c'est certainement en vue d'une grande raffle. Il a désiré visiter en détail la sucrerie.

A Noyelles il a été fait un brasero pour brûler les linges infects, à l'ambulance Laffrat. Je crains que la municipalité ne veuille pas suffisamment à l'exécution des mesures d'hygiène les plus nécessaires. J'ai dû réclamer plusieurs fois et faire répéter la chose par d'autres personnes, pour arriver à empêcher un entrepreneur de prendre pour dépôt de ses vidanges un petit champ de navets derrière le cimetière Notre-Dame; maintenant il les porte à Cantimpré, encore tout près des agglomérations et cependant l'épidémie de fièvre typhoïde, apportée de Noyon, menace de se développer. Il semble qu'avec plus d'ordre et de méthode dans le travail on ne devrait pas avoir à réprimer de tels agissements.

Le canon a cessé de gronder depuis quatre heures du matin.

D'après un envoyé d'Havrincourt, la bataille d'hier aurait eu lieu au delà de Bapaume, toujours sur le même terrain. Il y a là des villages dont il ne devra rien rester; d'après cette même personne, les Allemands auraient reculé de plusieurs kilomètres.

Quand le canon a repris ce matin, à 10 heures, on voyait de Noyelles des fumées s'élever à chaque coup tiré dans la direction de Marquion et Oisy-le-Verger.

J'ai acheté trente paquets de bougies pour Noyelles, l'ambulance et la maison. Je voudrais trouver un peu de pétrole pour le laboratoire à Noyelles, mais c'est impossible.

Les infirmières suppriment leur café pour le réserver à leurs malades. Elles sont à la hauteur de tous les dévouements. Je leur envoie de la fine champagne. Elles ne sauraient prendre trop de toniques, étant donné le danger de leurs occupations actuelles.

La bataille, certainement, s'est rapprochée cet après-midi. J'ai encore été appelé par le baron « ramasse-tout ». Il veut avoir une conférence avec les directeurs des mines d'Anzin et d'Aniche.

ainsi qu'avec les directeurs des chemins de fer à voie étroite. Il va les convoquer pour dimanche à midi et je devrai me rendre à cette réunion. Je lui ai dit que je ne pouvais pas, en ma conscience de Français, lui donner des adresses de fabricants ou marchands de sacs, alors que ces sacs devaient faciliter l'enlèvement de nos blés et avoines. Il a protesté contre toute idée de prendre plus que le nécessaire pour les besoins locaux. Il m'a annoncé qu'il paierait un tiers en argent et les deux autres tiers en bons, mais il n'a pas pu ou voulu me dire quel serait le prix de base.

Mon deuxième bateau de sucre est arrivé aux docks. J'ai examiné mes tas de sucre roux ; la qualité et surtout le manque de sacs constituent des causes de sécurité relative. Je dois déjà envisager le manque de charbon et de coke.

24 octobre 1914. — On ne sait rien de la bataille d'hier qui recommence maintenant ; le canon s'entend moins fort. Leurs voitures ambulancières ne bougent pas. Cela donne à croire que nous sommes maîtres du champ de bataille et que les blessés sont recueillis par les troupes françaises.

Il semble que nous sommes débarrassés de leurs convois pillards ; depuis six jours on n'en voit plus. Il ne nous reste plus que les convois régimentaires, et surtout les automobiles.

La population commence à être fatiguée de cette longue occupation (demain deux mois), mais elle ne perd pas confiance.

Malgré beaucoup d'imperfection dans le travail, la sucrerie marche de façon très satisfaisante, je n'aurais jamais cru que cela pourrait aller aussi bien. La bonne volonté reste générale. Il y a quelques cultivateurs qui grognent un peu par derrière, ils trouvent que la réception ne va pas assez vite, qu'on les fait attendre. C'est un comble. A ceux-là je dis d'aller chez les fabricants concurrents auxquels ils s'adressaient si volontiers les autres années. Ils ne se rendent pas compte de ce que je fais pour eux.

A défaut de nouvelles authentiques, on en colporte de fantaisistes, auxquelles on voudrait croire, malgré leur invraisemblance. Dans le Nord ils auraient subi des pertes épouvantables.

Enfin Metz aurait été pris par nous. On va jusqu'à donner le chiffre des pertes : 120 000 hommes pour eux et 80 000 pour nous.

Les Russes, enfin, avanceraient sérieusement. Pour donner plus de créance à ces nouvelles, on dit qu'elles proviennent du *Petit Parisien* du 22.

Les Allemands font porter à la mairie le vin des particuliers. Pour que le mien aille le plus possible aux malheureux, j'en envoie encore aux ambulances, choisi parmi les meilleurs.

25 octobre 1914. — Hier, il est rentré vers le soir des troupes de Vraucourt, c'est-à-dire de la direction de Bapaume ; cette nuit

et ce matin il arrive de Péronne des convois et troupes dans les villages de Noyelles, Marcoing, etc. ; elles partent pour Cantaing, Fontaine ; elles semblent se diriger sur Douai, en évitant Cambrai. Malheureusement il faut constater qu'elles sont toujours en ordre parfait.

A Noyelles les résultats de la fabrication pour la semaine sont bons ; ils ne seraient pas satisfaisants en temps normal, mais il ne faut pas être trop difficile.

Après un fort brouillard, commence une belle journée ensoleillée.

Je rentre d'une nouvelle conférence avec le baron de Welser ; il a déclaré qu'il enlèverait *tout* le sucre et qu'il le paierait en bons. Si je n'espérais qu'ils seront chassés sous peu, je cesserais de travailler pour le roi de Prusse.

Il veut faire marcher le chemin de fer du Cambrésis ; je le souhaitais il y a quelque temps, dans l'intérêt de l'industrie et des populations desservies par cette voie ; je me demande aujourd'hui s'il n'y a pas là un traquenard de leur part.

J'ai beaucoup cherché à me procurer des sacs pour emballer mon sucre ; je n'ai guère que le tiers de ce qu'il faut pour une fabrication ordinaire, et je crains à présent d'en avoir trop. Je vais sans doute les cacher sous des tas de sucre en vrac et cesser d'envoyer ce dernier aux docks. On ne sait vraiment comment faire avec ces gaillards-là. Je crois voir clair à leur organisation complexe, mais habile.

Il y a d'abord la bande des indicateurs, dont la mission est de chercher ce qui peut être pris. Quand on se plaint à elle, on vous répond la bouche en cœur : « Je n'y puis rien, adressez-vous à l'inspection de l'intendance des étapes » qui est chargée de la réglementation des réquisitions et qui fixe la valeur des bons. Cette dernière dit que c'est l'inspecteur général des étapes qui a donné les ordres. Avec beaucoup de persévérante ténacité, on arrive parfois à atteindre ce dernier, mais inutilement, car il répond : « J'ai agi par ordre du commandement supérieur de l'armée », et celui-là vous dirait sans doute : « C'est l'empereur qui veut. » Bref, avec souvent de la politesse dans les formes, on est inévitablement dépouillé. Le pays occupé, qui est le plus riche de France, sera radicalement vidé si l'occupation se prolonge.

Il y a des gens qui me blâment de fabriquer, ce sont ceux qui, habitués à ne voir que leurs intérêts ou leur tranquillité personnelle, ne considèrent pas que s'il y a des risques, il y a aussi des chances de tirer parti d'une récolte importante qui menace d'être perdue ; enfin le travail est utile aux ouvriers, et moralisateur ; puis, si les cultivateurs n'avaient pas arraché leurs betteraves, ils n'auraient, de ce fait, pu semer les blés. Évidemment il eût été plus commode de se terrer et d'attendre les événements en se morfondant dans des jérémiades déprimantes. Je reste persuadé

que je suis dans le vrai et je persévère dans la lutte ; qui vivra verra.

26 octobre 1914. — Après avoir tout réquisitionné pour les besoins des troupes, et payé avec des bons, la Commandature décide que puisqu'elle a pris l'engagement de payer *après la guerre*, et que c'est la ville qui, en réalité, a la charge de nourrir la garnison, on devra lui verser de suite en espèces ce qu'elle a dépensé à terme, payable sur les brouillards de la lune ; aussi elle réclame 10 francs par jour et par officier, plus 5 500 francs par jour pour les soldats.

Elle ajoute : « Ne dites pas qu'il n'y a plus d'argent, vous n'avez qu'à créer des assignats à échanger aux particuliers contre les espèces que nous réclamons. »

Quand pourra-t-on leur faire rendre gorge ? Il faudra le faire sans sentimentalité. On n'aurait qu'à s'adresser à ceux qu'ils ont dressés, à ceux qui ont été témoins de leurs roueries et de leur rapacité féroce. Puisque c'est une des formes de la guerre, j'espère qu'on leur apprendra la réciprocité. Il ne faut pas être dupes. A force de les voir opérer et de vivre sous la menace perpétuelle de leurs rapines, je suis convaincu que je ne ferais pas mauvaise figure si j'étais chargé, en pays allemand, d'une organisation comme celles qui se cachent derrière leurs commandatures et leurs inspections d'étapes.

Notre sort est triste, mais qu'est-il à côté des malheureux soldats qui se sacrifient pour nous délivrer de ces terribles ennemis ! Dans les régions qui n'auront pas connu l'invasion, on ne saura jamais complètement tout ce que nous aurons souffert.

Ils ont commencé l'enlèvement à Noyelles ; un convoi de douze camions automobiles est venu chercher ce matin des produits mélassés ; ils reviendront prendre le reste demain matin. Quel bon vont-ils remettre en échange ?

Il y a toujours des convois à Noyelles et plusieurs régiments à Marcoing, Cantaing, etc. ; aussi on amène très peu de betteraves.

Il est au moins passé trois corps d'armée, remontant vers le Nord. Que signifient de si importants mouvements de troupes ? Est-ce une retraite ?

J'ai reçu de la Chambre de Commerce de Valenciennes un courrier à faire distribuer.

Ce service *extrêmement restreint* ne paraît pas pouvoir rendre de bien grands services, il a surtout de l'intérêt pour les collectionneurs de timbres-poste, car chaque pli est revêtu d'une vignette de dix centimes, imprimée dans la couleur de nos timbres. Je tâcherai de m'en procurer quelques-unes.

Notre Commandeur n'a jamais voulu m'autoriser à organiser un service analogue. Il n'a pas compris ce que je lui demandais.

J'ai rencontré cet après-midi Eugène T..., venu de Cagnicourt

avec un officier allemand logé chez lui. Le village n'a pas souffert. Il n'a pu donner aucune nouvelle ; il ne savait même pas où a eu lieu la bataille d'hier ; son officier prétend qu'Arras est en flammes.

A Cagnicourt ils se sont toujours trouvés en dehors des champs de bataille.

Notre municipalité semble bien peu prévoyante. Elle savait qu'elle aurait besoin d'argent depuis longtemps ; elle s'est fait autoriser par son conseil, il y a dix jours, à nous en demander, mais elle a négligé de nous en informer ; elle vient de prévenir qu'il lui fallait 10 000 francs ce soir.

27 octobre 1914. — Il ne passe plus que des convois. Noyelles, comme bien d'autres villages, en est rempli ; c'est terrible.

On dit qu'ils évacuent Saint-Quentin, qu'ils ont été battus à Nurlu, sur la route de Péronne, il y a quelques jours ; qu'Ostende leur aurait été repris par la flotte anglaise, mais eux prétendent avoir pris Dunkerque, ce qui ne me paraît pas vraisemblable. Il y aura prochainement sans doute, dans la région du Nord, une grande bataille qu'ils préparent par ces mouvements de troupes. Espérons qu'ils trouveront à qui parler. J'ai obtenu du baron de Welser un nouveau sursis pour les battages à Noyelles, c'est gagner un temps précieux. Les administrations sont les mêmes dans tous les pays ; depuis quelques jours ils ont modifié le cercle des Commandatures d'étapes.

Noyelles, qui est à 5 kilomètres de Cambrai, appartient maintenant à la Commandature de Bapaume, qui est à 30 kilomètres.

Il paraît que tous les médecins militaires allemands ne sont pas, à beaucoup près, taillés sur le modèle du docteur Scholssner.

Le baromètre a beaucoup baissé depuis quelques jours, le vent est mal orienté. Malgré cela nous avons jusqu'à présent un temps favorable pour nos troupiers, et aussi pour les travaux des champs. Les semis de blés avancent et les betteraves de nos cultures sont à l'abri. Bref, je suis en avance sur une année normale.

Je m'évertue à dissimuler les sucres et à rendre leur enlèvement aussi difficile que possible.

27 octobre 1914. — Le baron m'a dit qu'hier il était allé à Bapaume, que c'était un voyage difficile et dangereux.

28 octobre 1914. — J'ai encore acheté trois chevaux. Ma cavalerie se remonte ; pourvu qu'on ne me la prenne plus !

Les convois qui étaient à Noyelles depuis trois jours sont partis. Hier et aujourd'hui on entend peu le canon.

Je me décide à laisser provisoirement mon sucre en bateau. Il échappera ainsi plus aisément aux regards. Ces gens-là circulent tant par les routes ! Je me méfie de plus en plus du fin renard

de baron. Je cherche à ne pas être roulé, et à diviser les risques. J'ai actuellement 5 600 sacs en vrac aux docks ; 5 600 en bateau et encore même quantité à l'usine sous les hangars. Dans la suite on se décidera suivant les événements ; mais quelle lutte de tous les instants !

Ils ne ramènent toujours plus de blessés. Ce doit être bon signe pour nous.

Quelle triste chose que de vivre comme au fond d'un puits, sans nouvelles des siens, surtout de ceux qui sont à l'armée, d'être sans aucun renseignement sur les événements ! On doit se contenter d'hypothèses.

Le Commandeur de Bapaume lève des contributions de guerre partout. M. de B... est allé aujourd'hui verser 17 000 francs pour sa commune de Flesquières. Ils en demandent autant à Cantaing, ils sont peut-être allés à Noyelles. Il faut plus que jamais gagner du temps.

29 octobre 1914. — Ce matin, à Noyelles, j'aurais pu avoir l'illusion que nous n'étions plus en pays occupé. Je n'ai pas vu d'autres Allemands que le poste du pont. J'ai réuni le conseil municipal pour lui expliquer dans quelles conditions j'avais obtenu un sursis pour les battages et comment j'espérais éviter la contribution de guerre dont sont frappées les communes voisines. J'ai précisé les réponses et marchandages à faire en mon absence.

Les arrachages de betteraves sont terminés dans nos fermes avec vingt-cinq jours d'avance sur l'an passé, 600 000 kilogrammes de betteraves sont en dépôt le long des routes. On les charriera lorsque tous les blés seront semés.

Les murs sont couverts d'une affiche extraordinaire, qui excite l'ilarité générale. Diatribe violente contre l'Angleterre qui a entraîné les autres nations à la guerre, subsidiairement une phrase méchante pour les barbares que sont les Russes et les régicides que sont les Serbes, un mot de plainte pour les bons Belges, rien pour les Français, si ce n'est qu'ils tirent les marrons du feu pour les Anglais.

Le texte, en deux langues, n'est pas signé. Ils nous prennent pour des bonnes « poires », s'ils s'imaginent exciter notre mécontentement contre nos alliés, ou même s'ils croient, plus tard, pouvoir faire une paix séparée avec nous, pour mieux accabler les autres. Les héritiers de Frédéric II ont tort de prêter aux autres une mentalité « prussienne ».

30 octobre 1914. — Nos troupes ne seraient pas encore à Chauny ; Péronne, comme Saint-Quentin, est toujours entre leurs mains. Ils auraient renoncé à entrer à Arras, après avoir perdu trois semaines pour prendre la ville. Nos avant-gardes atteindraient,

dit-on, Manancourt, Ytres, à 10 kilomètres de Metz-en-Couture et de Bertincourt. Tout cela montre que nous n'avancions pas vite et que l'heure de la délivrance n'a pas encore sonné pour nous.

Leur nouvelle de la prise d'Anvers était malheureusement aussi vraie que naguère celle de Maubeuge ; s'acharnant sur les forts les plus faibles, ils en ont réduit quelques-uns, ont ainsi fait une trouée par laquelle ils sont entrés à Anvers, alors que les autres forts tenaient toujours et ne voulaient pas détruire la ville. J'ai pu me procurer la plupart des affiches dont les autorités allemandes ont bariolé nos murs depuis leur arrivée : bulletins de victoire, affiches de menaces, diatribes contre les Anglais, réglementations de tous genres : ce sont des pièces à conserver qui seront plus tard des souvenirs de mois bien pénibles.

Malgré la résolution prise de me laisser oublier par le baron, je vais être obligé d'aller le retrouver, le Commandeur de Bapaume est vraiment trop embêtant.

Le jardinier a bien peu de fleurs pour nos tombes, je voudrais cependant en mettre quelques-unes sur les sépultures de nos malheureux soldats. Que d'idées tristes nous assaillent ! C'est horrible de ne rien savoir.

Le baron va écrire au Commandeur de Bapaume de nous laisser tranquilles avec son ordonnance de lui conduire pelles, pioches, etc.

Je suis passé par l'hôtel de ville. La confusion qui y règne n'a d'égal que la peine qu'on s'y donne et leur dévouement. Au lieu de diviser le travail, tous s'occupent de tout, sans unité de vues, de système, alors qu'il eût été facile que chaque série de questions fût toujours attribuée à deux ou trois personnes s'y spécialisant. Par surcroît, leur bonne volonté les entraîne à s'occuper d'une foule de choses qui ne les regardent pas. Les affaires des communes devraient être renvoyées à une Commission sous-préfectorale composée des conseillers généraux et d'arrondissement suppléant à l'absence du sous-préfet.

Ce manque d'organisation a des conséquences graves. Ainsi, je les entendais écouter deux soldats envoyés d'un village de la Somme par leur chef ; ils disaient qu'il ne restait presque plus rien de ce village, que depuis quelques jours, ils partageaient avec les habitants leur pain, mais qu'il était urgent de leur donner deux sacs de farine pour ces malheureux. On ne savait que faire, je n'ai pas voulu m'en mêler, de crainte d'augmenter la confusion ; il n'y a vraiment pas moyen de remédier à leur manque de méthode. De mon côté j'ai déjà plus d'occupations qu'il ne convient et je ne veux rien laisser en souffrance des choses dont j'ai la charge.

J'ai assisté à un triste achat de cinq bateaux de charbon : deux pour la ville, trois pour le gaz. On va le payer 20 francs la tonne aux Allemands, et peut-être plus tard devra-t-on encore le payer aux propriétaires.

31 octobre 1914. — A Noyelles, ce matin, j'ai fait sortir deux officiers de la cave de Mme D... Comme le vin leur semblait bon, ils revenaient tous les trois jours en prendre cent cinquante bouteilles pour les douze officiers qui sont au Transloy. J'ai fait prendre dans les caves D..., S... et G... Pour qu'il n'y ait pas de plaintes, j'en ferai porter de chez moi à Noyelles. Je crois cependant que cela ne va plus durer.

En effet, nous avons eu ce matin des nouvelles provenant, dit-on, des dépêches du *Matin* en date des 22 et 29. D'après cela, nos affaires iraient encore mieux que je n'osais l'espérer : « Le front de bataille se trouve entre Carvin et Haubourdin. — Bataille autour de Lille. — Les Allemands ont perdu du terrain sur tout le front. — L'ennemi, repoussé autour de Lille, bat en retraite sur Annapes. — Il a été repoussé d'Arras. — Le front de bataille passe par Lens, Arras, Bruay. — Les troupes allemandes remontent vers l'Allemagne par Maubeuge.

« En Allemagne, Posen pris par les Russes. Général French nommé Commandeur de la Légion d'honneur.

« Aux environs de Roye, cent équipages allemands pris à la faveur du brouillard ainsi que leurs conducteurs. — Notre grosse artillerie moderne fait merveille. — Armées anglaises munies de nouveaux canons. »

A des gens sevrés depuis longtemps de nouvelles, ces dernières apportent un bien grand réconfort.

Une nouvelle affiche (en deux langues) contre les Anglais, les accuse d'employer des balles dum-dum. Décidément leur haine de l'Angleterre ne sait comment se manifester.

1^{er} novembre 1914. — Les résultats de la semaine, à la sucrerie, sont tout à fait bons. Si on n'enlève pas le sucre, les cultivateurs autour de l'usine auront tout lieu d'être satisfaits.

Au bureau de bienfaisance, j'ai donné de l'extension aux secours des femmes de soldats, et cela surtout par des distributions en nature. Si l'État leur verse plus tard les indemnités promises, elles aideront le mari à se remettre des fatigues de la guerre et à attendre la reprise du travail dans nos régions dévastées.

Je suis allé déjeuner à Vaucelles. Cette malheureuse Mme D... y est seule, et il y a là-bas des passages de troupes aussi continuels qu'importants. Jusqu'à présent il n'y a pas de grands dégâts, tandis qu'à Bonavi et à Crèvecœur (à la ferme Leroy-Dollez) tout a été détruit. Malgré tout, elle reste très vaillante, et ma visite l'a encore réconfortée.

En rentrant à Cambrai, je suis allé aux cimetières. Ce pèlerinage est toujours triste, mais cette année, au son du canon destructeur, on se sent le cœur encore plus serré. Quelle émotion à la vue de ce jardin tout fleuri des soldats morts pour la patrie, de ce

mélange de nationalités ! La pensée va tout à la fois à ceux qui sont là, à ceux qui reposent ailleurs, dans des cimetières semblables, aux nôtres dont nous sommes sans nouvelles... Et tandis que le canon gronde là-bas, poursuivant son œuvre de mort, nos cœurs se serrent atrocement...

A la porte de chez moi, j'ai rencontré l'abbé G..., et nous nous sommes réconfortés.

2 novembre 1914. — Ce matin une centaine de prisonniers ont été amenés, ils avaient été pris près de Bapaume. Ils ont dit qu'ils s'étaient un peu trop aventurés. Les Allemands ne se contentent plus, pour la garnison de Cambrai, du vin qu'ils prennent en ville, ils sont venus en chercher cent cinquante bouteilles à Noyelles. Comme si cette pauvre commune ne souffrait pas assez d'avoir à fournir la Commandature de Bapaume ! A la sucrerie tout marche à peu près normalement, les difficultés sont surmontables et vu les circonstances, il faut se contenter d'un travail quelque peu imparfait.

Les Allemands annoncent que la Turquie a déclaré la guerre aux puissances alliées. Voilà le théâtre de la guerre qui va s'étendre à l'Asie Mineure. La liquidation de toutes les questions ne sera pas facile lors du règlement final.

Le canon tonne très fort dans la direction de Douai, et on ne donne plus de permis pour cette ville.

3 novembre 1914. — Je me suis vu obligé de ramener dans ma voiture, de Noyelles à Cambrai, un officier dont l'auto était restée en panne en face de la sucrerie. Il revenait du champ de bataille dans la Somme, au delà du Transloy. Les deux armées sont terrées dans de profondes et immenses tranchées constituant de réelles fortifications ; on se bat surtout la nuit. Aucun des belligérants ne pourrait ramasser ses blessés, qui meurent de faim sur le champ de bataille. Il y en aurait beaucoup de part et d'autre.

Il m'a dit qu'on s'attendait à la puissance de résistance des Français, qu'il estimait que la guerre pouvait encore durer un an. Il m'a dit aussi qu'à la suite de la déclaration de guerre de la Turquie, les deux navires allemands qui s'étaient réfugiés à Constantinople avaient bombardé Odessa et Sébastopol. Un croiseur allemand dans la mer des Indes, sorte de corsaire très rusé, causerait beaucoup de tort au commerce britannique. Dernièrement il se serait rendu méconnaissable ; simulant une quatrième cheminée que n'ont aucun de leurs navires, il aurait pu s'approcher ainsi de navires ennemis et les aurait détruits ; il ajoutait que ce navire était voué à la destruction. Il me disait également que les Anglais avaient à faire face à la révolution qui sévissait en Égypte et en Afrique du Sud. Malgré tout, il n'entonnait pas un chant de victoire.

Un journal allemand dit qu'ils sont repoussés du côté d'Ypres. Une chose certaine, c'est qu'autour de Cambrai, la zone d'occupation ne se modifie guère.

Non seulement il faut collectionner les ordres et affiches de l'ennemi, mais encore il importe de mettre à l'abri de leurs investigations tous les documents justificatifs, qui au besoin appuieront les impressions que suggèrent les personnes et les événements. Je le fais avec un très grand soin, les recherches boches seront vaines pour trouver mes papiers; plus tard, ils pourront me servir très opportunément.

4 novembre 1914. — C'est trop long; le régime de terreur s'accroît sans cesse. Ce matin le garde-barrière de Rumilly est venu me demander de faire rechercher son gendre et son fils enlevés hier soir par une auto allant vers Saint-Quentin. Une mère me prie d'intervenir pour lui faire rendre son fils, Gaston Lesage, d'Havrincourt, âgé de quatorze ans et demi, pris dans les champs hier après-midi.

Ils continuent à exiger dans nos villages une contribution de guerre de 30 francs par tête d'habitant; quand verrons-nous la fin de leurs exactions?

J'ai bien couru pour saisir l'inspecteur des étapes et je n'ai pu l'approcher qu'à 5 heures. C'est un homme d'écorce rude, mais qui doit être bon en même temps qu'énergique, et il agit vite. Ce qui n'empêche que je suis arrivé trop tard. Il avait mis une auto et un officier à ma disposition pour chercher après les prisonniers, car il avait généralisé la question, s'occupant non seulement de ceux d'Havrincourt et Flesquières, mais de tous les prisonniers dans la même situation. Malheureusement ils étaient déjà embarqués pour l'Allemagne. Il m'a consolé en me disant que ma démarche ne serait pas inutile et qu'elle profiterait à d'autres. Il a fait immédiatement téléphoner à la Commandature de Bapaume des ordres pour que le fait ne se reproduise pas. Il a même dû prescrire plus de circonspection dans les demandes de contributions de guerre.

5 novembre 1914. — J'avais bien jugé le chef de l'inspection des étapes; hier soir à 11 heures, il m'a envoyé une lettre, par un soldat, pour me dire qu'il avait enfin pu retrouver mon jeune homme et qu'il le mettait à ma disposition. Je l'ai prié de me le rendre immédiatement. Il l'avait fait dîner copieusement, lui avait fait fumer des cigarettes, et préparer une chambre à son domicile, 72, rue Saint-Georges, dans la maison de M^e Duroyon. Il était satisfait d'avoir pu réparer cet excès; il serait difficile de dire qui, de la victime, du soldat qui l'a amené, des domestiques, de ma fille, et de moi, a été le plus content.

Ce matin, avant de reconduire mon petit bonhomme pour qu'il regagne Havrincourt, j'ai pu, sur ses indications, faire rendre la liberté à trois autres.

Le temps, qui s'était mis à la pluie hier après-midi, est redevenu beau, fort heureusement, car il y a des villages où l'on n'a pas encore commencé à charrier les betteraves. J'ai fini de semer mes blés, je vais donc pouvoir aider les cultivateurs de ma région.

Toujours pas de nouvelles ; on suppose, par déduction, que les choses ne vont pas bien pour eux. Ils font des tranchées au delà de Gouzeaucourt, ils voulaient 30 000 sacs pour les emplir de terre sans doute, ils ont réquisitionné tous les fils de fer ; bref, ils entreprennent des fortifications qui donnent à croire qu'ils pensent abandonner prochainement celles qu'ils occupent au delà du Transloy. Il paraît certain, d'autre part, qu'ils font un nouvel effort terrible contre Arras.

M. L... est venu me confier qu'une jeune fille In..., dans un village B... de la région, avait, lors de l'arrivée des Allemands, subi successivement de la part de six bêtes brutes les violences et les outrages les plus graves. Désolée des conséquences des actes dont elle a été victime, elle s'était arrêtée à l'idée d'un crime, quand le hasard l'amena à se confier à une dame L..., âme généreuse, bien française, plus encore de cœur que de naissance, et qui la détourna de sa résolution. On lui a promis protection, défense et sécurité. Elle reprend courage et continue à habiter chez Mme L...

Autre question d'un autre genre : un Alsacien, fils d'industriel, parent d'un industriel français, forcé de servir dans l'armée allemande, n'a pu supporter l'idée de marcher contre la France. Les circonstances ne lui ont pas permis de désertir, mais il a pu disparaître momentanément de son bataillon. Il est caché en ville et voudrait rejoindre nos armées, mais dans l'impossibilité de le faire maintenant, il désirerait se dissimuler en travaillant dans une agglomération importante d'ouvriers.

Beaucoup d'autres confidences encore m'ont été faites.

A la Chambre de Commerce, j'ai été amené, incidemment, à parler à mes collègues d'un organisme à créer à Cambrai, qui s'occuperait de tout ce que peuvent faire les municipalités et qui n'entre pas dans les attributions de la Chambre de Commerce. Il semble en effet nécessaire de suppléer aux fonctions de sous-préfet, conseil et tuteur des communes et des administrations publiques. Mes collègues ont approuvé mon idée et m'ont demandé d'écrire à ce sujet aux conseillers généraux et d'arrondissement. C'est bien délicat à faire, c'est la besogne de demain.

A quelle sauce nos sucreries vont-elles être mangées ? Si sur ce point il y a unité de volonté, on est loin de l'unité de moyens dans les différentes Commandatures.

Les unes voudraient enlever tout notre sucre et le payer en bons ; certaines voudraient exiger un impôt de 18 francs par 100 kilogrammes de sucre ; d'autres penseraient nous en laisser un quart, nous en payer un autre quart en espèces et le reste en bons ; d'autres enfin auraient la prétention de s'emparer des sucreries pour les faire marcher elles-mêmes. Tout cela est en outre agrémenté de questions ouvrières et autres.

Il faut gagner du temps et profiter de leurs divergences d'opinion, mais le danger reste grave.

En attendant, je complète mes approvisionnements.

Rien de particulier aujourd'hui, toujours aucun renseignement. Ils ont ramené hier soir et cette nuit des troupes de Bapaume et d'Arras, qui se sont dirigées directement sur la Neuville et la banlieue.

Nous venons d'apprendre la mort de notre concitoyen Maurice Renaud, tué à Reims, le 21 septembre. Combien y en aura-t-il comme cela ?

J'ai fait ma lettre aux conseillers généraux et d'arrondissement, en prenant soin d'éviter tout ce qui pourrait exciter leur susceptibilité, mais vraiment il y a tant de choses en souffrance qu'il y a urgence à s'organiser. Mieux vaut tard que jamais, mais le voudront-ils ?

J'ai encore acheté deux chevaux ; un bien vieux 275 francs ; l'autre de sept ans, avec une blessure sur le côté du garrot, telle qu'on mettrait les deux mains dans le trou, et que j'ai payé 350 francs.

7 novembre 1914. — L'inspection des étapes qui nous était venue de Saint-Quentin, il y a environ trois semaines, part demain pour Valenciennes. Ce départ vers le Nord est de bon augure, et je ne le regretterai qu'à cause du crédit qu'on m'y accordait. On m'a, par exemple, encore rendu trois jeunes gens aujourd'hui, en passant par-dessus la tête du Commandeur de Bapaume. Je crains d'être forcé désormais de m'adresser à Bapaume ou à Valenciennes.

Malgré la tristesse qui résulte du manque de nouvelles, le temps passe très vite et les semaines s'écoulent sans que j'arrive à faire tout ce à quoi je voudrais suffire.

Aujourd'hui j'ai mené l'infirmière-major, Mme Le Gougeux, à Noyelles ; elle a été enchantée de sa visite de la sucrerie, qui a cependant été bien sommaire.

Les Allemands ont fait afficher dans toutes les communes des ordres de leur livrer des sacs et fils de fer et de leur fournir des ouvriers à 4 et 5 francs par jour pour travailler à leurs retranchements de la forteresse de Lille. Ne vont-ils pas prendre de force ce qu'on ne voudra pas leur donner ?

J'ai communiqué à la Chambre de Commerce ma lettre aux conseillers généraux et d'arrondissement. M. Garin a demandé qu'elle ne soit pas envoyée avant qu'il ait consulté ses collègues Demolon et Ramette. Ils ne marcheront pas, ils sont fatigués, et l'esprit administratif leur manque. Il m'a dit qu'ils n'avaient pas mission de s'occuper des questions indiquées. Je lui ai répondu qu'en temps de guerre, d'invasion, d'émeute ou de révolution, le pouvoir *provisoire* appartenait à ceux qui, par leur situation personnelle, leurs fonctions, savaient imposer l'autorité de leur personne pour sauver leurs concitoyens de l'anarchie, de la misère ou de l'oppression, et qu'à leur place je n'hésiterais pas à prendre en main les pouvoirs abandonnés. Je tiendrai à ce que tout cela figure au procès-verbal.

Les Allemands, par voie d'affiches dans les deux langues, annoncent un succès de leur marine sur les côtes chiliennes. Ils semblent y attacher une grande importance, car outre la nouvelle, le texte allemand comporte « un hurrah pour leurs jeunes hommes bleus » et un triple hurrah des troupes de terre en l'honneur de la première victoire maritime de l'Allemagne, tout cela signé « Guillaume ».

8 novembre 1914. — Journée terrible, temps brumeux à idées lugubres, cependant il n'y a rien de plus attristant qu'à l'ordinaire. Nous n'avons pas de mauvaises nouvelles, au contraire, le départ de l'Inspection des étapes avec tous ses services semble l'indice d'un réel recul. Mais nous ne savons pas que nos troupes avancent, nous ne connaissons que des racontars. Le temps reste très propice à l'arrachage des betteraves et exceptionnellement bon pour les charrois. Nous avons reçu 13 000 000 de kilogrammes de bonnes betteraves. La semaine a encore été bonne.

Continuation de menaces pour les sucres, mais leur nature constitue une chance de non-exécution.

Le baron est parti, et de loin, lui et ses acolytes seront moins dangereux. Mes relations avec lui ont été utiles, non seulement à la protection de la sucrerie, mais aussi du village de Noyelles et même des communes voisines.

Il faut continuer, sans se lasser, à se débattre contre leurs prétentions et employer dans ce but les moyens les plus variés.

9 novembre 1914. — Je suis allé aujourd'hui à Saint-Aubert avec M. Camuset qui a toute son ardeur d'antan.

Ce matin, à Noyelles, j'ai eu à satisfaire des réquisitions de toutes sortes. A l'usine rien de particulier, trop de voitures attendent au déchargement.

Réflexion faite, je ne ferai rien pour l'officier alsacien, ce serait

trop dangereux pour lui et pour la sucrerie, il est bien plus ignoré dans sa cachette de Cambrai.

M. Garin m'a dit, ce matin, que ses collègues et lui n'étaient pas partisans de la création de la Commission Préfectorale que je préconise. Ils y trouvent une foule d'inconvénients vis-à-vis de l'autorité allemande et ne se reconnaissent pas l'autorité nécessaire pour s'investir de cette charge. La vérité est qu'ils sont fatigués par leurs trop longs séjours à la Mairie. Que de bien cependant il y aurait à faire et que d'insouciance à secouer. Il y a tant de fonctionnaires et agents qui préfèrent ne rien faire alors que leurs services sont en souffrance. Comment peut-on se priver de la satisfaction de rendre tous les services en son pouvoir ? Il n'y a pas assez d'hommes agissant, alors qu'il y en a trop qui subissent passivement l'occupation, tandis qu'ils pourraient éviter beaucoup de dommages à leurs concitoyens.

J'espère bien que dans cet ordre d'idées, la Chambre de Commerce refusera toute avance de traitement aux fonctionnaires qui ne travaillent pas. On trouve toujours de bonnes âmes, heureuses de médire du prochain, et de dire du mal des uns aux autres. C'est ainsi qu'un conseiller municipal m'a dit que M. R... avait annoncé, quelques heures avant l'arrivée des Allemands, au Conseil, « qu'il tenait à sa vieille peau » et qu'il avait l'intention de partir, mais la rapidité des événements ne lui aurait pas laissé le temps de mettre son projet à exécution.

Le vrai reproche à leur faire c'est d'avoir manqué d'esprit d'organisation et de prévoyance. Ils sont restés sans initiative. La bonne volonté, cependant, ne leur manquait pas en principe.

Ce soir on entend le canon comme hier. On paraît se battre mollement entre Saint-Quentin, Péronne, Albert, Bapaume. Il reste sans doute de ce côté peu de troupes en présence. De part et d'autre, elles sont remontées vers le Nord.

10 novembre 1914. — Je me décide à mettre en déchargement un bateau de charbon sur lequel les Allemands ont mis l'embargo. J'espère que cela passera inaperçu, et dans tous les cas, ils ne me fusilleront pas ; je préfère payer de force que d'aller leur porter de l'argent. J'ai l'intention d'en décharger deux autres après ce premier.

Je suis allé déjeuner à l'ambulance où tout se passe normalement. Leurs blessés si gravement atteints vont tous bien, sont en bonne voie de guérison ; malheureusement, ils seront presque tous estropiés.

M. Camuset, qui est toujours pondéré et réfléchi, estimait hier les pertes allemandes à plus de 800 000 hommes.

Le temps continue à être favorable pour nos chers troupiers. Hier Mme Laffrat a eu des nouvelles de Jacques, datant du com-

mencement d'octobre, il était bien portant à Roisel; il faisait partie, vraisemblablement, de la division de cavalerie qui, entre autres, a fait le coup du convoi d'autos à Bonavi.

Ma fille est allée à l'Inspection des ambulances et à la Commandature pour obtenir de faire évacuer sur leur hôpital M. Gilbert Drain, qui est blessé, et se trouve à l'ambulance des mines d'Ostrikourt. Comme elle sait vouloir même les choses difficiles, je crois qu'elle va y arriver; cependant on ne donne pas en ce moment de sauf-conduits pour Lille, Valenciennes, Saint-Quentin.

A la Chambre de Commerce, M. Garin a apporté la note de M. Demolon donnant les raisons pour lesquelles ils repoussaient l'organisation que nous propositions. Toutes les raisons et objections me paraissent mauvaises et je l'ai dit sans vouloir les discuter. Il était inutile de s'aigrir les uns contre les autres en pure perte. Vraiment, ils semblent ne chercher qu'à s'excuser de ne rien vouloir faire de plus que ce qu'ils font et qui me paraît insuffisant. Les pièces seront aux procès-verbaux.

Le hasard m'a fait apprendre par un ouvrier, porteur des épreuves, que la Municipalité, en exécution d'une décision prise le 30 octobre, faisait faire des billets de banque. J'estime, et je ne suis pas seul, que c'est une faute à tous les points de vue.

Les Inspections des étapes ont toujours la volonté de tirer un parti avantageux de notre fabrication de sucre, mais elles se demandent encore par quel procédé.

Une théorie qui se fait jour est qu'en vertu des conventions de La Haye, les occupants d'un pays ont le droit de percevoir les impôts comme le ferait le gouvernement du pays occupé. Or, ils prétendent que l'impôt sur le sucre étant de 25 francs, en France, nous devons leur verser cette somme par sac fabriqué. Il faut commencer par palabrer avec eux sur ce thème, sans serrer la question, le plus longtemps possible, puis soutenir que le fabricant n'a jamais payé de droits à l'Etat, attendu que sur le sucre, il y a, non pas un impôt de fabrication, mais bien de consommation, impôt payé par le consommateur lorsque le sucre lui parvient, habituellement par l'intermédiaire du raffineur.

En dernier lieu, nous soutiendrons — ce qui est la vérité — que nous n'avons pas d'argent pour payer quoi que ce soit, attendu que nous ne pouvons pas, dans l'état actuel des choses, vendre notre sucre. Pour payer nos ouvriers et les choses urgentes, nous avons même dû créer du papier-monnaie reposant sur le crédit, et n'ayant de valeur que dans la région directe où il a été émis.

Il me semble qu'on peut causer longtemps sur ce sujet, sans trouver quelque chose de pratique. Et pendant ce temps-là il y a des chances pour qu'ils soient chassés du pays. Continuons à prendre patience, et ne laissons pas trop voir la force d'inertie que nous voulons leur opposer.

J'ai, aujourd'hui, cherché à me rendre compte de l'action que conserve ici l'Inspection des étapes partie à Valenciennes. J'ai dit au gouverneur que j'avais de graves raisons de craindre que, d'ici quinze jours, nous manquions de farines dans la région, où je croyais savoir qu'il y avait sur la Sensée un bateau de blé appartenant à un meunier du pays, qui voudrait le ramener à Cambrai. Il m'a répondu qu'il devait consulter l'intendance à Valenciennes.

11 novembre 1914. — Je suis allé de Noyelles à Bourlon où j'ai été retenu à déjeuner chez les de Franqueville. Les trois châteaux de ce village le font désirer par l'ennemi et la commune a de lourdes charges, des convois de toutes sortes, c'est-à-dire la spécialité des plus pillards.

A ma ferme, Broquet était désolé parce qu'on lui avait pris hier une magnifique jument pleine de six mois, elle valait 1 500 francs : on lui a donné un cheval de 300 francs et un bon de 700 francs. Ils sont tous terrorisés et n'osent pas sortir leurs bêtes, aussi les arrachages de betteraves sont très peu avancés. Je les ai un peu secoués. Demain, je leur enverrai quelques permis de circuler qui donneront quelque confiance, sinon la sécurité.

Mon impression est que nous avons plus de troupes que ces jours derniers. Le canon tonne dans la direction de Lens. Leurs affiches, datées du 8, disent qu'ils ont gagné du terrain du côté de Lens, Lille et Ypres ; ils annoncent des victoires sur mer et font l'énumération des prisonniers : 188 000 Français, autant de Russes, 35 000 Belges et 15 000 Anglais ; du bluff, sans doute!...

Je viens de rencontrer le capitaine Tohr à la mairie ; ils ne se désintéressent donc pas des questions économiques. Je me demande ce qui arrivera à propos de leur bateau de charbon que j'ai mis en déchargement à Noyelles.

J'ai profité de la présence du capitaine Tohr pour protester contre l'enlèvement d'hommes à Sailly, Raillencourt, Saint-olle ; il a promis de les faire relâcher.

C'est long ; j'avais espéré, ces jours derniers, que nos troupes allaient arriver et on semble, de part et d'autre, rester sur les positions.

Non seulement M. de Franqueville s'occupe beaucoup de son village de Bourlon où il fait tout le bien nécessaire, mais encore il aide énormément les communes de Fontaine-Notre-Dame, Cantaing et Graincourt. Il serait porté à excuser le départ de certains maires, qui, dit-il, avaient l'intention de revenir et qui ne l'ont pas pu. Leur départ a compromis énormément d'intérêts qui leur étaient confiés ou dont ils avaient la charge.

La panique jetée par la campagne maladroite de journaux racontant des atrocités allemandes ne constitue pas une excuse pour des hommes de cette éducation.

12 novembre 1914. — Les Allemands, qui se plaisent aux réglementations de tout genre, viennent de fixer par voie d'affiches le prix de la viande, des principales denrées, les tarifs que doivent appliquer les blanchisseurs et les cordonniers.

Ma fille a réussi à faire ramener à son ambulance M. Gilbert Drain. Le docteur Debut est ennuyé et inquiet de son état. Il veut attendre avant d'entreprendre une intervention qui serait grave.

A l'ouragan pluvieux d'hier soir a succédé une journée désagréable, mais sans pluie ; espérons que le temps va continuer à être clément pour les soldats et pour les cultivateurs.

Les autorités municipales ne m'ont pas informé de leur émission ; elle est de 500 000 francs. Ils prétendent que c'est par mesure d'économie, pour éviter le paiement de l'intérêt ; c'est une bien petite économie, qui peut avoir de graves dangers ; il importait qu'il n'y ait qu'une seule et unique émission.

La ville, en effet, est obérée par les sommes énormes qu'elle a dû dépenser. Je crois que cela n'a pas entamé sérieusement sa situation, mais il y aura un moment difficile, lors de la liquidation. Les billets émis sous sa seule garantie sont plus discutables que ceux émis par nos soins, et qui comportent l'engagement de trois cautions solidaires, outre celui de l'emprunteur. Dans un milieu où chacun fuit les responsabilités, il peut se faire que le désir d'échapper à ces avals soit une des causes inavouées de la décision prise.

Hier soir, puis cette nuit jusqu'à 2 heures, et ce matin, on a entendu très fort le canon dans la direction de Lens, mais nous ne savons rien.

Nous avons eu aujourd'hui des extraits de journaux d'Aix-la-Chapelle en date du 2 novembre, qui paraissent établir d'une façon impartiale la situation des armées à cette date. Leur lecture nous a paru d'autant plus instructive que nous les supposons encore influencés par la nationalité de leur auteur. Nous en concluons que, quoique très lente, notre avance existe, et que leurs affaires vont mal, bien que leur résistance soit encore complète. Depuis, les choses n'ont pas dû se modifier sensiblement.

13 novembre 1914. — On nous dit que le sous-préfet, M. Aliez, n'est plus artilleur à Dunkerque, mais qu'il est à Lille attaché à la préfecture. Pourquoi n'est-il pas où il rendrait bien des services ? Il eût sûrement, par sa collaboration, rendu plus efficace le zèle de chacun.

Le temps est bien mauvais pour nos pauvres soldats.

On dit que les armées alliées ont été victorieuses à Ypres et qu'une bataille très meurtrière a eu lieu à Vimy, entre Arras et Lens, mais nous ne savons rien de précis. On ne peut tirer aucune conclusion de ce qui se passe ici.

Je suis allé demander des permis pour que mes voitures puissent aller chercher du coke à Wavrechain-sous-Denain.

Le Commandeur est à la veille d'être remplacé par un général qui l'assiste depuis quelques jours.

14 novembre 1914. — Au Comité d'escompte le maire de Beauvois est venu nous trouver avec les trois représentants de la maison Michaux. Amenés par les Allemands, ils nous demandaient, à l'incitation de leur Commandature, de faire de très grosses avances d'argent, 500 000 francs pour commencer, afin de leur permettre de racheter aux ennemis des matières premières en magasin, saisies par les Allemands. Nous avons répondu que nous prêtions, sur signature solvable, les sommes nécessaires pour secourir les malheureux, soit en nature, soit en travail, mais qu'il nous était impossible de prendre pour gage des marchandises fabriquées alors que l'ennemi s'en emparait régulièrement. La Commandature leur aurait dit qu'en Allemagne on avait besoin de ces matières premières parce que l'Angleterre les avait déclarées contrebande de guerre, de telle sorte qu'ils en manquaient chez eux.

Il n'est pas impossible que cette affaire de Beauvois devienne l'occasion de difficultés avec eux pour la Chambre de Commerce. Nous leur tiendrons tête, car il est impossible de les aider à drainer notre argent pour leur faciliter la guerre.

Si cela dure encore un peu, notre région si riche sera impitoyablement ruinée pour vingt ans. Rien ne les arrête ; il paraît qu'à Beauvois plus de 500 femmes avec leurs enfants les imploreraient pour qu'ils laissent le moyen de travailler ; mais ils n'ont rien voulu abandonner de ce qu'ils considèrent comme butin de guerre.

Il paraîtrait qu'ils ne donnent pas aujourd'hui de permis pour Lille, Douai, Péronne et Saint-Quentin.

Combien sont à plaindre ceux qui n'ont pas su se créer d'occupations et qui restent en tête à tête avec les soucis de l'heure présente, sans nouvelles du pays et de leurs enfants, frères ou maris.

Le nouveau Commandeur, un « général major », est entré en fonctions, car je viens de recevoir, comme maire de Noyelles, des instructions signées de lui, prescrivant la remise à la Kommandantur d'un relevé détaillé du bétail de la commune.

15 novembre 1914. — Temps froid, la gelée de ce matin a été suivie de neige et de pluie ; on pense à nos pauvres soldats qui doivent souffrir de la température humide.

L'inventaire de semaine, à Noyelles, a été très bon. Quelle belle campagne sucrière nous eussions eue sans la guerre ! Si encore ils n'arrivaient pas à nous prendre notre sucre ; enfin, espérons.

A la veille de l'invasion, la préfecture de Lille a fait fixer à 22 fr. 50 le prix des 100 kilogrammes de blé par une commission

de politiciens plus soucieux de satisfaire les électeurs des villes que pénétrés des besoins de la campagne productrice.

Aujourd'hui, la municipalité de Cambrai se préoccupe des plaintes des meuniers qui craignent de manquer de blé d'ici quinze jours. M. Ramette trouve que le remède serait de mêler à la farine de blé 15 à 20 pour 100 de la farine de fèves qu'il produit ; on dit pourtant que ce mélange est dangereux pour le consommateur dès qu'il dépasse 3 pour 100 .

Je suis persuadé que la culture fournirait du blé si on le payait 25 francs les 100 kilogrammes. C'est le taux fixé pour leurs réquisitions par les Allemands, qui font battre dans nos villages et s'emparent des trois quarts de la récolte. Et l'on peut être sûr que le prix de base qu'ils ont adopté est encore inférieur au cours mondial du blé. Il ne faut pas contribuer à la ruine des cultivateurs, qui sont bien plus malheureux encore que la population des villes.

Les exactions sont bien moindres, en effet, sous les yeux des chefs qu'au village où une simple escouade, la baïonnette au fusil, exige tout. Après avoir pillé les fermes, pris les chevaux, les outils indispensables à la culture, ils ont enlevé les fourrages, les avoines et les blés. Si le dernier quart était réquisitionné au-dessous de sa valeur pour donner du pain aux villes, ce serait absolument arbitraire et injuste.

La commission préfectorale s'était appuyée sur les prix offerts par les Belges envahis qui cherchaient à se débarrasser à tout prix d'une partie de leur récolte pour éviter la main-mise allemande. Aussi les régions limitrophes de la Belgique étaient-elles inondées de leurs blés, alors que dans le reste de la France, à Paris en particulier, les cours étaient encore à 27 francs. J'ai l'intention de soumettre, mardi, à la Chambre de Commerce, une lettre exposant ces faits à la municipalité, et demandant, pour le cas où il faudrait réquisitionner pour les besoins de la population ce qui reste de blé, que le prix soit égal à celui offert par les Allemands.

Je crains que cela n'excite encore leur mécontentement à mon égard, mais je crois devoir le faire, car la Chambre de Commerce doit se préoccuper des intérêts généraux. Je sais, sans pouvoir en douter, que ma personne est mal vue de beaucoup de conseillers municipaux qui me trouvent encombrant. Ils ne comprennent pas qu'une activité qui veut être pratique soit faite d'initiative.

Aujourd'hui, M. Ramette est parti à Valenciennes pour obtenir de l'Inspection des étapes la mise en liberté du secrétaire général des hospices et bureaux de bienfaisance, M. Lahure, qui a commis une faute de service doublée d'imprudence, en envoyant un jeune homme de l'hospice porter un courrier au delà des lignes allemandes. Il avait cousu des lettres dans la doublure des vêtements de cet émissaire qui a été pris et fouillé par l'ennemi. Ce dernier procéda à son arrestation et à celle de l'expéditeur qui doit être conduit

demain en Allemagne. Le personnel fait ce qu'il veut, sans surveillance rigoureuse.

M. Lahure ne sera vraisemblablement pas relâché, à moins que les Allemands ne trouvent là une bonne occasion de se faire payer cher un homme qui leur va être présenté comme indispensable au service des hospitalisés.

16 novembre 1914. — Toutes sortes de demandes, à Noyelles, de la part des Commandatures de Cambrai, de Bapaume et de Péronne. Ils veulent connaître toutes les ressources depuis les vêtements jusqu'au vin, en passant par le charbon, les bestiaux, etc.

S'ils empiètent les uns sur les autres, ils s'entendent à merveille pour tout enlever.

Après avoir déchargé un bateau de charbon en contrebande, j'en faisais ramener deux autres pour leur donner le même sort. Malheureusement, pendant qu'on les éclusait à Marcoing, vint à passer une auto avec officiers qui se sont enquis du permis de circuler ; comme naturellement il n'y en avait pas, ils se sont emparés des papiers de réquisition que j'avais donnés aux bateliers et ont ordonné le retour à Crèvecœur de ces deux bateaux. Quelle suite aura cet incident ?

Décidément, il est bien difficile de passer outre à leurs ordres, mais enfin, nous devons par tous les moyens en notre pouvoir tâcher de contrecarrer leur volonté de tout prendre. C'est la guerre, nous ne sommes pas belligérants, mais restons ennemis. La manière brutale n'est pas à notre portée, mais ce n'est pas une raison pour ne rien faire, pour rester enfermés dans notre coquille. Il faut toujours risquer, et par cela même on court des dangers. Aussi je viens de donner à ma fille un pouvoir pour me remplacer, en cas de besoin, dans mes affaires personnelles. Elle fera aussi bien que Mme de Guillebon, qui continue à faire preuve de valeur et d'énergie. Elle n'aurait qu'à arrêter la réception des betteraves, lorsque l'approvisionnement de charbon et de coke commanderait de le faire, et elle défendrait le sucre aussi bien que moi ; quant à la fabrication, il n'y a pas de raison pour qu'elle ne continue pas à aller son petit bonhomme de chemin.

Prévoyons toujours, mais ne nous effrayons de rien, et conservons notre sang-froid pour voir juste. Il faut tout de même espérer que tous ces comptes se régleront un jour.

Nos négociateurs, lors des pourparlers de paix, ne devront oublier aucune des vexations subies, et chacune devra être compensée, sans omettre une lourde indemnité pour l'enlèvement si arbitraire, si dur, des prisonniers civils.

Les impatients d'être délivrés doivent tomber en admiration devant notre généralissime, qui, évidemment, même pour nous qui n'avons pas de nouvelles, veut les user en ménageant nos chers

soldats, en les exposant le moins possible, confiant qu'il est en leur valeur admirable et en notre artillerie si unanimement reconnue merveilleuse.

Le nouveau Commandeur, le général Schotbl, paraît un peu vieux, peu habitué au travail, s'en tenant à la lettre stricte de ses instructions, fuyant toutes les responsabilités, toutes les initiatives. On va être malheureux avec lui, on ne pourra rien obtenir.

M. Ramette, lors de son voyage à Valenciennes, n'a pas été très bien reçu par le colonel Schenik, chef d'état-major de l'Inspection des étapes. Il a simplement obtenu que M. Lahure passe devant un deuxième conseil de guerre.

Quand serons-nous libérés?

17 novembre 1914. — En arrivant à Noyelles pour répondre aux injonctions des Commandatures de Cambrai et Bapaume, j'y ai trouvé deux officiers et un sous-officier de la 1^{re} division de cavalerie de la garde qui, actuellement, se trouve près de Bapaume. Ce corps subvient directement à ses besoins, sans passer par l'intermédiaire des Commandatures, et procède dans son propre intérêt, lui aussi, à l'inventaire de toutes les ressources restant dans nos villages.

Avec les menaces les plus brutales qu'il soit possible d'imaginer, ils m'ont donné une heure pour établir les quantités existantes de chevaux, vaches, bœufs de trait, bêtes de boucherie, porcs, moutons, fourrages, paille, blé, avoine, orge, vin, légumes de toutes natures, et charbon. Je leur ai répondu sur le même ton qu'il était impossible de donner des chiffres, même approximatifs. Sur leur menace d'amener leur régiment pour châtier le village, je leur ai remis une liste très approximative sous réserve d'erreurs. Ils ont dit qu'elle suffisait.

Après-midi, à la Chambre de Commerce, on s'est entretenu des questions blés, farines et pain. Je disais à mes collègues qu'en temps normal, lorsque le blé était payé 25 francs les 100 kilogrammes, on devait vendre la farine 35 francs les 100 kilogrammes et le pain 1 fr. 05 les 3 kilogrammes, alors qu'actuellement, quand les Allemands prennent les trois quarts de nos blés à 25 francs les 100 kilogrammes, les meuniers nous payaient ce qui reste à 22 fr. 50 pour vendre la farine 34 francs aux boulangers, 35 et 36 francs aux particuliers qui cuisent ; que de plus, ils imposent de prendre des issues et de venir chercher la farine chez eux. Le pain se vend 1 fr. 05 les 6 livres.

D'ordinaire, ces prix de farine s'entendent pour de la farine extra, dont on retire pendant la mouture ce qu'il y a de moins bon, qui est ajouté à une troisième qualité ; la deuxième qualité, qui est en tout-venant, rend de 73 à 75 kilogrammes aux 100 kilogrammes de blé. Or, aujourd'hui, les cours s'entendent pour du tout-venant.

Ma conclusion était qu'il est regrettable et dangereux de payer aux cultivateurs moins cher que l'offre des Allemands ; que c'était un sûr moyen de voir les moulins manquer d'un blé qui se fait rare ; que s'il fallait arriver à la réquisition pour empêcher la population de manquer de pain, j'estimais qu'il serait impossible de le faire à un prix inférieur à celui des Allemands.

La farine à 73-75 pour 100 peut être produite à 9 francs d'écart, surtout en ne la portant pas chez le panificateur. Je demandais donc d'examiner s'il n'y aurait pas lieu d'imposer les prix de 25 francs pour le blé, — 34 francs pour la farine, ce qui permettrait aux boulangers de maintenir celui de 1 fr. 05 pour le pain de 6 livres.

Les moulins Cornaille vendent la farine actuellement 33 francs, le blé étant à 22 fr. 50, et ne seraient pas très éloignés d'accepter mes conditions qu'ils trouvent un peu étroites. Peut-être pourrait-on admettre un écart de 9 fr. 50.

La question étant fort grave, la solution définitive a été remise à jeudi. Notre collègue Garin trouverait facilement que nous n'avons pas autorité pour fixer ces prix. Il semble avant tout préoccupé d'éviter l'augmentation du prix du pain, si faible soit elle. C'est toujours la lutte entre le producteur et le consommateur, entre la ville et les champs.

A cela, j'ai répondu que le pain un peu bis était suffisant pour tous en temps de guerre, et qu'il vaudrait mieux diminuer un peu la qualité qu'augmenter le prix, mais si une augmentation, — faible d'ailleurs, — s'imposait, c'était la classe relativement aisée qui la payerait, puisque les communes se trouvent forcées de nourrir les gens sans ressources. Enfin, j'ajoutais que nos campagnes sont bien plus éprouvées que les villes par la guerre. Loin des autorités supérieures, on y prend tout ; après les chevaux, on nous enlève jusqu'au dernier sac de pommes de terre, en passant par tous les produits du sol, sans oublier les poulaillers.

Le Conseil d'escompte a décidé de faire une avance aux malheureux bateliers jusqu'à concurrence de 30 pour 100 de ce qui leur reste dû, à condition qu'ils laissent leurs lettres de voiture en gage.

Il se découvre chaque jour de nouvelles misères à secourir. Je me demande si les ouvriers de Noyelles apprécient la chance qu'ils ont de gagner de bonnes journées ; je crois que beaucoup s'en rendent compte.

Des affiches, datées du 16, annoncent une grande victoire allemande en Pologne, un grand nombre de prisonniers et la capture d'un important matériel de guerre.

18 novembre 1914. — Ce matin, j'ai pu m'occuper un peu plus exclusivement de la sucrerie ; les approvisionnements me tour-

mentent et le logement des mélasses m'inquiète ; ce sont ces deux choses qui vont me forcer de limiter les charrois de betteraves. J'attendrai la semaine prochaine pour prendre une décision.

Je suis forcé d'envoyer chaque jour à Wavrechain-sous-Denain, pour chercher du coke, deux voitures qui partent à 4 heures du matin. Hier, elles sont rentrées à minuit, elles ont été quatre heures en contravention, puisque les Allemands défendent d'être sur les routes ou dans les rues après 8 heures du soir.

La municipalité a de nouveau convoqué les notables, au sujet d'une contribution de guerre de 59 000 francs réclamée sous prétexte de fournitures faites par les Allemands à des troupes de passage dans les gares. Le conseil municipal, sous la menace d'enlever des objets d'art dans le musée et la bibliothèque, a décidé d'offrir une partie de la somme, 15 ou 20 000 francs.

Puisqu'on demandait notre avis, j'ai exprimé le mien, qui est qu'il ne faut consentir à l'enlèvement de quoi que ce soit, mais offrir nos personnes comme otages, car à cette exigence, une autre succèdera, sans qu'on puisse en voir la fin.

J'étais d'avis que pour les 20 000 francs ou pour la somme totale, si on se décidait à la donner, il valait mieux éviter à chacun de nous de dire en public le montant de ses réserves monétaires, de billets de la ville ou de la Chambre de Commerce. Ma proposition d'otages n'a pas plu. Incidemment, M. Ramette a dit que l'occupation avait déjà coûté 5 à 6 000 000 de francs à la ville.

Après la lecture d'une lettre de la municipalité au général chef de l'Inspection des étapes, j'ai remercié la municipalité, au nom de l'assemblée, de la dignité qui présidait à la rédaction de cette lettre énonçant les excellentes raisons de résistance à la demande.

L'Archevêque, auprès duquel j'étais, a tenu à joindre ses remerciements aux miens.

19 novembre 1914. — Je vais chercher à avoir du coke à Aniche, ce serait plus près et plus facile. La femme Denne, malgré les objections décourageantes qui lui étaient faites, a voulu me rendre le service de porter une lettre à Auberschicourt à M. Lemay, directeur général des mines. Elle m'a assuré qu'elle était trop heureuse d'avoir l'occasion de me rendre un service, alors que j'en rendais tant autour de moi. Cette attitude m'a fait grand plaisir et m'a réconforté.

L'Inspection des étapes a répondu à mes lettres par un refus de laisser circuler des bateaux de charbon de Denain à Noyelles, parce qu'ils tiennent à vendre à leur profit les bateaux de charbon qu'ils ont confisqués. Je vais être forcé d'aller à Valenciennes pour chercher à leur faire entendre raison.

20 novembre 1914. — On voulait bien me conduire à Valen-

ciennes, mais la voiture n'a pas voulu marcher. Elle est réparée et essayée, et demain, samedi, elle sera chez moi à 7 heures, car j'ai besoin d'être rentré pour la Chambre de Commerce à 2 heures.

La gelée semble prendre sérieusement. Leur service de trains réguliers, prenant à l'occasion des voyageurs, est suspendu pour trois jours; ceci semble indiquer des mouvements de troupes, ils en enverraient vers Busigny.

On dit que décidément nous sommes à Noyon et à Roulers, à l'est d'Ypres. On voudrait obtenir une confirmation de ces bonnes nouvelles.

Je pourrai avoir du coke à Auberehiccourt, aux mines d'Aniche.

A Noyelles, les résultats obtenus avec les betteraves gelées sont moins satisfaisants.

21 novembre 1914. — Devant partir d'ici à 7 heures du matin, je me suis levé une heure trop tôt, par suite d'une confusion entre l'heure française et l'heure allemande. Le thermomètre marque 7 degrés au-dessous de zéro. J'occupe cette heure à ranger mes collections, elles m'auront aidé à passer ces temps malheureux.

Malgré l'avis de diverses personnes, je n'ai rien caché et je jouis de tout ce que j'ai. Espérons qu'il ne leur arrivera rien de fâcheux pour moi.

La fameuse auto s'est décidée à marcher seulement à 11 heures. J'ai fait un excellent voyage en compagnie d'une infirmière de la Croix-Rouge allemande. C'était une comtesse d'origine autrichienne, parlant très correctement le français, très intelligente, et ayant beaucoup voyagé. La couleur de sa chevelure la fait regarder de travers par les Allemands, dit-elle. Pour la troisième fois, ils l'avaient arrêtée hier soir et elle avait dû coucher avec un factionnaire à sa porte; elle racontait sa mésaventure avec plaisir.

A Valenciennes, malgré l'heure tardive, j'ai pu voir le baron de Welser avant son déjeuner. Il m'a accordé ce que je lui demandais. L'heure tardive m'a permis d'éviter de parler des sucres. J'ai pris rendez-vous pour aller à 3 heures avec M. Fohr faire ratifier les décisions du baron dans les bureaux. Me voilà donc tranquilisé du côté des charbons.

Je suis allé voir le maire, M. Tauchon, un homme de soixante-quinze ans, très digne, très actif, fort ordonné. On n'entre pas dans son cabinet comme dans un moulin, et les parlottes foraines n'y seraient pas tolérées. Cela nous changerait s'il en était ainsi à Cambrai. Je l'ai dit à la mairie, à mon retour, et on m'y a répondu: «Alors, vous nous trouvez trop bons garçons.» Malheureusement, ce bon garçonage ne va pas de pair avec une bonne administration.

A Valenciennes, j'ai encore assisté à la séance de la Chambre de Commerce; on s'y est préoccupé de la pénurie des approvisionnements en blé. Ils ont autorisé 20 pour 100 d'orgé dans la

farine, et prohibé le pain blanc. Les cotes sont : 0 fr. 35 le kilogramme de pain ; 33 fr. 50 les 100 kilogrammes de farine au rendement de 75 à 80 pour 100 kilogrammes ; 24 francs les 100 kilogrammes de blé. Ce sont là de sages décisions.

Enfin, j'ai terminé ma tournée par les mines d'Anzin auxquelles j'ai dit que j'avais l'autorisation de faire voyager deux bateaux de leurs charbons ; on a promis de presser l'expédition.

Le directeur m'a demandé de faire conduire chez eux 20 000 kilogrammes de produits mélassés par les voitures qui vont chercher du coke.

Rentré à Cambrai, je suis allé faire homologuer par le général les ordres de l'inspection des étapes.

Tout cela est compliqué et il faut de la volonté persévérante.

Je suis ennuyé de n'avoir pas pu présider la séance de la Chambre de Commerce, où on n'a rien voulu décider en mon absence. C'est un retard fâcheux.

A Valenciennes, on a encore moins de renseignements sur la situation qu'à Cambrai.

M. Fohr m'a dit qu'ils conservaient toujours une grande confiance dans leur succès final et a prétendu que les journaux de Paris parlaient de paix. Je le crois de bonne foi naïve.

22 novembre 1914. — Rien de particulier dans le bilan hebdomadaire de la sucrerie de Noyelles, mais j'aurais besoin de pouvoir le faire une fois moi-même, pour m'assurer qu'on ne commet pas d'erreurs. Il y a une chose certaine, c'est que le rendement est bon. Nous avons reçu 18 000 000 de kilogrammes de betteraves et en avons travaillé 16 000 000.

Il a gelé à 9 degrés sous zéro ; de nombreux cultivateurs ont négligé de couvrir leurs betteraves, elles seront perdues. Il en reste beaucoup à arracher, que vaudront-elles après la gelée ? Elles pourront encore se remettre si le temps est favorable, mais elles auront bien perdu en qualité. Les villages les plus proches de Noyelles ont à peu près terminé leur arrachage.

Je suis allé déjeuner à Vaucelles, Mme Desmoutier y loge toujours un convoi. Les voitures, au lieu d'être dans une pâture, sont maintenant dans les cours. Elle a trois officiers à sa table, plus huit sous-officiers et nombre de soldats. C'est très dur.

22 novembre 1914. — Le canon tonne sans discontinuer à distance, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Quelle peut bien être la destination des troupes descendues par le chemin de fer du Nord vers Busigny ? Il serait passé près de 150 000 hommes de toutes armes.

23 novembre 1914. — J'ai fait distribuer les lettres que j'avais

rapportées hier de Valenciennes. Le paquet était important, une certaine quantité venait de prisonniers de guerre.

Après l'avoir beaucoup désiré, et ensuite avoir encore plus hésité, ma fille est partie ce matin dans une auto de M. Camuset pour Sainghin. Elle avait le légitime désir de voir ce qu'était devenue sa maison pendant l'invasion ; et elle voulait aussi montrer à son village qu'elle ne s'était pas sauvée pour se mettre à l'abri de tous les risques.

Mme Laffrat, que j'ai rencontrée, m'a dit que le chirurgien bavaïois, professeur à la faculté de Munich, qui doit procéder en personne à la grave opération que M. Drain doit subir à l'hôpital, ne l'opérera probablement que mercredi ou jeudi. Ma fille sera de retour comme elle y tenait tant.

J'ai deux bateaux de charbon à quai à Noyelles, fort heureusement, car le canal est gelé ; je crois même que le bateau de sucre parti ce matin aura de la peine à gagner Cambrai.

Le travail devient moins bon, et un peu difficile à cause des betteraves gelées.

Il nous arrive quelques voitures de Bourlon, menées par des chevaux du train d'équipages allemand. Je ne m'explique pas qu'on ne profite pas davantage de leur offre, car vraiment 0 fr. 60 l'heure pour la location de deux chevaux et d'un homme, ce n'est pas cher.

Les cultivateurs ont de la peine à se décider à agir. On m'a rapporté diverses réflexions qui semblent prouver que dans leur âme de paysan, ils sont persuadés que je n'agis moi-même que dans un intérêt personnel ; je ne sais s'ils se douteront jamais du mal que je me donne dans l'intérêt commun.

J'ai déjeuné à l'ambulance où je tenais la place de ma fille ; M. Drain semble avoir pris son parti de l'opération projetée.

J'ai beaucoup travaillé à la Chambre de Commerce en vue de la séance de demain.

Décidément, il est bien regrettable que Noyelles soit limitrophe de trois Commandatures, ce ne sont plus des réquisitions auxquelles on procède, mais de véritables pillages.

Le régiment de la garde est venu choisir deux chevaux parmi les trois cents qui charrient les betteraves et les officiers ont dit qu'ils agissaient en dehors des Commandatures et des inspections des étapes. A peu près au même moment, trois fourragères attelées chacune de six chevaux sont arrivées au trot à la meule de fourrage. Le surveillant les voyant, leur a demandé leur bon de réquisition ; pour toute réponse, voyant qu'il se dirigeait vers la sucrerie, ils lui ont intimé l'ordre de filer sur Cambrai. Je suis allé me plaindre au général qui m'a répondu : « Pour les chevaux, plaignez-vous à l'inspection des étapes ; pour les fourrages, donnez-moi le numéro du régiment, je sévirai. »

Toujours lutter pour se défendre et pouvoir travailler ; il y faut de l'entraînement à la résistance, l'habitude de vouloir. J'évite toujours de me plaindre de choses futiles ou peu précises, et quand j'ai à le faire, j'évite de mon mieux toute acrimonie, car enfin ce sont là des faits de guerre ; ils sont terribles pour les victimes.

Ce matin un bœuf est mort à Noyelles, si subitement, que je veux faire visiter la viande par un vétérinaire.

24 novembre 1914. — Le bœuf avait le charbon, il a été enfoui, mais je crains pour les autres, car il a été saigné dans l'écurie ; on va prendre toutes les précautions de désinfection.

Du front de bataille, on est venu hier prendre huit poêles ou fourneaux à Noyelles ; c'est le pillage qui continue.

Ma voiture a transporté M. Drain à l'hôpital civil.

Il va dégeler, pleuvoir ou neiger.

J'ai dû opérer une pression sur certains de mes collègues de la Chambre de commerce pour faire adopter à l'unanimité un projet de délibération fixant les prix de 1 fr. 05 pour 6 livres de pain, 33 fr. 50 pour la farine à 75 et 78 pour 100 prise chez le meunier, 24 francs le prix du blé rendu au moulin avec charge de prendre 20 pour 100 d'issues à 12 et 16 francs.

J'attache une grande importance aux considérants qui laissent entrevoir une situation précaire forçant d'ici peu à faire ce que nous nous contentons d'autoriser actuellement. Il sera nécessaire non seulement de se contenter de pain bis, mais il faudra encore rationner à 350 ou 400 grammes la population.

L'inventaire des caves par les gendarmes allemands se fait très sérieusement ; suivant le conseil de quelques-uns, j'ai caché un millier de bouteilles. Il m'a suffi pour cela de fermer l'entrée de la bête par un casier fait en vieux bois.

25 novembre 1914. — Alors que j'étais à Noyelles occupé à donner les instructions multiples, nécessitées par la neige et le dégel, le baron de Welser arrivant de Valenciennes est venu me prendre pour l'accompagner à la mairie de Cambrai.

Après avoir vidé toute la région occupée, l'administration allemande se préoccupe de la disette qui nous menace, si, comme elle croit, la situation doit se prolonger encore quelques mois.

Elle n'entend pas nous rendre quoi que ce soit de ce qu'elle nous a pris, mais, bien au contraire, veut tout réserver pour ses besoins ; jusqu'à présent, elle nous a fourni certaines choses telles que le sel, le riz, etc. Elle dit qu'elle ne donnera plus rien et qu'elle fera afficher que *si on manque de quelque chose*, il faut s'en prendre à la négligence, à l'imprévoyance de nos municipalités. Aujourd'hui, elle crie casse-cou et se lavera les mains de ce qui arrivera ; mais elle craint le reproche d'avoir affamé nos populations. Elle con-

seille de s'adresser à la Suisse pour venir à notre aide, promet qu'elle garantira à ce pays que rien de ce qu'il nous enverra ne profitera à l'armée allemande et elle s'offre comme messenger pour faire parvenir nos doléances au président de la Confédération helvétique. Malgré l'avis de certains conseillers municipaux, qui ont expliqué qu'ils voyaient là un traquenard, un piège qui aurait pour principal effet de faire pression pour la paix, et qui estiment que leur patriotisme se refuse à se faire les complices de l'ennemi, il me semble qu'il faut avoir l'air d'entrer dans leurs vues, d'abord parce que leur conseil a eu pour premier effet d'arrêter tout enlèvement de blé dans notre région (sauf vers Saulzoir), ensuite parce que j'estime que les besoins seront vite très grands et que l'esprit de prévoyance, le plus élémentaire commande d'agir sans retard: Enfin, c'est le seul moyen que nous ayons de faire connaître notre situation précaire à notre gouvernement, car, évidemment la Suisse ne pourra pas prendre les demandes en considération sans l'assentiment de l'Angleterre et de la France.

Or, si cela a un inconvénient, s'il y a même simple imprudence, notre gouvernement opposera son veto et nous subirons courageusement, sans récrimination, la famine si cela est utile à la patrie. Mais en attendant, notre devoir est d'agir, certains d'avance que la Suisse, conseillée par la France, saura mettre des conditions qui sauvegarderont notre intérêt primordial, à savoir, que l'armée allemande ne pourra en aucun cas profiter des secours qui nous viendraient de pays neutres.

25 novembre 1914. — Le fameux baron dit avoir vu à Lille, hier, le préfet qui entre dans ses vues et qui autorise les communes, villes et associations de toute nature à adresser leurs demandes à la Suisse.

Il dit également être d'accord avec les maires de Valenciennes et de Douai.

Il nous a raconté que pour la Belgique qui subit la disette, les États-Unis, conseillés par l'Angleterre, ont accepté d'envoyer du blé par Anvers, et que ce blé sera distribué à la population civile par les soins des consuls, sans que l'armée allemande puisse en profiter. Mais ils ne veulent pas étendre cette façon de faire à la France parce qu'ils estiment que la Belgique, pays neutre, est en guerre malgré lui, et n'est pas vrai belligérant.

En disant qu'ils n'allaient plus réquisitionner chez nous, le baron faisait cette réserve que les régiments du front de bataille pourraient encore prendre, mais seulement pour leurs besoins directs; que cela était des faits de guerre inévitables.

26 novembre 1914. — Ma fille est rentrée hier soir de Sainghin, satisfaite d'avoir vu ses amis et concitoyens, et contente d'avoir

pu constater que chez elle on n'avait, jusqu'à présent, pris fort peu de choses et qu'on n'avait rien abîmé. Elle n'a pu que confirmer ce que nous savions de la dévastation à Lille et à Orchies. Les Allemands arment les forts de Sainghin, font des terrassements importants, préparent des tranchées.

Évidemment ce pays, ainsi que le nôtre, n'a pas encore vécu ses plus mauvais jours. Les batailles du départ nous promettent des émotions terribles.

Ce matin j'ai réuni à la mairie de Noyelles les conseillers et quelques autres habitants. J'ai voulu les préparer aux jours mauvais, en attendant la lutte de la fin ; les troupes du front de bataille vont tout prendre, tout piller chez nous, car elles ne trouvent absolument plus rien dans les villages voisins de leurs cantonnements ; puis, quand ils nous auront absolument épuisés, ils prendront dans une zone encore plus éloignée. Je leur ai commenté les ordres de saisie qui nous viennent de ces régiments et je les ai engagés à faire quelques provisions, et à les bien cacher.

Mme Parent-Vaillant, il y a quelques jours, a eu une mauvaise histoire : le gendarme faisant l'inventaire lui avait paru avoir trop goûté de vins dans les autres caves. Non contente de le lui avoir fait sentir, elle est allée se plaindre à la Commandature ; à la suite d'une enquête, elle a été retenue quelques heures, a passé devant un conseil de guerre et a été condamnée à 635 francs d'amende pour avoir calomnié un fonctionnaire en exercice.

Lorsque je préside des réunions, je tiens à ce que la discussion soit complètement libre, c'est le meilleur moyen de se faire une opinion, mais je défends mes idées personnelles avec ardeur et souvent j'entraîne quelques collègues.

Dans ces conditions je veux me méfier de moi-même, aussi je me trouve très bien de consulter mon ami M^e Fliniaux.

C'est ainsi qu'hier soir, je suis allé lui conter l'affaire des approvisionnements et en particulier la demande à adresser à la Suisse. Comme moi, comme tous, il a été frappé de la nécessité et de la gravité des décisions à prendre à ce sujet. Il m'a suggéré la bonne pensée de provoquer une réunion de délégations des différents arrondissements, de faire présider cette réunion par le Préfet.

En effet, si la réunion peut se faire, il en sortira une unité de vue et d'action ; si elle ne peut avoir lieu, nous aurons une fois de plus fait preuve de prudence avant d'agir directement selon notre opinion.

Comme il nous est impossible de communiquer directement avec les intéressés, j'ai écrit hier soir au baron pour lui dire que, très impressionné par nos conversations du matin, et résolu à agir, je croyais indispensable la réunion suggérée par lui-même au maire de Valenciennes ; bref, je lui ai demandé de servir d'intermédiaire entre le Préfet et nous.

Pendant la séance, alors que je résumais à mes collègues mes

conversations d'hier avec le baron de Welser et que j'en étais à la lecture de ma lettre d'hier soir, un exprès m'apportait la réponse de Valenciennes. M. de Welser rejetait la conférence demandée, disant qu'elle avait pu être évitée par des conversations de certaines personnalités avec le Préfet, et il insistait pour que nous agissions vite.

Mes collègues se sont montrés effrayés en présence de la carte forcée. Il m'a été facile de les convaincre que, prisonniers, nous ne pouvions pas y échapper, mais que nous pouvions obéir à cet ordre détourné avec dignité et sans rien sacrifier de notre patriotisme. Je leur ai alors présenté le projet de délibération que j'avais jeté sur le papier, que j'avais ensuite soumis à la critique de M. Cuvillier et qui venait de m'être remis par lui sans la plus petite modification.

Ils l'ont tous trouvé parfait dans ses termes et adopté. Lorsque l'on est entre les mains de l'ennemi, il y a des moments plus pénibles que les autres, et il ne faut pas craindre les responsabilités.

J'ai répondu par le courrier qui m'était envoyé de Valenciennes que je serais désireux que l'Inspection des étapes me fit prendre demain matin pour porter moi-même notre délibération.

Il y avait à la lettre du baron un dernier alinéa qui me rend perplexe. Il m'annonce qu'une lettre déjà partie du général en chef me demande de vouloir bien remplir les fonctions de sous-préfet pour le bien, en particulier, des communes rurales. Je vais réfléchir ; c'est une grosse tuile.

27 novembre 1914. — J'ai beaucoup réfléchi aux choses d'hier. Nous sommes tous préoccupés de la fourberie et de la duplicité allemandes. Nous cherchons quelles peuvent bien être leurs raisons de derrière la tête pour insister au sujet de la démarche près de la Suisse.

Nous sommes d'accord pour annuler la délibération d'hier. Sont-ils simplement honteux d'avoir tant pillé, craignent-ils les reproches des puissances ; veulent-ils peser sur le gouvernement français en publiant des suppliques qui pourraient faire croire à une détresse susceptible de nous faire désirer la paix?... Veulent-ils tout simplement faire amener un supplément à piller après avoir pris tout ce qui nous reste actuellement ?

Il faut cependant éviter de les irriter et ne pas rejeter leurs indications, car leur vengeance pourrait être très dure. Il faut donc paraître vouloir les suivre, tout en n'adressant qu'une demande insignifiante et peu compromettante.

J'ai transformé la délibération d'hier en un projet de lettre qui servira de base demain à l'examen de la question. Mais il est nécessaire que ce soit anodin.

En ce qui concerne leur demande pour la sous-préfecture, je

n'ai rien reçu, et ne connaissant la chose qu'incidemment, cela me permet d'y réfléchir. Je suis un peu tourmenté d'entrevoir cette charge et voudrais l'éviter ; cependant je ne me reconnais pas le droit de la refuser, si les conditions me paraissent compatibles avec le respect de moi-même et de l'administration française.

En effet, j'ai trop soutenu qu'il est déplorable que ces fonctions soient en souffrance, que c'est un malheur pour nos communes rurales d'être abandonnées par l'autorité. Refuser purement et simplement me semble impossible, alors qu'il y a quelque temps je demandais qu'une Commission de conseillers généraux et d'arrondissement s'investit de cette autorité. C'est dans ces conditions que j'ai préparé une réponse pour le cas où la demande viendrait. J'écrirai au général en chef : « J'accepterai si le Préfet m'y autorise, mais à cette condition seulement. »

Au Préfet, je dirai : « J'accepterai si vous me le dites et si vous approuvez mon programme d'action dont je vous adresse l'analyse. »

Nous sommes toujours sans nouvelle des champs de bataille. Le canon tonne sans cesse.

28 novembre 1914. — J'ai dû avoir ce matin, en dehors de mes occupations ordinaires à Noyelles, une conférence de deux heures avec un officier du génie prévoyant et organisateur en prévision de beaucoup d'éventualités : telles que neige sur les voies ferrées et routes, défense des ponts, etc., etc.

La réunion de la Chambre de Commerce a été très importante et assez pénible. On a définitivement adopté le projet de lettre au président de la Confédération suisse, en remplacement de la délibération de jeudi, annulée.

J'ai cru devoir mettre mes collègues au courant de la question sous-préfecture. J'ai tenu compte de leurs observations et réflexions. Je leur ai communiqué les pièces : lettre du général en chef m'invitant à remplir les fonctions de sous-préfet ; ma réponse, ma lettre au préfet du Nord, donnant comme condition que je n'agirais qu'avec son autorisation, enfin mon projet de circulaire éventuelle aux maires.

Tout cela a été expédié à qui de droit, avec la lettre au président de la République helvétique.

J'ai adressé aussi une lettre au baron de Welser et également au maire de Cambrai avec copie de toutes les pièces, dans le but d'éviter les canecans sur une attitude imparfaitement connue.

29 novembre 1914. — Ce matin j'ai pu, après avoir été à la Commandature, donner deux heures à mes affaires de la sucrerie, puis une heure aux conseillers et notables de Noyelles. Enfin je sors d'une réunion à la mairie de Cambrai, où le conseil municipal avait convoqué les notables de la ville.

On a discuté la question de la demande d'aide alimentaire à adresser à la Suisse. Le conseil municipal était entré en séance avec l'idée de rejeter la formule adoptée par la Chambre de Commerce et avait préparé deux formules à choisir ; on n'avait pas, il me semble, envisagé la question par son grand côté, et on s'était tenu dans des indécisions dangereuses.

J'ai dû me donner beaucoup de peine, après avoir fait l'histoire de la question, pour arriver à démontrer la valeur de notre formule. Au vote, quarante-sept voix contre trois l'ont adoptée.

30 novembre 1914. — Je préfère ne pas revenir sur mes impressions de la journée d'hier ; d'autant plus que ceux que je désapprouvais ont autant que moi le désir de bien faire, et qu'ils font beaucoup d'efforts dans ce but. L'avenir dira qui est dans le vrai.

En faisant ma tournée de chaque jour à Noyelles, j'ai donné des instructions à suivre dans le cas où je viendrais à disparaître, car ma volonté de ne pas exécuter d'ordres que je jugerais contraires aux intérêts français m'expose à la mauvaise humeur allemande. Or, en donnant de l'extension aux attributions ordinaires du président de la Chambre de Commerce, je puis rendre bien des services, donner des conseils et avis sur bien des questions qui intéressent la région. Malgré les conditions mises à mon acceptation de sous-préfet, ils ont affiché ce matin ma désignation par suite de l'absence du titulaire de l'emploi.

J'estime que cela n'engage qu'eux ; quant à moi je suis plus que jamais décidé à attendre l'avis du Préfet. Mais, pour agir vite, je prépare, en vue de toute éventualité, ce que je voudrais faire.

Je reçois déjà du sous-préfet de Valenciennes des communications comme sous-préfet de Cambrai. Vraisemblablement, ils lui auront fait connaître « l'invitation » qu'ils m'ont adressée.

M. L..., chef du service des contributions indirectes à Noyelles, qui vient à la sucrerie cinq minutes de temps en temps, est allé passer dix jours dans sa famille près La Fère. Il dit que le bruit du canon est aussi éloigné qu'ici. Laon et La Fère sont toujours entre les mains de l'ennemi. Dans ce pays, où il n'a pas été tiré un coup de fusil depuis la fin d'août, il n'y a pas une sucrerie en marche et la récolte des betteraves va être totalement perdue. On en a arraché environ un tiers pour la nourriture des bêtes et on attendra que le reste soit tombé en pourriture pour semer des blés au printemps.

Il y a deux jours, les troupes de Bapaume sont venues réquisitionner des voitures attelées à ma ferme de Rumilly, pour conduire vers les tranchées une vingtaine de foyers pris dans la commune. Arrivés à Bucquoy à 9 heures du soir (un peu au delà de Bapaume), ils ont été aidés pour mettre à terre leur chargement.

Dix minutes après, notre artillerie avait tout brisé. Les domestiques s'étaient cachés sous les voitures, mais les Allemands les ont fait descendre dans une cave.

Bref, une pluie torrentielle a suspendu le bombardement. Croyant tout détruit, ils sont allés reprendre leurs équipages; seuls, deux chevaux, étaient légèrement blessés.

1^{er} décembre 1914. — J'écris à Valenciennes pour obtenir un permis et les moyens d'aller à Lille.

A Noyelles et dans d'autres villages, j'ai conseillé de tuer les pigeons pour éviter ce qui est arrivée à Iwuy et au Cateau.

Des personnes accusées d'avoir conservé, malgré la défense, des pigeons voyageurs, sont passées en conseil de guerre et ont été condamnées, au Cateau, à être fusillées, à Iwuy à des peines variables; le maire, pour n'avoir pas fait exécuter l'ordre d'apporter les pigeons à la Commandature, a été condamné à quatre ans de forteresse.

Triste temps pluvieux, on pense trop à nos pauvres soldats couverts de boue pour ne pas en être péniblement impressionné. Les Allemands prennent aujourd'hui, à Marcoing et à Masnières, des chevaux, si bien que les cultivateurs, pris de crainte, amènent peu de betteraves. Au fond, l'ennemi ne consultera que ses besoins. Ce n'est pas parce qu'on aura laissé ses chevaux à l'écurie qu'on échappera aux réquisitions, et il est préférable de faire la besogne indispensable, de façon à avoir laissé le moins de choses possible en souffrance lorsqu'on nous enlèvera tous nos moyens d'action.

Le canon a tonné toute la journée très fort dans la direction d'Arras et de Bapaume et semblait plus rapproché que d'ordinaire, à moins que ce ne soient des pièces de gros calibre.

Hier, Mme Delloye mère m'a demandé d'intervenir en faveur de l'adjoint qui remplaçait son fils comme maire d'Iwuy, et qui se trouve compromis dans l'affaire des pigeons voyageurs; elle est désolée de voir ce malheureux partir, elle dit que c'est le plus intéressant des onze accusés. Je crains qu'il n'y ait rien à obtenir pour son protégé, le Commandeur m'a arrêté court dans ma demande.

L'affiche d'hier est typique. Les Allemands annoncent de grandes victoires sur les Russes, un grand nombre de prisonniers, 70 000, etc., mais ils terminent en annonçant que devant le flot montant des hordes barbares, ils sont forcés de reculer après avoir perdu la fleur de leur jeunesse qui avait été envoyée contre eux.

2 décembre 1914. — Rien de particulier à Noyelles: je suis allé déjeuner à Bourlon, Mme d'Ursel était venue hier aux informations; j'en ai profité pour dire aux gens du pays qu'il ne fallait pas arrêter tout travail par crainte pour leurs chevaux, mais je ne pense pas avoir pu les convaincre plus que les autres fois.

Leur récolte de betteraves sera perdue ; j'ai cependant depuis quatre jours notre fermier de Bourlon pour leur montrer l'exemple.

Les de Franqueville sont comme nous, sans aucune nouvelle. Ils approuvent nettement mon initiative en général, et mon attitude dans la question sous-préfectorale.

Comme moi, ils déplorent le trop grand nombre de gens qui jouent le rôle de Chevaliers sans peur, parce qu'ils pensent qu'il n'y a pas de danger pour eux. Heureusement, la plupart des gens de mon entourage voient froidement les dangers qui menacent chacun de nous sans trop s'effrayer pour leurs personnes.

Notre garnison bavaroise n'a pas l'aspect guerrier ; ce sont des hommes mûrs, qui ne manifestent pas un grand enthousiasme pour se faire trouer la peau.

La circulation est interdite maintenant dans les campagnes à partir de 4 heures du soir ; j'écris pour essayer de faire rapporter l'ordre, il serait par trop gênant et équivaudrait presque à défendre les charrois de betteraves.

On aurait fait de nouvelles rafles d'hommes dans la Commandature de Bapaume, de sorte que la sucrerie d'Havrincourt aurait suspendu le travail.

Il y a deux jours, grand émoi à l'hôtel de ville, à cause d'une menace de nouvelle contribution de guerre : les Allemands, auraient trouvé dans le corps de garde, inhabité depuis l'invasion cinq cartouches de dynamite. Ils prétendent qu'elles sont françaises. Enfin, à la suite de perquisitions faites dans l'hôtel de ville, ils ont bien voulu admettre qu'il n'y a pas là de conspiration.

3 décembre 1914. — La situation sur le front de bataille doit être aujourd'hui inchangée vers Saint-Quentin, mais Péronne semble être tombé entre nos mains et la Commandature installée à Gouzeaucourt est venue hier à Crèvecœur ; d'autre part, mes chevaux n'iraient plus se faire bombarder à Bucquoy, les troupes françaises étant, dit-on, à quatre kilomètres de Bapaume ; d'Arras, nous aurions un peu avancé vers Cambrai et nous nous trouverions à six ou sept kilomètres d'Arras.

Le 4^e corps de la 6^e armée interdit toute circulation entre 5 heures du soir et 5 heures du matin.

Les Allemands ont affiché récemment qu'ils rachetaient les cuivres ou laitons provenant de leurs munitions ; c'est en même temps une incitation au vol du cuivre.

Aujourd'hui sont arrivées à Cambrai plusieurs voitures de bronze et de cuivre pris à la sucrerie de Banteux ; ils manquent probablement de ce métal pour la fabrication de leurs munitions.

Loin d'abandonner l'idée d'enlever nos sucres, ils paraissent avoir arrêté leur manière de faire. L'Inspection des étapes de Saint-Quentin a, par l'intermédiaire des Commandatures de Clary et

de Solesmes, averti les sucreries de Quiévy et Caudry que d'ici le 15 ils prendraient les sucres, une moitié pour rien et l'autre moitié serait achetée par eux 18 marks, payables après la guerre !

Ils ont mis quatre hommes de surveillance dans la sucrerie. L'Inspection qui nous régit n'a encore rien dit ; j'espère encore échapper.

Le général n'a pas accepté de la ville de Cambrai la lettre préparée à la Suisse, avec addition d'une récrimination contre la violation de la Convention de La Haye. Sous menace de représailles, il a forcé la municipalité à supprimer cette phrase.

Cela ne m'étonne pas ; de sorte qu'en fin de compte, la lettre est redevenue exactement celle de la Chambre de Commerce.

4 décembre 1914. — Cette nuit plusieurs aéros allemands, profitant d'un clair de lune magnifique, ont survolé Cambrai. Ils procédaient à des exercices plutôt qu'à des manœuvres d'observation.

J'ai obtenu un permis pour aller à Lille par le train. Je ne pourrai partir que cet après-midi, à 2 h. 20, et il me faudra coucher là-bas.

Le Commandant de l'armée allemande a donné l'ordre d'évacuer tous les blessés qui ne sont pas en danger de mort.

5 décembre 1914. — Me voilà de retour de Lille et plus satisfait de rentrer que de partir, car on a toujours la crainte d'être bloqué sans pouvoir revenir. Le voyage a été pénible à l'aller : six heures, dont la plus grande partie dans l'obscurité, avec des arrêts interminables ; le retour, en plein jour, a duré seulement trois heures et demie. A l'entrée de la gare de Sin-le-Noble, on voit sept ou huit wagons allemands renversés et brûlés. La gare de Douai a peu souffert, les cabines de commande d'aiguillage sont brûlées, le pont à la sortie de la gare a été détruit, et refait provisoirement par les Allemands. A Libercourt, où nous avons séjourné longtemps, on entendait les mitrailleuses dans la direction de Lens, elles ne devaient pas être fort éloignées. La gare de Lille a relativement peu souffert.

Arrivé par une tempête de pluie, à 7 heures, je me suis précipité sur le dernier tram pour aller à la préfecture ; j'ai donc peu vu les dégâts sur mon passage.

J'ai forcé la consigne et suis monté chez le secrétaire général où habitent le Préfet et les trois sous-préfets de Cambrai, Valenciennes et Avesnes. J'ai d'abord vu M. Aliez ; il paraissait très ennuyé. Il a tenu à me montrer qu'il avait reçu des ordres formels pour partir, et à me dire qu'il avait alors fait le beau geste de s'engager ; un mois après, d'ailleurs, le Gouvernement, par dépêche, le rappelait à Lille. Tout ceci n'était pas dit, tant pour s'excuser — ce qu'il n'avait pas à faire — que pour marquer

son ennui de rester dans une situation d'inertie prêtant à la critique. J'ai insisté sur la nécessité de son retour, qu'il désire beaucoup. Il m'a laissé causer avec le Préfet qui avait reçu de Valenciennes mon dossier. Il résulte implicitement de cet envoi que l'Inspection des étapes a accepté mes conditions et réserves.

Le Préfet m'a félicité de toutes les initiatives que j'avais prises et de la prudence apportée non seulement dans l'affaire sous-préfectorale, mais dans tous mes rapports avec l'autorité allemande. La teneur de la lettre au président de la Confédération helvétique a reçu sa pleine approbation. Quand je l'ai quitté, nous étions d'accord pour dire que par les temps troublés, l'autorité appartient à celui qui sait en user dans l'intérêt général.

A peu près le seul civil à l'hôtel de l'Europe, j'y ai diné vivement, et commencé une mauvaise nuit. Aussi, à 8 heures et demie, j'étais à la préfecture, toujours dans le même appartement, j'ai encore beaucoup causé avec M. Aliez. Il m'a reproché d'avoir introduit dans ma lettre un blâme en disant que la sous-préfecture avait été malheureusement abandonnée. Je lui ai répondu que mon blâme passait par-dessus sa tête pour aller au Gouvernement qui, de l'avis de tous, s'était fortement trompé en ordonnant à ses fonctionnaires d'abandonner leurs administrés dans un moment où leur présence était indispensable. J'ai beaucoup appuyé sur la répercussion de cet abandon, néfaste à tous les points de vue.

Le Préfet partage moins ces idées, il estime qu'agents d'autorité, ils ne pouvaient risquer de recevoir des ordres des Allemands. Tel n'est pas mon avis, et j'ai soutenu que les représentants du gouvernement se devaient avant tout à la protection des populations. Je ne crois pas être arrivé à les convaincre ; dans tous les cas, ils ne pouvaient pas en convenir. Nous avons beaucoup parlé du retour de M. Aliez ; j'ai conseillé qu'il ait lieu, sans conversations préalables avec l'Inspection des étapes, réservant cette éventualité si elle paraissait inéluctable. C'est l'idée qui a prévalu et il a été convenu que notre sous-préfet allait demander un laisser-passer à la Commandature. J'ai assuré à M. Aliez que je mettrais toute mon influence à son service, pour l'aider à reprendre l'autorité. En dehors de mon amitié pour lui, mon intérêt lui en était garant.

En ce qui concerne l'exercice provisoire des fonctions, le Préfet approuve complètement mon programme, m'autorise à l'exécuter dans l'intérêt général et dit qu'il n'a pas de recommandations spéciales à me faire, au sujet de la prudence à avoir dans le but de sauvegarder la dignité du fonctionnaire français. Il a ajouté qu'il n'avait pas de délégation à me donner, puisque nous convenions que le titulaire allait rentrer ; que d'autre part, il n'avait pas pouvoir pour le faire, mais que je n'en avais pas besoin pour agir comme le fait le maire de Valenciennes.

nommé dans les mêmes conditions que moi. Nous sommes convenus de la façon dont je devais utiliser les services des divers fonctionnaires. Il a été dit que j'attendrais quelques jours pour envoyer ma circulaire, et cela dans l'espoir du retour prochain de M. Aliez. J'ai encore beaucoup différé d'avis avec ce dernier sur l'attitude à prendre vis-à-vis des Allemands. Il prendrait trop volontiers avec nos maîtres d'un jour des allures de Don Quichotte, alors que je suis d'avis de tourner les difficultés sans rien brusquer, et cela jusqu'à la limite des devoirs envers la Patrie, et de notre dignité personnelle, que nous apprécions de la même façon. Dans mes différentes conversations avec les uns et les autres, j'ai été encore une fois frappé de ce que chacun est hypnotisé par les souffrances locales, sans se douter que les autres peuvent avoir les mêmes, sinon pis. Décidément, le mal d'autrui n'est que songe.

Je n'ai rien appris sur la situation militaire, et je crois avoir donné des indications beaucoup plus précises que celles qu'ils avaient. Je suis allé à la Commandature avec le Préfet.

Tous les jours, plus solennellement qu'ici, assis devant une grande table, avec des officiers à ses côtés, le Commandeur tient conférence, ayant l'Évêque assis en face de lui, avec le Préfet à sa droite, et le Maire à sa gauche ; ce dernier est blâmé par les deux autres qui lui reprochent des faiblesses et des manques de dignité. Le Préfet m'a accompagné à l'hôtel, a assisté à mon déjeuner et m'a conduit à la gare ; ceci dit, pour rectifier mes impressions en d'autres circonstances. J'ai pu voir, malgré une pluie torrentielle, les dégâts du bombardement ; ils sont énormes, mais ne m'ont pas impressionné autant que je m'y attendais parce que je me rappelle toujours Paris après la Commune, et surtout parce qu'il n'y a pas de monuments détruits, que ce ne sont que des immeubles particuliers, le mal ici paraît donc réparable au point de vue matériel.

J'ai rapporté le journal *le Bien public*, publié à Gand ; ce numéro du 3 décembre, quoique paru sous le contrôle de la censure allemande, est très intéressant ; il est bien plus explicite que les journaux de Lille que nous avions avant la prise de cette ville.

Aujourd'hui le vent est aux bonnes nouvelles.

« On » dit le général commandant contre Arras, mort à Bapaume. Nous aurions eu un beau succès vendredi à Arras ; enfin, un médecin de haut grade aurait dit que les Russes encerclaient une armée allemande et allaient faire 200 000 prisonniers ; il ajoutait que son gouvernement serait très embarrassé pour annoncer cette nouvelle aux troupes.

Le Bien public d'hier laisse prévoir une situation critique pour l'armée allemande. Espérons, ayons toujours confiance, et ne nous plaignons pas, en pensant à nos petits soldats, beaucoup plus malheureux que nous et qui, de plus, courent de si graves dangers.

Vraiment, ceux qui, loin du feu, font tout leur devoir, n'ont pas grand mérite, comparativement avec nos troupes.

Ai-je bien fait d'insister pour le retour de M. Aliez? Ce matin je suis allé au club-mairie et j'ai timidement dit à M. Ramette que très vraisemblablement notre sous-préfet allait rentrer incessamment. Un tolle à peu près général s'est élevé; le docteur Dan-court et l'important S. G. Pluvinage lui ont promis, avec violence, une réception dont il se souviendrait. J'ai cherché à calmer leur irritation, en les rappelant à la sagesse et à la prudence, en face de nos maîtres. Seul M. Ramette l'a approuvé.

A la sucrerie, le rendement de la semaine a sensiblement baissé; il fallait s'y attendre, car nous avons travaillé trop de betteraves dégelées; mais il n'y a pas encore de mal, je n'ai jamais eu d'aussi bons résultats à pareille date. Hier, les réquisitions du front de bataille ont porté sur les volailles. Un officier est venu se renseigner sur le nombre d'ouvriers, ce pourrait bien être pour les tranchées; cela compliquerait encore cette pauvre fabrication.

6 décembre 1914. — Les Allemands continuent à me prendre des produits mélassés, ils en ont enlevé près de 100 000 kilogrammes et disent qu'ils vont continuer.

Un énergumène alcoolique s'était mis dans la tête, sans en avoir les moyens, d'ailleurs, de faire sauter le pont de Noyelles; heureusement il en a bavardé; je crois l'avoir calmé, mais ceci prouve combien la surveillance doit être constante pour éviter les incidents dont les conséquences seraient déplorables. Il faut qu'elle cesse d'être supprimée dans beaucoup de communes. Le danger est trop grave.

Il y a à Cambrai, à l'ambulance allemande du collège des garçons, une infirmière peu ordinaire, Mme la comtesse de Montgelas, femme de Son Excellence le général en chef de l'Inspection des étapes; d'origine française, elle soigne nos blessés avec dévouement.

Je continue à engager les gens de Noyelles à faire des provisions et à les «muer» en prévision de toute éventualité.

Les nouvelles «en l'air» restent toujours bonnes; il faut les propager, ne serait-ce que pour maintenir le moral de nos populations qui, du reste, est excellent.

Après avoir été à la Commandature et au conseil de guerre où j'ai été assez heureux pour faire rendre à la liberté les frères Brachet de Niergnies, je suis allé tenir conférence avec les percepteurs, agents voyers, conducteurs des Ponts et Chaussées, Inspecteur des écoles primaires, receveur des postes, que j'avais convoqués à la Chambre de Commerce. Après leur avoir annoncé le retour prochain de M. Aliez, et leur avoir fait comprendre le caractère provisoire des fonctions administratives que j'allais exercer pour le

bien des communes, je leur ai expliqué la conception que j'en avais.

J'ai commenté pendant deux heures et demie la circulaire à envoyer aux maires. Je me suis bien gardé de paraître leur donner des ordres, tout en insistant sur l'intérêt patriotique qu'il y avait à ce que, sortant de leurs attributions ordinaires, ils prennent l'initiative de venir en aide aux maires pour le bien des communes. Je leur ai dit que je serais toujours à leur disposition pour leur procurer des permis de circuler et leur donner mon avis.

J'ai ensuite écrit au maire de Cambrai pour l'informer de l'approbation donnée par le préfet à la conception que j'avais des fonctions administratives que j'allais exercer en attendant le retour de M. Aliez, qu'hélas ! je ne vois pas revenir.

Je crois nécessaire de prendre des précautions pour que mon action ne puisse pas être défigurée, car je ne suis pas sans m'apercevoir qu'il règne à l'hôtel de ville une certaine animosité contre moi. On a toujours peine à croire, par le temps où nous vivons, au désintéressement de ceux qui veulent faire le bien. La lutte des partis, depuis vingt-cinq ans, a engendré une mentalité électorale néfaste au pays, en viciant les rapports de l'électeur et de l'élu. Cette mentalité a également détourné nos fonctionnaires de leurs devoirs d'administrateurs, leur principal objectif semblant être de se ménager les appuis politiques nécessaires pour obtenir un avancement rapide. Une des conséquences de cette éducation politique est de nous avoir momentanément laissés en infériorité sur l'ennemi qui nous a envahis et nous terrorise. Espérons que la leçon portera ses fruits après la guerre.

Aujourd'hui je n'ai pas eu le temps d'écouter des nouvelles plus ou moins vraisemblables.

7 décembre 1914. — Toute la journée on a entendu le tir de grosses pièces d'artillerie, sans pouvoir se rendre compte de la direction et de la distance.

Le maire de Cambrai me fait parvenir ce soir la réponse à ma lettre d'hier ; elle semble renfermer des sous-entendus machiavéliques ?

Évidemment ces gens se méprennent sur mes intentions, peut-être me supposent-ils une ambition quelconque pour l'avenir ? Ayant peine à faire abstraction de tout intérêt personnel pour servir le pays et faire le bien, ils sont portés à juger les autres d'après eux-mêmes. Je suis, d'ailleurs, décidé à ne pas m'occuper de la ville et à ne pas me mêler de leurs affaires ; si on a besoin de moi, on viendra me trouver, mais je sais par contre qu'il y a beaucoup de bien à faire aux populations rurales, et je veux essayer de le faire.

M. Garin, qui n'a pas voulu prendre la charge, avec les autres conseillers généraux, de faire ce que d'autres avec moi jugeaient

indispensable, semble vexé que les circonstances m'aient amené à assumer l'exécution des conseils que je donnais. Il est allé hier à Lille pour influencer le Préfet contre moi, et il est revenu disant que ce dernier n'avait pas approuvé, autant que je voulais bien le dire, ma conduite. Malheureusement, les fonctionnaires ont tellement pris l'habitude de ne pas se compromettre et de ménager à chèvre et le chou qu'il est possible que le Préfet n'ait pas été aussi catégorique avec lui qu'avec moi, mais il n'est pas admissible, tellement je l'avais forcé à être net, qu'il ait pu nier m'avoir remercié de ce que je faisais et encouragé à suivre les vues que j'avais tenu à préciser. Je ne comprends pas ce besoin de vouloir diminuer mes moyens d'action. Quant à moi, je ne veux connaître que la jouissance que procure la satisfaction du service rendu.

8 décembre 1914. — J'ai promis à des femmes d'Iwuy d'intervenir encore une fois pour les hommes détenteurs de pigeons voyageurs.

Deux fois à ma connaissance, on a vu en gare des groupes de soldats bavarois désarmés et les mains liées derrière le dos. Il semble donc bien que le refus de marcher au feu, qu'on leur prête, est véridique?

Dimanche, avec une joie manifeste, le général Commandeur m'a annoncé le retrait, par l'Inspection des étapes, de l'ordre d'envoyer des ouvriers aux fortifications de Lille sous peine, en cas de refus, d'enlèvement en Allemagne des hommes en état de porter les armes. Il m'a dit combien l'exécution de cette instruction lui aurait fait de peine...

Ceci montre, une fois de plus, qu'il faut savoir leur résister.

J'ai acheté un bon cheval de huit ans, à un homme de Ramillies ; les Allemands ne veulent toujours plus en vendre, ils préfèrent les céder à la boucherie, en exigeant en retour les cuirs.

Je suis allé à Cauroir, voir M. Risbourg. Il fait marcher la sucrerie très prudemment ; il ne veut pas avoir plus de 3 000 000 de kilogrammes dans ses caniveaux ; quand cette quantité est atteinte, on arrête les charrois ; il compte ne pas pouvoir travailler plus de 21 000 000 de kilogrammes. Ne sachant pas si le sucre lui restera et combien il le vendra, il ne fait aucune avance sur les livraisons de betteraves.

Mme de Guillebon va terminer sa fabrication, d'ici deux ou trois jours, faute de charbon, après avoir donné un bel exemple d'énergie intelligente. La Commandature vient de m'informer que l'Inspection des étapes défendait de vendre du sucre dans les sucreries. Les marchandises sont consignées et on va organiser leur surveillance. On a voulu me consoler en me disant qu'on donnerait des bons en le prenant, et que peut-être il viendrait d'autres ordres. J'ai répondu que « travailler pour le roi de Prusse » ne me tentait

pas et que j'allais probablement arrêter l'usine. En réalité, je pense que je vais continuer quand même, car le service à rendre à la culture et aux ouvriers est certain, tandis que leur volonté d'enlèvement est incertaine et que la mise à exécution en paraît malaisée.

Quelle ténacité persévérante il faut pour leur résister et déjouer leurs combinaisons !

Ainsi, alors que le baron de Welser a cessé les battages de blé et d'avoine, ce commandant de Marquion les rétablit et les aggrave ; il ordonne à la commune de Proville, qui touche à Cambrai, de battre ses blés et de les porter aux magasins établis à Villers-Cagnicourt !

9 décembre 1914. — Je suis allé voir le président du conseil de guerre, il m'a écouté avec complaisance lui dire que l'adjoint d'Iwuy est un brave homme, mais incapable d'apprécier les charges de sa fonction. Quant aux possesseurs de pigeons, j'ai dit que c'étaient de pauvres gens qui voulaient les conserver pour les manger au fur et à mesure et je me suis porté garant qu'ils n'avaient pas l'intention de les employer à un service de renseignements. Il a paru touché de mes arguments, tout en disant que, chargé de faire exécuter les lois, il était obligé de les considérer comme coupables. J'ai insisté pour qu'il ne soit, en tout cas, appliqué qu'une peine très légère. Il va m'envoyer ce soir leur défenseur d'office pour conférer avec moi.

10 décembre 1914. — Je suis parti au conseil de guerre à 8 heures et demie. J'ai dû constater le soin apparemment méticuleux apporté par tous les juges à l'exercice de leurs fonctions. Ils ont procédé à l'interrogatoire des accusés et à l'audition des témoins, avec une bienveillance apparente.

Le tribunal se compose de cinq juges, dont l'un est rapporteur et semble exercer les fonctions du président. Un officier est procureur et un autre greffier. L'audience est publique, mais il n'y avait aucun auditoire.

Avant que l'avocat d'office, officier, prenne la parole, j'ai plaidé pour les accusés ; je l'ai fait avec mesure et je crois, comme il le fallait, car non seulement les accusés sanglotaient, mais le colonel président essayait des larmes.

Après l'audience les juges sont venus me remercier et m'exprimer leurs regrets de n'avoir pu sortir du texte de loi invoqué par le ministère public. Le président m'a dit avoir cherché pendant les trois quarts d'heure du délibéré un moyen de sauver les accusés, et m'a promis de faire des démarches pour faire atténuer la peine, qui est, pour dix des accusés, de dix ans de travaux forcés ; un seul d'entre eux a été mis hors de cause.

Désolé du résultat, j'ai immédiatement écrit au général en chef pour implorer sa clémence.

Pour mes débuts d'avocat, le résultat n'est pas encourageant. Malgré tout, je suis prêt à recommencer. J'attache peu d'importance à la diminution de peine qui sera accordée, car la paix entraînera tout naturellement la libération de ces malheureux.

Pendant l'audience, la municipalité m'a fait demander de descendre le plus vite possible pour une communication urgente. De petits intérêts personnels les amenaient bien vite à avoir recours à mon intervention. Les pâtisseries, confiseurs et fabricants de chocolat venaient de recevoir la visite de gendarmes qui avaient saisi le sucre qu'ils avaient chez eux. En effet, hier soir, le Commandant m'avait communiqué l'ordre du général inspecteur des étapes de saisir tout le sucre dans les usines et magasins, d'interdire la vente du sucre, annonçant l'envoi très prochain d'instructions plus précises. Le Commandeur, très timoré, a immédiatement exagéré la consigne et à ma réclamation, il a répondu qu'il ne pouvait rien changer à ses instructions avant d'avoir reçu la note annoncée par l'Inspection. J'y étais allé avec Camuset, qui désirait obtenir les permis nécessaires pour commencer prochainement sa fabrication. J'ai été plus heureux de ce côté, il m'a promis de donner l'autorisation pour neuf râperies.

11 décembre 1914. — L'ambulance Laffrat est au complet, sauf deux lits. Il est arrivé un commandant qui se plaint sans discontinuer, tant il souffre de douleurs sciatiques causées par une grave blessure à la cuisse. C'est le commandant Barrier, du 71^e de ligne, blessé aux environs d'Arras. On y soigne aussi un Anglais qui a l'intestin perforé, on doit le panser deux fois par jour, et c'est horriblement pénible. Les dix-neuf autres blessés, dont neuf amputés, ne vont pas mal. Ma fille exerce gaiement pour ces malheureux ses fonctions d'infirmière. Malgré les longues journées fatigantes, comme ses deux compagnes, elle supporte vaillamment cette distraction à ses préoccupations. Hier, je suis allé déjeuner avec elle, mais j'ai été mauvais convive, parce que je sortais du conseil de guerre.

A Noyelles, l'interdiction de vendre du sucre n'était pas encore arrivée, aussi j'en profite pour faciliter à chacun de faire sa provision.

Hier, on a fait le nettoyage de quinzaine, c'est-à-dire que nous avons arrêté sept heures. Tout cela se fait très bien, avec un personnel inexpérimenté. Je ne m'explique pas qu'il n'y ait pas d'ennuis dans la marche de l'usine. Ceci prouve que lorsque les ouvriers sont consciencieux, tout va bien. J'ai reçu hier du chef de fabrication, qui s'est sauvé dans la Côte-d'Or, une carte du 20 novembre ; et dire que nous n'avons rien des nôtres !

Je vais aller, pour la troisième fois aujourd'hui, voir le général. Il est impossible d'obtenir quoi que ce soit de lui, tant il craint toujours de dépasser ses instructions.

J'ai rencontré diverses personnes qui m'ont manifesté la satisfaction générale de mes efforts pour être utile. J'avoue que cela m'a fait plaisir, car mes occupations sont bien ingrates et il faut, de temps en temps, un petit encouragement.

Les permis de circulation que j'ai obtenus pour les maires de l'arrondissement sont préparés, de sorte que, si l'officier y met un peu de complaisance, je pourrai commencer demain l'envoi de ma circulaire. M. Aliez ne vient toujours pas; il paraîtrait, du reste, qu'en demandant son permis aux autorités allemandes, il a mis de telles conditions à son départ qu'il était évident qu'elles ne seraient pas acceptées. Se draper dans sa dignité sous-préfectorale n'est guère compatible avec la souplesse nécessaire dans l'exercice actuel de fonctions quelconques, si on veut se rendre utile. Quant à moi, je ne crois pas manquer au respect que je me dois, tout en me mettant à la portée de tous.

Je voudrais pouvoir aller à Solesmes, le Cateau, Caudry et Busigny. Je vais essayer.

C'est entendu. J'irai lundi en auto avec le docteur Schamel.

12 décembre 1914. — Je ne puis décidément attendre plus longtemps le retour de M. Aliez, sans aggraver l'abandon dans lequel se trouvent les communes. J'envoie aujourd'hui ma circulaire aux maires avec un permis de circuler, pour me venir voir, valable pendant un mois.

La question des charbons constitue une difficulté dont la liquidation sera très complexe.

Nous avons dans notre région, au moment de l'invasion, environ 200 bateaux chargés de houille, c'est-à-dire à peu près pour 1 500 000 francs de charbon. Les mines l'avaient livré pour de multiples destinations; l'État français avait tout réquisitionné, puis tout abandonné, après avoir plus ou moins détourné de leur route les mariniers; le retour aux acheteurs primitifs, opéré dans de telles conditions, n'est pas très régulier; depuis, l'autorité allemande a mis l'embargo sur tout, prétendant que ce combustible était propriété de l'État français. Aujourd'hui, la ville de Cambrai a acheté un grand nombre de bateaux dont elle verse le prix, soit 20 à 25 francs les 1 000 kilogrammes, dans le trésor de guerre allemand. Elle paie le fret et le déchargement et vend le combustible aux particuliers et aux communes, reçoit, comptant sans réserves pour la liquidation à venir. Que dira le vrai propriétaire? Ne soutiendra-t-il pas que si la ville n'avait pas acheté aux Allemands, son bateau lui serait resté comme ceux qui, n'étant pas vidés à leur départ, retourneront à leur propriétaire? Trois se-

maines avant la prise par l'Inspection des étapes de ces chargements, la Chambre de Commerce avait décidé de réquisitionner tous ceux qui étaient nécessaires, et elle le faisait dans des conditions sauvegardant l'intérêt des tiers. La ville a tenu à opérer elle-même, sur son territoire, j'ai dit et répété qu'il fallait prendre plus de précautions qu'elle ne le faisait.

Or, en plus des dix-huit bateaux réquisitionnés par la Chambre de Commerce en temps utile, M. Camuset a pu comme moi, sous prétexte que nous n'avions pas d'argent pour payer au comptant, obtenir l'autorisation de faire charger pour nos besoins aux mines d'Anzin. Depuis, trouvant bien plus commode pour elle de réaliser ce combustible par le canal de la municipalité de Cambrai, l'autorité allemande refuse de nouvelles autorisations de charger (lorsqu'on n'insiste pas beaucoup). Depuis la saisie allemande, je conseille aux communes rurales de ne pas aider à grossir le trésor de guerre ennemi, mais de faire réquisitionner par les maires des villages où se trouve une sucrerie qui ne marche pas, tout le charbon nécessaire. Cela ne peut pas nuire à l'industriel, qui n'a aucun intérêt à conserver jusqu'à l'automne prochain un approvisionnement inutilisé cette année.

Vraiment je ne puis comprendre à quels mobiles a obéi la municipalité de Cambrai. Je ne peux pas supposer qu'on n'y ait vu que le bénéfice réalisé en vendant le charbon à 30 francs la tonne. Est-ce de l'administration débonnaire pour complaire à ceux qui, sans réflexion, sont heureux de trouver ce dont ils ont besoin sans efforts? Sans vouloir juger, il me semble qu'il y a là deux fautes commises : d'abord aider à engraisser le trésor de guerre ennemi, puis risquer de payer une deuxième fois au vrai propriétaire. Après avoir manqué de diligence pour décharger le nécessaire avant la saisie, peut-être a-t-il été indispensable d'en acheter quelques bateaux, mais j'estime que ce commerce prend une extension exagérée, et je vais essayer d'arrêter les acheteurs dans leur élan.

A Noyelles, la Commandature de Bapaume ne m'a pas encore signifié la défense de vendre du sucre. La sucrerie continue à approvisionner les uns et les autres, c'est toujours cela qui ne rentrera pas dans la caisse de l'ennemi. Je voudrais passer la journée sans voir le général ; ce matin, je suis allé chercher les permis des maires, il n'était pas arrivé.

Il y a quelques jours, en réunissant à la Chambre de Commerce les fonctionnaires pour les inciter à sortir de leur torpeur, j'avais appelé à cette conférence le receveur principal des postes. Il s'était mis à ma disposition, lui et son personnel. Il y a deux jours, il m'a apporté la liste du personnel qui serait heureux de m'être utile, mais à la condition que chacun soit toujours muni d'un sauf-conduit spécifiant l'objet de sa mission. Je lui avais répondu qu'il

devait bien penser qu'il ne me serait jamais venu à la pensée de faire courir un risque quelconque à qui que ce soit, de mon fait.

Ce matin, voulant faire porter le plus vite possible mes lettres aux maires et le sauf-conduit de chacun, j'ai convoqué à la Chambre de Commerce, pour une heure et demie, les quatre plus anciens facteurs. Le receveur principal, M. Coupé, les a accompagnés.

Avant de nous entretenir de l'objet de ma convocation, il s'est excusé d'être venu avec ses facteurs et a ajouté qu'il avait une question préalable à me poser : ils avaient entendu dire à la municipalité que je m'étais occupé d'une question de ravitaillement qui pourrait être nuisible aux intérêts de la France, et, avant de me prêter un concours, ils voulaient être assurés que je ne leur demandais rien qui puisse aider à une chose contraire aux intérêts du pays.

Je les ai immédiatement priés de sortir, disant que je n'avais pas à leur donner d'explications ou justifications de mes actes ; que le soin de ma dignité et de mon patriotisme étaient suffisamment bien placés entre mes mains.

J'ai immédiatement pris des mesures pour faire parvenir mes lettres, qui arriveront à destination beaucoup plus vite que par l'intermédiaire des agents d'une administration qui retarde à tous les points de vue.

Je n'ai attaché à cet incident que l'importance qu'il méritait, c'est-à-dire aucune, mais en regrettant d'y trouver les traces de la malveillance dont on cherche à entourer ma personne et mes actes.

Je reçois à l'instant une lettre du général de Montgelas, chef de l'Inspection des étapes, auquel j'avais adressé un appel ému en faveur des condamnés d'Iwuy. Il me répond avec bonté, promettant de s'en occuper aussitôt qu'il aura le dossier et m'assurant de sa bienveillance qui, d'après ce que je lui dis, pourra certainement se faire sentir.

13 décembre 1914. — A Noyelles, la semaine a encore été bonne, J'ai vu que j'avais les matières nécessaires pour travailler encore une vingtaine de jours. Je vais donc pouvoir prendre aux cultivateurs quelques millions de kilogrammes de betteraves de plus que je ne pensais. On n'a pas encore consigné mon sucre et je reste persuadé qu'ils ne pourront pas en enlever de grandes quantités, et alors, après notre délivrance, je pourrai le réaliser dans d'excellentes conditions et payer un bon prix aux cultivateurs. C'est peut-être un rêve, mais il me soutient dans l'immense effort que je fais de ce côté.

Après-midi, je suis allé voir le colonel, chef de la gare-annexe, président du conseil de guerre, et je lui ai montré la lettre du général de Montgelas. Il m'a promis que, lorsque le jugement serait

homologué, il irait lui-même dire à Valenciennes qu'il avait soutenu l'acquittement, tellement il trouvait la peine minimum exagérée. Continuant mes démarches, je suis allé voir le Commandeur pour le prier de faire parvenir une nouvelle lettre au général de Montgelas. Il était bien disposé, et j'ai obtenu que la femme enceinte de huit mois serait transférée de suite de la prison à l'hôpital.

A l'ambulance j'ai fait la tournée des nouveaux malades ; tous sont confondus dans une habitude de bons soins qui laisse espérer des jours meilleurs.

14 décembre 1914. — La misère des marinières immobilisés depuis si longtemps est terrible ; éloignés de toute famille ou relations, ils sont abandonnés en pays étranger pour eux. Les petits secours accordés par les communes sont insuffisants. J'ai essayé d'intéresser à leur sort les conducteurs des ponts et chaussées qui ont les canaux dans leur service ; c'est triste à dire, mais je n'ai pas encore pu secouer leur inaction. J'avais demandé à M. Désaint d'aller à Masnières spécialement pour cela, il n'a encore rien fait, et je reçois chaque jour la visite de plusieurs femmes de bateliers qui viennent implorer pour leurs enfants. Je serais fort ennuyé d'être contraint de me fâcher à ce sujet, cependant il va être absolument urgent de le faire.

J'ai reçu la réponse à ma demande de réintégration dans ses appartements du chanoine Foulon, supérieur du collège Notre-Dame-de-Grâce. C'est un refus basé sur le fait qu'il a été accusé d'espionnage.

A Noyelles, hier, un sous-officier et quatre soldats, en quête de se loger parce qu'on ne leur avait pas remis de billet de logement, se sont livrés à des violences, revolver au poing ; ils voulaient de force entrer chez les femmes d'employés de la sucrerie dont les maris sont à l'armée ; elles ont résisté, mais le fait n'aurait pas dû se produire. Quelque lâche avait dû leur indiquer les maisons.

Nous vivons toujours au bruit du canon ; hier, il était plus violent encore que de coutume et semblait rapproché, mais nous ne savons rien de positif. Les Allemands affichent des nouvelles peu brillantes pour eux : hier ils annonçaient la perte de cinq croiseurs. Cette franchise est-elle uniquement due à la volonté de ne pas dissimuler la situation vraie ?

Les réquisitions deviennent de plus en plus terribles au fur et à mesure de l'épuisement des ressources.

Ainsi, le village d'Awoingt devait conduire aujourd'hui 140 quintaux de blé à Valenciennes, celui de Rumilly devait donner des pommes de terre qu'il n'a plus, fournir 20 000 kilogrammes de fourrage en gare de la sucrerie et livrer toutes les bêtes à cornes sauf les animaux de moins d'un an. Nous ne sommes

qu'au commencement de nos misères ; quelle en sera la limite ?

Me voici rentré de Solesmes. Je ne vois pas bien M. Aliez faisant le voyage dans une auto de la Commandature. J'ai pu, en effet, profiter d'une voiture qui conduisait un officier à Haussy. Il faut s'adapter à l'ambiance si on veut aller au-devant des besoins et exercer une action efficace. Tous, à Solesmes, ont été enchantés de me voir donner des directions, et ils m'ont facilement fait accepter d'y retourner samedi pour une réunion de tous les maires du canton qu'ils vont convoquer à cet effet. Le Commandeur de Solesmes est exigeant pour la circulation, il est de la 11^e armée dont l'Inspection des étapes est à Saint-Quentin ; sa Commandature fait pointe dans le territoire de la 16^e armée dont nous dépendons, d'où grandes complications.

J'ai trouvé à Solesmes le maire du Cateau ; il m'a demandé d'y aller, proposant de réunir les maires du canton ; j'ai fixé cette réunion à dimanche.

En somme, aujourd'hui, je me suis trouvé en face d'hommes vaillants, ayant la volonté de rendre des services, qui ont moins qu'ailleurs attendu une direction pour agir, et qui cependant l'accueillent avec satisfaction. Gens d'initiative, ils comprennent le besoin d'unir tous les efforts.

15 décembre 1914. — Après-midi, j'ai reçu la visite de neuf maires qui se sont tous montrés heureux de mes indications. Ils m'ont suggéré quelques idées qui pour être appliquées vont nécessiter des lettres circulaires.

La séance du Conseil d'escompte a été pénible, cet après-midi ; elle a été l'occasion, pour nos deux collègues de la municipalité, de manifester leur esprit malveillant pour moi. Ils ont trouvé que nous risquions trop en faisant encore 100 000 francs de crédit à la ville de Caudry et ont demandé qui paierait les défaillances ; ils estiment que la Chambre de Commerce engage trop sa responsabilité. J'ai répondu qu'on pouvait bien ouvrir à la ville de Caudry, avec ses 13 000 habitants, un crédit de 300 000 francs, surtout quand sa signature est appuyée de cautions multiples, alors que Cambrai avait pris plus de 6 000 000 d'engagements pour une population de 30 000 habitants et sans renforcer sa signature d'aucune caution. Un instant après, ils critiquaient notre décision de ne nous départir envers qui que ce soit de l'escompte de 3 pour 100 qui constitue une prime d'assurance contre les défaillances éventuelles de gens de solvabilité douteuse, mais très intéressants.

16 décembre 1914. — Cette attitude où la logique semble céder à l'esprit taquin est regrettable. Il faut l'attribuer à l'énervement causé par notre triste situation, trop prolongée, et ne pas y attacher d'importance, afin de maintenir l'union nécessaire entre les

gens de bonne volonté, pour faire un peu de bien. Il faut ne pas voir ce qui pourrait nous diviser.

Le conseil municipal a décidé de porter à 1 500 000 francs son émission de billets. Comme souvent, c'est celui qui manque de correction qui s'en prend aux autres, M. Garin s'est plaint qu'il ait été dit que la ville avait manqué à ses engagements en faisant son émission. Nous nous sommes tous, cependant, abstenus de dire ce que nous pensions à ce sujet, jugeant que le moment serait mal choisi.

Le canon tonne toujours dans les directions de Péronne et aussi de Lens. On dit la Commandanture de Bapaume supprimée?

Je vais être amené à créer une organisation spéciale pour la correspondance avec les maires, car je n'ai reçu aucune offre de concours du personnel de la sous-préfecture; en le leur demandant je craindrais un refus qu'il est préférable de ne pas provoquer. M. Aliez m'a dit lui avoir recommandé de s'abstenir de mettre ses services à la disposition de qui que ce soit. D'autre part, je n'aurais pas voulu déranger des habitudes de travail qui ne doivent avoir rien de commun avec les miennes. Il ne faut pas perdre de vue que depuis trop longtemps les sous-préfectures ont été avant tout des agences de politique électorale, et qu'en fait d'administration, elles n'ont guère été que des boîtes aux lettres. Or, je veux être toujours en contact soit par mes visites, soit par les leurs, avec mes collègues les maires, ne pas les attendre, mais aller au-devant de leurs besoins, et pour cela établir avec eux une collaboration de tous les instants.

Hier, le maire de Rumilly a été rossé par les Allemands parce que les voitures de fourrages réquisitionnées pour charger les wagons n'arrivaient pas assez vite. Aujourd'hui il est au lit.

Ils deviennent d'autant plus arrogants que leurs besoins augmentent alors que les ressources de nos villages s'épuisent. Jusqu'à présent le village de Noyelles est relativement épargné.

On est toujours sans nouvelles du dehors. Décidément, dans la vie normale, on n'apprécie pas suffisamment la lecture d'un journal quotidien.

Hier soir on m'a apporté un article de fond du *Journal* du 19 novembre. C'est un résumé officiel de toutes les opérations de guerre depuis le commencement jusqu'après la bataille d'Ypres. Cette relation a paru d'autant plus intéressante que nous étions dans l'ignorance de bien des choses. Il est toujours bien dur de n'avoir point de nouvelles des siens, mais vraiment, grâce à nos nombreuses occupations, il s'est fait une sorte d'accoutumance, née de notre conscience de l'impossibilité de toute communication avec l'extérieur.

Une dizaine de maires sont encore venus conférer avec moi. Je me suis occupé de faire imprimer les pièces nécessaires pour établir

les dossiers des familles de militaires et j'ai rédigé une lettre-circulaire pour les percepteurs et une autre pour les maires. Demain il faudra dépouiller les réponses au questionnaire qui leur a été adressé.

17 décembre 1914. — J'ai bien envie d'arrêter la réception des betteraves, il est impossible de les prendre toutes ; il faut qu'il y ait une fin, et beaucoup des choses indispensables vont me manquer, enfin je ne veux pas encore prendre de détermination définitive aujourd'hui.

Ce matin on est venu du front de bataille réquisitionner quinze bêtes à cornes (autres que vaches laitières). J'ai dû courir de ferme en ferme, je n'ai pu en trouver que douze, dont sept petites génisses pleines. Ils ont bien voulu s'en contenter ; ceci prouve que nous touchons à la fin de nos ressources.

Cette heure et demie passée à trouver les bêtes m'a empêché d'aller voir le maire de Rumilly, et de procéder à une enquête sur la façon dont il avait été maltraité.

Depuis quelques jours nous avons un temps de pluies, de boue, bien pénible pour nos pauvres soldats ; aujourd'hui il y a une grande amélioration, mais le vent n'est pas encore bien placé.

Les Allemands se préparent à fêter la Noël, on voit beaucoup de sapins coupés dans ce but. Quelle mentalité !

Ils ont certainement reculé du côté de Bapaume, car des colonnes de troupes sont revenues dans nos villages ; c'est ainsi que de l'artillerie qui était à Grevillers est maintenant à Flesquières. A Provville, ils font des terrassements pour défendre la route de Noyelles.

Je savais que mon immixtion dans les affaires des communes rurales serait utile, mais, par mes conversations avec les nombreux maires qui viennent me voir, je constate seulement à quel point l'abandon prolongé dans lequel on les a laissés a entraîné de dommages. Les impôts de guerre, l'assistance, et bien d'autres choses auraient pu souvent être réglées beaucoup mieux. Également la reprise officieuse, sinon officielle, des services des fonctionnaires, percepteurs, et agents de la voirie, en particulier, eût été bien utile.

J'ai reçu à Noyelles l'ordre d'avoir à fournir la liste des jeunes gens nés en 1895 qui seront appelés à faire partie d'une compagnie d'ouvriers en formation à Bapaume. Je puis, grâce à l'absence complète de jeunes gens valides de cet âge, nés dans la commune, satisfaire à cet ordre qui m'eût placé dans une situation bien délicate en cas contraire.

18 décembre 1914. — J'ai donné à Noyelles des instructions pour trois jours puisque je n'y retournerai que lundi.

A ma rentrée à Cambrai à 11 heures, j'ai été stupéfait d'entendre

sonner les cloches. Pour la première fois depuis l'occupation allemande, elles carillonnaient à toute volée. Une affiche annonçait une grande victoire sur les Russes en Pologne avec poursuite des vaincus.

J'ai fait préparer les plis pour les maires et percepteurs, ainsi que les lettres aux juges de paix. Les enveloppes contiennent : 1^o une circulaire sur la répression d'exagération des prix des denrées ; 2^o une lettre sur la collaboration des percepteurs ; 3^o enfin des modèles de cartes postales pour écrire aux prisonniers.

19 décembre 1914. — Longue route que celle de Solesmes. Je ne suis plus habitué à faire de longs trajets autrement qu'en auto, mais j'ai conscience que ma peine aura été utile. En plus de tous les maires du canton, le conseiller général, le suppléant de justice de paix, les percepteurs et les médecins assistaient à la conférence. Pendant deux heures et demie j'ai commenté mes différentes lettres, donné des explications de toute nature. Tout en me montrant très circonspect dans la deuxième partie, parce que le commandeur qui avait autorisé la réunion, le major Scheibe, qui exerça naguère les mêmes fonctions à Cambrai, avait jugé à propos de venir nous rejoindre à 11 heures. Tous étaient enchantés des indications données et fort satisfaits de se savoir soutenus. Ils sont repartis réconfortés, et se sentant plus forts pour remplir leur tâche.

En rentrant, j'ai trouvé deux notes remises à Noyelles par la Commandature de Bapaume, l'une prescrit l'arrachage des betteraves par temps *clément*, et en interdit la culture l'an prochain ; ordonne d'indiquer l'assolement projeté et dit de remplacer les betteraves par de l'orge et des pommes de terre. Elle contient, par surcroît, quantité de questions et d'indications concernant nos cultures et nos besoins de semences. Enfin, ils veulent qu'on leur achète à 80 francs les 100 kilogrammes tout le sucre nécessaire à la consommation d'ici le 1^{er} mai, payé comptant bien entendu. Dans la seconde note ils consignent tout le sucre, qui *doit être* fabriqué cristallisé ; ils disent vouloir le payer 22 francs les 100 kilogrammes en bons, dont une partie sera payée à raison de 10 francs les 100 kilogrammes, au fur et à mesure de leurs enlèvements.

L'exploitation des sucreries sera dirigée par eux, les usines ne devront plus fonctionner après le 1^{er} février 1915, etc., etc... Je ne suis nullement ému de ces prétentions auxquelles il fallait s'attendre, et je ne les crois pas facilement exécutables. Ils réclament des réponses très précises à leur questionnaire. Dans deux jours je répondrai avec netteté, à côté des demandes, pour gagner du temps, et me découvrir le moins possible.

Un incident qui s'est passé hier, à Noyelles, un quart d'heure avant mon arrivée, m'inquiète un peu ; dans un coin du hangar

des matières premières pour produits mélassés, c'est-à-dire au point le plus inflammable de l'usine, le contremaître a trouvé une vieille toile de filtre-pressé en flammes ; jamais il n'y a de toiles à cette place. Je ne puis croire à la malveillance ; cependant, qui a pu faire cela ? Si c'était un fou, un maniaque ? J'ai recommandé la surveillance.

20 décembre 1914. — Quel contraste entre l'opposition sourde par laquelle on cherche à paralyser mon action, — et qui ne fait que la compliquer, — et ces braves maires des communes rurales, qui manifestent une si grande confiance en celui qui se met à leur disposition pour les aider ! Ces gens éprouvent le besoin d'être appuyés, réconfortés, assurés que leur action s'exerce dans la bonne voie. Aujourd'hui encore, à côté des fonctionnaires et des personnes d'initiative qui cherchent à rendre service, tous les maires du canton du Cateau assistaient à la conférence.

Pendant deux heures et demie je leur ai expliqué comment ils devaient exercer leurs fonctions. Je m'étudie à être le moins sous-préfet possible, à ne pas donner d'ordres, mais à inciter chacun à ses devoirs. Leur attention très soutenue et leur approbation complète me font croire que j'ai pris ma lourde tâche par le bon bout.

A propos du manque de combustible, ils regrettaient que le chemin de fer du Cambrésis ne fonctionnât pas ; je leur ai conté combien j'avais insisté auprès du directeur, qui avait toujours opposé une force d'inertie appuyée sur les raisons les plus ridicules, telles que le reproche qu'il me fit de vouloir une chose uniquement profitable aux ennemis. Si depuis trois mois les Allemands avaient eu besoin de ce chemin de fer, alors qu'ils ont en leur possession les deux locomotives, ils auraient bien su le mettre en marche. Il n'y avait donc pas d'inconvénient pour nous, et il est fort fâcheux qu'il n'ait pas fonctionné.

Le manque de combustible a été, en outre, le prétexte de pillages qui auront pour résultat la destruction de tous les arbres de la route de Cambrai au Cateau.

21 décembre 1914. — J'ai vu encore beaucoup de maires, mais par petits paquets, deux, trois, quatre à la fois, c'est-à-dire plus péniblement que lorsqu'ils sont réunis, puisqu'il faut recommencer pour chacun les mêmes explications. L'un d'entre eux, auquel je disais que nos devoirs de Français devaient nous interdire d'aider les Allemands à enlever les conscrits de la classe 1915 (d'autant plus que la Commandanture de Bapaume, dans sa circulaire), disait que c'était pour travailler aux tranchées ennemies, le maire de Proville, dis-je, voulait aller se jeter dans l'Escaut ; je l'ai remonté de mon mieux.

Une mairesse est venue prendre des conseils. A Mœuvres, le maire est soldat, l'adjoint est à Boulogne, le garde champêtre est soldat, et les conseillers municipaux, sauf un, ne veulent rien faire, de sorte que c'est la femme de l'instituteur qui cumule tous les emplois. Je lui ai remis une lettre sommant les conseillers de gérer la commune et de nommer un délégué et un garde champêtre.

Partout on se plaint de ce que les cantonniers ont abandonné leur poste, et je me heurte à l'inertie des conducteurs des ponts et chaussées.

Les exigences et les tracasseries vont toujours croissant. Des notes multiples interdisent tout ce qu'elles n'ordonnent pas. On va tout prendre. Une nouvelle réglementation qu'on vient d'afficher va rendre les permis de circuler bien difficiles à obtenir. On a définitivement refusé l'autorisation de fabriquer à la sucrerie d'Escaudœuvres. Je me demande si Noyelles va encore pouvoir marcher quinze jours, comme il le faudrait pour les cultivateurs.

J'ai répondu aux ordres de Bapaume :

1^o Pour les conscrits, en disant qu'ils sont partis ;

2^o A l'enquête pour savoir si l'organisation municipale fonctionne régulièrement, en affirmant que chacun est à son poste ;

3^o Au questionnaire pour l'assolement des terres et la vente du sucre, par eux, en disant que les circonstances nous guideraient au printemps pour les semis, et que les habitants n'avaient aucun besoin de leur sucre à 80 francs.

Demain il y aura encore d'autres injonctions. Où allons-nous ? Il court des bruits très bons pour nous, mais sans fondements précis.

Samedi on a amené vingt et un prisonniers pris à Blangy ; ils ont dit qu'ils n'avaient été capturés que parce qu'ils s'étaient trop aventurés.

La circulation d'un territoire à l'autre des II^e et VI^e armées est impossible, pourquoi ? J'ai écrit aux deux inspections pour les prier de s'entendre, au moins au sujet des allées et venues des médecins.

22 décembre 1914. — Pour mettre mes actes en parfait accord avec mes recommandations, j'ai, ce matin, réuni mon conseil municipal pour lui soumettre mes réponses aux divers ordres reçus ; il a tout approuvé. La commission a reçu la visite de l'officier d'un régiment de la garde, chargé des réquisitions. Il venait se plaindre de ce que nous avions donné des bestiaux à un autre régiment ; il a pris des renseignements pour faire punir ceux qui avaient ordonné cet enlèvement. Ces rivalités ne peuvent malheureusement pas nous faire épargner.

Les betteraves altérées par les gelées sont plus difficiles à travailler, et leur rendement en sucre a baissé de 1,10 dans la se-

maine. Il va être temps de cesser la fabrication. Je n'ai pas eu le courage d'arrêter la réception, ce serait cependant à faire, mais les retardataires seront désolés, et je veux encore attendre jusqu'à la fin de la semaine.

A 2 heures j'étais, à Carnières pour la réunion des maires du canton ; rien de particulier, la conférence se corse à chaque réunion : aujourd'hui elle a duré trois heures. C'est éreintant, mais bien utile. Tous sont repartis à la fois réconfortés et très décidés à étendre leur initiative, leur action, bien instruits de ce qu'ils pouvaient faire. Partout on se plaint des fonctionnaires qui, presque tous, s'abstiennent.

Mme de Guillebon m'a demandé un entretien avant mon retour ; elle aurait voulu des conseils pour son sucre, et des renseignements sur les intentions allemandes. Je n'ai pu que lui dire que je conservais l'espoir qu'ils ne prendraient pas tout.

Mme d'U..., fille de M. de Fr..., est venue trois fois me voir, et finalement a laissé un mot pour ma fille, lui disant de me recommander la prudence dans mes relations avec eux. Nous vivons, dit-elle, sous un régime de terreur inouï.

Je vais redoubler de prudence, mais vraiment je ne crois pas à un danger imminent. Je tâcherai d'aller déjeuner demain à Bourlon, pour les rassurer.

Je commence à craindre davantage l'enlèvement des sucres, car ils n'hésitent pas à encombrer les lignes de trains de betteraves ; ils en expédient, à ma connaissance, de Fresnoy-le-Grand, du Cateau, et de Solesmes, en Allemagne.

24 décembre 1914. — Samedi, trois Américains, venant de Lille et allant à Saint-Quentin, sont venus à la mairie de Cambrai, accompagnés d'un officier allemand. Ils venaient enquêter sur la façon dont se faisaient les réquisitions et sur les besoins de la population. On leur a montré la lettre écrite au président de la Confédération helvétique, et communiqué le refus des Allemands de nous laisser adresser pareille demande aux États-Unis. La municipalité eût été bien inspirée de s'adresser à moi pour leur faire connaître ce qui se passe dans les communes rurales, bien plus malheureuses que les villes. Mais elle n'y a pas songé.

Il a dû y avoir une action importante du côté d'Arras. Une sortie des Français aurait eu un résultat négatif ; après avoir pris trois tranchées allemandes, nous aurions perdu sept cents prisonniers. Il y aurait eu hier suspension d'armes pour enterrer les morts et recueillir les blessés. L'ennemi semble en avoir profité pour procéder à des mouvements de troupes ; en effet, il est passé hier après-midi, venant de Bapaume ou Arras, douze canons, et au cours de la soirée et de la nuit, il en est encore passé quarante environ. On dit que la bataille est violente tout près de Lille, à Haubourdin

et ailleurs probablement ; mais nous restons sans aucune nouvelle.

Ces jours derniers j'ai acheté encore trois chevaux. J'en ai cédé un à M. de Franqueville, et un autre est mort.

Le percepteur de Beaumetz-les-Cambrai, en résidence à Cambrai, c'est-à-dire à 20 kilomètres de ses communes, vient de venir me voir. Il aurait voulu un sauf-conduit, mais il est du Pas-de-Calais, et je ne puis rien.

Au procès-verbal de la Chambre de Commerce de mardi dernier, il y a une phrase exigée par M. Garin, dans laquelle il dit que le préfet a manifesté le désir d'une abstention complète officielle ou même officieuse, des percepteurs. Je n'assistais pas à cette séance, puisque j'étais à Carnières, et j'ai dû, à propos de ce procès-verbal, protester contre cette manière de voir. J'ai soutenu que le préfet, auquel il est impossible de constater par lui-même ce qui se passe dans les mairies, ne peut pas être bon juge ; alors que mes rapports constants avec les maires m'ont mis à même de connaître l'impuissance dans laquelle ils se trouvent d'établir une comptabilité sérieuse, incontestable, lors de la liquidation. Ils sont dans la nécessité de procéder à la classification de toutes les dépenses, selon qu'elles sont faites en lieu et place de l'État, des administrations publiques, ou pour le compte de la commune, etc... Il y aura plus tard des difficultés avec les bureaux qui reprendront toutes leurs habitudes, et voudront peut-être faire croire qu'on n'a pu rien faire de bien sans eux, alors qu'ils avaient abandonné leur poste.

D'autre part, la Chambre de Commerce insiste pour que les demandes d'emprunt qui lui sont adressées soient accompagnées d'un état de prévisions de dépenses, sérieusement établi, et il est également indispensable, pour obtenir un deuxième emprunt, de justifier l'emploi des fonds du premier. Or, les percepteurs sont les conseillers tout indiqués des maires. En admettant qu'ils n'agissent pas à titre officiel, ou même officieux, ils doivent à *titre privé*, comme citoyens ayant une expérience spéciale, leur concours à la chose publique, comme tout Français. Ce concours, nous devons d'autant moins le marchander, que notre tâche, quelle qu'elle soit, est bien moins pénible et bien moins dangereuse que celle de nos soldats.

C'est à *titre privé* que je réclame leur aide, quoique je sois persuadé qu'ils ne se compromettraient pas en le faisant officiellement. Les Allemands les ont sous la main. Les annuaires donnent leur adresse et désignent les communes de leur perception, et ils ne pourraient rien reprocher aux percepteurs qui affirmeraient avoir, sur ordre de l'administration des finances, évacué leurs registres, documents, et archives, sur Paris, avant l'invasion, et n'avoir par conséquent pas plus de renseignements qu'un simple particulier.

Avec des intentions évidemment intéressées, les Allemands envoient dans toutes les mairies des instructions sur la nécessité de procéder, dans les plus brefs délais, à la récolte des pommes de terre encore dans les champs. Ils ne veulent décidément rien laisser perdre. Ils affichent aussi dans les communes l'ordre pour les jeunes gens nés en 1895 de se présenter à des conseils de révision dont les dates sont fixées du 31 décembre au 2 janvier.

25 décembre 1914. — Il est bien regrettable que les administrations aient la faiblesse d'autoriser les percepteurs, comme les juges de paix et d'autres encore, à ne pas habiter les communes dans lesquelles ils ont à exercer leurs fonctions. Pour bien remplir leur emploi, ils doivent connaître à fond les populations. Or, lorsque leur résidence est éloignée, c'est une corvée pour eux de la quitter pour aller remplir leur mandat. Ils bâclent alors leur travail, pour rentrer plus vite chez eux ; sans compter que l'hiver, ils ne se déplacent pas toujours, parce qu'ils sont un peu souffrants, ou que les communications sont difficiles. Les inconvénients de cette situation deviennent très graves dans des périodes troublées comme celle, si terrible, que nous traversons.

J'ai remis aux percepteurs des permis de circuler, mais comment peut-on espérer qu'ils feront 10, 15, 20 kilomètres et parfois plus, pour visiter leurs communes : de là l'inertie, dont je me plains, parce qu'elle est préjudiciable à ceux qu'ils devraient aider, et contraire à leur devoir professionnel.

Ceci est encore plus grave, si possible, pour les juges de paix : nous avons en résidence à Cambrai le juge de paix de Clary : il ne remplit pas les devoirs de sa charge, parce qu'il ne peut gagner Clary, son chef-lieu de canton. Il aurait pu, tout au moins, habiter dans sa circonscription, à Caudry. Malheureusement, il faut craindre que la leçon ne profite pas, parce qu'on dira que de telles circonstances ont un caractère absolument exceptionnel.

Cette semaine, les six boucheries ouvertes actuellement à Cambrai n'ont eu, chaque jour, en moyenne, que 600 kilogrammes de viande.

Un industriel de Masnières, détenteur d'un stock de coke inutilisé, a refusé de me vendre les 40 000 kilogrammes nécessaires pour terminer ma fabrication ; j'ai immédiatement fait afficher la raison pour laquelle j'étais forcé de cesser la réception des 100 000 kilogrammes de betteraves qui me venaient chaque jour de Masnières. Je prendrai ce coke à la sucrerie d'Escaudœuvres. En dehors des 3 000 000 de kilogrammes de betteraves qui restent dans les cours, nous ne recevrons plus que trois autres millions, et nous terminerons la fabrication vers le 40 janvier.

Demain je vais à Valenciennes, voir le général de Montgelas.

Décidément, les Allemands enlèvent un peu partout les bette-

raves pour l'Allemagne ou pour la Belgique. Ils donnent aux cultivateurs des bons de 8 francs par 1 000 kilogrammes.

Je vais tenter un dernier effort pour obtenir les autorisations indispensables à la mise en marche de la sucrerie d'Escaudœuvres. La sucrerie de Cauroir va bientôt arrêter.

Je vais préparer les registres d'état-civil pour toutes les communes, j'espère qu'elles les auront pour le 1^{er} janvier. On procédera au timbrage du papier des registres dans des temps meilleurs.

J'ai eu l'occasion de voir accidentellement, à la Commandanture, les réponses des maires au questionnaire pour les contributions. Quelques-uns ont répondu d'une façon beaucoup trop précise.

Il paraît qu'à Lille on n'entend plus guère le bruit du canon depuis mercredi. Vers Arras, les Allemands auraient subi un échec important.

Les Allemands, qui avaient manifesté l'intention de fêter brillamment Noël, l'ont fêté surtout dans leurs hôpitaux ; ils ont fait des cadeaux à tous les blessés, à tout le personnel, et distribué des friandises en quantité, alors que souvent la nourriture est insuffisante. Ils auraient peut-être pu dépenser plus utilement l'argent.

La distribution s'est étendue aux blessés français. Ils ont apporté par exemple à M. Drain, cette nuit, un petit arbre de Noël dans sa chambre, avec force gâteaux, etc... Il faut reconnaître qu'ils ont fait preuve, exceptionnellement, d'une certaine délicatesse : ainsi cette fête solennelle entraîne inévitablement pour eux une manifestation patriotique : ils avaient attaché à la tête du lit de chacun de leurs hommes un petit drapeau, mais dans la chapelle, ornée de sapins, et très décorée, il n'y en avait pas un seul.

Dans nos hôpitaux, quoique nous soyons tous dans la tristesse, on a fait fête à nos pauvres blessés ; mille attentions les ont comblés de petits riens, de gâteries de toute espèce, on les a traités en grands enfants qu'ils sont, et ils étaient contents, vraiment sensibles à ces délicatesses, oubliant momentanément leurs chagrins et soucis. Nous avons également éprouvé une grande satisfaction d'avoir gâté ces malheureux en lieu et place de nos enfants absents.

Nous nous sommes fait, ma fille et moi, une existence qui n'est pas exempte d'un bonheur relatif, un bonheur de temps de guerre, de gens mis au secret, sans aucune relation avec l'extérieur. Autrefois, il y a une vingtaine d'années, je faisais de ma fille « mon compagnon » aux champs et à la sucrerie. De ce fait mon travail devenait une promenade, ces leçons de choses me rendaient heureux ; aujourd'hui cette vie intime de quelques heures chaque soir, après nous être livrés tout entiers, l'un et l'autre, à un labeur qui nous plaît et nous intéresse, me rend infiniment douce cette

sorte de captivité dans laquelle nous vivons, et j'y puise un peu de la force et de l'énergie nécessaires en ces temps, par ailleurs si malheureux. Nous avons bien tous les deux l'âme attristée par les événements et les craintes, mais nous n'éprouvons pas le besoin d'en causer, nous vivons heureux de notre travail, pleins d'espérance et avec la confiance la plus absolue dans l'avenir.

26 décembre 1914. — Hier je suis allé voir la comtesse de Montgelas. C'est une infirmière très dévouée. Je l'ai vue auprès de ses blessés, ne reculant devant aucune besogne, servant tout le monde et ne se faisant jamais servir. C'est sa belle-sœur qui était d'origine française, elle est Hongroise, d'une très vieille et très noble famille. Dans cet hôpital, une des grandes salles du premier étage a été transformée en chapelle. Je suis allé voir aussi le général docteur Schmidt. Lui, ne paraît pas aimable ; j'ai pourtant entendu dire que cette écorce dure cache un cœur excellent. J'allais lui demander du vaccin contre la petite vérole ; il ne s'est guère occupé de moi, et m'a simplement fait conduire au pharmacien.

Je rentre de Valenciennes, il eût mieux valu, je crois, que je puisse voir le général de Montgelas à Cambrai, auprès de sa femme, que de m'entretenir avec lui devant son chef d'état-major. Excessivement courtois, il est cependant très rigide. Il m'a dit, lorsque je me plaignais de la dureté de certains Commandeurs, qu'ils étaient beaucoup plus humains que les Russes et même que les Français. J'ai protesté, et il a coupé court à la conversation, en disant que nous ne pouvions pas discuter sur ce chapitre. Il a écrit de suite au commandeur de Bapaume au sujet des de Franqueville, mais je crains qu'il n'ait pas donné les instructions nécessaires pour qu'on leur témoigne plus de condescendance. Il m'a dit qu'il pensait obtenir du roi de Bavière la grâce du plus vieux des condamnés d'Iwuy, mais que pour les autres, il n'y aurait sans doute qu'une diminution de peine.

La rivalité entre les deux inspecteurs d'étapes de Saint-Quentin et de Valenciennes est telle qu'il n'y a à espérer aucune facilité pour les tournées de médecins, pour les permis de circuler, etc... Il faut donc vivre au milieu de ces difficultés.

Il a refusé nettement l'autorisation de mettre en marche la sucrerie d'Escaudœuvres, disant qu'il y avait trop de sucre à leur gré, dans le monde ; il souhaite même l'arrêt des usines qui fabriquent. Il m'a fait conduire à leur magasin général de pharmacie qui est merveilleusement organisé, j'en ai été stupéfait ; on m'y a remis du vaccin pour mille personnes.

Il va demander pour moi à Saint-Quentin un permis de circuler sur le territoire de la deuxième inspection d'étapes, afin de me permettre de surveiller l'hygiène, le service médical, l'organisa-

tion de l'assistance sous toutes ses formes. Sous ce couvert, je pourrai faire le reste.

Ils semblent désirer que je ne m'occupe pas de la police et de la justice, mais c'est urgent, aussi urgent que les conseils à donner aux maires sur leurs rapports avec l'ennemi.

Le sous-préfet, M. Aliez, est venu demander l'autorisation de revenir à Cambrai, il était avec son collègue de Valenciennes. On leur a dit que leur demande serait examinée, et qu'en attendant ils devraient se présenter chaque jour à onze heures à la Commandanture. Ils habitaient chez M. Turbot, président de la Chambre de Commerce. Enfin, au bout de huit jours, on a opposé à leur demande un refus absolu sans le motiver, et on les a déportés, avec résidence forcée, M. Aliez à Saint-Amand, le sous-préfet de Valenciennes à Tournai. Ils doivent se présenter chaque jour à l'officier en résidence. Le docteur Tauchon, maire de Valenciennes, en prévision du retour du sous-préfet, avait offert sa démission de sous-préfet aux autorités allemandes, qui ne l'ont pas acceptée.

Dans l'arrondissement de Valenciennes, depuis trois mois, les percepteurs reçoivent les contributions et payent les chargés des communes. Ils versent au Trésor allemand la part de l'État comme la convention de La Haye le permet, à charge de payer les fonctionnaires. Ce précédent justifie bien mal le désir de voir les percepteurs ignorés de l'autorité allemande.

J'ai pu lire, au cours de mon voyage, quelques journaux français. Le Parlement réuni à Paris les 22, 23 et 24, aurait voté des douzièmes provisoires, et, à l'unanimité, un emprunt de 6 milliards pour la guerre. Le gouvernement est rentré définitivement à Paris le 8 décembre; la Bourse avait rouvert la veille de cette rentrée. Notre rente s'était négociée ce jour-là à 72 fr. 50, ce qui paraît un cours satisfaisant. M. Millerand, ministre de la guerre, a déclaré à la commission du budget du Sénat, le 18 décembre, que jamais la situation de nos armées n'avait été aussi bonne. Du reste, sur tout le front de bataille, sans que l'avance soit importante, nos troupes maintiennent leurs positions, quoi qu'en ait dit M. Fohr, le secrétaire du baron de Welser.

Le sous-préfet de Valenciennes, nommé dans les mêmes conditions que moi, m'a dit que personne ne lui avait opposé la moindre résistance, que tous lui prêtaient leur concours et que personne ne semblait blâmer son acceptation de remplir ces fonctions. Nous sommes tous deux en complète communauté de vues.

J'ai déjeuné chez mon collègue, M. Turbot, qui m'a procuré les journaux et des renseignements. La situation alimentaire dans leur région n'a pas empiré depuis un mois.

A signaler l'affichage de deux nouvelles proclamations du commandant de l'armée, émaillées de nombreuses menaces de condamnations à mort dans les cas qu'ils avaient déjà précédemment

spécifiés. Ils ont peur que la population ne l'oublie ! Comme s'ils comptaient se trouver encore dans le pays lors de la prochaine récolte, ils envoient dans tous les villages des instructions pour qu'il soit procédé en temps utile à l'ensemencement des céréales dans tous les champs.

27 décembre 1914. — A Noyelles, le rendement de la semaine a épouvantablement baissé, le travail est difficile, les cultivateurs n'ont pas la sagesse de retirer les betteraves avariées. Demain, la réception sera arrêtée, je ne veux pas aller plus loin, j'ai fait largement tout ce que je pouvais faire.

Les formalités à remplir pour les permis de circuler des ouvriers agricoles sont de plus en plus compliquées. Les exigences sont vraiment devenues excessives, et l'on doit prévoir qu'elles iront en s'aggravant. Je ne puis risquer de recevoir des betteraves que je ne pourrai pas travailler.

Je suis allé déjeuner à Bourlon, chez mes amis de Franqueville. J'espère que leurs ennuis prendront fin d'ici quelques jours.

Je convoque pour demain, à la Chambre de Commerce, les percepteurs, juges de paix, conducteurs des ponts et chaussées, agents-voyers. Je voudrais, sans les froisser, arriver à les faire sortir de leur léthargie et remplir leurs fonctions, ce à quoi ils ne pensent pas assez.

28 décembre 1914. — On dit avec beaucoup de vraisemblance que la ville d'Arras est à peu près détruite. Sur une population de 24 000 habitants, 23 000 environ auraient été évacués, et dans le restant il y aurait pas mal de morts. Enfin, quoique cela se passe bien près de nous, on ne sait rien qui soit absolument certain. Hier, le canon a tonné plus fort que jamais.

Le temps est très mauvais ; au verglas d'hier a succédé la pluie. Samedi, à Valenciennes, dans les bureaux du baron de Welser, on m'a dit que la comtesse de Montgelas était la petite-fille du général de Wimpffen, qui, en 1870, signa la capitulation de Sedan.

Il faut se préoccuper à nouveau de la question de l'alimentation. Demain, j'en entretiendrai mes collègues de la Chambre de Commerce. Il faudra envisager la fixation des prix et l'éventualité d'un rationnement.

Colossal, comme diraient les Boches, je n'ai pas même pu prendre le temps de déjeuner ; j'ai dû faire manger deux maires avec moi pour pouvoir répondre à leurs questions.

Ma conférence aux fonctionnaires a duré trois heures ; j'ai dû me donner beaucoup de mal pour réduire à néant les obstacles que la plupart apercevaient à leur action, et je crois qu'on peut faire crédit à leur bonne volonté. La teneur de nos entretiens a été sténographiée ; Robert Chappeau m'avait accompagné et assistait

à cette réunion. Il a admiré mes efforts de persuasion et ne doute pas qu'ils n'aient un résultat.

Une lettre du maire d'Haucourt est venue me démontrer tristement la méchanceté des sectaires, jaloux de me voir exercer avec succès les fonctions dont ils n'auraient pas dû laisser la charge à autrui. Ils font donner, par le personnel de la sous-préfecture, l'ordre de n'avoir aucun rapport avec l'usurpateur que je suis ; ils voudraient, faute de mieux, m'empêcher de faire le bien qu'ils n'ont pas voulu faire. Heureusement, tous ceux qui sont en rapport avec moi reconnaissent l'efficacité de mes efforts. Je suis bien content de posséder cette lettre et ne me sens nullement atteint par une méchanceté qu'elle n'a même pas le mérite de me révéler.

Je vais encore me coucher fatigué, mais heureux du bien qu'engendrera, j'espère, ma conférence aux fonctionnaires. La multiplicité et la diversité des questions à examiner rend mon travail aussi intéressant que fatigant.

Je vais être forcé d'adresser une nouvelle circulaire aux maires, très nette, très précise, sur toutes les questions touchant à leur administration. L'administration civile allemande envoie dans les communes un questionnaire relatif aux contributions de guerre payées aux autorités militaires, avec prière de fournir, quand il y a lieu, les quittances délivrées. Il paraît que dans certaines communes des officiers peu scrupuleux se seraient fait verser, sous prétexte de contributions de ce genre, des sommes assez importantes pour les appliquer à leurs besoins personnels, et ne délivrant bien entendu que des reçus absolument fantaisistes. Ces procédés malhonnêtes font penser à l'histoire du faux capitaine de Koepenik, de joyeuse mémoire.

29 décembre 1914. — Quelques fonctionnaires, qui voulaient croire qu'ils n'avaient rien à faire, parce qu'ils habitaient à 15 ou 20 kilomètres de l'endroit où ils devaient exercer leurs fonctions, se trouvent très gênés de ce que je les ai détrompés et placés entre leurs fonctions et leur conscience ; j'espère qu'ils ne me forceront pas à revenir à la charge à nouveau.

M. Luce, marchand de charbon, m'écrit pour me remercier d'avoir obtenu pour lui l'autorisation de charger aux mines trois bateaux de charbon qu'il vient de recevoir. Cet arrivage prouve qu'en y mettant de la bonne volonté, tout le monde aurait pu, comme la Sucrerie centrale et moi, faire venir du combustible directement de la mine, et que l'achat aux Allemands du charbon confisqué, qui enrichit leur trésor de guerre, eût pu être presque complètement évité. La ville a trouvé ce moyen trop facile et en a vraiment abusé ; j'espère qu'elle va l'abandonner, puisqu'elle n'aura même plus la peine de le faire venir. En effet, la sucrerie d'Escau-

dœuvres, forcée de renoncer à marcher, peut céder le charbon d'environ vingt-cinq bateaux.

La Commandanture m'a refusé, pour Clary, les permis nécessaires au juge de paix pour regagner son poste, et à l'inspecteur primaire, parce que ce n'est pas la même inspection des étapes ; ils devaient m'accompagner dans mon voyage.

30 décembre 1914. — Ce voyage d'aujourd'hui, à Clary et Walincourt, n'est pas sans comporter quelques risques, car il faut pénétrer dans deux commandantures de l'autre armée, et la limite des deux territoires est très rigoureusement surveillée.

Me voilà rentré de mon expédition à Clary-Walincourt sans incident ; en rusant un peu, j'ai échappé aux investigations indiscreètes.

Tous les maires, l'agent-voyer, le percepteur étaient présents. Il ne manquait que le maire d'Haucourt, détourné de la réunion par une bureaucratie politique qui s' imagine sans doute que les basses intrigues sont sa principale raison d'être ; il a été plaint par tous ses collègues. Pendant trois heures et demie, ils ont écouté avidement ce que je leur disais, et j'y serais peut-être encore si j'avais répondu à leur désir. En effet, il me restait beaucoup à dire. Journée de satisfactions morales pour moi ; j'ai non pas la conviction, mais la certitude absolue, d'avoir fait beaucoup de bien utile au pays ; l'attention de mes auditeurs me l'a suffisamment montré, et leur regret de me voir partir était assez sincère pour me le confirmer. Le thème de ces conférences est toujours le même, mais les prévisions d'exigences nouvelles renforcent le besoin d'explications, de conseils.

A Clary, j'ai laissé croire au commandeur, un vieil ivrogne, que j'étais venu uniquement pour le saluer. Je lui ai demandé son aide pour établir le courant électrique à Maurois, Busigny, et aussi pour obtenir le permis nécessaire à M. Vaxin pour venir rejoindre son poste.

J'ai encore écrit sur place à l'inspection des étapes de Saint-Quentin ; il a appuyé ma lettre, écrite sur papier timbré français, car ils ne se servent que de celui-là, trouvé probablement chez le receveur d'enregistrement, et le commandeur va faire parvenir ma lettre dès ce soir à Saint-Quentin. Je l'ai si bien circonvenu qu'il a visé mon permis irrégulier sans le regarder.

L'inspecteur des écoles primaires, un fonctionnaire qui fait preuve, celui-là, de sa volonté d'exercer ses fonctions malgré tous les obstacles, était avec moi ; cela lui a permis de faire des visites réconfortantes dans les écoles de quatre communes.

En réalité, dans ces régions qui sont, en principe, impénétrables en venant de Cambrai, nous n'avons pas eu à montrer nos permis insuffisants. Qui ne risque rien, n'a rien, et les fonctionnaires ont

tort de ne pas faire comme nous, de ne pas payer un peu d'audace ; après tout, on ne risque que d'être détenu quarante-huit heures, en mettant les choses au pis. Il n'en serait pas ainsi, sans doute, s'ils savaient ce qui se passe dans ces réunions, où je prêche et exalte le patriotisme et la résistance à leurs exigences ; ces conférences ressemblent quelque peu, ma foi, à des réunions de conspirateurs.

31 décembre 1914. — Je suis intrigué. Je viens d'être appelé par le juge d'instruction du conseil de guerre. Après interrogatoire, il m'a fait signer un procès-verbal établissant mon identité, et surtout mes relations avec Roger de Franqueville, sans vouloir me dire les motifs de cette formalité.

Mme d'Hursel vient de venir, elle a été appelée par le général de Montgelas, pour expliquer les ennuis de son père.

Le conseil municipal vient de décider par neuf voix contre huit de donner la liste des conscrits de la classe 1915. Ce matin, au conseil de révision auquel ils avaient convoqué tous les jeunes gens de cet âge, il ne s'était présenté qu'un seul conscrit d'Iwuy.

A Noyelles, nous avons reçu, ce matin, l'ordre de dénoncer les soldats cachés depuis l'invasion, sous menace de peines très graves ; j'espère qu'il n'y aura pas de dénonciateurs.

Il y a trois jours, lors de la révision des chevaux à laquelle ils ont procédé, ils en ont pris fort peu, soixante-trois pour toute la Commandanture ; il est vrai que le lendemain les troupes de la garde sont venues en prendre d'autres dans notre village.

Demain, j'irai déjeuner à l'ambulance, on y mangera une dinde qui m'a été offerte par des prisonniers que j'ai fait libérer.

Les autorités allemandes interdisent désormais l'achat des blés, de fourrage et surtout de bétail par les particuliers. Ce sont, désormais, les communes qui devront procéder aux achats, surveiller le débit et la vente de la viande, la restreindre autant que possible, et tenir des listes de la consommation.

II

LEURS FOURBERIES

1^{er} janvier 1915. — C'est le cœur bien serré, l'âme triste que nous entrons dans cette nouvelle année. La pensée des absents ne nous a jamais abandonnés, mais aujourd'hui, privé des joies de famille, on se sent encore plus désolé. Nous avons déjà subi des peines morales terribles ; nos pertes personnelles sont immenses, cependant, qu'est tout cela, à côté des appréhensions de l'avenir ? Nous n'éprouvons, certes, aucune crainte pour la patrie ; elle sera récompensée de ses efforts, et le bon droit triomphera, mais com-

bien retrouverons-nous des nôtres? de tous ceux dont il nous est si pénible d'être sans nouvelles? A côté des disparus, combien nous reviendront estropiés, infirmes? On voudrait ne pas y songer; néanmoins, c'est presque leur exprimer nos vœux que d'arrêter notre pensée sur ceux qui font le sacrifice de leur existence pour le pays; ils donnent généreusement leur vie, mais notre résignation aura de la peine à être aussi vaillante que leur sacrifice. Confiance, espérance, et entr'aidons-nous à subir nos maux.

Il est très réconfortant de visiter les ambulances; les blessés, qui y sont soignés avec tant de dévouement, sont si choyés en ces jours, qui ne sont jours de fêtes que pour eux seuls, qu'ils ont des figures satisfaites. Les infirmières s'ingénient à gâter ces grands enfants, heureux de se laisser faire, et ils paraissent oublier leurs infirmités. Si notre déjeuner en a été un peu troublé, j'ai eu la jouissance de les voir abandonner dix fois leur repas tardif pour porter gaiement leurs soins à ceux qui les demandaient. Décidément, les fatigues de ces jours derniers me portent à la mélancolie. Il faut cependant me mettre à travailler.

Aujourd'hui, on a colporté beaucoup de documents, discours, déclarations du gouvernement, etc. Je les crois véridiques et ils sont vraiment réconfortants. Le canon n'a pas cessé de tonner.

A Noyelles, les cours à betteraves commencent à se vider, cela me tranquillise, car les tracasseries augmentent tellement que je crains des ennuis de toute espèce.

Je fais vendre un bateau de charbon, à la satisfaction de tous, contents de ne pas verser leur argent dans le Trésor de guerre allemand. J'ai encore répondu au questionnaire de la Commandanture de Cambrai, de laquelle dépend désormais la sucrerie de Noyelles, ainsi que j'en avais fait la demande au baron de Welsler. J'espère toujours conserver la plus grande partie de ma fabrication. Ils n'ont encore rien pris.

Les agents de police ont reçu l'ordre de saluer tous les officiers allemands.

2 janvier 1914. — Hier, je suis allé déclarer à la mairie la naissance de Jacques Chappeau. C'est encore une des tristesses de cette guerre de voir naître les enfants en l'absence de leur père, dont on est sans nouvelles. Je remplaçais son oncle, mon bon ami Gaston Chappeau. Il m'a été doux de me trouver ainsi un peu plus en union de cœur avec les absents.

Je me préoccupe de rechercher les sanctions possibles aux procès-verbaux à faire aux commerçants, meuniers ou autres, qui ne se soumettraient pas aux arrêtés municipaux. C'est une matière bien délicate, mais la sévérité apparaît ici nécessaire. En réalité, à des situations exceptionnelles, il faudrait pouvoir appliquer des règles exceptionnelles; malheureusement, cela est bien difficile en

matière de droit et surtout de droit pénal. Le président du tribunal me dit, par surcroît, que la justice est presque impossible à rendre en dehors de l'agglomération de Cambrai, parce que les communications postales ou autres manquent, et on ne peut payer les indemnités aux témoins ! Je ne suis pas de son avis sur ce point ; je crois que presque partout, par des moyens d'occasion, on pourrait faire le nécessaire ; évidemment, il y a des difficultés à surmonter, alors qu'habituellement la justice se rend automatiquement, tout naturellement, sans effort. Je l'ai aussi prié de dire au procureur de la République combien il était regrettable que le juge de paix de Clary ne fût pas à son poste. J'ai fait ma lettre, circulaire aux maires résumant tout ce qui peut s'écrire sans danger. Le tirage sera fait ce soir, on l'expédiera dès demain, au fur et à mesure des occasions.

Le général commandeur est furieux qu'on ne lui ait pas livré les jeunes conscrits classe 1915. Des perquisitions domiciliaires lui en ont fait trouver seize, et il exige que le maire lui procure cinquante-cinq hommes pour travailler. Décidément, le personnel des ponts et chaussées, sauf exception, ne fait pas les efforts suffisants pour protéger de la misère noire la population batelière ; ils se laissent trop facilement arrêter par des difficultés de circulation qui ne sont pourtant pas insurmontables. S'ils habitaient, eux aussi, au centre de leur service, ils ne se heurteraient pas à des obstacles. En attendant, pour ne pas laisser mourir de faim ces malheureux, je suis amené à faire prendre aux maires la responsabilité de les nourrir aux frais des communes, leur faisant espérer que l'État remboursera la dépense. J'ai dû aujourd'hui donner des pains à des malheureux qui pleuraient de faim.

3 janvier 1915. — J'ai répété à la mairie que je conseillais à tous ceux qui ont besoin de charbon d'aller en chercher à la sucrerie d'Escaudœuvres, au lieu d'en acheter aux Allemands. La municipalité leur en a pris actuellement environ quarante bateaux, c'est-à-dire que de ce fait elle a versé au Trésor de guerre allemand environ 250 000 francs. C'est beaucoup.

Après-midi, je suis allé à l'ambulance Brunot. Ce sont de bien braves gens qui ont su faire naître dans leur quartier une émulation au bien extraordinaire.

A part le pain et la viande, qui sont fournis par la ville, ils entretiennent de tout trente-trois blessés, en ce moment, et en ont eu jusqu'à quarante-cinq. C'est là que sont dirigés la plupart des blessés convalescents, mais infirmes, provenant des ambulances des Femmes de France. Ces estropiés, aveugles ou amputés, ont l'air d'oublier leurs misères. Ils sont résignés et gais. Ils chantent, s'occupent, plusieurs Anglais tricotent. L'active bienveillance dont ils sont entourés est pour beaucoup dans ce bon moral.

Sur les murs de notre hôtel de ville, transformé en commandanture, les Allemands ont affiché le nombre de prisonniers de guerre en Allemagne. Le total s'élèverait, selon leurs dires, à plus de 586 000, parmi lesquels plus de 219 000 Français. La population reste un peu sceptique devant les chiffres publiés.

4 janvier 1915. — La tempête dure depuis trois jours. J'ai fait venir à Noyelles un bateau de charbon que je cède à qui en a besoin, mais je fais beaucoup de mécontents en limitant les livraisons à 1 000 kilogrammes pour chacun. On me force la main pour livrer encore quelques voitures de betteraves, cela fait encore 100 000 kilogrammes par jour, je serai forcé de marcher jusqu'à lundi matin. Il est cependant grand temps de finir.

D'une façon générale, tous les maires se plaignent de l'abandon dans lequel les fonctionnaires, percepteurs, ou conducteurs des ponts et chaussées, persistent à les laisser.

5 janvier 1915. — Toujours le canon très violent, mais toujours rien comme nouvelles. A Buequoy, en sortant de l'église, soixante Allemands auraient été tués il y a deux jours, et autant de blessés ont été ramenés à Cambrai. Ils ont prétendu que le curé et une religieuse avaient fait des signaux à nos troupes, on les a arrêtés et ils sont prisonniers ici.*

Ils deviennent chaque jour plus difficiles et plus durs. Dans une affiche, ils invoquent la Convention de La Haye pour établir leur droit de prendre nos jeunes conscrits pour les faire travailler. Encore une fois, le proverbe « qui s'excuse s'accuse » est vrai.

Ils poursuivent leur idée de percevoir les contributions, j'ai écrit à ce sujet à l'inspecteur des étapes.

Les Allemands ont suspendu de ses fonctions de maire M. Ramette. Le voilà privé de l'honneur d'aller voir chaque jour le commandeur ; c'est maintenant M. Demolon qui aura cette charge ; c'est la question des conscrits qui en est l'occasion.

L'officier qui commande le convoi stationné à Provillle m'a averti ce matin qu'il retiendrait prisonnières vingt-quatre heures toutes les femmes de Noyelles qui viendraient à Cambrai sans permis. Il leur faut non seulement un permis, mais une feuille d'identité avec photographie ou signalement. Il m'a dit aussi qu'il entendait visiter la sucrerie.

Les Allemands ont entrepris de construire un chemin de fer allant de Bapaume dans la direction d'Albert ; ils ont, à cet effet, pris les hommes dits mobilisables pour les y faire travailler. Des aéros anglais auraient, hier, lancé des bombes pour détruire le travail. Un certain nombre de nos concitoyens seraient tués ou blessés.

Les Allemands ne respectent pas plus la propriété privée que celle de la nation ; ils avaient mis l'embargo sur les charbons qui,

au début de la guerre, avaient été saisis par le gouvernement français ; aujourd'hui, après avoir pris nos sucres (en principe), ils mettent la main sur tout. Je viens de réclamer au sujet d'un bateau de graine de lin appartenant à M. Carlier (120 000 francs), qu'ils expédient en Allemagne.

5 janvier 1915. — Le major chargé des affaires civiles à la Commandanture est désagréable et haineux. Il a trouvé moyen, à propos du bateau de graine de lin, de faire une sortie violente contre nos amis les Anglais, qui empêchent l'Allemagne de s'approvisionner de quoi que ce soit, et la forcent ainsi à prendre tout ce qu'ils trouvent.

Le canon est de plus en plus violent, il a tonné presque sans arrêt la nuit dernière, comme le jour, mais que se passe-t-il ?

Hier on racontait que l'évêque d'Arras avait été tué, la nouvelle est démentie aujourd'hui.

A Noyelles, le four à chaux, dont le bon fonctionnement est indispensable, marche mal, parce que je n'ai plus que du mauvais coke, aussi j'ai arrêté définitivement la réception des betteraves d'une façon absolue. La fabrication finira donc avec la semaine.

J'ai encore reçu de nombreuses visites de maires ; presque tous, ils se plaignent de ne pas être aidés par les percepteurs et autres fonctionnaires. Ils sont également mécontents des meuniers qui, sauf trois ou quatre, abusent gravement de la situation, en achetant le blé 22 fr. 50 les 100 kilos pour vendre la farine 35 francs, quand ce n'est pas 36 et 38, parfois plus encore. Le placement difficile des issues n'est pas une excuse suffisante, car il est largement compensé par le bénéfice supplémentaire qu'ils font, en tirant 80 pour 100 de farine du blé.

Les maires sont très inquiets de la volonté des Allemands, qui prétendent percevoir un quart des contributions totales de l'année. Je leur ai conseillé de protester contre l'exigence de prendre autre chose que la part de l'État, et de réclamer plus d'un douzième à la fois. Je leur ai dit que le droit de prélever cette part était subordonné au paiement des charges incombant à l'État. On recommence à leur demander la liste des hommes de dix-sept à cinquante ans. Je conseille de refuser de livrer la liste en disant que nos sentiments nationaux s'y opposent, et d'ajouter que cela ne peut pas les gêner puisqu'ils peuvent l'établir eux-mêmes en consultant les registres de l'état civil, chose à laquelle nous ne pouvons pas nous opposer.

La question du paiement des allocations aux familles de mobilisés est très délicate ; tout en prêchant la prudence, je me garde bien d'éteindre l'esprit de générosité et de justice.

7 janvier 1915. — Les Allemands sont venus à Noyelles ce

matin, dire qu'il fallait préparer pour demain tout le bois disponible. J'ai réuni le conseil municipal et le bureau de bienfaisance pour décider un emprunt de 12 000 francs à la Chambre de Commerce, dans le but de faire bon nombre de paiements incombant à l'État, et qui ne constituent que des avances.

Je me suis entendu avec la maison Cornaille pour lui livrer du blé à 24 francs et lui reprendre de la farine bise à 33 francs, je ferai annoncer dans les villages qu'on peut se faire inscrire à la sucrerie pour faire une double opération semblable.

A Noyelles, on avait l'impression que du côté d'Arras le canon s'était fortement rapproché de nous, et des habitants prétendaient avoir entendu nettement l'éclatement des obus. Mais à Bourlon où je suis allé, par conséquent plus près du front de bataille, on ne partageait pas cette impression. On est tellement habitué à ces illusions que je n'ai pas éprouvé de déception.

Il paraîtrait que sa qualité d'ancien officier d'état-major fait tenir Roger de Franqueville en grande suspicion. En réalité, il n'a rien fait qui puisse expliquer leurs méchancetés à son égard.

La Chambre de Commerce a de très nombreuses demandes d'emprunt à examiner, nous sommes dans l'obligation de ne pas abandonner les communes dans le besoin, mais nous devons veiller à ce que les engagements qu'elles prennent soient sérieusement avalisés.

Une note de la Commandanture nous *invitait* à examiner si nous ne pouvions pas faire des avances sur les bons de réquisition allemands. Ils ont conscience qu'à force de prendre, sans donner d'argent, tout ce avec quoi on peut habituellement en réaliser, ils vont mettre la population dans une situation inextricable. La Chambre de Commerce a décidé, et je le leur ai écrit, qu'elle était disposée à *continuer* ces sortes d'opérations, pour ne pas avoir l'air de comprendre que leur invitation était une injonction. Nous avons voulu leur laisser croire que, moyennant nos garanties ordinaires, nous pratiquions déjà ces prêts sur gages. En réalité, nous avons déjà fait une avance sur des bons de réquisition du *gouvernement français*. Pareille demande avait été adressée à la ville et à la caisse d'épargne, je ne sais pas ce qu'elles ont répondu.

Le baron de Welser m'a écrit qu'il ne voulait pas se dessaisir du bateau de graines de lin.

Les bonnes infirmières des ambulances de blessés français ont eu, hier, le chagrin de voir partir bon nombre de leurs malades pour constituer un train sanitaire. Plusieurs de ces malheureux n'étaient vraiment pas en état de partir. L'ambulance Laffrat a dû en donner sept. La besogne, de ce fait, va y être un peu moins abondante, et j'espère que ma fille qui, d'ailleurs, a très bien supporté la fatigue, pourra rentrer le soir pour dîner avec moi, à des heures un peu moins tardives.

Le temps continue à être affreux, nos chers soldats doivent être bien mal dans leurs tranchées.

8 janvier 1915. — J'espère que le four à chaux va me permettre de marcher tant bien que mal encore quarante-huit heures pour travailler toutes les betteraves ; le coke que j'ai maintenant est décidément impropre à l'usage auquel je le destine. La fermeture de l'usine va mécontenter les cultivateurs qui voulaient encore amener des betteraves.

J'ai encore réparti une réquisition de 250 sacs d'avoine pour le 12 courant.

Les gens ne veulent pas comprendre la nécessité de ménager le blé et de se nourrir avec du pain bis ; c'est cependant préférable que de risquer de n'avoir rien.

Les Allemands nous enlèveront nos céréales, tant que nous ne serons pas au même régime qu'eux, dans leur pays.

Un officier allemand a dit que mercredi ils avaient failli prendre Arras, mais que l'habileté manœuvrière de nos généraux avait encore sauvé la place. Il ajoutait que nous leur avions fait 1 500 prisonniers, alors qu'eux nous en avaient pris 600.

Il y a un bien grand nombre de malheureuses qui viennent m'implorer, réclamant les secours dus aux femmes des soutiens de famille mobilisés.

Les fonctionnaires qui devraient aider les maires dans ces questions délicates sont bien coupables de persister à opposer une force d'inertie à toutes mes incitations.

Comme je le prévoyais, les Allemands vont employer les grands moyens pour que notre alimentation soit aussi mauvaise que celle de leurs populations. J'ai eu communication, par une indiscretion, d'une affiche en préparation. Ils vont tout prendre effectivement, l'interdiction sera absolue de conserver quoi que ce soit, ils nous vendront l'indispensable, en nous mettant à la portion congrue ; les particuliers recevront des communes le nécessaire, qu'elles tiendront directement des Allemands, lorsque, chez eux, bêtes et gens seront servis ; c'était à prévoir. Ce régime nous sera d'autant plus dur que jusqu'ici nous n'avons manqué de rien et avons voulu être imprévoyants.

M. Leriche, conseiller général, maire de Ribécourt, a été arrêté avec quelques notables de sa commune, à cause des conscrits de 1916 qui ne se sont pas présentés.

A Cambrai, l'absence de ces jeunes gens a été également complète, sauf deux infirmes. Cette façon de faire paraît fort heureusement générale. Leur colère va s'exercer contre les différents maires ; à Noyelles, j'aimerais que la fabrication fût terminée quand ils viendront faire ces recherches.

Les journaux allemands publient des communiqués qui nous

sont nettement favorables. Ils rapportent, d'après un journal français, que, sur 460 000 blessés, 55 pour 100 ont repris du service, et 2 et demi pour 100 seulement seraient morts.

Ils disent aussi que la proportion du territoire français actuellement envahi par eux serait seulement de 8 pour 100 de la superficie totale.

9 janvier 1915. — Cette fois, c'est la fin de la fabrication à Noyelles ; ce soir entre 10 heures et minuit on y verra la dernière betterave. C'est un immense soulagement pour moi. Personne ne peut apprécier à leur juste valeur les difficultés, les tourments et les risques que m'a valu l'effort considérable, nécessaire pour aboutir aux résultats obtenus.

Je dois rendre justice à mon personnel d'occasion. Sa bonne volonté a été parfaite, comme, en général, celle de tous les ouvriers. Quel est le bilan de cet effort si pénible ? Les cultivateurs ont sauvé leur récolte de betteraves et semé leurs blés en saison, alors qu'aillieurs, la betterave est en train de pourrir et que beaucoup n'ont même pas été arrachées. Je leur ai donné 5 francs par 1 000 kilogrammes en espèces, et 5 autres francs en pulpes, produits mélangés, etc... Souvent même j'ai eu la faiblesse de donner davantage. J'ai pu, jusqu'à présent, les préserver de beaucoup de réquisitions, puisqu'ils ont pu vendre à volonté leur blé, sans qu'il leur en soit pris. La commune n'a encore payé aucun impôt de guerre, il n'y a pas été fait de prisonniers civils ; enfin, depuis le pillage de l'arrivée, il n'a pas été pris de chevaux, puisque les trois réquisitionnés ont été remplacés par les Allemands avec, en plus, un bon à toucher.

J'ai versé chaque mois 35 000 francs de salaires qui ont fait vivre le commerce local.

Il n'y a pas eu de grandes misères à secourir, puisque les femmes d'ouvriers à la guerre recevaient chaque jour, elles et leurs enfants, un bon repas à midi, ainsi que du pain et du charbon.

Comme les Allemands n'ont pas, jusqu'à présent, réalisé l'enlèvement de mon sucre, j'espère, plus tard, en tirer un bon prix qui me permettra de payer les 450 000 francs pour lesquels j'ai pris engagements, et aussi de distribuer aux cultivateurs un solde pour leurs betteraves, ramenant les prix à la normale.

Si on prend le sucre, je toucherai un jour sa valeur, et nous sommes en droit de croire que le gouvernement français fera payer aux Allemands la différence entre la valeur réelle de ce sucre et le prix auquel ils l'ont estimé. Conservons donc notre confiance.

On continue à affirmer le succès de nos troupes à Arras. On dit aussi qu'en Flandre nous aurions gagné du terrain ; Bruges et Courtrai seraient en notre pouvoir. Est-ce vrai ?

L'officier d'ordonnance de l'Excellence de Saint-Quentin est

venu dire au général qu'il ne devait donner aucun permis pour la zone de la deuxième armée ; c'est ainsi qu'il m'a refusé un laissez-passer pour aller demain à Crèvecœur, où le maire, dans l'impossibilité de venir, me demandait d'aller lui donner des conseils.

Il n'a pas voulu m'autoriser davantage à aller à Lille, et m'a conseillé d'aller chercher mes permis à Valenciennes ; j'irai mardi.

M. Leriche est venu : c'était bien au sujet des jeunes gens de la classe 1916 qu'il a été retenu prisonnier une nuit. Il n'a été relâché qu'à la condition que ces jeunes gens se présentent demain dimanche.

Évidemment ils ne le feront pas ; oseront-ils arrêter définitivement le maire et les notables ? C'est un peu en prévision de cela que j'irai à Valenciennes, quoique Ribécourt ne dépende pas de l'inspection de Valenciennes.

J'ai vu aujourd'hui onze femmes, habituellement à l'aise, qui se trouvent sans aucune ressource ; elles venaient me demander conseil. La misère, jusqu'à présent, a été peu de chose à côté de ce qu'elle va être, si la situation se prolonge.

Quel soulagement de penser que demain je ne verrai plus de betteraves à Noyelles !

10 janvier 1915. — Je reste sous l'influence de la grande satisfaction d'avoir mené à bonne fin cette fabrication.

Pour changer, toujours le canon, de plus en plus violent ; pas de nouvelles, mais tout fait croire que nos affaires sont en bonne voie. Aujourd'hui, il est passé, venant de la direction de Douai, huit ou neuf trains de troupes, qui en quittant Cambrai ont été dans toutes les directions : Busigny, Péronne, Bapaume et Arras.

Si notre tranquillité sur le résultat final s'accroît, nos inquiétudes au sujet de nos chers soldats augmentent en raison directe du temps. Il ne faut pas se leurrer, il est nécessaire de fortifier son âme pour être prêt à recevoir de mauvaises nouvelles des siens. Il faut s'attendre à la disparition de beaucoup, et s'estimer heureux si les nôtres ne nous reviennent que mutilés, tout en conservant quand même l'espoir de les retrouver sains et saufs. Travaillons pour moins y penser.

11 janvier 1915. — Hier j'ai rencontré le percepteur de Mœuvres, qui m'a dit que les emprunts de ses communes à la Chambre de Commerce allaient très bien. Répondant à mes questions sur les visites qu'il faisait aux maires, il a dit qu'il trouvait inutile d'y aller. Une telle réponse lui paraissait toute naturelle. Faut-il que ces gens soient inconscients de leurs devoirs ! Je ne puis cependant les prendre par le collet pour secouer leur apathie. Il n'a même pas pris la peine de faire connaître aux maires de son ressort les réponses qu'il a faites à l'administration allemande à l'occasion de questions

qui lui ont été posées par elle, sur le montant des impositions des communes, de sorte qu'il y a contradiction entre ses dires et les chiffres envoyés par les maires.

Il est convaincu qu'il fera tout son devoir en se refusant à faire la recette autant qu'il le pourra ; tâcher de ne rien faire est le seul effort qui lui paraisse digne d'être tenté. Voilà la mentalité de fonctionnaires qui ont passé leur existence à ne penser qu'à faire leur carrière par la politique, et vis-à-vis desquels les administrations, sollicitées par les hommes politiques, n'ont eu que faiblesse. Si encore les chefs de service étaient là pour les remettre dans le droit chemin !

Quel contraste entre les percepteurs du genre de celui de Mœuvres, de beaucoup le plus répandu, malheureusement, et ceux du genre de celui de Clary. Ce dernier, qui veut avant tout exécuter les instructions qui lui ont été données, ne se cristallise pas dans une dignité factice. Il donne aux maires des conseils très judicieux, et déploie une activité très grande pour prêter un concours effectif.

Ce matin il est venu à la Chambre de Commerce pour s'occuper des emprunts, et parler aussi des impôts réclamés par les Allemands ; il y avait une dizaine de maires, il a parfaitement saisi la nécessité de refuser jusqu'au point de faire casser la corde, et il va préconiser la résistance que j'ai recommandée.

J'estime que par dignité personnelle, et pour défendre nos intérêts nationaux, nous ne devons céder qu'à la force. Je demande aux maires de ne verser que par petits paquets et, en remettant la première somme, de joindre une protestation écrite. Cette protestation doit dire que nous n'interprétons pas comme les Allemands l'article 48 de la Convention de La Haye ; qu'à nos yeux cet article accorde le droit de percevoir la part de l'État et non celles des communes et du département, et cela à la condition de remplir toutes les charges de l'État. De plus, ces impôts ne peuvent être réclamés que suivant les usages du pays qui, en France, admettent le paiement par douzième échu. Puis il y a souvent lieu de déduire, en 1915, les contributions des immeubles détruits, brûlés lors de l'invasion, voire même les patentes des usines en chômage. On doit également faire valoir le dénuement des populations. Il faut donc ne verser que par acomptes successifs, en se faisant prier et sous menace.

Cette résistance, en dehors des raisons primordiales énoncées, s'impose également pour éviter le danger de voir discuter le remboursement plus tard, par nos administrations, sous prétexte que nous aurions cédé trop facilement aux injonctions de l'ennemi, ou que nous n'aurions pas agi en prenant toutes les précautions indispensables, dans la mesure du possible.

Il y a déjà huit jours que j'ai écrit officiellement dans ce sens aux inspections des étapes de Valenciennes et de Saint-Quentin.

Les emprunts à la Chambre de Commerce sont subordonnés aux précautions prises par les maires pour limiter leurs dépenses et assurer la régularité de leurs écritures. Ce matin, malgré les grandes difficultés qu'ils éprouvent pour venir, la Chambre de Commerce en a renvoyé deux sans argent, l'un parce qu'il avait procédé à une émission de bons communaux, et qu'il nous est impossible de suivre des débiteurs qui puisent à plusieurs sources : l'autre, parce qu'il versait trop facilement l'argent aux Allemands.

Après-midi le défilé des maires a recommencé. J'ai pu cependant m'échapper pour aller à Noyelles, en vue de répartir de nouvelles réquisitions à la suite de visites domiciliaires faites par des officiers, et aussi de donner quelques instructions à la sucrerie. Demain je partirai à 9 h. 07 pour Valenciennes et ne pourrai pas rentrer le même jour.

J'ai dû vendre pour la boucherie un des derniers chevaux achetés, la plaie qu'il avait dans le flanc n'était pas d'apparence grave, mais la balle y était restée et l'opération était dangereuse.

Les Allemands ont affiché partout avoir fusillé à Hénin-Liétard deux officiers français, dont un avocat de Douai, déguisés sous un costume de femme ; ils en profitent pour rappeler leurs menaces contre les espions et leurs complices, en y assimilant tous les militaires qui ont pu rester derrière leurs lignes sans se constituer prisonniers.

12 janvier 1915. — Arrivé à Valenciennes à 11 heures et demie, je suis immédiatement allé voir le baron de Welser ; il a prétexté d'immenses occupations toute la journée pour refuser de me recevoir aujourd'hui. J'en ai conclu que, vexé de mes trois lettres de protestation, il ne voulait pas me répondre.

M. Paul Fohr m'a promis de faire parvenir à Berlin deux cartes pour prisonniers.

J'ai voulu obtenir de suite mon permis pour Lille. Le capitaine me l'avait promis pour que je puisse prendre le train d'une heure ; pendant qu'il l'envoyait à l'inspection des étapes pour approbation, je suis allé causer avec le maire-sous-préfet, qui m'a fait part des craintes de plus en plus vives qu'on éprouvait à Valenciennes de manquer de farine. On la paie très cher, et on prévoit que d'ici peu elle fera défaut.

J'ai rapporté la circulaire de confiscation de tous les approvisionnements, et le tableau de rationnement de la population. En fin de compte, l'inspection d'étapes a trouvé qu'il n'était pas utile que j'aile à Lille, et m'a refusé le permis nécessaire. Comme l'attitude de solliciteur vis-à-vis d'eux me déplaisait, je suis revenu de suite à Cambrai, sans faire de nouvelles démarches qui, à mon avis, se seraient brisées devant la volonté de ne rien changer à des ordres voulus et réfléchis.

De retour à Cambrai, j'ai trouvé à la Commandanture la réponse de M. de Montgelas à trois lettres de demandes diverses, autres que mes protestations; toutes étaient négatives; j'ai donc eu bien raison de ne pas l'aller voir.

On m'a remis plusieurs affiches circulaires concernant : les contributions, le paiement des fonctionnaires par les communes; l'éclairage par l'alcool, la confiscation de *tous* les approvisionnements, le rationnement des communes pour leurs habitants, etc... Je n'ai pas eu le temps d'aller aux nouvelles à Valenciennes, mais demain j'aurai des journaux de Paris du 8 janvier.

Je suis un peu ennuyé de n'avoir pu aller à Lille, j'aurais voulu causer avec le préfet de ce que je fais et de ce que j'ai l'intention de faire. Le train qui me ramenait de Valenciennes avait six wagons (à bestiaux), remplis de jeunes recrues, non encore habillées, qui n'avaient certainement pas plus de dix-sept ans. J'ai remarqué qu'à Valenciennes comme à Cambrai, et aussi pour les troupes du front de bataille, la cavalerie des convois est en parfait état, tandis que lors du passage des nombreuses troupes de retour de la marche brusquée sur Paris, du début, et se dirigeant cette fois vers le nord, nous avons eu l'impression que les chevaux étaient épuisés. Aujourd'hui il faut reconnaître que c'est absolument le contraire. On ne voit plus de régiments de cavalerie, et les convois stationnent longuement dans un même village, sans fatigue pour bêtes et gens.

13 janvier 1915. — Le temps continue à être affreux pour nos pauvres soldats; il est impossible de marcher dans les terres qui sont saturées d'eau; donc il ne doit pas y avoir eu d'opérations importantes, comme celles dont on fait courir le bruit. Succès français à Pont-lez-Brie, grande victoire russe aux quatre rivières, et sans plus de vraisemblance, occupation d'Arras par les Allemands.

En attendant ils voient effectivement nos villages.

Les communications entre Commandantures deviennent absolument impossibles.

14 janvier 1915. — Ce matin les éclusiers et autres agents de la navigation sont venus se plaindre du dénuement dans lequel ils se trouvaient, n'ayant rien touché de leur traitement depuis le mois d'août. Avec beaucoup de raison, ils récriminaient contre l'abandon dans lequel les laissent leurs conducteurs, qui en effet pourraient obtenir facilement de la Chambre de Commerce les moyens de payer en partie leur personnel.

Le temps reste humide, mais les pluies violentes ont cessé.

Pas plus de nouvelles que les autres jours, je crains que la confiance ne baisse chez beaucoup; il n'y a cependant de fâcheux

que les illusions perdues en ce qui concerne la durée de notre situation particulière.

J'ai lu *le Temps* et *le Figaro* du 8, *le Journal* des 2, 4 et 5. On désire tellement des nouvelles, on en espère si avidement en ouvrant les journaux, qu'après les avoir lus on éprouve une déception de curiosité non satisfaite, mais il faut reconnaître que leur lecture renforce notre sécurité sur l'issue de la lutte gigantesque.

Les craintes de disette dans un avenir assez proche, dans les territoires occupés par l'ennemi, vont en augmentant. Systématiquement, les Allemands mettent la main sur tout, et commencent l'inventaire des provisions qu'ils suppriment en totalité, dans des conditions déplorables pour nous ; puis ils nous vendront, peut-être très cher, à peine le strict nécessaire.

15 janvier 1915. — Le duel d'artillerie se poursuit sans discontinuer, il n'est pas possible de s'y habituer, c'est d'autant plus sinistre que nous n'en connaissons ni les incidents, ni le résultat.

Je reçois l'ordre de l'Inspection des étapes de ne plus avoir aucun rapport avec les habitants des territoires occupés par la II^e armée, ni pour le service, ni hors le service. Cela a peu d'importance.

Beaucoup de personnes se figurent que mes fonctions consistent surtout à servir de tampon entre le public et les Commandantures. En fait, il n'en est rien, car on ne peut avoir aucune influence sur eux, et je dois reconnaître d'autre part, qu'ils ne s'occupent absolument pas de ce que je fais. La désignation d'un sous-préfet n'a eu aucune utilité pour eux, mais m'a permis d'entrer en relations très étroites avec les maires. Cela m'a désigné aux uns et aux autres comme conseil ; en somme j'ai pu exercer une action très efficace qui eût été, autrement, beaucoup plus difficile.

16 janvier 1915. — Hier soir, à 9 heures et demie il y a eu alerte, fusillade, coups de canon. A propos de quoi ?

Il est honteux de constater le nombre de méchants qui par vile vengeance écrivent pour dénoncer. Ce matin les gendarmes sont venus perquisitionner à la Chambre de Commerce et aux Docks ; ils ont emmené le contremaître des Docks, parce qu'il avait dans son grenier des uniformes allemands ramassés, le 27 août, sur le fumier des Docks, au milieu de beaucoup d'autres.

Les troupes occupant certains de nos villages labourent et sèment des blés. Il semble que ce soit en prévision de la prolongation de la guerre et de l'occupation de nos régions, pour s'assurer le produit de la prochaine récolte.

Hier l'Archevêque me disait qu'un de ses prêtres, revenu la veille des environs de la Bassée, lui avait raconté que dans un village de la région, les Allemands, ces jours derniers, avaient

réquisitionné le maire et des hommes pour préparer des fosses, et que devant eux, des officiers y avaient fait mettre pêle-mêle leurs morts et leurs blessés, sans écouter les plaintes de ces malheureux?

Les perquisitions ont continué après-midi aux Docks, à la Chambre de Commerce, et chez M. Cuvillier. Chez ce dernier, on a trouvé une flèche d'aéro, une cartouche allemande et une française. Le gendarme a dit que c'était grave, parce que M. Cuvillier a déclaré qu'il avait promis à l'officier allemand qui lui avait donné la flèche de ne pas le nommer.

Après un examen sérieux de la question, le Conseil d'escompte a décidé à l'unanimité de ne pas prêter d'argent aux communes pour le paiement des impôts réclamés par l'autorité allemande.

Nous avons bien pesé la question sous toutes ses faces, et notre résolution est parfaitement réfléchie.

Aujourd'hui les Allemands enlèvent de chez M. Garin des machines-outils.

17 janvier 1915. — Mon recours en grâce pour les condamnés d'Iwuy a été admis. C'est un succès sur lequel je ne comptais plus, ils ont été rendus à la liberté hier. La lettre écrite sur ma demande par le président du conseil de guerre, a, paraît-il, décidé de la chose, parce qu'il avait rendu compte de ma plaidoirie.

Les Allemands viennent d'afficher à l'hôtel de ville un insuccès assez grave pour nous, du côté de Soissons, 5 300 prisonniers et presque autant de morts, espérons que c'est exagéré. Par ailleurs on ne sait toujours rien.

Hier soir j'avais été avisé par le baron de Welser qu'il viendrait de Valenciennes avec un spécialiste en matière de sucrerie, pour être à Noyelles à 11 heures ce matin.

Ils sont arrivés avec M. Paul Fohr. Le capitaine *spécialiste* me paraît être un ingénieur associé de sucrerie. Sa compétence m'a semblé très limitée. Bien convaincu qu'ils ne cèdent à aucun mobile qui puisse faire modifier leurs décisions, je n'ai eu garde d'essayer de les faire revenir de leurs mauvaises intentions. J'ai parlé le moins possible, ai répondu le plus souvent à côté de ce qu'ils demandaient en cherchant à faire dévier leurs résolutions.

Le baron a commencé par me rappeler l'ordre de ne plus fabriquer après janvier. Je lui ai dit que j'avais arrêté depuis six jours et que je regrettais vivement d'avoir suivi ses incitations du 3 octobre à Saint-Quentin, en vue de pousser à la mise en marche des sucreries de la région ; car en présence de leurs dernières exigences, j'étais dupe de mon initiative et du tour de force que j'avais mené à bien. Il a immédiatement laissé voir qu'il voudrait que pour ne pas laisser perdre tant de betteraves, on remette en route pour faire de mauvais sucres, pour la nourriture des chevaux. Son con-

seil lui avait persuadé que ce serait facile et que cela constituerait une très bonne opération pour eux.

Je lui ai démontré que ce n'était pas pratique. Ils se sont alors rejetés sur les produits mélassés, déclarant qu'au besoin ils me procureraient les matières premières ; ils ont même dit que lorsque toutes mes mélasses seraient épuisées je devrais travailler celles des autres fabriques.

Dans l'obligation de céder, j'ai réclamé un accord préalable pour les prix ; ils n'ont pas dit non, mais je crains qu'ils n'en fassent rien. Ce serait un demi-mal, si cela devait retarder l'enlèvement des sucres.

Ils ont calculé qu'il faudrait quatre cent cinquante wagons pour enlever ma production de sucre ; comme je me récriais, le baron en montant dans son auto a répondu : « Il y a trois mois que nous avons décidé de les enlever, et nous n'avons encore rien pris ; il est préférable que vous n'en parliez pas. »

Je conserve quand même l'espoir qu'ils ne pourront pas exécuter leurs menaces sur ce point.

Quoique je lui aie dit le contraire, je suis persuadé que mon audacieuse entreprise ne me laissera, quoi qu'il arrive, aucun regret, et qu'elle peut encore, en fin de compte, n'être pas onéreuse pour nous, après avoir été utile pour toute ma région.

Il est bien difficile de comprendre la mentalité de ces gens. Dans l'espèce, ils préféreront gaspiller nos produits pour être certains qu'à un moment donné, ils ne pourront pas être utiles aux Anglais, mais ils cèdent encore plus à leur rapacité et à la volonté de faire argent de tout ce qui est dans le pays occupé. Ils sont tellement imbus de leurs capacités, de leur supériorité en toutes choses, qu'ils se figurent tout savoir, alors qu'ils font souvent preuve d'incurie, de manque d'unité de vue sur les moyens qui leur permettraient de s'emparer de tout ce que nous possédons. Ils ne s'aperçoivent pas que si, comme je le lui disais, nous sommes contraints de nous soumettre à la force parce que nous n'avons pas le moyen de faire autrement, nous prenons des dispositions pour essayer d'y échapper. Ils ne se rendent pas compte qu'à leur rouerie brutale, nous pouvons opposer une force d'inertie qui a des chances de déjouer leurs inquisitions astucieuses. Pour ma part je suis résolu à suivre le programme que je me suis tracé dès le début vis-à-vis du baron ; jusqu'à présent je ne m'en suis pas mal trouvé. Je m'illusionne peut-être, mais j'ai encore confiance, j'espère le rouler.

Je n'ai pas fait allusion à ce qu'il n'avait pas voulu me recevoir à Valenciennes il y a quelques jours, et persuadé que je n'avais rien à obtenir de sa bonne volonté, je me suis abstenu de lui parler de ce dont j'avais l'intention de l'entretenir lors de ce voyage. Il faut, avant tout, éviter de demander des choses qu'on croit ne

pas pouvoir obtenir, et limiter son action aux cas spéciaux dans lesquels on peut arriver à un résultat. Il a dû, avant de retourner à Valenciennes, aller s'entendre avec la Commandanture pour l'enlèvement des produits mélassés.

C'était aujourd'hui petite fête à l'ambulance Lafrat ; M. Drain est descendu pour la première fois prendre son repas de midi avec les infirmières. Le commandant souffre toujours beaucoup, il est admirablement soigné. Le malheureux Irlandais reste dans un état déplorable, on ne peut pas espérer le sauver, sa situation est terrible pour lui, et les soins à lui donner sont bien pénibles pour les infirmières. Les autres s'améliorent lentement, mais régulièrement. Il y en a encore deux, cependant, dont l'état général est mauvais ; se remettront-ils jamais ? Ils languissent. Tous sont sensibles aux bons soins dont ils sont entourés et se confondent en remerciements.

18 janvier 1915. — Une nouvelle affiche a confirmé notre échec près de Soissons, en l'aggravant : mais un officier allemand a dit qu'il y avait quelque exagération ; cela se pourrait bien, car ils annoncent que l'action s'est passée en présence du « chef suprême de l'armée » ; peut-être a-t-on voulu flatter le kaiser en lui attribuant un résultat important. Ils ont amené ce matin dix-sept prisonniers pris à Blangy-lez-Arras sans armes, travaillant à une tranchée avancée. Ils auraient, dit-on, subi un nouvel échec à Arras.

Nous avons été officiellement informés, à Noyelles, qu'à partir du 20 janvier, la Commandanture de Bapaume serait transférée à Hermies-le-Grand, c'est-à-dire à 16 kilomètres en arrière ; ce n'est pas un indice très favorable pour eux.

19 janvier 1915. — Combien sont coupables ceux qui, ayant assumé la charge de diriger leur commune, sont partis, alors qu'ils n'étaient pas mobilisables, abandonnant à des mains inexpérimentées le soin de les remplacer !

Ce matin, je voyais un maire qui était au-dessous de tout. Le malheur est que quelques-uns parmi eux ont une grande confiance en eux-mêmes. Imbus de la gravité de leur charge, pénétrés du dévouement qu'ils veulent avoir, ils agissent et ne demandent conseil qu'après avoir fait des sottises. La liquidation de tout cela sera bien malaisée.

Je veux les forcer à tenir une comptabilité qui permettra de débrouiller leurs opérations de caisse, c'est difficile à leur faire comprendre. Heureusement que M. Desroy, directeur de la Banque de France, tient le plus possible la main à ce que tous les maires qui viennent faire des emprunts à la Chambre de Commerce, produisent à l'appui les notes qui leur sont demandées.

Je viens de lire *le Matin* du 14 janvier. Il donne quelques renseignements sur l'affaire de l'Aisne vers Soissons. Les Allemands, pour enlever une faible hauteur, auraient fait agir tout un corps d'armée. Ces troupes se seraient avancées en masses compactes, sacrifiant énormément d'hommes pour un bien mince résultat militaire.

Nos régiments, écrasés par le nombre, auraient dû céder un peu de terrain.

Quelques avantages de cette sorte, obtenus à ce prix, les useraient bien vite. Par ailleurs, nos positions sont excellentes, la ligne de feu reste très régulière, passant très peu au delà de Lille, et pas davantage en deçà d'Arras.

Saint-Mihiel seul forme un angle rentrant chez nous, ce qui, pour nous qui connaissons mal la suite des opérations, paraît assez inexplicable.

20 janvier 1915. — Quelques mouvements de troupes encore cette nuit, sept trains venant, soit de Bapaume, soit de Péronne, sont passés à Cambrai ; on ne sait même pas dans quelle direction ils allaient.

Ce matin j'ai eu à nouveau la visite du capitaine Herbert, spécialiste en matière de sucrerie, qui dimanche accompagnait le baron de Welser.

Je me demande si cette catégorie d'individus ne constitue pas une classe d'embusqués qui, pour expliquer leur éloignement du feu et justifier leur raison d'être, cherchent à flatter la passion de chefs qui veulent faire argent de toutes les ressources du pays.

Ces agents, sans grande valeur pour opérer en grand, lancent leurs administrations sur des pistes plus ou moins praticables. Ce capitaine, non content de s'occuper des mélasses de Noyelles, cherchait le moyen d'y faire amener celles des autres sucreries. Bref, après avoir pendant une heure expliqué ce qu'il voulait et avoir calculé que je pourrais lui fournir 4 à 500 000 kilogrammes de produits mélassés à raison de 25 000 kilogrammes par jour, je lui ai demandé quand il comptait faire commencer la fabrication ; il m'a répondu : « Pas tout de suite ; il faut d'abord s'entendre avec les troupes qui doivent les faire consommer, et cela peut demander quelque temps. »

Incidemment, il s'est également occupé des sucres, mais seulement en vue de la vente locale qu'ils pourraient en faire, et il a dit qu'il y avait trop de sucre en Allemagne, et que les nôtres ne créeraient que de l'encombrement chez eux.

Concluons-en qu'ils ne sont pas encore décidés à leur enlèvement, et amusons le tapis avec les produits mélassés.

J'ai beaucoup insisté pour que, le cas échéant, on porte sur les

bons d'enlèvement le prix de la marchandise, et qu'il me soit versé en argent un acompte suffisant pour payer la main-d'œuvre. Le danger réel ne viendra que si l'occupation se prolonge encore longtemps. Je serai, même s'ils prenaient ces produits mélassés à leur valeur, très ennuyé, car ce serait la perte de notre clientèle, si après la guerre il ne restait plus de produits mélassés pour la vente.

21 janvier 1915. — Après un deuxième refus de me laisser aller à Lille, je reviens à la charge, voulant leur faire dire les raisons de leur refus. Le prétexte que je donne est bon, je dis que c'est pour le réassortiment du papier nécessaire à notre émission de billets.

Vraiment leur âpreté à battre monnaie avec ce qu'ils nous prennent est terrible et sans vergogne. Ils croient avoir pris à peu près tout le blé ; ils continuent à l'entasser, dans de très mauvaises conditions, dans la Manutention ; il y en aura beaucoup de perdu, car il est souvent mis sur une très grande hauteur, alors que les sacs sont humides.

Ils veulent faire le vide, ils ne mettent plus de prix sur les bons.

Dans ce même magasin, et ailleurs, ils apportent la farine qu'ils réquisitionnent partout, ils enlèvent même dans les villages les deux ou trois sacs que les particuliers ont en provision, et n'en laissent que trois ou quatre sacs chez les boulangers ; les bons sont toujours sans valeur indicative.

Nos populations sont terrorisées par la crainte de manquer tout à fait de pain. On leur dit alors d'aller chercher de la farine dans leurs magasins et ils la font payer 69 fr. 50 les 100 kilogrammes alors que nos meuniers la vendent 33 francs. Comme toujours, cette façon de faire n'est pas encore générale parce que leur direction n'est pas méthodique, les ordres sont abandonnés à l'arbitraire d'officiers supérieurs. Dans tous les cas, la situation est de plus en plus inquiétante : presque partout on a encore du pain à discrétion, mais du jour au lendemain ce peut être la disette absolue. Les meuniers n'ont pas d'approvisionnements de blé, et les boulangers n'ont pas fait de provisions de farine, dans la crainte de se la voir enlever.

Ils ont déjà arrêté plusieurs moulins, il est probable que dans quelque temps ils les remettront en marche pour leur compte.

Je suis persuadé que beaucoup des cultivateurs qui viennent attendre six ou huit heures le déchargement de leurs blés, dans les magasins indiqués par eux, auraient pu s'esquiver et le porter au meunier voisin. J'ai terminé toutes mes livraisons à nos moulins sans avoir été inquiété, et cependant mon blé était saisi comme tous les autres. Sur 2500 quintaux, ils n'en ont pas eu un grain, et à Noyelles, jusqu'à présent, ils n'en ont pas eu davan-

tage, alors que dans des villages voisins, tels que Flesquières, ils ont pu tout prendre.

M. Desroy nous a fourni aujourd'hui, au Comité d'escompte, son rapport mensuel sur les opérations d'émission de la Chambre de Commerce, qui atteignent actuellement 3 700 000 francs. Voici comment se décomposent les opérations : aux communes, il a été versé 1 909 142 francs ; les prêts industriels ne se sont élevés, hélas, qu'à 883 425 francs ; les particuliers ont emprunté 400 000 francs ; les avances sur traitements et pensions sont de 207 000 francs ; 44 000 francs ont été avancés sur titres et 24 000 francs sur livrets de caisse d'épargne ; les associations diverses ont demandé 120 000 francs ; enfin on a donné, sans garanties sérieuses, 1 800 francs à des malheureux marins qui n'ont pas voulu se résoudre à vivre de la charité publique.

On a également payé les arrérages de deux cent quatorze titulaires de retraites ouvrières et paysannes, quoique les communes soient engagées à les payer directement.

Quelle chance d'avoir réussi à assurer à la Chambre de Commerce le concours si complet de M. Desroy et de ses deux collègues, MM. Cuvillier et Régnier ; les soucis de cette émission sont ainsi réduits au minimum de ce qu'ils peuvent être. L'ordre si méthodique de la Banque de France règne dans notre bureau. On devra une grande reconnaissance à ces messieurs.

Je crois plus que jamais qu'il faut savoir résister aux exigences de l'ennemi. Après-midi j'ai malmené le poste du pont de Noyelles ; après l'avoir pris de très haut, il a fini par faire ce que je voulais.

L'officier de la garde chargé des réquisitions a, peu après, manifesté des prétentions inadmissibles. En présence de ma résistance, il a abandonné ses demandes ; évidemment il y reviendra, mais c'est au moins du temps gagné.

23 janvier 1915. — Beaucoup de bruits en circulation, reprise par nous de Saint-Quentin, de Lille. Il n'y a rien dans tout cela d'in vraisemblable, mais des propos d'officiers allemands semblent indiquer que nous sommes en bonne posture. Il faut continuer à allonger sa patience.

Ils s'organisent de plus en plus pour tout confisquer et pour tout nous vendre à des prix énormes. Tout cela se fait lentement et irrégulièrement, de sorte que les personnes diligentes et prévoyantes auront pu cacher des provisions pour un certain temps.

On se plaint de plus en plus des fonctionnaires qui ne font rien pour faire profiter la population de leur expérience administrative.

24 janvier 1915. — Voici bientôt cinq mois que nous vivons sous la botte allemande. Nous avons été pressurés de toutes les

façons, nos peines morales sont sans limites, car si nous conservons de plus en plus inébranlable notre confiance dans l'issue de la lutte, notre espérance de retrouver les nôtres intacts décroît en raison directe de la durée de cette terrible guerre.

L'effort pour ruiner le pays est général chez eux, la volonté de prendre tout ce qui, de loin ou de près, peut servir au bien de leurs armées est absolue, mais il faut constater une fois de plus qu'il y a un manque d'unité dans la manière d'opérer. Il se produit de ce fait de telles fuites que jusqu'à présent, sauf exception, nous n'avons manqué de rien, et que les prix des matières alimentaires ont relativement peu augmenté.

Mais nous ne sommes pas au bout de nos peines, et les pires menaces restent plus que jamais suspendues au-dessus de nos têtes ; endurcissons-nous d'avance pour tout supporter sans faiblesse, de façon à conserver, quoi qu'il arrive, une dignité absolue. Je ne perds aucune occasion de répandre cette manière de voir dans nos campagnes si éprouvées, et, par le canal des maires, je cherche à la faire pénétrer, ou mieux à la confirmer partout. D'une façon générale nos populations sont très vaillantes.

25 janvier 1915. — Depuis deux jours, la sucrerie de Noyelles est assujettie aux investigations d'un nouveau corps de troupes, qui sans ordre écrit se livre à une inquisition complète. Hier, c'étaient deux simples soldats qui venaient s'informer des produits mélassés ; aujourd'hui, ils étaient quatre, dont deux sous-officiers, qui demandaient force renseignements sur ces produits ; puis seuls, avec des airs de conquérants mal élevés, ils ont perquisitionné par toute l'usine, les cours, jardins, etc. ; à un moment donné ils remuaient tout dans le laboratoire, faisaient allumer dans le cabinet noir du saccharimètre ; enfin la patience m'a manqué et j'ai voulu les mettre à la porte.

Ils étaient d'un régiment de Cambrai, comme le poste qui est au pont. Ce dernier exige qu'il lui soit fait une installation d'électricité dans les chambres et dans le poste.

De son côté, la Commandanture d'Hermies, dont dépend Noyelles, donne de nouveaux ordres, et la division de la garde, indépendante de ces autorités, exige des blés et avoines pour la fin de la semaine.

Mercredi j'irai voir l'officier pour essayer de détourner encore l'orage. Tout ceci pour dire les tiraillements multiples que nous subissons dans les villages. Si le village a été jusqu'à présent beaucoup moins malheureux que d'autres, je crains qu'il ne soit à la veille de graves exigences.

Il y a, depuis samedi, de grands mouvements de troupes par voie ferrée ; on fait la relève des régiments de Bapaume, et il passe dans les directions de Saint-Quentin et Péronne des quantités

d'artillerie dans des trains énormes, trainés par trois locomotives. Que peuvent bien signifier tous ces préparatifs?

Je viens de recevoir de l'Inspection des étapes de Saint-Quentin une lettre très sèche qui indique nettement que je n'ai plus à intervenir près d'eux. Elle dit qu'elle n'est nullement disposée à prendre en considération les mesures que je propose, que les réquisitions dans l'intérêt de l'armée continueront à être faites par ordre; que les éclusiers, direction de Crèveceur, n'ont pas été distraits de leur travail; que mes réflexions au sujet des impôts sont contredites par leur rentrée régulière.

Heureusement que la surveillance qu'ils vont exercer sur mon action arrive bien tardivement, j'ai fait tout le nécessaire dans leur rayon, et tous les maires ont été bien guidés sur la conduite à tenir. Au surplus, ils trouveront encore le moyen de venir me consulter, et à bien des points de vue, mes actes doivent rester occultes.

Décidément, on est plus clairvoyant à la II^e armée qu'à la VI^e, car ce fut une grosse erreur de leur part de me désigner comme sous-préfet, et de me donner par cela même des moyens d'action.

Il était temps qu'en décembre, sans leur autorisation, j'aie travaillé les cantons de Solesmes, le Cateau, et Clary.

A Saint-Quentin, on a dû avoir vent de mes agissements et des espèces de réunions de conspirateurs que je présidais, car le général commandeur vient de me dire qu'il avait reçu copie de la lettre qui m'était adressée, avec une autre dans laquelle on le chargeait de m'informer que si, sous un prétexte quelconque, je m'aventurais sur le territoire de la II^e armée, je serais très sévèrement puni.

Je lui ai répondu que je l'avais compris ainsi et que je me le tenais pour dit, tout en me promettant en moi-même que le jour où ce serait nécessaire, je saurais passer à côté de leur ordre.

J'ai eu aussi l'explication de la visite des sous-officiers à la sucrerie, ce matin. Ils faisaient une enquête pour établir un rapport à l'Inspection des étapes, sur la possibilité d'employer dans leur régiment des produits mélassés.

Beaucoup de nouvelles, comme toujours, circulent de bouche en bouche. Les plus vraisemblables sont que le général Pau est allé prendre un commandement à Varsovie et qu'une armée anglaise remplace nos troupes à Arras. Celle qui mérite le moins de crédit est celle de la reprise de Saint-Quentin. Que de fois, hélas, nous aura-t-on annoncé ainsi la reprise des villes voisines où nous apprenons, peu de temps après, que les mêmes bruits ont couru concernant la délivrance de notre cher Cambrai!

26 janvier 1915. — Il semble que la concentration de troupes allemandes dans la direction de Péronne, Saint-Quentin, et même Bapaume, se soit encore continuée hier. Décidément il doit se préparer une grosse opération de ce côté.

Il y a quelques jours un individu qui ne s'est pas fait connaître, déguisé en femme, a passé la nuit à Noyelles, on n'a pas voulu le questionner, et on lui a laissé supposer qu'on le prenait pour une jeune fille qui se sauvait. En réalité, il avait tout à fait l'air d'un officier en informations, cherchant à rentrer dans les lignes françaises.

La semaine derrière, on a vu, rue Aubenche, un officier allemand déguisé en gendarme français ; il se plaçait ostensiblement à la fenêtre d'une maison où il habite avec plusieurs de ses collègues, dont un officier supérieur. Ils y font des fêtes très bruyantes, qui la nuit gênent tout le quartier.

Ce matin, réunion du conseil municipal et des notables de Noyelles. Je leur ai fait le bilan de ces cinq mois d'occupation. Nous avons constaté que si le jour de l'invasion notre village avait été parmi les plus malheureux, nous avons été, depuis, relativement favorisés. En effet, pas un seul de nos habitants n'a été pris comme prisonnier civil, nous n'avons pas encore payé d'impôt de guerre ou autre, nous n'avons pas livré un grain de blé, peu de bêtes ont été réquisitionnées, donc nous avons pu réaliser un peu d'argent, alors que les autres n'ont pas pu le faire et ont même dû en donner.

La marche de la sucrerie a préservé aussi les chevaux, puisqu'on ne nous en a enlevé que six depuis le mois de septembre.

Le sucre est encore à l'entrepôt, ce qui peut faire espérer qu'en fin de compte, les betteraves pourront être payées à leur valeur normale.

Nous avons constaté aussi que si les cultivateurs, après avoir sauvé leur récolte de betteraves, ont pu faire leurs provisions de pulpes et semer leurs blés, les familles d'ouvriers n'ont jamais été aussi à l'aise, car en dehors des salaires distribués par la sucrerie, nous avons donné 15 000 francs de secours promis par l'État, sous différentes formes, mais j'ai fait ressortir la certitude où nous devions être de ne plus échapper aux réquisitions qui doivent aboutir à l'enlèvement de tout.

Comme le fait que nous avions pu vendre beaucoup, que quelques-uns avaient même réalisé la totalité de leurs récoltes, allait empêcher de répartir équitablement pour chacun les réquisitions, j'ai fait décider que la commune serait toujours la débitrice du fournisseuse. De cette façon, celui qui fournira la chose réquisitionnée n'aura pas la crainte que le bon de réquisition ne soit pas payé. La commune en poursuivra, pour son compte, le recouvrement.

27 janvier 1915. — Le général commandeur vient de me dire que tous les moulins à blé étaient arrêtés, que tous les blés sont confisqués et ne peuvent sortir du district de leur provenance ; il a déjà fait mettre en prison aujourd'hui cinq personnes qui tentaient de sortir des voitures de blé de sa Commandanture.

Les ordres sont transmis d'une façon souvent si imprécise, et la surveillance, exercée parfois d'une façon rigide et exagérée, est si irrégulière, que le moulin de Cambrai a pu, depuis six jours que ces instructions d'arrêt sont données, continuer à recevoir des blés et à livrer des farines ; j'espère que lorsqu'ils s'en apercevront, il n'y aura pas d'ennuis graves, parce qu'on montrera que les blés et farines saisis sont restés en magasin tels qu'ils étaient au moment de l'opération.

Il faut de l'audace, qui ne va pas sans danger, mais on en est souvent récompensé.

Le général m'a dit aussi, avec un air de regret, qu'il y avait encore beaucoup de provisions de farine dans le pays, et qu'il serait toujours facile d'en avoir à 68 fr. 50 dans leurs magasins. Ils veulent vendre, faire de l'argent. Je suis allé après-midi à Marcoing, voir l'officier de la garde, chargé des réquisitions dans la Commandanture d'Hermies. Il ne m'a pas paru aussi intransigeant, aussi féroce que cela m'avait été dit.

Nous devons lui livrer, de Noyelles, pour le 30 janvier, 200 sacs d'avoine et 125 sacs de blé, il m'a dit qu'il se contenterait de 100 sacs d'avoine. Il réclamait également 1 000 fagots et 100 mètres cubes de bois en grume à lui conduire demain. Il s'estimera satisfait avec un wagon de 300 à 400 fagots et enverra plus tard des soldats charger le bois lorsqu'il en aura besoin ; les voitures devront lui être fournies.

Les soldats ne chargeront pas beaucoup de ces arbres, ils sont trop gros. Leur incohérence est invraisemblable ; aujourd'hui, les sous-officiers, qui étaient venus pour les produits mélassés, avaient la prétention d'emporter le matériel de fabrication dans une autre sucrerie.

M. Pagniez-Risbourg, à Caudry, termine seulement sa fabrication, il a travaillé près de 29 000 000 de kilogrammes de betteraves, pour faire environ 35 000 sacs de sucre roux.

Nulle nouvelle de la guerre ; il y a certainement une accalmie autour de nous, elle précède probablement l'action que prépare le mouvement de troupes constaté ces jours derniers.

Les Allemands ont fêté aujourd'hui, très modestement, l'anniversaire de leur empereur. Après avoir annoncé une grande fête, ils se sont contentés de jouer des grandes orgues, pour embêter les curés qui avaient refusé de les mettre à leur disposition.

28 janvier 1915. — Il y a quelque temps, les maires ont été autorisés à donner des sauf-conduits pour les communes voisines puis cette permission a été étendue aux villages distants de 5 kilomètres et pour une durée de quatorze jours : aujourd'hui, il est défendu de donner aucun sauf-conduit.

Calme complet, on n'entend pas le canon. Il paraîtrait que les

Allemands ont ordre d'être parcimonieux de leurs munitions, l'artillerie ne doit plus tirer sans ordre du commandement supérieur. Ce serait la pénurie des matières premières nécessaires à la fabrication des poudres qui commencerait à se faire sentir.

29 janvier 1915. — Encore des mouvements de troupes, surtout d'artillerie et de gros convois. Il a été ramené hier passablement de blessés allemands, ils paraissaient provenir de combats à la baïonnette.

Le moulin Cornaille a dû arrêter hier définitivement, sur ordre formel, comme les autres de la Commandanture.

Le moulin de Noyelles doit aussi chômer, ainsi que ceux de la Commandanture d'Hermies. Même les moulins à vent n'ont pas le droit de travailler. Les boulangers de villages sont convoqués pour passer deux jours à Hermies, le 2 février, dans le but de recevoir des leçons pour faire le pain avec les farines de seigle allemandes, car il est défendu d'employer de la farine de seigle française.

Ils emplissent leurs magasins du blé de toute la Commandanture ; ce soir on déchargeait à la manutention du blé venant de Ver-taing, à 29 kilomètres de Cambrai.

Ils exigent, pour le 2 février, un inventaire complet et détaillé de ce qui a été battu et de ce qui reste à battre, pour toutes les céréales, dans chaque commune.

Ils réclament à nouveau la liste des hommes de dix-sept à cinquante ans, tout en prétendant qu'ils ne les enlèveront pas ; ils disent qu'on les forcera simplement à se présenter régulièrement pour être certains qu'ils ne rejoignent pas les troupes françaises. Il est évident que le jour où ils se sentiraient forcés de partir, ils chercheraient à les emmener.

Les troupes coloniales, françaises et anglaises, les tourmentent beaucoup, ils craignent ces soldats qu'ils disent sauvages, et qui viennent renforcer les armées alliées.

Décidément, leur inquiétude sur la durée de la guerre et sur l'issue finale se fait jour de plus en plus.

Ce soir, à l'occasion d'une plainte, que je réitérais au général, à propos du logement de chauffeurs plus goujats que d'autres, le général me disait de songer aux Allemands, si un jour ils étaient forcés de loger les Hindous aux longs cheveux ou les Soudanais barbares.

Le régime de terreur se fait de plus en plus dur chaque jour. La circulation devient encore plus difficile et limitée.

30 janvier 1915. — La séance de la Chambre de Commerce a été orageuse. MM. Garin et Pajot ont voulu justifier la façon de faire de la ville au sujet de la vente des charbons, et blâmer la

Chambre de Commerce d'avoir trouvé mauvaise la façon dont la ville avait décidé l'émission de ses bons, sans s'en tenir à l'esprit de ce qui avait été convenu lors des réunions tenues pour examiner la question du principe d'une seule et unique émission.

Des explications assez pénibles ont eu lieu ; j'ai cherché à maintenir la discussion sur le terrain de la reconnaissance de la bonne foi absolue de chacun, ne doutant pas de la volonté commune d'agir pour le mieux de l'intérêt général, dans la période si critique que nous traversons. Nous avons consenti à supprimer du procès-verbal tout ce qui concerne cette opposition d'idées, mais j'estime qu'il était indispensable de bien faire connaître notre divergence d'opinion sur ce sujet, pour qu'ils ne puissent pas croire que se taire était approuver.

Je ne m'explique cette manière de faire, qui, pour moi, est mauvaise, que par le manque de direction à la municipalité. Sans méthode de travail, le conseil municipal n'est pas consulté seulement chaque fois que c'est utile sur toutes les questions, mais en dehors des séances, quelques membres prennent part confusément à l'application des décisions, sans que chacun ait une mission suffisamment précise. Tous se mêlant de tout, on ne peut pas avoir une conversation avec la municipalité sans qu'il y ait quatre ou cinq conseillers municipaux qui se mêlent à bâtons rompus des questions agitées. Il semble qu'ils soient jaloux de ne pas être les seuls à vouloir le bien public, et qu'ils considèrent comme rivalité tout acte qui n'émane pas d'eux. Ils ne veulent connaître que leurs efforts.

Au lieu d'encourager une bonne volonté, dans l'exercice d'une fonction dont ils n'avaient pas voulu assumer le fardeau, ils ont laissé faire une opposition sourde qu'ils ont même parfois conseillée. Ils m'ont rendu la tâche plus difficile, ont ajouté à mes fatigues des ennuis épuisants, alors que s'ils m'avaient fait confiance, comme j'estime qu'ils le devaient, mon autorité morale se serait plus vite imposée, et mon action eût été plus efficace dans l'intérêt des communes.

Je crois que mon devoir était de parler, je l'ai fait et quoiqu'ils puissent me battre en brèche, je ne me découragerai pas et continuerai à suivre la voie où je me suis engagé.

Je me demande si derrière tout cela il n'y a pas une crainte de perdre l'influence politique du parti qu'ils représentent. En pareille circonstance, ce serait faire marque d'un bien petit esprit. D'autre part, ils savent que ma volonté constante a été de m'écarter toujours de la politique militante, que j'ai tenu à donner à la politique économique l'activité que chacun doit réserver aux choses publiques.

Pas de nouvelles de la guerre.

L'émoi est grand dans la ville, du fait de l'affiche ordonnant à tous les hommes de dix-huit à quarante-cinq ans de se faire ins-

crire à la mairie. Ils ont beau ajouter que c'est pour établir un contrôle des hommes présents à Cambrai, les enlèvements faits pour l'Allemagne précédemment rendent perplexe.

31 janvier 1915. — Il est question de victoires importantes remportées par nos troupes à Verdun et dans le Nord, mais l'origine de ces nouvelles est inconnue, de sorte qu'on ne les accepte que sous réserves.

L'émoi au sujet des inscriptions des hommes est toujours très grand. On connaît trop leur duplicité et leur habitude de dire que les instructions supérieures ont été changées, pour croire qu'il n'y a pas la plus petite crainte à avoir que les hommes puissent être faits prisonniers, ainsi que le général vient de me l'affirmer. J'ai insisté auprès de lui pour que l'inégalité des limites d'âge soit supprimée, et que dans le district de la VI^e armée, elles soient uniformément fixées. Il m'a promis de demander à l'inspection des étapes des instructions à ce sujet.

Il est toujours irrité de l'existence de nos soldats coloniaux, et il m'a montré les images publiées par leurs journaux, de ces sauvages chargés de porter par le monde la civilisation française.

Dans tous les cas, ils ne s'en iront pas sans avoir épuisé tous les moyens de résistance ; à cet effet, ils prennent de grandes précautions. Ils estiment évidemment que les batailles futures, dans la région, fourniront un grand nombre de blessés, car, en plus des hôpitaux actuels, ils en établissent de nouveaux ; ainsi, après avoir établi à Caudry, dans l'usine du Transvaal, un hôpital de mille lits encore inoccupés, ils cherchent un local pour en faire un deuxième de même importance.

Ici, il y a relativement peu de blessés en ce moment. A l'ambulance Laffrat, le pauvre Anglais est mort hier, c'est une grande délivrance pour lui. Le Commandant, qui a été transféré à l'hôpital civil, y est toujours. Les autres malades, y compris M. Drain, vont de mieux en mieux.

Demain, nous entrons dans le septième mois de la guerre. On commence à se faire aux conditions si instables de l'existence, et la population serait beaucoup plus à même de supporter de sang-froid un bombardement qu'elle ne l'eût été le 26 août, lors de l'entrée des troupes allemandes.

Ce à quoi on ne s'habitue pas, c'est d'être privé de toutes nouvelles des siens ; on évite d'en parler entre soi, tellement c'est pénible, tellement les appréhensions sont déprimantes. Nous avons besoin de conserver, d'augmenter même si possible, toute notre force de résistance et d'élever encore nos sentiments. Le joug sous lequel nous vivons devient de plus en plus écrasant.

1^{er} février 1915. — Je rentre d'une pénible journée d'enquêtes,

d'investigations. A Marcoing, j'ai rencontré un escadron de uhlans qui séjourne à Villers-Plouich ; les chevaux étaient en parfait état ; du reste, je crois qu'ils ne font depuis longtemps que de petites promenades.

Le poste de gendarmes qui était venu ordonner d'établir la liste des hommes de dix-sept à quarante-huit ans a quitté Marcoing ce matin pour aller sur la ligne de feu à Graincourt, d'après ce qu'on m'a dit à la Commandanture d'Hermies.

Hier, lorsqu'on leur a remis la lettre annonçant que je porterais moi-même à Hermies la liste demandée, ils n'ont pas été satisfaits.

La gendarmerie doit recevoir des instructions des troupes et aussi de la Commandanture. Ces deux administrations, indépendantes l'une de l'autre, sont souvent en conflit, et la querelle se vide habituellement sur notre dos, puisque nous sommes toujours entre l'enclume et le marteau.

En passant, je me suis informé près du juge de paix de l'état d'avancement des travaux de la Commission chargée d'examiner les dossiers des militaires soutiens de famille. Très pénétré de ses devoirs, il n'est pas entraîné à vaincre les difficultés ; un peu âgé, il ne mène pas les choses aussi vite qu'il le faudrait, de sorte que les communes sont amenées à faire des avances sur les sommes promises par l'État sans connaître les décisions de la commission. C'est tout au moins fâcheux.

A Ribécourt, M. Leriche, conseiller général, m'a renseigné sur les réunions des dix maires faisant partie de l'inspection des étapes de la 11^e armée. Ils ont cherché à résister à la demande de verser le quart des impôts de 1915. Après avoir donné assez facilement ce qui correspondait à un douzième, ils se sont fait prier pour le reste, et c'est seulement sous la menace de 100 francs d'amende par jour de retard qu'ils ont obtempéré à l'exigence.

Pour paraître remplir les charges imposées par la Convention de La Haye, les Allemands ont versé une moyenne de 500 francs par commune pour payer les traitements des fonctionnaires ; alors qu'ils ont touché les impôts de six mois, ils paient environ un mois des traitements.

Ribécourt fait partie, presque sans le savoir, de la Commandanture de Crèvecœur. Les commandeurs de Bohain et de Crèvecœur viennent de permuter. Ce que l'un n'a pas su prendre, l'autre s'en chargera en donnant le tour de vis supplémentaire ; il n'est pas engagé par les promesses de son prédécesseur.

2 février 1915. — J'ai appris que le chemin de fer construit pour aller de Bapaume à Martinpuich (10 kilom.) avait pour raison la nécessité de pouvoir évacuer facilement les munitions accumulées sur ce point en cas de besoin.

Non seulement, les jeunes gens de Metz-en-Couture, Trescault

et autres villages, ont été occupés à la construction de ce chemin de fer, mais ils ont dû mettre en état les routes aboutissant vers ce point.

A Flesquières, comme à Ribécourt, le maire a dû remettre les listes de mobilisables, mais à Flesquières elles ont été contrôlées sur les registres d'état civil. Le marquis d'Havrincourt m'a dit que chez lui il fallait se présenter à l'appel depuis quinze ans, sans limite d'âge maximum.

Le greffier de la mairie d'Hermies était occupé à faire, pour les Allemands, un dénombrement complet de la population.

La charge de la commune pour l'entretien des officiers est de 500 francs par jour ; j'ai pris pour prétexte de ma visite le désir de connaître le commandeur.

Le personnel n'a pas l'aspect brutal dont on m'avait parlé, ils semblent vouloir faire croire qu'ils sont très civilisés. Je les ai fait causer et j'ai acquis ainsi la certitude que l'ordre des gendarmes qui avaient demandé la liste des hommes de dix-sept à quarante-huit ans à Noyelles n'émanait pas d'eux, sans toutefois pouvoir me renseigner sur son origine. Je me suis bien gardé de la remettre et attendrai une injonction menaçante pour le faire ; on m'a donné la liste exacte des villages appartenant à la Commandanture.

On m'a montré un gros paquet de lettres ramassées dans nos boîtes à lettres et qui, paraît-il, seront rendues lors de la paix.

Depuis quelques jours, dans la crainte, probablement, qu'il n'y ait des lettres de leurs soldats égarées dans nos boîtes, ils les ont toutes ouvertes et souvent brisées, pour en prendre le contenu, puis bouchées, de façon à les rendre inutilisables.

Il est regrettable que le personnel de notre administration des postes n'ait pas eu l'idée depuis longtemps de ramasser cette correspondance et de boucher l'entrée des boîtes.

A Cantaing, je me suis arrêté pour exprimer au maire et à quelques conseillers municipaux mon opinion sur les listes demandées, mais l'émoi est énorme partout, augmenté encore par la variation des limites d'âge.

Aujourd'hui, j'ai appris une petite roserie de la municipalité de Cambrai qui ne peut m'émouvoir. Elle répand dans la ville le bruit que, sur une réclamation que j'avais faite au commandeur, on allait être forcé de se faire inscrire non pas de dix-huit à quarante-cinq ans, mais de dix-sept à quarante-huit ans.

J'ai eu quelque peine à démêler ce qui s'était produit à ce sujet, mais j'y suis arrivé quand même.

L'Inspection des étapes a dû envoyer à toutes les Commandantures l'ordre de faire dresser la liste des hommes « mobilisables ». Le général a transmis cet ordre tel quel aux officiers qui commandent dans les villages, et aussi, directement à la muni-

cipalité de Cambrai. Le conseil municipal réuni a décidé qu'il ne ferait pas la liste. En expliquant au général qu'ils ne disposaient pas des éléments nécessaires pour l'établir parce que beaucoup d'habitants n'étaient pas nés à Cambrai, ils lui ont présenté un projet d'affiche à signer par lui. Ils y faisaient suivre le mot « mobilisables » de la spécification de *dix-huit à quarante-cinq ans*. Bref, le général a accepté la rédaction en disant qu'il fallait rayer le mot « mobilisables » parce qu'il pouvait effrayer, alors qu'il s'n'avaient pas l'intention de prendre qui que ce soit, mais simplement de connaître par des appels la présence des hommes. Cela avait l'inconvénient de supprimer l'interprétation que pouvaient donner au mot « mobilisables » les réformés ou exemptés du service militaire pour ne pas se présenter.

Dans les communes, les officiers ont traduit chacun à sa façon l'ordre vague de l'inspection.

C'est ainsi qu'usant de son pouvoir discrétionnaire, le capitaine de Proville a demandé les hommes de dix-sept à quarante-huit ans. Sur la réclamation des habitants, je suis venu trouver le général et après lui avoir fait dire que l'affiche de Cambrai était l'ordre supérieur indiscutable, j'ai prétendu que dans ce cas l'égalité devant la loi voulait que dans les communes de sa Commandanture toutes les listes fussent dressées de dix-huit à quarante-cinq ans.

Il a pris note de ma réclamation en me faisant entendre qu'il allait donner des instructions dans ce sens et en insistant beaucoup sur le trop grand nombre de prisonniers qu'ils avaient en Allemagne pour vouloir encore prendre des civils.

Or, ce matin il aurait dit à quelqu'un de la municipalité qu'il fallait considérer comme provisoire la limitation de dix-huit à quarante-cinq ans et que sur une réclamation que j'avais faite pour Proville, il demandait des instructions complémentaires à l'inspection des étapes.

Je viens de lui écrire à ce sujet une lettre très sèche ; je l'ai portée moi-même, et après l'avoir lue, la figure rouge et vexé, il a pris son dictionnaire pour me dire que c'était là des *raisons frivoles*, qu'il exécuterait les ordres supérieurs.

Dans ces conditions, j'irai demain à Valenciennes m'en expliquer avec l'Inspection des étapes.

3 février 1915. — Quoique le général m'ait déclaré, pour la première fois très nettement, que le sous-préfet ne pouvait pas avoir de permis pour aller à Lille, non plus que sur le territoire de la II^e armée, je profiterai de ce voyage à Valenciennes pour essayer encore une fois d'obtenir cette autorisation.

Lundi, au cours d'une longue visite, le général docteur Schmith disait aux infirmières de l'ambulance Laffrat que les Français

avaient été trompés par les Anglais, qu'à cause d'eux la guerre serait encore longue. Ma fille lui ayant dit au cours de la conversation que s'il n'y avait ni rois, ni empereurs, jamais les républiques ne feraient la guerre, il lui a alors demandé si elle était républicaine ; sur sa réponse affirmative, il a été stupéfait.

Malgré cela, il se propose de revenir causer avec la dame qui parle un français qu'il comprend si bien.

La question du pain devient angoissante dans certains villages qui n'ont pas de provision de farine.

Les Allemands veulent que tous ceux qui ont fait de petites provisions les remettent à la commune, avant de consentir à livrer des farines à cette dernière. D'autre part, nos boulangers ne savent pas encore faire le pain avec les singulières farines de seigle allemandes. Demain, à Valenciennes, je tâcherai de voir quelles sont leurs idées de derrière la tête en matière d'alimentation.

Il y a deux jours, j'ai acheté encore un cheval, mais il est bien à craindre qu'un de ces jours ils ne nous les prennent tous ; sans se lasser, il faudra en chercher de nouveaux, car il faut que le travail des champs puisse se faire.

Les terres pour avoines sont labourées, actuellement on enfouit les fumiers pour pouvoir, malgré, et surtout à cause de leur défense, semer des betteraves.

4 février 1915. — Hier, parti à 2 h. 47 pour Valenciennes où je suis arrivé à 4 heures, j'ai vu mettre dans le train pour l'Allemagne une centaine de prisonniers du 13^e de ligne et quelques Anglais ; ils ne paraissaient pas avoir trop souffert et avaient de bonnes figures martiales.

Je me suis rendu immédiatement chez le baron de Welser, et lui ai exposé la situation en lui disant que je la considérais comme très grave, étant donné la surexcitation de la population, et spécialement des mères de famille. J'ai dit que la demande d'inscription constituait une incitation à l'insubordination des hommes qui ne veulent pas se faire inscrire par crainte d'être emmenés prisonniers en Allemagne, comme cela a déjà été fait.

J'ai ajouté que dans ces conditions, tous les hommes qui, comme moi, peuvent avoir une certaine influence sur leurs concitoyens, étaient forcés de décliner toute responsabilité de ce qui pourrait se produire, et que je remplissais un devoir supérieur en leur disant qu'il serait très grave pour eux de sévir, après n'avoir rien fait pour calmer une population justement effrayée. J'ai raconté la maladresse du général qui a pris prétexte de ma réclamation pour aggraver la limite d'âge pour les inscriptions.

En ce qui concerne le rationnement à 108 grammes de farine de seigle par adulte, j'ai expliqué que si en Allemagne les habi-

tudes d'alimentation permettaient de considérer le pain comme un accessoire des pommes de terre et du riz, en France, le pain était la base presque exclusive de l'alimentation du peuple. Le passage, du jour au lendemain, du régime du pain blanc à discrétion au rationnement exagéré d'un pain noir — et peu appétissant — n'était pas supportable.

J'ai beaucoup insisté sur la fâcheuse coïncidence d'application des deux mesures, sur le danger de priver de son pain une population qui voyait enfermer son blé et sa farine dans des magasins de la ville par l'autorité allemande.

Je concluais en exprimant la nécessité de remettre en marche les moulins, pour leur compte s'ils l'exigeaient absolument, et cela pour faire de la farine même à 90 pour 100 de rendement.

Le baron a compris l'importance de ma démarche, et constatant que je n'intervenais jamais sans raisons sérieuses, a décidé que puisque je ne pouvais pas voir le général de Montgelas, malade à l'hôpital, il allait immédiatement lui communiquer mes suppliques.

Toutefois il m'a fait observer que, tout en ne connaissant pas la question des inscriptions des hommes sur les listes de mobilisation, il lui paraissait difficile que le général prit l'engagement formel de ne pas les envoyer en Allemagne, comme je le demandais.

Pour ce qui est de la question du pain, il a prétendu qu'il y avait peu de chances d'obtenir quelque chose, l'autorité impériale ayant directement imposé ce régime à tout le pays occupé. Il m'a dit aussi qu'il ne fallait pas songer à remettre en marche les moulins.

Tout cela, accompagné des récriminations habituelles contre l'Angleterre qui affame l'Allemagne. Tout en constatant la gravité de la situation, il a prétendu qu'il n'y avait pas de raisons pour que les régions conquises ne fussent pas au même régime que l'Allemagne elle-même. Il a été convenu que je reviendrais ce matin chercher la réponse.

Aujourd'hui son adjoint m'a transmis les décisions. Il m'a montré l'ordre supérieur en ce qui concerne les listes, ordre qui provient du général d'armée.

Il est dit que tous les hommes susceptibles de porter les armes doivent être portés sur une liste de contrôle, que les hommes de la classe 1916 doivent être tout particulièrement surveillés, que les appels se feront tous les quinze jours ou trois semaines au plus.

Le général de Montgelas acceptait qu'il fût placardé une affiche expliquant qu'il ne s'agissait que d'appels et nullement de faire des prisonniers civils. Enfin, pour le pain, un adoucissement à la règle établie allait être recherché de concert avec l'autorité supérieure. Le porteur de ces instructions regardait tout cela comme de bonnes nouvelles.

Parti de Valenciennes à midi, j'étais à la Chambre de Commerce à 2 heures et demie pour la réunion.

J'ai raconté mes démarches

Nous avons décidé de faire une protestation très nette, mais digne et courte, au sujet de la question du pain.

En quittant la Chambre de Commerce, j'ai été dire au général le résultat de mon voyage et lui témoigner à nouveau mon mécontentement de l'allongement des limites d'âge, en insistant sur la gravité de la situation créée par les deux mesures prises conjointement, par l'autorité militaire. Il s'est emballé et a prétendu qu'il aurait 150 000 hommes pour rétablir l'ordre s'il était troublé.

Avec calme, je lui ai répondu que je savais que nous étions sous le joug de la force, mais que mon devoir était de faire ressortir tout le danger des mesures prises.

Il s'est calmé, a affirmé qu'il allait écrire dans le sens que j'indiquais, et qu'en attendant il chercherait un adoucissement provisoire au rationnement du pain.

J'ai affirmé que cela ne suffisait pas, qu'en attendant l'affiche promise par le général de Montgelas, il était nécessaire de ne rien précipiter pour les listes, et finalement, il a été convenu qu'il attendrait le 15 février pour les réclamer.

5 février 1915. — La variété des ordres pour l'inscription des hommes est considérable ; elle tient probablement au manque de netteté des instructions. Les villages de la Commandanture d'Hermies reçoivent une mise en demeure écrite d'avoir à établir les listes de tous les hommes nés de 1860 à 1900. Cela me confirme l'utilité de la protestation que j'ai préparée pour le général de Montgelas ; j'y traite avec le plus de précision possible les deux questions qui émeuvent le plus la population ; j'ai voulu, dans cette lettre, être poli, pas révolté, mais très digne ; j'y laisse entrevoir les conséquences possibles de l'exaspération de la population et des femmes en particulier, et je fais ressortir les responsabilités qu'encourrait un ennemi sans pitié, en cas de répression. J'ai demandé au général une carte de dispense d'appel pour mes collaborateurs de la Chambre de Commerce, et je l'ai obtenue.

J'ai vu à Valenciennes M. Champy, directeur général des mines d'Anzin ; il est de mon avis concernant les difficultés qui pourront s'élever au sujet du règlement du prix des bateaux de charbon saisis en cours de route et vendus par les Allemands. Il y voit une grosse question litigieuse dont la liquidation sera des plus délicates. Il m'a confirmé qu'il était toujours autorisé à livrer du charbon aux particuliers et qu'il n'en avait jamais manqué.

Il regrettait beaucoup l'entêtement du directeur du chemin de fer du Cambrésis à ne pas reprendre l'exploitation d'une ligne qui aurait facilité les approvisionnements, et peut-être permis de moins remplir le trésor de guerre allemand. Selon lui l'exploitation par-

tielle de cette ligne par M. Pagniez-Risbourg, pour des besoins particuliers, prouve surabondamment qu'elle aurait pu être étendue à toutes les directions.

Le maire-sous-préfet de Valenciennes m'a remis les dernières affiches placardées, et une convocation pour mardi à une réunion de tous les sous-préfets, présidents de Chambres de commerce, maires de grandes villes, dans le but d'examiner les moyens d'enrayer les émissions de bons de petites communes, bons qui ne reposent pas sur un crédit sérieux, et qui sont trop facilement imitables.

Les Allemands ont autorisé cette conférence, à la condition de faire inscrire sur nos bons qu'ils seraient payables après la guerre en quelque lieu qu'ils puissent se trouver et malgré les lois qui voudraient le contraire, ce sera un obstacle pour aboutir à quoi que ce soit, mais c'est une bonne occasion d'échanger nos idées et de savoir quelque chose de nos affaires.

On m'a dit que la ville de Valenciennes avait déjà pour 15 000 000 de francs d'engagements et que son émission de bons atteignait 13 000 000 de francs. J'ai pu faire parvenir à M. Aliez des papiers et une lettre ; je suis certain qu'il lui sera agréable dans son exil de recevoir quelques nouvelles de notre région.

Le secrétaire du baron de Welser, M. Fohr, plaint beaucoup les Français ; il les dit dans une situation bien mauvaise, est-ce conviction naïve ou volonté de nous démoraliser ? Dans tous les cas c'est de mauvais goût.

À la gare, j'ai vu de très jeunes soldats, équipés de neuf. Ce devait être la première fois qu'ils portaient l'uniforme gris de campagne, et vraiment ils ne faisaient pas mauvaise figure sous les armes.

7 février 1915. — Tous restent très vaillants pour supporter nos appréhensions et nos privations, mais il existe un énervement latent général.

Ma chère fille est, des premières, victime de la mauvaise humeur parce qu'elle approuve en tous points ma ligne de conduite, elle qui connaît mes actes de chaque jour. Nous éprouvons un gros chagrin de cette situation, mais elle ne nous atteint pas dans notre volonté de nous rendre utiles.

Ailleurs c'est encore pis. Nos édiles très dévoués se sont transformés en une sorte de duodécemvirat ; ils siègent par séries, à tour de rôle ; il n'y a pas de chef qui s'impose. Les conseillers de service, entourés parfois de gens étrangers à l'assemblée, forment une sorte de « Club de la Potinière ». Chacun se sent une vocation universelle et l'on cherche en vain où se trouve un pouvoir exécutif conscient de responsabilités qu'il ne cherche pas à fuir. Par contre, il y règne un besoin général de critiquer, de censurer, de médire, qui va quelquefois jusqu'à la calomnie.

La situation qui résulte de cet état d'esprit est d'autant plus

fâcheuse que l'union de tous les efforts et de toutes les bonnes volontés, quelles qu'elles soient, est plus nécessaire ; malheureusement la politique et le sectarisme ne semblent pas vouloir renoncer à leurs droits. Ils se glissent partout, et hier encore, à la Chambre de Commerce, au milieu de nos occupations si graves, nous avons dû en entendre l'écho.

Un de nos collègues, membre du Conseil municipal, souvent plus préoccupé de trouver matière à censure que d'examiner impartialement les questions, avait trouvé le moyen de défigurer, vis-à-vis d'un de ses collègues, ce qui avait été dit à la précédente séance, d'où la volonté de celui-ci de faire rectifier l'opinion qui lui avait été prêtée en s'appuyant sur force petits papiers et récriminations ; finalement on s'est aperçu qu'on n'avait jamais cessé d'être d'accord ; mais on avait manifesté son animosité contre moi, et c'était sans doute là une satisfaction suffisante.

On nous reprochait de désapprouver systématiquement l'œuvre du Conseil municipal, alors que je disais que notre désaccord existait sur deux points, celui de l'émission des bons de la ville et celui de la vente du charbon, acte de commerce, de notre compétence, sur lequel nous avions le droit de manifester notre opinion, alors que par principe, nous nous abstenons de connaître ou d'apprécier les autres actes de la municipalité.

Le calme était à peine revenu lorsque, à propos de la lettre que j'avais écrite la veille au général de Montgelas, perdant de vue le but, on protestait contre l'indication : « Président de la Chambre de Commerce faisant fonction de sous-préfet », dont je faisais précéder ma signature.

Pour eux je n'étais pas sous-préfet, j'avais accepté cette charge dans des conditions inadmissibles. Si j'étais partisan d'une action ostensible, eux l'étaient d'une action occulte (préférence de francs-maçons peut-être). Ils me blâmaient d'agir comme je le faisais, et exigeaient la mise de ce blâme au procès-verbal.

M. Garin ajoutait qu'il n'était pas de parti pris contre moi, que dernièrement, il avait failli se fâcher avec un ami en soutenant que je n'avais aucun intérêt personnel en préconisant la tarification des blés, farine et pain, adoptée par la Chambre de Commerce.

J'ai répondu que je regrettais leur manière de voir, mais qu'ayant toujours la prudence de ne rien faire sans consulter des amis sûrs et dont la rectitude de jugement était notoire, j'étais certain de rendre de grands services ; que du reste, tous les maires me manifestaient leur reconnaissance pour mon action vis-à-vis d'eux ; que dans ces conditions, j'estimais que mon devoir était de ne pas m'attarder à leurs récriminations, pas plus qu'à leurs malveillantes insinuations auprès des habitants ; que je ne céderais pas devant une minorité aussi infime, et que je continuerais comme par le passé à faire tout ce que j'estimais être mon devoir.

Quant à ce qui était de la mise en doute de mon désintéressement, je ne pouvais pas me sentir atteint par de pareilles turpitudes, et je les méprisais à un tel degré que je ne savais à M. Garin aucun gré de m'avoir défendu parce que cela devait répondre à ses convictions à mon sujet, qu'il n'avait fait que ce qu'il devait, qu'il n'ignorait pas que tous les hommes qui se dévouent pour les autres soulèvent inévitablement des mécontentements, des jalousies, et que moi-même, je ne lui avais pas demandé de reconnaissance lorsque j'avais essayé de justifier et de défendre certains de ses actes très attaqués.

Heureusement toutes ces turpitudes s'oublieront, espérons-le, dans une paix victorieuse ; cependant, lorsque nous serons délivrés du joug de l'ennemi, il ne faudra pas se laisser retomber sous celui de gens qui ont conduit le pays à deux doigts de sa perte. Si toute mon énergie n'a pas été épuisée pendant la guerre, je m'y emploierai avec le désintéressement personnel que j'apporte aux choses publiques.

En attendant, tout cela est bien attristant, il faudrait avoir le cœur placé plus haut, et ne pas chercher à décourager ceux qui se donnent tout entiers à ce qu'ils estiment leur devoir.

Jeudi, lors de mon voyage à Valenciennes, est montée dans le même train que moi une compagnie d'ouvriers enlevés il y a deux mois à Saint-Quentin. Elle revenait de travailler au Quesnoy et on l'emmenait à Péronne ; je n'ai pas pu approcher suffisamment ces hommes pour savoir à quoi on les occupait, et comment ils étaient traités.

Il y a quelques jours, à Proville, alors que les Allemands cherchaient des jeunes gens qui ne s'étaient pas présentés à l'appel, ils ont tiré et blessé un enfant de l'hospice qui s'était sauvé, au lieu de montrer ses papiers.

Je sors de chez le général ; ma lettre au général de Montgelas a porté, car notre Commandeur est furieux, il m'a dit, comme hier au maire, que je porterais la responsabilité d'avoir provoqué l'envoi de troupes supplémentaires prêtes à réprimer les troubles éventuels. Je lui ai répondu que je prenais toutes les responsabilités sans me soucier des conséquences, et que je n'avais fait que mon devoir en disant qu'ils ne pouvaient pas imposer un régime de 108 grammes de mauvaise farine de seigle par adulte sans risques, et que les gens ne se laisseraient pas mourir de faim sans manifester.

Malheureusement le maire lui a dit que ce danger de manifestation était imaginaire, que la population se soumettrait à toutes leurs exigences. C'est une singulière façon de protester contre ce qui est inacceptable.

Hier je suis allé trouver l'Archevêque pour l'entretenir au sujet de deux irrégularités qui m'étaient signalées par l'inspecteur primaire.

D'abord l'ouverture d'écoles dans un orphelinat, à Saint-Druon, sans autorisation, suivie d'insubordination vis-à-vis de l'inspecteur et finalement de malhonnêtetés graves envers cet inspecteur. L'Archevêque a été de mon avis, lorsque je lui disais qu'il fallait éviter de transgresser les lois françaises, surtout pendant que nous étions sous le joug de l'ennemi.

Il était très au courant de la question et la voyait comme moi. Il a été convenu qu'il enverrait les religieuses chez l'inspecteur pour réparer leur attitude maladroite et incorrecte. Je suis persuadé que ce fonctionnaire leur facilitera leur pénible démarche. Leur tort d'agir comme elles l'ont fait était d'autant plus grand qu'on était disposé à leur donner satisfaction pendant la durée de la guerre, si elles avaient commencé par faire une demande.

La seconde affaire était relative à l'exécution d'un ordre du Commandeur de Crèvecœur aux curés, d'avoir à faire des leçons d'instruction religieuse dans les écoles, ce qui constitue une contravention aux lois. J'ai dit que pour ne pas créer de difficultés aux curés, en présence de l'ennemi, l'inspecteur était disposé à rechercher un terrain de conciliation. L'Archevêque a proposé de donner les leçons à l'église, en retardant l'entrée en classe d'une demi-heure, ou en avançant la sortie du même laps de temps, ce qui permettra de dire aux autorités allemandes que ces leçons se font pendant les heures de classe et sauvegardera les lois qui n'ont pas cessé de nous régir. J'ai accepté de faire parvenir les lettres à cet effet aux curés.

Si nous pouvions arriver au régime de la conciliation, en respectant les convictions de chacun, et accordant une liberté raisonnée qui supprimerait toute révolte aux lois !

L'inspecteur fera adresser par les instituteurs une protestation platonique au Commandeur, en lui disant que suivant les Conventions de La Haye, nous restons, même pendant l'occupation, soumis aux lois nationales, et qu'il n'a pas le droit de donner des ordres contraires à ces lois.

Dans la Commandanture d'Hermies nous sommes plus pressurés que jamais. Le colonel, qui croyait avoir vidé complètement la ville de Bapaume avant son départ, est vexé que celui qui l'a remplacé ait encore trouvé, entre autres choses, 3 000 bouteilles de champagne.

Il ne veut pas qu'il puisse en être ainsi dans nos villages. Hier, on ramassait le reste des pommes de terre, et tout suivra, mais de grâce, qu'ils nous donnent du pain.

Le canon tonne très fort, ce doit être dans la direction de Lens, La Bassée, Givenchy. Quoi qu'on en ait dit, nous ne devons pas encore avoir avancé vers Douai.

Une infirmière qui avait voulu traverser les lignes françaises est restée trois semaines à Noyon sans y parvenir, nos troupes sont à

quatre kilomètres environ de cette ville. On raconte que deux autos montées par des officiers français et anglais, habillés d'uniformes allemands, auraient longuement circulé dans les territoires envahis, se livrant à des investigations audacieuses.

9 février 1915. — Hier à Noyelles, jugeant qu'il était imprudent de faire du pain blanc, et pour éviter les réquisitions de farine chez les boulangers, j'ai fait une demande de quinze sacs de farine de seigle à la Commandanture d'Hermies. Si les boulangers ont la sagesse de la mélanger avec celle de froment, on aura une ration suffisante en quantité et en qualité, pendant assez longtemps, mais je n'ai pas grande confiance dans leur raison.

Pendant mon déjeuner, j'ai reçu un pli de l'inspecteur des étapes m'accordant l'autorisation d'aller à Lille.

Parti à 1 heure 45 pour Valenciennes, l'auxiliaire de M. de Welser m'y a confirmé que des instructions avaient été données à cet effet au capitaine chargé des permis. Au bout d'une demi-heure d'attente, mes papiers étaient en règle et je me réjouissais de pouvoir soumettre mon action au préfet, de prendre son avis sur certains points, et de lui dire ce que je pensais de quelques fonctionnaires.

Je me suis alors rendu à la mairie et chez le président de la Chambre de Commerce. Au cours de diverses conversations, j'ai constaté chez tous une confiance dans l'avenir égale à la mienne ; mais on n'avait pas plus de nouvelles qu'à Cambrai. Comme la semaine précédente, j'ai été admirablement soigné à mon hôtel du *Bon accueil* par M. et Mme B... ; c'est bien le cas de dire que les amis des amis sont des amis. A 9 heures, ce matin, j'étais à l'hôtel de ville où devait avoir lieu notre réunion à propos des différentes émissions de bons.

La municipalité de Cambrai s'était fait représenter, mais il n'y avait qu'eux ; beaucoup plus tard le maire de Douai, et M. M.-L. Dupont, de la Chambre de Commerce, sont arrivés. On nous a exposé la situation précaire qui sévit à Valenciennes où la circulation monétaire consiste en bons divers dans la proportion de 90 pour 100. Il est vrai que leur émission est aujourd'hui de 16 000 000 de francs. Cela a beaucoup facilité l'absorption du numéraire par les Allemands et m'a confirmé que nous avons bien fait de restreindre les demandes en ne donnant satisfaction qu'aux besoins indispensables.

La nécessité de payer 3 pour 100 d'escompte plus 2 pour 100 au bout de six mois, et surtout d'appuyer la traite par quatre signatures bien solvables, a été très heureuse, et nous nous en féliciterons lors de la liquidation générale.

J'ai expliqué notre façon de faire en disant pourquoi nous n'avions pas les préoccupations des Valenciennois.

Les propositions de consolidation mutuelle des diverses émis-

sions du département a été écartée et j'ai promis de proposer à mes collègues de Cambrai de faciliter les échanges de billets entre arrondissements, pour engager les commerçants à accepter les bons jouissant de cette faculté d'échange.

Pressé d'aller à Lille, je suis parti avant la fin de la réunion. Arrivé là-bas, un soldat m'a accompagné à la mairie pour y faire viser mon permis. Cela m'a pris *une heure* pendant laquelle j'ai vu la mauvaise humeur du personnel allemand s'exercer contre tous les demandeurs.

J'étais à la préfecture à 3 heures, j'y ai constaté que si j'étais très désireux de rendre des comptes, et de demander des avis, on montrait beaucoup moins d'empressement à m'en donner.

Vraiment, la conception des hommes d'affaires, habitués à se gêner pour ne pas faire attendre les personnes dont ils considèrent le temps comme précieux, est absolument inconnue des fonctionnaires, aux yeux desquels le temps consacré aux visiteurs constitue une grâce dont il faudrait leur savoir gré.

M. le Secrétaire général a bien voulu me recevoir à 4 heures et comme je manifestais l'ardent désir de voir le Préfet, il m'a prié d'attendre. A 5 heures et demie, comme j'attendais encore, j'ai demandé à revoir le Secrétaire général ; à 6 heures j'ai été introduit, je lui ai expliqué que j'avais eu énormément de peine à obtenir d'aller à Lille, mais que j'en avais encore plus à joindre le préfet, que mon temps était tellement précieux que j'étais extrêmement vexé d'être forcé de ne pouvoir partir demain à la première heure, mais que j'y mettrais toute la ténacité nécessaire ; je demandais donc que M. le Préfet veuille bien me donner rendez-vous pour me permettre de partir à 11 heures. Résultat ! on vient de m'apporter un mot pour m'aviser que je serais reçu demain, à 2 heures et demie !!!

10 février 1915. — J'ai été très ennuyé, hier, de ne pouvoir pas repartir ce matin, mais j'en suis consolé, tellement j'ai bien employé ma journée. J'ai passé trois heures avec le percepteur d'Annapes, M. Isbled, qui m'a donné de bonnes nouvelles de Sainghin. Nous avons beaucoup causé administration, il m'a fourni des renseignements très précis sur ce qui se faisait ; toujours très dévoué, il s'occupe énormément de ses communes, dont il n'a jamais cessé de gérer les intérêts. Comme moi, il considère que c'est un devoir et que les services à rendre aux maires sont extrêmement importants ; nous sommes du même avis sur tous les détails de ces gestions.

En allant chez M. Duhem, dont l'immeuble est parmi ceux qui ont été détruits à l'occasion du bombardement, j'ai rencontré mon ami Barrois. Nous nous sommes trouvés, dans les bureaux improvisés de M. Duhem, avec le directeur de la Banque de France ; une conversation extrêmement intéressante m'a fait passer une heure

très agréable. L'immeuble, en ciment armé, est le seul qui n'ait pas été complètement détruit par l'incendie. Le bilan de la Banque de France qui m'a été communiqué révèle une situation financière très favorable.

M. Barrois s'est vivement intéressé à ce que je lui ai raconté sur la marche des sucreries de notre région ; pas une seule n'a pu mettre en route dans sa contrée.

Les misères supportées dans le pays ressemblent beaucoup à celles que nous subissons. La confiance dans le résultat final y est aussi absolue qu'ici.

A 2 heures un quart j'étais à la préfecture, toujours accompagné par M. Barrois. Le préfet a écouté la narration que je lui ai faite de mon action dans l'arrondissement de Cambrai, je lui avais apporté des documents explicatifs, lettres circulaires, etc. ; y compris ma lettre du 7 novembre invitant les conseillers généraux et d'arrondissement à se substituer au sous-préfet parti. Je lui ai parlé de l'opposition qui m'était faite par quelques-uns, mais il n'a pas relevé mon allusion. Il a approuvé tout ce que j'avais fait et n'a formulé aucune critique. Au sujet des émissions de bons par les communes rurales, il a été tout à fait de mon avis et m'a dit d'insister pour les empêcher. Il m'a recommandé d'informer les maires du danger de ces émissions, pour eux et les conseillers municipaux, car les délibérations les autorisant ne peuvent devenir exécutoires qu'avec l'approbation préfectorale.

Si les emplois de l'argent qu'on s'est ainsi procuré ne répondent pas absolument aux desiderata administratifs, les dépenses irrégulièrement engagées pourraient rester sur les bras des signataires. La nécessité qui s'imposait d'une grande précision et d'une mise au point très nette m'a fait trouver ma conversation d'une heure insuffisante, mais le préfet était appelé à une réunion d'œuvre de bienfaisance créée par lui.

Nous autres hommes positifs, nous ne comprenons pas que des administrateurs ne poussent pas plus à fond les questions administratives, et qu'ils fassent une place égale, dans leurs préoccupations, aux choses accessoires ; en temps ordinaire, c'est la politique, actuellement ce sont les œuvres d'assistance.

Le but que je poursuivais a été obtenu, puisqu'il a approuvé tout ce que j'ai fait, et qu'il a été de mon opinion sur les projets énoncés.

Cela me confirme dans mon action et m'engage à continuer avec la même prudence.

J'ai passé le reste de mon après-midi à la Chambre de Commerce où il y avait réunion. Conversation générale encore des plus intéressantes sur la situation, échange de vues, constatation qu'ici, comme ailleurs, beaucoup trop de petits fonctionnaires s'abstiennent de toute participation aux affaires publiques. J'ai donné beaucoup

de détails sur la réunion d'hier à Valenciennes, et sur ce qui s'était passé dans le Cambrésis.

Il ne s'est présenté aucune divergence d'opinion dans nos appréciations des événements, ni sur les remèdes qu'il conviendrait d'appliquer après la guerre pour empêcher le renouvellement de beaucoup d'abus administratifs.

11 février 1915. — Me voilà rentré d'un voyage pénible, et qui ne se fait pas sans craintes de complications de route. Je suis satisfait du résultat de ces pérégrinations. J'ai vu de bons amis, j'ai recueilli des renseignements, sondé l'opinion dans des milieux multiples, et enfin le but de mon voyage a été atteint à la préfecture. Evidemment, la visite faite par M. Garin trois jours après la mienne de novembre au préfet du Nord, a mis ce dernier dans une situation délicate à mon égard. Je pouvais devenir compromettant, de sorte qu'il aurait voulu ne pas me recevoir, mais ma ténacité l'a empêché de persévérer dans cette idée, pour éviter une impolitesse qu'il n'avait pas de raison de me faire.

La mentalité administrative est très spéciale et ne ressemble en rien à celle du monde des affaires. Alors que nous avons l'habitude d'aller au-devant des questions utiles, que nous les cherchons et les solutionnons nettement, au mieux des intérêts dont nous avons la charge, l'administrateur public n'a guère cette ardeur qui fait surmonter les difficultés ; il est trop habitué à fuir les responsabilités.

Ces messieurs ne sont pas ardents, ils attendent que les affaires viennent à eux, et drapés dans leur dignité de fonctionnaires, ils ne se laissent approcher qu'à des heures très limitées, contrairement à nos habitudes d'être toujours à la disposition de ceux qui ont besoin de notre concours ou de notre appui. Ils réservent toute leur énergie aux questions politiques qui dominent tous leurs actes, et qui sont toujours, de quoi qu'il s'agisse, prises en considération dans l'administration. Dans l'espèce, je ne suis pas du Cénacle, et l'on me considère comme un gêneur qui pourrait devenir compromettant. Plutôt, au lieu de m'accepter de bonne grâce comme un collaborateur occasionnel, un auxiliaire de remplacement, on préférerait dire que mon rôle dans ces périodes critiques est absolument inutile. Sans aller jusqu'à s'attribuer la science administrative infuse, on tendrait à croire que cette science n'est pas accessible à ceux qui ne sont pas appuyés sur la politique.

Cet état d'âme fait qu'ils parlent, même à des gens plus expérimentés qu'eux, avec une assurance plus autoritaire que réfléchie.

Dans les circonstances actuelles, il ne faut rien résoudre par théorie, il n'y a que des questions d'espèces qu'il convient de juger sur place. Pour cela il faudrait se déplacer constamment, déployer une activité à toute épreuve, et se mêler aux difficultés, ne pas voir seulement de son cabinet. Au lieu de cela, on néglige l'effort des

autres, parce qu'on ne conçoit l'effort que pour faire triompher un parti politique. Cette vulerie, pour ne pas se compromettre, pousse à tout dramatiser autour de soi, et à laisser croire qu'on est plus exposé que les autres aux méchancetés de l'ennemi.

Malgré les difficultés, j'ai rendu compte de mes actes, j'ai marqué ma volonté d'aller chercher des inspirations auprès de l'administrateur du département, et on ne pourra jamais dire que j'ai cherché aucune indépendance, ou voulu imposer mon autorité; je ne veux m'imposer que par les services rendus et reconnus par ceux que je tire d'embarras.

Aussitôt rentré à Cambrai, j'ai assisté à la réunion de la Chambre de Commerce, et j'ai rendu compte de mon voyage à mes collègues. Il a été décidé qu'il fallait, par lettre, indiquer aux maires les dangers d'émissions de billets communaux, et leur adresser également les dispositifs du règlement d'administration publique pour l'application de la loi sur les réparations des préjudices causés aux populations envahies.

12 février 1915. — Hier, à mon retour de voyage, j'ai eu la joie de trouver de bonnes nouvelles de tous les miens. Une dame que je ne connais pas, ayant fait le tour de force d'aller en France pour voir son mari, avait eu à Arcachon, par Mme Pauline Cornaille, des nouvelles de ma femme et de mes petits-enfants. Nous avons su également qu'André Cornaille était en bonne santé, que sa division de cavalerie est à l'armée de Belgique. Ces nouvelles n'ont pas plus de trois semaines de date. Ma fille et moi nous en sommes trouvés tout réconfortés, nous allons allonger encore notre patience. Mais que de choses à se dire lorsqu'on se reverra, et comme ce sera bon !

Ce matin j'aurais eu beaucoup de choses à voir à l'usine de Noyelles, mais j'ai dû précipiter ma visite pour aller à la mairie où des affaires urgentes m'appelaient. Hier on a réquisitionné vingt-huit bêtes à cornes et 400 quintaux d'avoine, les gendarmes sont venus réclamer pour la troisième fois la fameuse liste d'hommes, et après avoir tout bien pesé, je me suis décidé à l'envoyer. J'ai la conviction absolue que les hommes ont intérêt à se rendre aux appels, je suis persuadé qu'il n'y a pas actuellement de danger pour eux. C'est une grosse responsabilité à prendre, mais je n'ai pas hésité à le faire. Nous avons reçu hier une demande de contribution de guerre de 20 900 francs. Ils ont renoncé, dans notre armée, à réclamer des impôts, ils se trouvent plus libres vis-à-vis de la Convention de La Haye.

Je vais tenter de résister en disant que nous n'avons même plus d'argent pour assurer le paiement des farines de seigle qu'ils nous obligent à leur acheter. En réalité on trouverait encore une partie de ces sommes, mais il faut surtout voir qu'elles seraient

employées contre notre pays. En même temps nous avons reçu des instructions ridicules concernant la culture des terres, accompagnées d'un questionnaire détaillé.

Après être passé à la Chambre de Commerce et avoir reçu quelques personnes chez moi, je suis parti pour Carnières où les maires m'avaient demandé d'aller leur dire ce que je pensais des questions les plus actuelles. De 2 heures à 5 heures un quart, je leur ai fait une conférence sur ce qu'ils devaient faire et ne pas faire, au sujet du questionnaire sur la culture, à propos des émissions de bons communaux, à l'occasion des listes d'hommes susceptibles de porter les armes, au sujet de l'achat de farine de seigle à 58 fr. 75 les 100 kilogrammes à raison de 108 grammes par jour et par adulte. Je leur ai donné le conseil d'opposer une grande résistance, une force d'inertie à la demande de 30 francs par habitant à titre d'impôt de guerre. Je leur ai annoncé l'envoi du règlement d'administration publique réglementant les vérifications des dommages causés par l'ennemi dans les pays envahis. Enfin j'ai recommandé encore plus de soin dans la répartition des réquisitions et la tenue de la comptabilité communale, alors qu'ils sont abandonnés par les percepteurs, qui, malgré toutes mes incitations, continuent à s'abstenir, *sauf exceptions* très rares.

Ils m'ont beaucoup remercié de la peine que je prenais pour les conseiller et les aider, ils m'ont demandé de ne pas tenir compte de ce que disaient à Cambrai certaines personnes malveillantes.

13 février 1915. — A Noyelles, j'ai mis le conseil municipal au courant de ce que j'avais appris. Je leur ai parlé des questions de contributions de guerre, de la liste des hommes, et enfin de la ration de pain.

Après avoir exprimé le regret que malgré mes indications, on n'ait pas fait de farine à pain bis, j'ai proposé de chercher à obtenir des Allemands le plus vite possible de la farine de seigle pour noircir le pain, de façon à ne pas attirer l'attention sur nos provisions clandestines de farine, et à pouvoir les employer le plus longtemps possible. A cet effet, je viens de porter au général une demande, il m'a fait certifier, sur la lettre, qu'il n'existait plus de farine dans la commune, en me faisant observer le danger d'une fausse déclaration.

Je n'ai pas hésité à lui donner satisfaction ; malheureusement, je crains qu'à la première enquête les gendarmes n'en trouvent tant et plus.

A la Chambre de Commerce, rien de particulier ; ma lettre aux maires, à l'occasion des bons communaux, a été approuvée.

Le général m'a confirmé que mes collaborateurs du comité de direction de l'émission des bons n'avaient pas à se présenter aux appels. L'affiche de l'Inspection des étapes qui m'avait été

promise pour rassurer les populations a été placardée, mais la limite d'âge pour l'inscription a été portée à cinquante ans.

Nous sommes sans autres nouvelles que celles que nous apportent les journaux allemands et la *Gazette des Ardennes*. Malgré cela la confiance règne toujours.

Les visites de maires se multiplient ces jours-ci à cause de la gravité des demandes. Je prêche partout la résistance par inertie, ne répondant à la brutalité que par des attermoissements. Mais cela devient très dur et il importe de soutenir les uns et les autres dans leur bon vouloir.

14 février 1915. — A Noyelles, j'ai réuni tous les hommes susceptibles de répondre à l'appel exigé par les Allemands. Je leur ai expliqué qu'il y avait un danger immédiat à ne pas s'y rendre, qu'il était éloigné, que peut-être il ne se réaliserait jamais en y allant, j'ai donc fortement conseillé de s'y rendre. A l'appui de mon dire je leur ai montré l'affiche réclamée par moi, disant nettement qu'il ne s'agissait pas d'emmener en Allemagne aucun de ceux qui se présenteraient.

J'ai profité de leur présence à tous pour faire des recommandations au sujet du pain et des réserves de farine.

Comme il en était question depuis quelques jours, tous les amputés anglais sont partis hier pour Rotterdam, ils seront rendus en Angleterre pour le 18 courant ; j'espère que le même échange des invalides va avoir lieu pour nos Français.

Depuis trois jours on constate à Cambrai une circulation active d'autos de la II^e armée, je me demande si la VI^e armée ne va pas remonter, et si elle ne sera pas remplacée ici par la II^e ? Il me semble que ce serait bon signe.

La municipalité estime qu'il n'y a pas actuellement plus de 18 000 habitants dont 9 000 reçoivent des soupes. Le général vient de m'informer que l'Inspection des étapes a fait savoir au maire qu'il autoriserait un délégué de la ville à aller à Lille s'entendre avec un commerçant allemand qui se propose d'introduire par la Hollande ce qui serait nécessaire à notre ravitaillement. Ils nous prennent tout pour rien et veulent, après nous avoir fait longuement tirer la langue, nous vendre, contre bon argent et cher, ce qui nous sera indispensable. Dès aujourd'hui des villages privés de pain donneraient 80 francs des 100 kilogrammes de farine de blé pour en avoir. Espérons que nos ennemis paieront cher tous leurs abus.

Hier ils ont arrêté et emmené, je crois, à Valenciennes Roger de Franqueville. Il était souffrant et couché, Mme de Franqueville a voulu monter dans l'auto avec son mari, ils l'auraient brutalement repoussée. Je viens d'aller à l'information, le juge d'instruction n'a rien voulu me dire. Je crois qu'on l'accuse d'avoir utilisé

la télégraphie sans fil. C'est tout simplement idiot. Malheureusement la maladie du général de Montgelas empêchera qu'il s'occupe directement de cette affaire. Avant de partir, ils ont visité son coffre-fort, mais n'ont rien pris. J'ai peine à croire qu'ils le gardent, car il est impossible qu'ils aient quoi que ce soit de fondé à lui reprocher.

Il fait un temps affreux de tempête depuis quarante-huit heures, on est déprimé malgré la volonté de réagir.

15 février 1915. — Ce matin j'ai reçu sept maires, dont celui de Caudry, et cet après-midi onze, des communes voisines de Cambrai. L'émotion est immense au sujet de l'impôt de guerre pour lequel je conseille d'employer la force d'inertie, et à propos des appels d'hommes, auxquels je suis d'avis qu'il convient de se soumettre, afin d'éviter des représailles qui ne nous avanceraient à rien. La résistance à payer l'impôt de guerre les inquiète un peu, car je leur fais prévoir qu'ils peuvent être pris comme otages.

Les appels d'hommes ont commencé à Cambrai, ils se font sans incidents. La Commandanture me fait livrer 2 272 sacs pour y mettre les produits mélassés ; ce chiffre semble indiquer qu'ils donnent tout ce qu'ils ont. J'espère qu'ils n'en auront pas de disponibles le jour où ils voudront prendre le sucre ; il leur faudra en faire venir.

J'ai acheté, et vais enlever dès demain, des engrais complémentaires pour les terres qui porteront des betteraves, car je persiste, malgré leur défense, à en faire semer.

Je crains bien que les quelques bœufs de travail qui me restent n'aient la fièvre aphteuse.

On s'attend de plus en plus à l'échange de prisonniers blessés, nous profiterons de cette occasion pour faire parvenir des nouvelles aux nôtres.

Les Allemands viennent d'afficher qu'il est absolument défendu de communiquer avec le pays français *non encore occupé*... Il faut donc s'attendre à ce qu'ils fouillent les prisonniers pour prendre les lettres, mais on se contentera de leur donner les adresses et ils feront le reste.

On raconte que la gare de Busigny a brûlé, elle était occupée complètement par les Allemands, et ils n'ont pu accuser qu'eux.

Ce matin mes voitures venaient d'arriver chez M. Defossez pour prendre des engrais, lorsque les gendarmes sont venus saisir toutes les marchandises ; mes chariots ont dû retourner à vide.

Les conventions internationales autorisent la réquisition de tout ce qui peut être utile aux armées, il sera difficile d'expliquer en quoi les engrais peuvent être utilisés par les troupes.

Ils s'en tireront sans doute encore en prétendant que le blocus de leurs côtes empêche les approvisionnements indispensables à

leurs populations, et qu'alors ils prennent le nécessaire partout où ils le trouvent. J'estime que ce droit qu'ils s'arrogent est beaucoup plus près du pillage que de la réquisition. Il est humiliant d'être forcé de se laisser faire. Il faut espérer qu'ils paieront non seulement la valeur des choses, mais qu'on les condamnera à des dommages et intérêts.

Ce matin, le général, d'un air triomphant, me montrait un article du journal *le Matin* sur le pain des Boches. Cet article vient, malheureusement, les exciter encore à l'heure où ils nous mettent à leur régime de misère, après nous avoir enlevé notre pain.

Je viens d'avoir une altercation violente avec le général : à 6 heures et demie on est venu me dire que le maire de Cantaing était en prison avec six femmes du village, parce que sept hommes sur cinquante-cinq ne s'étaient pas présentés ce matin à l'appel.

Les femmes des maris réfractaires ont été arrêtées ; le septième, âgé de quarante-neuf ans, n'avait pas de famille, alors le maire a été pris comme otage. Je suis allé immédiatement trouver le général, lui ai expliqué que ce maire, M. Foulon, avait fait tout son possible pour décider les hommes à répondre à l'appel, qu'il les avait réunis dimanche, pour les convaincre du danger qu'il y avait à ne pas répondre à l'injonction des Allemands, alors qu'il était persuadé d'après mon dire, qu'il n'y avait pas actuellement d'inconvénient à le faire, que dans ces conditions ce vieillard de soixante-douze ans ne devait pas être retenu prisonnier.

Le général est immédiatement entré en fureur, a appelé l'interprète « parce qu'il avait besoin de comprendre tous les mots que je disais ». Sa colère, en effet, l'étouffait, et il n'avait pas le calme nécessaire pour suivre une conversation en français.

Le ton de la discussion s'est immédiatement élevé de part et d'autre. Il a prétendu que c'était pour nous apprendre la discipline de guerre ; je lui ai répondu qu'un Français ne commettrait pas de tels actes. Il m'a dit que les maires avaient toujours des mensonges pour excuser les hommes de leurs communes. Malgré mon insistance, il n'a voulu consentir à lui rendre la liberté que si je trouvais quelqu'un de notoriété indiscutable et ami du réfractaire pour prendre la place du maire, parce qu'il était certain que pour faire relâcher M. Foulon, le réfractaire se constituerait prisonnier. Bref, aucun des trois habitants de Cantaing, présents à cet entretien, n'a voulu se substituer à ce malheureux.

17 février 1915. — L'appel des hommes à Noyelles s'est bien passé ; c'est moi qui y ai procédé en présence des gendarmes. La population paraît rassurée à ce sujet. En venant chercher des wagons de produits mélassés, les Allemands ont amené 20 000 kilogrammes de sons et crons pour faire des mélanges et cet après-midi, un officier est venu me demander, en l'absence du capitaine

Herbert, de livrer trois wagons tous les mercredis et quatre tous les samedis. J'ai répondu que je pouvais le faire, mais qu'il fallait solutionner les questions de matières premières, de sacs et de paiement. J'irai demain à Valenciennes, arrêter avec le baron de Welser ces diverses choses. J'ai encore vu six maires, toujours au sujet de l'alimentation, de l'impôt de guerre, et des listes d'hommes.

A Cambrai, la convocation « des notables » à une réunion avec le conseil municipal avait les mêmes causes. On n'avait, du reste, qu'à approuver le marchandage qui avait réduit à 50 000 francs les prétentions émises, ainsi que le projet d'études avec un commerçant allemand pour la fourniture des approvisionnements indispensables.

Ce soir, dans un accès de colère rageuse, le général, qui a décidément bien envie de me créer une mauvaise affaire, me cherchait querelle à propos d'un conseil que j'avais donné à des acheteurs, en deuxième main, d'un bateau de charbon confisqué. Je leur avais dit de chercher à obtenir de l'intermédiaire, qui prenait un bénéfice de 6 francs par tonne, une garantie contre toute réclamation des tiers-proprétaires primitifs. Sur ce conseil, ils n'ont pas voulu payer, et le vendeur, individu sans ressources, du genre de ceux qu'il faut aux Allemands pour écouler ce qu'ils ont pris, est allé se plaindre à la Commandanture. Le général a prétendu que c'était une affaire privée dont je n'avais pas à m'occuper, que mon intervention tendait à les gêner, à entraver leur commerce, et que j'allais lui en rendre un compte sévère.

Heureusement que les deux acheteurs sont venus dire que je leur avais simplement conseillé qu'il serait prudent de se faire donner la garantie contre tout recours contre eux après la guerre.

A contre-cœur, et vexé, le général a dû abandonner ses menaces. Il a de très mauvaises intentions à mon égard parce que je lui tiens tête ; je crois qu'il me faut prendre des précautions pour retarder le moment fatal où il me punira.

Les amputés sont dans la joie, c'est décidément samedi matin qu'ils partent pour être échangés contre des invalides allemands. Il serait compromettant pour eux et pour nous de leur donner des lettres, mais ils auront des adresses et, aussitôt en France, ils écriront aux nôtres.

Demain, mon voyage à Valenciennes sera encore très compliqué ; en dehors des questions de produits mélassés, je veux m'occuper des approvisionnements de la région avec le président de la Chambre de Commerce de Valenciennes, et aussi savoir ce qu'il en est, au sujet de ce commerçant allemand. Enfin, il faut que j'arrive à connaître ce qu'est devenu Roger de Franqueville, et à savoir ce qu'on lui reproche. Ce sera très délicat à mettre au point.

Je m'étais bien promis d'être quelque temps avant d'avoir à

reprendre leurs trains. La vie est très compliquée et la situation de chacun devient de plus en plus précaire.

18 février 1915: — Après une nuit aussi courte que mauvaise, je me suis levé à 3 heures un quart ce matin, pour partir à Valenciennes, à 5 heures, de la gare-annexe. Le voyage en compagnie de soldats a été peu agréable. Ils ont été très convenables, mais n'étaient pas parfumés d'odeurs exquises.

Arrivé à 6 heures et demie, il ne m'était pas encore possible de faire quoi que ce soit, et j'ai dû errer pendant une heure ; à 7 heures et demie, je suis allé à la Commandanture faire viser mon laissez-passer, et j'ai causé un instant avec le maire-sous-préfet des échanges de bons que nous allions pouvoir commencer dès maintenant. J'ai vu qu'il n'y avait pas de lettres pour notre région.

Mon collègue de la Chambre de Commerce était encore à Bruxelles ; il ne se décourage pas dans ses recherches de ravitaillement, mais n'a pas encore obtenu de résultat précis. Mon entretien avec le baron de Welser a presque réglé tout ce qui concerne mes livraisons de huit wagons de produits mélassés par semaine ; ils me fourniront des matières, véhicules, sacs, de la mélasse, me donneront probablement 2 francs par 100 kilogrammes pour la main-d'œuvre, et compteront les produits à 15 francs les 100 kilogrammes.

Nous avons beaucoup causé ravitaillement et pénurie d'argent. J'ai eu la même conversation avec l'intendant général de l'armée, j'ai pleuré notre réelle misère. Ils n'ont pas trop insisté sur le mal anglais.

Enfin je suis allé voir, en l'absence du général de Montgelas, toujours au lazaret, le chef de son état-major général, le colonel Schenik (celui qui m'a rendu les hommes d'Havrincourt) ; je l'ai questionné très prudemment sur Roger de Franqueville ; il m'a dit qu'il ne savait rien de cette affaire dont s'occupait personnellement le comte de Montgelas ; mais il m'a quand même appris que le général l'avait fait venir à son hôpital, qu'il l'avait fait installer convenablement à l'hôtel du Commerce où il était très bien soigné, que sa santé était bonne, qu'il se promenait chaque jour, soit à pied, soit en auto, sous bonne garde. La parole est aux juges qui instruisent la stupide accusation d'espionnage.

Le colonel m'a enfin ajouté qu'à côté de cette accusation, il y a aussi chez eux la volonté de se constituer des gages pour empêcher les cruautés de nos Marocains. Je ne sais ce qu'il y a de vrai dans cette allégation.

Mon ami est au secret absolu ; il a un planton très sévère à sa porte, qui écoute lorsqu'un domestique vient le servir. Donc il ne fallait pas songer à causer avec lui. Je lui ai fait donner les renseignements que j'avais, en lui recommandant, si, comme c'est probable, l'affaire vient devant le conseil de guerre, de me faire

appeler comme témoin à décharge. J'avoue que je ne suis pas inquiet sur l'issue du procès, tellement l'accusation est insensée, mais avec ces gens, il faut craindre jusqu'au bout.

Le prisonnier était sorti avec un agent en civil et je me suis arrangé pour le rencontrer à l'entrée de l'hôtel. Nous n'avons pas voulu nous reconnaître, mais il avait l'air vaillant, et bonne figure ; sa santé est rétablie.

A Valenciennes, comme à Cambrai, les Allemands font grand bruit d'une immense victoire sur les Russes, ils ont même sonné les cloches. Tout cela semble truqué, personne n'y croit, et les réflexions des lecteurs de leurs affiches marquent la confiance de tous dans l'issue finale ; cette confiance est admirable au milieu de nos souffrances.

A une heure quarante-cinq, j'étais rentré à Cambrai. Après la séance du Conseil d'escompte, je suis allé non pas à la Commandanture, dont je veux m'éloigner pendant quelques jours, mais à l'administration civile ; j'y ai certifié une rectification du chiffre de la population d'Eswars, pour faire réduire de moitié la demande d'impôt de guerre ; j'ai, là encore, pleuré misère et manque d'argent ; il faut les habituer à l'idée qu'ils recevront très peu de ce qu'ils demandent.

19 février 1915. — Pas de nouvelles : ils accentuent leurs annonces de grandes victoires sur les Russes, ils disent qu'ils ont encore fait 71 000 prisonniers et énoncent quantité de matériel pris par eux. Il paraîtrait que du côté d'Arras nos troupes auraient envoyé des obus très près du château de Cherisy, qui se trouve à 15 kilomètres d'Arras, dans notre direction.

A la Chambre de Commerce, les demandes d'argent, fort heureusement, se ralentissent.

Les amputés jubilent de partir demain, avec la perspective du retour en France ; on leur apporte, de tous côtés, argent et provisions, beaucoup plus qu'aux malheureux blessés emmenés en Allemagne ; pourquoi ?

20 février 1915. — J'ai défendu aux boulangers de Noyelles de vendre du pain en dehors du village ; il est nécessaire de conserver nos provisions, et surtout de ne pas risquer que les gens qui viennent en chercher puissent dire qu'il provient de chez nous. Il ne faut pas provoquer de perquisitions qui feraient découvrir nos réserves. A 11 heures, à la Chambre de Commerce, j'ai eu tous les maires du canton-est de Cambrai.

Je leur ai fait une conférence d'une heure et demie, toujours sur les mêmes sujets de préoccupations. Je dépense, dans ces exposés, beaucoup de vigueur et de volonté, afin de faire partager mes convictions.

Une fois de plus, j'ai constaté la grande satisfaction de tous ; ils sont heureux de se sentir soutenus et de se voir conseillés. De mon côté, je n'hésite pas à prendre des responsabilités morales, et je dis tout ce que je pense.

En les entendant me remercier avec effusion, j'aurais voulu que ceux qui craignent de me voir compromettre la Chambre de Commerce aient pu être témoins de leur reconnaissance. J'avais l'impression que, bien au contraire, la Chambre de Commerce sortirait de cette crise mieux connue, et que les services rendus grandiraient aux yeux de la population un organisme trop peu connu d'elle, et, insuffisamment apprécié.

Je suis allé voir le général : nous nous sommes parlé très sec, mais, aujourd'hui, sans désaccord. Il m'a refusé un permis pour Bourlon, parce que M. de Franqueville était en prison.

21 février 1915. — Le départ des amputés s'est effectué dans de bonnes conditions, pour la France. Ils étaient très émus, manifestaient leur reconnaissance, et promettaient de donner des nouvelles à toutes les adresses qu'ils emportaient.

Hier soir, j'ai reçu la visite d'une personne qui revenait de Laon, envoyée par Frédéric Bertrand. Dans cette région, les sucreries n'ont point marché, quelques-unes ont beaucoup souffert ; celle d'Aulnois, près Laon, en particulier.

La ville n'a pas été endommagée jusque maintenant ; beaucoup d'habitants sont partis. La situation serait aussi précaire qu'ici, au point de vue alimentaire.

Nos troupes se seraient rapprochées sensiblement, venant de Reims et de Soissons. Non seulement le palais de justice de Soissons est brûlé, mais la cathédrale est détruite.

J'ai été bien heureux d'avoir de bonnes nouvelles de quelques-uns de mes amis.

Ce matin, j'étais à la mairie à 8 heures, pour une conférence avec deux conseillers municipaux de Saint-Quentin, accompagnés de deux officiers de l'administration civile.

Ils étaient amenés par le désir de voir si la situation financière était aussi terrible que chez eux ; on a beaucoup palabré sur cette crise de l'argent : où il n'y a plus rien, il devient impossible de prendre, et cela désole nos ennemis, car ils en veulent encore.

Ils suggèrent l'idée de demander aux richards de déposer leurs titres dans une banque étrangère pour garantir les diverses émissions de bons qu'ils accepteraient alors en paiement. Le maire a dit que les bons des villes étaient garantis par les emprunts qui seront certainement autorisés et amortis par des centimes additionnels aux contributions. J'ai exposé que les bons de la Chambre de Commerce avaient autant de valeur que les billets de la Banque de France. En effet, pour escompter des traites, la Banque de France

exige trois signatures reconnues solvables, alors que pour donner nos bons, nous exigeons des traites avalisées par trois signatures en plus de celle de l'emprunteur.

Ils ont quand même maintenu leur opinion, que pour pouvoir accepter en paiement les bons divers des villes ou autres, il fallait qu'ils fussent appuyés par des titres donnés en garantie. Ils ont même été jusqu'à dire que, s'il le fallait, ils prendraient ces titres pour les mettre *sous séquestre*. Tout cela était accompagné de multiples protestations de ne pas vouloir toucher à la propriété privée ! Cette dernière assurance est vraiment peu compatible avec la façon dont ils prennent nos biens particuliers, tels que les sucres, alors qu'ils n'en ont pas besoin pour l'alimentation de leurs armées.

Tout ce qui précède était pure coquetterie, ils avaient gardé pour la fin le but réel de la démarche.

Le commandant Deichmann, dans le civil directeur de banque à Cologne, nous a exposé l'économie du projet dont le docteur Arbel, maire de Maissemy, s'était fait l'apôtre. Il nous a dit que ce qui le faisait rejeter par quelques-uns était le mal que nous avions à croire que les Allemands soient susceptibles de nous proposer quelque chose qui nous fût favorable.

En effet, nous avons tout lieu de craindre qu'ils n'aient une idée de derrière la tête, et nous devons examiner ce projet avec la méfiance que doit nous inspirer l'ennemi.

Il est possible que l'affaire, perfectionnée, nous soit utile. Elle est séduisante de prime abord, mais la prudence exige un profond examen.

Ils ont déjà supprimé un grave danger que je leur objectais, celui de ne laisser aucune trace de la quantité réquisitionnée et surtout du prix de base. Ils établiront en double des bordereaux donnant tous ces détails, et ils seront signés par l'officier comptable allemand et par le maire ; donc, si la valeur imposée était inférieure à la normale, nous pourrions réclamer après la guerre par l'intermédiaire de notre gouvernement.

Il y a encore des points à élucider, il faut le temps de la réflexion. A l'occasion de cette visite, j'ai pu recevoir et envoyer des lettres.

On raconte encore quelques histoires invraisemblables, elles ont le bon résultat d'entretenir la vaillance.

A Saint-Quentin, ce sont les Allemands qui vendent la viande aux bouchers, au prix de 2 fr. 15 la livre, aussi on renonce, depuis quelques semaines, à en manger ; c'est devenu un aliment de grand luxe.

Les moulins ont été arrêtés il y a deux jours seulement ; on va donc, là-bas comme ici, être mis au régime du pain de seigle mal préparé et à la ration congrue ? Le lendemain devient très inquiétant : plus de provisions puisqu'ils prennent tout, et pas d'argent pour

acheter ce qu'ils daignent nous offrir, pour faire croire qu'ils ne sont pas inhumains.

22 février 1915. — Le conseil municipal de Noyelles a approuvé le versement de 3 465 francs à titre d'impôt de guerre à valoir sur la demande de 20 780 francs. Moyennant ce versement les Allemands disent qu'ils nous laisseront tranquilles pendant quelques mois. Espérons qu'il en sera ainsi. Mes collègues, invités à prendre leur part de cette charge, ont tous décliné l'invitation, de sorte qu'avec MM. Doisy et Solau je ferai la somme qui sera avancée à la commune.

Nous avons décidé, pour obtempérer à un ordre donné, qu'une commission ferait un recensement exact, par maison, de la population.

J'ai reçu la visite des maires de Croisilles et de Saint-Léger ; ils étaient amenés par le secrétaire interprète du général de la Commandanture de Saint-Léger. Les Allemands les forcent à nous demander de l'argent pour subvenir à l'entretien de leurs troupes et d'une équipe de 184 Silésiens évacués de chez eux à la suite de l'invasion russe, et amenés pour entretenir et élargir nos routes. Ils reçoivent un repas et un mark par jour. Cet interprète s'est opposé à tout entretien en dehors de sa présence. Malgré cela j'ai pu savoir, un peu plus tard, qu'ils ne tenaient pas du tout à trouver de l'argent à Cambrai, et qu'ils avaient été contraints à la démarche qu'ils venaient de faire.

Ça se corse. Le général commandant à Saint-Léger ayant vidé de tout les communes près du front de bataille, impose aux maires d'aller faire des emprunts à la Chambre de Commerce, et pour appuyer leur demande, les fait amener par des officiers. Le maire de Douchy (12 kilomètres d'Arras) a pu nous parler seul avec son compagnon, hors la présence de son mentor allemand.

Il nous a donné des détails intéressants sur ce qui se passe autour de lui. Ils sont très vaillants ; de leur part c'est plus que de la résignation courageuse.

Il a présenté l'ordre du général prescrivant que nous lui prêtions de l'argent et est parti enchanté de notre refus.

Immédiatement après, sont arrivés deux autres maires à l'aspect minable, entraînés par deux officiers dont un commandant. Cette fois ce sont ces derniers qui ont pris la parole. Ils nous ont intimé l'ordre de prêter de l'argent à ces malheureux pour acheter le charbon jugé nécessaire au chauffage des troupes. J'ai répondu nettement qu'il n'y avait rien à faire avec nous, que nous étions institution d'arrondissement et que nous ne voulions ni ne pouvions faire d'opération avec ces communes. Fort mécontents, ils sont partis chercher les moyens de nous y contraindre.

Par précaution, j'ai fait enfermer la caisse et congédier le

personnel, pour qu'ils trouvent porte close en cas de retour.

Appuyé par l'avis bien précis de mes collègues, je répondrai par un refus absolu. Nous ne devons pas travailler dans l'intérêt allemand et de plus, on aboutirait à la dépréciation, non seulement de nos billets, mais aussi de toutes les autres émissions. Il ne faut pas faire des assignats.

J'ai eu cet après-midi une conversation très intéressante avec le maire de Caudry et mon collègue Posselle. Il paraîtrait que M. Auguste Pagniez est toujours captif. On ne lui a pas encore fait connaître l'accusation dont il est l'objet.

23 février 1915. — Pas de nouvelles, mais grande confiance malgré les mauvaises indications sur les Russes, qu'ils affichent avec persistance.

24 février 1915. — Continuation des visites des maires de la Commandanture militaire de Saint-Léger. Aujourd'hui les maires de Bullecourt, Ecoust-sur-Mein et Rieucourt-lez-Cagnicourt sont venus, par ordre, nous demander de l'argent pour acheter du charbon pour les troupes ; ils ont remporté la même réponse négative et en ont été enchantés. Dans leurs villages on prend tout sans donner de bons en échange, les maisons sont fouillées et celles inhabitées ont encore plus à souffrir que les autres.

En réalité ce ne sont plus des réquisitions qui s'exercent, mais un vrai pillage.

Je viens d'avoir des nouvelles de Mme de Franqueville, elle est toujours inquiète de son mari, je la fais rassurer de mon mieux ; il ne me paraît vraiment pas possible qu'une accusation puisse tenir debout.

Là encore, on ne réquisitionne plus, on prend.

Le commandant de l'ambulance installée au château depuis trois mois s'est fait donner les clefs des caves. Il daignait, jusqu'à présent, donner pour la table des propriétaires trois bouteilles de vin par jour, mais depuis le 21 il ne veut plus rien livrer. Cette situation est terrible et il faut craindre des aggravations. Ils font fouiller les maisons de nos villages pour trouver les réserves de farine. Du reste ils ont écrit dans la *Gazette des Ardennes* du 22 que l'Angleterre avait beau vouloir affamer leurs 70 000 000 d'habitants, ils n'en laisseraient pas mourir un seul de faim avant que les 11 000 000 d'habitants des régions occupées par eux soient tous morts d'inanition.

25 février 1915. — J'ai été convoqué à assister ce matin à la mairie à une conférence avec MM. Silfrid Astruc et Kun, négociants allemands, et M. King, ex-vice-consul des Etats-Unis à Lille, qui amenés par l'intendant de l'Inspection des étapes venaient

pour mettre sur pied un contrat de ravitaillement. Ils devront livrer 500 tonnes de blé américain en mars, le prix sera de 39 francs environ le quintal rendu à Cambrai.

L'intendant garantit que ce blé ne sera pas réquisitionné par les Allemands, pas plus que le pain qui en proviendra. Le moulin de Cambrai sera autorisé à les travailler. Il a été commandé également 30 tonnes de haricots et 5 tonnes de jambon fumé.

Les détails de paiement seront arrêtés demain à Lille par les différents banquiers.

Je suis intervenu au contrat comme président de la Chambre de Commerce. Mais je suis comme saint Thomas et je croirai à la chose lorsqu'on aura reçu le blé et même quand le pain sera mangé.

Ces conférences de l'hôtel de ville ont toujours le grand défaut de se passer devant trop de monde. Le roulement établi pour assurer de façon régulière la présence d'un certain nombre de conseillers municipaux a le grand défaut que, sans être destinés à suivre une affaire jusqu'au bout, ils interviennent dans la discussion qui aurait, en présence des Allemands, besoin d'être très serrée et bien conduite. Je ne m'explique pas que les adjoints ne souffrent pas de cette confusion ; ce ne peut être cependant dicté chez eux par la volonté de fuir les responsabilités. Décidément notre jeune démocratie souffre énormément de la confusion des attributions dans les charges publiques. Cette mauvaise éducation administrative gêne beaucoup le pouvoir exécutif et supprime l'esprit de suite.

À la Chambre de Commerce nous procédons tout différemment. Je consulte mes collègues sur tout, nous nous sommes créé chacun une spécialité, mais quand il s'agit de passer à l'exécution des décisions prises en commun, j'agis seul, prenant carrément toutes les responsabilités comme je veux avoir toutes les initiatives pour les ordres du jour. On s'apercevra peut-être plus tard, à la municipalité, du mauvais procédé de travail.

Le préfet du Nord est consigné à la citadelle de Lille ; son secrétaire général également, ils sont relativement bien traités. Ils bénéficieront aux yeux du public de cette captivité qui fera contrepoids au reproche d'être partis le 24 août, et aussi de ne s'être pas suffisamment mêlés à l'action des communes depuis leur retour.

Ils ont été arrêtés parce qu'ils avaient conseillé de ne pas accepter l'unification des bons d'émissions ; cela a été tout au moins le prétexte.

On semble beaucoup regretter, à Lille, l'arrestation du chef de division de la préfecture chargé de tous les services d'assistance.

C'est le sous-préfet d'Avesnes qui a la délégation du préfet pour l'expédition des affaires.

Je reste persuadé que je ne tarderai pas à être arrêté. Le général reste très menaçant et mes conseils aux maires sont tellement nets

que la moindre maladresse d'un maire s'appuyant sur mes dires serait l'occasion recherchée.

À la Chambre de Commerce, nous avons, cet après-midi, examiné des questions très graves au sujet de la prétention des Allemands de faire avaliser par les communes les bons d'une émission allemande. Nous allons rédiger une note concise pour les maires.

À Noyelles, j'ai pu me procurer tous les engrais nécessaires pour la culture de la betterave qu'ils défendent et j'en ai fait la répartition. Un nouveau capitaine qui réside à Cantaing nous a encore envoyé un questionnaire concernant l'assolement de nos champs ; il demande combien nous mettrons de betteraves fourragères, et dit qu'il est chargé de surveiller notre culture. Ils ne doutent de rien et se figurent qu'ils sont chez nous pour toujours.

Comme ces jours derniers, nous avons eu de nombreuses visites de maires qui viennent, contraints et forcés, demander de l'argent ; certains étaient accompagnés par des officiers qui se sont montrés stupéfaits que nous refusions d'obtempérer à l'ordre de leur général. Ils sont partis en faisant toutes sortes de menaces.

De la guerre, aucune nouvelle ; depuis trois jours, nous n'entendons plus le canon, cela nous manque réellement. En somme, les positions restent les mêmes de part et d'autre.

En Allemagne tout se raréfie, il paraît qu'ils n'ont droit par cheval qu'à 50 litres d'avoine par semaine et au prix de 22 francs les 50 kilos. Ils donnent du sucre à leurs chevaux et le payent 44 francs les 100 kilos, alors qu'ils ont la prétention de prendre le nôtre à 15 francs.

26 février 1915. — Par mesure de précaution, je donne dans tous les milieux où j'ai charge de direction les instructions et les indications utiles en prévision de ma suppression éventuelle. J'ai visité à Noyelles l'organisation des soupes pour les enfants, vieillards et familles nombreuses. Cela fonctionne très bien, la nourriture donnée est excellente, et je suis étonné qu'il n'y ait pas plus de demandes ; les malheureux préfèrent de l'argent, alors même qu'avec la somme infime qu'on leur donne ils sont incapables de se procurer une nourriture équivalente à celle qu'on leur offre.

Le conseiller municipal faisant fonction de maire d'Iwuy est venu me trouver avec quatre de ses collègues. La situation de ce village, qui est cependant loin du front de bataille, est des plus pénibles. Ils n'ont pas de ressources, la population de 3 800 habitants est essentiellement ouvrière ; et il faut aider et secourir, sous des formes multiples, tous ces malheureux sans travail. Malgré cela et même avant toute chose, ils ont à faire face à la nourriture de la garnison ; chaque semaine cela monte à 5 400 francs. Ils donnent en nature cette nourriture, mais sont forcés d'acheter aux Allemands pour 2 300 francs de matières premières. De plus on

leur réclame, comme aux autres, une contribution de guerre à raison de 30 francs par habitant.

Quelle sera la situation de ces communes après la guerre? Comment l'Etat français pourra-t-il joindre la charge de ces réparations à tous les autres engagements? Il faudra plusieurs générations pour réparer tous ces dommages.

Le baron de Welser est venu à Cambrai pour conférer avec moi à propos de la culture de nos champs.

Les officiers qui surveillent la préparation des champs l'ont persuadé que les gens de la campagne ne s'en préoccupent pas et qu'ils veulent les laisser en friche.

Il m'a dit sur un ton qu'il prend rarement avec moi, qu'en face de cette mauvaise volonté, alors que nos cultivateurs refusent l'aide des Allemands pour labourer et semer leurs terres, on allait leur faire savoir que tous ceux qui seraient vus à ne rien faire, alors que les terres ne sont pas semées, seraient enlevés en Allemagne.

Je suis arrivé avec beaucoup de peine à le persuader qu'il était mal renseigné. Je lui ai dit que la nature de nos terres et le climat de notre région exigeaient beaucoup de prudence et de savoir dans le travail du sol, qu'à cette époque de l'année il ne fallait pas travailler les champs, que toute façon donnée à contretemps compromettrait irréparablement la future récolte. Je l'ai assuré que, d'ici quinze à vingt jours, il verrait renaître l'activité et que tous les ensemencements seraient exécutés en temps voulu : j'ai dû lui dire qu'il pouvait s'en rapporter à moi, pour arriver à le convaincre. Il m'a encore confirmé la défense de semer des betteraves. J'ai demandé qu'il cessât de prendre les engrais approvisionnés, il m'a répondu que nous n'avions pas besoin d'engrais puisqu'on ne semerait pas de betteraves.

26 février 1915. — Il faut vraiment qu'ils aient une bien grande confiance dans leur installation ici pour accentuer leur prise de possession à ce point. Heureusement que nous sommes persuadés que non seulement ils ne verront pas la moisson chez nous, mais que les ensemencements ne seront pas terminés lors de leur départ.

Il m'a contraint de signer un contrat par lequel je m'engage à fournir chaque semaine 80 000 kilogrammes de produits mélassés, prix à fixer après la guerre. Sur mon insistance, il me versera 20 francs par 1 000 kilogrammes à valoir, pour payer la main-d'œuvre. Il m'est interdit d'en vendre à qui que ce soit en dehors d'eux.

Aujourd'hui on prétendait que les Allemands avaient réussi à percer nos lignes du côté de Compiègne et que notre gouvernement était reparti à Bordeaux. L'émotion, à cette nouvelle, a été nulle : la confiance de tous est absolue, on ne croit pas plus aux bonnes choses qu'aux mauvaises lorsque leur authenticité n'est pas prouvée.

Ce bon M. Charpentier est venu me faire une visite de condoléance à propos de mon arrestation qu'on lui avait annoncée comme imminente. Il a été quelque peu surpris de me trouver aussi calme.

27 février 1915. — Hier, M. Demonchaux, désigné comme maire de Bourlon par les Allemands, est venu me demander avis sur la conduite à tenir. Je lui ai dit que le conseil municipal seul avait qualité pour désigner un remplaçant au maire enlevé, que par conséquent, il ne pouvait engager en quoi que ce soit la commune. Il le comprenait bien ainsi et était très ennuyé de sa désignation par les Allemands. Je lui ai conseillé d'avoir l'air de céder à leur injonction pour pouvoir, dans certains cas, servir de tampon entre la municipalité et les autorités ennemies.

Je viens d'avoir la visite du commissaire de police allemand chargé de l'affaire de Franqueville ; c'est celui qui le promène et qui était avec lui lorsque je l'ai rencontré à Valenciennes. Il venait d'enquêter à Bourlon et venait m'interroger sur mon intervention dans le but de lui faire avancer de l'argent par la Chambre de Commerce. Sans rien dire de contraire à la vérité, je suis naturellement resté le plus possible dans le vague, du reste il ne m'a rien demandé que je ne puisse dire. Mais à quoi veulent-ils en venir ?

La santé du prisonnier, d'après lui, serait bonne. Il disait presque que son *compagnon* est un homme charmant, je n'en dirais pas autant de lui, qui paraît manquer d'éducation.

La volonté allemande de tout prendre s'accroît, ils enlèvent toutes les graines de lin, tourteaux, etc. Le tout va en Allemagne pour compenser ce qui leur manque. S'ils prennent beaucoup, ils cherchent à vendre ici le plus possible ; chaque jour on voit passer des trains de matériel agricole dont ils inondent notre pays. Ce sont là des soldats qui ne perdent jamais de vue leur intérêt commercial pour le présent et surtout pour l'avenir.

28 février 1915. — Voici entamé notre septième mois de domination ennemie. Nous n'aurions jamais cru, au début, que ce serait si long et que la corde se tendrait chaque jour davantage.

Les courages sont à la hauteur de nos maux, mais c'est bien dur ; espérons que ce ne sera plus long.

Le canon a tonné très fort aujourd'hui, mais impossible de déterminer la direction exacte.

1^{er} mars 1915. — Le percepteur d'Iwuy, qui ne s'occupe nullement de ses communes, donne cependant des renseignements à l'administration allemande. Le maire délégué a reçu le 25 février de la gendarmerie allemande un bordereau sommaire relatif à la situation des bureaux de bienfaisance et des communes de la perception d'Iwuy au 31 décembre 1913.

Je ne puis me faire à cette conception des devoirs professionnels, surtout alors que dans ces moments si difficiles chacun se doit volontairement, par esprit de solidarité, à tous ses concitoyens.

Jusqu'à présent, en général, le rationnement du pain a pu ne pas être strictement appliqué, mais dans les endroits où il n'y a plus de provisions dissimulées, la situation devient très grave. A Caudry par exemple, la population, exclusivement ouvrière, se trouvait déjà réduite à la veille de la guerre à une situation voisine de la misère par une grève prolongée. Aussi, en l'absence complète de provisions et en face d'une ration très insuffisante de 150 grammes de pain par jour et par adulte, on craint une émeute et les Allemands, avertis, commencent déjà à dire que si elle se produit, elle aura été provoquée par les dirigeants qui avaient pour devoir de calmer les affamés ; d'où menaces.

Il fait un temps de tempête très froid qui doit rendre l'existence bien pénible à nos chers soldats. Ce matin et cet après-midi, à 4 heures, nous avons eu deux orages.

2 mars 1915. — Hier, j'ai acheté deux chevaux pour 1 200 francs ; cela me fait trente-deux, c'est-à-dire ce qu'il me faut. Je vais préparer l'omnibus et vais choisir deux des meilleurs chevaux pour pouvoir, dès le lendemain du retour des Français à Cambrai, reconduire jusqu'à Amiens Mme Le Gougeux et ma fille, ainsi que quelques blessés. Mais quand pourra-t-on réaliser ce projet ?

Aujourd'hui, on entend parler de succès français à Verdun, de la reprise de Laon par nos troupes, et on raconte enfin que, en février, nos soldats seraient entrés à Péronne, mais que les ordres étaient de ne pas s'y maintenir avant que Lille soit repris. Tout cela repose sur les brouillards de la lune.

A la Chambre de Commerce nous avons encore dû nous occuper des malheureux bateliers dont la situation est des plus terribles. Abandonnés dès le début, sans ressources, par l'administration des Ponts et Chaussées qui les avait réquisitionnés, sans faire le nécessaire pour activer leur marche vers Paris, ils sont venus demander l'autorisation à l'administration allemande de remonter vers Saint-Quentin. Les Allemands ont préféré les autoriser à vendre à leur profit un bateau de charbon réquisitionné par eux. A raison de 16 francs par semaine et par bateau, ils ont ainsi vécu un mois. Actuellement les villages sur le territoire desquels ils séjournent leur allouent 160 grammes de pain par jour et par personne, c'est-à-dire la ration ordinaire. Ils sont aux abois. Nous avons décidé de leur prêter un peu d'argent sous caution mutuelle. Pourront-ils jamais nous rendre ces sommes ?

3 mars 1915. — Il reste très peu de blessés français à Cambrai, de sorte que la Croix-Rouge cherche à fermer les annexes pour tout

concentrer à l'hôpital 106. L'installation n'y est pas parfaite et manque surtout de jardin où les convalescents puissent prendre l'air.

Le vice-consul américain King est revenu hier pour essayer de remettre sur pied l'affaire d'importation de blé; la conférence à Lille n'avait pas abouti. Il accepte le paiement d'un quart à l'entrée en Belgique et le reste après l'arrivée à Cambrai; il est reparti avec une lettre de crédit payable à Paris. Il a donné quelques indications sur ce qui se passait en France et en Angleterre. Il en ressort que les Anglais seraient environ 300 000 hommes sur le front de bataille; qu'un grand nombre, arrivés par Saint-Nazaire, manœuvraient dans des camps vers Orléans et seraient bientôt en état de tenir campagne. Enfin le complément d'un million de soldats sera, paraît-il, en France pour le 15 avril. Ils organisent une milice d'un nombre d'hommes égal, pour défendre, en cas de besoin, le territoire britannique.

En France, les dépôts de nos régiments regorgent d'hommes qui seront prêts pour la reprise des hostilités, car il faut bien se rendre à l'évidence, des deux côtés on hiverne, et rien ne paraît devoir être entrepris avant six semaines, c'est-à-dire avant la bonne saison. Alors la grande poussée se produira et les Allemands seront refoulés.

Du reste, beaucoup perdent de leur grande assurance et ils sont en général moins fiers. En attendant, il se produit des escarmouches et surtout des duels d'artillerie auxquels on ne peut donner aucune suite importante.

Pendant quinze heures, le canon s'est fait entendre avec intensité. On raconte un tas de choses qui, répondant à nos désirs, trouvent créance. On y est tellement habitué que lorsque ce n'est pas confirmé on l'a déjà oublié et que cela ne constitue pas une déception. Du reste la foi dans le succès final est absolue et rien ne peut nous en faire douter.

4 mars 1915. — En attendant, les privations se font sentir, la viande manque et va encore se faire plus rare. Le pain est moins mauvais, on s'y habitue et on trouve moyen de frauder sur la quantité. Nous sommes soumis à un régime de compression de plus en plus tyrannique. Les Allemands en arrivent aux enlèvements difficiles, car les derniers sont plus pénibles que les autres. Ce système de payer ce qu'ils prennent avec de la monnaie de singe et de revendre les choses au triple de leur valeur excite le juste courroux de tous.

La ville de Cambrai qui doit payer l'entretien de la garnison en est maintenant à 150 000 francs par quinzaine. Ce n'est pas qu'il y ait beaucoup de troupes, mais on arrive à ce total en raison du prix auquel ils vendent les matières premières, et de l'impossibilité de

discuter leurs exigences. Du reste, un seul chiffre suffira à en donner une idée : ils se fournissent de tabac et cigarettes, sans contrôle possible, et la ville doit payer *par-jour, de ce fait*, 1 180 francs. Cela correspond à 0 fr. 10 de tabac quotidien pour 11 800 hommes !

Il va falloir résister à leurs prétentions, les risques ne seront pas grands. Quand nous leur dirons que nous n'avons plus rien, il ne faudra pas faire effort pour trouver à les satisfaire, ils ne nous fusilleront tout de même pas parce que nous n'aurons pas voulu entrer dans leurs combinaisons machiavéliques pour tondre un pelé. C'est tellement vrai que, souvent, lorsqu'on leur résiste, ils ne persistent pas dans leur volonté. Ainsi malgré les menaces très hautaines de la semaine dernière qui suivirent le refus de la Chambre de Commerce de donner, sur l'ordre du général, de l'argent aux communes du Pas-de-Calais, pour leur permettre d'acheter du charbon à l'usage des Allemands, ils semblent devoir abandonner leurs exigences sur ce point.

Certainement, nous ne changerons rien aux décisions prises. Alors ils exécuteront leurs menaces qui se sont réduites pour Cambrai à supprimer à la ville la facilité dont elle a abusé de leur acheter des bateaux de charbon au prix réduit de 20 francs la tonne, Évidemment, s'ils privent ainsi leur trésor de guerre de grosses sommes, c'est qu'en réalité, ils n'ont plus de combustible à vendre. Par cette même note ils indiquent qu'en cas de résistance, la ville devra acheter du charbon beaucoup plus cher aux mines et leur payer 0 fr. 10 de transport par tonne kilométrique.

Ils se chargent de prouver ainsi ce que j'ai dit bien des fois, qu'il était toujours possible d'avoir du charbon aux mines, qu'il était antipatriotique de les aider à se défaire du charbon réquisitionné par eux, sans se préoccuper du propriétaire.

Le temps est encore douteux, mais subitement il est devenu aujourd'hui extrêmement doux. Il va être possible, d'ici deux ou trois jours, de commencer à semer de l'avoine. Je presse les étendages d'engrais, car j'ai toujours peur qu'ils viennent les prendre. C'est surtout en Westphalie qu'ils ont expédié ce qu'ils ont réquisitionné ces temps derniers. Enfin bientôt, malgré leur volonté, je vais commencer à préparer les terres pour la culture de la betterave. Il serait vraiment grave de voir les sucreries chômer encore l'an prochain, malheureusement je me demande où on se procurera la graine nécessaire. Quant à moi, j'ai réussi à en faire mon approvisionnement complet.

5 mars 1915. — Comme si la guerre n'était pas assez atroce par elle-même, il faut qu'elle entraîne avec elle des chagrins réflexes qui pourraient, qui devraient être évités. Il ne suffit pas de les imputer à un état d'âme déchirée par les soucis, par les appréhensions. Tous, nous avons des nôtres qui nous causent ces tour-

ments et cependant, nous n'avons, fort heureusement, pas tous le caractère aigri par la douleur.

Il est vrai que la répulsion pour l'ennemi se manifeste sous des formes bien différentes : il y a ceux qui ont l'âme de belligérants loin du feu, loin du danger, qui prennent tout au tragique, et ceux qui, conservant le calme en face de l'ennemi, cherchent froidement les moyens de lui résister. Ceux-là, loin du champ de bataille, peuvent encore, même en pays occupé, rendre service à la France alors que les premiers paralysent leurs efforts sans rien faire d'utile.

Les Allemands ont subi une défaite importante sur Varsovie. Ils l'affichent et l'expliquent par l'infériorité de leurs effectifs. Ce qu'on disait d'une venue momentanée de nos troupes vers le 15 février à Péronne semble se confirmer.

Tout cela prouve que le jour où la saison le permettra, et quand notre Généralissime le voudra, la grande foulée se produira. Souffrons patiemment, nous restons encore la rançon de la France.

Le brave curé d'Anneux a été enlevé mercredi par les Allemands. Après avoir perquisitionné chez lui et à l'église, ils ont trouvé une bicyclette et un revolver. La perquisition aurait eu pour cause première ses rapports continus avec l'église de Bourslon et la famille de Franqueville. On parle aussi d'une dénonciation. Une cinquantaine de femmes et d'enfants du village sont allés manifester pour qu'on leur rende leur curé, ils ont été repoussés brutalement.

2 mars 1915. — La situation militaire ne semble pas se modifier ; chacun défend âprement ses positions. Les canonnades que nous entendons par moments sont un indice qu'on continue à se battre, et rudement.

Quelqu'un a vu le journal *le Matin* du 1^{er} mars. Il y était dit que nous avions, sur presque tout le front, gagné du terrain. La revanche des Russes en Pologne est confirmée ; enfin, on prétend que notre flotte avance dans les Dardanelles, en passe de prendre Constantinople ?

Dans les premiers mois de l'occupation, il y avait nécessité de faire naître la confiance, aussi on acceptait par une sorte d'hallucination voulue ou irréfléchie toutes les nouvelles qui répondaient à notre désir, alors même que leur invraisemblance ne résistait pas au plus petit examen. Il fallait, à cette époque, relever le moral de tous, faire passer dans tous les cerveaux la foi que nous avions dans le succès final. Aujourd'hui, il faut évidemment soutenir le moral, mais il faut craindre les déceptions des gens trop pressés qui feraient naître une dépression.

La période la plus pénible commence seulement, il importe d'éviter les découragements.

Les Allemands vont renvoyer en France ce que nous appelons

les émigrés, c'est-à-dire les populations évacuées des villages du front qui ont le plus souffert. On en cherche la cause, sans y voir un acte d'humanité, mais plutôt le désir d'économiser les ressources alimentaires.

D'après quelques-uns, ce serait le prétexte d'une évacuation des habitants inutiles, en prévision d'un bombardement de la ville. Cette idée ne tient pas debout, il faut la combattre. Toujours est-il que ces malheureux vont faire un voyage pénible, ils mettront quatre jours pour gagner l'Allemagne, ils y resteront dix ou quinze jours, cela pour qu'ils ne puissent apporter que des renseignements anciens. Cependant il ne nous serait pas possible de donner des informations utiles sur des mouvements de troupes. L'ennemi se sert très habilement de nos nombreux chemins de fer pour renforcer certains points et surtout faire des relèves de troupes sans que nous puissions jamais nous faire une idée juste du but qu'il poursuit.

Ces temps derniers, après avoir fait manœuvrer dans la région de tout jeunes soldats qui, sans armes, ressemblaient à des collégiens, les Allemands les ont envoyés au front.

Un état-major nouvellement arrivé intrigue beaucoup, on ne sait encore rien de ce qu'il vient faire, alors qu'il dit déjà qu'il est ici pour trois mois..

Hier, un directeur du Comptoir d'escompte de Munich ayant rang de général, accompagné d'un autre officier ayant l'air d'un inspecteur des finances, est allé à la Banque de France. Ils n'ont pas fait de perquisition, mais semblaient vouloir se documenter par un rapport statistique sur les opérations de notre État avec la Banque de France. Les renseignements qu'ils ont pu emporter étaient fort peu concluants, mais ils cherchent à s'immiscer dans toutes nos affaires.

Nos amis Gilbert, Herscher, Cirier et autres prisonniers de Maubeuge ont enfin pu donner de leurs nouvelles. Ils vont bien, mais s'ils sont maltraités, ils n'auraient pas pu le dire.

Les rapports de la municipalité avec la Commandanture semblent devoir se tendre. Les exigences deviennent telles qu'il n'est plus possible d'y satisfaire et il va falloir y résister carrément. C'est du reste l'attitude que je conseille dans tous nos villages, où la situation n'a jamais cessé d'être beaucoup plus pénible qu'en ville.

La commune de Noyelles est certainement une des moins malheureuses de toutes. Nous n'avons pas de troupes à alimenter, et ma prévoyance a assuré des réserves qui permettent d'aider quelque peu les plus malheureux. Le travail n'a jamais fait défaut, enfin les réquisitions y ont été infiniment plus tardives qu'ailleurs, de sorte que presque tout le blé a pu échapper et que beaucoup d'avoines ont été vendues. Actuellement, ils prennent tout, et il n'y a plus moyen de se dérober par des procédés dilatoires. Le pis

est que nous sommes mis en coupe réglée par des troupes du front qui se disputent entre elles sur notre dos. Tout ce que nous avons appartient, paraît-il, à des régiments de la garde qui ont tout saisi, mais qui ne peuvent pas empêcher absolument d'autres régiments de venir prendre fourrages, avoine, etc. Alors, pour nous punir d'avoir été forcés de livrer, ils exigent que nous leur remettions les bons donnés par les autres ; de sorte que dans ce cas, nous n'avons même plus rien entre les mains.

Noyelles a dû faire à la Chambre de Commerce un troisième emprunt de 7 000 francs, ce qui fait 21 000 francs pour les charges de l'État auxquelles la commune s'est substituée. Je profite de ces réunions du conseil municipal, pour donner des renseignements qui réconfortent tous mes administrés.

Je crois, malgré les ordres des Allemands, qu'on y a semé un peu de betteraves. Les affiches et ordres qui nous arrivent chaque jour, dans le but de diriger nos cultures suivant leurs intérêts, marquent une volonté féroce de nous causer tous les dommages possibles. Sur ce point, leur ténacité remplace le savoir, et l'unité de vue des officiers de tous grades aggrave beaucoup les ordres.

8 mars 1915. — Journée de visites d'officiers allemands. Un commandant en résidence à Quéant est venu avec M. Loth demander l'intervention de la Chambre de Commerce pour assurer le pain des habitants des communes du front ; j'y ai mis des conditions de principes, c'est-à-dire ne rien faire qui puisse être utile aux Allemands ; j'ai promis de me rendre à une réunion des maires de la région du Pas-de-Calais qui nous est limitrophe, dans le but d'étudier avec eux les moyens de leur donner satisfaction, mais j'ai nettement manifesté mon désir que cette réunion n'ait pas lieu en présence d'officiers allemands.

Le capitaine Herbert, de retour de congé, est également venu me parler de mes produits mélassés. Il n'est pas aussi agressif que d'autres, mais il est tout aussi rapace pour tout nous prendre. Je cherche à être aussi peu précis que possible avec lui, et j'arrive à détourner la conversation des points périlleux.

L'inspecteur des magasins de la gare est également venu pour s'entendre avec moi au sujet de l'enlèvement de ces produits mélassés.

Je suis allé à la Commandanture, j'ai dit au capitaine May l'objet de ma visite, et j'ai salué de loin le général, mais sans m'approcher ; nous continuons à ne pas nous rechercher.

Les bonnes nouvelles des Dardanelles semblent se confirmer ; on dit toujours que notre situation générale s'améliore et que nos alliés russes sont également en bonne position. On a une foi aveugle, une confiance par intuition.

Le temps est si mauvais que vraiment on ne peut ni espérer, ni même désirer actuellement une opération de longue haleine.

On se préoccupe beaucoup, en ville, du départ d'un certain nombre de personnes qui profiteraient du train des émigrés.

9 mars 1915. — Décidément, depuis quarante-huit heures, nous assistons à un mouvement de troupes dans tous les sens; comme de coutume, il est impossible de déterminer ce qu'ils font.

A Noyelles, je suis de près la fabrication des produits mélassés, pour les Allemands. La multitude des personnes différentes auxquelles nous avons affaire qui, toutes, ont une tendance à échapper aux petites charges qu'elles ont souscrites, fait qu'il faut apporter une grande surveillance. On me donne au départ un premier bon de réception des wagons; à l'inspection du magasin de Cambrai gare, ce bon se transforme en récépissé de la marchandise; enfin, à la direction civile de la Commandanture, on change de bon en me remettant 2 francs par 100 kilogrammes pour un imprimé qui spécifie que sacs et matières agglutinantes de la mélasse ont été fournis par leur administration. Or, jusqu'à présent, ils ne m'ont amené que 200 000 kilogrammes de ces véhicules de la mélasse, c'est-à-dire pour faire 400 000 kilogrammes, soit pour les livraisons de cinq semaines.

Le capitaine Herbert, qui est préposé à ces fournitures par l'Inspection des étapes de Valenciennes, a la prétention de reprendre tous ces bons pour les remplacer par un bordereau mensuel.

En vérifiant les dépenses de mairie, j'ai constaté que nos soupes étaient distribuées à un dixième de la population. C'est peu, comparativement à ce qui se passe dans les villes. Avec toutes les indemnités payées pour le compte de l'État, je crois que les habitants, qui n'ont jamais cessé d'avoir du travail, finiront par avoir plus de bien-être qu'en temps de paix. Mais les soucis de la guerre nécessitent un bon moral et il n'y a rien de tel que d'avoir le nécessaire pour conserver la confiance.

Notre collègue M. Posselle, de Caudry, est venu à notre réunion de la Chambre de Commerce, avec M. Plet, son maire socialiste. J'ai cru devoir féliciter ce dernier de la sagesse, de la prudence qui présidaient à sa gestion; il nous a alors déclaré que dans les circonstances si graves que nous traversons il n'avait pas hésité à faire appel au concours de tous, sans se préoccuper des idées politiques ou religieuses de chacun, qu'il avait ainsi groupé tous les bons vouloir autour de lui, qu'il rendait hommage à ces bons citoyens qui, sur le terrain de l'union, faisaient le bien sans compter.

Nous avons décidé que la répartition des 300 tonnes de blé d'Amérique, encore hypothétiques, se ferait sur bons délivrés par nous aux communes qui prendraient et paieraient la farine aux meuniers chargés de moudre ce blé.

Une autre question importante a sollicité notre attention: un certain nombre de fonctionnaires, dont quelques-uns ont été

réfractaires à mes incitations, se refusant à donner un concours effectif à la chose publique, sont justement préoccupés de toucher leurs appointements, et ils le sont d'autant plus que leurs devoirs professionnels leur laissent beaucoup de temps libre. La Chambre de Commerce, très convaincue de la nécessité de venir en aide à tous ceux qui étaient privés de leurs ressources ordinaires, dès le mois d'octobre décida d'avancer à tous ceux qui le demanderaient la plus grande partie de leur traitement. La proportion variait suivant les charges de famille de chacun. Or, ne se trouvant pas encore satisfaits de cette initiative de bonne volonté, ces fonctionnaires, qui n'avaient pas su se mettre en rapport avec leurs chefs pour recevoir des ordres de service, ont trouvé le moyen de saisir le préfet de leurs doléances.

Celui-ci, sans savoir que l'indispensable avait été fait, a écrit au maire de Cambrai pour l'engager à avancer les traitements du personnel des diverses administrations. Le conseil municipal s'est rendu à cette invitation. De sorte qu'aujourd'hui il y a deux caisses où ils pourraient toucher, d'où des dangers multiples. Bref, nous avons décidé de fermer notre caisse à cette catégorie de demandeurs.

Après avoir obtenu l'intervention de la ville de Cambrai, les conducteurs des Ponts et Chaussées ne s'en sont pas tenus à ce premier succès ; ils lui ont demandé la permission de faire des copies de la lettre préfectorale, ils l'ont fait timbrer dans les bureaux de la sous-préfecture, et en ont remis un exemplaire à chaque agent en lui disant de le porter aux maires de leur résidence, pour obtenir que la commune se conforme aux indications données. Pour une fois que leurs chefs s'occupent de leur personnel, je crains qu'ils ne lui aient rendu un mauvais service.

10 mars 1915. — Que se passe-t-il ? Les mouvements de troupes continuent ; elles se dirigent dans tous les sens, surtout vers Valenciennes. Comme chaque fois que nous assistons à des mouvements que nous ne réussissons pas à nous expliquer — comme en octobre notamment — la rumeur publique les rattache à des succès de nos troupes très vraisemblables, mais qu'il est impossible de vérifier.

Les communes des environs de Cambrai ont reçu une note les avisant qu'il importait de marquer les champs ensemencés.

Ce matin, à Noyelles, des gendarmes inventoriaient dans les fermes les instruments agricoles et les chevaux.

Toujours préoccupés de faire ensemençer toutes les terres, ils seraient, de plus, bien désireux de fournir quelques instruments de culture. Il est vraiment extraordinaire que ce peuple essentiellement guerrier ne perde jamais de vue ses intérêts économiques. Ils immobilisent, dans cet ordre d'idées, une quantité énorme d'intelligences qui sont ainsi perdues pour les besoins directs de la

guerre. Nous devons craindre qu'ils agissent ainsi parce qu'ils ont des disponibilités énormes.

A la Commandanture où je suis allé, toujours sans parler au général, le personnel ne semble pas influencé par de mauvaises nouvelles. Aujourd'hui ils ont réédité leurs affiches de menaces pour les délinquants. La population commence à s'habituer à leurs perpétuelles menaces de fusiller, sous les moindres prétextes.

Je crains que la sous-préfecture, pour éviter toute compromission avec moi, n'étouffe les dossiers des familles de mobilisés, alors que je me donne tant de peine pour les faire établir.

Mes deux visites journalières à la Chambre de Commerce sont l'occasion de constatations très diverses. On y rencontre bien des misères qui implorent des prêts d'argent, mais on y trouve toujours trois de mes collègues, MM. Desroy, Cuvillier et Régnier, qui écoutent avec bonté toutes les doléances et qui découvrent toujours des moyens ingénieux de venir en aide à tous ces malheureux. Aujourd'hui j'ai été tout particulièrement ému en les voyant en face de cinq malheureuses batelières, dont une avait neuf enfants. Il était difficile de leur donner satisfaction sans contrevenir à nos règles, ils ont trouvé quand même moyen de le faire.

11 mars 1915. — Il est vraiment pénible de ne pouvoir s'expliquer le mouvement de troupes qui se poursuit. Ce n'est peut-être que la relève d'un corps d'armée fatigué par un trop long séjour au front.

Les nouvelles abracadabrantes d'hier étaient pure intervention. A Lille il n'y a rien de changé en ce qui concerne le front de bataille.

Une manifestation inopportune, il y a quelques jours, a eu pour résultat, en plus de l'arrestation de cinquante civils, l'imposition d'une amende de 500 000 francs à la ville et l'obligation jusqu'au 20 mars, pour les habitants, d'être rentrés chez eux à 5 heures du soir.

Je viens de voir M. C..., distillateur à Oisy, il me disait que ce matin, à Marquion, on avait emmené pour l'Allemagne plus de 2 000 poulains d'un à quatre ans, pris dans le canton contre des bons ne portant même pas d'estimation. Peut-on considérer semblable opération comme utile aux armées? Cela paraît bien caractériser le pillage défendu par la Convention de la Haye.

Le pauvre commandant Barrier qui a tant souffert depuis cinq mois est mort ce matin, à l'hôpital civil.

12 mars 1915. — Les nouvelles si rares qui nous parviennent de France prennent des chemins bien détournés; le deuxième fils de M. Mussault a écrit de Paris à un de ses frères prisonnier à Hale-sur-Assl. Ce dernier envoie ici une lettre en date du 9 février à ses parents; il donne des indications sur quelques amis.

réfractaires à mes incitations, se refusant à donner un concours effectif à la chose publique, sont justement préoccupés de toucher leurs appointements, et ils le sont d'autant plus que leurs devoirs professionnels leur laissent beaucoup de temps libre. La Chambre de Commerce, très convaincue de la nécessité de venir en aide à tous ceux qui étaient privés de leurs ressources ordinaires, dès le mois d'octobre décida d'avancer à tous ceux qui le demanderaient la plus grande partie de leur traitement. La proportion variait suivant les charges de famille de chacun. Or, ne se trouvant pas encore satisfaits de cette initiative de bonne volonté, ces fonctionnaires, qui n'avaient pas su se mettre en rapport avec leurs chefs pour recevoir des ordres de service, ont trouvé le moyen de saisir le préfet de leurs doléances.

Celui-ci, sans savoir que l'indispensable avait été fait, a écrit au maire de Cambrai pour l'engager à avancer les traitements du personnel des diverses administrations. Le conseil municipal s'est rendu à cette invitation. De sorte qu'aujourd'hui il y a deux caisses où ils pourraient toucher, d'où des dangers multiples. Bref, nous avons décidé de fermer notre caisse à cette catégorie de demandeurs.

Après avoir obtenu l'intervention de la ville de Cambrai, les conducteurs des Ponts et Chaussées ne s'en sont pas tenus à ce premier succès; ils lui ont demandé la permission de faire des copies de la lettre préfectorale, ils l'ont fait timbrer dans les bureaux de la sous-préfecture, et en ont remis un exemplaire à chaque agent en lui disant de le porter aux maires de leur résidence, pour obtenir que la commune se conforme aux indications données. Pour une fois que leurs chefs s'occupent de leur personnel, je crains qu'ils ne lui aient rendu un mauvais service.

10 mars 1915. — Que se passe-t-il? Les mouvements de troupes continuent; elles se dirigent dans tous les sens, surtout vers Valenciennes. Comme chaque fois que nous assistons à des mouvements que nous ne réussissons pas à nous expliquer — comme en octobre notamment — la rumeur publique les rattache à des succès de nos troupes très vraisemblables, mais qu'il est impossible de vérifier.

Les communes des environs de Cambrai ont reçu une note les avisant qu'il importait de marquer les champs ensemencés.

Ce matin, à Noyelles, des gendarmes inventoriaient dans les fermes les instruments agricoles et les chevaux.

Toujours préoccupés de faire ensemenecer toutes les terres, ils seraient, de plus, bien désireux de fournir quelques instruments de culture. Il est vraiment extraordinaire que ce peuple essentiellement guerrier ne perde jamais de vue ses intérêts économiques. Ils immobilisent, dans cet ordre d'idées, une quantité énorme d'intelligences qui sont ainsi perdues pour les besoins directs de la

guerre. Nous devons craindre qu'ils agissent ainsi parce qu'ils ont des disponibilités énormes.

A la Commandanture où je suis allé, toujours sans parler au général, le personnel ne semble pas influencé par de mauvaises nouvelles. Aujourd'hui ils ont réédité leurs affiches de menaces pour les délinquants. La population commence à s'habituer à leurs perpétuelles menaces de fusiller, sous les moindres prétextes.

Je crains que la sous-préfecture, pour éviter toute compromission avec moi, n'étouffe les dossiers des familles de mobilisés, alors que je me donne tant de peine pour les faire établir.

Mes deux visites journalières à la Chambre de Commerce sont l'occasion de constatations très diverses. On y rencontre bien des misères qui implorent des prêts d'argent, mais on y trouve toujours trois de mes collègues, MM. Desroy, Cuvillier et Régnier, qui écoutent avec bonté toutes les doléances et qui découvrent toujours des moyens ingénieux de venir en aide à tous ces malheureux. Aujourd'hui j'ai été tout particulièrement ému en les voyant en face de cinq malheureuses batelières, dont une avait neuf enfants. Il était difficile de leur donner satisfaction sans contrevenir à nos règles, ils ont trouvé quand même moyen de le faire.

11 mars 1915. — Il est vraiment pénible de ne pouvoir s'expliquer le mouvement de troupes qui se poursuit. Ce n'est peut-être que la relève d'un corps d'armée fatigué par un trop long séjour au front.

Les nouvelles abracadabrantes d'hier étaient pure intervention. A Lille il n'y a rien de changé en ce qui concerne le front de bataille.

Une manifestation inopportune, il y a quelques jours, a eu pour résultat, en plus de l'arrestation de cinquante civils, l'imposition d'une amende de 500 000 francs à la ville et l'obligation jusqu'au 20 mars, pour les habitants, d'être rentrés chez eux à 5 heures du soir.

Je viens de voir M. C..., distillateur à Oisy, il me disait que ce matin, à Marquion, on avait emmené pour l'Allemagne plus de 2 000 poulains d'un à quatre ans, pris dans le canton contre des bons ne portant même pas d'estimation. Peut-on considérer semblable opération comme utile aux armées? Cela paraît bien caractériser le pillage défendu par la Convention de la Haye.

Le pauvre commandant Barrier qui a tant souffert depuis cinq mois est mort ce matin, à l'hôpital civil.

12 mars 1915. — Les nouvelles si rares qui nous parviennent de France prennent des chemins bien détournés; le deuxième fils de M. Mussault a écrit de Paris à un de ses frères prisonnier à Hale-sur-Assl. Ce dernier envoie ici une lettre en date du 9 février à ses parents; il donne des indications sur quelques amis.

La région est remplie de troupes qui paraissent être au repos ou à l'entraînement. Elles font l'exercice dans les champs.

Ce matin les Allemands ont affiché à l'hôtel de ville (en allemand) que deux divisions de la garde, sur les fronts de Champagne, en diverses actions constituant « la bataille d'hiver » contre six corps d'armée français, avaient mis hors de combat 45 000 hommes. Cette nouvelle semble comporter une telle exagération qu'elle ne rencontre guère de créance.

Ce matin, grand branle-bas des émigrés et des personnes de la ville en partance pour la France.

Mme Le Gougeux, infirmière-major de l'annexe Laffrat, est du nombre. Elle a pensé qu'après sept mois de campagne très pénible, elle pouvait demander son rapatriement et porter ses services dans un milieu où ils seraient plus utiles. Cette excellente Française réalisait l'idéal de l'infirmière directrice de l'hôpital. Très habile ambulancière, elle administrait avec économie, ordre et méthode. Elle savait faire en sorte que chacun et que chaque chose soient à la place voulue. Bonne avec tous, pleine de tact, elle avait la fermeté nécessaire et savait s'imposer par son caractère agréable. Ma fille a été sa collaboratrice zélée ; elle appréciait le maître qu'elle était pour elle et lui conserve une affection profonde qui n'est pas exempte d'admiration.

Cette brave femme de France a sauvé de la mort bon nombre des malheureux qui lui ont été confiés, car, comme le lui disait un docteur allemand, il faut aux malades un bon médecin, mais la bonne infirmière est au moins aussi utile. Elle est partie, le cœur rempli de consolations à porter à quantité de personnes, parentes des nombreux amis qu'elle s'est faits à Cambrai, pendant ce séjour de sept mois. Espérons que son voyage ne sera pas trop pénible et qu'elle pourra bien vite reprendre du service auprès de nos chers blessés de France.

Des renseignements qui paraissent provenir de bonne source disent qu'en France tout trafic est momentanément interrompu sur les lignes ferrées, pour permettre de grandes concentrations de troupes entre Amiens et la Belgique. Pourrions-nous espérer que la délivrance se prépare pour bientôt ?

Mes rapports avec le général restent mauvais, je suis allé me plaindre des bavardages stupides des gendarmes qui, en venant dire à Noyelles que le deuxième appel des mobilisables aurait lieu le 16, ajoutaient qu'un jour ces hommes seraient ramassés pour être envoyés en Allemagne ; j'ai voulu savoir si ce dire cachait un ordre. Malgré sa réponse que la gendarmerie de Noyelles dépendait des régiments de la garde, et que cela ne le regardait pas, je l'ai amené à me dire qu'il n'y avait rien de changé aux dernières instructions de l'Inspection des étapes. Je vais donc encore une fois rassurer mes administrés, mais il faut être sur le qui-vive.

13 mars 1915. — Aujourd'hui, à 2 heures, ont eu lieu à la chapelle de l'hôpital civil les funérailles du commandant Barrier. Sans que l'on ait invité qui que ce soit à y assister, toute la population de la ville avait tenu à accompagner jusqu'à sa dernière demeure le brave soldat. De nombreuses couronnes avaient été apportées, entre autres, par le Souvenir Français, par les infirmières de l'hôpital auxiliaire 106. Les malheureux camarades du défunt, dans l'impossibilité de suivre le convoi, s'étaient fait représenter par une magnifique couronne.

Enfin, le général de la 58^e division d'infanterie allemande, le chef des nombreuses troupes saxonnes, actuellement cantonnées à Cambrai et dans les environs immédiats de la ville, en a déposé une très belle, pour que personne n'en ignore, au moment de la levée du corps. Le malheureux commandant aura été prisonnier jusque dans la tombe : depuis l'occupation ennemie, il n'était pas encore décédé à Cambrai d'officier supérieur. Les Allemands ont tenu à donner énormément d'apparat à la cérémonie funèbre. Ils ont fait rendre les honneurs par un bataillon au complet, avec drapeau et musique. Ils ont défilé au pas de parade et ont accompagné le défunt jusqu'au cimetière, pour rentrer en ville, après la cérémonie, au son de la musique.

Quantité d'officiers de tous grades, dont un général de division et le général commandeur ont suivi le char dans un recueillement exemplaire. Le président et le vice-président du Souvenir Français, représentant la famille, seuls étaient en avant des Allemands. Un professeur de théologie à la faculté de Munich a officié, assisté de deux prêtres en tenue de soldats infirmiers. L'officiant, tenant à sa réputation de grand orateur, nous a accablés de deux longs discours en allemand, le premier avant de quitter la chapelle, le second sur la tombe. Le corps était porté par quatre soldats d'ambulance française. La cérémonie fut extrêmement imposante, l'émotion était générale, nous pensions tous à la famille absente. Les larmes ont coulé abondamment.

Un grand nombre de personnes avaient connu le brave commandant et savaient combien il avait souffert pendant de longs mois. Il a été enterré au son de la musique allemande, mais surtout au bruit du canon, peut-être était-ce notre artillerie qui, elle aussi, lui rendait des honneurs plus précieux. J'écris ces lignes en rentrant du cimetière. Je voudrais savoir gré aux autorités allemandes de leur extrême condescendance, de cette volonté de traiter la dépouille d'un ennemi comme si elle était celle d'un camarade, mais c'était trop péniblement choquant pour que je n'y sente pas, par-dessus tout, une manifestation de leur bluff habituel. Nous autres, Français, étions noyés dans cet entourage ennemi ; si encore les dernières prières avaient été dites par un prêtre français ! Si au lieu de deux discours proclamant l'égalité devant la mort,

et la camaraderie des armées, même ennemies, nous avons pu exprimer en français un mot d'adieu à celui qui a versé son sang pour notre patrie, c'eût été une consolation pour nous, mais il était et devait rester leur prisonnier. Ils ont craint que ce ne soit une occasion pour nous d'exalter notre patriotisme. Ils ont voulu une belle cérémonie, très pénible pour nous, mais en réalité ils ont commis lourdement un acte de cette haute civilisation dont ils se flattent, et leur courtoisie apparente est tout entière due à la volonté de faire valoir leur « kultur ».

Lundi, à la cathédrale, on dira un service auquel nous assisterons nombreux.

14 mars 1915. — Les infirmiers français ont porté le cercueil du commandant, seulement de la chapelle de l'hôpital au corbillard, ils n'avaient pas été autorisés à aller plus loin, par crainte de manifestation, de sorte qu'au cimetière, ce sont des soldats allemands qui ont fait le service.

Dans son premier discours, le prêtre allemand qui avait fait amicalement de nombreuses visites au blessé, a fait un grand éloge du défunt, et beaucoup parlé de sa famille, de sa femme, de ses enfants. Cette oraison funèbre n'a eu que le tort d'être dite en allemand. Dans son second discours, s'adressant aux soldats allemands, il a surtout chanté la gloire de la mort au champ d'honneur, glorifié et donné en exemple l'abnégation de celui qui était tombé et avait souffert courageusement, il a incité les Allemands à faire le sacrifice de leur vie pour la patrie. Bref, il a profité de l'occasion pour élever le moral de nos ennemis, et développer chez eux l'esprit de sacrifice.

Il m'a été dit que M. Suinot, ancien intendant militaire, président du Souvenir Français à Cambrai, avait pris la parole sur le bord de la tombe, lorsque tous les Allemands avaient été partis, et aussi, en même temps qu'eux, malheureusement, beaucoup de Français. Il a dit qu'il lui avait été défendu par l'autorité allemande de parler sur cette tombe, mais qu'il ne résistait pas à la volonté d'exprimer un dernier adieu au commandant Barrier, qu'il désirait également, au nom de la famille qu'il représentait, remercier tous ceux qui, unis dans une sympathique manifestation, avaient tenu à rendre un hommage ému à celui qui était mort pour la patrie.

Avec une âme de soldat, M. Suinot a un cœur de brave homme ; depuis l'occupation, il s'est dépensé sans compter pour un travail des plus pénibles, il s'est préposé au service des inhumations de nos malheureux morts, a pieusement recueilli les reliques de ces victimes du devoir pour les faire parvenir, plus tard, à leurs familles ; enfin, il a établi d'une façon certaine l'état civil de chaque inhumé. Lui en être reconnaissant serait l'offenser, mais il faut connaître

ceux qui, comme lui, se sont dévoués à un moment où chacun pouvait et devait trouver le service à rendre au pays opprimé.

Cette guerre nous fait voir parfois des choses assez inattendues. Avec une charité très belle, la Loge maçonnique avait installé chez elle une ambulance parfaitement aménagée. Le Vénérable de la loge, qui est aussi bon que généreux, se donnait tout entier à cet hôpital. Il y avait un « aumônier de la Loge », qui venait régulièrement donner aux blessés les secours de la religion. Or, depuis que le nombre des malades est fortement réduit, cette ambulance a été fermée par mesure d'économie. Les derniers blessés en traitement ont été transférés à l'hôpital 106 dont dépendait l'ambulance de la loge. Le Vénérable, comme l'aumônier, cela va sans dire, n'ont pas cessé de s'intéresser aux blessés qu'ils avaient soignés. Hier, en sortant de l'inhumation du commandant, son cœur avait porté le Vénérable à l'hôpital 106, et il distribuait des encouragements aux malades pendant que l'aumônier attendait la fin de sa visite pour aller confesser ses chers soldats. Il serait bien désirable que ces rapprochements fortuits fussent suivis, après la guerre, d'une meilleure compréhension de la liberté. Il y a place pour toutes les bonnes volontés, et si chacun sait rester à sa place, elles pourront s'exercer pour le bien de tous, mais il faut que l'esprit de tolérance et de respect des convictions d'autrui reprenne tous ses droits. Espérons l'apaisement et, sans heurt, l'union renaîtra, et les plaies de la France se guériront avec le concours de tous.

15 mars 1915. — Le temps s'améliore depuis quelques jours. Il y a encore peu, très peu de soleil, malgré cela la température se réchauffe. On travaille dans les champs pour semer les avoines. Les cultivateurs commencent à se préoccuper de savoir si, malgré la défense formelle, ils pourront semer des betteraves; je réponds à tous que j'en sèmerai, comme à l'ordinaire, que j'ai des semences pour satisfaire à tous les besoins, enfin que je suis persuadé qu'il y a grand intérêt à préparer une fabrication pour l'automne; il faudra du sucre et du travail pour les ouvriers. Enfin, cela déplaît aux Allemands, donc ce doit être utile à notre patrie.

Les Allemands mettent toujours le même acharnement à vouloir travailler eux-mêmes nos terres. Ils ont annoncé des hommes et des chevaux pour cultiver les terres de la ferme la Marlière. Cette ferme sera certainement dépréciée de ce fait, car ils labourent à n'importe quelle profondeur sans se soucier de la nature du sol. Leur savoir est tellement supérieur et ils trouvent nos paysans si bêtes qu'ils n'hésitent pas à envoyer le premier soldat venu pour faire notre besogne. Cette ridicule confiance dans leur science innée les perdra infailliblement. Pour pouvoir aider les uns et les autres, lorsque j'aurai fini mes travaux des champs, et préserve

nos cultivateurs de leur néfaste intervention, je continue à acheter des chevaux lorsque l'occasion s'en présente.

Aujourd'hui, un individu qui a l'aspect d'un juif polonais m'a offert un cheval de quatre ans, très fatigué, et une jument de six ans qui avait un clou de rue dans le pied. Ses papiers d'achat aux Allemands étaient en règle. Je les ai pris pour 800 francs les deux ; s'il n'arrive pas d'accident, j'aurai fait une bonne affaire.

Le canon a encore fortement grondé après-midi, mais dans quelle direction ?

Depuis qu'il y a dans la région beaucoup de troupes en reformation de régiments, car c'est bien dans ce but que sont ici tant de troupes saxonnes : la 58^e division d'infanterie et la 58^e brigade d'artillerie notamment, les charges pécuniaires de la ville ont encore augmenté ; elles sont passées, pour chaque semaine, de 21 000 francs à 26 000 francs.

16 mars 1915. — Sur une lettre de protestation de M. Delesalle, maire de Lille, l'amende de 500 000 francs pour la manifestation lors de l'arrivée de prisonniers français, a été doublée. Les 500 premiers mille francs doivent être versés le 20 courant et les 500 mille autres pour la fin du mois ; en cas de non-exécution de ces paiements, les habitants seront consignés chez eux à partir de 3 heures après midi !

En attendant, vingt-quatre otages couchent à la citadelle.

On me communique la traduction d'un article de la *Gazette de Dresde*, en date du 2 mars. C'est le comble de l'outrecuidance. Ils vantent l'installation aussi parfaite qu'improvisée d'un lazaret de 1 200 lits dans une usine de Caudry et se font gloire d'avoir tiré plus de 2 milliards des pays occupés.

On m'a conté une histoire qui mérite d'être relatée : un cultivateur de Bourlon a fait un silo de pommes de terre, au bord de son champ, le long d'un chemin. Pour maintenir les parois de la cheminée d'air traversant le tumulus il a mis un bouchon de paille qui a quelque peu l'aspect d'une croix. Or les Allemands ont recommandé de mettre des signes très apparents sur les tombes où ont été enterrés de leurs soldats. Un jour des officiers passant à cet endroit ont interpellé le cultivateur en lui demandant : « Y en a-t-il beaucoup ? » L'autre, ne pensant qu'à ses pommes de terre, répond : « Passablement. » Alors, au grand ahurissement de notre Bourlonnais, les Allemands de se découvrir et de se mettre en prière. Depuis ce temps, le propriétaire des pommes de terre n'ose pas toucher à son silo, il craint d'être accusé de violation de sépulture : *Si non e vero, e bene trovato*.

17 mars 1915. — Le docteur Schamel m'a présenté un reporter allemand. Sans qu'on me l'ait dit, je suis certain qu'il est venu se

documenter pour un article dithyrambique à l'occasion des funérailles du commandant Barrier. Malheureusement, j'ai eu connaissance de quelques imprudences commises qui vont leur faciliter de dire combien nos blessés, comme les habitants, ont été touchés et reconnaissants de la noble action dictée par des sentiments qui font du peuple allemand la première nation dans la civilisation mondiale !

18 mars 1915. — La misère augmente de plus en plus ; j'ai reçu aujourd'hui de multiples doléances. Chacun fait de son mieux, les maires font tout le possible, mais il reste encore beaucoup de cas à solutionner. Dans ces circonstances, je conseille de secourir d'abord, quitte à rechercher ensuite dans quelle catégorie il faut classer les secours accordés.

Mais les maires qui réfléchissent sont effrayés des dettes contractées par les communes et se demandent comment l'État pourra rembourser plus tard toutes les avances faites pour son compte.

Le curé de Cantaing a été arrêté hier, probablement à la suite d'une dénonciation. Il a toujours parlé trop, et sans assez de réflexion. Il a raconté à tout le monde, et montré à quelques-uns, la relation qu'il faisait chaque jour des faits arrivés à sa connaissance. Il allait jusqu'à noter toutes les histoires invraisemblables, en portant même le nom des personnes auxquelles on les attribuait. Il est à craindre qu'il ait ainsi compromis beaucoup de monde, car, dans une perquisition faite chez lui, on a trouvé toutes ces notes. L'affaire peut être grave pour lui et il n'y a rien à essayer pour le tirer de ce mauvais pas.

M. Auguste Pagniez, de Caudry, est toujours incarcéré. On lui reproche d'avoir détenu des armes et des cartouches.

On aurait fait savoir à quelqu'un en haute situation qu'il serait nécessaire de faire connaître à notre gouvernement qu'il pourrait être fusillé si au Maroc on fusillait des juifs allemands. Cette communication a été faite avec toute la prudence désirable, mais avec une imprécision voulue et nécessaire.

Aujourd'hui, j'ai encore dû subir un interrogatoire de deux heures et signer mes déclarations au sujet de l'affaire de Franqueville. Le commissaire venu à cet effet rentrait de Bourlon où certainement il avait fait de nouvelles perquisitions. Il avait un immense dossier dans lequel se trouvaient de mes lettres lui donnant des nouvelles de la guerre. Heureusement, j'avais été prudent, ils n'ont pu m'incriminer de fausses nouvelles. Mon interrogatoire a porté sur ces lettres et sur l'argent qu'il avait reçu de la Chambre de Commerce ; j'ai dû préciser les versements qui lui ont été faits.

Je suis arrivé à savoir que Mme de Franqueville et son frère, l'abbé de Mun, avaient été conduits en Suisse pour rentrer en

France ; que Mme d'Ursel avec ses enfants sont allés retrouver M. d'Ursel ; enfin M. Roger de Franqueville a été probablement conduit à Wiesbaden où il est libre, en résidence forcée.

Aucune accusation n'a pu tenir et l'enquête actuelle me paraît faite pour enterrer l'affaire. Ils lui reprochent sa qualité d'ancien officier d'état-major, prétendant qu'il n'aurait pas dû rester dans le pays. C'est facile à dire, mais ils devraient se rendre compte que son devoir de Français lui commandait d'être à sa mairie de Bourlon et que nous ne supposons pas que notre pays serait envahi.

Le commandeur de Solesmes vient de venir me demander des renseignements sur la fabrication des produits mélassés. Cultivateur associé dans une sucrerie de Silésie, il a été stupéfait de mon musée sucrier et s'y est très intéressé, peut-être trop !

Les troupes du front, dans la direction de Bapaume-Albert, prennent chaque jour à la sucrerie d'Havrincourt cent cinquante sacs de sucre ; leurs bons ne portent pas de prix, cela vaut bien mieux que de le voir coter 15 francs les 100 kilogrammes comme on a la prétention de le faire à l'Inspection des étapes, mais il est bien malheureux de voir gaspiller ce beau sucre blanc qui est donné en nourriture aux chevaux.

Comme je disais à un officier de la Commandanture que leurs ordres variaient suivant le bon vouloir de chaque commandeur, il m'a été répondu que ce n'était pas possible parce que chaque étape possédait une théorie dans laquelle était détaillé tout ce qui était à faire et à ne pas faire, de telle sorte que le commandeur était enfermé dans des règles absolues.

C'est peut-être vrai en principe, mais en pratique les ordres sont interprétés de façon très différente et surtout appliqués plus tôt ou plus tard.

Une chose que les Allemands ont faite partout en arrivant a été de forcer de mettre toutes les horloges publiques à l'heure de l'Europe centrale.

Il m'était raconté tantôt un mot bien juste attribué à un grand sectaire de la ville, qui, si c'était vrai, aurait trouvé son chemin de Damas. Parlant des Allemands, il aurait dit : « Ils ne faisaient que du militarisme pendant que nous ne faisons que du sectarisme. »

Le cañon se fait encore entendre presque sans interruption mais très loin. Dans la région, ils exercent toujours leurs régiments en formation. Ils font même faire aux hommes, du côté d'Avoingt et de Niergnies, des tranchées de 3 mètres de profondeur, précédées de toutes les défenses accessoires, réseaux de fils de fer barbelés, etc.

Le beau temps, toujours couvert, continue ; aussi on travaille activement les terres et on sème les avoines.

19 mars 1915. — Il paraîtrait que les betteraves expédiées en Allemagne, ces jours derniers encore, sont envoyées dans des

sécheries de cossettes pour constituer des provisions de fourrages susceptibles d'une longue conservation.

Je suppose que nous sommes aussi bien organisés qu'eux pour tirer parti des investigations fournies par notre service d'aéroplanes ; chez eux, les photos prises par les aviateurs sont agrandies et reportées sur des cartes d'état-major à grande échelle. C'est ainsi qu'un de mes amis a vu le tracé de nos tranchées avec l'emplacement marqué de nos batteries.

La commune de Noyelles a fourni, jusqu'à présent, 12 000 kilogrammes de blé seulement. Elle a reçu un bon pour 9 000 kilogrammes sans indication de prix et, en lieu et place des autres 3 000 autres kilogrammes, 1 800 kilogrammes de leur mauvaise farine de seigle.

20 mars 1915. — Hier soir, j'ai pu me procurer deux numéros du *Journal* des 11 et 13. Il y a bien deux mois que je n'avais eu pareille satisfaction. J'ai payé 20 francs le numéro du 13 et 5 francs celui du 11. Après les avoir lus on est quelque peu déçu, car ils donnent bien peu de nouvelles ; je n'y ai pas trouvé les cotes commerciales, comme je l'aurais voulu. Enfin, malgré tout, je ferai plaisir à ceux qui vont les avoir en communication.

Pour éviter que l'administration des étapes ne gêne les chefs militaires dans leurs réquisitions et ordres aux populations, la Commandanture de Hermies est supprimée. En même temps, les territoires d'armées sont modifiés ainsi que les limites de plusieurs commandantures. Ainsi, Marcoing et Flesquières sont attachés à l'Inspection des étapes de Saint-Quentin, ce qui va entraver de façon presque complète les rapports naturels de ces villages avec Cambrai. Par contre, les villages entre Cambrai et Palluel, Oisy-le-Verger, Marquion et Bournon, qui appartenaient à l'ancienne Commandanture d'Hermies, sont rattachés à la Commandanture de Cambrai.

A la porte du général de division, installé avec son état-major place Verte, dans la maison de Mme de Martimprey, ils ont affiché que des bandes de Russes (non pas des armées) avaient pénétré jusqu'à Memel, à l'extrême nord de la Prusse orientale, qu'elles se livraient au pillage et à l'incendie, que ces brigands seraient fusillés et qu'ils se vengeraient de cette barbarie sur le pays russe occupé en Pologne.

21 mars 1915. — Ma ferme de Rumilly est toujours occupée par une compagnie de mitrailleuses : 110 hommes, 40 chevaux, 6 mitrailleuses. C'est plus que de l'encombrement.

Il faut craindre que les ouvriers de Marcoing ne puissent plus venir travailler à Noyelles ou Rumilly, car la défense de passer la frontière d'une armée à l'autre est absolument rigoureuse.

Le temps est redevenu très beau, nos soldats vont être moins mal. Peut-être la grande action va-t-elle commencer ; on peut le présager par ce que l'on perçoit.

22 mars 1915. — La 54^e division d'infanterie, composée de régiments reconstitués probablement dans la région de Valenciennes, traverse la ville sans s'arrêter, partant dans la direction d'Arras. Les régiments ont très bel aspect. Les troupes en formation autour de nous manœuvrent énormément et abiment les champs aux ensemencements desquels ils tiennent fort.

Il paraît que le roi de Saxe doit venir demain les passer en revue, et il est probable qu'ils partiront ensuite au feu. Un officier est venu prévenir à Noyelles que nous aurions des soldats à loger et que nous devrions pourvoir à l'entretien de 180 chevaux. Gare au pain blanc.

Il est passé samedi soir, vers minuit, un zeppelin ; il serait allé à Paris, y aurait lancé des bombes dans la nuit, puis il est revenu et repassé ici hier, dimanche, à 5 heures et demie du matin. Notre époque n'aura pas lieu d'être fière de ces faits de guerre qui ne peuvent servir à rien au point de vue du résultat final. Il faut remonter aux actes de barbarie de peuples primitifs pour trouver pareille sauvagerie.

Une visite que m'a faite le docteur Schamel, adjoint aux affaires civiles, m'a confirmé la véracité du fait. Ce docteur Schamel est, de sa personne, sympathique, artiste et collectionneur dans l'âme, il paraît être très pacifique. Ce zeppelin aurait été envoyé à Paris pour se venger de ce qu'un aéroplane français était allé, il y a quelques jours, lancer des bombes sur Schlestadt, ville ouverte, où ces bombes avaient tué plusieurs enfants. Cela confirme mon appréciation de sauvagerie sur ces faits de guerre. Il m'a apporté sa collection de bons de communes, il en a plus de cent et il n'en conserve qu'un seul de chaque émission.

Ce ne serait pas une division qui serait passée aujourd'hui, mais bien un corps d'armée. Un officier qui avait été précédemment aux armées en lutte contre la Russie, lui avait donné deux cartouches russes.

23 mars 1915. — La batterie d'artillerie arrivée hier à Noyelles est reconstituée avec des troupes de trois États allemands ; comme toutes les batteries que nous voyons passer depuis quelque temps, elle n'a plus que quatre canons, au lieu de six au commencement de la guerre. Elle partira ce soir à 7 heures pour aller directement au front vers Arras, elle devra être en position avant l'aurore.

De nouvelles troupes sont annoncées pour demain et d'autres avec un état-major pour vendredi.

Non seulement, ils renforcent la ligne de feu, mais ils relèvent

les vieilles troupes fatiguées ; il paraîtrait que celles-ci, au nombre de 20 000 hommes, seront embarquées d'ici quelques jours à Marcoing pour aller se remettre en Allemagne ?

A Noyelles il y a, depuis quelque temps, à poste fixe, une forte brigade de gendarmerie ; c'est elle qui, à Marquion, a ramassé 2 000 poulains d'un à quatre ans pour les envoyer en Allemagne. Ils prennent des dispositions pour nous rationner à 150 grammes de pain par jour et 300 grammes de viande par semaine.

Le 19, une nouvelle proclamation du général d'armée dit qu'il veut le bien de la population civile, mais il énonce en trente lignes tous les cas qui entraîneront pour elle la peine de mort. Le mot « fusillé » figure à tous les alinéas. Nous avons reçu des instructions détaillées pour faire le pain de seigle mélangé de 20 pour 100 de flocons de pommes de terre (?) .

Ils oublient de dire comment il faut s'y prendre pour faire du pain mangeable avec les farines de seigle avariées qu'ils nous vendent 75 francs les 100 kilogrammes ! Au moment d'enfermer une cinquantaine d'ouvriers de Caudry condamnés à quinze jours de prison parce qu'ils se refusaient de payer une amende de 50 marks, l'officier leur dit qu'il était encore temps de se libérer en argent ; alors l'un d'eux offrit de s'acquitter de l'amende en bons payables après la guerre. Il va sans dire que goûtant peu cette plaisanterie, mauvaise lorsqu'elle n'est pas à leur usage, l'officier les a bouclés à la prison.

Le baron de Welser est venu me relancer à la Chambre de Commerce au sujet des avances à faire aux soixante et une communes de l'arrondissement d'Arras occupées par eux. Je m'en suis provisoirement tiré en promettant d'examiner s'il serait possible de le faire sans désobéir aux lois françaises.

Un de mes amis aura, après la guerre, une très complète collection de photos en positifs pour projections. Il y en a de fort curieuses, telle une vue qui, prise des tranchées allemandes, montre à 30 mètres une ligne de morts qu'il est impossible d'inhumer.

A cette occasion, le photographe disait que cette vision était terrifiante, surtout pour les jeunes troupes arrivant aux tranchées ; il ajoutait que beaucoup de recrues tentaient de se sauver, mais qu'elles étaient arrêtées par les postes de gendarmes qui avaient dû être multipliés à l'arrière du front de bataille.

24 mars 1915. — A Noyelles, la batterie d'artillerie a été remplacée par deux colonnes de cavalerie de la garde qui doivent partir ce soir pour le front vers Lille. Comme les autres, elles feront la route de nuit.

Ces troupes de passage réquisitionnent tant et plus.

A Rumilly, la compagnie de mitrailleuses part également ce soir. Vont-ils donner des bons réguliers pour le cheval pris à la

ferme et pour les fourrages, etc.? Le cheval qu'on y soignait depuis cinq mois pour une blessure au garrot a été vendu 180 francs pour la boucherie.

Hier, à la suite de la revue passée par le roi de Saxe, il y a eu un banquet de cent cinquante couverts à l'ancienne maison Valin. A 9 heures, une musique militaire est venue donner un concert sur la petite place devant la chapelle de l'ancien grand séminaire. Les morceaux étaient fort peu entraînants et bien ternes, cette musique était accompagnée de chœurs très harmonieux.

Ils ont poussé trois hourras en l'honneur du grand chef qui avait passé la revue de l'après-midi.

Avant, comme après ce concert, grande promenade-retraite dans les rues de la ville.

On perquisitionne depuis le matin chez le curé de Cantaing sans rien trouver. A Anneux comme à Bourlon, les cultivateurs ont le désir de semer, malgré les Allemands, une certaine quantité de betteraves.

A Bourlon, un nouveau capitaine commande depuis dix jours. Il s'intéresse beaucoup trop à la culture et ne laisse aucune initiative aux propriétaires des champs; ses chevaux et ses hommes labourent, préparent la terre et sèment tandis que, lui, parcourt la campagne à cheval, passant partout sans se préoccuper de ce qu'il abîme. Il surveille très activement ses soldats laboureurs. Tout cela se fait au son du canon, c'est un contraste bizarre en même temps que pénible.

Les domestiques ont pu rentrer aujourd'hui au château de Bourlon, les perquisitions y étant à peu près terminées. Jusqu'à présent on n'a rien enlevé, pas même l'argent qui se trouve dans le coffre. Soixante-cinq vieux Bavares ont été amenés dimanche et creusent un fossé profond de 1 m. 25 autour du château pour trouver les fameux fils télégraphiques qu'ils prétendent exister. Le puits, les pertes et fosses d'aisances sont explorées. Vraiment, ils ont la volonté tenace.

Les nouvelles, toujours vagues, nous sont favorables. Les Russes auraient remporté une grande victoire sur les Autrichiens. Les zeppelins, l'autre jour, — car il y en aurait eu plusieurs — n'auraient causé que bien peu de dégâts dans les quartiers excentriques de Paris (ils n'auraient pas trouvé le centre de la ville) et dans les environs de la capitale.

25 mars 1915. — L'exode de troupes vers le front paraît à peu près terminé, c'est par masses qu'elles ont passé et même séjourné dans la région. Nous allons, je crois, assister au retour de la ligne de feu des régiments fatigués. Vont-ils nous rester pour reconstitution? En attendant, nous avons toujours à loger officiers et ordonnances. Ils ne se contentent pas d'aller à la Commandanture

chercher des billets de logement, mais ils ont la prétention de visiter les maisons pour trouver les chambres à leur convenance.

Hier, deux officiers sont venus, avant que les précédents soient partis, demander à visiter, je leur ai tenu tête en disant qu'ils ne verraient les chambres que lorsqu'ils auraient leur billet de logement. Ils sont partis furieux et sont revenus ce matin prendre possession des chambres. L'un d'eux est couché, assez sérieusement souffrant.

A Noyelles, ce matin, j'ai refusé de satisfaire aux réquisitions de pommes de terre, café, sucre, etc... Je me demande si après mon départ ils sont revenus à la charge.

A la ferme de Rumilly ils ont remis, à la place du beau cheval qu'ils nous ont pris, un poulain de deux ans et demi qui a de l'avenir, ils ont donné en plus un bon de 500 francs.

Le malheureux curé de Cantaing a écrit à l'interprète allemand une lettre ridicule, maladroite, où il cherche son concours pour l'excuser d'avoir écrit des choses injurieuses pour les Allemands. Cette maladresse, qui le fait juger par eux comme maboule, aidera peut-être ceux qu'il a bêtement compromis à se justifier lorsqu'ils seront interrogés. Ayant fait une grosse sottise, il aurait dû se défendre avec dignité.

26 mars 1915. — Ils enlèvent les sucres à Cauroir, 3 000 sacs sont déjà partis. Notre tour pourrait bien venir ; ce serait d'autant plus pénible que les journaux de Paris en date du 21, que j'ai pu me procurer aujourd'hui (*le Temps* et *le Matin* pour 45 francs), donnent des prix très élevés pour le sucre, 66 francs les 100 kilos le blanc.

Les troupes en reconstitution ou repos font l'exercice place d'Abancourt, mais quelle différence de souplesse, d'agilité chez nos petits soldats ; les leurs sont patauds, lourdauds.

A Noyelles nous avons l'état-major de la 2^e division de la Garde ; à l'usine nous logeons le juge de guerre et les aumôniers catholiques et protestants.

Le curé-maire de Montay, toujours très dévoué, est venu, amené par un soldat en armes, faire les commissions de sa région. Il m'a dit que beaucoup de troupes revenant de l'Aisne passent par chez eux pour se diriger vers Maubeuge ; leur pays, jusqu'à 10 kilomètres, se vide de soldats. Il m'a apporté force communications des communes et pris de l'argent pour quatre mairies.

27 mars 1915. — Le grand succès des Russes à Przemysl se confirme ; non seulement la route serait libre mais les armées immobilisées devant cette place seraient disponibles et ils auraient fait 80 000 prisonniers.

Il est arrivé à Noyelles, à 2 heures du matin, venant de Bucquoy

près Bapaume, 1 500 hommes de la Garde. Ils resteront, dit-on, une semaine.

Le général a deux lignes téléphoniques. Leur ingérence dans notre existence est sans limites. Un simple gendarme, sans être même porteur d'un ordre écrit, fouille de la cave au grenier les maisons où cela lui plaît, pas un tiroir ne leur échappe. Hier, c'était chez le curé de Noyelles et chez deux autres habitants. Dans l'église il a perquisitionné jusque dans les socles des statues. Il a demandé des renseignements qui laissent présumer son intention de venir chez moi.

J'ai eu aujourd'hui la visite de plusieurs maires de l'Inspection des étapes de Saint-Quentin. Les Allemands leur font la grâce de ne leur demander que 1 000 francs par jour en moyenne, par commune, pour remplacer la nourriture que les troupes ne peuvent plus trouver dans nos villages. Ils terrorisent les maires dans des réunions de districts et, alors, les entraînent à Saint-Quentin pour puiser du papier-monnaie de leur émission de Cologne.

Les communes vont, malgré mes efforts, se laisser entraîner à des engagements formidables qu'il faudra remplir après la guerre. La planche aux assignats fournira tout ce qu'on lui demandera et eux seront insatiables pour faire rentrer dans leur caisse tous les bons émis, ils arriveront même à les prendre au-dessous du pair, qui cependant sera garanti au remboursement par les communes.

Mes trois collègues qui gèrent notre banque de bons appartiennent à des administrations privées qui chôment ; au lieu de s'abandonner à une oisiveté déprimante, ils se donnent tout entiers, avec un dévouement sans limite, à l'œuvre de secours pour tous.

Ils n'ont craint ni les dangers vis-à-vis de l'ennemi, lorsqu'il avait la prétention de mettre son nez dans notre gestion, ni la responsabilité morale dans le refus ou l'acceptation des demandes, enfin ils ont fait leur cette affaire à laquelle ils ont donné tout leur temps, toute leur expérience et encore plus tout leur cœur.

Ce matin il est parti un nouveau train d'émigrés, une centaine de personnes, dont quarante filles dangereuses. Espérons qu'ils ne resteront pas en route, comme celui d'il y a quinze jours ; il paraîtrait que les malheureux voyageurs sont encore à Peruwelz.

Un train sanitaire a également enlevé ce matin des blessés pour l'Allemagne, on a pris M. Drain, le lieutenant Boulas et le soldat Colas, de sorte qu'il ne reste plus qu'un seul blessé à l'ambulance Laffrat. Ce départ a été une surprise, les malades ont été prévenus à 9 heures pour partir à 11 heures ; cependant la présidente des Femmes de France avait été avertie avant, elle semble avoir été complice, consciente ou inconsciente, de cette détermination. Décidément, quand on n'a pas les qualités nécessaires à une administration, on devient facilement le mauvais génie de la chose pour laquelle on devait se dévouer.

Ce soir je suis allé au conseil de guerre devant lequel était traduit M. Richard, maire de Bermerain. Il est inouï qu'il ait pu être arrêté, accusé et poursuivi ; ce qu'on lui reproche ne tenait pas debout : toujours histoire d'armes cachées dans la commune. Il a été acquitté, mais c'est bien le régime de la terreur qui nous menace à toute heure.

28 mars 1915. — Le Conseil de guerre devant lequel a comparu le maire de Bermerain constitue un tribunal de première instance. Il se compose de six juges dont quatre officiers. Le juge assesseur était le juge d'instruction, comme toujours chez eux ; il mène les débats en présence du président. Après avoir interrogé l'accusé et le témoin gendarme, sa fonction s'est confondue avec celle de procureur accusateur, il a prononcé son réquisitoire sur l'instruction qu'il avait faite.

Lorsqu'il s'est agi de délibérer, on nous a fait sortir. Le jugement n'est pas motivé et pas rendu en audience. .

Le président du tribunal, en sortant une demi-heure après, me dit que l'accusé était acquitté et apercevant le brave maire près de moi, lui annonce qu'il est libre.

Quelle ne fut pas ma surprise, ce matin, lorsque j'appris que le malheureux était encore en prison. Sur mes questions, l'interprète m'a dit que le général n'avait pas voulu confirmer le jugement et qu'il en appelait devant un deuxième conseil de guerre dans lequel siégeront trois juges d'instruction.

L'explication de cette chose extraordinaire est que le général, sur le rapport du gendarme, avait classé l'affaire mais envoyé le dossier à l'Inspection des étapes. Cette dernière a ordonné de poursuivre et évidemment, en face du jugement, le général a eu la frousse d'un blâme de l'autorité supérieure, et il a ordonné l'appel. Voilà leur justice ; comment un accusé peut-il échapper à leurs griffes ?

Ce matin, au moment où je partais pour Noyelles, j'ai reçu l'ordre de comparaître devant le juge d'instruction à 10 heures du matin.

Je suis allé quand même à ma mairie, car je ne pouvais m'en dispenser. Il nous est encore arrivé des troupes. Nous avons actuellement, dans notre village de 600 habitants, 3 généraux, un conseil de guerre, l'aumônerie catholique et protestante, et enfin, entre 1 200 et 1 500 hommes de la Garde. Nous n'avons pas pu faire nous-mêmes le logement, ils se sont casés comme ils ont voulu, après avoir fait sortir chacun de son lit. Ce dimanche des Rameaux, ils ont fait un office très solennel.

A 10 heures j'étais dans l'antichambre du juge d'instruction, il m'a fait poser pendant trois quarts d'heure. Son interrogatoire a été très serré, les chefs d'accusation contre moi sont assez divers pour croire que la volonté est de trouver un prétexte pour me supprimer de la circulation.

Ils me reprochent d'avoir empêché les jeunes gens de dix-sept à dix-huit ans de se rendre à l'appel qui les convoquait pour le jour de Noël, alors qu'ils devaient être incorporés à une compagnie d'ouvriers qui devaient aller travailler aux tranchées allemandes vers Bapaume.

Je me serais fait l'auteur de fausses nouvelles en disant que le préfet avait été arrêté parce qu'il avait défendu de payer des contributions de guerre. Enfin, comme président de la Chambre de Commerce, je refusais de l'argent aux communes qui nous en demandaient pour le donner aux Allemands. Ils m'ont donné, comme preuve que je me sentais coupable vis-à-vis d'eux, le fait que j'aurais dit que je m'attendais à être arrêté.

Évidemment ils ne m'ont pas fait connaître l'origine de ces délations. Je vais attendre la suite de cette affaire sans me dissimuler que mon dossier se corse et que je dois être prêt à tout.

J'ai dû signer ma déposition transcrite en allemand, sur traduction qui m'a été faite par l'interprète allemand.

29 mars 1915. — Le général commandant la 2^e division de la garde, que je suis allé voir à Noyelles pour obtenir que ses hommes évacuent les classes des écoles, m'a annoncé son départ pour demain. Il m'a même dit qu'il pensait que nous serions quelque temps sans avoir de passages de troupes.

30 mars 1915. — En effet, l'infanterie est partie ce matin et le complément des services administratifs cet après-midi. Les hommes ne se sont pas trop mal conduits dans le village. Le général m'avait dit qu'il n'était pas possible qu'il n'y ait pas quelques *apaches*, mais vraiment, s'il y en avait, ils n'étaient pas nombreux.

Ces régiments étaient depuis longtemps à Bucquoy, ils se sont reposés dans nos villages et sont venus s'embarquer à Cambrai pour une destination évidemment inconnue, mais on m'a dit pour Ypres.

C'est la fin du grand mouvement de troupes qui dure depuis près de trois semaines. En somme ils semblent avoir fait la relève de toutes les troupes du front en renforçant la défense. Une partie, avec cinq jours de vivres, est embarquée direction de l'Allemagne, Russie peut-être.

Pour changer, nous sommes sans nouvelles postérieures au 21 mars. Il serait grand temps que cela finisse, l'énervement est grand de part et d'autre.

Hier le brigadier de gendarmerie est venu ici chercher après mon automobile. Il a paru stupéfait que je lui dise que les Français me l'avaient réquisitionnée avant l'arrivée des Allemands. Je crois qu'il avait une autre idée derrière la tête.

Aujourd'hui, j'ai porté à Noyelles deux affiches interdisant

d'entrer sous les hangars de l'usine et à Rumilly, et ordonnant de ne pas réquisitionner dans ces établissements. Afin de pouvoir continuer la fabrication des produits mélassés, qu'ils exigent de moi, j'ai dû organiser en grand le coupage des pailles à la ferme de Rumilly. Je ne crois pas que ces ordres nous préservent beaucoup.

31 mars 1915. — Depuis quelques jours le temps est beau, mais ce n'est pas encore l'idéal pour nos soldats, le vent du nord-est violent, aride, la nuit il gèle jusqu'à cinq degrés au-dessous de zéro.

Nous avons eu, après-midi, la visite de deux de nos aéros. Ils étaient très haut, l'un d'eux n'a fait que traverser la ville, l'autre a exploré le quartier Cantimpré, le champ d'aviation; les Allemands ont tiré trente à quarante bombes; ces bombes à éclatement laissaient un petit nuage blanc, comme dans les tirs paragrêle, ce petit nuage se détachait très bien sur le ciel bleu.

Nous n'avons toujours pas de nouvelles de nos blés d'Amérique, des approvisionnements vont devenir urgents; à Noyelles, jusqu'à présent, j'ai pu éviter de rationner à 150 grammes de pain, ils l'ont eu à discrétion alors que presque tous les villages sont à la portion congrue; à partir d'aujourd'hui on entame mes réserves personnelles; j'espère que nous pourrons encore marcher convenablement un mois, après il faudra chercher les grands expédients. Le pain, très gris, est malgré cela fort bon.

Le mot d'ordre reste de nous exciter contre les Anglais. Les gendarmes ont pour mission de propager dans les campagnes que seuls, les Anglais ont voulu la guerre, ils voudraient le faire dire par les habitants de nos villages. Le général lui-même se fait l'apôtre de cette rouerie. Étant allé visiter une fabrique à Cambrai, la propriétaire se plaignait de n'avoir point de nouvelles de son mari, il l'a consolée en lui disant qu'elle ne serait pas longtemps sans le revoir parce qu'ils allaient faire la paix avec les Français et s'allier à eux pour marcher contre les Anglais; son officier d'ordonnance est même revenu sur ses pas pour dire que le général, très prudent, devait avoir de grandes raisons de croire à la véracité de cette nouvelle. Nous ne sommes pas si poires que leurs hommes.

III

LE RAVITAILLEMENT HISPANO-AMÉRICAIN

1^{er} avril 1915. — La municipalité demande à rembourser à la Chambre de Commerce l'emprunt de 100 000 francs qu'elle nous a fait. Nous acceptons très volontiers, ce sera autant de billets de moins à faire.

Trois blessés de l'hôpital civil ont été ramenés hier à l'ambulance Laffrat, le sergent Mourgues, qui avait été conduit à l'hôpital pour opération au poumon, est revenu prendre son ancien lit ; dans sa chambre un malheureux Breton a été installé, il a bien l'aspect d'un homme perdu ; enfin un Anglais, amputé d'une jambe, tient compagnie muette à ce Jean-Marie.

Ma fille va retrouver l'occasion de se rendre utile. Malgré le temps très beau, à l'approche des jours qui sont ordinairement de fêtes en famille, on se sent le cœur serré ; chacun s'isole au lieu de rechercher les amis des bons jours. C'est un drôle de sentiment qui n'est pas en faveur de la bête humaine.

Le dimanche de Pâques je serai seul chez moi, et ma fille seule à l'ambulance.

L'aéro français d'hier a lancé des bombes sur le champ d'aviation, deux aéroplanes allemands ont été détruits, un aviateur a été tué et plusieurs soldats blessés. Les obus tirés contre notre aéronaute sont allés éclater bien loin ; c'est ainsi que l'un d'eux a éclaté à 20 mètres de notre ferme de Rumilly, et que quatre autres dans les champs au-dessus de Noyelles ont failli blesser des ouvriers au travail.

Quand il n'y en a plus, il y en a encore ! Alors que nous pensions le mouvement de troupes terminé, il en est passé les nuits dernières des quantités. Toutes s'embarquent dans les trains à Cambrai et semblent toujours être dirigées sur la Belgique. Il a dû remonter ainsi au moins 100 000 hommes de toutes armes. Il est passé à Rumilly, venant de Saint-Quentin ou de Péronne, d'énormes canons. A côté de cela, ce matin, un régiment de dragons semblait se diriger vers Bapaume. Ils avaient de superbes petits chevaux *tarbes* en parfait état, presque trop gras.

Il semble se confirmer que nos soldats ont remporté un gros succès du côté de Craonne, Neufchâtel. Est-ce que ce serait le commencement du grand mouvement en avant ?

On dit que l'Italie a déclaré la guerre à l'Autriche. C'est vraisemblable, mais il faudrait en avoir confirmation.

Nos gendarmes de Noyelles ont remis une note très complète de leurs exigences. Le rationnement va devenir inévitable et la surveillance atrocement pénible. Ils fouillent les maisons par avance, alors qu'une affiche apposée après-midi dans toute la Commandanture ordonne, sous peine de punitions, de déclarer pour le 8 avril tous les grains, toutes les provisions que les particuliers peuvent avoir chez eux.

Nous allons également recevoir des ordres de verser le complément des 30 francs par tête d'habitant.

2 avril 1915. — Hier soir, j'ai reçu l'ordre de me rendre aujourd'hui à Valenciennes, à l'effet de conférer avec qui de droit de

la question de ravitaillement de nos populations par la Commission américaine de Belgique ; M. Garin devait m'accompagner comme représentant de la municipalité cambrésienne.

Cet ordre émanait de l'Inspection des étapes et stipulait l'heure du départ, 2 h. 47, et de retour, 8 h. 05 de Valenciennes. Cette conférence est une première conséquence du voyage que M. Guérin, membre de la Chambre de Commerce de Lille, a été autorisé à faire à Paris pour exposer la triste situation de nos populations.

3 avril 1915. — Notre voyage s'est effectué comme il était prévu. La réunion a eu lieu dans le cabinet du maire-sous-préfet. Se trouvaient à la conférence le baron de Welser, l'intendant, le président de la Chambre de Commerce de Valenciennes, M. Turbot, avec deux de ses collègues, M. Louis Dupont représentant les intérêts de Douai.

Le capitaine officier d'ordonnance du général commandeur est venu nous signifier que nous étions consignés dans le cabinet du maire, jusqu'à l'heure du train, que nous serions conduits à la gare par l'automobile de la Commandanture. Deux heures après il est revenu s'assurer que nous ne bougions pas, nous lui avons demandé de pouvoir sortir un instant, il nous a autorisés à le faire chacun à notre tour.

Pourquoi cette séquestration ? J'ai pensé qu'elle était due à mon état de suspicion.

M. Tauchon, maire, nous a exposé la question qui motivait la réunion. M. Guérin avait rapporté non pas une autorisation de nous faire ravitailler par les Américains, mais l'assurance que, plus tard, on ne nous le reprocherait pas.

Évidemment notre gouvernement, et tout particulièrement M. Delcassé, avait la crainte que les troupes allemandes puissent profiter des fournitures américaines. Les représentants de l'Administration allemande ont nettement indiqué qu'ils ne mettraient aucune entrave à l'application de cet expédient, car ils avaient absolument besoin, pour leurs troupes, de la totalité de ce que nous possédions, qu'ils aspiraient donc à ne plus rien nous fournir. Ils ont expliqué les moyens qu'ils prendraient pour assurer les Américains que rien de leurs fournitures n'irait aux Allemands. Ainsi les soldats ou officiers nourris chez l'habitant devront apporter leur pain noir.

M. Turbot nous a expliqué que nous aurions très prochainement dans chaque arrondissement la visite d'une délégation de la Commission américaine dont M. Connett serait le président. Il nous a indiqué que la balle de farine pesant brut 100 kilogrammes devrait donner 135 kilogrammes de pain très blanc, que ces farines ne coûteraient guère plus de 45 francs la balle. Nous payons actuellement aux Allemands les mauvaises farines de seigle 70 francs.

La Commission appliquera des règles très strictes pour éviter les abus. Elle fournira 225 à 250 grammes de farine par jour et par habitant. Le dénombrement de la population devra être nominatif et très exact. Le dépôt de farine sera fait au chef-lieu d'arrondissement, qui enverra le nécessaire au chef-lieu de canton, qui lui-même distribuera aux communes.

Le boulanger recevra une rémunération à fixer, portera le pain à la mairie qui le vendra directement aux consommateurs dans les limites prévues. Les Américains recevront en paiement nos bons de guerre.

Il va sans dire que tout cela ne s'est pas dit devant les Allemands. Ils nous ont quittés assez vite pour nous laisser causer à l'aise.

A un moment donné, lorsque j'expliquais que nos magasins des entrepôts étaient bien disposés pour y faire le dépôt d'arrondissement, prenant l'air d'un renard aimable, le baron m'a dit : « Oui, mais avant il faudra que nous les vidions de vos sucres. » J'ai pris en riant la plaisanterie de mauvais goût, mais je crains que derrière sa tête elle ait correspondu à un projet d'exécution prochaine.

Je disais encore aujourd'hui à des maires que j'excitais à la résistance et qui se plaignaient de leur situation si critique et si menaçante : Nos chers soldats sont bien plus méritants que nous, ils sacrifient leur personne sans réticence. Comment pourrions-nous nous plaindre ?

Il paraît que les Parisiens estiment que l'état actuel peut durer encore longtemps, j'ai encore plus confiance qu'eux dans l'action efficace de nos armées et j'ai l'intuition que dans cinq ou six semaines nous serons délivrés.

Le commissaire de police qui est venu, il y a déjà quelque temps, m'interroger au sujet de M. de Franqueville, m'avait volontairement induit en erreur, sur sa résidence forcée à Wiesbaden ; j'ai appris hier, d'une façon absolument certaine, que, comme le préfet du Nord, il est consigné, mais libre, à Hirson.

Depuis hier, nous retrouvons le chant du canon, il nous manquait depuis quelques jours. Il est encore remonté beaucoup de troupes arrivant par les routes de Guise et de Crèvecœur, donc de la II^e armée dont le siège est à Saint-Quentin. A Valenciennes on croit que ces forces se dirigent en Galicie.

M. Leriche, conseiller général, maire de Ribécourt, vient de me raconter son voyage à Saint-Quentin. Seul, le maire de Bapaume a été conduit avec lui par le colonel du district. Le maire de Saint-Quentin leur a déclaré qu'il n'avait pas d'argent à leur donner, qu'ils n'en trouveraient pas à Saint-Quentin, que lui-même était à bout de ressources et qu'il allait, à partir du 1^{er} avril, déclarer être dans l'impossibilité de subvenir à l'entretien de leurs troupes. Il leur a raconté que les Allemands lui avaient prétendu qu'en

engageant en nantissement les 6 millions de francs représentant la valeur des titres appartenant aux hospices ou bureau de bienfaisance, ils pourraient trouver au moins 3 000 000. Les Allemands se sont interposés près d'une banque suisse qui a accédé au principe de l'opération, tout en déclarant qu'elle devait être subordonnée à l'autorisation du gouvernement français.

Après l'échec de Saint-Quentin, le colonel a conduit le maire de Bapaume à Bruxelles, toujours à la recherche d'argent, pour le leur donner ; le résultat a été le même. Pas content, il a dit aux communes qu'il fallait que d'ici trois jours elles lui fassent leur versement.

Ils ont inventé de nommer préfet le maire de Bapaume, M. Sterre, au traitement de 1 000 francs par mois, et d'octroyer 250 francs à chaque maire comme traitement mensuel. Ce matin, dans une réunion à Gouzeaucourt, les maires ont décidé de dire aux Allemands de conserver cet argent, qu'ils n'en voulaient pas. Il paraît qu'ils en ont été aussi surpris que vexés.

Nous venons de recevoir deux cartes postales de prisonniers, datées du 15 mars : l'une m'est adressée, l'autre m'a été apportée par la femme Tatinclau, de Noyelles. Un groupe de jeunes hommes de Noyelles, faits prisonniers à Maubeuge, sont internés dans un même camp, à Friedrischsfeld par Wesel. L'un d'eux, Georges Guisnet, est en correspondance avec les miens à Bernay ; il me communique de bonnes nouvelles qu'il venait de recevoir, mais il est forcé de m'écrire : « Mon cher frère. »

4 avril 1915. — La journée de Pâques a été ce que nous l'avions prévue. Il est tombé jusqu'à 3 heures une pluie douce, qui portait au spleen.

5 avril 1915. — Même temps qu'hier, la journée finit, le canon alternant avec le tonnerre. Le retour des troupes de notre front continue, elles remontent toujours vers Mons. Pour la centième fois, on prétend que nous avons repris Péronne, que nos troupes sont avancées jusqu'à Cartigny. Les Allemands disent que nous avons eu un succès à Miraumont sur la route d'Albert, à quelques kilomètres d'Achiet.

8 avril 1915. — J'ai encore reçu trois cartes postales de prisonniers militaires et civils, ils disent qu'ils sont traités avec humanité, je veux le croire, mais s'il en était autrement ils ne pourraient pas le dire, il ne sera pas possible de leur répondre actuellement, quoiqu'ils se plaignent que leur plus grande privation est de n'avoir point de nouvelles, les correspondances toujours très difficiles sont encore une fois supprimées, sous prétexte qu'en France deux officiers allemands ont été condamnés à être déportés à Cayenne.

A Pâques, on voyait encore des trains de betteraves qu'ils emmènent en Allemagne, pour faire des cossettes fourragères.

Pas de nouvelles de guerre, mais beaucoup de bruit, toujours favorables pour nous. On disait, il y a quelques jours, que le grand état-major allait quitter Charleville ; rien n'a été confirmé dans ce sens. On dit encore qu'il se passe quelque chose de favorable pour nous sur le front de Picardie.

Ils semblent vouloir organiser l'enlèvement des marchandises dans nos entrepôts, mes sucres en vrac ont été l'occasion d'une déception, ils eussent préféré n'avoir pas besoin de chercher des sacs.

Une dizaine d'officiers, venus hier de Valenciennes, ont donné des instructions qui paraissent précises, à des sous-officiers, pour la préparation de ces enlèvements. A côté de cela un train chargé de marchandises depuis quinze jours reste dans les cours de nos docks. Il est temps qu'on nous délivre pour que nos réserves ne soient pas enlevées.

Il se raconte une histoire un peu plaisante à propos de leur confiance en eux-mêmes. A Bouchain le commandant aurait exigé la livraison de 1 000 draps de lit. Avec beaucoup de peine, on lui en a apporté 200. Mécontent, il aurait fait convoquer tous les habitants à l'église. Là, un capitaine, en un français douteux mais audacieux, a exprimé le mécontentement, la fureur du commandant que l'ordre n'eût pas été exécuté intégralement, et il a ajouté que pour le lendemain, il fallait 200 têtes et oreilles. Les habitants, ne comprenant pas qu'il s'agissait de taies d'oreillers, se sauvèrent précipitamment ; le capitaine, persuadé qu'ils allaient chercher du renfort pour lui faire un mauvais parti, calculait déjà qu'il n'avait que seize cartouches de revolver pour se défendre.

Sur le territoire de la commune d'Haussey se trouvait une meule de lin, les Allemands avaient consigné cette meule et devaient l'enlever dans les premiers jours de mars ; or, le 25 février, la meule a brûlé. Pour n'avoir pas pris tous les soins assurant la conservation d'une chose appartenant *aux Allemands*, les habitants de la commune ont été condamnés à payer une amende de 18 500 francs ; la meule valait environ 3 000 francs.

Le maire est chargé de répartir l'amende entre ses concitoyens. Il doit donner au commandeur de Cambrai la liste de ceux qui se refusent de payer leur part et les menaces sont graves si le refus est collectif. J'ai confirmé le maire dans ses intentions de ne pas payer, tout en lui faisant ressortir le danger qu'il y avait pour sa personne. Il m'a quitté pour aller dire au général sa résolution de ne pas chercher plus de 3 000 francs s'il devait s'en contenter. Il devait venir me communiquer le résultat de sa démarche, je ne l'ai pas revu, l'auraient-ils arrêté ?

Oui, ils ont retenu le maire d'Haussey une nuit, pour le faire

réfléchir à la nécessité de trouver les 18 500 francs. J'espère qu'il aura persisté dans sa résolution.

Le pauvre maire de Bermerain est toujours en prison et ils ne savent pas encore quand il passera devant le deuxième conseil de guerre.

A Solesmes il faut se demander à quelle influence on a obéi en entrant carrément dans l'acceptation de leurs fameux bons ; malheureusement, l'exemple a été suivi par les communes voisines ; cependant j'avais tout fait pour les mettre en garde, le docteur Bompard leur avait remis de ma part une note sur la question.

Sur convocation faite jeudi soir, il a été nécessaire de se lever matin, à 3 h. 45, pour aller à la conférence *pléniaire* de tous les intéressés à Valenciennes, toujours pour le ravitaillement en farines américaines.

M. Guérin nous a communiqué en petit comité la confiance réconfortante et absolue de nos gouvernants dans l'issue certaine de cette terrible guerre, nous a expliqué devant les Allemands les rouages du mécanisme de l'approvisionnement possible par la Commission du « Relief for in Belgium ». La France occupée est divisée en grandes régions ; à Cambrai nous appartenons avec Douai et les communes du Pas-de-Calais, entre Douai et Bapaume, au district de Valenciennes.

Nous aurons droit à 190 grammes de farine blutée à 90 pour 100, c'est-à-dire à 250 grammes de pain bis par jour et par habitant adulte ou non. Il conseille de demander soixante jours de provisions. Le prix sera plus élevé que ce qui avait été dit la première fois, à cause de l'augmentation du fret, il pourra varier entre 50 et 55 francs les 100 kilogrammes.

Il sera possible de fournir également des haricots, des pois, du saindoux, du sel, des conserves, du lard, du lait condensé, du riz, de l'huile, etc., mais pas de viandes frigorifiées ni de pétrole.

Les livraisons pour nous seront faites au district de Valenciennes qui nous les enverra pour distribution. Le paiement sera exécuté en compte courant, sans intérêts, ouvert sous la garantie d'une lettre de crédit remise à la Société générale de Belgique ; ce compte devra être soldé effectivement après la cessation des hostilités. L'administration allemande garantit de ne toucher à aucune provision et veut faciliter nos rapports pour l'exécution de la convention ; elle transmettra nos correspondances.

Tout le monde est disposé à mettre de l'huile dans les rouages, et le frottement devra se faire assez facilement.

En somme, M. Connett, président du comité hispano-américain, « American Commission for Relief in Belgium », auquel va se substituer M. Grosbie, accepte que M. Francqui, président du comité exécutif du comité national de secours et de ravitaillement de la Belgique, élargisse son action sur la partie de la France envahie.

La terrorisation de nos populations menace de supprimer tout esprit de résistance, à Haussy ils ont payé les 18 500 francs d'amende pour la meule brûlée. A Bermerain les conseillers municipaux démissionnent, ne veulent plus s'occuper de quoi que ce soit, je viens de leur faire dire ce que je pensais de cette désertion ; leur maire est toujours en attendant le conseil de guerre pour révision de son acquittement.

Chaque jour amène de nouvelles incarcérations aussi nombreuses que peu justifiées. La demande d'un nouvel acompte de contribution va être encore occasion de sévir.

Je dis à tous que donner de l'argent, c'est fournir les moyens de tuer nos enfants.

Dimanche soir, un violent commencement d'incendie à l'usine à gaz a été maîtrisé par eux au moyen de grenades.

Un succès important de nos troupes vers Verdun se confirme ; est-ce le commencement de la grande poussée ?

Mon abonnement au *Temps* et au *Journal*, chaque semaine, se continue. Je procure avec cela bien des satisfactions à plus de cinquante personnes. La privation de toutes nouvelles a le curieux effet de faire croire à tous ceux qui ouvrent un journal qu'ils vont y trouver la date de notre délivrance, d'où déception.

14 avril 1915. — La résistance morale commence à se détendre terriblement, le régime de l'intimidation qui continue à outrance est extrêmement déprimant. Il faut cependant que les cœurs se maintiennent d'autant plus haut que la tension s'aggrave chaque jour. Il est indispensable que nous agissions pour exercer une pression sur chacun.

Je suis résolu à redoubler d'activité et à ne pas craindre de ralentir, au besoin, les hésitants.

Lundi, je réunis à Carnières les maires du canton et ceux des communes de Solesmes qui appartiennent à notre Commandanture ; mardi ce sera ceux du canton Quest de Cambrai, et mercredi sera pour le canton Est ; je continuerai les jours suivants, sans laisser rompre le contact.

Le régime de terreur réussit à nos ennemis trop souvent, l'incarcération est un moyen qui amoindrit le pouvoir de résistance. Pour sortir de prison, on se laisse aller à payer, sans suffisamment se rendre compte du dommage que cet argent causera à nos chers soldats.

Les ordres pour ramasser tous les restes de nos récoltes sont de plus en plus léonins et accompagnés de menaces stupéfiantes.

L'inquisition des gendarmes, en particulier, devient encore plus éhontée, ils traitent chacun en conspirateur. Avant de procéder à une fouille en règle d'une maison, d'une propriété, ils commencent, comme cela s'est fait ce matin à la sucrerie de Noyelles, par errer

seuls dans l'immeuble, dans les cours, pour étudier les lieux et bien se rendre compte des coins et recoins, ils font ainsi leur plan d'investigations, puis agissent avec une expérience et une méthode que les criminels de profession ne savent pas apporter.

Tout à l'heure le général commandeur, auquel j'avais envoyé par l'officier d'ordonnance une pièce à signer, a éprouvé le besoin de se faire excuser d'avoir pris les archives de la sous-préfecture en disant que ce n'était pas particulier à Cambrai, que cela avait été fait partout. Il ne se doute pas que cette chose ne me touche pas plus particulièrement qu'une autre personne. En effet, je ne fais pas de l'administration paperassière, mais bien de l'administration d'action, je laisse les archives sous-préfectorales et le personnel qui les collectionne à leurs doux travaux habituels. Ma façon de faire est tellement plus productive que les errements ordinaires, qu'il ne m'est jamais arrivé de regretter d'avoir été privé des concours qui eussent dû venir d'eux-mêmes à moi.

J'ai essayé de faire passer par une agence belge un mot aux miens en France, et un autre à nos prisonniers de Noyelles.

Au Quesnoy on aurait élargi un peu les sévérités de traitement appliquées à M. Auguste Pagniez ; je persiste à croire que quand même il est en danger.

Toujours beaucoup de bruits favorables. Il y a trois jours, à Martinpuich (10 kilomètres de Bapaume, 30 kilomètres d'Arras), un engagement nous a été très favorable. A la suite il est passé, la nuit, des trains de blessés allemands tellement chargés que les malheureux étaient debout dans des wagons à bestiaux. Également trois trains de morts ont contourné la ville ?

Il y a deux jours, la gare de Busigny a été bombardée et en partie détruite par nos avions. Aujourd'hui on prétend qu'une bataille très violente a lieu en ce moment entre Saint-Quentin et le front. Je crois tout cela exact, mais j'en aimerais la confirmation.

16 avril 1915. — La gare de Saint-Quentin aurait été également bombardée par des aéroplanes. Un zeppelin a été détruit à Péronne ?

Le temps est splendide, nous commençons à semer des betteraves. J'avais obtenu la déconsignation des graines en entrepôt ; hier, je les fais prendre par un domestique ayant permis de circuler en règle pour Hem-Lenglet, Palluel et Bourlon. Avant d'arriver à Palluel le chargement a été confisqué par les gendarmes. Je réclame au général, il me dit qu'il ne peut rien faire parce que dans cette zone la 4^e division a parallèlement à lui le droit de réquisitionner.

Je vais insister ; en attendant j'ai pu acheter pour 6 000 francs même quantité de graines. Il faut mettre de l'acharnement pour vouloir arriver à ce qu'on a décidé de faire ; et je veux faire semer des betteraves pour faire à l'automne une fabrication normale.

Hier, j'ai exhorté le conseil municipal et les habitants de Noyelles à la confiance et à la patience ; je crois qu'il était pressant de les remonter un peu, car les vexations à supporter sont trop déprimantes.

Nous avons en même temps dans la commune trois brigades de gendarmerie ; la première faisait l'appel mensuel des hommes, la deuxième fouillait pour trouver le reste des grains et la troisième recherchait les poulains de un à trois ans. Non seulement les bons qui nous sont donnés contre remise de nos blés et avoines sont à prix inférieurs, mais tous ceux que nous avons pu vendre en cachette pour l'alimentation locale ont été payés 7 et 8 francs aux 100 kilogrammes au-dessous des cours pratiqués à Paris.

17 avril 1915. — Le général a fini par consentir à écrire à son collègue commandant la 4^e division, au sujet de mes graines de betteraves confisquées.

Une nouvelle affiche récapitule leurs exigences ; rien absolument ne doit être conservé, c'est le grand coup de balai avant le ravitaillement américain. On doit frémir à l'énoncé des peines et punitions pour les cas d'infractions aux ordres.

Décidément nos avions font la guerre aux gares, celles d'Havrincourt et de Valenciennes ont également reçu leurs visites.

Toujours de nombreuses plaintes et réclamations pour secours jugés insuffisants. La théorie que je préconise est que nos maires doivent secourir tous les malheureux. Nous devons donner l'absolu nécessaire, mais pas plus. Les ayants-droit ne perdront rien, puisque l'État leur complétera plus tard ce à quoi ils ont droit ; mais nous devons gérer avec parcimonie les fonds communaux, d'autant plus que les ressources sont irrégulières et qu'on aurait facilement tendance à trouver les sources faciles et inépuisables.

Des femmes de mobilisés se plaignent parce qu'on ne leur donne qu'un franc par jour, plus six livres de pain par semaine et 100 kilogrammes de charbon par mois. Cela me paraît absolument suffisant, car elles peuvent toujours se procurer quelques petites ressources à côté, toutes ont les légumes de leur jardin.

Des employés de la Compagnie du Nord, auxquels notre Chambre de Commerce fait l'avance d'une grande partie de leur traitement, demandent de faire établir pour eux des dossiers de secours.

Le jour de la liquidation générale doit être un objectif toujours sous nos yeux, elle viendra et sera très difficile. Ce serait un malheur public que d'habituer les gens à avoir le nécessaire sans exiger d'eux aucun effort. Il faut que les secours n'excluent pas la volonté de chercher à se suffire, C'est un mal contagieux que celui de ceux qui, sans vergogne, disent qu'ils n'ont eu qu'à se présenter pour obtenir des secours auxquels il n'est pas certain qu'ils aient droit. Dans tous ces cas douteux, il devrait être

de règle de s'abstenir tant que les personnes ont d'autres moyens d'existence, tels que livrets de caisse d'épargne ou valeurs sur lesquels on peut emprunter. Il faut vouloir que chacun conserve la dignité de soi-même, et qu'il lui répugne d'être assisté. Ce sentiment de dignité fait les bons citoyens; lorsqu'il manque, il livre les gens aux coteries qui les embrigadent pour le mal.

Cette terrible guerre constituait une occasion unique de rompre avec les mauvais errements, habituels depuis trop longtemps; il serait bien regrettable que la moralité de tous ne fût pas relevée par nos malheurs. L'âme du peuple y était bien disposée, et même celle des bourgeois semblait être moins égoïste. La solidarité s'impose dans les circonstances que nous traversons, il faut qu'elle soit non seulement un mot, mais avant tout un fait. C'est bien le moins que le sang de nos enfants serve à régénérer les qualités de la race.

18 avril 1915. — Dans les administrations allemandes on sent moins de confiance dans le résultat final, le découragement se voit nettement chez beaucoup des troupes qui vont ou viennent du front. Il y a des désertions. Deux sous-officiers qui logeaient en ville depuis longtemps ont déserté en habits civils pour ne pas aller au front; leurs hôtes forcés furent arrêtés comme ayant favorisé leur fuite.

Malgré la grande quantité d'automobiles qu'ils avaient, ils en manquent maintenant, les voitures n'ont pas résisté au surmenage qui leur a été imposé.

Après avoir acheté quarante et un chevaux pour Noyelles, il m'en reste trente-deux qui reviennent à 505 francs l'un.

19 avril 1915. — Par un temps splendide, quoiqu'un peu froid, on poursuit activement le travail des champs. Nous semons très vivement nos betteraves, car on ne peut être sûr du lendemain.

Les dernières affiches ont encore terrifié les habitants de nos communes.

En allant à Carnières par la route nationale du Cateau, j'ai vu une forte équipe de leurs soldats qui démontait quatre lignes téléphoniques. Que signifie cet enlèvement? on voudrait que ce fût une précaution en vue d'un départ. Tous les maires étaient très exactement au rendez-vous et à l'heure. J'ai parlé devant vingt-deux maires presque tous accompagnés de l'adjoint ou d'une autre personne. Ma conférence a duré trois heures.

Pendant la dernière demi-heure, j'ai répondu à leurs demandes d'explications, mais les ai entretenus pendant deux heures et demie consécutives des questions suivantes : ravitaillement américain, réquisitions des Allemands, impôts de guerre, bons de la Chambre de Commerce et autres, des appels, de l'assis-

tance médicale, de celle à donner aux femmes de mobilisés, de l'assistance aux vieillards, etc., aux femmes en couches, aux nombreuses familles, des retraites ouvrières, indemnités aux chômeurs, traitement des fonctionnaires, et de l'abstention de beaucoup à prêter le concours qu'ils doivent.

Le percepteur de Beauvois est très dévoué à ses communes et leur rend tous les services dont beaucoup d'autres s'abstiennent.

J'ai cherché à démontrer combien les maires devaient payer de leur personne et ne s'en rapporter qu'à eux-mêmes pour l'examen de la situation de tous les nécessiteux.

J'ai insisté sur le devoir de secourir tous les malheureux, mais dans la mesure stricte de l'indispensable. J'ai voulu les convaincre que leur dévouement leur avait acquis une autorité morale qui leur permettait une influence sur les assistés; qu'ils avaient une occasion unique de leur inculquer l'esprit de respect de soi-même. En ce qui concerne la résistance aux Allemands, surtout pour les impôts de guerre, ma théorie a été que si nous remplissions tout notre devoir de bon Français, nous devrions nous refuser à payer, mais je n'ai pas osé aller jusqu'à cette exigence, dans la crainte de ne rien obtenir. Aussi, tout en conseillant la résistance, j'ai dit que chacun restait en face de sa conscience, qu'il ne fallait pas faire du donquichottisme, que parfois on pouvait se contenter d'opposer une force d'inertie en donnant des raisons dilatoires pour gagner du temps. En effet, les conventions de la Haye, en autorisant l'ennemi en pays occupé à lever les impôts ordinaires de l'État et en permettant de prendre tout ce qui est nécessaire à l'entretien des troupes, laisse la porte ouverte à l'arbitraire, à la discussion et donne prétexte à des sévices. Il a été convenu qu'on ne payerait jamais plus que le sixième des impôts demandés et qu'on le ferait par petites fractions en se faisant menacer. Ils m'ont beaucoup remercié de la peine que je me donnais pour eux.

20 avril 1915. — Aujourd'hui, j'ai parlé devant trente-deux représentants de communes. On constate combien tous éprouvent le besoin de se sentir les coudes et sont heureux de trouver une direction. Il n'y a pas de doute, ces conférences leur sont utiles et agréables. Ils partent réconfortés et remplis de la volonté de se dévouer.

Décidément, il y a à Marcoing une Commandanture en disponibilité qui vient du front. Il n'y a rien de plus terrible que ces suppôts de tyrannie en recherche d'emploi. Ils exercent leurs vexations sur une surface trop limitée et le tour de chacun revient trop souvent.

Ils m'ont encore saisi 1 000 kilogrammes de graines de betteraves à Hem-Lenglet.

Il est bien difficile d'apprécier si les vingt et un maires d'aujourd'hui ont écouté avec encore plus d'attention que les autres les indications que j'ai données pendant plus de deux heures et demie. Je les vois si contents de mes explications que je me laisse entraîner et ils en sont réellement satisfaits.

Il y a deux jours, un aéroplane nous a jeté le *Bulletin des armées de la République* du 10. On y fait la relation de l'action des Russes depuis le commencement de la guerre jusqu'au 10 avril. La page est belle et glorieuse pour nos alliés, elle est fort intéressante pour nous qui avons constamment été induits en erreur par les Allemands au sujet des Russes.

Un avis de la mairie m'a convoqué à comparaître aujourd'hui devant le comité municipal pour m'entretenir de la question du ravitaillement américain. Rien de bien spécial dans cet entretien, ils vont devoir revenir à l'unité d'action qu'ils avaient rejetée; le comité central exige la fusion de la ville avec la Chambre de Commerce. Mais ils désirent quand même conserver leur autonomie et par une convention avec nous, la fusion devra n'être qu'officielle.

23 avril 1915. — Hier, je suis allé à Valenciennes et ai rapporté beaucoup de documents concernant le ravitaillement, mais il y a beaucoup d'indications qui manquent encore.

Deux bateaux de blé pris sur les réserves destinées aux Belges seraient partis de Mons pour nous. Les Allemands font quelques difficultés à laisser venir du blé au lieu de farine.

Les deux délégués américains destinés au district de Valenciennes, dont nous dépendons, sont arrivés; un officier du grand état-major leur est attaché, il paraît très correct et parle admirablement le français.

Actuellement, la farine serait payée 52 francs les 100 kilogrammes qui devraient fournir 135 kilogrammes de pain à vendre par les municipalités à 0 fr. 48 le kilogramme.

Demain, il y a, à Charleville, une conférence allemande au sujet du ravitaillement. Nous devons être convoqués à Valenciennes pour mercredi prochain, toujours pour nous rapprocher de la mise au point.

J'ai profité de mon voyage pour réclamer que mes graines de betteraves me soient rendues, le baron de Welser me l'a promis.

Je n'ai pas obtenu de lui qu'on nous laisse un peu d'avoine pour nos chevaux; il veut bien nous en vendre à 41 francs les 100 kilogrammes; je lui ai répondu que nous n'avions pas d'argent.

Il m'a dit que si l'accord se faisait pour accepter l'importation de blés au lieu de farines, il penserait à donner les autorisations utiles pour mettre en marche le moulin Cornaille. Des dispositions très sévères seront prises pour empêcher les fraudes qui tendraient

à joindre à ces blés les quelques sacs qui pourraient être encore cachés.

J'ai fait des démarches auprès du grand conseiller de guerre de l'Inspection des étapes, le docteur Steidle, au sujet de nos prisonniers devant passer en conseil de guerre. Il est très aimable dans la forme, affable même, mais il n'a rien promis. La faveur que je demandais était cependant bien minime, je voulais qu'il m'accordât qu'ils allaient passer incessamment en jugement.

A chaque affaire dont je lui ai parlé, il a pris le dossier qu'il avait sous la main et m'a toujours répondu : « Précisément, cette affaire est très compliquée, je ne puis savoir quand elle pourra venir utilement, il me faut l'avis du général en chef de Lille. » Bref, il m'a vaguement promis qu'il ferait son possible pour activer. En attendant, ces pauvres innocents sont enfermés dans des conditions des plus pénibles.

Le long du trajet, toujours des charrois et des trains de betteraves en partance pour les cossetteries allemandes.

A Valenciennes, pas plus de nouvelles qu'ici : pour eux comme pour nous, nos armées sont en excellente posture, mais on n'avance pas, c'est trop long ; la force de résignation s'épuise, car la situation devient de plus en plus terrible. Ce matin, j'étais à 8 heures à Cantaing, où avait lieu la révision des poulains et des étalons. Les gendarmes menaient les gens à la schlague, on ne peut plus brutalement, la bouche et le geste pleins de menaces, c'était écoeurant.

Ils ont laissé presque tous les poulains d'un an, pris les autres en inscrivant purement et simplement le prix de mes évaluations fortement appréciées. Ils n'ont discuté aucun prix, d'où on peut croire qu'ils n'ont pas l'intention de les payer. Se dépouiller de ces jeunes bêtes après avoir déjà perdu les autres, a été un gros ennui ; aussi, les physionomies étaient d'une tristesse accablante.

J'ai été, du fait de cette corvée, empêché de me rendre à Cambrai à l'assemblée de notables. Il a été décidé de donner les 140 000 francs demandés et les citoyens dévoués ont souscrit séance tenante 55 000 francs. Il n'a pas été question de résistance devant se traduire par l'emprisonnement de personnes, le cas échéant. Demain ils recommenceront, et il faudra bien un jour accepter d'être pris pour otage. Les ma res sont de plus en plus brutalement pourchassés au sujet de ces impôts de guerre.

J'ai eu à déjeuner Mlle Pariot, infirmière de l'équipe de Paris ; en voilà une qui a été bonne et dévouée sans limites. Elle a commencé par ramasser les blessés sur le champ de bataille le jour de l'invasion et, depuis, à l'hôpital de la Loge, elle a dirigé son monde admirablement en payant de sa personne jusqu'à la limite de ses forces. Elle est au bout de sa résistance et, n'ayant plus de blessés,

elle voudrait rentrer en France. Malgré ses réclamations, appuyées sur les règlements de la Convention de Genève, les Allemands lui refusent ses passeports.

On sème, décidément, assez peu de betteraves, les cultivateurs, terrorisés par les défenses menaçantes, n'osent pas ; je crois que mes graines ne seront pas à beaucoup près, toutes utilisées.

Demain soir, nous aurons, à la sucrerie, semé quarante-neuf hectares. Le temps un peu aride est cependant favorable au travail des terres. Après-midi, à la Chambre de Commerce, nous avons eu une séance un peu longue. Les besoins sont en raison directe de la prolongation de notre triste situation. Certains crédits deviennent scabreux à accorder. Les nécessaires deviennent de plus en plus nombreux et exigeants.

Nous avons déploré une fois de plus le manque de concours des Conducteurs des Ponts et Chaussées pour les enquêtes et surveillances des bateliers emprunteurs. Nous avons examiné beaucoup de cas d'indigence et pris des résolutions à ce sujet, ayant pour but d'assurer l'indispensable, mais rien de superflu. Enfin, nous avons dû étudier longuement la mise en pratique du ravitaillement.

24 avril 1915. — Ils traitent avec une rigueur cruelle 1 600 émigrés arrivés ici en quarantaine avant d'être rapatriés. Ils sont au secret à la Citadelle, et couchent sur des paillasses. Des dames de Lens ayant des relations ici ont voulu communiquer avec des Cambrésiennes : on le leur a refusé. Comme nous ne pouvons rien connaître des choses de la guerre, il faut qu'ils aient bien peur que nous transmettions les faits et choses répréhensibles commises contre nous. Ils craignent surtout que les émigrés les fassent connaître à Paris.

Au maire de Cantaing qui disait au général qu'il n'avait pas d'argent pour payer 3 700 francs de nourriture réclamés pour la colonne qui cantonne dans son village, il a été répondu par le général boche qu'il n'aurait pas dû payer, au lieu et place de l'État français, le traitement de ses fonctionnaires, instituteurs et autres, qu'alors il aurait de l'argent.

Aujourd'hui, une affiche ordonne d'aller échanger toutes les monnaies allemandes que nous pouvons avoir contre des billets d'émissions diverses. Ils défendent de percevoir aucun change et ils ont créé un bureau spécial pour ces opérations.

Il passe à Cambrai des trains de betteraves ; ils ne laissent rien traîner, ramassent tout.

Dans certains villages, ils affichent que ceux qui sèmeront des betteraves à sucre seront condamnés à une amende minimum de 500 marks par hectare.

Une affiche en allemand dit qu'ils ont remporté une victoire

en Belgique, la conséquence est qu'ils auraient pu traverser l'Yser et fait 1 600 prisonniers tant Français qu'Anglais. La dépêche est, du reste, assez laconique et fait pressentir une défaite en Alsace. D'autre part, on disait hier que sur l'Yser une bataille importante avait eu lieu, qu'ils avaient été sur le point de cerner 80 000 Anglais, dont le général en chef, mais que 20 000 Indous tenus en réserve étaient survenus et avaient écharpé les Allemands en leur faisant perdre énormément d'hommes (9 000).

Ils ont évidemment besoin de remonter le moral de leurs hommes et des officiers. La démoralisation gagne énormément ; un médecin militaire, en service à la gare, est désespéré, il a dit à la personne chez laquelle il loge qu'il s'attendait à être fait prisonnier d'un moment à l'autre, et qu'il lui demandait de s'autoriser d'elle pour obtenir des Français un traitement privilégié.

M. le chanoine Colpin dont je m'étais occupé jeudi, à Valenciennes, vient de venir me remercier. Le conseiller de justice n'avait rien voulu me dire autre chose que : « l'affaire est compliquée », mais m'avait promis de s'en occuper ; or, en rentrant dans son cabinet, il a dû examiner le dossier et a immédiatement écrit à M. Colpin qu'il lui rendait la liberté.

25 avril 1915. — Les Allemands persistent dans la prétention à un gros succès sur l'Yser. Une nouvelle affiche (en allemand) confirme celle d'hier et dit qu'ils ont fait 2 450 prisonniers anglais et français ; ils auraient pris trente canons. Cependant, j'ai lu dans un de leurs journaux le communiqué français du 23, qui nie absolument ce succès allemand.

Après une pluie qui a donné six millimètres cette nuit, nous avons eu un dimanche superbe. On s'est beaucoup promené, surtout dans le parc. Il était très curieux de remarquer la persistance avec laquelle les promeneurs s'éloignaient du mur de la citadelle derrière les grottes ; c'est que les Allemands avaient organisé près de ce mur des chœurs vraiment harmonieux, quoique d'une note triste. Cet endroit était bien choisi, il domine tous les jardins.

Encore pas de nouvelles !

26 avril 1915. — Nous entamons aujourd'hui notre neuvième mois d'occupation allemande ; j'ai la conviction que ce sera le dernier. La résignation se maintient, mais s'il fallait l'allonger au delà du mois de mai, ce serait dur.

J'ai dû faire appeler certains maires qui ne font pas encore tout ce qu'il faut pour les malheureux ; il est vrai de dire qu'une des difficultés pour eux est de trouver des bonnes volontés pour réaliser leurs emprunts ; et parfois, lorsque le maire n'a pas su gagner la confiance de tous, les rancunes politiques servent de prétexte à des refus de concours.

Depuis longtemps, j'avais le désir de visiter l'hospice de Cambrai, installé depuis un an dans l'ancien petit séminaire. La directrice, Mlle L'Hostellier, dirige cet établissement depuis deux ans. Elle a donc présidé à l'installation nouvelle avec la compétence de quatorze ans de pratique intelligente. Cinq ans, elle a été infirmière de l'Assistance publique à l'hôpital de la Salpêtrière ; puis sept ans, à l'infirmierie de l'École polytechnique.

Elle aime sa profession, s'y donne tout entière cœur et âme ; très ordonnée, elle administre avec bonté, mais son personnel marche au doigt et à l'œil. Très active, elle est partout dans son établissement et trouve encore moyen d'aller actuellement dans les autres hôpitaux voir ses compatriotes bretons. L'installation du nouvel hospice est parfaite. Notre sénateur, M. Bersez, appréciant la maîtresse femme qu'est Mlle L'Hostellier, lui a laissé beaucoup d'initiative dans l'organisation des services.

Tout est tenu avec une propreté exemplaire. Les ateliers spéciaux préparent tout ce qui est nécessaire, vêtements ou linge. La buanderie est modèle. L'extérieur n'intervient en rien pour ce qui est nécessaire à cet hospice. Actuellement, la population de l'établissement est de 342 personnes dont 300 hospitalisés.

La guerre a fait quelque peu modifier les services. L'hôpital civil, presque complètement accaparé par les Allemands, a dû transporter à l'hospice les salles de médecine pour hommes et femmes ; les typhiques ont été installés dans le logement de la directrice.

Faisant tout sans bruit, avec modestie, elle a caché des militaires, les a maquillés en quelque sorte, bref, les a tirés d'affaire. Aujourd'hui, on a pu en faire sauver le plus grand nombre, et le reste est ignoré de tout le monde, de moi comme des autres.

Au moment de la visite que je devais faire avec deux des bonnes infirmières du 106, nous avons été témoins ; bien involontaires et sans indiscretion, d'une vraie algarade très pénible pour elle.

28 avril 1915. — Nouvelles toujours contradictoires, rien de certain. Les Allemands publient des renseignements qui paraissent tourner autour de la vérité.

Dans la *Gazette de Cologne*, on dit que M. Pasquale, député et prisonnier militaire, aurait été envoyé à Paris pour négocier l'échange des prisonniers civils. Ici, le général aurait réuni ses officiers pour leur dire que, dans quelques jours, il allait se passer un événement grave.

29 avril 1915. — Les deux représentants américains pour notre ravitaillement viennent de venir avec leur officier boche ; ils nous ont dit que la première allège, 230 tonnes de blé, arriverait d'ici deux jours et que nous pourrions mettre en marche le moulin

Cornaille. Toutes les autorisations seraient données pour cela, rien ne devra accrocher. Deux autres bateaux vont suivre et nous pourrons commencer la distribution d'ici huit jours, car les expéditions vont pouvoir constituer un stock.

Les Américains m'ont remis le modèle du contrat à passer avec le meunier. Comme toujours, à la municipalité, on vit de confusion des attributions ; ils ont laissé croire aux délégués que le siège du comité était à la mairie et si je ne m'y étais opposé, c'est devant le conseil municipal au complet qu'aurait eu lieu la conférence. J'ai dit que le comité avait son siège à la Chambre de Commerce et que la municipalité pouvait s'y faire représenter ; il a été convenu que MM. Garin, Pajot et Deligne auraient cette mission.

Dans l'Inspection des étapes de Saint-Quentin, ils n'abandonnent pas leur volonté de faire payer à environ soixante communes 1 300 000 francs par mois pour l'alimentation des troupes de leur district et réclament, sans plus de retard, cette contribution applicable au mois de janvier.

Ils ont la prétention que le maire-préfet de Bapaume, M. Stenne, aille faire un emprunt de 6 000 000 de francs, à cet effet, en Suisse. Malheureusement, ce maire aurait entraîné tous ceux de son canton à prendre cet engagement collectif, et aurait ainsi forcé ceux des cantons voisins à faire les moutons de Panurge.

Les Allemands, craignant avec juste raison que ces engagements, pris le fusil sous la gorge, soient nuls, exigent qu'ils soient cautionnés par quatre notables, dont le marquis d'Havrincourt et le baron de Boutteville.

J'espère qu'ils vont persister dans leur refus d'y acquiescer. Du reste je ne doute pas qu'une banque en pays neutre ne consentirait à souscrire ce prêt qu'avec l'assentiment du gouvernement français qui ne le donnera certainement pas.

Pour s'assurer contre la non réussite de cette façon de faire, parallèlement ils poursuivent le rachat de tous les bons de réquisition avec leurs fameux bons d'argent ; ils se feront ensuite payer leurs exigences avec ces bons, si bien qu'après l'opération, les fournisseurs aux réquisitions n'auraient plus rien.

Ils veulent aussi forcer ces communes à endosser tous ces bons payables au pair après la guerre ; toujours créer de l'argent pour engager les communes, sans limites, à faire face à leurs exigences inépuisables.

Quoi qu'en disent les Allemands, nos affaires semblent aller bien en Belgique comme à Verdun, mais nous ne savons rien de positif. L'opération des Dardanelles serait également reprise, nous aurions perdu le navire *Léon-Gambetta*.

La ville a présenté à la réunion des notables la décision prise par le conseil municipal de payer aux Allemands les sommes demandées. Elle se mettait en bien mauvaise posture si les notables

n'avaient pas sanctionné cette façon de faire. Aussi, ces derniers voulant éviter un conflit, qui ne doit pas se produire actuellement, ont homologué la décision municipale sans satisfaction. Généralement, on est convaincu qu'il faudra un jour résister et se résoudre aux conséquences du refus ; alors on se demande pourquoi attendre de nouvelles exigences ? Les conditions dans lesquelles la municipalité demande de lui venir en aide pour lui fournir de l'argent ne plaisent pas. J'ai reçu à ce sujet deux lettres de la mairie et j'ai dit qu'elles n'ont mon approbation ni dans la forme, ni dans le fond. Malgré tout, la bonne volonté est générale, et beaucoup donnent ce qu'ils peuvent.

30 avril 1915. — J'ai préparé le travail de la commission de ravitaillement pour éviter qu'on puisse s'égarer en discussions diffuses. Nous avons à régler beaucoup de questions d'organisation. Mes collègues ont accepté mes propositions ; la discussion y a ajouté quelques améliorations. Tout cela va être codifié en lettres aux maires et conventions avec des tiers. Je pense que la commission aura une unité de vues très suivie et que tout marchera bien.

La Commandanture m'avise que mes graines de betteraves sont libérées de la saisie, mais le meilleur moment pour semer est passé.

Quelques coups de canon très rares ; le manque d'action, par ce temps merveilleux, énerve un peu tout le monde ; mais les personnes qui ont habituellement la *Bochie* aiguë en souffrent encore davantage.

1^{er} mai. 1915. — Le contrat du Comité de ravitaillement avec la maison Cornaille, pour la transformation du blé en farine, est en règle. Un échange de lettres pour des points accessoires est également fait. Il était urgent de terminer cette affaire, car des jalousies de métier commençaient à se percevoir. Quelques-uns auraient été disposés à travailler à perte. Cette rivalité repose sur le désir que cette mouture soit l'occasion d'écraser d'autres blés en fraude.

Nous devons prendre des précautions très grandes pour faire qu'il n'y ait pas de tricherie, et il n'y en aura pas. Malheureusement, quelques-uns prêtent une oreille bienveillante à ces vilénies, et vont dire que nous aurions pu traiter à meilleur compte.

Depuis aujourd'hui, nous avons à Noyelles un sous-officier vérificateur de notre fabrication de produits mélassés, il doit être logé et nourri.

La *Gazette de Francfort* disait nettement que l'affaire d'Ypres, que les Allemands avaient voulu nous présenter cinq jours de suite comme une victoire, était nettement un succès pour nos alliés. Que si on nous avait fait 2 450 prisonniers, il ne fallait pas perdre de

vue qu'elle en avait coûté 9 000 à leurs troupes. Le recul momentané des Anglais avait eu pour cause ces fameuses bombes asphyxiantes.

A Noyelles, j'ai entendu le canon sur toute la ligne de front, et il n'a pas, pour ainsi dire, cessé ni jour, ni nuit, depuis trois jours.

3 mai 1915. — Hier, je suis allé au Cateau. Les maires du canton et un certain nombre des cantons de Solesmes et de Clary étaient présents. Ils ont été tellement attentifs, si avides des indications que je donnais, que je me suis laissé aller à leur parler trois heures consécutives. J'ai eu tellement conscience de leur être utile et agréable, que vraiment, je n'en ai pas été fatigué. Évidemment, cette conférence a porté sur tous les sujets à l'ordre du jour. Ils sont repartis absolument réconfortés et éclairés sur leur ligne de conduite. Décidément, il y a plus de dévouement chez les hommes qui ne sont liés que par leur bonne volonté que chez ceux qui, professionnellement, auraient des devoirs à remplir.

Dans cette région, le percepteur du Cateau fait le nécessaire pour aider les maires de sa circonscription ; un autre percepteur, dont je ne tiens pas à savoir le nom, est venu m'accuser en voulant s'excuser de ne rien faire ; il m'a parlé des défenses de son administration, responsabilités, etc. Il est parti sachant tout ce que je pensais de lui et de ses congénères.

Dans ce pays où jamais je n'avais eu affaire, où je n'avais que très peu de relations, j'ai maintenant tous amis qui manifestent leur reconnaissance et des sentiments qui me vont au cœur.

La route est dégarnie, jusqu'à Caudry, de tous ses beaux arbres.

Le canon gronde très fort et de façon continue vers Arras. Le bruit court que vers ce point, les Allemands auraient perdu un de leurs grands généraux.

Ils semblent prendre des dispositions pour le cas où ils devraient enlever précipitamment les blessés.

Au début de mai, il faut constater que les récoltes en terre sont belles. Il a été semé beaucoup de blé et d'avoines puisqu'ils défendent les betteraves ; malheureusement, partout où on a dû enfouir les betteraves non arrachées, la récolte en souffre beaucoup.

Les fourrages qui devaient être retournés ont été conservés et sont venus s'ajouter aux derniers semis, mais lors de la reconstitution de nombreux régiments dans notre région au mois de mars, il a été fait des exercices, manœuvres et terrassements qui en ont abîmé beaucoup. En réalité, on sème très peu de betteraves, il y a peu de graines dans le pays, mais il y en aura encore trop, les cultivateurs sont terrorisés.

Nos ententes avec le district de Valenciennes pour le ravitaillement ont de la peine à s'établir, il y a beaucoup de flottement,

l'ordre et la méthode ne règnent pas encore en maîtres ; aussi, il y a quelques malentendus à éclaircir, et je vais aller après-midi à Valenciennes pour cela.

La Commandanture me fait parvenir mon courrier par un agent de la mairie. J'ai eu ce matin occasion de constater combien les mœurs dans ce milieu touche-à-tout étaient difficiles à accepter. Qu'ils lisent les lettres qui me sont adressées avant de me les faire parvenir, on peut dire que l'exemple des Allemands y incite, mais que ces lectures faites en public soient l'objet d'indiscrétions en ville, c'est vraiment peu supportable ; c'est ainsi que ce matin, avant même d'avoir pris connaissance de mon courrier, j'ai appris, par M. Cornaille, qu'il y avait un différend soulevé entre lui et la Commission.

En allant à Valenciennes, j'ai constaté encore que maintenant, en mai, ils continuent à faire des trains de betteraves pour l'Allemagne dans toutes les gares. Ils se croient aussi en séjour si prolongé, qu'ils travaillent et sèment les jardins du personnel du chemin de fer.

Cependant, il semble que sur toute la ligne du front le canon tonne tellement, qu'on peut croire à une action générale qui pourrait amener notre libération prochainement.

J'ai fait venir le secrétaire de la sous-préfecture pour lui dire qu'étant rendu responsable de ses actes, je désirais qu'il me tînt au courant de ce qu'il faisait ; j'ai été amené à lui ajouter que sans m'occuper de lui, je connaissais son attitude à mon égard. Il a protesté de son admiration pour mon dévouement, a affirmé qu'il n'avait jamais rien dit ni fait qui puisse lui être reproché. Je me suis contenté de lui montrer la preuve de deux actes répréhensibles, en ajoutant que j'y attachais assez peu d'importance pour n'avoir aucune envie d'insister.

Ma visite à Valenciennes, hier, a eu pour résultat de mettre nos affaires au point, tout au moins jusqu'à nouvel ordre, car il faut constater qu'il y a, dans l'organisation, un certain flottement plus ou moins inévitable.

Les Américains tentent de mettre sur pied une organisation à laquelle individuellement ils ne sont peut-être pas très préparés, ils sont forcés d'agir sous la surveillance constante d'officiers allemands dont, en réalité, ils sont les vrais prisonniers ; d'où changements incessants.

La nécessité de centralisation voulue par eux complique tout et les décisions varient. Mais comme tous, nous ne voyons que le but à atteindre, ne voulons avoir aucune susceptibilité et mettons de l'huile dans les rouages ; tout s'arrange de concessions en concessions. Bref, je suis rentré bien d'accord avec mon collègue M. Turbot.

Aujourd'hui, à la réunion du Comité régional, mes collègues,

après mon exposé très complet de la situation de détail, ont, à l'unanimité, approuvé ce que je proposais. Nous entrons dans la réalisation, car, ce matin, on a commencé à décharger le bateau de blé et le travail du moulin va suivre. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus rien à mettre au point.

5 mai 1915. — La municipalité a remis le 1^{er} mai entre les mains du général une protestation contre l'énormité des réquisitions d'argent pour entretien des troupes. Il fallait le faire.

Lorsqu'il s'agit de leur traitement, les fonctionnaires n'hésitent pas à retrouver de l'activité. L'administration allemande a fait savoir au Sous-Ingénieur des Ponts et Chaussées qu'il devait, avec son personnel, reprendre le service régulier du canal et qu'elle payerait un traitement de 300 francs plus, au maximum, 125 francs pour frais de tournées par mois.

Ils s'engageaient également à payer un éclusier par écluses jumelles. Immédiatement, ce chef de service a écrit aux maires qu'ils pouvaient cesser de payer ces agents, puis il est allé prendre l'avis de MM. les conseillers généraux qui lui ont conseillé de ne pas accepter, parce qu'ils y voyaient des inconvénients.

J'ai pensé qu'il était urgent de s'entendre sur ce point pour qu'il y ait unité de vue et d'action. Je suis allé trouver ces messieurs et leur ai fait valoir que j'estimais que, payant ou ne payant pas ces fonctionnaires, les Allemands n'en demanderaient ni plus ni moins d'argent, que le peu qu'ils rendaient était toujours bon à prendre, que ces paiements incomplets de fonctionnaires étaient une reconnaissance implicite qu'ils ne se conformaient pas à la clause des conventions de La Haye qui disent que, en prélevant des contributions, ils devaient prendre pour leur compte les charges de l'État français; que d'autre part, le refus d'accepter pouvait leur permettre de dire, en généralisant, que s'ils ne se sont pas conformés à l'obligation de payer, c'est parce que leur argent avait été refusé.

Persistant dans leur avis, il a été décidé qu'on éviterait de refuser officiellement, mais qu'on ne présenterait pas de mandats.

Les deux blessés de l'ambulance Laffrat ont été transportés à l'hôpital 106.

Deux de mes collègues du Comité régional de l'alimentation iront demain à Valenciennes pour se mettre d'accord sur la qualité de la mouture à faire et sur différents points administratifs; ils en profiteront pour réclamer de nouvelles provisions de toutes espèces.

Le général vient de me dire qu'il n'avait pas encore d'ordres supérieurs pour permettre les distributions de farines. En attendant, ce matin, il y avait à Noyelles trois brigades de gendarmerie appartenant l'une aux troupes du front, l'autre à la Comman-

danture de Cambrai, et la troisième à l'Inspection des étapes. Ils fouillaient les uns après les autres toutes les maisons pour trouver les derniers restes de grains et de farines, prenaient absolument tout et annonçaient qu'un inspecteur viendrait après-midi qui, s'il trouvait encore quelque chose, ferait payer un mark d'amende par kilogramme trouvé.

A côté de cela, ils se veulent plus délivrer de farines dans leurs magasins.

Il n'a rien été affiché au sujet de la très grave défaite des Russes en Galicie, dont ils parlent avec persistance, leurs journaux n'en disent également rien, aussi tous, nous considérons leur dire comme un nouveau bluff, mais nous souffrons de n'avoir point de nouvelles.

Ils prétendent également avoir gagné deux ou trois kilomètres du côté d'Ypres, aussi l'état d'âme général est mauvais aujourd'hui.

Les rigueurs dont souffrent les conseillers municipaux d'Iwuy, comme d'ailleurs, font qu'à Iwuy, désorganisé comme municipalité depuis le début, tous les conseillers démissionnent pour n'avoir plus à s'occuper de quoi que ce soit. J'ai commencé par leur dire ce que je pensais de cette désertion, mais il va falloir pourvoir à l'administration de la commune.

6 mai 1915. — Dans une réunion des conseillers municipaux, des membres du bureau de bienfaisance et des notables, j'ai, à Noyelles, donné quelques indications générales, et surtout expliqué l'organisation pour l'alimentation par la farine américaine.

De nouvelles menaces faites à ceux qui sèment des betteraves ont effrayé quelques-uns qui pensaient à rien moins qu'à retourner les terres ensemencées. Je les ai mis en garde là contre en conseillant de dire que puisqu'ils ne veulent pas que les sucreries puissent marcher, il faudra bien, à défaut de pulpes, donner des betteraves pour entretenir les bestiaux. D'un village à l'autre, la façon de faire est différent, ils défendent, autorisent, et engagent à semer des betteraves, ils vendent même des graines saisies dans mes dépôts.

Les émigrés enfermés à la citadelle, avant de partir pour la France, sont toujours là, il y en a qui voudraient bien rentrer chez eux.

Les honteuses dénonciations marchent grand train; les gendarmes ont montré une lettre anonyme dénonçant un habitant de Noyelles comme ayant des armes, ils n'ont rien trouvé.

A Cambrai, on leur a indiqué que dans la maison de M. Carlier, brûlée par eux le jour de leur arrivée, il y a du vin dans les caves. Hier, après avoir enlevé les décombres qui bouchaient l'entrée de la cave, un docteur a présidé au déménagement de ce vin, prétendant qu'il était destiné aux ambulances.

Le tribunal de première instance d'Avesnes s'est évanoui dans

l'invasion. Les Allemands, prévoyants, ont voulu le reconstituer à Maubeuge, ils ont désigné un juge de paix pour le présider et deux hommes d'affaires comme assesseurs. Ils ont fonctionné non pas régulièrement mais souvent, et rendu justice par force sentences.

Le procureur général de la Cour de Douai leur a fait savoir l'illégalité de ces jugements, et d'office, en a appelé près la Cour à toutes les affaires jugées. Les Allemands furieux, pour le punir, l'ont envoyé à Hirson tenir compagnie au préfet du Nord et à M. de Franqueville.

Les questionnaires sur les moyens dont nous disposons pour faire la récolte prochaine marquent une fois de plus l'outrecuidance de ces soldats-laboureurs.

Les condamnations à grosses amendes, pouvant racheter de la prison, pleuvent tant et plus sur une infinité de gens. Beaucoup de ceux-là commencent à ne pas vouloir payer et à préférer faire la prison.

Mme Aujard, pâtissière, condamnée pour avoir eu de la farine blanche, à dix jours de prison, n'a pas voulu les racheter et subit sa peine. A leurs offres de payer, elle a répondu que les Allemands étaient trop riches pour avoir son argent et qu'une bonne Française devait préférer faire de la prison. Quatre personnes de Saint-Waast, condamnées à un mois de prison, ont aussi dit qu'elles préféreraient subir leur peine que de payer 1 500 francs d'amende. Seulement, elles sont traitées si durement que dès le troisième jour elles offraient de racheter leur internement ; mais avec une fierté méchante les Allemands répondaient : « Non, vous avez voulu la prison, vous y resterez vos trente jours ; » ils ont rejeté toutes les démarches faites depuis huit jours pour obtenir la libération.

7 mai 1915. — Notre municipalité, toujours impulsive, avait envoyé, il y a deux jours, un conseiller municipal à Valenciennes. Pas absolument confiante dans la diligence du Comité régional de ravitaillement, elle l'avait chargé de se renseigner sur l'arrivage d'un deuxième bateau de blé. Revenu, il raconte que le président du Comité de district l'a informé que deux bateaux faisaient route pour nous et aussitôt le maire m'écrit qu'il désirerait que les distributions de farines puissent commencer lundi. Sur ces entrefaites, M. Desroy, notre collègue, est allé à Valenciennes pour s'entendre sur la comptabilité à tenir, et M. Turbot lui dit que, ne sachant rien, il n'a pu rien annoncer au délégué de la mairie. Du reste, à son retour, M. Desroy rencontre l'auteur du dire, qui nie avoir été aussi affirmatif que l'annonçait la lettre du maire. Or, aujourd'hui à la réunion du Comité, les représentants de la ville nous ont dit que c'était ce conseiller qui, lui-même, avait rédigé la lettre du maire.

Ce n'est vraiment pas sérieux, et on aurait dû penser aux raisons

de prudence qui nous font retarder de quelques jours la mise en marche de ce ravitaillement, au lieu de nous inciter à commencer sans savoir si nous pourrions continuer.

Une grange sise sur le bord de la route a été incendiée, il y a trois jours, chez Mme de Guillebon, un poteau télégraphique a été brûlé ; sous l'inculpation d'avoir voulu détruire les communications télégraphiques de l'ennemi, Mme de Guillebon a été inculpée ; fort heureusement, elle a été acquittée.

Il paraîtrait que dans les camps de prisonniers civils en Allemagne, des épidémies ont fait mourir énormément de ces malheureux.

Les derniers blessés français arrivés à Cambrai sont du 28 janvier, et ils n'étaient que deux.

Actuellement, au 1^{er} mai, nous n'avons plus que quatorze blessés, Français et Anglais : quatre à l'hôpital auxiliaire 106 ; cinq à l'hôpital Notre-Dame-de-Grâce, et six à l'hôpital civil.

8 mai 1915. — La *Gazette de Cologne* donne régulièrement les communiqués français ; ils sont nettement bons et aujourd'hui un article de ce même journal manifeste ses inquiétudes sur l'attitude de l'Italie. Tout cela confirme notre confiance, mais nous force à allonger encore notre résignation à attendre la délivrance.

Leurs exigences et méchancetés sont de plus en plus dures, ils s'habituent vite à leurs exactions dernières et en inventent de nouvelles chaque jour à ajouter aux autres. Les prisons se remplissent de plus en plus et cependant beaucoup ont la faiblesse de payer pour ne pas être incarcérés.

Dans certaines régions, ils doivent avoir bien mauvaise opinion des populations dirigeantes, car leurs menaces leur réussissent toujours ; ils obtiennent ce qu'ils veulent et, lorsqu'on esquisse une résistance, ils la voient rentrer à la première indication qu'ils vont arrêter le malheureux qui hésite à obtempérer à leurs injonctions.

Ce qui se passe dans la II^e armée pour les cinq districts du front entre Bapaume et Péronne est typique dans cet ordre d'idées.

Ils ont forcé les maires et conseillers municipaux de ces régions à se rendre à Metz-en-Couture. La mise en scène était terrifiante : autour des murs de l'école, une chaîne de soldats baïonnette au canon, dans la cour de l'école nouveaux plantons très nombreux et dans la classe où devait se tenir la réunion, des gendarmes.

Tout un état-major d'officiers allemands présidait. Le maire-préfet de Bapaume, M. Sterne, sur ordre, expose la question de l'emprunt pour solder l'entretien des troupes. Il dit tout d'abord qu'aux 1 300 000 francs dus pour le mois de janvier, il faut ajouter 651 000 francs d'amende pour n'avoir pas payé de suite, et il ajoute que, pour les autres mois, le chiffre mensuel se trouve augmenté

de 550 000 francs parce que le nombre des communes a été porté à 76. Il apprend à ses collègues que dans les cantons de Bapaume et de Miraumont réunis le matin, tous les maires ont signé leur acquiescement à l'emprunt dans une banque étrangère, et qu'il engage ses collègues à en faire autant.

Le colonel, pour appuyer cet avis, a annoncé que tous ceux qui refuseraient de signer seraient envoyés en Allemagne. Bref, cette menace a décidé les hésitants, et la mort dans l'âme, ils ont obtempéré à l'ordre.

En possession de ces engagements, ils ont convoqué à Bapaume cinq chefs de districts et ont exigé que chacun donne pouvoir à M. Sterne de traiter l'emprunt avec les conditions d'intérêt et de remboursement, ce qui a été fait le couteau sous la gorge. M. Sterne a promis de ne consentir qu'à un emprunt aux conditions normales du Crédit Foncier de France.

Évidemment, il ne trouvera pas en banque de pays neutre. Les Allemands les ont informés que l'emprunt allait se faire en Allemagne, mais qu'en attendant il fallait que les communes trouvent de l'argent pour payer une partie de la somme.

Je viens d'avoir la visite du maire d'Ewars avec trois conseillers municipaux accompagnés d'un gendarme. Il a été découvert dans sa commune deux soldats français cachés depuis l'invasion. Pour ce fait, ils sont condamnés à 2 000 francs d'amende ou à la prison. Ils venaient me demander que la Chambre de Commerce paye pour eux.

J'ai répondu devant le gendarme que ce n'était pas possible, que nous ne pouvions donner d'argent que pour les œuvres d'assistance, mais pas pour des amendes ou contributions à payer aux Allemands, qu'ils devaient en bons Français se soumettre à la prison. Pas contents et pas résignés, ils sont partis avec leur gendarme.

Un train des émigrés enfermés à la citadelle est parti après-midi. Les deux infirmières, Mme Bucquet et Mlle Parriaud, qui faisaient quarantaine depuis neuf et six jours pour être rapatriées, sont de ce train.

Le deuxième bateau, composé de 137 000 kilogrammes de farine blanche et de 121 000 kilogrammes de blé, va arriver demain. Nous mélangerons cette farine avec celle à 90 pour 100 que nous faisons pour l'améliorer, nous commencerons les distributions mercredi. Nous envoyons dans toutes les communes les imprimés, instructions, etc., etc., pour qu'on y prépare l'organisation.

Cet après-midi, un officier allemand a parié qu'ils seraient partis pour le 25 courant. S'ils sont encore ici, il donnera 50 marks ; s'ils sont partis, il recevra 10 marks.

Après des journées d'orage, le temps semble se remettre ; aujourd'hui, nous n'avons pas eu d'eau.

9 mai 1915. — Décidément, le temps est complètement remis, la journée est merveilleusement belle. Les 38 millimètres d'eau tombés en quatre jours de pluies douces et chaudes vont, par cette chaleur, donner un coup de fouet à la végétation. Les betteraves lèvent très bien, elles sont toutes bonnes à sarcler, nous commencerons vendredi le placement des plants, « le démariage ».

Encore une journée sans nouvelles authentiques ; que c'est pénible !

La *Gazette des Ardennes* devient de plus en plus tendancieuse et désagréable à lire. Elle continue à donner, avec chaque numéro, six pages de noms de prisonniers.

L'administration civile de Valenciennes m'a fait parvenir des offres du gouvernement impérial de Belgique pour acheter des cubes de cacao, des farines, des haricots et des lentilles ; sans confiance dans ces propositions trop intéressées, malgré leur insistance, à cause de cette insistance, j'ai répondu que cela ferait double emploi avec nos commandes au Comité américain.

A la Commandanture, on regardait beaucoup un aéro français sur lequel, du reste, ils ont tiré.

A Noyelles, à la mairie comme à l'usine, j'ai eu des instructions nombreuses à donner, j'ai fait livrer aux boulangers les dix derniers sacs de farine de ma réserve personnelle.

A 2 heures, j'étais à conférer à Iwuy. Malheureusement, la municipalité avait convoqué tout le monde, de sorte que j'ai dû parler devant un public de femmes et d'hommes de toutes catégories. C'était assez dangereux à cause des indiscretions possibles et surtout des espions qui se mêlent à la population ; j'ai quand même parlé librement, appréciant l'ennemi comme il le mérite. J'ai beaucoup insisté sur les œuvres d'assistance et de ravitaillement. Je n'ai pas négligé de relever les courages, d'exciter les sentiments de devoir. On m'a dit que j'avais été très réconfortant.

Le conseil municipal n'a plus osé me parler de démissionner. Chacun va rester à son poste et paraît vouloir suivre mes indications.

A la suite de la conférence, quantité de personnes, dont les bouchers, sont venues me demander des consultations. Ils ne peuvent pas croire, que comme eux, je suis désarmé vis-à-vis des Allemands.

Il est grand bruit en ville du naufrage du transatlantique *Lusitania*, navire anglais qui a été torpillé par les Allemands, près de l'Irlande : On aurait sauvé 600 personnes, mais nous ne connaissons pas les détails de la catastrophe.

11 mai 1915. — La tendance reste toujours exclusivement dans une atmosphère de bonnes nouvelles, mais rien de précis. Nous ne voyons encore aucun indice de la grande poussée. Il y a eu

certainement du côté de Lens une bataille très sanglante pour eux. Hier soir 200 de leurs blessés avaient été amenés à Cambrai, toute la nuit et encore la journée, il n'a pas cessé d'en arriver ; on peut évaluer à au moins 500 le nombre de ces nouveaux blessés. Ils ont même amené six blessés français des armées d'Afrique, quatre sont à l'hôpital Notre-Dame-de-Grâce, et deux à l'hôpital civil.

Ils ont fait la nuit dernière un grand mouvement de troupes se dirigeant vers Douai, quatre-vingts trains de soldats et matériel sont passés en gare de Cambrai. On prétend qu'il en est revenu quelques-uns.

Ils continuent à enlever les lignes télégraphiques ou téléphoniques pour prendre les fils de cuivre.

Le bruit court que nous aurions repris Saint-Mihiel et enlevé un fort sous Metz ; que du côté d'Arras nous aurions, comme à Lens, gagné du terrain. A côté de cela, on entend relativement peu le canon. Chaque jour, de nos avions leur servent de cible, mais nous n'avons toujours pas de journaux français.

12 mai 1915. — Décidément l'activité militaire semble avoir de notre côté une plus grande amplitude. Le canon gronde fort et sans interruption. Nous sommes visités par des avions et dirigeables sur lesquels les Allemands tirent tant et plus. Hier matin, nous en avons eu un, l'après-midi un autre, à 6 heures et demie un troisième ; à 10 heures et demie, un dirigeable qui serait repassé à 4 heures du matin, enfin ce matin à 6 heures, ils ont encore beaucoup tiré sur un de nos avions.

J'ai été victime du tir allemand sur celui de 6 heures et demie. Un obus est tombé sur ma ferme de Rumilly et a mis le feu aux écuries et étables, elles sont complètement détruites. Les greniers étaient presque vides et les bêtes n'étaient pas rentrées des champs.

Ces écuries et étables pouvaient contenir soixante bêtes, chevaux ou bœufs. Fort heureusement, le vent était faible, sans quoi la maison d'habitation et la grange eussent brûlé. La pompe de la sucrerie est venue se joindre à celle du village de Rumilly. L'abreuvoir de la ferme et les trois grandes bâches à eau, qui étaient pleines, ont fourni toute l'eau nécessaire. Je ne puis pas encore apprécier l'importance des dégâts en argent.

Il me faut reconstruire de suite, mais comment ? les matériaux font défaut. Avec la volonté de le faire, j'espère découvrir les moyens. Il y a quelque temps, dans les mêmes circonstances, il était tombé à proximité de la ferme deux obus. Nous restons très menacés par ces tirs ; hier soir, à 10 heures et demie, une batterie de deux canons placés sur la route de Bapaume au lieu dit « Le Petit Fontaine » tirait dans les mêmes conditions, et les obus sifflaient au-dessus de la sucrerie.

Des autos allemandes de la VI^e et II^e armées sont vite venues sur le lieu du sinistre, et les officiers ont insisté pour faire croire que le mal venait d'une bombe lancée par notre aviateur.

Le contremaître qui, rentrant à la ferme, était à 150 mètres, a fort bien vu leur obus tomber et s'est rendu indubitablement compte que l'aéro était loin lorsque le fait s'est produit.

Le principal est qu'il n'y a pas eu de blessés.

D'après des renseignements certains, leurs trains sanitaires ont amené en gare de Cambrai plus de 3 000 blessés ; 1450 ont été répartis dans les hôpitaux dont ils ont la direction, ils disent devoir en mettre dans les ambulances réservées aux Français.

13 mai 1915. — Décidément, il est permis de croire que la grande offensive est engagée. Le bruit du canon est continu et violent. Il paraîtrait que, entre Arras, Douai, Lens, les Allemands, à Vimy-Farbus, ont eu un échec grave, on parle de pertes énormes pour eux, 70 000 hommes hors de combat. Dans tous les cas, Douai est rempli de blessés.

Hier, il m'était raconté qu'une dame de Valenciennes, à laquelle la mort de son mari avait été annoncée il y a trois mois, venait de recevoir de lui une lettre toute récente.

L'impossibilité où est notre région occupée de correspondre avec la France reste une des choses les plus pénibles.

Dans nos campagnes, ils arrêtent chaque jour quantité de personnes pour circulation avec permis insuffisants, pour avoir chez elles quelques kilos de farine, des maires pour des ordres insuffisamment exécutés, pour n'avoir pas déclaré des jeunes gens qui ne se sont pas fait inscrire et sont découverts le plus souvent à la suite de dénonciations anonymes. Tout cela est fort déprimant.

Ils exigent nos petites réserves de farine, les prennent même chez les boulangers, et refusent de nous vendre cher leurs mauvaises farines de seigle. Ce mal va finir, puisque nous allons continuer la vente de pain américain commencée hier. Lundi prochain, il y en aura partout.

L'ordre est de porter à leurs magasins immédiatement tout ce qui reste de fourrage dans nos fermes, toujours avec menace pour le cas où les perquisitions en feraient trouver.

Il n'y a plus d'avoines ; avec quoi allons-nous nourrir nos chevaux ? Ils ordonnent aux brasseurs qui travaillent encore de leur porter même les drèches. Ils interdisent de tuer des animaux pour la boucherie sans une autorisation spéciale pour chaque bête ; la demande est souvent l'occasion de faire connaître l'existence d'une bête qu'ils réquisitionnent.

L'exécution de ces ordres est très surveillée par des bandes de gendarmes et par leurs troupes ; il n'est plus possible d'y échapper.

Personne n'avait pu songer qu'ils feraient sortir tant de res-

sources de notre pays si riche ; ils ne laisseront pas un fétu de paille.

Il est horriblement impressionnant d'entendre si longtemps le roulement continu des canons, sans connaître rien de ce qui se passe. Est-ce le commencement de la délivrance ? Les victimes sont-elles des êtres qui nous sont particulièrement chers ?

14 mai 1915. — L'action engagée est de grande amplitude ; de notre côté, entre Ypres et Arras, nous aurions quatorze corps d'armée engagés et quatre cents canons seraient en batterie sur un espace de terrain réduit. Les tranchées allemandes n'existeraient plus, tellement elles auraient été labourées sur ces points par nos obus. Nous avons gagné quelques villages. Nos troupes veulent percer, foncer sur l'ennemi, mais il semble que ce dernier qui, lui aussi, a concentré beaucoup de troupes, tient tête jusqu'à présent. Le carnage serait énorme des deux côtés.

Les nouvelles de l'entrée en scène de l'Italie sont un peu contradictoires, on croit généralement que l'accord est fait entre nous, l'Italie, la Grèce, la Roumanie et la Bulgarie.

Beaucoup de blessés sont amenés à Valenciennes, comme à Douai, il se trouverait beaucoup plus de Français et d'Anglais que chez nous.

Partout la confiance est absolue, on n'ose pas espérer la délivrance très prochaine de notre région ; personnellement, je suis d'avis qu'elle pourrait bien être pour la fin du mois.

La réunion du Comité de district de Valenciennes a été intéressante, cependant l'intrusion indiscreète des Allemands dans ces affaires de ravitaillement, où ils ne devraient intervenir que pour assurer l'arrivage, est gênante. Ils étaient quatre à notre séance et ils se mêlent aux discussions.

Les Américains souffrent beaucoup de cette protection imposée et cela pourrait amener une rupture.

Il a été décidé que, pour des raisons financières, il ne fallait pas qu'il fût actuellement question de demander autre chose que des farines. Les limites d'action des régions ont été arrêtées.

De multiples points de détail ont été solutionnés. L'accord est complet et parfait.

Sur la ligne de Cambrai à Valenciennes, il circule toujours beaucoup de trains de betteraves enlevées pour l'Allemagne. La distillerie de Corbeheem n'est pas encore en marche !

Ils ont annoncé que la semaine prochaine, après avoir terminé l'enlèvement des sucres à Cauroir, ils allaient commencer à vider nos docks et entrepôts. Malgré tout, j'espère encore qu'ils n'en auront pas le temps.

Les ordres et affiches à Valenciennes sont dans le même esprit qu'ici. J'en ai rapporté quelques affiches. Au sujet du change des

marks contre des billets de l'émission des communes de Valenciennes, leurs ordonnances constituent une dépréciation de ces billets.

15 mai 1915. — La grande bataille se poursuit. C'est angoissant. Des personnes se croyant bien informées, prétendent qu'elle est encore plus sanglante que celle de la Marne.

Les Allemands ont pris aujourd'hui une mesure qui indique des inquiétudes, ils ont affiché un ordre par lequel chacun doit rentrer dans sa commune avec défense d'en sortir jusqu'à nouvel ordre.

Ils veulent faire chez nous, comme en Belgique, une enquête sur les émissions de bons d'argent : le questionnaire est très détaillé.

Nous avons eu de nombreuses visites d'aéroplanes français et anglais. Après-midi, il y en avait quatre, ils ont lancé plusieurs bombes vers la gare et le champ d'aviation, les effets n'en sont pas encore connus. Pendant une heure, un de ces aéroplanes a été bombardé sans discontinuer. Il serait étonnant qu'il n'y ait personne de blessé.

16 mai 1915. — La ville a été, hier, littéralement couverte de balles et d'éclats d'obus, à peu près toutes les maisons ont été arrosées de projectiles sans dégâts importants et sans occasionner de blessures. Les aéronautes français et anglais ont tué deux Bavares et en ont blessé cinq ou six ; à la gare, les destructions cherchées ont raté.

Au champ d'aviation, un aéroplane allemand a été détruit, et un autre fortement endommagé.

Notre espérance doit-elle s'éloigner avec le bruit du canon moins intense ? On dit aussi que l'action engagée dans le Nord n'est rien à côté de celle qui se poursuit dans l'Est et dont on parle peu !

Malheureusement il se confirme que les Russes ont eu un grave insuccès en Galicie. Des puissances neutres hésitent à se mêler à la lutte ; rien de nouveau, pas plus que des Dardanelles.

La défense de sortir du territoire des communes est absolue et vient de l'Inspection des étapes à Valenciennes. Combien de temps va-t-elle durer ?

Nous sommes complètement à la merci des officiers commandant les convois dans nos villages. N'ayant plus rien pour nourrir nos chevaux, quelques cultivateurs coupaient de la verdure pour leur donner à manger, ils viennent de l'interdire. On ne doit pas manger *leur* bien en herbe.

Nous avons encore eu la visite, vers 6 heures, d'un aéro français.

17 mai 1915. — Nous sommes vraiment prisonniers : Ce matin,

j'ai demandé au capitaine chargé de délivrer les permis de m'en faire un pour aller demain à Noyelles. Je lui ai expliqué que, maire de la commune, il était extrêmement utile que j'assiste à l'appel mensuel des hommes de dix-sept à cinquante ans, il me l'a refusé. Je me suis alors adressé au général en personne ; après force hésitations, impressionné par la raison que je donnais, il a ordonné de me délivrer ce permis, mais en spécifiant que je ne serais pas plus de trois heures absent, et que j'irais prendre le permis au moment de partir, en venant chercher le gendarme qui devait m'accompagner.

Il m'avait fallu une heure et demie pour arriver à ce résultat. Mais cet après-midi, je reçois la note suivante : « Monsieur Hélot, suivant un ordre supérieur, je ne suis pas en état de vous donner le laissez-passer que vous demandez, — signé : Scholtt. » Que signifie cela ? Ce régime va-t-il durer longtemps ? Quelle en est la cause, le but ?

Ce matin, j'ai expliqué au Commandeur que, si mercredi les communes ne pouvaient pas venir chercher de la farine américaine, les habitants de nos villages n'auraient pas de pain jeudi. J'ai insisté pour qu'il demande des ordres à l'Inspection des étapes à Valenciennes.

Le canon a été violent cette nuit, on pouvait voir les lueurs des tirs dans les directions de Saint-Quentin, Péronne, Arras. Aujourd'hui, on n'entend presque plus rien.

Nous sommes toujours sans nouvelles des opérations et pourrions être inquiets sur les résultats, mais nous nous tranquillisons parce qu'ils n'affichent rien, d'où nous concluons qu'il n'y a pas de mauvaises nouvelles pour nous. Malgré tout, il faut avoir la confiance aveugle, fort enracinée pour enrayer nos inquiétudes.

Leurs médecins ne savent plus où donner de la tête ; cette nuit ce n'a encore été qu'allées et venues de blessés. Ils emportent tous les hommes transportables après pansements.

18 mai 1915. — On dit que nos aviateurs ont détruit un pont de chemin de fer près d'Aubigny, ils ne pourraient donc plus aller à Douai par cette voie.

Un deuxième serait également avarié à Pont-de-la-Deule, enfin un troisième le serait également dans la région de Valenciennes. Ils prétendent que ce sont des malfaiteurs qui auraient fait sauter des mines sous ces ponts et ce serait pour cela qu'ils interdisent la circulation.

En attendant, ils ont arrêté à Valenciennes des notabilités comme otages et les ont enfermées dans les endroits menacés par les bombes de nos aviateurs.

Le capitaine Herbert m'a emmené à Noyelles et Masnières ; il organise ses affaires comme s'il n'avait pas le plus petit doute.

qu'ils ne quitteront jamais le pays. Je n'ai pu aller au village parce qu'il ne m'a pas abandonné un instant, j'ai pu donner des instructions pour le travail tant que durera mon absence forcée.

Un camion automobile déménageait les meubles de chez le directeur de la sucrerie. Quatre officiers et un gendarme présidaient à cette glorieuse opération. Je me demande sur quelle indication ils sont venus.

Je suis allé les trouver pour leur dire que le droit de réquisition des troupes du front s'arrêtait au canal et qu'ils n'avaient pas le droit de prendre quoi que ce soit sur cette rive du canal.

Ils m'ont répondu brutalement qu'ils le savaient, mais qu'ils enlevaient quand même ce dont ils avaient besoin, qu'après la guerre on pourrait aller chercher ces meubles au château de Saint-Léger (à 30 kilomètres) chez Mme la marquise d'Aoust. Il va sans dire qu'ils fouillaient la maison de la cave au grenier, en vrais cambrioleurs sans vergogne. Ils sont allés aux écuries, cela me fait craindre des récidives. Il faut qu'ils aient bien pillé les villages autour de Saint-Léger pour venir si loin.

Que de rancœurs tous ces actes accumulent ! Ils sont bien dignes de la haine dont ils jouissent. Pourra-t-on leur faire payer tout cela comme ils le méritent ?

De plus en plus inquiet pour les habitants de nos villages qui n'ont de la farine américaine que jusqu'à jeudi, je suis encore allé trouver le général à ce sujet, j'ai insisté pour qu'il téléphone à Valenciennes et lui ai confirmé mon dire par une lettre. J'ai écrit également au président du Comité de district lui demandant de voir d'urgence les délégués américains et l'administration allemande. Appelé à la Commandanture, le général m'a annoncé qu'il avait reçu de Valenciennes l'ordre de laisser venir les représentants des communes au ravitaillement de farines américaines deux fois par semaine, le mercredi et le samedi.

Espérons que dans la pratique il n'y aura pas d'empêchement. Nous n'entendons plus le canon ! pas de nouvelles, mais ils n'affichent toujours rien. Les derniers communiqués français extraits de la *Gazette de Cologne* sont réellement favorables pour nous.

Aujourd'hui, ils ont expédié en Allemagne tous les blessés français et beaucoup des leurs, même ceux en danger de ne pas résister au voyage. Nos hôpitaux sont changés de destination, ils deviennent hôpitaux de première ligne. Tout cela laisse croire que la situation se modifie en notre faveur.

19 mai 1915. — La rigueur pour empêcher la circulation n'a pas varié. Cependant leurs mouvements de troupes paraissent terminés. Un corps d'armée est venu d'Alsace. Qu'ont-ils à nous cacher ?

Ils ont amené encore cette nuit beaucoup de blessés. La défense absolue de regarder du côté de la gare a correspondu à l'arrivée de convois de voitures très bien bâchées, il pourrait se faire qu'elles fussent chargées de morts qu'ils portaient à incinérer dans les hauts fourneaux...

Plus aucun bruit de combats, la grosse lutte serait-elle remontée au delà de Lens vers Lille?

On a raconté que dans les tranchées qu'ils ont dû abandonner ils avaient laissé une centaine de canons qui se trouvaient entre eux et nous, sans que nos troupes aient encore pu les prendre.

L'absolue privation de journaux français est très pénible. Voici un mois que nous n'en avons pas vu.

Il y a trois jours, lors de la visite des quatre ou cinq avions français et anglais, l'un d'eux, avec une merveilleuse audace, survolait la ville relativement bas, lorsque la présidente de l'Union des Femmes de France, obéissant à un enthousiasme exalté, sortit de son ambulance avec une de ses infirmières et deux jeunes gens attachés à sa maison. Elle se livra alors sur le trottoir à une manifestation de son admiration pour l'intrépidité de l'aviateur, agitant son mouchoir, criant des bravos qu'il ne pouvait, du reste, ni percevoir ni entendre.

Comme nous sommes sous le joug de l'ennemi, celui-ci se présenta à elle sous la forme d'un officier vexé qui l'invita à se taire et à rentrer chez elle; elle n'obtempéra pas assez vite et après avoir répété deux ou trois fois son injonction, laissant sa brutalité naturelle prendre le dessus, comme la présidente s'était abandonnée à l'impulsion de son cœur, il la saisit par le bras pour la faire rentrer. Elle n'eut pas d'hésitation pour se révolter contre cette façon de faire et traduisit sa colère par des mots quelque peu injurieux pour l'agresseur.

Le général inspecteur docteur Smith fut chargé d'une enquête et aujourd'hui elle était appelée au juge d'instruction.

J'ai eu réponses à mes lettres au percepteur d'Iwuy et au sous-ingénieur des ponts et chaussées. Pour s'excuser vis-à-vis d'eux-mêmes, plus que vis-à-vis de moi, de la force d'inertie qu'ils opposent à mes incitations depuis neuf mois, ils prennent prétexte des derniers ordres de leurs chefs avant l'invasion.

Le général m'a encore refusé un permis pour aller à Noyelles, mais m'en a donné un sur ordre de l'Inspection, pour aller demain à Valenciennes.

La façon dont je me suis tenu éloigné de lui pendant trois mois lui a montré que je n'acceptais pas ses boutades. Depuis huit jours, je m'entretiens directement avec lui, mais très brièvement et assez sèchement. Ils ont toujours beaucoup de soldats et d'officiers embusqués dans des sinécures, cependant ils en ont envoyé quelques-uns au front avec des Bavares; ces derniers ont échangé

leurs casquettes de cuir verni contre des casques à pointes. Leur air, au départ, est lugubre.

La *Gazette de Cologne* nous rassure beaucoup sur nos opérations engagées, surtout par ce que nous lisons entre les lignes. Aujourd'hui comme cette nuit, le canon a repris. Nous supposons que le gros effort actuel est pour les déterrer de leurs tranchées et nous espérons qu'en rase campagne une action énergique et heureusement menée les refoulera non plus par 100 mètres à la fois, mais sur de nombreux kilomètres. Dans ces conditions, nous pouvons faire espérer autour de nous que pour le 10 juin nous serons libérés. Il faut compter avec l'imprévu pour n'avoir pas de déception.

21 mai 1915. — Le voyage à Valenciennes n'a pas eu un résultat bien pratique. Nous avons été convoqués pour entendre M. Crosby, directeur à Bruxelles du Comité américain, dire qu'il n'était pas content de la façon dont les délégués américains étaient enserres, sans aucune liberté de circuler ; et surtout qu'il était très vexé que les Allemands aient pu dire que le Comité américain faisait une affaire commerciale, alors qu'elle était uniquement humanitaire. Il a fait sa petite leçon, évitant de froisser les Allemands en généralisant son reproche, mais il a ajouté que s'il continuait à en être ainsi, il arrêterait l'œuvre de ravitaillement.

Cette satisfaction d'amour-propre donnée, M. Guérin a dit que la misère était tellement grande dans une partie du territoire occupé que, modifiant encore une fois la décision de ne fournir que de la farine, il était décidé qu'il serait donné de tout ce dont on pourrait avoir besoin. Mais alors la question d'argent, ou mieux, de garantie, se pose.

Ce n'est plus 25 000 000 de francs qu'il faut, mais, pour trois mois, environ 65 000 000 de francs. De sorte que M. Guérin demande à être autorisé à retourner à Paris mettre cette affaire en règle ; ce sera décidé demain et il espère obtenir satisfaction. Il repartait pour Charleville ce soir dans ce but, et aussi pour faire élargir la liberté d'action des délégués américains.

Menacé de manquer de levure pour faire le pain, j'ai probablement réussi à en trouver, par l'intermédiaire du comité de ravitaillement de Valenciennes, à 1 fr. 40 le kilogramme.

Nos collègues de cette région ont peut-être encore moins de nouvelles de la guerre que nous ; ils sont moins confiants que moi dans le dénouement prochain de notre occupation ennemie.

Ces réunions sont l'occasion de se rencontrer et cela reconforte quand même. On voit sur la ligne encore des trains de betteraves en chargement et la plante paraît saine !

En arrivant en gare de Valenciennes, nous avons trouvé un très long train de civils allemands : que sont-ils bien ? Les compartiments étaient bondés d'un millier d'individus ayant bonne tenue

et très calmes. Je ne pense pas que ce fussent des recrues, mais plutôt des ouvriers pour leurs manufactures d'outillage de guerre.

Les Allemands sont persuadés qu'il y a des télégraphies sans fil partout, tellement tous leurs mouvements préparatoires sont connus de nos armées.

On dit que notre service de renseignements fonctionne admirablement, on prétend avoir rencontré de nos officiers, évidemment en civil. Toujours est-il que l'ennemi dit que chaque fois qu'il a massé des troupes pour percer notre front, il a toujours trouvé des forces concentrées pour le recevoir.

A Valenciennes comme ici, ils arrêtent beaucoup de monde, leur esprit de suspicion est très développé, mais les dénonciations anonymes sont horriblement nombreuses partout.

22 mai 1915. — La municipalité a réuni les notables avec le conseil municipal pour se justifier du rationnement de pain et s'excuser du manque de viande. En sortant, nous nous demandions pourquoi cet appel aux notables. Je ne puis me l'expliquer que par la crainte de prendre des responsabilités.

Notre municipalité laisse commenter par les conseillers municipaux les canéens des rues, et au lieu de dire : « Nous faisons ce que nous jugeons bon pour le bien de nos concitoyens, et ne nous occupons pas du reste, » ils craignent les critiques plus que toute autre chose.

Toujours trop d'éminences grises, et pas de chefs énergiques sachant ce qu'ils veulent.

Les otages de Valenciennes ne sont retenus que la nuit dans les endroits réputés dangereux du fait des aviateurs. Ils ont été pris dans toutes les classes de la société, riches et pauvres.

Nous avons vu hier, sur un large boulevard de Valenciennes, au moins soixante caissons d'artillerie en assez mauvais état portant trace de balles, ils avaient été amenés là à bras de soldats, ils n'ont plus de chevaux, aussi il ne faut pas s'étonner s'ils nous reprennent encore une fois les nôtres.

Hier, à Rumilly, ils ont enlevé quatre chevaux à ma ferme et vont passer une nouvelle inspection, à Noyelles, comme ailleurs, le 2 juin.

On a embarqué aujourd'hui quantité de poulains de un à trois ans et tous les étalons de la région.

Le général m'a dit qu'il allait écrire pour réclamer à la IV^e armée contre les réquisitions du mobilier de M. Monceau à Noyelles. Les officiers du front n'ont pas voulu remettre de bon de réquisition.

Ils ont décidément une âme de forbans ; j'ai peut-être eu tort, lors de l'invasion, d'expliquer leurs forfaits par la surexcitation des batailles ; dans les circonstances actuelles, ces vols sont faits à froid, sans excuses. Vraiment on s'explique le désespoir des habi-

tants de communes qui depuis de longs mois, sous le feu des bel-ligérants, sont ruinées de fond en comble, mais comment croire que le pillage organisé par les officiers en personne puisse s'exercer sur une pareille échelle, dans un rayon aussi important, sans honte ni vergogne. Nos villages n'ont plus rien et ils trouvent encore moyen de satisfaire ce besoin de prendre.

Venir à 30 kilomètres enlever mobilier, billard, tables, chaises, etc., cela ne peut répondre à un besoin réel ; le faire brutalement ; et se refuser à donner un bon de réquisition, c'est incontestablement le fait de barbares à mauvais instincts. Leurs médecins, généralement, font exception à cette mentalité.

Plus le moindre renseignement, puisqu'ils ne veulent plus laisser parvenir jusqu'à nous, même leurs journaux ; la séquestration dans l'intérieur des communes empêche la propagation verbale des faits que nous pourrions connaître.

Ce matin, il est passé en ville, se dirigeant vers Arras, un canon de 42, long de 7 mètres. Trois gros tracteurs le remorquaient.

24 mai 1915. — Lorsque, comme nous, on reste ignorant de ce qui se passe, qu'on considère les choses sans être dominé uniquement par l'ambiance, on frémit à la pensée des champs de bataille.

L'Italie a décidément déclaré la guerre à l'Autriche. Nous savons le fait sans détails.

Il est bien présumable que la Roumanie, la Bulgarie et même la Grèce vont également entrer dans le tourbillon de la mort.

Qui retrouverons-nous des nôtres lorsque le calme inévitable renaîtra des ruines amoncelées ?

24 mai 1915. — Les habitants sont atterrés, les figures sont consternées : ce matin, un aéroplane français est venu à 8 heures opérer sur Cambrai, il a jeté quelques bombes ; vers les gares en particulier. Les Allemands l'ont bombardé, certains obus ont eu des effets désastreux pour les civils. Un obus est venu éclater sur la place en face la boucherie Landat et a fait de nombreuses victimes avec quelques dégâts matériels ; un autre est tombé rue Saint-Aubert dans le jardin de la famille Canova et a eu aussi des effets terribles ; enfin, près la gare annexe, un troisième (à moins que ce ne soit la bombe de l'aviateur), rue Jean-Macé, en face les écoles, a tué deux enfants et blessé leur grand'mère et sa belle-fille qui étaient avec eux.

Je rentre de voir les malheureux à l'hôpital civil. Il y a actuellement sept morts : Louis Courtecuisse, vingt-deux mois, Léon Salomé, dix-sept ans ; Mme Braëq, née Canova, vingt-cinq ans, elle était enceinte ; Mme Brillez, vingt-deux ans ; Hottois-Accart ; Defosse, enfant ; Ferail, tapissier.

Il reste treize blessés dont quelques-uns très grièvement tou-

chés ; Mme Canova, quarante-huit ans, paraît mortellement blessée au bassin ; les autres sont : Lefebvre Jules, soixante-quatre ans, Philippe Angèle, vingt-six ans, Albert Bertrand, Mme Guilbert, jambe gauche déchiquetée, Mme Courtecuisse Victorine, cinquante-neuf ans, M. Courtecuisse Auguste, vingt-sept ans, instituteur, Jules Dumontiez, cinquante ans, Maillard, faïencier, Ferrez, pharmacien, Fosse, débitant, et Marie Lereboulet.

Au premier moment, les Allemands ont paru consternés (sauf l'adjudant de la Commandanture qui, au contraire, manifestait une satisfaction). Ils se sont tous précipités sur les lieux d'accidents pour ramasser les débris d'obus, afin de faire disparaître les témoins accusateurs muets, car ils veulent prétendre que ce sont les bombes jetées par l'aviateur qui ont fait le mal. Ils ont même, avec fureur et méchanceté, conduit à la Commandanture quelques personnes qui ne voulaient pas admettre leur version.

Un doute subsiste pour la rue Jean-Macé. D'autres obus ont éclaté sans faire de mal, et un s'est enterré dans un jardin.

Ils enferment toujours un tas de gens, prenant les prétextes les plus futiles. Ce régime de terreur s'aggrave de jour en jour.

Ils ne tolèrent plus que les ouvriers de Marcoing viennent à la sucrerie.

Nous n'entendons pas le canon. La nuit il y a encore eu des allées et venues très grandes, mais nous ne pouvons pas vérifier ce qu'elles sont.

26 mai 1915. — Hier, nous avons eu la visite des Américains, MM. Lewis Richards et Stary, avec le lieutenant allemand Neuerbourg, leur guide.

Ils venaient se rendre compte que les opérations de ravitaillement se faisaient strictement suivant les règles voulues par eux. Arrivés au moment de la réunion du Comité régional, ils y ont assisté, et ont pris note que les séances avaient lieu tous les mardis et vendredis. Ils ont absolument approuvé les dispositions prises par nous. Nous avons réclamé leur bon concours pour obtenir l'autorisation de faire circuler dans les villages nos contrôleurs, et aussi pour nous trouver de la levure qui manque à la boulangerie.

Hier matin, les Allemands ont encore tiré sur un de nos aviateurs et le soir sur un de nos dirigeables, il n'y a pas eu d'accident. Beaucoup de personnes se révoltent de ces tirs, j'apprécie que c'est à tort, car si les aviateurs ont le droit incontestable de lancer des bombes, l'adversaire peut évidemment riposter en cherchant à atteindre l'aviateur ennemi. C'est, hélas, un fait de guerre au premier chef.

Cette action est-elle, dans l'état actuel des choses, très efficace ? C'est plus que douteux ; ici nous avons vu, depuis neuf mois que dure notre occupation, de nombreuses entreprises par nos aéro-

planes, jamais leurs bombes n'ont eu un résultat destructeur heureux, sauf contre quelques avions ennemis. Mais, très souvent, ils ont été l'occasion de gros malheurs chez la population civile. Peut-être vaudrait-il mieux que d'un commun accord les aviateurs se bornent à être agents d'information, le champ de leur utilité serait encore très grand et surtout absolument indiscutable.

Aujourd'hui ont eu lieu, au milieu du plus grand recueillement, les funérailles solennelles des huit victimes de dimanche. L'église Saint-Géry était trop petite pour contenir la foule immense. Le conseil municipal, qui avait pris à sa charge ces obsèques, y assistait en corps, placé à droite dans le chœur, les parents des malheureux étaient à gauche.

Par prudence, puisqu'on ne pouvait avoir la liberté de dire ce que nous pensions, personne n'a pris la parole, Mgr l'Archevêque a donné l'absoute.

Nous entrons aujourd'hui dans le dixième mois de captivité, nos tyrans sont de plus en plus durs, ils nous ont tout pris et ne nous laissent plus aucune liberté. Il faut mettre toujours ses poings dans ses poches, et plier l'échine, subir toutes les vexations et humiliations.

Heureux ceux qui ne sont pas encore enfermés, car le régime de leurs prisons est terrible. Ils sont sans pitié, sans considération pour qui que ce soit, c'est l'égalité absolue dans leur oppression.

Pour ne citer que deux exemples entre mille ; à Cléry, Mme Boda a dû héberger la Commandanture pendant six mois, elle l'a fait par force, mais sans protestations devant une chose inéluctable ; il y a quelques jours, la commune refuse de payer 1 200 francs, on s'empare de plusieurs femmes, on les emprisonne, ils savent que cela réussit pour vaincre les résistances, Mme Boda est du nombre des prisonnières.

Des hommes dits mobilisables ne se rendent pas aux appels à Caudry, ils ne se sont même pas fait inscrire ; pour la honte de nos pays, ils sont dénoncés, on les cherche sans les trouver, leurs femmes ou sœurs sont enlevées en prison ; si elles ont des nourrissons au sein, il faut au moins vingt-quatre heures pour obtenir que l'enfant soit réuni à sa mère.

Voilà les façons de faire ordinaires de ces barbares et ils sont stupéfaits de la haine universelle accumulée sur leur tête. Ils agissent ainsi froidement, de façon réfléchie, et toujours brutalement. Les rares exceptions laissent la règle intacte.

Ces jours derniers, ils ont, dit-on, ramené beaucoup de blessés dont le plus grand nombre n'a fait que passer dans les hôpitaux ; ils reconduisent au front ceux qui sont très légèrement touchés et beaucoup des autres, après pansement soigneusement fait, sont reconduits en Allemagne.

Nous n'avons plus l'autorisation d'acheter leurs journaux, cependant de temps en temps, il y en a un qui se trouve détourné en notre faveur. C'est ainsi que nous avons appris leur fureur contre leurs anciens alliés, les Italiens. Ils auraient également critiqué le sacrifice inutile de 400 000 hommes fait en Galicie pour échouer dans leur volonté de percer les lignes russes.

On nous dit qu'une bataille furieuse se poursuit aux deux centres d'Ypres et de la Bassée ; ce ne serait plus uniquement un duel d'artillerie, ce seraient de terribles combats d'infanterie. On prétend que l'avantage serait nettement pour les troupes anglaises et pour les nôtres ; en réalité, nous ne savons rien autre que l'absence chez eux d'aucune annonce de succès.

Il est très présumable que l'action offensive va se continuer de notre côté aussi bien au nord qu'à l'est ; loin de pouvoir ramener des renforts, pour s'opposer à notre poussée, il va falloir qu'ils constituent de nouvelles armées contre les Italiens, que les Austro-Hongrois n'ont plus la force d'arrêter. De là à être forcés de rétrécir leurs lignes de combat, il n'y a peut-être pas loin.

Le seul fait de prendre une ligne droite de Lille à Verdun leur diminuerait de 125 kilomètres la longueur à défendre et leur permettrait de retirer 600 000 hommes de chez nous, mais cela nous donnerait également des disponibilités.

27 mai 1915. — Non seulement, il faut passer par eux pour l'envoi de nos lettres au Comité américain, mais ils les épluchent et les censurent. Ils viennent de me rendre celle d'hier parce que je demandais au délégué américain d'intervenir afin de faire obtenir à M. Cuvillier, mon collaborateur, le droit de traverser le pont du canal pour aller de la Chambre de Commerce au moulin Cornaille et cependant il est absolument exact que brutalement, avec méchanceté et menace, on lui a retiré sans raison une permission qui lui avait été accordée.

Ils prétendent que ce n'est pas vrai, et il faut s'incliner.

On se plaint avec juste raison du pain, la farine fermente

En ville, certaines personnes intéressées à m'imputer ce qui est mal, disent que c'est ma faute, parce que je m'obstine à vouloir faire tirer 90 pour 100 de farine par 100 kilogrammes de blé ; ceux qui disent cela savent pertinemment que les ordres du Comité sont formels, et qu'il serait très dangereux de ne pas les exécuter à la lettre.

J'écris encore à Valenciennes pour nous plaindre et essayer d'obtenir de meilleures farines ou le droit de n'extraire que 85 pour 100. Mardi, à la réunion de Comité de district à Valenciennes, j'insisterai. Je crois savoir que nous allons avoir de la levure, une dépêche est venue *pour moi* à ce sujet, elle a été communiquée ce matin, mais ce soir, je ne l'ai pas encore vue.

Un kilog. 795 grammes de pain par personne est vraiment insuffisant pour la semaine : si encore il était bon !

Nos sucres de Noyelles sont encore intacts aux Docks, on peut espérer qu'ils n'auront pas le temps de les enlever ; dans tous les cas, il y avait grandes chances d'être délivrés depuis qu'ils sont fabriqués, donc j'ai eu, quoi qu'il arrive, raison de vouloir ce que j'ai fait.

Pour la campagne prochaine, j'aurai des betteraves comme à l'ordinaire, malgré leurs défenses ; elles ont levé superbement et poussent mieux que jamais. Seulement, si par extraordinaire, ils ne partaient pas bientôt, il y aurait de grosses déceptions à craindre. Qui ne risque rien n'a rien.

Les trèfles et luzernes se développent très bien, dans quinze jours on va penser à couper, aussi ils ont déjà, avec leur prévoyance outrée, fait placer des ordres pour indiquer les soins que nous devons apporter à leur récolte, le tout assaisonné de menaces pour ceux qui ne feraient pas tout le nécessaire.

Quels doigts fourchus pour tout nous râtelier ! Quel découragement s'il fallait qu'ils fussent encore là pour nous prendre nos prochaines récoltes ! Les belles richesses de ce pays renaissent de la terre chaque année. Avoir perdu tous nos bestiaux, tout ce que nous possédions et avoir la perspective de voir enlever ce qui constitue actuellement notre dernière espérance, ce serait terrible. Mais non, ils vont partir ?

Il ne filtre que bien peu de renseignements sur les opérations, les apparences sont réconfortantes, rien ne vient altérer notre confiance.

Leur fureur contre les Italiens est grande. Ils prétendent que la France et l'Angleterre, avec leurs promesses, les ont entraînés à la perte et en porteront la responsabilité très grave.

Ils ne disent rien des Dardanelles.

La municipalité a dû donner la liste des Italiens séjournant à Cambrai, ils ont trouvé que, limitée à sept, ce ne pouvait être exact. Vont-ils les faire prisonniers ?

28 mai 1915. — Hier, l'administration allemande entendait organiser la coupe et la fenaison des fourrages ; aujourd'hui, elle ordonne une revue de toutes les moissonneuses-lieuses et faucheuses pour s'assurer qu'elles peuvent suffire à la moisson prochaine ; il faut justifier avoir toute la ficelle utile ou en commander, toujours sous la responsabilité des maires.

Ils offrent de faire la réparation des faucheuses dans les ateliers installés par eux à Denain.

Décidément, ils ne veulent rien laisser perdre ; ce matin, je voyais passer de leurs chariots remplis de peaux de lapins (tout leur est bon), les choses les plus hétéroclites les tentent.

D'assez nombreuses troupes sont venues se reformer ici depuis quarante-huit heures, elles viennent du front, entre Arras et La Bassée. Elles n'ont pas trop mauvaise apparence, elles portent sur le visage une grande satisfaction de ce repos loin du feu.

Elles prétendent que si elles ont dû abandonner 6 kilomètres de terrain, c'est que nous n'avons pas eu assez de réserves pour les pousser plus loin.

Les officiers occupent leurs soldats à des exercices de pas de parade. Combien de temps vont-ils nous rester? Quelle sera leur destination? les effectifs sont actuellement très réduits.

Nous avons eu une séance de la Chambre de Commerce plus chargée que de coutume. Les questions de ravitaillement sollicitent toute notre attention; mardi, il nous faudra obtenir beaucoup d'améliorations du Comité de Valenciennes.

M. Desroy nous a communiqué son rapport s'étendant sur deux mois des opérations de notre caisse d'émission. Il présente ces statistiques d'une façon très lumineuse, les rapprochements qu'il fait sont extrêmement intéressants. On déduit de ces exposés non seulement la sagesse de nos opérations, mais aussi le bien que nous faisons à chaque catégorie de personnes. Plus tard, ces résumés périodiques seront fort instructifs pour ceux qui devront apprécier notre œuvre.

La ville a pris en considération la proposition du directeur de la Banque de France qui lui conseillait d'échanger nos billets de banque contre des marks-papier pour les versements à faire aux Allemands. Elle a chargé M. Desroy d'aller faire l'opération à Lille; le bénéfice a été de 11 500 francs pour 100 000 francs.

Actuellement, l'émission des bons de la ville de Cambrai atteint 5 000 000 de francs, celle de la Chambre de Commerce dépasse 7 000 000 de francs.

29 mai 1915. — Nous avons eu énormément de plaintes ce matin à la distribution des farines. Les représentants des villages apportaient par écrit ou verbalement les doléances. Avoir une portion de pain insuffisante et l'avoir de très mauvaise qualité, il faudrait une dose de résignation surhumaine, lorsqu'on n'a pas autre chose à se mettre sous la dent, pour l'accepter sans récriminer. Il y a des exigences outrées chez quelques-uns et beaucoup de bon vouloir de la part du plus grand nombre.

Il faudrait que les maires sachent *tous* endiguer les exagérations et prendre en main les réclamations légitimes. J'ai dû ce matin me fâcher à différentes reprises et prendre avec mes collègues des mesures d'urgence. Le proverbe « lorsqu'il n'y a pas de foin dans le râtelier, les ânes se battent », restera toujours vrai. Ce matin, chacun était prêt à manger le nez de son voisin.

Il y a eu chez le meunier, monté pour ne faire que de la bonne

farine, un apprentissage nécessaire pour rendre l'extraction presque mauvaise ; d'autre part, ces farines de qualité douteuse sont de mauvaise conservation et les précautions n'ont pas toujours été suffisantes ; enfin, tous les boulangers d'un même endroit se coalisent parfois pour prouver qu'ils ne peuvent pas faire bon ; alors que par ailleurs, à force de bonne volonté, le pain livré est presque satisfaisant.

Espérons que mardi, à Valenciennes, nous obtiendrons de faire mieux, j'insisterai par tous les moyens.

Je rage de ne pouvoir aller à Noyelles. C'est idiot et cela ne rime à rien. Toujours sous prétexte de l'autorité supérieure, le général persiste à ne pas vouloir même m'y faire conduire par un gendarme.

Malgré tout, j'arrive à avoir des nouvelles insuffisantes de ce qui se fait, et des champs.

Depuis quinze jours, les récoltes, par un temps des plus favorables, sont devenues exceptionnellement belles. Les blés commencent à épier avec dix jours d'avance sur les années normales.

Les betteraves seront toutes placées (démariées) en mai, ce qui ne se voit presque jamais. Du reste, nous sommes à la campagne en pleine floraison des roses, ce qui ne se voit habituellement qu'à partir du 10 juin, dans notre pays.

Pourvu qu'ils soient partis pour la moisson, c'est le cri universel ; quelle désolation ce serait de moissonner pour eux !

M. Leriche, maire de Ribécourt, qui a nettement refusé de donner sa garantie personnelle aux engagements que les communes ont été contraintes de prendre, a été emprisonné avec quelques amis. Ils ont eu la force de caractère de persévérer dans leur refus et au bout de quelques jours, on les a relâchés.

Pour punir M. Leriche, on l'a remplacé à la mairie par M. Lavallée, qui leur résistera fermement. Ce serait le cas de dire : la pénitence est douce...

30 mai 1915. — Le canon tonne au loin. A 8 heures, le 184^e régiment reformé a défilé devant la maison, allant probablement à la messe. Ils n'ont pas encore sur les épaules les pattes portant le numéro du nouveau régiment auquel ils appartiennent.

Quelle pénible impression produit le défilé de ces beaux jeunes gens pleins de vie, image des nôtres, et qui vont, comme ceux qui les ont précédés, être conduits à la boucherie ! C'est horrible de penser que cette destruction est encore plus barbare que celles de toutes les guerres qui l'ont précédée. Tout cela se passe de sang-froid !

Il faut avouer que nous avons éprouvé cette semaine une déception. Nous croyons savoir que de notre côté un gros effort a été tenté depuis vingt jours entre l'Yser et Arras ; nous pensons que

loin d'avoir eu un insuccès, nos troupes ont gagné un peu de terrain, mais nous espérons que ce gros effort aurait un plus grand résultat tangible. Nos troupes n'ont donc pas pu sortir l'ennemi de ses tranchées, le percer, le refouler?

Nous devons cependant être maintenant en pleine possession de tous nos moyens d'action, aussi bien du côté anglais que du nôtre.

Depuis quelques jours, je suis hanté par l'idée, qui ne m'était encore jamais venue, qu'ils pourraient profiter de notre magnifique récolte en perspective.

Quel dommage pour nous de voir partir cette deuxième récolte, mais quel malheur pour la France de leur abandonner cette richesse et d'assurer encore à nos ennemis, pour un an, le supplément dont leurs populations ont besoin pour vivre!

Il y a une dizaine de jours que le canon n'a pas donné aussi fort.

A la Commandanture, ils sont encore de plus mauvaise humeur que de coutume. Une note donnée comme extraite du communiqué français du 28 nous reste très favorable, mais avec la sempiternelle avance de quelques mètres qui, hélas, ne répond pas aux sacrifices de nos hommes.

Cela donne quand même confiance, patience.

Enfin, sur ordre du baron de Welser, le général m'autorise à aller deux fois par semaine à Noyelles, le lundi et le jeudi.

1^{er} juin 1915. — Le curé de Cantaing a été relâché mais *pas* avec les honneurs de la guerre. Il a été puni par deux mois et demi de prison, ses écrits ne tombaient pas sous le coup de leurs lois, parce qu'ils reconnaissent à chacun le droit de penser et même d'écrire ce que bon lui semble, s'il ne communique pas à ses semblables pensées et écrits. Malheureusement, d'autres personnes sont encore sous les verrous du fait de son factum.

Auguste Pagniez était toujours enfermé durement au Quesnoy, il vient de s'évader; s'il est repris, son cas sera grave. En effet, si en réalité ils le conservaient comme une sorte d'otage, il était à leur merci puisqu'on avait trouvé chez lui armes et cartouches, délits pour lesquels leurs ordonnances prévoient les peines les plus grandes. Espérons qu'ils ne le reprendront pas.

Hier, il m'a été communiqué la réponse du commandant de la IV^e armée à ma réclamation au sujet du mobilier pris à la sucrerie. Le général ne veut pas donner de bon, prétendant que dans quelques jours il rendra ces meubles. C'est la confirmation du brigandage.

Le vent reste aux très bonnes nouvelles:

Un Alsacien de Metz, commerçant et ami d'un voyageur en chorée de Cambrai, aurait dit à ce dernier que nos troupes sont

à Mulhouse, Colmar et Château-Salins, nous aurions repris Saint-Mihiel?

Dans la région du Nord, tout nous serait également favorable. Nous avons été tellement leurrés de fois, que nous restons sceptiques.

On racontait également que nos navires, d'après des journaux allemands, étaient venus à Marmara prendre des bois, que par conséquent nous serions maîtres des Dardanelles.

Ce qu'il y a peut-être de plus certain, ce serait le superbe exploit de nos avions dans le duché de Bade où ils seraient allés bombarder et détruire une immense fabrique de produits chimiques; une quantité énorme de poudres et matières explosives ont été anéanties. Comme il faut toujours chiffrer, il y aurait eu cent cinquante victimes et plus de 100 millions de dégâts.

Malgré le pénible isolement auquel on nous force, puisqu'il reste interdit aux habitants de villages voisins d'aller les uns chez les autres, le grand dénuement est tellement profond, que des malheureux se font prendre chaque jour sur les chemins détournés par des gendarmes inexorables.

La faim sévit surtout sur les populations de tisserands et sur les ouvriers agricoles qui habituellement vont dans les autres régions de France sarcler les betteraves et faire la moisson des céréales.

C'est pitié de voir ces familles qui manquent de tout depuis si longtemps. Les 250 grammes de mauvais pain cher ne peuvent satisfaire à l'appétit même des enfants. Il n'y a plus de pommes de terre et le peu de viande qui reste n'est pas à la portée de ces miséreux à figures hâves. Que faire pour les soulager?

Nous aidons et encourageons les municipalités à faire de gros sacrifices, mais beaucoup hésitent à engager davantage les finances communales déjà si obérées. Nous les poussons à ne plus rien payer pour l'entretien des troupes allemandes, à se refuser absolument à toute injonction sur ce point, afin de conserver leurs faibles ressources pour ne pas laisser mourir de faim ces indigents.

Il est fort regrettable que le général m'ait refusé la permission d'aller aujourd'hui au Comité de district pour le ravitaillement à Valenciennes. Notre réunion de Comité régional a fait ressortir tout ce qu'il y a de défectueux dans l'organisation du Comité de district pas assez fondu avec l'action des délégués américains.

Avec un soin aussi scrupuleux que minutieux, je tiens à mettre mes collègues très au courant de tous les détails d'administration, non pas que les membres du bureau aient peur de prendre les responsabilités utiles, mais parce que nous ne nous reconnaissons pas le droit de faire quoi que ce soit sans les consulter, ou tout au moins leur en rendre compte.

C'est d'autant plus nécessaire qu'il y a toujours un clan disposé

à laisser noircir mes actes ; je ne veux pas croire qu'ils disent des choses qu'ils savent fausses, mais complaisamment ils les laissent dire ; c'est ainsi que quelques gens dont l'opinion ne peut m'atteindre ni me décourager, me désignent : « le Prussien. »

Le Marmara où serait allé, d'après le journal allemand, un de nos navires, n'est pas dans la mer du même nom, c'est-à-dire un point qui implique la maîtrise des Dardanelles, mais un Marmara en face l'île de Rhodes. Voilà comment, insuffisamment renseignés, nous sommes continuellement induits en erreur.

Les régiments en reconstitution sont toujours ici ; on leur fait faire l'exercice ; ce matin je constatais avec satisfaction que leurs soldats manœuvraient horriblement mal, sans ensemble.

Cela n'empêche pas que nous ne les délogeons toujours pas de leurs points si fortifiés depuis huit mois. Cela viendra et alors ils reculeront vraisemblablement d'un seul coup de 40 à 60 kilomètres pour retrouver de nouveaux points d'appui. Ce sera peut-être bientôt que nos vaillantes troupes auront cette satisfaction dont nos régions profiteront.

En attendant, chaque jour ils bombardent nos aéroplanes qui passent au-dessus de la ville ; on ne signale pas de nouveaux accidents.

Un horticulteur de Cambrai est encore enfermé pour avoir dit que c'était une bombe allemande qui avait fait les victimes du 24 mai. Il paraîtrait qu'il avait accumulé contre lui la colère de la Commandanture par le fait suivant : un officier plus vantard que les autres, le prenant pour une bonne poire d'Allemand, lui disait chaque jour le nom d'une ville telle que Calais, Dunkerque, etc., conquise par eux ; un jour, notre Camberlot perdant la patience : lui demande s'ils avaient pris « Botte-au-cul ». L'officier, ne comprenant pas sur le moment, lui répondit : « Non, pas encore. — Bientôt, je l'espère. » reprit l'horticulteur.

Mais après s'être renseigné auprès d'un camarade, il fut très vexé de la moquerie, d'où la vengeance sous prétexte d'autre chose.

2 juin 1915. — J'ai réuni ce soir, en commission d'étude : deux brasseurs, deux pharmaciens et deux ingénieurs pour rechercher s'il n'y avait pas moyen de développer le peu de levure produite en brasserie pour satisfaire aux besoins de la boulangerie. Ils n'ont pas trouvé d'autre procédé que le levain.

3 juin 1915. — Trois fois je suis allé insister pour obtenir mon permis à destination de Valenciennes. L'Inspection des étapes n'a pas encore répondu. Décidément, à la campagne comme en ville, toutes les brasseries sont sous séquestre, donc plus de levure. J'ai demandé au général si provisoirement, leurs magasins ne

pourraient pas nous en vendre un peu, il a rejeté la chose très loin. Ce soir, il m'offre 350 000 kilogrammes de pommes de terre à 15 et 18 francs les 100 kilogrammes: Ils en ont trop et craignent qu'elles se perdent. Il faut étudier la proposition.

Nous ne pouvons avoir de nouvelles, rares et succinetes, de France, que par les prisonniers; donc, notre claustration est pire que celle des prisonniers en Allemagne.

4 juin 1915. — Nous avons eu hier une réunion du conseil et des notables à Noyelles. Je leur ai donné mes impressions sur notre situation militaire, je n'ai pas dissimulé la nécessité d'être prêts à allonger encore notre patience. Je les ai mis en garde contre les critiques trop faciles,

Nous avons réglé la limite dans laquelle la commune prenait, vis-à-vis des particuliers, la responsabilité du payement des bons de réquisition.

La question financière et de caisse a été également exposée et approuvée. La veille, le bombardement d'un aéroplane français avait couvert le village de mitraille, sans accident.

Un obus non éclaté s'est même enfoncé à 1 m. 20 de profondeur sur le bord d'un chemin et d'un champ à proximité du village. J'ai fait avertir les autorités allemandes, j'espère qu'elles le feront enlever. Ils prennent leurs dispositions pour que rien du fourrage que nous commençons à couper puisse leur échapper et en attendant ils ramassent les restes, ce matin j'ai vu passer un convoi de onze grosses voitures de fourrages pris à Sailly et Railleucourt. Ce pays est tellement riche que vraiment, quand il n'y en a plus, ils en découvrent encore.

Ils ont affiché, à défaut de succès sur nous, qu'ils avaient fait dans le courant de mai environ 300 000 prisonniers russes dont 1 000 officiers. Ils se servent beaucoup des voies ferrées, ils les entretiennent tellement qu'on se figurerait qu'ils les tiendront toujours, la ligne Cambrai-Marquion-Boisleux n'aura jamais été en si bon état, leurs équipes de soldats cantonniers travaillent sérieusement.

Décidément, on a l'impression que les chants continuels de leurs soldats en armes ou sans armes, à la caserne ou sur la route, leur occupent l'esprit très utilement. Je suis de plus en plus inquiet au sujet de notre alimentation américaine. La régularité est loin d'être assurée. J'arrive à me demander si les réticences de notre gouvernement pour l'autoriser n'étaient pas fondées. Si on venait à manquer du nécessaire, il deviendrait très difficile de nous le procurer sur place. L'ennemi a perdu le besoin de faire croire à des scrupules humanitaires. Il a pris d'autant plus absolument tout, qu'il n'était plus forcé de nous assurer de quoi ne pas mourir de faim. Si ce ravitaillement devait nous manquer à un moment

donné, il serait bien regrettable qu'il ait servi de prétexte à ce qu'ils se fournissent sur notre dos d'un supplément de ce qui est nécessaire à l'alimentation de leurs populations et par conséquent d'un moyen de prolonger la guerre.

Je ne me lasse pas de les tourmenter trois fois par jour pour aller à Valenciennes, mais ils persistent dans leur réponse « L'Autorité supérieure n'a pas encore permis. »

Cependant, par mes dires et par mes lettres dont ils prennent connaissance, ils se rendent compte que la situation alimentaire est très grave. Ce soir, j'envoie à Valenciennes une nouvelle lettre des plus pressantes.

La mentalité actuelle de certaines dames est assez extraordinaire, elles se figurent se rendre intéressantes, faire acte patriotique en désirant presque être victimes d'une mise en prison qu'elles considèrent comme honorable par elle-même. Je disais à l'une d'elles aujourd'hui, qu'être mise en prison par les Allemands n'était certes pas déshonorant, mais qu'il y avait nullement à tirer honneur de *provoquer inutilement* ces méchants ennemis, que cela ne peut servir en rien la patrie et que le plus souvent, il était préférable et plus digne de ne pas défier des tyrans pour leur donner la satisfaction de nous maîtriser.

On vient de plus en plus m'implorer pour que j'intervienne en faveur d'accusés ou de condamnés, mais je suis désarmé toutes les fois qu'il s'agit d'avoir recours au général; parfois, lorsque l'affaire est bonne, il est possible d'obtenir quelque chose des officiers de justice ou autres; au préalable j'ai trouvé moyen d'être toujours édifié par des subalternes interprètes allemands ou autres.

5 juin 1915. — Le représentant de la commune de Noyelles qui vient de venir chercher de la farine américaine m'a dit que notre poste de gendarmerie, pensant n'avoir plus rien à prendre, était parti exercer son industrie d'apaches ailleurs.

Peut-être va-t-on pouvoir faire marcher clandestinement, avec beaucoup de précautions, le moulin pour produire quelques sacs de farine. Il faudra être extrêmement prudents dans l'emploi de ces farines.

Nous allons avoir épuisé, avec les distributions d'aujourd'hui, à peu près la totalité des provisions américaines. S'il faut avoir la discipline d'exécuter ponctuellement les ordres de la Commission, un devoir supérieur impose de faire l'impossible, par tous expédients, pour ne pas laisser la population manquer de pain. N'ayant aucune nouvelle du bateau de blé promis, il nous faudrait mercredi prochain renvoyer à vide les voitures qui viendront chercher la subsistance des villages; après avoir consulté mes dévoués collègues du bureau, j'ai décidé de faire sortir d'une cachette 3 ou 400 quintaux de blé, de le faire moudre et de le distribuer sans

faire connaître à qui que ce soit sa provenance irrégulière.

Ce sera un simple jeu d'écritures et de caisse. Il n'y aura que sept personnes dans la confiance, et nous aurons ainsi acquis une tranquillité relative.

Mgr l'archevêque avait rêvé de faire une grande procession à l'occasion de la Fête-Dieu dimanche prochain. A cet effet, il avait obtenu du général commandeur l'autorisation, puis il s'était trouvé au conseil municipal une majorité pour permettre cette infraction aux décisions anciennes. Mais, lorsqu'on est allé soumettre au général le parcours projeté de la manifestation religieuse, il a repris la permission donnée, sur un ton de colère, prétextant que la population prétendait que les victimes du 24 mai provenaient du fait d'obus allemands, que dans ces conditions, il y aurait danger à cette réunion d'une foule et qu'il ne voulait pas en avoir la responsabilité. Du reste, à la réflexion, l'archevêque avait trouvé que les processions ne devaient pas renaître par les Allemands,

6 juin 1915. — Le temps, moyennement chaud et très sec, reste extrêmement favorable à nos récoltes en terre qui, décidément, promettent exceptionnellement.

Nous sommes maintenant en pleine fenaison des fourrages; pour fixer par des chiffres l'avance, le petit tableau ci-dessous permettra d'apprécier.

Les blés ont commencé à épier en :

1911.....	le 2 juin.
1912.....	le 28 mai.
1913.....	le 27 mai.
1914.....	le 10 juin.
1915.....	le 28 mai.

On a commencé à faucher :

le 22 juillet.
le 31 —
le 23 —
le 3 août.

Vraisemblablement
le 16 juillet.

Pour les betteraves l'avance peut se traduire par l'état des dé-mariages; or, au 31 mai, en 1912, nous avions 87 pour 100 de nos champs dans lesquels les betteraves étaient placées, alors qu'en 1913 il n'y en avait que 42 pour 100; en 1914, 36 pour 100; cette année, toujours à la même date, nous en avons 91 pour 100 et le reste a été terminé depuis.

Cette avance des récoltes ne trouve pas en apparence son explication dans les conditions météorologiques.

En effet, les quantités de pluies tombées en mars, avril, mai ont été de 108 millimètres en 1912, 172 millimètres en 1914, et 112 millimètres en 1915; alors que les températures moyennes du sol ont été de 1 à 2 degrés inférieures en mars et avril par rapport aux trois années précédentes, et supérieures de 1 à 2 degrés pour le mois de mai.

Aujourd'hui le temps est couvert, un peu triste, aussi on a le cœur rempli de mélancolie, et j'éprouve le besoin de ne pas réagir sans avoir recherché les causes de cet état d'esprit.

Deux fois par semaine l'ennemi nous empoisonne l'âme par sa *Gazette des Ardennes*, ce journal qu'il faut lire parce qu'il est nécessaire de chercher à deviner le but poursuivi par ce qu'ils écrivent d'une façon très réfléchie; il veut être déprimant et il l'est réellement au suprême degré.

Il ne dit pas habituellement de choses absolument fausses, mais il présente les faits avec une habileté canaille qui les déforme.

Les communiqués officiels français et allemands sont non seulement tronqués, mais pas comparables, parce que ceux de France sont toujours antérieurs aux autres. Alors que les nôtres ne font ressortir, hélas, chaque jour, que des succès chèrement acquis, et pas très en rapport par leur importance apparente avec les sacrifices démoralisants, les leurs, sans chanter victoire, disent combien ils paralysent et repoussent les efforts de nos chers soldats. Évidemment ce journal fait à chaque ligne acte de foi dans le succès final pour eux.

Enfin, ils ont entrepris la publication des 250 000 noms de prisonniers qu'ils accusent avoir faits, déjà ils en ont publié 103 300. Ils donnent également la liste des grands blessés échangés. Tout cela laisse une impression de tristesse terrible, ces longues pages aux multiples colonnes attirent la volonté de chercher si elles ne contiennent pas l'énonciation de ceux qui nous sont plus particulièrement chers, et l'influence est néfaste.

Cette lecture me produit le même effet que les livres sur 1870, 1871, et sur l'Allemagne en 1876, que je relisais ces jours derniers.

Heureusement que mes lectures des ouvrages de Jules Huret sont plus réconfortantes. Mais on peut juger de l'effet que produit sur nous l'isolement dans lequel nous vivons, privés de toute indication sur ce que nous pouvons espérer, lorsqu'on se laisse aller à l'examen des déceptions et vexations que nous subissons depuis dix mois.

Fort heureusement, beaucoup d'hommes et même de femmes énergiques savent remonter le moral des uns et des autres, mais pour cela il faut dépenser une grande force de volonté qui menace de s'user.

Ceci dit, je veux réagir contre mes impressions du moment et me réconforter dans la voix du canon qui a tonné énormément hier et cette nuit. Cela nous prouve quel grand effort se poursuit, et certainement nos soldats triompheront des multiples obstacles accumulés par un ennemi infiniment puissant et habilement préparé de longue main, pendant que chez nous, les dissensions ont jusqu'à la dernière minute fait perdre de vue le seul objectif qui aurait dû nous obséder.

7 juin 1915. — L'autorisation de circuler à l'est du canal est très limitée, non seulement uniquement au ravitaillement de la ville, mais encore il faut des permis spéciaux difficiles à obtenir.

D'ailleurs, sur la partie est du canal, nous sommes si près de l'autre armée que toute une région est interdite.

J'avais essayé, pour reconstruire immédiatement mes écuries incendiées à Rumilly, d'obtenir l'autorisation de faire chercher des matériaux à Cambrai; volontairement je m'étais servi de l'expression « ravitailler » la construction. Cela m'a été refusé, cependant c'est à l'est du canal, la distance de Cambrai est de 5 kilomètres sans traverser aucun village.

Dans le même ordre de petitesse d'esprit, d'interprétation étroite des « ordres supérieurs », j'ai dû subir ce matin la colère du général; trois jeunes gens, occupés actuellement à notre Chambre de Commerce, sont allés se promener à 300 mètres environ de nos bureaux, au bord du canal; lorsqu'ils étaient sur le quai de la fabrique de chicorée Duroyon et Ramette est apparu un gendarme qui, prétendant qu'ils n'étaient plus sur le territoire de Cambrai, mais bien sur celui de la commune de Proville, leur a dressé procès-verbal. D'où condamnation à six jours de prison, à défaut de paiement de 205 francs d'amende pour chacun.

J'ai écrit au général que je lui signalais que ce point faisait bien partie de Cambrai. Il m'a répondu par écrit d'avoir à m'abstenir à l'avenir de lui adresser des observations mal fondées et en supplément, ce matin, il m'a répété cet ordre d'une façon menaçante.

Il est absolument défendu de circuler de territoire à territoire voisin. Un cultivateur habitant le faubourg Cantimpré, à Cambrai, a un champ de trèfle à proximité, mais appartenant aux terres de Fontaine-Notre-Dame; il ne peut obtenir d'aller le faucher.

Des communiqués pris dans un de leurs journaux, procuré en fraude, dit que très probablement la Bulgarie, malgré des exigences très dures pour ses voisins, va se joindre à la coalition germanophile d'Italie. Il n'y aurait encore rien de saillant, les Russes leur imposeraient des succès épuisants. Enfin l'offensive française et anglaise se maintiendrait sans encore obtenir le grand déclanchement indispensable, mais des petits succès continus préparent l'acte voulu. En attendant, cette nuit encore, le canon n'a pas cessé d'être très violent.

Ce soir il faut constater que l'action offensive française, que nous percevons sans la connaître, s'est déplacée depuis vingt-quatre heures; elle semble s'être portée entre Bapaume et Péronne. Aussi, nous assistons depuis cette nuit à un grand déplacement de troupes allemandes qui viennent par trains très nombreux de la direction de Douai et se dirigent vers Busigny, Saint-Quentin, Péronne. D'autre part il est probable que la perspective

d'inhumations nombreuses existe chez eux, car ils viennent de commander 100 hectolitres de chaux que la ville doit fournir.

A l'appui de ces hypothèses, on sait qu'une automobile est arrivée ce matin à 5 heures, à Marcoing, et que subrepticement la colonne qui y séjournait est partie avec la Commandanture, en moins d'une heure, sans même prendre le temps de réaliser des bons qu'ils avaient en mains. Cette sous-Commandanture était terrible, elle terrorisait le pays. Non seulement tous les hommes de quinze à cinquante ans devaient se présenter à l'appel matin et soir, mais s'étant aperçue il y a quelques jours que plusieurs hommes n'avaient pas été inscrits, elle avait mis la commune à l'amende de 5 000 francs.

Cette somme n'ayant pas été payée immédiatement, elle a saisi dans la mairie pour 20 000 francs de bons communaux, mais le voleur a été volé, car ces bons n'étaient pas revêtus du cachet de la mairie sans lequel ils n'ont pas de valeur.

Sous ce prétexte également, elle a enlevé vendredi dix notables, MM. Gustin Bedu, Beauvois Charles, Malet Charles, Carion Victor, conseillers municipaux, et MM. Tellier père, Defrenois Achille Boulanger, Boulanger-Dron, Lourdeau, et Delaurel père, qu'ils gardent à Gouzeaucourt comme otages.

A Marcoing le pain est blanc.

Le docteur Schamel a trouvé moyen de téléphoner encore à Valenciennes à propos du ravitaillement. Il vient de venir me dire qu'on devait lui confirmer ce soir qu'un bateau de blé faisait route pour nous et qu'on nous envoyait de la levure.

Enfin, à 8 heures, le bateau de blé vient d'arriver sans avoir été annoncé.

8 juin 1915. — En dehors des grandes allées et venues de troupes qui ne font que passer dans nos gares, nous avons successivement, depuis dix jours, reçu 7 à 8 000 hommes qui semblent devoir séjourner ici un certain temps; sont-ce des réserves constituées en raison des événements que nous espérons?

En attendant, ces troupes ne sont jamais inoccupées. Le matin, de bonne heure, elles manœuvrent, pour rentrer entre dix heures et midi. L'après-midi, exercices individuels pour le maniement des armes, tirs au champ de manœuvres, et bains très nombreux.

Ils ont un soin très grand de leur hygiène corporelle: du reste toutes nos infirmières sont unanimes à apprécier que l'Anglais avait toujours les pieds propres, que l'Allemand les avait dans le même état habituellement, alors que, sous ce rapport, nos soldats laissaient presque toujours à désirer.

Il y a, parmi leurs officiers, des tout jeunes (dix-sept ans) qui sont de vrais collégiens, s'amusent avec les animaux de la maison, chiens ou chats, et ne résistent pas à l'envie de jouer avec les enfants.

En attendant, chaque jour ils incarcèrent quantité de particuliers, et souvent des conseillers municipaux, comme otages des sommes impayées ; c'est ainsi qu'hier ils ont enfermé six personnes d'Awoingt, parce que la commune se refusait à entretenir la colonne qui y séjourne.

Le général leur conseillait d'emprunter sur les biens de M. Nochez ou d'émettre des bons communaux, il disait aussi qu'il me forcerait à leur donner des bons de la Chambre de Commerce. Il ne doute de rien. J'espère que la résistance à payer va se généraliser, et surtout qu'après un refus, une incarcération de quelques jours ne suffira pas pour changer les dispositions. Si le général commandeur mesure son devoir accompli à la répulsion qu'il fait naître pour sa personne, il doit avoir satisfaction ; sous prétexte de discipline inexorable dans l'accomplissement des ordres supérieurs, il nous accable de taquineries inintelligentes.

C'est ainsi que sous les raisons les plus fallacieuses il s'est opposé toute la journée à nous laisser décharger le bateau de blé américain, alors qu'il savait que nous attendions après.

9 juin 1915. — Chaque jour, nous avons la visite de nos avions toujours bombardés, heureusement sans effet, depuis le 24 mai. Il est amusant de voir, comme ce matin, un aéro allemand surpris survolant la ville au moment de l'arrivée du nôtre, se sauver pour gagner son hangar, dans la crainte d'une attaque.

L'isolement du reste du monde dans lequel l'ennemi nous fait vivre, isolement absolu puisqu'il nous défend d'avoir aucun rapport verbal ou écrit avec nos amis des villages environnants, laisse un libre cours aux imaginations malades. Entre mille inventions suggérées par cet état d'âme, on raconte depuis deux jours que le général Joffre, après avoir remis le commandement à son second, serait venu apporter sa démission à Paris, parce que M. Caillaux aurait vendu des renseignements très importants à l'ennemi. Évidemment, cette démission n'aurait pas été acceptée, M. Caillaux aurait été fusillé, et le généralissime reconduit en triomphe à la gare !

Un des deux délégués américains vient de venir, accompagné des deux officiers allemands attachés à leur personne en qualité de mentors ; ces derniers se sont substitués en fait au comité, eux seuls décident, parlent, prennent les initiatives. Ils m'ont déclaré que le quartier général de Charleville s'opposait absolument à la réunion des membres du comité de district, comme aussi à la circulation de contrôleurs, ainsi qu'à des voyages personnels à Valenciennes.

Ils nous ont annoncé qu'un quatrième bateau de blé allait nous arriver. Nous n'avons pas à espérer l'envoi de levure, mais nous allons recevoir un peu de haricots et de pois. Les Américains se refusent à améliorer la mouture en autorisant à ne tirer que

85 pour 100 de farine au lieu de 90 pour 100, mais nous allons le faire quand même, car ces 5 pour 100 supplémentaires rendent le pain mauvais et de conservation défectueuse.

J'ai reçu en même temps onze lettres du comité, c'est-à-dire la correspondance du 2 juin à aujourd'hui. Tout cela constitue une administration de guerre, c'est-à-dire d'expédients. Il faut s'en contenter puisqu'elle nous assure du pain.

10 juin 1915. — Nous n'entendons plus le canon, mais il y a eu un grand mouvement de troupes dès 3 heures du matin. Des compagnies de soldats sans armes, avec pelles, pioches et louchets, sont allées probablement faire des tranchées. Serait-ce un indice de recul?

Il faudra bien que la chaîne tendue sur tout le front, entre les deux partis, se rompe un jour, et alors ce sera un autre acte dans la tragédie.

Leur organisation est merveilleuse, espérons qu'il en est de même chez nous. Tous les rouages ont une précision parfaite, absolument méthodique.

La direction d'arrivée et de retour de nos avions passe entre la sucrerie de Noyelles et la ferme de Rumilly, de sorte que nous nous trouvons sur la voie de bombardement.

Aussi, hier, la sucrerie a encore été criblée d'éclats d'obus, sans accident de personnes, avec toits percés et carreaux cassés.

Que deviennent les nôtres? Où sont maintenant mes petits-enfants avec leur grand'mère? par ces grandes chaleurs, ils n'ont pas dû rester à Cambo? Ont-ils tout ce qu'il faut pour vivre convenablement? Il m'est impossible de leur envoyer de l'argent ou des indications pour s'en procurer. Mes dix-neuf neveux à l'armée existent-ils encore? dans quel état sont-ils? Quel a été le sort des trois frères Bouchon? et celui de Jacques Laffrat? nous savons, hélas! ce qui est advenu pour ses deux frères. Enfin André Cornaille supporte-t-il les fatigues de cette longue campagne? A-t-il été maintenu dans son emploi à l'intendance de la 4^e division de cavalerie?

Que d'inquiétudes! Combien cette séquestration laisse place aux tourments et aux écarts d'imagination!

10 juin 1915. — Ils continuent toujours à enlever les betteraves de l'an passé en Allemagne; chose extraordinaire, elles ne sont pas en trop mauvais état; le manque de gelées a facilité leur conservation.

Nous avons la sécheresse depuis le 14 mai, sans aucune pluie. Les récoltes, loin d'en souffrir, s'en trouvent très bien. C'est un temps à souhait pour les fourrages, les blés, et les avoines verseraient si l'atmosphère était humide.

Depuis une semaine l'orage menace, le soleil est souvent tempéré par des nuages, mais la chaleur lourde est favorable. Seules les betteraves vont bientôt demander de l'eau.

Les otages de Marcoing ont été renvoyés, trois jours d'incarcération ont eu raison de leurs résistances. Il eût été bien préférable de payer immédiatement, car le moyen qui consiste à arrêter les gens leur réussit trop bien pour ne pas les encourager à multiplier les exigences. Le refus absolu, définitif, leur montrerait à la longue que la mesure est comble, que l'incapacité de paiement est absolue, et ils réduiraient leurs prétentions.

Dans tous les cas, le marchandage est encore préférable à un refus temporaire.

J'ai réuni les conseillers municipaux de Noyelles et les habitants pour leur recommander une grande prudence, une discrétion absolue, à propos d'un expédient irrégulier, qui fait que leur ration de pain est portée à 375 grammes par jour, pour le prix des 250 grammes auxquels ils ont droit.

Ils ont décidé que sans refuser de payer l'impôt réclamé, en rapport avec la part de nos contributions revenant à l'État, on marchanderait et paierait lentement, en se faisant prier.

Après leur avoir exposé le pour et le contre, je les ai fait voter au bulletin secret. J'ai dit que je ne contraindrais personne à donner sa part, mais que j'estimais que puisqu'ils décidaient de payer, chacun devrait apporter son obole, suivant ses moyens.

Sur 22 000 francs de contributions ordinaires, la commune aura ainsi payé aux Allemands, pour sept mois de 1915, 7 600 francs environ, c'est-à-dire ce dont il est question dans les Conventions de La Haye, et rien pour cinq derniers mois de 1914, nous n'avons pas eu d'amendes et pas de taxes d'entretien de troupes. Il y en a très peu qui aient eu autant de chance, si même il y a une autre commune qui ait aussi échappé à ces contributions de guerre:

Eût-il été possible de résister à ces injonctions? peut-être, si les grandes villes avaient montré l'exemple, aurions-nous pu coaliser les campagnes. Mais il eût été nécessaire que toutes les communes suivissent avec une discipline absolue une même manière d'agir.

11 juin 1915. — Un orage assez violent cette nuit n'a donné que 6,5 millimètres d'eau, c'est assez, mais le temps annonçait de nouvelles pluies. Les blés sont un peu versés.

Ce matin j'ai encore vu passer des soldats portant une douzaine de pièces de bois assez semblables à de très minces poteaux télégraphiques, ils avaient également des grillages en fer et du fil barbelé. Évidemment c'est pour armer la redoute à laquelle sont allées hier matin travailler les trois compagnies munies de pelles, pioches et louchets.

Mon collègue et ami M. Derieux, d'Avesnes-lès-Aubert, me disait aujourd'hui que lorsqu'il expliquait au général qu'il serait impossible de trouver dans sa commune de l'argent pour payer leurs dernières exigences, celui-ci lui avait répondu que s'il ne pouvait pas s'en procurer lui-même, il se chargerait de le lui faire fournir.

Il expliquait ensuite qu'en Allemagne on avait éprouvé une difficulté analogue, mais que les recherches faites, dans les caves et ailleurs, chez quelques personnes ayant mis à découvert les cachettes, tout le monde s'était empressé d'apporter ce qui était demandé; enfin il ajoutait qu'il était disposé à faire de même ici, qu'on ne leur avait pas encore donné d'or, et fort peu de billets de la Banque de France, alors qu'il ne pouvait pas ne pas y en avoir, qu'il les ferait sortir de terre. C'est du vrai brigandage à main armée.

12 juin 1915. — Journée à bruits sensationnels: Le roi de Grèce serait mort, l'ennemi aurait reculé à 25 kilomètres de Laon, des troupes en cours de route vers Saint-Quentin seraient rappelées à cause d'une attaque très violente du côté de la Bassée, des trains complets seraient refoulés vers le nord.

En attendant, notre garnison travaille avec calme à ses exercices comme si nous étions en paix, et il faut vraiment qu'ils n'aient pas besoin de ces troupes au front, pour nous les laisser en si long stationnement. Elles étaient arrivées ici, disant qu'elles ne resteraient que quelques jours, et voici plus de quinze jours que nous les avons.

Nous avons quelques communiqués français très laconiques, mais complètement favorables. Je ne sais leur origine qui *doit* rester secrète, ils sont toujours datés de l'avant-veille et sont par la suite confirmés exacts lorsque nous avons les communiqués de provenance allemande, avec dix à douze jours de retard.

C'est réconfortant, cela maintient la confiance, mais que c'est long !

Les otages d'Awoingt sont encore incarcérés, ils m'ont fait dire hier qu'ils tiendraient bon et ne paieraient pas. Depuis qu'ils sont arrêtés, les Allemands continuent plus que jamais leurs réquisitions, mais pour punir la commune, ils ne remettent plus de bons en remplacement.

L'action de leurs prêtres et pasteurs est très active. Dans leurs discours, instructions et sermons, ils surexcitent le patriotisme et mettent en garde contre l'exemple français. Ils insistent souvent sur la nécessité de *certaine* abstinence, d'abord pour cause sanitaire et ensuite parce que cela pourrait avoir pour effet une régénérescence de la race française ! ce qui serait un danger pour la patrie allemande ; vrai, ils ne doutent de rien et ont conscience que leur auditoire est bonne poire. Je crains fort que leurs recommandations soient souvent lettre morte ; certaines professionnelles ont

des attraits et des faiblesses blâmables, parce qu'elles oublient qu'elles sont Françaises.

13 juin 1915. — Mon marinier part aujourd'hui pour chercher du charbon aux mines d'Anzin, il a été très difficile d'obtenir l'autorisation et il sera accompagné d'un gendarme qui ne le quittera pas.

Le batelier qui a mené le blé de Rotterdam a eu non seulement sa bélandre visitée de fond en comble, mais lui et sa femme ont été fouillés jusque sous leurs chemises, en arrivant et en partant. Faut-il qu'ils aient crainte que nous écrivions en France !

Ils nous défendent de faire imprimer quoi que ce soit ; aussi pour parer à l'inconvénient du manque de levure, les instructions qui ont été rédigées pour indiquer aux boulangers le travail du levain ont dû être datées du mois de septembre dernier.

Les Commandantures militaires de Saint-Léger et de Marquion semblent être reportées en arrière, à Aubencheul et Sailly.

Hier, j'étais désolé d'être forcé de leur livrer nos moissonneuses-lieuses, aujourd'hui c'est bien pis, ce regret va disparaître si cela continue ; depuis trois jours, leurs troupes font des exercices de manœuvres dans les champs de blés, avoines, etc. Notre espoir de moissons exceptionnelles aura vécu le temps d'amener une nouvelle déception.

Les fléaux de grêle et autres qui menacent toujours nos récoltes jusqu'à la rentrée en grange ne suffisaient pas. Voilà une calamité exceptionnelle : L'administration civile, pourvoyeuse sans scrupules des armées, a cru que nous ne voulions pas ensemençer nos terres et nous a fait toutes espèces de menaces à cette occasion ; aujourd'hui, elle est complètement désarmée pour empêcher les déprédations des troupes. L'Inspection des étapes ne peut rien contre ce que veulent les commandants d'armée pour le bien de ces armées.

14 juin 1915. — D'après une statistique établie par le commissaire de police (qui est peut-être un peu du Midi), les femmes complaisantes de Cambrai, de dix-sept à quarante-cinq ans, seraient dans la proportion de 6 pour 100.

L'indication donnée il y a quelque temps au sujet de la procession manquée de la Fête-Dieu, doit être rectifiée en ce qui concerne la municipalité, qui seule a eu à s'occuper de la lettre de Mgr l'Archevêque ; c'est elle seule qui a écrit qu'elle ne mettait pas opposition à la sortie éventuelle des processions.

Les Allemands habillent à neuf les troupes actuellement à Cambrai, les coiffent d'un casque nouveau. Les ornements en cuivre sur cuir étaient recouverts d'un manchon ; dans le nouveau casque, le cuir est directement caché par un drap y adhérent, semblable

à celui des vêtements, la pointe et l'écusson sont en aluminium du même gris.

Le bruit, qui a pris une certaine consistance vendredi, de notre avance de 25 kilomètres en avant de Laon, était fondé sur une note affichée par les Allemands dans les Commandantures de la II^e armée. Elle disait que les Français avaient remporté une petite victoire entre La Fère, Saint-Quentin et Tergnier. Donc, nos troupes se sont sensiblement avancées de Noyon à Chauny. Ont-elles maintenu ce gain ?

Il paraîtrait avéré que, au même moment, nous aurions réoccupé Péronne pendant quelques heures, mais que le général aurait encore donné l'ordre de se replier. Le moment de la poussée définitive n'était donc pas encore venu ? Ce qui parvient jusqu'à nous du front peut nous laisser croire à une délivrance prochaine. Quant à eux, ils sont bien tranquillement occupés à exercer leurs soldats.

Nous avons enfin reçu 28 000 kilogrammes de haricots et 3 000 kilogrammes de pois. Ce matin je suis allé offrir à la municipalité de prendre livraison de tout ou partie de ce qui lui reviendra sur ces quantités.

M. Demolon en a profité pour me parler sur un ton acerbe d'un incident fâcheux qui s'est produit samedi entre un conseiller et mes deux dévoués collaborateurs de la Chambre de Commerce. Il m'a lu un long rapport de ce monsieur à ce sujet. L'entretien a naturellement eu lieu devant la permanence municipale.

Mes collègues, poussés à bout de patience, ont envoyé promener ce monsieur en langue verte, d'où colère épousée par M. le maire qui s'est plaint amèrement que l'administration municipale ne fût pas *persona grata* près la Chambre de Commerce.

Je lui ai dit que notre collègue commun ne perdait jamais une occasion de nous censurer au lieu de nous aider dans les rares séances auxquelles il assistait ; qu'il s'était donné un rôle de gen-darme inacceptable par ses collègues de la Chambre de Commerce, qu'il avait fini par exaspérer. Je n'ai pas voulu envenimer la discussion, mais j'aurais pu lui dire que son administration brouillonne avait créé à la tête de la ville une magistrature à vingt têtes, comme l'Hydre de l'antiquité, que quelques-unes de ces têtes se sont fait accroire qu'elles pouvaient faire plier tout le monde sous le joug de leur volonté irréfléchie et tracassière.

15 juin 1915. — L'incident dont il vient d'être parlé aura une suite. Le conseiller devait articuler une plainte contre ses deux collègues aujourd'hui, après la séance ; il avait même préparé une note à cet effet, mais j'ai dû remettre l'explication à vendredi, parce que j'étais appelé immédiatement à la sous-préfecture par le juge d'instruction allemand.

Ils me rendent responsables de ce qu'on a détruit ce matin, à

5 heures et demie, les scellés mis par eux sur les archives sous-prélectorales. J'ignore les archives et même l'endroit où elles ont été déposées.

L'hôtel de la sous-préfecture est occupé par un état-major quelconque. Des soldats, par curiosité, sont montés dans la pièce où sont déposées ces archives ; sans se rendre compte de ce qu'ils faisaient, ils ont coupé les liens, j'en ai été informé à 9 heures, aussitôt le Commandeur a été avisé, d'où enquête. Je crois qu'ils vont simplement remettre les choses en l'état primitif.

Nous avons toujours à nos réunions bi-hebdomadaires une infinité de choses à examiner. Je m'attache à vouloir que mes collègues soient très au courant de tout, pour cela je leur fais un résumé complet de ce qui se passe. Nous n'avons que 420 grammes de haricots à distribuer par tête d'habitant, ils sont cédés aux communes à 0 fr. 75 le kilo et elles doivent les vendre au consommateur à raison de 0 fr. 80. Il est regrettable de ne pas en avoir davantage.

Les 500 premiers sacs de sucre, en dehors de quelques sacs déjà enlevés par les Allemands, sortent des docks aujourd'hui.

La réquisition est pour livrer à la ville qui, elle, distribue cette marchandise aux négociants de Cambrai. Le prix qu'elle a payé aux Allemands est de 80 francs les 100 kilos. Nous protestons contre le paiement aux Allemands, et la municipalité joindra sa protestation à la nôtre, demandant de remettre la valeur des sucres aux propriétaires. Nous nous basons sur ce que ce sucre ne répond pas par lui-même à un besoin de l'armée et n'est pas directement employé à son profit.

Chaque jour, de nouveaux otages sont arrêtés à l'occasion du refus des communes de payer les frais d'entretien des colonnes qui séjournent dans certains villages.

Après Bantigny et les autres, c'est Cantaing qui est victime de cette prétention. Six habitants ont été incarcérés jusqu'à ce qu'on ait payé 9 000 marks. J'espère qu'ils tiendront bon, à tous je dis : « Ne vous laissez pas arrêter si le moyen doit ensuite vous mener à céder. Il ne faut pas résister à demi, c'est d'un très mauvais effet. »

Nous sommes tous sous un régime qui nous constitue vrais prisonniers, puisque nous ne pouvons pas sortir du territoire de la commune, que nous avons même besoin d'une permission pour aller aux champs, et que nous sommes privés de toute liberté d'écrire et de lire, alors que nous sommes contraints à une foule d'ordonnances attentatoires à nos habitudes et à nos moyens d'existence. Mais la situation est bien plus tyrannique pour ceux qui sont enfermés et au régime que l'ennemi leur impose, dans ces locaux improvisés et trop étroits pour le nombre des incarcérés.

En dehors de la prison ordinaire, ils en ont établi deux autres : une à la Citadelle dans les dépendances qui servaient aux bureaux

de la Place, l'autre à la caserne de cavalerie dans les bâtiments qui ont été cédés pour agrandissement et qui constituaient autrefois l'hospice.

IV

LES RÉQUISITIONS

17 juin 1915. — Hier soir, les 138^e et 184^e régiments en reformation depuis trois semaines sont partis par chemin de fer. La décision semble avoir été inopinée et l'exécution précipitée. Quelques officiers ont dit qu'ils allaient à Soissons?? Ces régiments étaient vraiment bien reconstitués, les débris qui les composaient sont maintenant bien amalgamés.

En traversant la ville, ils avaient grand air martial, leur pas précipité avec chants était impressionnant.

On nous annonce déjà de nouvelles troupes encore plus nombreuses pour dans deux ou trois jours. Il y a quatre états-majors à loger.

Le bruit du canon a repris avec une grande intensité un peu de tous les côtés, c'est-à-dire pour nous, de Saint-Quentin à Lens, en passant par Péronne, Bapaume et Arras. Nous sommes toujours réduits à des « on dit ». Les communiqués que nous connaissons nous restent favorables. Il serait temps que les choses se précipitent, si nous ne voulons pas qu'ils prennent notre récolte de blé et d'avoine. Nos fourrages ne sont pas finis de couper, et par conséquent pas rentrés, qu'ils exigent déjà, sous menaces sévères, que nous leur indiquions exactement les quantités récoltées.

Une affiche nous dit qu'ils ont arrêté des hommes de la région se rendant par la Hollande en France aux armées. Comme toujours ils annoncent une répression sévère et ordonnent de refaire les listes d'habitants suivant des règles établies, pour qu'il ne soit pas possible d'échapper à leur surveillance même une nuit.

Chaque lundi, les maires doivent fournir un état spécial à cet effet.

Enfin, ils étendent aux communes qui sont sur l'autre rive du canal la possibilité d'obtenir exceptionnellement pour le ravitaillement des permis très limités de circuler.

Ce matin, à Noyelles, j'ai eu l'appel des hommes de dix-sept à cinquante ans, tous y étaient. Le village a toujours en contrebande du bon pain à discrétion, il est le seul dans son espèce.

Ils ont vraiment des agissements d'une justice bien spécieuse ; il semble que l'administration civile de l'Inspection des étapes, dont les membres sont le plus souvent recrutés parmi des hommes de loi, est pénétrée de la volonté de tout prendre, mais aussi du désir de ne pas sortir d'une certaine légalité apparente.

Hier le directeur de nos docks est allé porter à cette administra-

tion une lettre de protestation contre le paiement du sucre par l'acheteur à la Commandanture, alors que pour des raisons déjà énoncées, cet argent devait pour la valeur intrinsèque revenir directement au propriétaire de ce sucre. Le secrétaire du représentant des affaires civiles à Cambrai lui a répondu : « Vous avez absolument raison dans votre système de défense (dans la vie privée il est avoué), mais vous n'aurez pas gain de cause. Quant à nous, nous ne voulons pas prendre la responsabilité d'une injustice, aussi vous remarquerez que le bon est pour livrer à la Commandanture, qui, elle, livre à la ville, dont elle exige le paiement. »

18 juin 1915. — L'incident du conseiller municipal n'a pas été pris au sérieux, les rieurs n'ont pas été de son côté. Il a la faiblesse de croire que parce qu'il fait son devoir et qu'il se donne à des œuvres d'intérêt public, sa personne est sacro-sainte, il a ce sentiment en commun avec un aréopage d'une dizaine de personnes qui, à la mairie de Cambrai, se sont investies d'une inviolabilité qui leur fait croire à la persécution lorsqu'on n'admire pas tout ce qu'elles disent.

Pendant la séance du Comité de ravitaillement, le deuxième délégué américain est venu avec les lieutenants Schroder et Neuerbourg.

Toujours très pressés, ils n'ont pas pris le temps de voir quoi que ce soit. Mais ils m'ont dit que le quatrième bateau de blé ne viendrait pas, que l'approvisionnement de farine nous serait complété jusqu'au 2 juillet par chemin de fer, et qu'après on verrait, que rien n'était encore décidé.

Il faut avoir l'appréhension que cette désorganisation soit la suite de la tension des rapports diplomatiques entre l'Amérique et l'Allemagne. Aussi, immédiatement, avec trois amis, j'ai ébauché des expédients pour écarter la crainte de la famine en toute occurrence.

Je voudrais que les moulins, arrêtés depuis assez longtemps pour que la surveillance soit fortement ralentie, ramassent le peu de blé qui reste caché avec beaucoup de discrétion et qu'ils le travaillent clandestinement. Il y a certainement des risques, mais j'estime qu'il faut les courir. Si les meuniers ne peuvent pas les prendre à leur charge et qu'ils veuillent donner un concours gratuit, c'est-à-dire travailler sans bénéfices, j'entrevois de former avec quelques amis un groupe qui se solidariserait contre les dangers. Demain il faudra prendre une décision.

A 5 heures, nous avons eu une assemblée des notables et du Conseil municipal. Le maire nous a lu une délibération affirmant la résolution prise de ne plus solder les factures d'aliments pour les troupes de Cambrai. J'ai remercié la municipalité de sa communication en ajoutant que, si elle avait fait vaillamment son devoir,

nous saurions les uns et les autres subir avec la même vaillance les sévices que cette décision pourrait provoquer envers nos personnes ou contre nos biens, que nous le ferions sans récrimination, simplement, en bons Français.

Mgr l'Archevêque s'est associé à ma déclaration et, de plus, a suggéré l'idée d'exposer à l'empereur d'Allemagne, par l'intermédiaire de l'ambassadeur des États-Unis, l'état d'épuisement de notre ville à bout de ressources.

J'ai cru devoir mettre en garde contre les perquisitions possibles pour trouver l'argent que nous aurions pu cacher, j'ai indiqué la théorie du général commandeur à ce sujet. J'ai insinué de mettre cet argent en dehors de nos maisons personnelles.

Le maire nous a dit que la ville avait déjà payé et pris des engagements, du fait de l'occupation allemande, pour une somme de 5 860 000 francs, et que la garnison coûtait actuellement 14 000 francs par jour.

Pour la contribution de guerre, se substituant à nos impôts, la ville reste devoir 530 000 francs sur 842 000 francs demandés.

Il y a, depuis hier, un mouvement de troupes considérable, elles ne font que traverser Cambrai. Depuis longtemps, nous n'avions pas vu de cavalerie.

19 juin 1915. — Toujours des troupes en mouvement dans toute les directions par voies de terre et surtout par voies de fer. Ce sont des débris de régiments ; lorsqu'ils sont forcés de les faire défiler, ils sont loin d'avoir grand air ; malgré leurs chants, ils ne marchent plus toujours au pas.

Un semblant de régiment qui vient de passer se composait de trois bataillons fatigués, il y avait trois étendards, ce qui semble indiquer que ce sont les restes de trois légions comme le disent les numéros divers de leurs pattes d'épaulettes.

Les faibles renseignements que nous avons sont indicatifs qu'ils auraient été chassés de leurs tranchées en certains points, donc ils sont contraints de se battre en rase campagne ?

Nous sommes à l'anniversaire de Waterloo aujourd'hui centenaire ; est-ce qu'ils auraient leur Haie-Sainte, leur Mont Saint-Jean ?

En attendant, ils perdent leur belle contenance et beaucoup se préparent à la retraite. Ils n'ont plus confiance, la tristesse est sur beaucoup de visages surtout lorsqu'ils sont surpris dans leurs méditations. L'espérance est dans tous les cœurs de nos concitoyens.

On dit que sur le front de Souchez ils auraient le 17, opposé à nos troupes onze divisions.

Les visites des avions français sont chaque jour l'objet de tirs contre eux très violents, fort heureusement sans résultat jusqu'à

présent. Il y a deux jours, nous avons eu un semblant de combat entre aviateurs ennemis.

Il arrive beaucoup de blessés allemands qui, pour la plupart, ne font que passer.

20 juin 1915. — La *Gazette des Ardennes*, qui est de plus en plus pénible à lire, donne dans son numéro d'hier des statistiques intéressantes.

Se trouvent sous les armes en :		sur une population de :		c'est-à-dire :
Russie.....	5 %	171	millions	8,5 millions
France.....	10 %	39,6	—	3,9 —
Italie.....	5 %	35,2	—	1,7 —
Serbie.....	10 %	2,9	—	0,29 —
Belgique.....	1 %	7,0	—	0,07 —
Angleterre.....	5 %	43,3	—	2,2 —

Au total, 16,8 millions.

Voici les chiffres correspondants pour les adversaires :

		sur une population de :		c'est-à-dire :
Allemagne.....	10 %	64,9	millions	6,4 millions
Autriche.....	10 %	49,1	—	4,9 —
Turquie.....	5 %	21,2	—	1,0 —

Au total, 12,4 millions.

Ces indications expliquent pourquoi leurs journaux préparent l'opinion à l'idée d'un rétrécissement du front de bataille.

Nous devons en retenir également que la coalition qui, avec autant de courage et de moyens d'action, travaille pour vaincre cet ennemi terrible, a maintenant la supériorité numérique qui assure le succès final.

De plus, un élément, incontestablement aussi important que l'avantage d'avoir plus de soldats qu'eux, réside dans le fait indéniable que notre parti, au point de vue économique et financier, sera moins vite épuisé que le leur.

21 juin 1915. — On nous annonce des troupes en grande quantité, plus de 30 000 hommes? Il arrive depuis quarante-huit heures des officiers, mais pas de soldats. Tous ces mouvements correspondent évidemment à une concentration nouvelle dont nous ne pouvons percevoir le but, mais il y a certainement quelque chose de modifié dans leur façon de faire par rapport à ces derniers mois.

Le peu d'indications qui nous parviennent nous sont toujours favorables. Tout nous fait croire que la grande action libératrice est engagée.

C'est maintenant plusieurs fois par jour que nous assistons au bombardement de nos aéroplanes.

Ce matin, à 4 heures et demie, notre aviateur a survolé longtemps la ville et n'était pas très haut. Il est signalé que des bombes ou obus sont tombés sur les écluses Cantimpré et rue Blériot. Si ce sont des bombes, la première était destinée à la caserne d'infanterie, et la seconde à celle de cavalerie.

Il doit être bien difficile d'écrire l'histoire d'une guerre. Ayant voulu noter jour par jour les faits qui se sont produits dans notre petite patrie cambrésienne, j'ai négligé de relater le 26 août les actions si méritoires de dévouement qui ont sauvé les blessés de la bataille le jour de l'invasion.

Aujourd'hui, il est déjà extrêmement difficile de reconstituer ces anecdotes et cela d'autant plus que la bonté spontanée qui a guidé ces personnes est habituellement sœur de la modestie qui recherche le silence.

Il est cependant bon qu'à côté de défaillances heureusement très rares, quelques-unes des manifestations d'énergie généreuse soient mises en lumière.

Une demi-heure à peine avant la bataille en ville, c'est-à-dire à 11 heures, l'officier allemand Hans von Bodeker Oberst, du 12^e dragons en garnison à Gnosen (Posnanie), blessé, fut amené prisonnier de guerre avec un de ses soldats.

Déposé dans la salle des Prud'hommes, le général était indécis de savoir ce qu'il allait en faire. La populace ameutée poussait des cris de menaces. M. Moreau, président du tribunal civil, craignant un malheur qui eût été une honte, n'hésitant pas dans le devoir de secourir des blessés, les fit replacer dans la charrette, y monta lui-même, réussit à protéger les ennemis terrassés et les conduisit à l'hôpital civil.

Le passage de cette charrette à cette heure sinistre, ces soldats étendus et garantis contre des inconscients par ce bon Français, faisait penser aux plus mauvais jours de l'histoire. C'était pour nous un commencement.

Il n'est pas surprenant d'avoir trouvé sur la route d'invasion à Eswards, à la limite d'Escaudœuvres, faubourg de Cambrai, la femme qu'a été Mme Fleuriais, née Belgrand. Originaire de ce pays, elle ne pouvait, par atavisme, qu'avoir l'âme grande, mais de plus elle est la veuve d'un amiral dont le contact n'a pu que développer ses qualités natives.

Tout simplement, ne faisant qu'une chose lui paraissant naturelle, elle a ramassé des deux côtés du canal, aidée par quelques personnes que son exemple avait facilement entraînées, une quarantaine de blessés. Elle a rempli son château de ces malheureux et sans avoir les ressources indispensables en pareil cas, elle a suppléé par des soins intelligents à ce qui manquait. Partout, chez elle, ils furent installés, dans sa chambre comme ailleurs, ne se réservant que la tâche de les secourir. Au bout de quelques jours,

quand la nécessité a forcé de les amener dans les ambulances, elle est venue de nombreuses nuits les veiller.

Quelques-uns légèrement blessés avaient été cachés, puis guéris, ils ont pu regagner les lignes françaises.

Si son fils échappe aux dangers de la guerre, il importe qu'il connaisse cette belle conduite, qui ne lui aurait jamais été révélée par sa mère.

Dans la partie sud-est de la ville, la charité s'est personnifiée en Mme Brunot, miss Moole, venue à Cambrai comme institutrice, et qui s'y est mariée.

Pendant la bataille, sous le feu, elle est allée avec des voisins, MM. Bouchez, Achille Noyelle, Collignon, le curé de Saint-Druon, son mari et son fils porter secours aux blessés français et allemands.

Pris pour des maraudeurs, ils ont servi de point de mire, sans pour cela songer à abandonner la besogne généreusement entreprise.

Un médecin allemand étendu sur quatre cadavres de ses compatriotes avait un bras cassé, mais tenait son revolver au poing et menaçait de s'en servir lorsqu'on s'est approché de lui. Ayant fini par comprendre qu'on ne lui voulait que du bien, il a accepté un verre de vin, mais a refusé tous autres soins.

A ce moment, tous les habitants du quartier, stimulés par ces exemples, vinrent se joindre aux premiers dévouements et remplirent de dix-huit blessés et de quatre morts l'ambulance que la prévoyance de M. et Mme Brunot leur avait fait installer dans leur propriété.

Sur ce point de la bataille, il y eut vingt-cinq à trente blessés et huit ou dix tués. Par la suite, toute la population avoisinante rivalisa d'ardeur et de générosité pour subvenir aux soins et à l'entretien que réclamaient les malades de cet hôpital. Le bien est contagieux.

Mlle Thérèse Charpentier, infirmière-major de cette maison, aidée par la sœur de Mme Brunot, s'est multipliée pour donner des soins à ces malheureux. Mme la comtesse de Remacle avait agrandi cette ambulance, de sa maison et de son dévouement.

Une action importante s'est produite de la tour d'Abancourt à la porte de Selle, au sud-ouest de Cambrai ; son centre a été le quartier Cantimpré. Les Allemands, descendus de la porte Notre-Dame à la rue Cantimpré, se sont divisés pour gagner, par la rue de la Poudrière, la place d'Abancourt et le boulevard de la Liberté.

Pour les guider et s'en faire un bouclier, ils avaient saisi rue des Récollets, Mme Renault, femme d'un capitaine de notre 1^{er} de ligne, et son fils, ils les poussaient devant eux avec la dernière brutalité.

Arrivée à l'intersection de la place d'Abancourt et du boulevard de la Liberté, cette brave femme d'officier français eut l'émotion

de voir tomber mort un sous-officier allemand, espion installé avant la guerre, à deux cents mètres de là, en qualité de concierge d'une fabrique de dentelles établie par ses congénères.

Ce M. Otto était chargé de guider la troupe, les siens manifestèrent un vif regret de le voir supprimé.

De là, les deux otages furent entraînés sur le pont du chemin de fer de Marquion, mais sur ce point, les Français, retirés vers le marais Cantimpré, faisaient tellement pleuvoir leurs balles, que les Allemands firent coucher un instant leurs suppliciés. Puis ils continuèrent leur marche par le marais de Cantimpré jusqu'à la route de Bapaume, où ils relâchèrent Mme Renault et son fils.

Les troupes qui avaient continué par la rue Cantimpré avaient installé deux mitrailleuses au premier étage du cabaret Petit-Bisiaux, à l'intersection de deux rues, et de là fauchaient le pont Cantimpré. Ils s'étaient emparés du cabaretier, et, à coups de bottes dans le derrière, avaient la prétention de lui faire ramasser leurs blessés. Fort heureusement, après avoir feint d'en déposer un dans une impasse, M. Petit-Bisiaux put s'évader en sautant un mur.

D'autres troupes allemandes, venant de Ramillies-Escaudœuvres probablement, suivaient l'autre rive du canal dans la direction de la Chambre de Commerce, alors que les Français, venus du boulevard de la Liberté, de la rue Cantimpré et du boulevard Jean-Bart, battaient en retraite par le pont du chemin de fer sous un feu convergent. Malheureusement, quelques-uns, s'étant aventurés par le terre-plein entre le canal et le bassin, ne purent traverser le canal pour gagner le pont du chemin de fer ; ils durent revenir sur leurs pas et furent écharpés par l'ennemi.

Nos compatriotes avaient été très braves ; aussi, outre deux civils tués sur le pas de la porte du cabaret Henri, il y en eut cinq ou six sur le boulevard de la Liberté, dix-sept ou dix-huit autour du pont Cantimpré, et deux boulevard Jean-Bart.

Evidemment, il fut ramassé un bien plus grand nombre de blessés :

Près de la tour d'Abancourt, M. Mathon Martial, en portant secours aux malheureux, reçut une balle qui lui cassa la clavicule. Comme il cherchait à enlever le fusil des mains d'un Français blessé, les Allemands, voyant le canon du fusil se redresser, crurent qu'il était dirigé contre eux et tirèrent. Il y eut à cet emplacement sept ou huit blessés qui furent relevés, entre autres par M. Fernand Martin, M. l'abbé Godon et des infirmiers et infirmières de l'hôpital auxiliaire installé au collège Notre-Dame-de-Grâce, où ils furent transportés.

Sur le pont du chemin de fer, M. l'abbé Liège opérait avec l'ouvrier Alfred Dombri ; ils furent mis en joue parce qu'ils avaient eu l'imprudence de dire un peu trop haut qu'il fallait commencer par les Français.

Sur le boulevard Jean-Bart, M. Devilder en ramena un chez lui,

il y mourut le soir même. Il en recueillit quatre autres dont un est décédé après douze jours de souffrances. Les trois derniers, restés chez lui trois ou quatre mois, ont pu, après guérison, se sauver sans être faits prisonniers.

Sur le pont et la place de la Chambre de Commerce, le curé de Saint-Joseph, M. Lemaire, avec quelques voisins, en relevait d'autres.

Avant toute autre indication, il importe de faire connaître la belle conduite d'une plébéienne inscrite en qualité d'infirmière auxiliaire à l'hôpital auxiliaire 106 : l'ouvrière Mlle Devaux était chez elle à Provville, lorsqu'elle entendit la fusillade ; elle avait revêtu sa tenue de sœur de bienfaisance et était accourue avec l'intention d'avertir sa mère, gardienne de la maison du commandant Boud'hors, qu'elle se rendait à l'hôpital. Mais trouvant du travail sur sa route, elle ne prit aucunement garde aux balles qui sifflaient autour d'elle ; se souciant bien peu du danger, n'écoulant pas les avertissements des personnes qui, de chez elles, lui criaient son imprudence, ne tenant aucun compte des avis d'un officier allemand qui voulait la faire mettre à l'abri, derrière une voiture, elle avait entrepris de porter secours aux blessés. Vite, elle s'aperçut que sans moyen de transport elle était désarmée, et courut à l'ambulance chercher des aides. Elle revint encore plus vite avec les brancardiers, MM. Navet, Vanpouille et d'autres. Ils retrouvèrent à l'œuvre les docteurs Coulon et Bruyelle qui, aidés des religieuses sœurs Augustines, faisaient de leur mieux.

Mlle Parriaus, infirmière-major de l'annexe installée à la Loge par l'hôpital 106, avait réquisitionné une voiture de place. Bref, sur une voiture à bras, sur des brancards, et même sur des échelles, le sauvetage s'organisa avec l'aide des personnes de bonne volonté.

Antérieurement, pendant la bataille, l'abbé Lecroâte prodiguait les secours de la religion à vingt-deux malheureux, il dut montrer son brassard pour faire relever les fusils allemands dirigés vers lui.

M. Muguet, pharmacien, donnait les premiers soins. Enfin le vicaire général Sonnois encourageait les victimes du devoir.

Entre temps, pour sauver un de nos soldats non blessé, Mlle Devaux lui avait passé au bras son brassard d'infirmière sans songer à quoi elle s'exposait.

On indique le nombre de soixante blessés français et allemands environ qui furent transférés de ce quartier aux ambulances.

Au-delà du boulevard Jean-Bart, le service de sauvetage fut assuré vers le Pont-Rouge pendant la bataille même, par l'équipe d'infirmiers militaires français du docteur Guillaume.

Ce dernier fut maintenu prisonnier à l'hôpital civil jusqu'à ces jours derniers où il partit pour l'Allemagne. Il a donné son concours très habile et dévoué au docteur Debu pendant près de dix mois.

Ils sont foule ceux qui firent leur devoir sur différents points de la ville. Il est impossible de les nommer, ils ne se sont pas fait connaître. Ils ont tenu à conserver pour eux seuls la satisfaction intérieure qu'ils éprouvèrent du devoir accompli et ne désirent aucune autre récompense.

M. Adolphe Lestoille, qui depuis quelque temps s'était donné pour tâche ingrate de chercher à guérir l'incohérence qui régnait à l'hôpital auxiliaire 106, et qui n'a jamais cessé d'organiser les bonnes volontés, voulut, le lendemain des événements ci-dessus relatés, aller rechercher des blessés qui lui étaient signalés à Ramillies.

Entre ce village et le faubourg Saint-Roch il en trouva dix-sept étendus dans des chariots et privés de soins depuis vingt-quatre heures. Il n'eut qu'à parler pour qu'aussitôt tous les braves gens de Saint-Roch fussent désireux de les recueillir. Il y en a même qui pleuraient parce que, après la répartition, il n'y en avait plus pour eux. Inutile de dire qu'ils furent admirablement traités.

Chaque jour, pendant plus de deux mois, M. Lestoille et la si bonne et habile infirmière, Mme Lheune, allèrent en cachette faire les pansements des malades, car ils avaient voulu s'abstenir de les déclarer aux Allemands pour leur éviter d'être faits prisonniers, et aussi pour les conserver à l'armée française, que tous désiraient ardemment rejoindre le plus vite possible.

Aucun médecin n'est venu voir ces malades compromettants. Une fois cependant, un docteur est venu vérifier qu'une fracture de cuisse était en bonne voie de guérison. Les plaies ont été traitées à la teinture d'iode. Il ne s'est pas produit de complications. Six ont guéri vivement et sont partis rejoindre leurs régiments. Un a dû être transporté à l'hôpital et y est mort. Quatre dont la guérison s'est fait attendre sont ensuite restés ignorés à Cambrai. Enfin six, à peine guéris, ont décidé, sur les conseils et sous les auspices de M. Lestoille, de regagner les lignes françaises pendant que cela n'était pas encore impossible. Ils partirent donc pour Douai au début de novembre, deux jours avant l'arrivée des Allemands dans cette ville, conduits par leur protecteur qui prit toutes les précautions indispensables.

A moitié chemin, quelques-uns n'étant pas en état de poursuivre la route à pied, M. Lestoille réquisitionna chez un ami une voiture qui les conduisit à destination, juste à temps pour prendre le dernier train à destination de Lille. L'âme soulagée et la conscience satisfaite, M. Lestoille revint vers les siens qui de cœur s'étaient associés à sa bonne action. Qu'il me pardonne d'avoir révélé ce qu'il désirait voir rester ignoré.

Suivant l'exemple de cette forme de dévouement à la patrie par le culte de ses mutilés, la famille de M. Lestoille se donna constamment à la même œuvre. Mlle Jeanne Lestoille, infirmière-chef

de la salle 1 à l'hôpital 106, et son auxiliaire Mlle Devaux, se vouèrent avec passion au soulagement des malheureux qui leur étaient confiés.

Les services à rendre aux morts ne furent pas des moins pénibles. Le 26, immédiatement après la bataille, beaucoup de bons citoyens mirent en sécurité les dépouilles sacrées de ces braves qui avaient donné leur vie pour leur patrie.

M. Cuvilliers, à Cantimpré, avec l'aide d'un de ses ouvriers, Paul Baumgartner, dit « Pas de chance », et M. Gaudefroy, réunit dans une salle de la caserne d'infanterie nos chers Français. Le lendemain 27, la si remarquable directrice de l'hospice Mlle L'Hottellier entreprit avec ses infirmières d'ensevelir, de recueillir les funèbres reliques ; deux jours durant, avec un courage sans prétention, elle accomplit sa tâche. Mais ce n'était pas tout, il fallait une sépulture à ces braves, il était nécessaire de les identifier et de mettre en sûreté les souvenirs qui seront si précieux aux familles éplorées. L'initiative privée seule accomplit tout cela en la personne de braves gens qui, sous la conduite de MM. Suinot et Deligne, organisèrent l'indispensable hommage à nos chères victimes.

MM. Suinot et Deligne se mirent en rapport avec l'autorité militaire allemande, qui mit à leur disposition un piquet de soldats commandé par un unteroffizier.

M. Ernest Mallez se joignit à eux. Ils mirent religieusement en sécurité les souvenirs à envoyer aux parents, l'unteroffizier en fit autant pour ses compatriotes.

Le premier jour il fut donné une sépulture à 14 Français et à 9 Allemands. Le deuxième jour 42 Français dont 3 civils rejoignirent les premiers, ainsi que 9 Allemands. Les jours suivants jusqu'au 1^{er} septembre, au soir, sans interruption, l'œuvre pieuse se poursuivit.

A cette date le total était : 67 militaires français, 6 civils français, 25 soldats allemands et un Anglais, soit en tout 99. De nombreux blessés succombèrent dans les hôpitaux. Bref, au 12 juin la situation est la suivante : Ont été inhumés dans nos cimetières : 221 militaires français, 6 civils, 535 militaires allemands et 30 anglais, soit un total de 792.

M. Suinot, président du Souvenir Français, ancien intendant militaire, est à même de donner des renseignements sur chacun des nôtres ; son éloge n'est pas à entreprendre, notre admiration s'impose.

Le capitaine Pierre Renard, du 25^e régiment territorial d'infanterie, avocat à la cour d'appel de Paris, 48, place de la Station, à Fontenay-sous-Bois, très grièvement blessé, avait été déposé par huit de ses hommes dans la maison inhabitée de M. Parent, 28, avenue Michelet. Veillé par eux, il y est mort le 27 août. Ses soldats

l'ont alors abandonné pour rejoindre leur bataillon. Ce n'est que trois ou quatre jours après que les voisins, incommodés par l'odeur, signalèrent cette inhumation à faire.

22 juin 1915. — Les Allemands ont ramené à Valenciennes environ 600 prisonniers civils qu'ils avaient incarcérés dans leurs camps. Pourquoi? est-ce pour les faire nourrir par nous? Ils disent que c'est pour aider à la moisson. Ne vont-ils pas les utiliser pour couvrir leur retraite probable?

Dimanche après-midi, nos avions ont détruit un aéroplane allemand; on l'a vu tomber à pic d'une grande hauteur, dans la direction d'Arras.

Le canon a grondé fortement cette nuit. *On* dit que la ligne de feu se généralise et que les combats restent d'une violence épouvantable. Les officiers arrivés dimanche sont repartis bien précipitamment et les troupes annoncées ne sont pas venues, mais les passages en gare, et même en ville, sont nombreux par continuation. Pour ne pas perdre l'occasion d'exciter leurs hommes contre nous et nos alliés, ils affichent à l'entrée de leurs postes à l'hôtel de ville une image en couleurs représentant des types, souvent imaginaires, des troupes coloniales françaises et anglaises. Au-dessous la légende en français est : « Champions de la civilisation, de la liberté et du progrès. »

La ville a suivi l'exemple donné par les communes suburbaines qui ont laissé mettre sous les verrous six notables chacune, plutôt que de continuer à payer l'entretien des colonnes qui séjournent chez elles; le maire a avisé le général de l'impossibilité où était Cambrai de verser quoi que ce soit sur les 600 000 francs nouvellement demandés. Après deux jours de réflexion, le Commandeur a déclaré qu'il communiquait la réponse à l'Inspection des étapes à Valenciennes.

J'ai reçu hier une lettre d'Étienne Gallois, elle est datée du 6 mai.

Ils ont fait mettre en marche pour leur compte la sucrerie de Séraucourt au commencement d'avril. La betterave n'est pas encore trop mauvaise en mai, puisque le rendement en sucre est de 9 kil. 30 pour 100 de betteraves, avec plus de 5 litres de masse cuite deuxième jet. Seulement la plante est devenue assez légère pour que les bennes ne contiennent plus par pesée que 300 kilogrammes au lieu de 400 kilogrammes d'ordinaire. En mettant le double de chaux, c'est-à-dire plus de 5 pour 100, le travail est difficile, tout le matériel utilisé en plein ne permet de travailler que 250 000 kilogrammes par jour au lieu de 8 à 900 000 kilogrammes. Les cuites sont, malgré tout, acides, mais rien ne fermente. Ils continuent à amener des betteraves par toutes les voies d'eau, de terre et de fer. ils annoncent qu'ils feront fabriquer encore deux

mois ! Ce fait est unique dans l'histoire sucrière et est absolument extraordinaire. Il dénote une fois de plus cette volonté tenace de tirer parti de tout ce qui peut ramener de l'argent dans leur caisse et de la nourriture pour leurs populations humaines et animales. Ils n'ont pas la préoccupation du prix de revient puisqu'ils ne paient que la main-d'œuvre, et encore faiblement, lorsqu'ils ne peuvent pas la faire fournir gratuitement. Les extrêmes se touchent, ce gaspillage devient une épargne pour eux. *Ah ! les odieux vautours !*

Le régime sous le joug de la II^e armée semble encore plus terrible que celui que nous subissons. Beaucoup de sucreries ont été démontées par eux pour avoir les métaux.

Depuis cette nuit, nous avons par intermittence une pluie bien-faisante et de l'orage qui, jusqu'à présent, n'a point fait de mal.

Nous restons en attente d'événements qui paraissent imminents. La nervosité est générale et l'esprit de résignation à se plier de bonne grâce à ce que l'intérêt public nous ordonne de vouloir ne peut pas encore devenir la ligne de conduite de tous. Des riens sont symptomatiques d'une préoccupation trop personnelle.

Les Allemands tirent un parti extraordinaire de nos chemins de fer, qu'ils exploitent de main de maître, mais ils imposent de ce fait le plus de charges possible aux communes. C'est ainsi qu'ayant rétabli les gardiennages des passages à niveau, ils exigent que le personnel soit payé par les communes sur le territoire desquelles se trouve un passage à niveau. Une barrière existe sur le chemin entre Noyelles et Rumilly, elle est sur le territoire de Marcoing qui se sert fort peu de ce chemin. Le maire de cette dernière commune, au lieu de payer les 60 francs mensuels demandés, quitte à se faire rembourser plus tard par qui de droit, réclame le partage entre les trois communes désignées ci-dessus ; l'une d'elles, Rumilly, n'y consent pas bêtement, et le maire de Marcoing en prend prétexte pour refuser de payer. Immédiatement, la méchante Commandanture rétablie depuis deux jours dans son village envoie un poste chargé de défendre le passage à qui que ce soit, à pied ou en voiture, et se gausse de ce que la mésentente entre Français lui permet de les tracasser une fois de plus.

23 juin 1915. — Il est rentré à Cambrai, simplement pour gagner la gare, depuis hier soir environ quatre débris de régiment d'infanterie. Ils venaient d'Arras ou de Bapaume, dans certaines compagnies les soldats paraissaient exténués. Où vont-ils ? Non seulement ils continuent à enlever pour l'Allemagne les cossettes de chicorées déposées dans nos docks, mais ils font des trains chargés de planches qu'ils dirigent vers des tranchées. S'ils ont des soldats disponibles pour garder par taquinerie des passages à niveau, ils en ont d'autres qui s'occupent d'importer des choses extraordinaires. Ce matin il y avait dans nos docks, à côté de mois-

sonneuses-lieuses prises chez nous pour en faire la répartition, une douzaine de faucheuses neuves. Ceci pourrait s'expliquer par leur volonté d'assurer les moyens de faire vivement une récolte dont ils prétendent s'emparer, mais il y avait trente-cinq déchaumeuses à deux socs ; ils pensent donc avoir intérêt à préparer une autre récolte ? Il y a quelques jours, ils importaient des wagons de perches spécialement préparées, comme ils le font en Allemagne, pour faire sécher les monts de fourrages. Ils espèrent donc être encore pour longtemps nos maîtres !

Pour éviter que leur or soit pris, certaines personnes, surtout des émigrés, ont fait des boutons de vêtements dont l'âme est faite de deux pièces de 20 francs recouvertes d'étoffe.

Il a été imprimé beaucoup de monnaies fiduciaires, mais les pièces de 5 et 10 centimes ne devraient pas manquer ; or, il n'y en a plus dans la circulation, d'où gêne extrême ; pourquoi les avoir cachées ?

Qu'allons-nous devenir si les Américains ne donnent plus de farines ? Les Allemands font la chasse aux derniers sacs de blé qui ont été cachés. Cette nuit, ils ont arrêté un individu qui allait porter au moulin un petit sac de blé à moudre, et ils ont emmené également le meunier de Thun-Levêque, M. Crépin.

Des plaintes, hélas, trop souvent justifiées, se multiplient dans nos campagnes de la part d'ouvriers dont la famille est affamée. La police n'existe plus, la répression est difficile lorsqu'un père va voler, pour ses enfants, dans les champs, des pommes de terre à peine utilisables, et qu'il pille dans les bois ou sur les chemins des arbres, pour faire cuire ces pommes de terre. Les communes, épuisées par les longs mois de souffrance de leurs populations, n'arrivent pas, en faisant de gros efforts, à donner tout l'indispensable. Aussi les populations s'agitent. Aujourd'hui, j'ai reçu deux délégués d'Iwuy qui, avec de nombreuses lettres à l'appui, m'apportent des récriminations contre la municipalité. Je me suis efforcé de les calmer et quoique je sois convaincu que leurs doléances reposent souvent sur des faits erronés, il ressort nettement que ces malheureux ont des besoins légitimes qu'ils ne peuvent satisfaire. Je vais essayer de trouver avec le maire des moyens pour les secourir un peu plus. Mais comment y parvenir ? Il le faut cependant : qui veut la fin veut les moyens.

Hier, au comité d'alimentation, j'ai expliqué à mes collègues l'organisation tentée pour suppléer, par des expédients, au manque de farines qui nous menace. Ils sont quelque peu effrayés que je n'aie pas pu aboutir et restent très inquiets. Il a été convenu qu'une discrétion absolue serait conservée aussi longtemps que possible pour ne pas effrayer les populations. J'ai écrit à Valenciennes pour ordonner qu'on avise à temps aux démarches à faire pour demander à l'intendance allemande ce qui pourrait devenir indispensable.

24 juin 1915. — L'offensive française semble faiblir, c'est du moins l'impression générale puisque nous ne vivons que d'impressions ! La bataille en rase campagne ne va donc pas avoir lieu ? Cependant il se confirme qu'ils avaient bien cru au débordement de nos troupes. Beaucoup de nos fonctionnaires Allemands faisaient leurs malles. Il faut donc se résigner à toujours attendre. Le malheur est qu'il va être nécessaire d'habituer nos populations rurales à l'idée qu'il leur faudra encore donner cette récolte. Ils organisent sans désespérer son enlèvement précipité. Hier c'était un ordre dans chaque village de dire ce qu'il y avait des sacs à grain, à plâtre, à ciment, à engrais ; aujourd'hui ils exigent la liste des machines à battre et informent qu'un inspecteur viendra les visiter lundi.

25 juin 1915. — Des malheureux ont été emprisonnés pour avoir donné du nouveau fourrage à leurs chevaux. Nous n'avons plus le droit de nourrir nos animaux ! Est-il vraiment permis de ne plus nous laisser l'indispensable ni pour nous, ni pour nos bêtes ?

Après dix mois d'occupation, ils commencent à vider sérieusement nos docks et entrepôts ; aux chicorées, qu'ils enlèvent depuis quelque temps à raison de six wagons par jour, ils ajoutent le sucre, dont ils ont chargé sur leurs wagons, aujourd'hui, 3 000 sacs.

Nous avons décidé de nommer des commissions d'expertise de toutes les marchandises prises dans nos magasins. Les experts prêteront serment demain devant le président du tribunal de commerce. Un conseiller municipal, à ce propos, nous suggérerait d'avoir recours aux bons offices d'un conseil de juristes qu'ils ont à la ville institué sous la présidence du président du tribunal civil ; j'ai répondu que j'avais toujours pratiqué la consultation des spécialistes, sans avoir besoin d'avoir recours à un conseil de dix ou douze personnes.

Il est étonnant comme ces gens pleins de bonne volonté confondent agitation avec activité. Touche-à-tout, ils ne se contentent plus du club de la potinière municipale pour sauvegarder les intérêts de la ville, ils préparent l'avenir dans des réunions du comité républicain ! Ce matin, ayant besoin de parler à l'un d'eux, M. Demolon m'a dit qu'il était à une séance de ce comité ! Or ces comités n'ont d'autre prétention que d'être des comités électoraux. Comment, en pareilles circonstances, peut-on songer aux classifications politiques, et à l'avenir électoral ?

En attendant, chacun est énervé de voir que nos affaires n'avancent pas vite, à notre gré. On ne tient pas chez soi, on ne rencontre que des personnes disant qu'ils ont la trottinette, la mouvette, qu'ils marchent sans but, mais toujours avec l'espoir réel, non avoué, qu'ils apprendront une bonne nouvelle.

Il y a en ce moment 3 à 400 Boches enfermés à la caserne Can-

timpré, on a mis des sentinelles partout autour de la caserne, ils triment toute la journée dans des exercices pénibles. Il paraîtrait qu'ils auraient refusé de marcher, qu'ils auraient proféré des plaintes. Il est présumable qu'après cet entraînement spécial, ils seront conduits au feu sur un des points les plus dangereux.

26 juin 1915. — Les quelques renseignements qu'on nous dit venir de France parlent toujours de la confiance, de la certitude du gouvernement en l'issue de l'horrible lutte. Il faut cependant convénir que cette absolue sécurité est encore subordonnée au sort des combats et tant qu'on se bat, le hasard des armes laisse une chance à ceux que nous regardons comme perdus. Une faute de nos stratégestes peut être commise, elle serait inévitablement réparée, mais au prix de nouveaux sacrifices d'hommes et de temps. Si l'ennemi n'a plus sa confiance arrogante, il faut reconnaître que le rouage n'est pas encore détruit. Or il a été constitué formidable à l'heure où, chez nous, la politique malsain et aveugle nous a fait aboutir à l'épouvantable catastrophe qu'a été et est encore l'invasion ruineuse que nous subissons. L'aberration de nos politiciens sectaires a empêché que nous fussions prêts à arrêter les me veilleuses armées dont on ne pouvait cependant ignorer la puissance. Les Belges ont donné le temps matériel d'arriver à leur aide. Pour sauver la France il a fallu l'habileté d'un généralissime qui a su, sans perdre la confiance de ses armées, les forcer à la retraite jusque sous Paris. Nous connaissons bien peu de cette bataille de géants sur la Marne, mais notre admiration est pour ceux qui y ont pris part, égale à notre colère contre ceux qui ont empêché que ce suprême effort ait eu lieu ailleurs qu'en France. Nous serons victorieux, c'est évident, mais combien la lutte eût pu être raccourcie, que de facilités de résistance ont été données à l'ennemi, en le laissant vivre sur la plus riche partie de la France. On nous dit que les errements anciens n'existent plus, que la preuve en est dans l'improvisation d'une défense magnifique. Nous voulons le croire, nous ne pouvons juger de rien, mais constatons que malgré l'immense intérêt qu'il y aurait à chasser l'envahisseur du plus riche pays de France, tant au point de vue agricole qu'au point de vue industriel, nos vaillantes armées n'y sont pas encore parvenues. Le chômage de nos usines minières, métallurgiques, textiles, sucrières, et autres, aura des conséquences irréparables. Et nos récoltes dont il semble que nous n'aurons rien, et qui viendront prolonger la résistance d'un ennemi qui, sans elles, eût été affamé ! Nous ne pouvons pénétrer les secrets du généralissime, mais tout en ayant pleine confiance, nous pouvons peser les terribles responsabilités de ceux qui ont engendré ces désastres qui, quoi qu'il arrive, sont irréparables ; alors que la valeur superbe de nos troupes et les armements créés

depuis la guerre prouvent que tout pouvait et devait être évité. Il faudra s'en souvenir après la victoire, et être implacables pour ceux qui ont été la cause de tout cela.

A force de faire prévoir pour bientôt le retour de nos troupes, j'ai perdu tout crédit auprès de quelques-uns, et je me surprends à m'impatienter contre ceux qui ne veulent pas croire à la délivrance prochaine. Il importe cependant de remonter haut la vailance de ceux chez lesquels la souffrance laisserait facilement place au découragement. Il faut violenter les arguments pour allonger les confiances. La seule chose certaine est que nous n'apprenons pas de mauvaises nouvelles. Il y a des réalités stupéfiantes : telle est cette statistique du *Matin* reproduite, et peut-être déformée par la *Gazette des Ardennes*, qui établit que le front de combat de toutes les puissances belligérantes s'étend actuellement sur 2 686 kilomètres. Quel serrement de cœur lorsqu'on réfléchit à l'hécatombe d'hommes pour lesquels les bouches à feu vomissent la mort sur pareille longueur de terrains hérissés de tranchées !

On a beau se persuader que nos affaires vont bien, on ne peut faire autrement que de trembler à l'idée qu'après, il faudra se compter, et qu'il faudra faire face à toutes les conséquences engendrées par cette folie de barbares qu'aura été cette guerre ! Le résultat de la victoire ne pourra compenser le mal. Il est dépitant de voir qu'après avoir tout fait pour nous infliger des privations, leurs vexations tendent à user notre moral. Leurs investigations lancinantes, dont on a tout à craindre, nous enserrant dans l'impossibilité de rien dissimuler. Ainsi hier, pour la vingtième fois, peut-être, on demande aux communes de fournir un état détaillé par individu des animaux que chacun possède, des terres qu'il cultive et de la nature des récoltes qu'elles portent ; en même temps les gendarmes viennent exercer un contrôle et font eux-mêmes l'inventaire chez nous. Lorsqu'on sort de ces interrogatoires, il faut, malgré soi, rester obsédé par la recherche, sinon du but qui ne fait pas doute, tout au moins des moyens qui seront employés pour nous dépouiller. Non, ceux de nos compatriotes qui n'auront pas subi ces souffrances ne sauront jamais apprécier ce que ces onze mois auront été pour nous. S'ils joignent à cela la captivité dans laquelle nous vivons, privés de tous renseignements sur nos familles, sur nos amis, sur notre pays, ils seront forcés d'admettre que nous criions vengeance contre ceux dont l'imprévoyance nous a conduits à cet état de choses.

En rentrant de la mairie où je suis allé dire que demain on pourrait avoir deux wagons de pommes de terre, je me suis laissé aller à penser que c'était une ancre déprimante, parce qu'on m'y a montré des traductions qui disent le contraire de ce que je veux croire. Cet état d'esprit est mauvais, mais il est symptomatique, il est nécessaire de le noter.

28 juin 1915. — Nous avons de moins en moins d'indications sur ce qui se passe. Samedi soir, à 8 heures, plusieurs de nos aéroplanes ont été terriblement bombardés dans la direction de Marquion. On prétend cependant que les villages de Bourlon, Marquion, Baralle, Sauchy, et autres, sont complètement débarrassés des colonnes qui y séjournaient depuis si longtemps. Ici nous n'avons plus que notre petite garnison de vieux Bava-rois.

Aujourd'hui, ils m'ont condamné à six jours de prison ou au paiement de 30 marks d'amende, pour n'avoir remis qu'à 4 heures, au lieu de midi, le recensement des chevaux de Noyelles-sur-Escaut. J'ai dit que je ne paierais pas l'amende et ils n'ont pas insisté pour la prison.

29 juin 1915. — Ces jours derniers ont nécessité plus particulièrement une dépense d'énergie, une tension d'esprit, par la multiplicité des questions importantes qu'il a été nécessaire de discuter et de solutionner. L'existence se complique de plus en plus.

Nous étions avec la crainte que les voitures venant demain chercher les provisions de farine à destination des communes fussent forcées de retourner à vide. Fort heureusement, ce soir, il nous est arrivé sept wagons, c'est-à-dire cinq jours d'approvisionnement. Espérons pour après, mais quelle inquiétude perpétuelle.

La ville a obtenu du meunier de Cambrai qu'il fit en fraude de la farine pour sa population. C'était très délicat, car les membres d'un comité chargé de la défense d'intérêts ne peuvent se prêter à favoriser une partie de ces intérêts en laissant les autres de côté. Le fait était aggravé de ce que j'avais établi, il y a quelques jours, un projet qui assurait tout notre district contre la crainte de manquer de pain, et que ce même meunier n'avait pas voulu s'y prêter ; tout est arrangé puisque la farine arrive. Mais les discussions sur ce point avaient été pénibles.

J'ai proposé à mes collègues une lettre à l'ambassadeur des États-Unis à Berlin, pour réclamer sa protection contre les abus de pouvoir des Allemands enlevant la totalité de nos récoltes, et en général, contre leurs exactions. Ils l'ont approuvée. J'ai voulu que dans la forme, dans ses termes, elle ne puisse soulever les colères inutiles de ceux qui nécessairement la feront parvenir, si tant est qu'ils la portent à destination. Ils seront quand même très vexés que nous fassions intervenir l'ambassadeur des États-Unis.

Comme c'était à craindre, la commission de légistes que la municipalité avait instituée pour couvrir ses responsabilités créait un organe pouvant amener des complications et des conflits, la cacophonie municipale est un mal terrible ! Enfin tout a été mis au point, et il ne restera qu'une réunion d'hommes de valeur, dévoués, pour donner des avis précieux.

Mes visites, trop rares à Noyelles, depuis que la Commandanture

ne me laisse y aller que deux fois par semaine, compliquent beaucoup mon administration communale. Chaque visite nécessite des instructions pour ce qui est à faire et à ne pas faire, mais surtout pour redresser ce qui a été toléré pendant mon absence. Imposer la discipline à des indisciplinés, lorsque l'action personnelle est si rare, nécessite l'affirmation très énergique de ce qu'il faut.

Notre satrape a répondu à la ville au sujet de son refus de payer l'énorme contribution d'entretien des troupes. En termes nets, précis autant que laconiques, il a dit : il faut vous exécuter. Prenant ses précautions peut-être, voulant intimider certainement, il a fait mettre sous scellés les coffres des particuliers dans les caves des banques, Société générale, Crédit lyonnais et Comptoir d'escompte de Paris. Pourquoi ne l'avoir pas fait dans les autres ? et en particulier, à la Banque de France ? Tout est énigme avec ces gens. Le cas échéant, on ne leur ouvrirait pas ces coffres, donc il leur faudrait les défoncer, mais ils ne l'oseraient pas ! Il est plus probable qu'ils ont voulu empêcher les particuliers qui en sont locataires de pouvoir y porter de l'argent actuellement chez eux, et se donner par conséquent plus de chance dans leurs perquisitions domiciliaires de trouver, en cas de besoin, les sommes que la ville refuserait de payer.

V

LES OTAGES

1^{er} juillet 1915. — Le conseil municipal de Cambrai a confirmé sa décision de ne pas payer les sommes représentant les subsistances prises dans les magasins allemands pour la nourriture et l'entretien des troupes en ville. La majorité dans le vote a été de six voix contre quatre la première fois. En conséquence, une lettre dans ce sens a été adressée au général qui en réfère à l'autorité supérieure, c'est-à-dire à l'Inspection des étapes. Il est certain que l'épuisement de ressources pécuniaires est général ; très peu nombreux sont ceux qui ont des réserves. J'ai de plus en plus de visites de gens aux abois. Les miséreux ouvriers ou les familles de mobilisés trouvent des moyens d'être secourus par nos lois sociales ; mais les petits propriétaires qui n'ont rien touché depuis un an, et qui sont frappés d'impôts de guerre, n'ont que la perspective de la prison, si le maire du village donne aux Allemands, comme ils le demandent, la liste de ceux qui n'ont pas payé leur quote-part. Je dis à tous de refuser cette liste, mais quelques-uns la donnent quand même. Aussi il faut constater une démoralisation générale en ville et surtout à la campagne. La déception de n'avoir pas constaté l'effet de l'offensive annoncée, et si désirée à la veille de la moisson, a déprimé chacun. L'effondrement de cette espérance

n'aura pas de suites fâcheuses, mais nous devons nous attacher à remonter le moral. A bien compter, il n'y a rien de réellement démoralisant dans les événements, si on ne tient pas compte de l'intérêt qu'ont les Allemands à faire naître un mauvais état d'âme. Sur toute l'étendue de notre front, l'avance de nos troupes est insignifiante, mais elle est, et il faut reconnaître que les Allemands ont reculé quelque peu, que leurs soldats appréhendent d'aller se faire tuer.

Ce matin, il est arrivé à 6 heures le 63^e régiment d'infanterie, tout de neuf habillé. Ils n'ont fait que leur toilette dans la caserne et sont repartis à 8 heures. Toujours par chemin de fer. D'où venait-il? Où allait-il? L'expérience que nous avons nous permet de présumer que ce beau régiment se compose de débris de plusieurs autres. Peut-être, venant du front russe, se sont-ils reconstitués en une unité en Allemagne, et les amène-t-on par ici pour faciliter le relèvement de leur moral éprouvé. Ce ne sera que momentanément, car la tuerie est atroce partout.

Du côté des Russes, il ne faut pas s'effrayer outre mesure de leur retraite en Galicie. Elle est fort regrettable, mais nous, qui ne savons que le fait, pouvons avoir la certitude que l'Allemagne, venue au secours de l'Autriche avec des forces formidables, a tenté d'anéantir l'armée russe. Loin de chez eux et sans voies de communication par fer, — puisque leur matériel ne peut circuler sur les lignes étrangères à écartement moindre, — pour faciliter leur ravitaillement, ils peuvent avoir été forcés de reculer en mettant hors de combat beaucoup plus de soldats ennemis que ce que les Allemands en détruisaient des leurs. Dans tous les cas, ces thèses sont soutenables et il faut les énoncer.

D'Italie et des Dardanelles, aucune mauvaise nouvelle n'est venue, espérons-en une bonne à brève échéance.

Les Allemands ont fait rentrer en France une assez grande quantité de prisonniers civils, nous ne savons toujours pas pourquoi, pas plus qu'il ne nous est possible de déterminer le mobile de la demande, à laquelle il faut répondre immédiatement, de leur donner aujourd'hui même, dans chaque commune, la liste des hommes mobilisables. Ils peuvent établir cette liste, puisqu'ils font l'appel de tous les hommes de dix-sept à cinquante ans. Cependant pour ma part, prenant à la lettre leur texte, je confectionnerai une liste qui contiendra peu de noms et pas d'indications. Cela ne pourra nuire à personne, et peut-être profiter à quelques-uns.

Ils offrent de vendre à leurs magasins de la ficelle pour moissonneuses-lieuses, à 1 fr. 30 le kilogramme. Un autre avis défend sous peines graves aux habitants de Noyelles d'aller à Marcoing, ou autres lieux, en dehors de la Commandanture. Enfin ils ordonnent de verser, avant le 6 juillet, le complément de l'impôt de guerre réclamé.

2 juillet 1915. — Le grand événement du jour est la connaissance des arrestations qui ont eu lieu hier soir après 8 heures, alors que la circulation était interdite dans les rues. Ont été incarcérés cinq conseillers municipaux, MM. Chantraine, Deligne, Faleur, Tribou et Vrasse, avec trois notables MM. de Beaumont, Ernest Pagniez et Roth-Le-Gentil. Il est probable que deux autres notables seront appréhendés ce soir aux lieu et place de MM. Arlatte et Paul Mairesse, malades, qui avaient été portés sur la liste.

La Commandanture a signifié à la municipalité que ces personnes seraient maintenues en prison tant que la ville n'aurait pas soldé sa dette vis-à-vis des magasins de l'étape ! Les personnes qui sont d'avis de payer s'agitent beaucoup, il faut cependant espérer que puisque la résistance a été décidée, on persistera dans cette voie ; il serait déplorable de confirmer l'opinion qu'ont les Allemands qu'il leur suffit d'enfermer les gens pour faire céder à leurs exigences. Les représentants des communes qui ont donné l'exemple de la résistance veulent persévérer, mais peut-être espèrent-ils, si la ville faiblissait, pouvoir justifier l'abandon de leur crâne attitude de prisonniers.

On suppose, une fois de plus, qu'il serait possible qu'un recul stratégique des Allemands intervienne. Cette hypothèse est basée 1^o sur le retrait des troupes de deuxième ligne en stationnement dans les villages éloignés de nous de 15 à 20 kilomètres ; 2^o sur le fait qu'ils ont retiré de cette région leur abattoir de porcs ; 3^o sur ce que leurs fours à pain, établis à Écourt-Saint-Quentin, ont été démolis, et qu'ils ont transféré leurs dépôts de farine de ce pays en un point entre Valenciennes et Mons. D'où espoir que notre Cambrésis serait délivré. Il se confirme qu'ils préparent des défenses vers Douai, peut-être chercheraient-ils à maintenir leur possession de la contrée charbonnière. Tout ceci, à défaut de renseignements, occupe l'imagination fort heureusement.

Dans la Commandanture de Valenciennes, ils ont consigné tous les chevaux à leur disposition, et les ont marqués au fer rouge : VI^e armée. Ils ne reculent pas devant les plus petits profits, il y a deux jours, à la sucrerie, la petite pouliche (Bochette), qui a six semaines, a été également consignée par eux.

Hier, pendant que j'étais à Noyelles, les délégués américains sont venus avec leur mentor allemand, au comité de ravitaillement. Ils assurent que nous ne manquerons plus de farines. Mes collaborateurs, Cuvillier et Desroy, ont causé avec eux séparément et ont remis en cachette aux Américains copie de ma lettre à leur ambassadeur à Berlin. Ils s'assureront si les Allemands ont fait parvenir à destination l'original de cette lettre.

Le lieutenant Neuerbourg, pendant ce temps-là, disait que M. Guérin avait obtenu l'autorisation de retourner en France, pour y faire donner de nouveaux crédits au comité de ravitaillement.

3 juillet 1915. — L'émoi en ville s'est continué par l'arrestation, hier soir, de MM. Pajot, Deltour, Caron, Cardon-Duverger, conseillers municipaux, et Bricout-Mollet, Félix Duverger, Courmont et Sanehol-Hanraux, notables choisis par les Allemands. Le conseil municipal, réduit à dix membres, a immédiatement décidé une nouvelle réunion des notables et nous avons été convoqués pour 3 heures et demie.

M. Ramette a lu une note expliquant pourquoi le conseil municipal avait décidé la résistance. M. Demolon qui y reste opposé a très crânement dit pourquoi. Il redoute les excès auxquels l'ennemi ne manquera pas de se livrer, il veut défendre la petite patrie cambrésienne contre des maux qu'il juge pouvoir et devoir lui être évités. Il ne redoute pas d'être traité plus tard de capitulard, mais il veut avant tout suivre l'inspiration de sa conscience.

M. Fliniaux, bâtonnier des avocats, a appuyé la thèse de M. Demolon, en faisant ressortir en termes très mesurés et en paroles éloquentes combien, en l'espèce, il était plus difficile de savoir où est le devoir que d'accomplir ce devoir. Il redoute également les perquisitions domiciliaires, et toujours comme M. Demolon, la nomination d'un maire allemand qui détruirait toutes nos organisations municipales, et ferait de notre cité une ville allemande. M. Dutemple a poussé à l'extrême le tableau noir des malheurs qui allaient nous écraser, et a conjuré l'assemblée d'émettre un vote contre la décision municipale.

M. Garin, conseiller municipal, a accentué les raisons qui avaient dicté la décision de résistance et surtout celle, un peu tardive de la part de notre conseil, qu'il fallait ne plus fournir d'argent à l'ennemi pour fonder des balles et des obus qui serviront à tuer nos enfants et à prolonger la guerre.

Tenant compte de la tendance de l'assemblée, je proposai au conseil, très réduit en nombre, de nous mettre à sa disposition pour qu'il puisse appeler, à titre consultatif, près de lui, dix membres de la réunion, choisis par lui. J'ai insisté sur l'impossibilité de discuter en si nombreuse assemblée des questions aussi graves, alors qu'il faut, avant tout, conserver l'union entre tous les concitoyens, que du reste j'estimais qu'on n'administre pas une ville par délibération sur la place publique, que le secret indispensable à un tel examen n'était pas possible à garder par soixante personnes, dont beaucoup, sorties d'ici, n'auraient pas d'autre raison d'être venues que de raconter et interpréter ce qui aura été dit.

Par la suite de la séance, je suis revenu maintes et maintes fois sur cette proposition qui paraissait plaire à presque tous, mais le conseil n'a pas suivi ma suggestion.

Mgr l'Archevêque, après avoir prêché très opportunément l'union de tous, a indiqué le moyen de protestation déjà préconisé par lui,

de s'adresser à l'ambassadeur des États-Unis, et, pour être certains que notre lettre lui arriverait, d'en joindre une à l'Empereur. Il a insisté sur ce que la guerre se faisait non seulement dans les tranchées, mais aussi sur le terrain économique, et qu'il était regrettable de fournir de l'argent qui se retournerait contre nous. A cela M. Dutemple a répondu que la somme en litige ne représentait pas dix minutes de guerre. M. Garin, lui a alors dit qu'après cette demande il y aurait d'autres exigences, qu'aujourd'hui même était arrivé un ordre de payer 200 000 francs de supplément. Qu'il ne fallait pas oublier que, à 14 000 francs que nous payons chaque jour pour les officiers et hôpitaux, il fallait ajouter la charge journalière d'entretien des troupes qui est en moyenne à peu près égale, et aussi les charges municipales telles que l'alimentation de 10 000 malheureux. Alors s'est élevée une voix vraiment mâle, en la personne du président du tribunal civil, M. Moreau. Après avoir réclamé pour lui le titre de Cambrésien puisqu'il habite depuis près de trente ans notre ville, il a nettement blâmé la trop grande préoccupation de sauver la petite patrie, et ajouté qu'il estimait qu'on devait travailler pour la petite patrie, mais pas au détriment de la grande patrie : la France !

Malheureusement le siège d'une importante majorité de l'assemblée était fait, il fallait se rendre à l'évidence, on allait aboutir à une résolution qui avait été suggérée par M. Morand, président du tribunal de commerce. Il proposait qu'un consortium de notables donnât sa garantie à la ville pour le cas où ce paiement aux Allemands ne lui serait pas remboursé par l'État français.

Bref, on a mis aux voix la proposition de M. Morand. Une voix s'est élevée contre, quelques-uns, par esprit de concorde, se sont abstenus comme je l'ai fait, mais la très grande majorité a voté pour.

Je crois qu'au fond le conseil municipal n'était pas fâché de croire que ce vote, auquel il avait déclaré ne pas vouloir prendre part, déplaçait les responsabilités. Lorsqu'il s'est agi de nommer la commission d'étude, MM. Morand, Lestoille, Dutemple, Fliniaux, Fontenau, Léon Bonnel, Martinache, Mgr l'Archevêque et moi avons été désignés. J'ai demandé grâce, disant que j'avais déjà plus d'occupations que ma part ; on a insisté.

Un mot a été dit sur les moyens de faire mettre en liberté nos concitoyens, mais considérant qu'ils avaient un poste d'honneur, j'ai demandé de ne rien faire avant de savoir ce qui serait décidé par la commission, et, pour le cas où ils devraient prolonger leur séjour en prison, j'ai revendiqué qu'un roulement fût établi entre nous tous pour les y remplacer ; à cet effet, une pétition sera faite, le cas échéant, près de l'autorité allemande.

4 juillet 1915. — La commission s'est réunie chez moi. M. Mo-

rand a été prié d'être rapporteur de nos travaux. Une formule d'engagement à soumettre à des souscripteurs volontaires a été longuement discutée et a abouti à une rédaction acceptée de tous.

Entre temps, j'avais demandé l'insertion de la déclaration suivante : « M. Helot déclare qu'il a accepté de donner son concours à la commission chargée d'étudier la proposition de M. Morand, uniquement dans le but de ne pas mettre d'entrave à l'effort décidé et voulu par l'assemblée des notables réunis hier à l'hôtel de ville. Il entend, dans l'avenir comme dans le passé, défendre son idée de résistance, et il considère de son devoir de continuer à conseiller cette résistance. »

Mgr l'Archevêque, après avoir fait une réserve analogue, l'a précisée par lettre au rapporteur.

5 juillet 1915. — Dans une troisième réunion on s'est partagé la besogne de rechercher les souscripteurs. L'Archevêque et moi avons été dispensés de ce travail, et M. Dutemple souffrant n'a pas pu s'y donner.

Le soir, 300 000 francs de souscriptions, en quarante-sept personnes, étaient recueillies.

Je suis très tourmenté de m'être fait un devoir de discipline et de solidarité en donnant mon concours à une chose que je réprouve. La difficulté est décidément de savoir où est le devoir !

6 juillet 1915. — Continuation des recherches de souscripteurs. Ces messieurs se sont adjoint des bonnes volontés pour aller « taper » les habitants. Ce soir le chiffre des engagements de garantie s'élève à 460 000 francs pour 120 personnes. La souscription de 600 000 francs recherchée paraît certaine, sans aucun concours du conseil municipal.

L'administration a réquisitionné dans les ambulances françaises, vides de malades, la literie nécessaire pour quinze internés nouveaux qu'elle se propose de prendre ce soir.

Toujours des renseignements bien incertains de la guerre, mais la note générale continue à être bonne, quoique l'avance de nos troupes soit presque insignifiante. Il est question de divers succès de nos armées sur différents points du front. On dit même encore une fois que les Alliés ont forcé les Dardanelles.

Un très grand mouvement de trains a provoqué de nouvelles restrictions à la circulation sur ou sous les ponts de la ville. Il serait, hier matin, passé quatorze trains de morts allant à Lourches pour être incinérés dans les hauts fourneaux ? L'hécatombe d'hommes devient de plus en plus atroce.

Il y a ici, en ce moment, deux régiments de recrues. Les Allemands continuent l'enlèvement des sucres aux docks, ce soir ils auront pris environ 8 000 sacs de ma fabrication. Ils les font ensa-

cher et n'acceptent pas de contrôle. Hier, le directeur de cet établissement a été informé de n'avoir plus à écrire de réserves, récriminations, ou même réflexions, sous peine d'être chassé de son établissement et d'être remplacé par un directeur officier allemand. Voilà le respect qu'ils ont de la propriété privée !

M. Leriche, maire de Ribécourt, avait jusqu'à présent montré des résistances. Sa signature, comme trois autres portées sur les bons, a été subtilisée. Il a été arrêté hier, pour n'avoir pas voulu faire voter par son conseil municipal une décision d'émission nouvelle, pour payer un franc par jour les ouvriers agricoles que les Allemands vont prendre, pour moissonner eux-mêmes nos récoltes. Il est allé rejoindre les maires d'Ypres et de Bertincourt qui ont également refusé. Il leur a été dit que cette fois ils seraient emmenés en Allemagne.

8 juillet 1915. — La mairie, à la suite de la souscription faite par les notables, et s'élevant à 650 000 francs pour 250 personnes, a pris l'engagement de payer les sommes actuellement demandées ; et le général a mis en liberté les otages. Tous supportaient vaillamment leur captivité et se résignaient à la voir prolongée. M. Demolon est allé hier à Lille à une réunion des maires de grandes villes. La séance a eu lieu à la préfecture. Les Allemands ont la prétention qu'il soit formé un consortium pour leur garantir le paiement de 31 000 000 de francs que doivent encore des communes de l'inspection de la VI^e armée.

Il paraîtrait que jusqu'à présent on a obtempéré partout à leurs injonctions, que Cambrai serait la seule ville qui ait essayé une résistance. Notre maire raconte que tous ses collègues l'ont engagé à ne pas persévérer dans ses refus inutiles. Lille aurait déjà versé 71 000 000 de francs. Valenciennes serait à son 40^e million pour son arrondissement ; Douai-ville aurait payé 22 000 000, alors que Cambrai-ville n'en serait encore qu'à 7 000 000.

Des usines, à Roubaix et ailleurs, fabriquaient des sacs sur ordre des Allemands ; ces sacs sont destinés à être remplis de terre ou de sable pour l'édification des redoutes dans les tranchées. Les industriels ont provoqué une grève d'ouvriers et arrêté leurs usines ; l'ennemi furieux a menacé de détruire Halluin et a enlevé en Allemagne 150 Roubaisiens. Ils ont voulu contraindre le maire de Lille à agir sur les ouvriers pour leur faire reprendre, le travail ; celui-ci, à ce propos, leur a écrit deux très belles lettres absolument dignes et bien françaises. Bref, de ce fait, la ville de Lille a été mise à une amende de 335 000 francs. Après refus réitéré de payer, les Allemands ont cambriolé le coffre-fort de la recette municipale, et ont trouvé à peu de chose près la somme réclamée !

Dans cette réunion il a été donné des nouvelles de France, qui

assurent les confiances et font espérer la délivrance de notre région pour le mois de septembre?

Il y a deux jours, un mouvement dans le personnel de notre Commandanture a laissé un peu l'espoir que c'était le commencement du départ; hélas, ce n'était que pour répondre aux besoins de nouvelles commandantures à créer sur le front russe. Nous sommes débarrassés de Warmouth, le chef des affaires civiles, qui était intraitable; mais nous perdons le docteur Schamel qui, lui, mettait beaucoup de formes. Un conseil de guerre est également parti.

L'ensachage de mes sucres est suspendu; en réalité, il n'y en a encore que 6 200 sacs d'expédiés, mais on charge toujours des wagons.

Aujourd'hui, c'était la revision de tout ce qui nous reste de chevaux, ils les estiment des prix dérisoires, et les marquent sur la cuisse gauche « E. VI^e armée », au fer rouge.

Les difficultés de circulation sont de plus en plus rigoureuses; hier j'ai été brutalisé par un planton imbécile qui m'a empêché bêtement de traverser le pont Cantimpré pour aller à la Chambre de Commerce. D'un village à l'autre, on ne peut aller sans danger.

Depuis quarante-huit heures le canon tonne très fort sans discontinuer sur tout le front de Péronne à Lens. Des voitures ambulancières ont ramené des émigrés évacués des villages par trop détruits.

9 juillet 1915. — Décidément la surexcitation des nerfs est à son comble et le sang-froid ne résiste pas à la plus petite différence d'opinion. Au lieu de la bienveillance mutuelle on pratique l'agressivité les uns vis-à-vis des autres.

10 juillet 1915. — J'ai cru qu'il était sage de faire autant que possible l'approvisionnement de coke et de charbon pour pouvoir, le cas échéant, mettre en marche la sucrerie, si l'ennemi le permet, et plus sûrement, s'il est parti, comme je l'espère encore. Le directeur général des mines d'Anzin, auquel j'avais écrit clandestinement mes intentions, entre dans mes vues pour les faciliter; par l'intermédiaire de la Commandanture, il m'avise qu'il peut charger encore deux bateaux.

Une grosse préoccupation réside dans la fourniture à la population des charbons nécessaires pour l'hiver prochain. La municipalité, remplie de bonnes intentions, s'est depuis toujours emparée de cette question. Le secrétaire général est très allant, trop entreprenant, mais seul à s'occuper de tout avec un personnel insuffisant, dans des bureaux très restreints, encombrés d'épiceries de toute nature, il ne peut pas apporter l'esprit de suite indispensable. Bref, en s'occupant de ce qui incombait à notre Chambre de Com-

merce, voulant être utiles aux marchands de charbon, et surtout à la population, ils sont arrivés à mécontenter et à se faire accuser de mercantilisme. L'an passé, ce commerce avait été facilité par les Allemands, mais cette année il faut en revenir aux règles commerciales régulières, avec la complication d'une situation qui rend tout extrêmement difficile. J'ai réuni à la Chambre de Commerce tous les négociants, petits et gros, en charbon. Mes collègues Garin, conseiller général, et Cuvillier avaient bien voulu y venir. J'ai exposé à ces négociants que de vrais commerçants devaient faire eux-mêmes tout l'effort que nécessitaient leurs affaires, sans compter sur leur voisin; que, actuellement, il y avait un immense effort à donner, rendu très difficile par les circonstances, mais qu'il importait de vouloir surmonter les difficultés; qu'il était de la prudence la plus élémentaire d'avoir la prévoyance d'approvisionner, dès maintenant, alors que c'est encore possible, toutes les quantités de charbon indispensables à la région pour jusque fin de mars; que les Allemands n'y mettaient aucune opposition *actuellement*, que même ils acceptaient de servir de boîte aux lettres (probablement moyennant un profit que je ne perçois pas encore); que si nous étions délivrés, comme nous devons l'espérer, avant l'hiver, les mines pouvaient se trouver de l'autre côté des tranchées; que dans tous les cas les chemins de fer rétablis en partie, après la destruction probable faite par les Allemands, seraient à peine suffisants pour les besoins de nos armées; que si le malheur voulait que nous fussions encore occupés, les Allemands pourraient avoir changé d'avis et ne plus faciliter ni même permettre les transports nécessaires; que d'autre part les mines, limitées dans une faible extraction, ne pourraient que difficilement suffire aux demandes pressantes à cette époque de l'année. Bref, je crois les avoir convaincus de la nécessité d'avoir la prévoyance de la fourmi, sans chanter comme la cigale. Sauront-ils mettre en pratique les conseils donnés? sauront-ils franchir l'obstacle qu'ils ont devant eux? Il nous faudra, en cas de besoin, par une décision proche, parer à leur insuffisance si elle est notoire.

Notre caisse de prêt attaque aujourd'hui son neuvième million; pour n'en être que là il a été nécessaire de mettre un frein aux besoins qui n'étaient pas indispensables, et de limiter les avances aux besoins personnels de nos nationaux. Le fait du coffre forcé à Lille, va nous forcer à ne timbrer nos bons qu'au fur et à mesure de leur sortie, et à cacher les espèces en caisse.

11 juillet 1915. — Leurs gendarmes nous molestent avec une dureté incroyable, chaque jour mille cas se présentent, comme celui de la femme d'un employé de la sucrerie de Noyelles qui, saisie par eux a dû, hier, abandonner ses trois enfants de cinq ans,

trois ans, et six mois, pour venir à pied à la Commandanture. Elle avait à répondre d'avoir essayé de faire parvenir un mot à son mari prisonnier chez eux. Ils ne l'ont tenue qu'une heure, mais ce sont de bien pénibles émotions.

Pas de nouvelles de la guerre, autres que les si brefs communiqués qui ne veulent rien dire, qui sans vouloir nous leurrer nous racontent chaque jour des petits succès dont la somme n'apporte rien de bien tangible. Les journaux français ne disent rien d'intéressant, une discrétion utile leur est imposée ; malgré cela nous souffrons atrocement d'en être privés. L'entrave mise à notre circulation est également très dure, et nous laisse trop en tête-à-tête avec nous-mêmes. Malheureux surtout ceux qui n'ont pas su se créer d'occupations et errent à l'aventure dans les rues, cancanent avec les uns et les autres, ressassent sans cesse les mêmes tristesses.

Comment ces hommes peuvent-ils devenir aussi féroces vis-à-vis de leurs ennemis civils non belligérants ? Il y a là quelque chose d'incompréhensible qui ne peut s'expliquer que par la volonté et peut-être le besoin de tirer la quintessence des richesses de notre pays. Leurs procédés montrent que l'atavisme ramène les mœurs d'implacables barbares qu'ils étaient il n'y a pas encore assez longtemps.

M. Demolon, ce matin, a terrifié en une muette attention le conseil municipal, lorsque, retour de Lille, il a raconté des faits atroces. La ville de Roubaix avait été condamnée à 150 000 francs d'amende comme Valenciennes, pour punir du bombardement d'Alexandrette. La somme a été payée par la municipalité de Valenciennes, parce qu'on n'avait pas été honteux de dire que Roubaix s'était exécuté. Alors qu'en réalité la résistance des Roubaisiens a été l'occasion d'un envoi en Allemagne de 131 otages et d'une nouvelle amende de retard s'élevant à 10 000 francs par jour. Cette difficulté à Roubaix a coïncidé avec l'affaire de la grève des sacs. Depuis longtemps ces villes, si manufacturières, du Nord, étaient contraintes de filer et tisser du coton et autres matières. Tout d'abord, on avait dit que c'était pour faire des draps à destination des ambulances, puis ils avaient prétendu que ces tissus servaient à faire des paillasses à l'effet de préserver leurs soldats de l'humidité du sol dans leurs tranchées. Lorsque ouvriers et patrons se sont aperçus qu'en réalité leur travail servait pour la confection de sacs qui, remplis de terre ou sable, étaient utilisés pour les redoutes, spontanément (et non pas sur ordre de notre gouvernement comme cela m'avait été dit), ils se sont mis en grève. D'où fureur épouvantable des Allemands qui veulent contraindre à la reprise du travail par les moyens les plus cruels. Ils auraient déjà confectionné 18 000 000 de ces sacs. Ils ont fait un premier envoi de 300 grévistes en Allemagne, un autre d'une centaine doit être effectué demain, et ils menacent du canon et du

fusil, si les Roubaisiens s'entêtent. Pour la même cause, à Marquettes, les femmes ont été enfermées dans des caves, quelques-unes seulement sortant un instant pour les provisions indispensables ; ils ont été jusqu'à briser les bouteilles de lait destinées aux petits enfants. Tous les habitants doivent être rentrés chez eux à 6 heures, avec défense d'entr'ouvrir les rideaux de leurs fenêtres, pour regarder ce qui se passe dans les rues.

A Halluin, je crois, le gouverneur a publié un ordre de reprendre le travail, disant qu'il n'y avait pas d'autre autorité que la leur, qu'il ne leur plaisait pas d'examiner l'article invoqué des conventions de La Haye, qu'après la guerre il serait temps de le faire. Il ajoutait que si on ne reprenait pas le travail, les pires malheurs menaçaient les habitants, que la ville serait détruite.

La menace de tout piller dans les coffres-forts a soulevé des craintes qui, à Douai, ont amené à la mairie les notables de la région. Ils prétendent qu'ils trouveraient ainsi pour un milliard de titres, qu'il est préférable de payer ce qu'ils demandent que de les laisser arriver à cette extrémité. Qu'il importait de louver le plus possible, de gagner du temps, mais d'arrêter finalement la résistance. Dans un village quelconque le capitaine a accusé les gamins d'avoir tiré la langue au passage d'un train, une enquête a fait condamner la commune à une forte amende ; une contre-enquête du maire lui a permis de constater qu'il n'y avait rien de vrai, et de s'expliquer le pourquoi, en voyant qu'en marge de la condamnation, il était dit que la somme serait pour les besoins de la caisse de secours de la compagnie.

12 juillet 1915. — J'ai dû faire visiter nos champs de betteraves à un capitaine, agriculteur en temps de paix, qui était chargé de faire une enquête sur le fait qu'il avait été semé des betteraves à sucre malgré la défense plusieurs fois répétée. Il a trouvé nos betteraves très belles, surtout étant donné que nous n'avions pas pu nous procurer d'engrais artificiels de complément. Je lui ai dit que dans les huit villages voisins, il pouvait y avoir 500 hectares, environ, que nous les avions semés malgré nous, parce qu'on ne nous avait pas donné les pommes de terre promises pour la plantation, qu'à défaut de graines fourragères, nous avions ensemencé des espèces à sucre, pouvant au besoin servir pour la nourriture des bestiaux ; que du reste, je m'étais fait donner par le baron de Welser l'autorisation de prendre les graines qui avaient été confisquées dans les docks. J'ai ajouté que je ne désirais pas entreprendre une nouvelle fabrication avec les risques et difficultés inhérentes à la situation, mais que si on jugeait qu'il y avait meilleur parti à tirer de ces betteraves que de les faire manger telles quelles, j'accepterais de les fabriquer. Il fera un rapport dans ce sens, il faut craindre cependant que ces bonnes raisons ne soient

pas acceptées et que ma ruse ne soit pas bien appréciée. Attendons.

Après une nouvelle période de sécheresse, une pluie, qui sera bienfaisante si elle continue, commence à tomber.

Nous couperons des blés samedi ou lundi, ils sont toujours très beaux. Hélas, ce qu'il fallait attendre est arrivé, ils viennent de nous les confisquer et de nous donner des instructions pour grouper toutes les meules en mêmes points, dans le but de faciliter le battage pour lequel ils se sont précautionnés de quantité de machines à gros rendement.

Les habitants de Noyelles, réunis avec le conseil municipal, étaient consternés en entendant lire ces instructions. J'ai dû faire voter un nouvel emprunt de 5 000 francs pour satisfaire aux besoins d'assistance. Les cautions exigées commencent à donner leur signature de mauvaise grâce. Étant averti, je leur ai démontré que nous avions emprunté infiniment moins que toute autre commune, que nos dépenses de douze mois n'excéderaient pas le double de notre budget ordinaire, et que presque tout nous serait remboursé par l'État. Bref, ils n'ont pas osé faire les objections préméditées et se sont exécutés sans rien dire.

13 juillet 1915. — Les Américains sont venus ; nous allons maintenant ravitailler la région de Quéant. C'est, pour la mise en action, une petite complication. La question du charbon a encore été examinée à notre réunion de Chambre de Commerce, certains de nos collègues sont inquiets des réquisitions possibles par les Allemands. J'ai soutenu qu'il ne fallait pas s'arrêter à cette idée qui me confirmait dans la nécessité de faire de grosses provisions. En effet, les réquisitions seront inévitables, presque de droit, pour les armées sur place (si toutefois nous sommes encore sous leur férule) ; donc, comme elles seront à servir avant tout le monde, il faut que la quantité approvisionnée soit assez grande pour qu'il en reste aux populations. J'espère que l'accoutumance à la nécessité de cet effort va se faire, et que nous arriverons au résultat qui s'impose, mais il faudra toujours insister. Une autre question s'est posée du fait d'une demande de Caudry ; les cultivateurs, réquisitionnés depuis dix mois de fournitures alimentaires par les maires qui doivent nourrir des troupes, ont épuisé toutes leurs ressources et voudraient ne plus recevoir des bons payables après la guerre, mais de l'argent. Or, comme la Chambre de Commerce n'avance rien de ce qui doit aller à l'ennemi, les communes désirent voir élargir la décision, tout au moins pour payer les réquisitions en nature. Elles font même entrevoir la nécessité d'émissions communales en cas de refus.

Appelé par l'arrivée des Américains, je n'ai pas été à même de prendre part à cet examen. Mes collègues ont été unanimes à maintenir quand même les décisions antérieures, pour le principe

d'abord, et ensuite par nécessité de ne pas risquer la dépréciation de nos bons. La question se pose si, à un moment donné, il ne faudra pas se départir de ces principes pour ne pas laisser périr la chose ! Il importe de résister pour des raisons sacrées, mais il sera nécessaire d'envisager le plus grand mal à éviter.

Décidément la temporisation, et peut-être la ruse, doivent être opposées à leur brutalité. Nous constatons que nous entrons dans une nouvelle période où l'intimidation par menaces laisse place à des actes stupéfiants par leur violence sans limite. Plus ils appréhenderont la fin, que nous espérons, plus ils perdront le sens de la mesure permise, pour ne voir que ce que la force leur permet encore de nous imposer. Il faut s'attendre à tout, et s'armer encore plus de courage que de résistance. Actuellement, par un bombardement épouvantable, ils détruisent Arras. Que deviennent les habitants restés dans cette ville ? Ils sont infiniment plus à plaindre que nous, et nous n'avons aucun renseignement sur leur sort.

La région de Rumilly reste toujours dans le rayon de tir sur les avions, il est extraordinaire de ne pas constater plus d'accidents, tant la plaine et les villages sont arrosés d'éclats d'obus, même d'obus non éclatés. Il en est encore tombé à ma ferme de Rumilly et à la sucrerie de Noyelles.

14 juillet 1915. — Je rentre de l'hospice, on y amenait encore du front quatorze malades typhiques ; ils viennent d'Ayette, Neuville, Saint-Léger, etc. Leur moral est excellent, malgré les souffrances qu'ils éprouvent dans tous ces villages proches du combat. Leur confiance vient de ce qu'ils sont témoins de la destruction des régiments et batteries allemandes.

15 juillet 1915. — Ventre affamé n'a pas d'oreilles ! Les plaintes se transforment en récriminations irritées ; de fait le pain noir est détestable, on ne peut pas réduire la quantité pour améliorer la qualité, 250 grammes par jour constituent un lest minimum. Il n'est pas possible d'espérer obtenir d'extraire moins que 90 pour 100 du blé en farine, mais il faut redoubler de surveillance pour empêcher que quelques privilégiés mangent du pain fait avec de la farine tamisée, au détriment de la masse.

J'ai passé une bonne partie de ma journée à un travail négatif. Il s'agissait de tirer des griffes allemandes une femme, objet d'une dénonciation calomnieuse ; c'était une affaire malpropre, provoquée par un sale sous-officier. A cette occasion, j'ai fait la connaissance de deux nouveaux médecins allemands qui ont été compatissants et qui n'ont pas craint de prendre des responsabilités. La malheureuse a pu être relâchée pour rentrer coucher chez elle.

Ils sont arrivés à une telle habitude de nous pressurer, au moral comme au physique, qu'ils sont experts au suprême degré. Notre

proconsul en impose tellement à ses acolytes que, même ceux qui voudraient laisser place à une humanité la plus élémentaire, n'osent pas se départir d'une forme qui vient ajouter à la cruauté. Aussi pour leur échapper, il faut être souple, la vérité d'un jour est souvent erreur le lendemain, l'opportunisme doit être notre règle. Acculé à ces expédients, on semble souvent être en contradiction avec soi-même, et comme l'énervement de chacun est extrême, la bienveillance manque pour apprécier la conduite de son voisin, aussi il n'est pas étonnant qu'on soit toujours prédisposé à se manger le nez. Cet état d'âme est tellement naturel que, malgré ma volonté d'impartialité, j'ai quelquefois des remords de mes appréciations sur les uns ou sur les autres.

16 juillet 1915. — Le canon tonne sans discontinuer, très fort, ils doivent continuer la destruction d'Arras avec leurs grosses pièces. Mais rien de saillant dans ce que nous apprenons.

20 juillet 1915. — Chaque jour nous assistons à un bombardement, aussi formidable qu'innocent, des avions français qui viennent en exploration. Chose extraordinaire, les éclats d'obus, comme les balles, n'occasionnent que des dégâts insignifiants.

Les Allemands ont enlevé tous les lits de l'ambulance de la loge et en ont pris neuf chez Paul Laffrat. Tous ont été installés à l'hôpital militaire Parmentier.

Dans le territoire occupé par la II^e armée, c'est-à-dire de Saint-Quentin, après avoir dévalisé toutes les sucreries et brasseries de leurs cuivres, ils les enlèvent également dans toutes les autres usines. Ils prennent aussi chez les particuliers : ainsi, samedi, pendant que M. André Seydoux, du Cateau, était à Saint-Quentin pour affaire du ravitaillement américain, ils ont volé chez lui toute la batterie de cuisine et les objets d'art en bronze.

Le mauvais temps de ces jours derniers a reculé quelque peu la fauchaison des blés, cependant on commence partout aujourd'hui ; à Noyelles et à Rumilly, nos quatre moissonneuses-lieuses sont en marche ainsi qu'une dizaine de piqueteurs. Le travail va se faire sans entrain, avec la perspective de dépenser de l'argent pour rentrer une récolte dont ils vont prendre le profit. Le cultivateur ne peut avoir la philosophie de se résigner à constater que toutes ses peines, toutes ses dépenses, pendant un an, vont disparaître sans qu'il lui reste rien. L'officier chargé de surveiller les moissons est lui-même agriculteur, je lui ai demandé d'éviter l'aggravation par des exigences inutiles, il m'a promis qu'il allait laisser faire la récolte par chacun, au lieu de tout mettre en commun, comme cela se fait dans presque toutes les commandatures. S'il veut bien y mettre un peu de formes, ce sera moins cruel, mais toujours aussi pénible.

Hier, nous avons eu réunion de la fameuse commission désignée

par les notables. Certainement que notre influence a été très utile à la rédaction du rapport. Mgr l'Archevêque et moi avons fait des observations qui ont été accueillies par nos collègues avec grande cordialité. Somme toute, restant persuadés que nous avions donné notre concours à de la besogne tout au moins douteuse, nous pouvons signer le procès-verbal des décisions prises sans arrière-pensée, en ayant conscience d'avoir évité des exagérations fâcheuses.

21 juillet 1915. — Le procès-verbal, rapport de nos réunions, a été relié avec la feuille de souscription, ainsi que deux autres exemplaires certifiés conformes. L'original sera remis à la municipalité. Une des deux copies ira à la Société d'Emulation et je conserverai l'autre. Chacun des membres de la commission a reçu un exemplaire du procès-verbal. Toutes les pièces ont été signées ce matin. Cette action très exceptionnelle et très vraisemblablement unique dans les annales de Cambrai, pourra être conservée comme témoignage de l'esprit de solidarité et de générosité en des heures cruelles. Près de 300 souscripteurs ont coopéré à l'œuvre pour une somme de 646 000 francs.

22 juillet 1915. — Nous voici en pleine jacquerie, des maires sans autorité sont débordés par des masses qui deviennent menaçantes, lorsqu'ils essayent de réprimer leurs excès. Hier, dans un de mes champs, sur le territoire de Marcoing, plus de 400 ouvriers de Rumilly et Masnières n'étaient pas intimidés par les soldats allemands gardiens des voies, qui spontanément, pour leur faire peur, tiraient en l'air, pas plus que par les observations du chef de culture ; ils ont enlevé 600 bottes de blé en passant avec ces bottes dans toutes les récoltes pour rentrer chez eux. Il en est ainsi partout où les maires sont insuffisants. Les gardes-champêtres, par crainte de coups, n'osent pas verbaliser. Le maire de Rumilly, pour me faire croire à un zèle qu'il n'a pas, a été jusqu'à me proposer d'appeler les gendarmes allemands pour faire la police. Il a été stupéfait que je lui dise que ce serait une honte d'avoir recours à ce moyen, mais que j'étais persuadé que si ses gardes faisaient des procès, ils arrêteraient vivement le mal.

Il n'y a pas d'excuses à ces faits, mais une circonstance vraiment atténuante est que ces ouvriers, sans travail, sont insuffisamment secourus pour ne pas souffrir beaucoup de privations, alors qu'on les a habitués à croire qu'ils n'ont pas d'efforts à faire parce que l'Etat leur doit tout.

D'un autre côté, défendre nos récoltes contre ces malfaiteurs, alors que nous savons que d'autres malfaiteurs allemands nous les prendront lorsque nous les aurons sauvées, constitue une perspective qui laisse peu d'entrain à la lutte. La misère devient de plus en

plus grande chez ceux qui, dans la vie ordinaire de nos campagnes, sont presque toujours dans l'aisance. La rigueur excessive pour empêcher d'une façon absolue la circulation d'un village à l'autre gêne énormément. Chaque jour, quantité de gens sont arrêtés et condamnés à six jours de prison ou trente marks d'amende.

Nous recevons encore quelques cartes postales des prisonniers d'Allemagne, mais absolument rien de France. Nous avons défense de répondre à ces cartes. Notre isolement est complet.

Les aéroplanes français nous visitent plusieurs fois par jour, hier il y en avait quatre en même temps ; ils se sont battus sans résultat apparent contre deux autres allemands. Il a été tiré contre eux une centaine de coups de canon. Pourquoi ne nous jettent-ils pas des journaux ?

Le maire de Cambrai, après divers voyages pour conférences à Lille, nous dit que l'autorité allemande renonce à sa demande de solidariser les maires pour garantir l'arriéré des communes, qui, selon eux, doivent 33 millions. On leur a fait comprendre que tout ce qui serait fait dans cet ordre d'idées étant illégal, ne serait pas reconnu valable plus tard, par l'Etat français. Maintenant, ils veulent que les banques de la région constituent un consortium pour payer, et ils demandent pour la fin du mois la liste des déposants dans chaque banque, et le relevé de tous les coupons à détacher de juillet 1914 à avril 1916. Je crois savoir que les banquiers de Lille ont essayé de négocier un forfait avec eux, se réservant de se faire donner des garanties par les communes pour lesquelles ils paieraient. La terreur noire règne de plus en plus à Roubaix.

A Lille on parle le moins possible de la grève des tissages de toile à sacs. Beaucoup d'usines auraient, paraît-il, repris le travail ! ?

Les appels mensuels des hommes de dix-sept à cinquante ans se passent encore une fois sans encombre. A Noyelles, tous sont venus.

Les plaintes au sujet du pain deviennent graves ; l'imagination d'affamés déprimés fait attribuer à ce pain tous les maux qui ont de multiples autres causes. Le dénuement d'argent entraîne la privation de viande qui est devenue rare et très chère.

En réalité, les 250 grammes de pain ne représentent pas une ration effective. Nous venons de décider à nouveau de réduire l'extraction à 85 pour 100 malgré les ordres, et j'insiste encore une fois pour aller à Valenciennes au Comité de district, porter les récriminations, et dire une fois de plus les dangers de cette alimentation défectueuse et insuffisante.

La stagnation apparente dans les opérations militaires sur le front de France impressionne mal, surtout si on constate qu'aussi bien en Italie que dans la presqu'île de Gallipoli, c'est tout pareil, et encore plus, lorsque nous voyons la retraite soi-disant stratégique des Russes être l'occasion d'une prise considérable de prisonniers par les Allemands. Aujourd'hui, ils affichent en avoir fait plus

de 35 000 nouveaux. Le moral s'épuise et il devient difficile de le relever. Vivre de tristesses, de privations, et rester absolument isolés de tout le reste du monde, c'est affreux ! et cela s'aggrave par la ruine que nous avons en perspective. Ils sont en arrêt sur nos récoltes, les visitent chaque jour, en attendant que nous ayons fourni le travail indispensable, avant qu'ils puissent les prendre.

Actuellement, ils ont pris aux Docks 12 000 sacs de mes sucres et continuent à les ensacher.

Malgré tout, par suite de mes occupations si variées, les semaines fuient avec une rapidité extraordinaire. Jamais je n'ai eu cette impression aussi vive, j'arrive au samedi alors qu'il me semble que la semaine vient de commencer.

26 juillet 1915. — J'ai été retenu trois heures au juge d'instruction pour répondre de l'accusation d'avoir fait semer des betteraves à sucre ! Le satrape croit, cette fois me tenir, il accumule les enquêtes dans les villages autour de Noyelles, où il est allé lui-même ce matin. Evidemment, je me suis cantonné, dans mes réponses à l'instruction, à la théorie que nous avons donnée des graines de betteraves à qui en demandait, qu'elles étaient de l'espèce à sucre, mais propres à faire une excellente nourriture fourragère, que le baron de Welser, en m'autorisant à sortir de l'entrepôt mes 6 000 kilogrammes de graines, ne pouvait pas supposer que je faisais le commerce de graines fourragères. Enfin, j'ai soutenu que ces semis avaient été nécessaires au dernier moment parce qu'ils n'avaient pas donné les pommes de terre promises pour la plantation. Mon impression est qu'ils n'abandonneront pas quand même l'accusation. Qu'en adviendra-t-il ? Je le verrai, mais pour le général je reste un suspect dont il voudrait se débarrasser. Il faut prendre beaucoup de précautions, car ils fouilleront toute la maison, et c'est un vrai cauchemar que cette nécessité de tout cacher. Quelle vie énervante ! Ces perquisitions sont habituellement opérées par des gendarmes chez lesquels la brutalité rivalise avec une expérience d'escrocs incomparables. Un nouvel exemple de leur brutalité s'est encore produit hier à Raillencourt : trois jeunes gens causaient dans la rue après 8 heures du soir, heure à laquelle tout le monde doit être rentré ; à la vue des gendarmes ils ont essayé de se sauver ; deux ont été facilement arrêtés, le troisième, qui était un réfractaire aux appels mensuels, a été saisi plus difficilement, ils l'ont lardé de coups de baïonnette ; comme il se sauvait encore ils l'ont tué au revolver. Le gendarme s'appelle Philippe !

Le canon tonne très fort, on parle de petits succès pour nos armées alliées, mais rien d'important. Les Allemands continuent à se fortifier dans des retranchements, je viens de voir passer à Rumilly des trains de bois et de fils de fer barbelés, avec force piquets en fers cornières. Est-ce pour Péronne ou pour Bapaume ?

28 juillet 1915. — Les grands salons de l'hôtel de ville sont occupés par la Commandanture. Le général occupe une grande table et les autres officiers sont disséminés dans les différentes parties des salons. Leur besoin de boire et de manger les force à avoir des provisions sur place. Le plus souvent ils ont sur leur table du jambon, du thé, des fruits, etc. Mais il y a une partie du salon plus spécialement affectée à l'usage de ces petits repas, il y a là du vin, un peu de toute sorte. Or, il y a quelques jours, j'étais allé porter des lettres au lieutenant Krafft, spécialement chargé de la correspondance, et ayant besoin de parler au général occupé, je m'étais arrêté en face de la table aux provisions. Le capitaine préposé aux « laissez-passer » était en train de s'empiifrer de vin, et me fait joyeusement le signe de leur habituel *Prosit*, en me demandant si on était venu prendre du vin dans ma cave ; sur ma réponse affirmative, avec le tact dont ils sont coutumiers, il ajoute : C'est peut-être le vôtre, il est bon !

Nous avons reçu des Américains du lard, du saindoux, des pois et du riz, mais décidément, ils sont bons commerçants, tout cela nous arrive avec des freintes de route que nous devons supporter et qui nous forcent à majorer les prix pour compenser les pertes.

L'officier allemand vient de m'amener un nouvel Américain ; ces changements répétés expliquent pourquoi c'est en réalité l'officier allemand qui prend les initiatives et fait le travail pour lequel ces jeunes Américains sont envoyés. Aujourd'hui ils étaient porteurs de deux nouvelles agréables dans nos malheurs : nous avons l'autorisation de faire de la farine à 80 pour 100 au lieu de 90 pour 100, cela va nous permettre de supprimer 10 pour 100 de son et impuretés et de faire du pain convenable ; de plus, prochainement, notre ration journalière de farine sera portée de 190 grammes à 250 grammes. Enfin, sous prétexte de la nécessité d'avoir de la levure, j'ai obtenu ce matin, en principe, que quelques brasseries seraient remises en marche. Cela empêchera de les dévaliser de leurs cuivres, et donnera un peu de bière pour boisson.

M. Guérin, président du comité, est toujours à Paris, il ne rentrera pas, paraît-il, encore maintenant. Les Allemands le critiquent en disant qu'il est trop homme politique ? En attendant, avant de le conduire à la frontière suisse, ils l'ont fait passer par Berlin et lui ont fait visiter des camps de concentration de prisonniers dans le but évidemment de faire connaître à Paris leur façon de faire.

Ils ont supprimé, depuis quelques jours, une assez grande quantité de leurs gendarmes, qui ont été ramenés en Allemagne pour surveiller des excitations populaires !

Depuis deux jours, nous sommes dans le douzième mois d'occupation ! Dieu, que c'est long et dur !

29 juillet 1915. — Ce matin, en revenant de la Chambre de Commerce, je passais commander mon soldat pour me conduire à Noyelles lorsque j'ai trouvé le général en grand émoi. Il m'explique qu'on cherchait après moi de tous les côtés parce que le prince Adalbert (quatrième fils de l'empereur) avait besoin de me voir, qu'il était parti lui-même chez moi. Au même moment, apercevant l'auto de son Altesse, sur la place, il s'est mis à faire des signaux pour dire que j'étais là. Les rigueurs du protocole lui interdisaient d'en faire davantage puisque c'est moi seul qui avais été demandé. De sorte que je suis descendu au-devant du prince, qui aurait voulu que je le reçoive dans le cabinet du maire ; or, il y avait une réunion à laquelle j'étais convoqué, et j'ai dit que ce n'était pas possible. Nous sommes alors montés à la Commandanture, dans un coin du salon. Le prince a salué de loin le général avec la raideur que ce dernier met habituellement vis-à-vis de moi, et par exception, j'ai eu ma part des salamalecs à l'adresse du fils d'empereur. Cette Altesse n'a rien de sympathique, mais a été quand même convenable à mon égard. Son officier m'a expliqué le but de sa visite qui sera à soumettre demain à la Chambre de Commerce. Lui, n'a dit qu'un seul mot, alors que je résistais à ce qui était demandé : *nous désirons !* Nous sommes ensuite redescendus sans qu'il s'approche du général plus au départ qu'à l'arrivée. Sous le péristyle de l'hôtel de ville, il m'a demandé à voir la tapisserie qui était dans le cabinet du maire. Je suis alors allé avertir de sa visite ; lui me suivait de près. Il y avait là des notables qui remettaient le livre d'or des souscriptions volontaires pour aider la ville. J'ai présenté les membres de la réunion comme étant le conseil municipal. Du reste, le prince ne s'en est pas retourné, il a jeté un oeil peu intelligent sur la tapisserie, n'a pas pu la voir car il est resté contre, a remarqué qu'elle avait été coupée, a salué et est parti. En réalité, il eût mieux fait de ne pas prêter l'autorité de sa présence à la discussion d'une affaire presque d'intérêt privé, affaire de banque un peu louche, c'eût été plus digne. Il s'agissait, en effet, d'imposer aux communes des cantons de Caudry et du Cateau les fameux bons de la Wirtschaftsausschuss contre lesquels nous nous sommes toujours insurgés. Mardi, nous avons déjà eu connaissance de cette volonté de briser la résistance de ces deux groupes de communes, qui étaient seuls, dans l'inspection de Saint-Quentin, à ne pas avoir adopté ces bons. Pour donner un dernier prétexte à ne pas les subir, il avait été convenu que les maires répondraient qu'un engagement avait été pris vis-à-vis de la Chambre de Commerce de ne pas chercher d'argent ailleurs qu'à notre caisse d'émission. Aussi j'ai soutenu aujourd'hui la thèse que nous avons besoin de suivre la valeur financière de nos créanciers, qu'un des meilleurs moyens d'arriver à ce but était

de lui refuser le droit de s'adresser à plusieurs prêteurs. Bref, ma théorie a été admise en principe, et il m'a été demandé de délivrer les communes de cet engagement, seulement jusqu'à concurrence d'une faible somme.

30 juillet 1915. — J'ai établi un projet de délibération dans lequel il est dit que c'est contrainte et forcée que la Chambre de Commerce se résigne à obtempérer à cette injonction. Des considérants disent les raisons pour lesquelles nous avons refusé notre adhésion. Une très longue discussion s'est établie sur ce projet, elle a été pénible, parce que je concluais à la nécessité de faire une chose mauvaise. Il fallait se résoudre à un mal pour en éviter un pire. Bref, mon projet a été adopté par neuf voix contre deux et une abstention.

Voilà les actes de civisme qui épuisent nos forces, et donnent cette nervosité si pénible dans les rapports entre nous.

Après avoir porté cette décision à la Commandanture pour être téléphonée à Saint-Quentin, je suis allé voir le baron de Eyb. Nous avons causé un peu librement, philosophé sur la situation de nos pays occupés. Il a l'esprit très ouvert, comprend tout ce qu'il y a de plus pénible pour nous, respecte nos sentiments, mais certainement, reste acquis à l'application des théories qui doivent réduire la France, par pitié pour les pays occupés ! Heureusement que c'est eux qui seront réduits.

31 juillet 1915. — Le capitaine baron Eyb, chef des affaires civiles, avait convoqué tous les gardes-champêtres de la Commandanture pour leur donner des instructions au sujet de la surveillance des moissons. En ayant été informé, je suis allé à la conférence. Dans un charabia que je voudrais être capable d'employer en allemand, il leur a expliqué leurs devoirs. Il a excité leur zèle par la crainte de la punition, et en faisant appel à leur patriotisme pour défendre une récolte dont une part, proportionnelle à l'importance totale, serait laissée aux cultivateurs. Il demande une surveillance de jour et de nuit, avec adjonction de gardes auxiliaires, en recommandant de faire les tournées de nuit, deux par deux, armés de bâtons. Comme il disait qu'ils pouvaient toujours demander de l'aide aux colonnes allemandes ou aux gendarmes, sous prétexte de confirmer ses instructions, voulant réagir, je lui ai demandé la permission d'ajouter à son exposé que les délits, comme les difficultés entre Français, tombaient sous le coup de nos lois et de nos tribunaux français, auxquels il fallait toujours avoir recours, pour nous faire rendre justice sans l'assistance allemande. J'ai conseillé la poursuite suivant l'application aux flagrants délits. Le baron nous a, du reste, annoncé l'envoi d'ordres écrits. Il a demandé la suppression des gardes-cham-

pêtres vieux, insuffisamment valides. J'ai constaté une fois de plus combien différait l'attitude privée ou publique chez nos ennemis. Lui, comme le capitaine Mahrenholz, que j'avais vu le matin à la Commandanture, sont, devant d'autres Allemands, aussi raides qu'ils cherchent à être affables lorsqu'on est en tête-à-tête avec eux. J'estime qu'ils craignent d'être soupçonnés de compromissions. Ils sévissent avec une grande rigueur contre toute tentative de correspondance avec nos prisonniers, si on n'est pas proche parent dans la limite indiquée. Mme Ch. Taisne, pour avoir mis dans leur boîte aux lettres une carte adressée à son ancien domestique, M. Camuset pour en avoir écrit une pour notre ami Gilbert, ont, comme beaucoup d'autres, du reste, été condamnés à 10 marks d'amende. Lorsque le recouvrement de cette pénalité est fait par un gendarme, il opère avec la brutalité et la grossièreté dont il est coutumier.

Mme l'amirale Fleuriais fait vingt jours de prison à la suite de perquisition pratiquée chez elle ; elle n'aurait pas voulu indiquer la provenance d'un communiqué français, on aurait relevé également contre elle quelque autre peccadille du même genre.

Nous avons été bien naïfs d'esquisser des résistances vis-à-vis d'eux sous prétexte des conventions de La Haye, alors qu'ils nous déclaraient qu'ils n'avaient pas à en connaître. Cependant ils eussent pu échapper facilement, sans les renier, à ce qui les gênait dans ces conventions car, hélas, il y a dans chaque article un bout de phrase incidente qui permet de passer à côté. Un article paru dans *le Correspondant* du 10 juin 1907 analyse très exactement la mentalité du grand état-major allemand au sujet des conventions, et ils n'ont pas cessé d'appliquer exactement leurs théories émises à cette époque. Cela me confirme dans la nécessité de faire de l'opportunisme, de ruser au besoin, mais de ne pas tenir tête brutalement à ce qu'ils imposent avec brutalité. Cette façon de faire n'est pas comprise par beaucoup, qui voudraient conserver l'attitude que nous devrions avoir s'ils ne nous écrasaient pas de leur talon. Aussi la vie entre nous devient pénible, certains ne conservent aucune contrainte vis-à-vis d'eux-mêmes, laissent voir leur caractère dans toute sa nudité, et comme la bête humaine n'a pas un naturel séduisant, ce qu'ils montrent n'est pas beau. La *Gazette des Ardennes* du 29 juillet prétend qu'à la date du 15, nous avons hors de combat 1 400 000 hommes, les Anglais 428 000 et les Russes 3 500 000. Ils avouaient, il y a quelque temps, que de leur côté les pertes étaient également de 3 500 000 hommes pour eux et leurs alliés.

1^{er} août 1915. — Dans la deuxième quinzaine de juillet, nous avons eu 54 millimètres d'eau, malgré cela les terres sont très sèches. Dans notre région directe, on coupe avec activité les récoltes,

dans notre culture nous finissons de couper et commencerons à rentrer dans trois jours. Les cultivateurs auront à peu près fini de couper à la fin de la semaine. Les prévisions de très belles récoltes se confirment. Il faut avoir été appelé à être forcé de faire l'abandon de son bien deux années consécutives pour apprécier ce qu'a de terrible notre situation démoralisante.

3 août 1915. — Quel contraste chez ces Allemands ! Ils veulent nous isoler, nous empêcher d'écrire même aux prisonniers, sauf dans la limite si restreinte des très proches parents, et à côté de cela, ils nous transmettent les doléances qu'expriment près d'eux nos prisonniers qui se plaignent de n'avoir point de nouvelles des leurs. J'ai ainsi reçu aujourd'hui une note de la Commandanture concernant six personnes de Noyelles, ils précisent l'adresse des parents de qui on attend une carte. Il a été quand même nécessaire d'affirmer qu'ils n'avaient pas écrit depuis un mois, et ils vont le vérifier.

Il passe énormément de trains de nuit ramenant des troupes du front entre Lens et Bapaume, beaucoup ne s'arrêtent pas, cependant une division de quatre régiments séjourne ici et dans les villages voisins. Il n'en remonte pas en remplacement. A Souchez, comme du reste ailleurs, ils font force tranchées et barricadent les routes. Depuis dix jours, cinq ou six trains de matériaux, planches, grillages, fers barbelés, et autres, se dirigent chaque jour au delà de Marcoing. C'est évidemment pour leur construction de retranchements, mais également pour faire de nombreux quais d'embarquement. On me dit qu'un quai important est en construction au-dessus de Marcoing, au bois Couillet. Les quatre-vingt-dix malades typhiques qu'ils ont ramenés cette nuit à l'hospice venaient d'Ayette, près Bapaume. Le village est complètement évacué, et ils l'ont entouré de barrières et grillages afin d'en rendre l'accès impossible.

Les morts, forcément abandonnés entre les deux lignes, près d'Arras, rendent le séjour tellement pénible que le duc de Bade, en résidence ici, a dû y aller voir pour décider ce qu'il faut faire. .

Les soldats de passage ont perdu toute confiance dans le résultat final, mais ils ont quand même la volonté de résister jusqu'au bout. Si nos troupes refoulaient quelque peu ces cohortes, la débâcle serait vite mise dans leurs rangs. Il semble que les effectifs sont aujourd'hui si réduits que ce serait possible. Ils disent du reste que nous le pourrions, et que, le 19 juin, ils ont été stupéfaits que nos armées n'aient point avancé.

En attendant, le régime de la terreur sévit toujours de plus en plus. Hier on a arrêté et condamné à la prison le fils Vrasse parce que, sur un trottoir, il ne s'était pas suffisamment rangé pour laisser place à un général.

Ils continuent leur enquête au sujet des betteraves, pour cela ils ne respectent pas les limites des deux armées et vont dans les villages voisins. Ils veulent faire dire que j'ai conseillé de semer des betteraves à sucre. J'aurai de la peine, cette fois, à échapper à leurs griffes. Les maires passent, à cet effet, au juge d'instruction.

4 août 1915. — Depuis trois jours, nous avons des orages qui gênent la moisson. Les cultivateurs sont tellement effrayés de leur donner nos récoltes qu'ils ne s'inquiètent pas du mauvais temps, comme ils le feraient à une époque normale. Quelques-uns seraient même disposés à les laisser pourrir sur terre. Demain paraîtra l'affiche réglémentant les battages, elle rendra un peu d'espoir. Ils disent qu'ils nous laisseront un cinquième de grains, qu'ils en mettront un cinquième à la disposition du comité américain, un autre cinquième nous sera payé en bons communaux et ils nous remettront des bons de réquisition pour les deux cinquièmes derniers. S'ils exécutent ainsi, ce sera moins mal que ce que nous avons craint. Ma lettre à l'ambassadeur des États-Unis n'aura peut-être pas été étrangère à cette façon de faire, soit directement, soit indirectement.

Nous n'espérons plus la délivrance avant octobre, les jours ont beau passer vite, c'est encore trop loin pour notre lassitude.

5 août 1915. — On ensache chaque jour aux docks six cents sacs de nos sucres avec une continuité navrante. Il faut craindre qu'au point de vue affaires, nous allions de déboires en déceptions jusqu'à leur départ. Tout sera pris, la fabrication prochaine sera rendue impossible, il faut même s'attendre à voir démolir la sucrerie pour y prendre les cuivres. Quelle somme d'efforts vont être perdus de ce fait ! Pouvait-on jamais supposer que l'occupation ennemie durerait aussi longtemps ? L'énergie s'imposait dans un but patriotique pour empêcher l'entourage de s'abandonner au découragement. Il a été vraiment longtemps permis de croire que tout allait bien tourner et que nous serions récompensés de notre hardiesse et de nos sacrifices. Aujourd'hui c'est avec mélancolie qu'il importe de se rendre à une évidence trop certaine.

Mes espérances industrielles s'évanouissent, mais que sont-elles à côté de la grande confiance, de la grande espérance française ! Il est vrai que non seulement l'une n'empêchait pas l'autre, mais qu'elles se fortifiaient mutuellement. Je n'aurais jamais pu penser que des raisons, aussi graves qu'ignorées, retiendraient nos troupes de longs mois à quelques kilomètres de nous, que nous vivrions dans le bruit du canon, sans résultat pour notre délivrance ! Je n'admets pas que je me sois trompé parce que je n'ai pas réussi. Je devais avoir raison dans le geste de vouloir sauver un bien national de la perte, en donnant du travail à une nombreuse

population. Si c'était à recommencer, je ferais de même. Malheureusement ceux que j'ai voulu secouer de leur torpeur par mon exemple vont pouvoir dire que j'ai été téméraire, que ce qui arrive était évident, ce raisonnement est aussi facile que faux. Quand même, malgré les perspectives que j'envisage qui sont si décevantes, je continue à faire de gros sacrifices pour préparer la fabrication que, éventuellement, je veux pouvoir faire. Mais j'avoue que mes craintes de non-réussite s'augmentent.

Depuis deux jours, une équipe de trente soldats ouvriers démontent tous les tuyaux en cuivre de la sucrerie d'Escaudœuvres. Après celle-là une autre, la mienne, peut-être ! J'ai, cet après-midi, donné des instructions pour empêcher cette éventualité si possible. Il ne serait que justice que la fabrication des produits mélassés préserve la sucrerie. Je me demande si ma combinaison réussira mieux que celle qui m'a fait faire des sucres roux et qui m'a décidé à les mettre en vrac. Actuellement ils ne prennent que ceux-là et laissent les sucres blancs.

La colonne de cavalerie qui séjourne dans la ferme de Rumilly va beaucoup gêner la rentrée des récoltes que je compte commencer samedi, s'il ne pleut plus. Nous avons fini de couper aujourd'hui.

Je viens de recevoir leur affiche d'ordres pour la moisson, elle laisse une déception : ils ne font qu'envisager le paiement d'un cinquième et l'abandon aux propriétaires d'un autre cinquième. Ce dernier pourra être mis à la disposition du comité américain. C'est loin de ce qui avait été dit il y a trois jours. Il n'y a même pas promesse absolue.

De nouvelles complications vont se produire pour la circulation déjà si peu tolérée. Les communes voisines de Cambrai vont être détachées de la Commandanture pour faire partie de la zone du 3^e corps de la VI^e armée. Est-ce le commencement d'un recul ?

8 août 1915. — Nous avons toujours beaucoup de troupes à Cambrai, et encore plus dans nos communes. Il y a ici deux états-majors de division. Le remaniement de la Commandanture est très grand. L'élargissement du front l'amène jusques et y compris Noyelles ; le canal va encore une fois devenir la limite. Mais il y a beaucoup d'hésitations, rien n'est définitif, cette situation intermédiaire excite les appétits de trop de côtés, chacun voulant apporter une aggravation à ce qui lui est commandé. Les chefs de colonnes, dans certains villages, forcent à rentrer des blés qui ne sont pas secs. Ils organisent une surveillance avec beaucoup d'astuce. Dans chaque compagnie, dans chaque peloton, il y a au moins un soldat ou sous-officier chargé de la police secrète, ces gens sont terriblement dangereux.

Ce ne sont qu'alertes, revues, exercices, jeux ; les soldats, toujours

occupés, restent absolument en main. Cette nuit le major qui habite chez moi est parti à 3 heures du matin. Ses hussards sont à Niergnies où ils pressurent autant que ceux qui cantonnent à Rumilly. Ils font de nouvelles revisions de nos chevaux, se font donner la liste de tout ce qui nous reste de bêtes, y compris les poules. Ils installent sur des voitures de grandes cages volières pour ces dernières. Quand ils iront plus loin, il en viendra d'autres qui, ne trouvant plus grand'chose, seront encore plus exigeants. Ces prises par les troupes de passage ne comptent pas, l'organisation régionale subsiste avec ses exigences. Nous pensons, en face de chaque nouvelle exigence, qu'il n'y aura plus place pour nous enserrer davantage, mais ils trouvent toujours quelque chose pour nous pressurer encore plus.

Tous les hommes de quinze à cinquante ans doivent être toujours porteurs d'une carte d'identité délivrée par le maire et timbrée à la Commandanture. Les listes doivent être remises en double. Évidemment ils ont une idée de derrière la tête qu'ils ne nous font pas connaître.

Le duc de Bade a passé une grande revue et a remis des décorations. Les malheureux hussards avec leurs bonnets à poil sont bien gênés de leur coiffure et paraissent en souffrir.

9 août 1915. — Le bluff a été pratiqué en grand à propos de leur entrée à Varsovie. Ils ont besoin de remonter le moral de leurs soldats et ils ne perdent pas une occasion, soit par des affiches, soit autrement ! Les cloches ont sonné pendant une heure leur victoire. Les officiers savent à quoi s'en tenir. Le duc de Bade a même dit qu'ils n'avaient pas pris Varsovie comme il eût été désirable pour eux, que la ville avait été abandonnée par les Russes, dont les armées étaient restées intactes. Il a ajouté que ce n'était qu'un incident de guerre qui n'aurait aucun effet direct sur l'avancement des opérations.

Hier, un de leurs avions est tombé dans le canal, à Proville, l'aéronaute a été tué et l'observateur blessé. Au même moment il y avait à 10 ou 15 kilomètres de nous des combats d'avions.

Une compagnie de téléphonistes faisait, samedi, des exercices très curieux, auxquels je n'ai rien compris.

Leur génie reste constamment en haleine ; ils auraient construit quatre grands ponts sur la tranchée du canal du Nord, à Havrincourt. Vendredi, à 300 mètres de la sucrerie de Noyelles, ils ont monté et démonté un pont sur le canal. Ils avaient à cet effet réquisitionné des tonneaux vides, des madriers, etc.

Enfin, nous sommes autorisés par le Comité américain à donner 250 grammes de farine à 80 pour 100 par jour et par habitant, cette augmentation de ration est appliquée dès aujourd'hui. Mais l'argent manque à chacun pour acheter !

11 août 1915. — Leur volonté de resserrer toujours de plus en plus fort le régime de terreur, d'oppression et de suspicion, les entraîne très loin. Ils rétrécissent de plus en plus l'étendue de leurs commandantures qui, souvent, pour un personnel très complet, ne comprennent guère que l'équivalent d'un de nos cantons. La Commandanture de Cambrai a fourni une partie des éléments pour constituer celle installée à Famars ; d'autre part, elle est rétrécie presque jusqu'au canal. De sorte que les officiers attachés à ces administrations arrivent facilement, avec une activité même limitée, à connaître à fond tous nos villages, voire même presque tous les habitants. Ils peuvent suivre les pas de chacun, et donner, à la moindre incartade, libre cours à leurs soupçons. Chaque semaine nous allons devoir dresser un tableau des hectares de récoltes rentrées.

Le temps orageux persiste, des pluies fréquentes gênent beaucoup la moisson. Est-ce un bien ? est-ce un mal ? Rentrer pour eux est si peu séduisant qu'il serait préférable de voir pourrir sur les champs le fruit de notre travail, mais on ne peut se résigner à le désirer, car nous avons, malgré tout, le secret espoir que nous pouvons être délivrés à temps pour voir leur échapper une partie, tout au moins, de nos blés et avoines. A Noyelles, nous avons pu, en trois fois, mettre dans nos granges une vingtaine d'hectares de blé.

12 août 1915. — Hier soir, sur la dénonciation d'une bonne, les gendarmes attendaient chez lui, à sa rentrée de la Chambre de Commerce, notre collègue Régnier. Ils ont pratiqué une perquisition minutieuse, l'ont fouillé, et ont trouvé sur lui le communiqué français du jour. Il est à craindre que ce ne soit grave pour lui et même pour nous, car cela va les confirmer dans l'organisation d'espionnage qu'ils suspectent depuis longtemps. Je ne désire pas connaître d'où et comment nous viennent ces communiqués, je me contente d'en profiter, mais eux vont employer tous les moyens pour en trouver l'origine. En attendant, M. Régnier, arrêté, a couché au poste, je l'ai aperçu à 11 heures alors qu'il était conduit au juge d'instruction.

Notre délibération de la Chambre de Commerce, au sujet des bons de guerre que l'inspection de Saint-Quentin veut faire émettre par Le Cateau et Caudry, a eu une suite ; les dessous sont assez curieux : trois grands banquiers allemands, jaloux les uns des autres, préconisent chacun un système spécial en décriant le projet des autres. De sorte que nos amis sont passés probablement entre les mailles de ces divisions. Nous avons, dans la dernière séance, rédigé une note explicative des raisons qui avaient dicté notre délibération et encouragé la résistance de ces deux cantons.

Les brasseries de Cambrai sont, dès maintenant, en démolition par l'enlèvement des enivres, c'est donc l'abandon du projet d'en

remettre quelques-unes en marche pour procurer la levure utile à la fabrication du pain.

Actuellement, ils concentrent à Douai, pour les envoyer en Allemagne, tous les jeunes chevaux de dix-huit mois à trois ans, la sucrerie de Noyelles doit en fournir trois, dont deux viennent d'eux. Pris en Belgique trop jeunes pour être utilisés, ils les ont vendus ; ils ont pu grandir depuis, suffisamment pour leur plaisir ; les estimations faites par eux seuls sont insuffisantes.

Depuis trois jours, nous n'entendons plus le canon. Réduits aux fameux communiqués qui ne disent rien, nous sommes sans aucune information, aussi sans nous décourager, nous sommes attristés et broyons du noir.

13 août 1915. — Il faut avoir l'âme bien confiante pour ne pas laisser chavirer son énergie et pour soutenir le moral des autres ! Nous avons eu connaissance du message du président de la République au parlement. A cette occasion, il a été dit de bien belles paroles, très réconfortantes, mais pour nous qui sommes opprimés, des actes seraient préférables. On semble se douter peu de ce que nous souffrons, du reste, dans le message, il n'y avait même pas un membre de phrase faisant allusion à nos souffrances, c'est vraiment trop peu. Notre poste est d'honneur, mais aussi de sacrifice. Si jamais après la guerre, l'oubli de ce que nous avons fait et subi était réel, la ruine des habitants actuels serait irrémédiable. Non seulement la liquidation des situations serait terrible, mais les éléments de relèvement manqueraient. Il ne faut pas perdre de vue que non seulement tout nous est pris, mais qu'on nous contraint à engager notre avenir financier et que le plus souvent, notre outil de travail est détruit. Les sucreries, les brasseries, les tissages, etc., tout passera à la démolition. La confiance les uns dans les autres au point de vue solvabilité future se perd, et la conséquence sera l'effacement de l'esprit de solidarité qui, jusqu'à maintenant, a généralement existé.

Nos campagnes, qui souffrent toujours beaucoup plus que les villes, se découragent, malgré cela il y est fait de gros efforts pour sauver de l'intempérie les récoltes qu'ils sont prêts à nous prendre, qu'ils attendent avec impatience.

14 août 1915. — La figure de nos paysans était encore plus triste aujourd'hui que les autres jours, ils passaient à Cambrai pour conduire à Douai tous les derniers étalons et les poulains de moins de trois ans !

A côté du régime de la suspicion, nous subissons toujours les horreurs des dénonciations qui engendrent des perquisitions cruelles. Chez M. Garin, comme chez tant d'autres, on est allé rechercher des journaux français. Des curés sont arrêtés sur les

routes, on les fait entrer dans la première maison ; déshabillés, ils sont fouillés des pieds à la tête. A Noyelles, où je n'ai jamais laissé manquer qui que ce soit de travail, la vie est restée relativement à bon marché, l'abondance règne exceptionnellement, il se trouve encore de nombreux dénonciateurs ! Pour des raisons multiples, dont la principale était de supprimer autant que possible un des moyens d'enlèvement de ce que nous avons, j'avais fait cacher 16 000 saes ; vendu au prix d'une pure méchanceté, on est venu, en armes, avec force menaces, en prendre une partie et on cherche le reste. Je crois que si je tenais un de ces traîtres, je l'égorgerais sur place. Tout cela appellera, après la guerre, bien des vengeances, et il faut le dire, elles seront justifiées. Il faudra prendre le mal par la racine et commencer par rectifier l'éducation de nos enfants. Les éducateurs de nos maîtres d'école auront de grands devoirs à remplir, ils ne devront pas perdre de vue que la force, la puissance de l'Allemagne, vient uniquement de l'école qui lui constitue une supériorité indéniable.

15 août 1915. — Une nouvelle preuve du mauvais esprit de beaucoup de nos petits fonctionnaires m'est donnée par la demande d'employés de la régie qui demandent à toucher dans les communes un salaire pour aider à la distribution du pain, alors qu'ils se font avancer la presque totalité des appointements auxquels ils prétendent.

Non seulement on nous refuse de faire imprimer une petite monnaie fiduciaire, mais on corrige les épreuves des imprimés destinés à établir les dossiers des familles des mobilisés, il faut supprimer tout caractère de secours militaires. Quant à la correspondance, même administrative, elle est interdite, l'inspecteur des écoles primaires est en prison pour avoir signé un avis de bons à toucher les traitements d'instituteurs.

16 août 1915. — Le général commandeur s'est fait établir, en planches, une loge dans un coin des salons de l'hôtel de ville ; comme une bête fauve qu'il est, il sera ainsi séparé de ses chefs de services. Ceux-ci n'étant plus sous ses yeux directs ne nous accorderont rien de plus, mais seront plus abordables.

Les troupes en cantonnement sont terribles, et il faut craindre que cette troisième armée de réserve ne soit ici pour longtemps. A Rumilly, comme ailleurs, ils dévastent tout : le soir, lorsque les habitants sont consignés chez eux, ils vont arracher les pommes de terre dans les champs. Du reste, ils se plaignent beaucoup de la nourriture qui n'est ni bonne ni abondante. A ma ferme, ils pillent les fourrages, ailleurs il n'en reste plus.

Ils ont établi une cible dans la carrière de la sucrerie. Leurs manœuvres d'exercices se répètent chaque jour, ils passent au

travers des haies. Il faut encore s'estimer heureux puisqu'ils n'ont pas, jusqu'à présent, détruit la sucrerie !

Entre les chemins de Noyelles à Marcoing et de Cantaing à Flesquières, ils ont établi, passant derrière le bois des Neuf, une ligne d'entonnoirs de 1 m. 50 de profondeur ; un long piquet aiguisé est solidement planté au fond, et le tout est dissimulé par une légère couche de petits branchages ; en avant ils couchent des arbres qu'ils abattent sur place ; le général commandant cette armée a son quartier général à l'arrière de ses troupes, à Avesnes-le-Sec, au château de M. Desjardins.

Beaucoup de permissions de douze jours sont accordées aux hommes et aux officiers pour aller en Allemagne. Parmi les nombreux condamnés de chaque jour, le maire de Marcoing a quatre mois de prison parce que des hommes de son village n'étaient pas inscrits et ne répondaient pas aux appels. A Cambrai, M. Ferré, qui, pas satisfait des relations, constatées sur le fait, de sa bonne avec un officier, a été condamné à trois mois de prison pour offense grave à cet officier ; il avait, sous la foi du serment, affirmé la chose, alors que la bonne et l'officier ont juré le contraire.

Pendant ce temps-là, les officiers chassent, ils vont peut-être nous punir de ce que nos perdreaux sont encore trop petits, ils s'en plaignent amèrement !

C'est toujours en vain que je demande à aller à Valenciennes, voir M. de Welser, celui-ci ne répond même plus à mes lettres. C'est lui qui fait rechercher des sacs vides à la sucrerie.

17 août 1915. — Chaque jour on surprend des ouvriers ou petits cultivateurs qui battent au fléau, leurs blés sont confisqués et ils vont être sévèrement punis.

Nous ne voyons plus les délégués américains ; pourquoi ne s'occupent-ils pas de s'assurer le cinquième de notre récolte de blé que les Allemands sont disposés à mettre à leur disposition ? D'autre part, il paraîtrait que, sous prétexte de mauvaise récolte chez eux, les Américains vont nous supprimer l'augmentation de ration accordée dernièrement. C'est à n'y rien comprendre.

M. Duquesne, maire de Cherisy, qui avec M. Loth est chargé du ravitaillement américain dans la région de Quéant, a le privilège exceptionnel de pouvoir circuler presque librement. Il va et vient dans les villages sous le feu, il va à Douai et vient à Cambrai. Ils ne savent rien de plus que nous, mais il constate que les Allemands n'ont presque plus de troupes sur le front et sont stupéfaits que les Français ne foncez pas.

Nous n'avons plus les communiqués français ; cependant, celui d'aujourd'hui aurait été vu et nous serait beaucoup plus favorable. Aux Dardanelles, nos progrès seraient importants. La Bulgarie serait presque disposée à marcher avec nous ?

18 août 1915. — Le temps reste détraqué, certains blés, comme des avoines du reste, commencent à germer dans les monts. Mais on est tellement dégoûté de la pensée que la récolte sera pour eux que personne ne se tourmente des retards dans la rentrée. Les enquêtes se poursuivent pour enserrer chacun de telle sorte que rien ne puisse échapper.

Les Allemands font gorge-chaude d'un scandale qui se serait produit à la Chambre française. Ils ont affiché que le ministre de la guerre allait être remplacé. Cette façon de prêter le flanc à pareilles choses est déplorable et du plus mauvais effet sur nos populations déjà bien déprimées. Espérons qu'il y a peu de vrai dans tout ce qu'ils disent à ce sujet. Pour nous qui ne savons rien, c'est quand même inquiétant.

Nous ne comprenons toujours rien à la situation militaire, qui paraît actuellement très calme ; pourquoi cette inaction ? Quelle en est la cause ? Quel but poursuit-on ?

Le major chez moi, attaché à l'état-major du général de division, continue à chasser et à boire. Hier soir en rentrant, il s'était installé à la cuisine avec un autre officier qui avait dû l'accompagner, il racontait un tas d'histoires, se plaignait de n'avoir pas une assez belle chambre, et malgré cela, pour montrer son désir d'entente cordiale avec moi, criait « Vive la France » ; bref, à 11 heures et demie, la femme de chambre est venue réveiller ma fille pour savoir comment elles allaient se débarrasser de lui. Sur ces entrefaites, il s'est décidé à aller se coucher. Ce matin il n'était pas le moins du monde gêné de cet acte d'ivrogne. C'est cependant un grand seigneur, habitant un château.

19 août 1915. — Ce besoin de boire, sans être général, est très répandu. Ainsi dans certaines maisons, chez de nos amis, il y en a qui se réunissent à cinq ou six, ils demandent un grand récipient, y versent douze bouteilles de vins différents et s'installent pour boire ce mélange, ils font cela avec beaucoup de calme et ne sont pas bruyants. Ces beuveries répondent à un besoin, à une habitude de se souler à froid !

L'armée que nous avons se compose, paraît-il des débris des 1^{re}, 3^{me}, 4^{me} et 6^{me} armées. Les troupes travaillent beaucoup et cependant elles sont composées de soldats faits, parmi lesquels il n'y a pas de jeunes recrues.

Malgré les succès continus qu'ils annoncent sur le front russe, ils ne paraissent pas encore à la veille de ramener par ici de leurs troupes. Bien au contraire, ils éprouvent le besoin d'augmenter leurs moyens d'action sur d'autres fronts.

Dimanche, est parti subrepticement un train d'autos parmi lesquels se trouvait l'équipe des enleveurs de cuivre. Il est vrai qu'elle a été remplacée aussitôt par une autre. Aujourd'hui sont parties

plusieurs équipes de la Croix-Rouge, toujours pour la Russie.

Plus tard, personne ne croira ce que cet isolement aura été cruel pour nous, on ne se doutera pas de ce que nous aurons souffert de ce fait. Il faut même craindre que la critique ne joue un plus grand rôle que la pitié. Pourvu qu'au lieu de réparer le mal, il ne nous soit pas reproché de n'avoir pas fait le nécessaire !

Une réunion de tous les maires a eu lieu aujourd'hui pour rendre compte de l'avancement de la récolte, dire ce qui manquait pour les battages, et indiquer les mesures prises pour déposer les grains en lieux sûrs.

Nous avons pu constater que des chefs de colonne, faisant du zèle, compromettaient la récolte en la rentrant eux-mêmes, alors qu'elle était complètement mouillée ; souvent ils mettent tout en meules communes, sans se préoccuper des propriétaires. Les affaires se compliquent encore du fait que beaucoup de nos villages sont limitrophes de la II^e armée, alors que les Commandantures entendent que la moisson soit faite par territoire communal et non par exploitation. Or, tous, nous cultivons des terres dépendant de plusieurs communes, et devons abandonner aux caprices du chef de colonne les terres portées sur le cadastre de la commune voisine.

20 août 1915. — Pour essayer de corriger l'effet de ces prétentions, j'ai décidé le baron von Eyb à aller voir les chefs des Commandantures voisines. Nous avons fait la tournée après-midi ; certains, moyennant des complications très grandes, acceptent notre théorie. Il faudra remettre à Cambrai une demande de permis, en portant le numéro cadastral des terres en question, le permis soumis à la Commandanture voisine reviendra trop tard. D'autres, comme celui de Marcoing, ont nettement refusé, de sorte que je ne devrais rien rentrer de mes récoltes à Rumilly, et porter tout à Marcoing dont l'étendue du territoire vient jusqu'au village de Rumilly. J'ai donné des instructions pour ne tenir aucun compte de cette volonté : arrivera que pourra. En attendant il continue à faire mauvais, le retard dans la rentrée s'accroît. Le Dieu de France ne veut pas permettre de donner nos récoltes aux Allemands !

21 août 1915. — Toujours aucune nouvelle authentique de la guerre. Nous avons quelques rares extraits de leurs journaux. Cependant un journal de Genève nous donne une note très rassurante. Il dit les pertes colossales des Allemands vers Varsovie, et ajoute qu'avec 500 000 hommes perdus, une quantité égale doit être le résultat des opérations suivantes.

Ce même journal dit de bonnes choses des Dardanelles, de la Roumanie, et même de la Bulgarie. Ils ont fait sonner les cloches

pour fêter leur entrée dans les forteresses russes abandonnées. Leurs musiques ne cessent pas de jouer. On sent le besoin de relever le moral des troupes par des moyens factices.

La ville, par des hésitations et tergiversations multiples, s'est laissée acculer à l'internement des mêmes personnes qui avaient été déjà prises comme otages. Nous sommes allés, à plusieurs, trouver la municipalité qui était entourée de ce qui reste du conseil municipal. Nous leur avons demandé s'ils avaient décidé oui ou non d'obtempérer aux demandes d'argent; pendant plus d'une heure, ils ont dit oui, tout en disant non, en indiquant qu'ils voulaient donner une partie tout doucement. Ils avaient peur de se compromettre et ne savaient pas prendre un parti. Bref, en appuyant de plus en plus, je leur ai dit qu'il fallait avoir le courage d'une opinion; qu'il était assez difficile de savoir où était le devoir pratique, mais qu'il était déplorable, s'ils devaient payer, d'avoir commencé par laisser enfermer leurs concitoyens; que l'effort qu'ils feraient après décision prise, ils eussent pu le faire quelques jours plus tôt. Poussés à bout, ils ont fini par dire nettement qu'ils avaient le plus grand désir de payer, et qu'ils demandaient le concours de tous pour arriver à ce résultat. Nous avons encore insisté sur la nécessité que, dans ce cas, ils n'attendent pas qu'on leur apporte l'argent, mais qu'ils se donnent la peine de montrer leur désir de le trouver, de le faire sortir des muches.

22 août 1915. — Le résultat de nos conversations avec la municipalité a été que, après que leur résolution de payer nous a été nettement dite, sans ambiguïté, nous avons, sur leur demande, voulu les aider à trouver l'argent nécessaire. Immédiatement nous avons procuré 75 000 francs, de sorte que M. Demolon a pu écrire qu'il remettrait l'argent. Le soir même les otages ont été relaxés. Il a été décidé que nous chercherions avec eux ce qui semblait être nécessaire pour huit semaines, c'est-à-dire jusqu'au 15 octobre soit encore 250 000 francs. Cet immense et dernier effort doit être fait très vivement pour avoir chance de réussir. Nous espérons beaucoup qu'il correspondra à notre libération. Dans tous les cas, j'ai demandé qu'à la suite de ces versements on écrive qu'il était tellement inutile d'espérer trouver de nouvelles sommes que nous déclarions ne plus vouloir essayer de les chercher, que si cela ne leur suffisait pas, nous demanderions à être pris comme otages, de préférence à nos autres concitoyens.

C'est donc bien la dernière fois qu'il sera obtempéré à leurs injonctions sur ce point.

23 août 1915. — Les conseillers municipaux qui ont été chargés de l'organisation des fourneaux économiques, c'est-à-dire de nourrir environ 10 000 personnes gratuitement, se sont acquittés de

leur mission avec un zèle parfait, ils sont arrivés à créer des portions de qualité vraiment suffisante alors qu'ils manquaient de tout.

On aurait pu établir ces secours sur une base plus moralisante, au lieu d'organiser une mendicité démocratique. Seuls les vieillards et les personnes retenues à la maison pour les enfants auraient dû recevoir gratuitement cette nourriture. Les autres hommes et femmes eussent dû être attachés à des chantiers municipaux. Peu payés, ils auraient mangé du pain gagné, et leur travail eût engendré un autre bien-être, tel par exemple, que le renouvellement, pour les malheureux, du linge et des vêtements confectionnés dans des ouvroirs publics, auxquels tous auraient apporté leur dévouement. Mais ce n'est pas la démocratie dernier jeu, il faut tout pour rien, sans effort autre que celui de réclamer un droit.

24 août 1915. — L'atmosphère de nouvelles rassurantes s'établit, mais toujours dans le vague.

Des troupes remontent vers Bapaume, les civils de Marcoing ont été réquisitionnés pour aller travailler à Achiet-le-Grand, dit-on. Les trains de bois continuent à passer à Rumilly, allant vers Péronne et Arras.

25 août 1915. — Une grande réunion de notables, sur liste étendue, a été organisée par la municipalité au comité républicain. L'attitude du conseil a été absolument ce que nous demandions depuis longtemps. Un conseiller, M. Desjardins, a fait un exposé net, précis de la situation. L'accord a été complet : le conseil cherche de l'argent, et ses membres veulent faire les démarches nécessaires à cet effet. Sans avoir à apprécier la décision, mais par discipline et solidarité, les notables prêteront un concours aux membres de la municipalité.

26 août 1915. — Une nouvelle réunion moins nombreuse a jeté les bases de la division du travail, demain à 2 heures et demie on en arrêtera le détail, et lundi on commencera les démarches.

Ce matin, tous les corps constitués, ainsi que la population, ont assisté à un service funèbre en commémoration de l'ouverture des premières tombes militaires à Cambrai. Mgr l'Archevêque avait eu cette heureuse idée et avait fait les convocations. La foule était énorme et la cérémonie très impressionnante.

Il y a trois cent-soixante-cinq jours que nous espérons notre délivrance ! qui aurait pu croire que l'occupation durerait plus d'un an ! Nous avons toujours allongé notre confiance et elle reste plus grande que jamais. Notre impression est qu'octobre verra la retraite des ennemis.

Après-midi, beaucoup de personnes sont allées en pèlerinage au

cimetière. Le temps, complètement remis depuis six jours, permet de rentrer à force les récoltes. On ne se presse pas pour gagner du temps et reculer les battages que les Allemands veulent nous forcer à faire précipitamment. Personnellement, je serai contraint de les entreprendre mercredi 1^{er} septembre. A cette date j'ai habituellement fini de livrer nos grains.

Un mauvais sort est jeté sur les chefs organisateurs, dans notre région, de l'enlèvement de nos récoltes. Le baron de Eyb a eu un grave accident de cheval. Lundi il sera remplacé, c'est à craindre, par un plus mauvais que lui, mais le service reste désorganisé pendant quelque temps.

Un autre capitaine, en rentrant de Rumilly, où il était venu donner des ordres pressants pour battre, s'est également cassé la figure ce matin, et va rester impotent.

Si nos troupes pouvaient vivement venir, nous sauverions encore notre si belle récolte !

Un autre officier s'occupant également de nos récoltes a fait, hier, à Anneux, une chute de cheval, les personnes voisines de l'accident ne sont pas venues assez vite à son secours à son gré, aussi aussitôt débarrassé, il a cravaché ses sauveteurs !

M. Demolon est rentré de Lille, où il avait été appelé pour la fameuse question des 31 millions à payer pour les villes et communes en retard. Le consortium des banquiers aurait eu une attitude très blâmée, il se serait trop habilement déchargé en faisant imposer le recours à la Société générale belge ? Demain l'affaire sera ainsi conclue. Il paraîtrait qu'un journal aussi sérieusement que clandestinement imprimé à Lille donne des nouvelles favorables. L'Amérique aurait rappelé son ambassadeur à Berlin. Les Allemands auraient perdu épouvantablement de monde contre les Russes. Les Austro-Allemands n'auraient plus que 7 500 000 hommes à opposer aux 12 500 000 disponibles de notre parti.

27 août 1915. — Ils ont suspendu depuis huit jours l'enlèvement des sucres roux pour prendre les sucres blancs qu'ils chargent à raison d'une moyenne de 700 sacs par jour. La destruction des sucreries et brasseries se continue, leurs équipes sont actuellement à Cauroir et Boistrancourt. J'essaye, à Noyelles, de dissimuler la moitié des serpentina de cuire des cuites. Espérons que cet effort pour les leur soustraire réussira. Lorsqu'ils trouvent des choses cachées, ils sont furieux et punissent sévèrement.

M. Risbourg, meunier à Bouchain, avait caché pour 20 000 francs de blé ; pour ce fait il a été condamné à la confiscation, plus 25 000 francs d'amende, et cinq ans de prison pour lui et le directeur du moulin.

Actuellement, chacun cache quand même un peu de blé. Comme

tous ces expédients sont durs à employer ! L'arrivée de nos troupes retiendrait ces richesses qui vont aller chez eux renforcer leurs moyens d'action. Si nous n'avancions pas, c'est qu'actuellement notre généralissime persiste à ne pas le vouloir, car d'après eux-mêmes, il est de notoriété que lorsque nous avons pu en certains points forcer leurs tranchées, nous nous retirons ensuite sur nos anciennes positions. Dernièrement encore, du côté de Comines, les Anglais, après un brillant succès dans lequel l'ennemi aurait perdu 10 000 hommes, s'en sont retournés à leurs campements.

A côté des reculs successifs et continuels des Russes, nous avons eu la satisfaction d'apprendre le beau résultat de la bataille navale engagée devant Riga, on dit que les Allemands auraient perdu sept navires de guerre, une autre action aurait eu lieu dans la mer du Nord, où une partie de notre flotte leur a coulé un cuirassé et deux autres unités ? Cela n'empêche pas qu'ils font sonner les cloches pour la prise de Brest-Litowsk ?

Ils font préparer le théâtre à l'occasion d'une grande fête juive qui doit avoir lieu en septembre.

Tout en chassant, chaque jour, les chefs de colonnes inventent de multiples vexations à l'occasion de la rentrée des récoltes. Leur marotte est la mise en commun, ils ne veulent pas respecter le droit des propriétaires. Ils pensent probablement qu'on se défendra moins et qu'ils pourront prendre plus facilement sans limite, et peut-être sans bons. Il y en a qui interdisent de cueillir les fruits et de récolter les légumes dans nos jardins. Ils ont la prétention que tout cela appartienne à l'armée allemande ?

Les otages de Lille, Roubaix, Tourecoing, enlevés en Allemagne à l'occasion de la grève des tissages, ont été renvoyés chez eux ; il paraîtrait qu'ils ont été très durement traités dans des camps de prisonniers russes. Leurs soldats se plaignent beaucoup de la qualité de leur nourriture insuffisante. Ils ont cependant trois abattoirs dans lesquels il est tué des bêtes presque sans discontinuer. La ville a, par marché avec eux, les abats ; elle paye 2 francs et 2 fr. 50 par bête la tête, les pieds et la panse.

Avec cela les portions des fourneaux économiques sont très améliorées et il en reste même pour vendre au public des pâtés, andouilles, etc.

30 août 1915. — Samedi soir ils ont fait une fête en musique avec sorte de retraite, un orage très violent est venu, une heure trop tard pour les en empêcher.

M. Demolon, rentré de Lille, a dit au conseil municipal des échos réconfortants. J'ai été admis à entendre ses explications. L'affaire du paiement des 31 millions de francs semble à peu près solutionnée. Un emprunt de 16 millions va être fait à la Société géné-

rale belge, l'accord en cette très pénible affaire paraît fait. M. Demolon nous a lu des extraits du fameux petit journal de Lille. Nous avons été émus à l'audition du récit de la bataille de la Marne, il y a un an. Mais pourquoi n'a-t-on rien fait depuis?

31 août 1915. — Le lieutenant Neuerbourg est venu avec le dernier délégué américain qui m'a donné une note assez triste sur la situation de notre parti, du fait des succès russes. Il ressort que les impressions des Américains à Bruxelles seraient plutôt pessimistes. Cela n'ébranle pas ma confiance ; ces messieurs vivent trop avec les Allemands qui les influencent. Cependant, je voudrais voir commencer une action vraie, il est temps de cesser les luttes dans les terriers.

Ils nous ont dit que le cinquième de la récolte nous serait donné sous forme de distribution mensuelle à raison de 100 grammes par jour et par tête d'habitant. Le comité de district paierait aux Allemands ce blé à raison de 28 francs les 100 kilogrammes. Donc le cultivateur ne conserverait rien ! Pourvu que l'intention de payer en bon argent un cinquième, et de laisser les semences nécessaires, ne tourne pas en déception ? D'une façon générale, maintenant, ils ont pris en main la rentrée des récoltes, ils voient du blé humide pour terminer les meules inachevées et complètement trempées par les orages. Il faut craindre qu'ils choisissent ces mauvais blés pour les vendre aux comités de district et enlèvent les bons en Allemagne. Tout le monde chez eux veut commander, ils savent tout, ne doutent de rien ; il nous faut mettre les poings dans les poches. Personne n'a d'action sur eux et ils vous traitent avec une désinvolture sans égale. Hier, en trois fois, j'ai perdu trois heures à attendre, pour rien, sans pouvoir obtenir les solutions que je venais demander.

Ils ont fait venir d'Allemagne de nouveaux prisonniers civils français pour les faire travailler. Les équipes qui enlèvent les sucres aux docks sont renforcées. Aujourd'hui il reste encore 23 916 sacs de sucre blanc et 18 554 de sucre roux.

Ils remplacent dans les magasins les cossettes et les sucres par le blé qu'ils ont fait battre mouillé, mais ils ont beau le mettre sous mince couche, il ne séchera pas.

Nos aéroplanes ont dû bouleverser fortement les lignes de chemins de fer ducôté de Tergnier, car les sons que nous expédions à Marle sont forcés de passer par Charleroi et coûtent 5 fr. 80 la tonne pour le transport.

Dans leur visite d'aujourd'hui, les délégués américains ne nous ont pas laissé espérer pouvoir nous donner ni pétrole, ni huile à brûler ou à manger.

2 septembre 1915. — Ils nous traitent comme de vrais esclaves,

avec un dédain méprisant, qu'il faut supporter en rongant son frein ! A la campagne nous n'avons plus aucun droit pour commander nos travaux, mais nous devons payer tous les frais de la stupide main-d'œuvre qu'ils font exécuter. Tout le monde commande à tort et à travers sans y rien connaître, c'est une anarchie complète, dont le résultat est le gaspillage de la récolte qu'ils nous prennent.

A Rumilly, au corps de garde, une espèce de blanc-bec m'a fait attendre trois quarts d'heure avant de vouloir s'occuper de moi. Nous avons commencé à battre, hier ; ils prétendent, malgré la pluie, que nous allions battre les meules dans les champs. J'ai obtenu de rester à travailler provisoirement ce qui est dans la grange, mais ils veulent que toutes les pailles soient emmeulées dans les champs et non pas remises dans les granges au fur et à mesure que les tas de blé sont battus. Cela va doubler les frais de main-d'œuvre. Je n'ai pas même le droit de faire conduire au fur et à mesure, à Noyelles, les menues pailles de battage, pour la fabrication de leurs produits mélassés. Je dois attendre leur ordre de le faire. Les réquisitions faites à la sucrerie et à la ferme de Rumilly sans compter l'incendie, s'élèvent aujourd'hui à 398 000 francs. Il va sans dire qu'il importe d'ajouter à cela la valeur des 26 000 sacs de sucre déjà enlevés. Ces sommes grossiront encore, du reste, des sucres, des blés, avoines, etc., etc. C'est effrayant !

Hier soir, mon ivrogne de major, qui n'était pas saoul, est resté dans sa chambre et m'a fait appeler. C'est un très gros propriétaire qui, ma foi, ne raisonne pas mal. Il m'a expliqué qu'ils avaient trop d'ennemis pour les combattre activement, tous en même temps, qu'ils étaient forcés de les sérier, qu'après les Russes, qui allaient être anéantis, ce serait notre tour. Il a bien voulu, en me parlant des ruines et destructions faites par les Russes en Prusse orientale, me dire que, plus tard, notre gouvernement devrait nous indemniser de toutes nos pertes, comme l'avait fait l'Allemagne en Prusse orientale. Il a même admis un doute sur la victoire définitive.

Pour la destruction des usines par l'enlèvement des cuivres, il admet que c'est une nécessité terrible, mais trouve que cela s'exécute très mal, avec une hâte qui ne s'impose pas. Il m'a avoué que les sucreries étaient spécialement visées, afin d'amener une hausse sur les sucres au profit des Allemands.

Nous sommes infestés de détectives et d'espions qui se font passer pour Alsaciens ou Polonais haïssant les Allemands, qui même, vont jusqu'à se faire passer pour des officiers français en information. Ils lient connaissance avec habileté, lentement, puis au bout de quelques jours, les naïfs se laissent prendre au piège et racontent toutes sortes de choses compromettantes. Le résultat est l'arrestation des gogos, et ce qui est pire, des personnes compromises par leur imprudence. Depuis trois jours, tant en ville

qu'à la campagne, vingt-cinq personnes ont été incarcérées et accusées d'espionnage.

Aujourd'hui, ils ont expédié en Russie énormément d'infirmiers et infirmières, ainsi que tout le service de santé. Ils se vantent de leurs succès, mais ne disent pas ce qu'ils leur coûtent d'hommes.

4 septembre 1915. — Le service de santé parti a été remplacé. C'est une simple substitution. Le corps médical de grande valeur qui était ici depuis un an est probablement allé rejoindre l'armée bavaroise, avec laquelle il était venu, et qui est maintenant en Russie.

La grande quantité de chevaux qui ont été pris chez nous depuis quelque temps est envoyée pour former des convois de ravitaillement en Russie ; c'est la conséquence du vide que laissent derrière eux les Russes et de l'impossibilité, pour les Allemands, d'utiliser ce qui reste de voies de chemin de fer.

L'espionnage organisé au milieu de nous avec tant de rouerie va avoir des conséquences très graves. Cette personne inconnue à laquelle Mme Beurrier a remis ses pouvoirs, avant de partir, a été d'une naïveté à nulle autre pareille. Fort heureusement qu'elle savait fort peu de chose de ce qui s'était passé, car, se laissant prendre au piège d'un soi-disant officier d'état-major français, elle lui a remis une liste d'une dizaine de noms de soldats cachés ; elle a même donné des indications précises sur l'itinéraire d'un lieutenant parti depuis quelques jours. Il faut craindre qu'il ait été arrêté. Lorsqu'elle a su le piège dans lequel elle était tombée, elle a pris la fuite. L'instruction se continue, attendons les événements. Les Allemands sont furieux de ne pas découvrir comment il se fait que, forcés de changer de place à chaque instant leurs dépôts de munitions, ils sont quand même immédiatement bombardés.

Nous avons toujours énormément de troupes. Quand les officiers ne chassent pas, ils nous torturent. En fait, la direction de l'enlèvement de nos récoltes est passée de l'administration civile aux mains incohérentes des chefs de colonnes. Il y avait deux façons de faire : soit coordonner l'opération pour s'assurer que rien ne pouvait échapper, mais en mettant dans la forme un peu de dignité pour soi et de respect pour les malheureux, c'est-à-dire en essayant de légitimer aux yeux des victimes une nécessité de guerre, soit la façon brutale, vexatoire, même dans l'exécution. C'est à la manière forte qu'ils se sont arrêtés et ils semblent vouloir assouvir une vengeance.

5 septembre 1915. — Ce matin j'avais la visite de l'adjoint du maire de Naves qui venait me demander conseil. Depuis huit jours,

le chef de colonne fait battre chez eux l'avoine, il réquisitionne soixante-dix ouvriers pour cela, il force les cultivateurs à amener cette avoine à Cambrai, dans un magasin établi dans un patinage à roulettes, boulevard Vauban. Ils ont déjà amené 120 000 kilogrammes ; le magasin central donne des bons au sous-officier qui accompagne les voitures, mais le chef de poste les garde et ne veut pas les donner aux cultivateurs ? Quant à laisser un cinquième et à en payer un autre, il n'en est nullement question. Aujourd'hui, dimanche, les ouvriers se sont refusés à venir travailler parce qu'on ne les avait pas payés hier soir. Il paraît que ces officiers ont perquisitionné dans les maisons et fouillé les habitants pour prendre tout l'argent qui pouvait exister. Ce fait n'est qu'un exemple du régime imposé presque partout.

Ils exercent une surveillance très serrée sur les ouvriers qui pourraient cacher des épis de glanage, non seulement leurs maisons sont visitées, mais du haut des clochers, un poste d'observation cherche à voir où les glaneurs cachent le fruit de leur travail, et aussitôt ils vont à la muche. L'individu pris, ayant du blé, est condamné à six jours de prison.

Les mesures de compression arrivent à un aplatissement complet de nos populations ruinées, et toujours sous le coup de menaces terribles. Je cherche, avec quelques autres personnes, à relever les courages et la patience. Nous arrivons encore à donner l'espoir qu'octobre amènera la fin de notre oppression, mais vraiment, si cela ne se réalise pas, comment ferons-nous ensuite, pour maintenir les courages.

L'esprit d'énergie existe quand même chez quelques-uns, j'en ai encore eu une preuve ce matin : en prévision de l'enlèvement imminent de la tuyauterie de cuivre à la sucrerie de Noyelles, j'ai fait chercher par prévoyance des tuyaux de fer, de la soudure de cuivre, et j'ai constaté que j'arrivais trop tard, deux sucreries déjà démontées ont tout ramassé.

Il faudrait que tous aient cette volonté de réparer immédiatement les dommages, sans se préoccuper de la crainte de destruction complète à leur départ.

Par exception, ce matin, nous n'avons pas entendu bombarder d'aéroplanes. Chaque jour c'est un arrosage complet de morceaux de projectiles. Tout est habitude ! on ne se détourne plus de sa route à l'occasion de ces tirs, et il est extraordinaire qu'il ne se produise pas plus d'accidents. Hier les toits de la sucrerie ont encore été criblés, ils seront réparés une fois de plus, car il est indispensable que nous soyons en mesure de mettre l'usine en route le lendemain de leur départ, si elle n'est pas complètement détruite.

Le cabinet du maire devient vraiment plus habitable, on peut maintenant beaucoup plus souvent aller causer avec lui des affaires qui ne peuvent être traitées sur la place publique. Les

conseillers municipaux, très dévoués à des occupations de ravitaillement, n'éprouvent plus autant le besoin de ces parlottes de commérages qui se tenaient en permanence dans cette salle publique.

Le premier adjoint, faisant fonction de maire, s'agrippe à sa magistrature, et cependant son état de santé le rend absolument incapable de quoi que ce soit d'utile. Chaque jour il vient deux ou trois heures pendant lesquelles des conversations superficielles arrêtent tout travail et il n'en reste que l'influence de conseils malheureux. Il est très fier d'avoir été débarqué, comme il dit, par la Commandanture, il ne se rend pas compte que son insuffisance seule en a été la cause. Fatigué de ne pouvoir rien solutionner par lui, le général a imposé au conseil municipal de lui déléguer un autre maire.

Évidemment, il faut souvent leur opposer une force d'inertie, mais il n'est pas possible d'ériger ce moyen en principe général, il doit toujours rester occasionnel. C'est le système facile à pratiquer par les malades ou incapables, dans le but de remettre toujours à plus tard l'étude des affaires.

M. Demolon, deuxième adjoint, se donne beaucoup de peine, mais il est paralysé dans l'action par la condescendance qu'il tient à avoir vis-à-vis de son collègue. Le secrétaire général, toujours très allant, a le défaut de se sentir indispensable, il tend à tout accaparer, et comme il ne peut suffire à tout, beaucoup de choses restent en souffrance. Bref, il manque un chef.

6 septembre 1915. — L'affaire des millions à payer par les maires, avec le concours des banques, est rompue, la Société générale de Belgique a refusé au dernier moment de signer la convention, sous prétexte que les Allemands avaient réduit à 5 millions le chiffre des coupons qui lui seraient remis en garantie. Les Allemands vont sortir autre chose, car ils ne lâcheront pas la volonté de toucher. Ils vont, probablement, trouver que la discussion dure trop longtemps.

On dit qu'il n'est plus accordé de permissions depuis quelques jours et que tous les permissionnaires doivent être rentrés pour le 14 courant. Est-ce le prélude d'une action? Je veux le croire, car la situation devient de plus en plus intolérable pour nous, et tout va casser.

7 septembre 1915. — J'ai remis à la Commandanture une lettre lancée par nos aéronautes et adressée à leurs collègues allemands. Ils demandent de leur faire savoir le sort d'un de leurs collègues anglais tombé dans les lignes allemandes.

Hier soir, avant la lettre d'avis, il nous est arrivé un bateau de riz et de lentilles, on l'a entré de suite dans le bassin des docks

pour le décharger dans nos magasins ordinaires. Après la visite du bateau et des mariniers, de nouveaux gendarmes en grande colère sont venus pour exiger que le déchargement se fit au moulin à farine. Ce matin, je suis allé expliquer que le moulin ne pouvait prendre que les blés à transformer en farine, et que depuis toujours nous mettions aux docks, dans les magasins acceptés par les Américains et agréés par l'administration allemande, toutes les denrées qui nous arrivaient autres que le blé. Dans les explications aigres le commandant Krafft a prétendu que je lui avais dit que nous avions déchargé déjà dans notre bassin de multiples bateaux, il a même affirmé que j'avais dit cinquante bateaux. Furieux de ce qu'il considérait être un mensonge, il a renvoyé à plus tard la solution de la question. Heureusement que M. Cuvillier était témoin de la conversation, car sans cela, je me serais vraiment demandé si je n'avais pas dit une chose pour une autre. Convoqué à nouveau pour 3 heures et demie, le commandant Krafft, qui, sous les apparences polies, cache une mauvaise éducation et une méchanceté des plus barbares, m'a de nouveau intimé l'ordre de faire décharger ce bateau aux moulins Cornaille. A bout de patience, je lui ai répondu sèchement que ce n'était pas possible, il a exigé alors que nous cherchions un magasin dans une usine voisine des docks, telle que la fabrique de chicorée de M. Ramette ; je lui ai dit que c'était impossible, que dans nos docks, sur les onze magasins séparés les uns des autres par des rues, trois seulement étaient occupés par les Allemands, et que nous voulions conserver ceux réservés par la « Commission for relief in Belgium », que si on persistait à défendre le déchargement dans ces magasins qui contenaient déjà des marchandises américaines, je renverrais le bateau à Valenciennes. Sa colère n'a plus eu de bornes, et furieux de me voir élever le ton au même diapason que lui, il m'a dit, en me cherchant une querelle d'Allemand, qu'il pourrait m'en cuire de chercher querelle aux Allemands, et de leur mentir comme je l'avais fait. Je lui ai répondu que je savais me soumettre à ce que la force m'imposait, mais que je ne tolérerais pas d'être traité comme il le faisait. Bref, malgré sa rage, dans la crainte peut-être d'un conflit avec le Comité américain, il a autorisé, *pour cette fois*, le déchargement dans nos magasins ordinaires. Affectant encore une politesse, prétentieuse d'éducation, il s'est levé pour me saluer, et nous nous sommes quittés en ennemis qui n'ont pas assouvi toute leur férocité.

Ce n'est pas sous le masque d'officier d'état-major français que l'espion s'était présenté à l'hôpital 106, mais bien en se disant Américain, voulant être utile aux Français et aux Anglais. Il est incompréhensible que ceux qui l'accompagnaient aient été pris au piège, car un soldat auquel on a demandé de dresser une liste, après l'avoir faite, a été pris de soupçons, l'a déchirée.

C'est une seconde liste, faite par un M. Lambert, sur la demande de la fameuse directrice, qui a été remise.

Inquiets de notre organisation suspecte d'espionnage, leurs vexations n'ont plus de limites. Ils ne se contentent plus de détruire les usines pour prendre les cuivres, ils préparent à nouveau, mais avec méthode, le pillage des maisons. Depuis trois jours, des équipes fouillent rue par rue, toutes les maisons, de la cave au grenier, inventorient et inscrivent toutes les batteries de cuisine, boutons de porte en cuivre, notent ce qu'il y a d'objets d'art en bronze, les étains, plombs, etc... A Naves, à la suite de perquisitions, des officiers avaient pris environ 6 000 francs ; sur la plainte des habitants, la Commandanture les a fait rendre.

Après avoir puni le maire de Marcoing de six mois de prison parce qu'il y avait dans la commune de trente à quarante hommes ne répondant pas aux appels, ils ont condamné la commune à 5 000 marks d'amende, ont décrété dissous le conseil municipal et nommé une commission municipale de seize membres. M. Achille Boulanger a été nommé maire par eux, et M. Félix Tellier lui a été donné comme adjoint. Ils ont réclamé le paiement immédiat de l'amende. Sur la réponse qu'il serait impossible de trouver cette somme en monnaies françaises, ils se sont faits forts de trouver l'argent. Ils ont alors conduit les délégués de leur municipalité dans un village éloigné, probablement Beaumetz-lez-Cambrai, chez une rentière où ils avaient trouvé des titres et de l'argent. La personne a dû remettre la valeur nécessaire contre reçu au nom de la commune. Ils se sont fait donner le tout ? ?

Comme toujours, par ce passe-passe, ils prétendent n'avoir rien pris, mais avoir simplement donné les indications utiles, pour sauver la commune du mauvais pas où elle était ! La commission municipale a peut-être bien fait de se prêter à l'illégalité de sa désignation, pour éviter des maux pires au village, mais elle ne peut agir que sous le couvert de l'ancien conseil municipal. Quant à ce qui est du rôle joué dans l'emprunt forcé de 5 000 marks, il est sans excuse ; aussi, un peu honteux, ils se refusent à me faire connaître le détail de l'opération.

9 septembre 1915. — La moisson est à peu près partout rentrée, mais les colonnes emmènent nos équipages dans des communes voisines, pour charrier ce qui est en retard. Ils nous disent nettement : Tout est à nous, rien ne vous appartient. Si on proteste contre des enlèvements sans bons, ils nous menacent de nous enfermer à la première réclamation, et ils le font comme ils le disent. Les prisons organisées dans nos villages sont pleines. A Rumilly, il y a toujours plus de 40 personnes. La servitude à laquelle nous sommes soumis ressemble à l'esclavage qui, dans les guerres entre sauvages, était imposé à la tribu vaincue. Dans les

villages réellement administrés, le maire peut faire parfois entendre raison à l'officier commandant, et éviter quelques méchancetés supplémentaires, mais malheureusement, il y a beaucoup de maires d'occasion, n'ayant pas d'expérience et encore moins d'autorité. D'autres, comme celui de Rumilly, qui est le maire régulier, sont je crois, encore plus funestes que les Allemands eux-mêmes. Ce malheureux village ne se relèvera jamais du pillage allemand, des vols d'une bande de mauvais ouvriers abandonnés à eux-mêmes, et surtout de l'argent gaspillé par le maire. Pour une population double de celle de Noyelles, la dépense depuis l'invasion est de 210 000 francs, alors qu'à Noyelles, nous avons pu, jusqu'à présent, suffire à tout avec 27 000 francs. Mais il n'y a rien à faire entendre à ce vieux socialiste incapable. Lui seul sortira indemne.

La reconstitution de notre ferme de Rumilly est terminée, il serait bien urgent que les troupes que nous avons partent, car elles détruisent tout.

A Cambrai, on se sent peu de toutes ces exactions, comparativement à ce que supportent les campagnes. Relativement, il y a moins de troupes et elles sont sous l'œil des chefs. Actuellement nous avons, entre autres, un général de division un peu ivrogne, qui affecte d'être bon enfant. Inoccupé, il va voir ses officiers, dans les différentes maisons où ils habitent, et il cherche à converser avec les propriétaires. Dernièrement, se trouvant à la porte d'entrée, avec plusieurs enfants et des jeunes filles de la maison, il a tenu longue conversation, donnant du chocolat aux enfants, pour les amadouer, et faisant des compliments aux dames. Il leur a raconté un tas de balivernes d'un goût plus que douteux. Par exemple, il leur a dit que, bientôt, ils allaient se mettre en marche pour nous faire rendre par les Anglais les ports de Boulogne, Calais et Dunkerque.

Quand cette armée partira-t-elle?

Nous sommes toujours sans nouvelles de la guerre et sans renseignements sur les nôtres ! Rarement nous entendons le canon. Nous ne voyons que les tirs sur les avions.

Le sous-préfet de Saint-Quentin, tardivement, se préoccupe d'organiser une émission se reposant sur des garanties du genre de celles que nous exigeons. Malheureusement cela arrive un an trop tard. Le projet qui m'a été communiqué me paraît bien conçu et peut couper les ailes aux prétentions des banquiers allemands, qui insistent toujours pour poursuivre leur organisation financière si dangereuse.

12 septembre 1915. — Leurs ordres sont de plus en plus menaçants, les affiches se multiplient et promettent amendes, prison, etc... Après avoir autorisé et même réglementé le glanage,

ils l'ont défendu et condamnent à un mois de prison, à tort et à travers, ceux qui sont supposés avoir glané. Rien que pour la commune de Niergnies, trente-deux personnes ont recueilli, samedi, de dix-huit à vingt-huit jours de prison de ce fait. C'est tellement le régime du bon vouloir qu'à côté de cela, à Marcoing, ceux qui ont du blé de glanage peuvent le faire moudre. Le plus grand mal vient de la crainte que chacun a d'être trouvé n'avoir pas assez de zèle ; aussi les ordres, à chaque degré de transmission, sont exagérés, et arrivent complètement déformés à l'exécution, mais le grand principe est de ne jamais blâmer un inférieur qui a pressuré trop fort. Lorsque les troupes sont en contact avec les pays assujettis à l'administration d'une Commandanture régulière, il y a rivalité, et l'entente se fait sur le dos du malheureux. Il faut constater que voulant tout ordonner, tout contrôler, tout prendre, ils administrent sans unité, de la façon la plus incohérente, de sorte qu'une décision n'est jamais suivie jusqu'à l'exécution, mais a quand même pour eux le résultat cherché.

Ils ont décidé de livrer à notre Comité d'alimentation, pour le compte américain, 4 300 000 kilogrammes de blé. Il semble que cela correspond à une population donnée, qui doit recevoir 100 grammes par jour et par tête pendant six mois, mais nous ne trouvons pas la relation et personne ne peut nous renseigner. Nous ne connaissons pas les conditions de ces livraisons qu'ils ont commencées dès samedi, dans des formes ridicules. Ils nous donnent des blés échauffés, sans nous les laisser contrôler, alors que la qualité doit être constatée pour chaque livraison. Ils imposent pour un poids donné par eux ce qu'ils fournissent, et nous devons nous en rapporter à eux, alors que n'ayant aucun intérêt à faire quelque chose de régulier, ils ne surveillent pas leurs hommes. Nous avons déjà reçu 200 tonnes ; ainsi, à force de réclamer et de protester, j'espère, demain, obtenir l'organisation d'un contrôle. Ces livraisons vont probablement être attribuées au cinquième de la récolte que, à la suite de ma lettre à l'ambassadeur des États-Unis à Berlin, ils ont promis de nous laisser. Il faut craindre que, prenant toute la récolte à crédit, par bons payables après la guerre, ils ne nous vendent ce cinquième payable comptant, et qu'ils ne se servent de cet argent pour payer aux cultivateurs le cinquième promis pour solder les frais de moisson ; nous ne savons encore rien, attendons. Un de leurs vétérinaires fait dans nos fermes un service sanitaire quelquefois régulier.

Il n'est plus possible d'avoir de rapports de service avec aucun officier de la Commandanture, tellement ils sont hargneux, méchants et menaçants. Les arrestations continuent toujours, le colonel Bedel, sur dénonciation de bonne mise à la porte, est en prison pour avoir conservé un revolver et des cartouches.

15 septembre 1915. — Alors que des permis de circuler de Noyelles à Cambrai s'obtiennent assez facilement, depuis quelques jours, c'est par exception qu'il m'a été possible d'aller faire l'appel des hommes en dehors des lundi et jeudi. Le gendarme est obligatoire pour m'accompagner. Cette méfiance m'honore !

En revenant du village, j'ai trouvé dans la sucrerie le général commandeur, qui était venu s'assurer que les cuivres n'avaient pas encore été enlevés. Il a dit au contremaître que, la veille, le baron de Welser lui avait apporté l'ordre supérieur de ne pas démonter la sucrerie ; il aurait même ajouté que, probablement, je devrais travailler les betteraves du pays. Il ne m'a pas répété ce dernier propos, et comme j'ai pour règle de ne jamais le questionner, je ne sais rien de positif. Après avoir démonté, pour les cacher, beaucoup de cuivres, je les fais sortir des muches pour les remettre en place ! Bref, on prépare l'usine comme si elle devait travailler dans quinze jours. Ce revirement est la conséquence de l'enquête sur les ensemencements qui ne semble pas avoir fait ressortir contre moi autre chose que des présomptions. D'autre part, le 30 août, à la suite de la visite des officiers démolisseurs, j'avais écrit à Valenciennes que je ne voulais pas chercher à me soustraire à la règle de destruction des sucreries, mais que je devais les avertir que l'enlèvement des cuivres entraînerait l'arrêt de la fabrication des produits mélassés.

16 septembre 1915. — Hier soir, j'ai eu la visite des deux Américains avec le lieutenant Neuerbourg. Un peu sur le ton de la plaisanterie, ce dernier a dit que la tension avec les États-Unis était à son maximum, que la guerre pouvait être déclarée d'un instant à l'autre ; avec leur bon goût habituel, il ajoutait qu'il serait enchanté que ses deux compagnons deviennent ses prisonniers. Il a essayé de nous donner quelques éclaircissements sur les livraisons de blés commencées, mais il m'a paru ne pas en savoir plus que nous. Il semble qu'ils nous donnent bien le cinquième promis aux cultivateurs et qu'ils se serviront de l'argent que nous devons leur verser pour payer le cinquième qu'ils *songent* toujours à donner à la culture. Pour les autres matières alimentaires, les Américains ne savent rien, ou peu de chose. Lorsqu'il arrive des marchandises, on fait la répartition et il faut se contenter de prendre ce qu'ils offrent. L'officier allemand m'a appris la décision qui va être mise en application incessamment, au sujet des pommes de terre. Ils vont tout saisir et ils en rendront 200 grammes par jour et par tête d'habitant, ils feront à chacun cette provision pour six mois. Immédiatement, je fais activer les arrachages de pommes de terre et j'encourage à en cacher le plus possible, mais ils sont si habiles à trouver les muches, qu'il faut craindre que ces précautions deviennent inutiles. Ils disent devoir fournir

des indications pour permettre d'acheter en Belgique et en Hollande les suppléments de pommes de terre dont nous aurons besoin.

Depuis hier, nous avons, à Noyelles, une colonne pour surveiller les battages et les grains, ils paraissent moins méchants que d'autres.

17 septembre 1915. — Depuis trois ou quatre jours, le canon tonne très fort dans la direction Arras-Bapaume-Douai. Treize trains de blessés sont passés en gare cette nuit, sans compter les voitures ambulancières qui arrivent dans nos hôpitaux en grand nombre. Le nouveau corps médical a installé trois nouvelles salles d'opérations.

Nous n'avons pas plus de nouvelles que d'ordinaire, mais si on lit leur journal, le *Bruxellois*, avec une âme imbue de méfiance il est facile de percevoir, entre les lignes, que les affaires allemandes ne vont pas bien. Il semble qu'ils sont inquiets des Balkans et des Dardanelles, la situation russe ne laisse pas que de les tourmenter ; enfin, sur le front français, la situation paraît favorable à nos armées.

Ce matin, en atterrissant, un de leurs avions a été détruit près le champ de manœuvres.

A côté de ces pronostics réconfortants, il faut constater qu'ils s'organisent comme si leur hiver ici était certain. Les officiers font des installations dans les maisons qu'ils habitent, transportent des pianos et du mobilier d'une maison à l'autre, montent des chauffages, etc...

Ce matin, chose très rare, j'ai été appelé par le général, avec M. Demolon, pour entendre des *ordres supérieurs*, au sujet des choses d'alimentation non fournies par les Américains. Ils veulent, sans vouloir, tout en voulant, nous donner l'indispensable, et à cet effet édictent les conditions dans lesquelles nous devons leur faire des demandes ; ils ont l'air de chercher à ce que nous fassions du commerce avec la Hollande, la Belgique et eux-mêmes, mais les conditions sont tellement limitatives qu'elles seront un obstacle à leur désir de drainer l'argent français qui peut rester dans le pays.

Le général m'a ensuite envoyé retrouver le capitaine Herbert qui m'attendait aux affaires civiles. Le capitaine m'a demandé si je voulais travailler les betteraves que j'avais fait semer, malgré leur défense. J'ai répondu que c'était leur unique faute s'il en avait été semé à la place de pommes de terre ; que pour suivre la volonté du baron de Welser qu'il n'y ait point un coin de terre inculte, il avait fallu se résoudre à mettre des betteraves. J'ai ajouté que depuis un an, j'avais été formé par eux à n'avoir point de volontés personnelles, que je marchais sur ordre lorsque ce n'était pas contraire aux intérêts du pays. Il m'a alors proposé de faire une

convention avec eux par laquelle ils n'interviendraient pas entre les fournisseurs de betteraves et la sucrerie. J'ai proposé comme base le paiement de 30 francs par 1 000 kilogrammes de betteraves, et 15 francs pour les frais de fabrication. Il a jeté des hauts cris, m'a parlé de 35 francs les 100 kilogrammes de sucre roux, sur lesquels 13 fr. 50 seraient versés en bons communaux, et le reste en bons de réquisition. Comme je sollicitais la libre circulation dans les villages pour voir les cultivateurs et rechercher dans les sucreries voisines ce qui pouvait manquer pour ma fabrication, il m'a dit que c'était facile, et qu'il suffisait que j'aille avec lui la demander au général. Mais comme je le supposais, ce dernier a opposé un veto, il a proposé que je fasse convoquer par la Commandanture toutes les personnes avec lesquelles j'aurais besoin de causer. Il a été convenu que pour savoir ce qu'il y a de betteraves, je convoquerais, pour vendredi, les maires des communes à une conférence en présence du capitaine Herbert.

18 septembre 1915. — Le duel d'artillerie qui, d'une intensité exceptionnelle, dure depuis quelques jours, me confirme dans l'espoir d'une action offensive générale pour bientôt. Si, comme je veux l'espérer, nous étions délivrés, la mise en marche de la sucrerie ne serait pas simplifiée pour cela, aussi je veux profiter des intentions manifestées par l'Inspection des étapes et préparer, le moins mal possible, la mise en marche. Enfin si mes espérances ne se réalisent pas, tout bien pesé, il serait encore préférable de ne pas laisser perdre la récolte de betteraves des cultivateurs et de procurer du travail à un certain nombre d'ouvriers. Mais en y réfléchissant, c'est à faire reculer devant l'immense effort à produire pour arriver à un résultat qui ne peut être qu'un pis aller. A chaque jour son labeur suffit. Actuellement, la ligne de conduite doit être de gagner du temps en attendant les événements prévus et imprévus. Il faut aussi compter avec leurs changements d'idées et la multiplicité des administrations indépendantes les unes des autres; ainsi, dès hier, après ma conversation avec le capitaine Herbert, un officier chargé de l'enlèvement des cuivres est venu à Noyelles rechercher les tuyaux à prendre.

En attendant, j'ai écrit aux représentants de vingt-sept villages pour les convoquer à une conférence inventoriale des betteraves. Cette réunion, qui aura lieu vendredi 24 courant, en présence des Allemands, devra être très prudemment menée.

Je vais continuer à chercher les choses indispensables à la fabrication, je crains des difficultés.

La lutte m'attire, je m'arme de volonté énergique pour surmonter les difficultés à franchir les obstacles.

La fabrication, de toute façon, ne devra pas être importante, car les betteraves n'ont pas voulu pousser pour les Allemands;

depuis deux mois, elles sont mortes, les feuilles sont du vrai amadou ; dès la fin de juin il eût suffi d'une allumette pour faire brûler tout un champ. Je n'ai jamais vu cela, la sécheresse y est pour beaucoup, le manque d'engrais pour un peu, et surtout une maladie inconnue a fait le mal.

19 septembre 1915. — Il y a quelques jours, je voyais manœuvrer dans un champ un soldat puni, le malheureux était dans un état d'épuisement horriblement pénible à voir. Chargé de tout son fourniment, il devait exécuter sans arrêt, et par mouvements accélérés, tous les commandements de deux sous-officiers placés à 20 mètres de lui, un de chaque côté. Je n'ai pas assisté à la fin de cette cruauté, mais il a dû tomber d'inanition.

20 septembre 1915. — Grand branle-bas ! un ordre de départ a dû arriver pour les troupes. Ils s'observent pour ne pas laisser connaître où ils vont ; du reste peu doivent en être informés. On dit que cette armée va être remplacée par une autre ? Dans tous les cas, le canon continue à se faire entendre plus que jamais. Y aurait-il une suite tangible ? Dans chaque village nous devons avoir sur la place publique, toujours deux chariots attelés pour pouvoir obtempérer immédiatement à un ordre à venir.

21 septembre 1915. — Le duel d'artillerie semble suspendu, mais nous ne savons rien du résultat obtenu.

La ration de 2 kil. 360 de pain pour sept jours et par personne, est fixée à un franc au lieu de 1 fr. 20 prix ancien, c'est-à-dire 0 fr. 43 le kilogramme, et fort heureusement, avec le blé indigène qui entre pour 60 pour 100 dans la mouture, la qualité du pain devient bonne, mais on se plaint toujours de la quantité de 337 grammes, certainement trop faible pour ceux qui n'ont pas autre chose.

M. Demolon est allé samedi à Lille et a signé enfin la fameuse convention. Décidément la résistance, les attermoissements, ont souvent du bon. Les Allemands, dans un compte d'apothicaire, réclamaient 32 millions, imposaient une amende de 100 000 francs par jour de retard dans le paiement, depuis plus d'un mois. Tout cela est réduit à 16 millions de francs et les scellés sur les coffres-forts seront levés aussitôt paiement, cette semaine. C'est la Société générale belge qui fait l'avance. Le résultat est relativement heureux, car il ne répond pas à leurs prétentions.

Toujours des malheureux qui viennent exposer comment, par la prolongation de la guerre, leur situation est devenue pire que celle des indigents. Ce sont, pour le plus grand nombre, des petits cultivateurs. Ils sont très intéressants, mais bien difficiles à secourir. Nous faisons de notre mieux, quitte à être critiqués plus tard.

La liquidation sera effrayante ! comment pourra-t-elle se faire ? L'hospice, transformé en partie en hôpital de malades, est forcé d'agrandir son quartier réservé aux typhiques ; sans compter les émigrés en observation et les grands convalescents, il y en a actuellement plus de quarante en traitement. Presque tous viennent de Croisilles, Saint-Léger, et autres villages du front.

Mlle L'Hotellier a admirablement organisé ce service, avec toutes les précautions qui s'imposent, on croirait que la maison a été disposée pour cela. Elle est très aidée par les conseils de M. Lestoille, toujours directeur intérimaire des hospices. Deux de ses infirmières sont tombées malades, victimes du devoir professionnel ; sans désorganiser les autres services, elle a improvisé deux nouvelles infirmières très dévouées.

Je ne puis pas plus obtenir de renseignements sur la façon dont se régleront les blés que les Allemands fournissent au comité américain, que sur les règlements du cinquième promis aux cultivateurs. Pour réduire la quantité de semence à nous laisser, dès maintenant, ils font connaître qu'il faut réserver des terres pour semer des betteraves à sucre au printemps.

23 septembre 1915. — Sur indication d'un officier, un gendarme m'a intimé l'ordre d'enlever mon ruban de la Légion d'honneur, je m'y suis refusé, et pour une fois le général m'a donné raison.

Ce matin, seize avions sont venus bombarder les gares où s'embarquaient pour la Serbie les troupes en séjour ici depuis deux mois. C'était un magnifique spectacle, malheureusement, le résultat ne semble pas avoir répondu à l'effort. Un grand nombre de bombes ont été lancées par eux, quelques-unes n'ont point éclaté. Un train encore sans soldats a été démoli, une locomotive très abîmée, quelques soldats tués et blessés ; on dit même que le colonel du 24^e serait du nombre. Dans la manutention établie par eux près du pont de Solesmes, cinq boulangers auraient été tués. Quelques maisons ont beaucoup souffert, mais pas de civils blessés.

Le soir, par crainte d'un retour offensif, la ville a été tenue dans l'obscurité. Le général est furieux et prétend avoir la preuve de nos relations avec le front français, il dit que c'est sur des avis donnés des mouvements de troupes que ces opérations se font, et il décide que dorénavant chaque fois qu'il y aura un point spécialement dangereux, des otages y seront enfermés.

24 septembre 1915. — Dès aujourd'hui, quinze de nos concitoyens, toujours les mêmes, sont tenus dans les gares pendant l'embarquement des troupes.

Nous voici momentanément ramenés à notre garnison de vieux Bavaois, mais on annonce déjà de nouveaux régiments. Dans nos campagnes, le soulagement est encore plus grand, car les exactions

sont terribles. Une partie de la récolte a été bêtement gaspillée par eux. Dans leurs exercices, ils détruisaient tout. Aujourd'hui ils ont entrepris de fortifier la ferme isolée de M. Devilder entre Noyelles, Marcoing et Rumilly. Des fils barbelés entourent la ferme, parfois dissimulés dans l'herbe à 10 centimètres du sol. Des créneaux et meurtrières sont pratiqués dans les murs, les ouvertures de la maison sont en partie bouchées à cet effet. Un pont a été établi sur le canal, près de la sucrerie. Pour cela ils ont coupé des arbres, pillé à l'usine les fûts vides, apporté les portes des bâtiments de la ferme Devilder, et gaspillé deux voitures de paille. Après avoir démonté le tout, ils ont laissé sur le chemin de halage les matériaux.

Une lettre du sous-préfet d'Avesnes, faisant fonctions de préfet du Nord, dit aux maires de restreindre leurs émissions de bons d'argent. Il est effrayé d'avoir autorisé pour plus de 150 millions de ces émissions. En conseillant d'emprunter aux particuliers les bons qu'ils ont amassés, il affirme qu'il y a suffisamment d'argent en circulation pour suffire aux besoins, qu'une exagération augmenterait la valeur des choses nécessaires à la vie. Dans beaucoup de régions les émissions n'ont même pas été soumises à l'approbation préfectorale, et sans contrôle d'une autorité, il y a eu de grands abus qui engendreront des situations tellement précaires qu'elles seront insolubles. Mais il ne faut pas généraliser l'idée d'un excédent d'argent. La théorie est vraie pour les villes qui ont drainé tout ce qui était dans les campagnes, alors qu'au village les valeurs énormes tirées du sol par la réalisation des produits a fait complètement défaut, et qu'il a fallu et qu'il faut encore y suppléer par de l'argent apporté, puisque tout doit être acheté à l'extérieur pour subvenir à l'existence des populations. Donc, il faut continuer à fournir artificiellement l'argent nécessaire.

Les officiers, qu'en 1870 on appelait traineurs de sabres, sont autorisés à ne plus porter, dans la vie ordinaire, cette arme plus gênante qu'utile, ils la remplacent par un long poignard de forme, ou mieux de dimensions très variées, qu'ils attachent à leur ceinture.

Il faut prendre de grandes précautions dans les réclamations faites à la Commandanture : une dame ayant retrouvé cachée sous le matelas de son lit, une boîte de compas et diverses choses volées chez elle par l'officier qu'elle logeait, a été condamnée à un mois de prison pour injures à l'armée. L'officier avait nié le méfait.

25 septembre 1915. — Deux affiches nouvelles ; l'une, imposant le régime d'hiver, défend la circulation hors la ville entre 7 heures du soir et 7 heures du matin ; l'autre interdit d'une façon absolue, jusqu'à nouvel ordre, de sortir des communes, supprime tous les laissez-passer ou permis. Cet ordre doit correspondre à un mouvement de troupes.

La très grande intensité du canon a eu pour résultat le bouleversement des tranchées qui, paraît-il, seraient complètement labourées et couvertes de cadavres. Cet état a-t-il montré, d'un côté ou de l'autre, la nécessité d'entreprendre une action générale et la prépare-t-on?

26 septembre 1915. — Toujours de nombreux aéroplanes viennent se faire bombarder, nous ne connaissons pas d'accidents. Ce matin il est arrivé à 5 heures, 150 prisonniers français de toutes armes, il y avait même des nègres. Il a été presque impossible de les approcher, mais leur contenance était très martiale, empreinte de gaieté, leurs vêtements laissent une très bonne impression, leur pain était blanc, ils ont dit que tout allait bien pour nous, qu'ils avaient été pris dans une patrouille trop aventureuse.

Dans les hôpitaux, dont on a définitivement chassé tout le personnel français, il arrive beaucoup de blessés, dont quelques Français.

27 septembre 1915. — Vendredi, dans la réunion des représentants d'une trentaine de communes, au sujet des betteraves, j'ai pu causer assez librement avec eux, en dehors des capitaines Braumann et Herbert, arrivés très en retard. Très méfiants, il m'a été donné à prévoir des quantités de betteraves exagérément faibles. Pour ces trente communes on a annoncé environ 1 100 hectares à 15 000 kilogrammes à l'hectare. Lorsque je leur ai eu dit que j'étudiais les propositions de l'Inspection des étapes, que je voulais que les intérêts de la culture fussent, autant que faire se peut, sauvegardés, que je tenais aussi à ce que l'affaire ne fût pas onéreuse pour la sucrerie, mais que si j'obtenais cette certitude, je ne reculerais pas devant les difficultés à surmonter pour rendre ce service à la région, ils n'ont pas paru encore confiants dans l'opération. Cette confiance est un peu venue lorsque devant les officiers il a été dit qu'ils auraient affaire à moi seul, que les autorités allemandes n'interviendraient que pour faciliter les opérations. J'ai alors annoncé que je voulais être mis dans la possibilité de leur donner au fur et à mesure des livraisons 5 francs par 1 000 kilogrammes pour payer les frais d'arrachage et autres, que, cet acompte versé, ils devraient s'en rapporter à moi pour le reste. Beaucoup ont dit que dans ces conditions, ce que je faisais depuis un an était garant de l'intérêt qu'ils avaient à me suivre, que très vraisemblablement les quantités accusées à prévoir un instant avant feraient probablement des petits. Évidemment, il m'est impossible de faire des conditions aux Allemands, je ne puis que leur insinuer ce qui est désirable. Si le grand quartier général homologue le projet qui m'a été montré, malgré toutes les difficultés et les risques, l'affaire est à entreprendre sans hésitation.

Ils promettent les facilités indispensables pour travailler comme pour la réception des betteraves. Les sucres sont confisqués avant d'être faits, des bons seront donnés chaque semaine au fur et à mesure de la fabrication, et une avance de 13 fr. 50 me sera versée par sac de sucre (en bons communaux), pour les frais de fabrication. Les bons ne porteront pas de prix du sucre, la valeur en sera déterminée après la guerre.

Il est terrible d'être forcé de travailler pour eux, mais tout pesé, il est préférable de leur donner la matière fabriquée de préférence à la matière première ; d'abord parce que c'est gagner du temps ; j'ai toujours la confiance qu'ils ne pourront pas l'emporter, et ensuite parce que cela donnera du travail à bon nombre d'ouvriers, en échappant peut-être à leur immixtion dans les travaux des cultivateurs de betteraves. Mais que de difficultés à venir de la Commandanture qui, d'ores et déjà, a déclaré que je ne pourrai aller qu'à Noyelles et pas dans les lieux de réception !

L'administration des affaires civiles de l'Inspection des étapes semble désireuse d'aplanir le plus possible les obstacles, mais en face des troupes elle est désarmée. Dès le début, cette interdiction à toute circulation arrête les préparatifs d'organisation. Le capitaine Herbert me fait espérer pour le 5 octobre la mise en règle de la convention.

Je redoute beaucoup l'effort à faire pour mener à bonne fin cette entreprise, je n'escompte pas la reconnaissance pour le service à rendre.

Des arrestations de plus en plus nombreuses se font chaque jour sous des prétextes de suspicion quelconques. Ils arrêtent aussi bien des vieillards de plus de quatre-vingts ans que des femmes ou des enfants. Un enfant voyant son père brutalisé par un Allemand s'est jeté sur lui et l'a mordu jusqu'au sang, il expie son crime en prison. Le général Schotte avant de partir en congé, a pris des dispositions de toutes espèces pour terroriser les habitants.

J'ai réuni samedi soir, chez moi, les membres de la commission des notables pour leur exposer que mon sentiment est que nous ne devons pas tolérer que ce fussent toujours les mêmes qui supportent les charges d'otages ; je proposais qu'il fût dressé une liste de volontaires revendiquant d'être pris à leur tour de rôle. A ma grande stupéfaction, tout le monde n'a pas été de mon avis, il a été trouvé des inconvénients multiples à cette façon de faire ; partagés par moitié, nous avons dû, par esprit d'union et de discipline, nous rallier à l'idée de consulter l'assemblée plénière des notables.

Désigné, avec deux de mes amis, nous sommes allés, hier, trouver la municipalité pour la prier de convoquer l'assemblée des notables. M. Demolon et une dizaine de conseillers municipaux étaient à la mairie, ils ont unanimement approuvé notre requête et les lettres

d'invitation seront immédiatement envoyées pour se réunir demain mardi.

Ceux qui étaient de mon avis ont été plus qu'étonnés de ne pas trouver l'unanimité pour un acte qui aurait beaucoup gagné à être spontané dans sa solidarité généreuse.

M. le Maire nous a fait part que la moitié des otages étant pris parmi les membres du Conseil municipal, ils avaient tous réclamé pour être portés sur une liste d'alternance, mais qu'avant de la remettre au général commandeur intérimaire, on attendrait la décision de l'assemblée des notables.

28 septembre 1915. — Quelques personnes ont sagement pensé que, au milieu des espionnages et des suspicions qui nous entourent, il serait imprudent de réunir une nombreuse assemblée d'habitants, ils ont craint que le fait soit pris pour un complot. De sorte que la réunion des notables a été remise *sine die*. J'ai estimé que le geste qui devait sortir de cette assemblée ne devait pas être retardé, alors qu'il était déjà regrettable qu'il n'ait pas eu plus de spontanéité. C'est pour cette raison que j'ai écrit au général pour réclamer les moyens de constituer une liste de volontaires demandant à se substituer à tour de rôle aux otages habituels. Les officiers de la Commandanture n'ont pas voulu me laisser aborder leur chef, prétendant que ma lettre n'aurait de raison d'être que lorsqu'elle serait accompagnée d'une liste.

Ma démarche a eu pour premier effet de faire remettre la demande parallèle du Conseil municipal. Puis, d'accord avec quelques amis, nous avons entrepris de rechercher à domicile les cinquante ou soixante consentements que nous désirons.

29 septembre 1915. — Demain, nous aurons, j'espère, fini cette corvée. Nous sollicitons sans insistance. D'une façon générale, spontanément, chacun signe sur nos listes. Il faut, hélas ! constater des exceptions qui, presque toutes, viennent de personnes plus particulièrement indiquées pour cette charge ; des jeunes hommes de trente à quarante ans, non mariés, qui devraient être au feu, se refusent. Cette honte les suivra le reste de leur existence. Il y a aussi d'autres égoïstes impardonnables et incurables. J'espère remettre la liste le 1^{er} octobre.

Mlle l'Hotellier, avec son âme de bonne Bretonne, s'est offert hier un grand émoi de la Commandanture : par un règlement que j'estime mauvais, les vieux de l'hospice qu'elle dirige abusent du droit qu'ils ont de sortir tous les jours ; ils traînent dans les rues et s'éloignent même dans les villages voisins, alors que tout est défendu. Or, hier, un de ces vieux a rapporté, en rentrant, deux engins trouvés dans l'herbe, c'étaient deux bombes non éclatées. M. Lestoille, appelé, a donné son avis, il a été immédiatement

décidé qu'on ne pouvait pas courir les risques que les Allemands avertis fissent exploser dans l'hospice ces projectiles. Alors, bravement, Mlle L'Hotellier les a placés dans des serviettes, et portant un dans chaque main, les a déposés sur une table à la Commandanture. Faisant la bête, en face de l'émotion qui faisait s'écarter les Allemands, elle leur a demandé si c'était dangereux. Mlle L'Hotellier a réclamé ses serviettes, mais aucun ne voulant se rapprocher de la table, et encore moins toucher aux engins, elle a pris vaillamment, sans sourciller, les bombes, les a remises sur la table, et à la grande stupéfaction des Allemands, elle est repartie avec ses serviettes.

30 septembre 1915. — Depuis quatre jours, nous sommes dans le quatorzième mois d'occupation. Les rigueurs de l'ennemi n'ont pas cessé de croître, nous sommes au secret, sans renseignements sur ce qui se passe, dans l'impossibilité d'avoir des nouvelles de qui que ce soit. C'est horriblement pénible. *Le Bruxellois* nous donne des communiqués qui sont peut-être exacts. Dans tous les cas, depuis trois jours, ils nous montrent que l'effort que nous présumions se produit, et qu'il nous est favorable. Sommes-nous à la veille de la grande action qui les refoulera? on peut l'espérer, mais il faut le mois d'octobre.

Après avoir pris les chiens policiers, ils exigent le dénombrement des volailles et confisquent tous les œufs. Les ordres pour les vins et liqueurs sont extrêmement sévères. Tout doit être déclaré en détail, l'interdiction d'en boire est absolue. Les peines sont de dix marks d'amende par bouteille, le double pour le champagne ou les liqueurs, ou deux jours de prison au pain et à l'eau par bouteille.

1^{er} octobre 1915. — Notre liste d'otages volontaires a été remise aujourd'hui. Elle comporte cinquante-cinq noms; je devrai y ajouter quinze membres du clergé de la ville. Il faut, hélas! constater que vingt-six personnes se sont récusées, dont une bonne moitié sont impardonnables.

Le Commandeur intérimaire est gardé inabordable par les officiers sous ses ordres. Il est probablement susceptible d'humanité! Le lieutenant Krafft, qui censure tout, ne m'a pas permis de lui remettre directement ma lettre et ma liste. A quatre reprises, j'avais sollicité de lui donner des explications sur ce geste. Il ne veut pas davantage que je lui demande la permission d'aller à Noyelles, qu'il m'accorderait, d'après ce qu'il m'a dit lorsque je l'ai rencontré dans l'escalier de l'hôtel de ville.

Notre ami Régnier a été libéré hier. Il a cruellement souffert pendant ses cinquante jours de détention. Il s'est très bien défendu et, malgré les ignobles dénonciations de son ancienne bonne, le juge d'instruction n'a rien pu échafauder contre lui. J'estime que ces juges d'instruction, qui dans la forme sont très convenables,

ont dans le fond quelque équité, mais il y a le général gouverneur qui impose sa volonté et rend des « décrets », comme il dit. C'est ainsi qu'il a, de son autorité discrétionnaire, condamné M. Régnier à vingt jours de cellule pour avoir eu un appareil téléphonique, qu'ils n'ont jamais trouvé et qui n'existait pas. Il a ajouté à cette peine trente autres jours pour espionnage qu'ils n'ont pas pu baser sur quoi que ce soit. Le malheureux est resté enfermé dans un cachot, n'ayant de lumière que par un petit œil-de-bœuf, alimenté d'une nourriture ignoble, n'ayant rien pour lire ou écrire et dans l'impossibilité de parler à qui que ce soit. Pendant trois semaines, il se promenait quinze minutes par jour dans une petite cour dont le tour comportait vingt-cinq pas, puis on lui a accordé d'être quarante-cinq minutes à l'air. Le nombre de ceux qui subissent de pareilles tortures est énorme. Le curé d'Anneux vit ainsi depuis sept mois, sans même connaître ce dont on l'accuse !

Après la guerre, il n'y aura pas de peines assez cruelles pour les dénonciateurs ; si les tribunaux n'agissent pas vivement, on se fera justice.

2 octobre 1915. — Le canon a beaucoup tonné depuis quelques jours. Des nouvelles très favorables transpirent. Leur interdiction, si sévère, de ne pas sortir de nos commune, sa pour cause le désir de nous cacher leurs grands mouvements de troupes, à pied et par chemin de fer.

Il arrive toujours énormément de blessés, il y aurait maintenant de cinquante à soixante Français, mais il est impossible d'entrer dans leurs hôpitaux. Hier on a inhumé un Sénégalais, aujourd'hui nous avons conduit au cimetière deux soldats du 135^e de ligne. A la sortie de l'hôpital on a jeté sur le corbillard quantité de bouquets. Le convoi, formé de la musique et d'une section de soldats, était conduit par un de leurs aumôniers qui, suivant leur habitude, a fait un long discours en allemand, sur le bord de la tombe.

La pyramide qu'ils édifient au milieu des morts au champ d'honneur avance ; elle sera terminée avant une dizaine de jours, les pierres arrivent toutes travaillées, les inscriptions faites à l'avance.

Quoiqu'ils tronquent les communiqués dans le *Bruxellois* et la *Gazette des Ardennes*, nous savons que le plateau de Vimy est en possession de nos troupes, et que, en Champagne, nous avons des succès importants.

Les comptes arrêtés à fin septembre font ressortir que notre émission de bons s'élevait à cette date à 10 millions. Le dénombrement de ces prêts est fort intéressant.

4 octobre 1915. — Hier soir, à 9 heures et demie, nous avons entendu une centaine de très fortes détonations sur la ville. C'étaient des bombes jetées par un dirigeable, et des obus tirés, sans résultat,

sur lui. L'effet a été important sans être tout ce qui eût été désirable. Un médecin chef a été tué dans la maison de M. Maronnier, il avait refusé de descendre à la cave. Cet immeuble, qui est à proximité de la gare-ville, avait déjà reçu un obus. Les dégâts matériels sont relativement peu importants. Nous ne connaissons pas les médecins du nouveau service de santé, mais ils ne paraissent pas, à beaucoup près, valoir les autres ; ce chef, en particulier, était très dur pour les Français.

Dans la gare annexe, nous ne pouvons connaître les dégâts matériels, qui ont été assez graves ; deux Allemands ont été tués et plusieurs blessés. A proximité, des maisons ont été détruites par des bombes manquant le but. Dans l'une de ces maisons, trois infirmiers allemands ont été tués dans leur lit. Dans l'immeuble à côté, une autre bombe l'a traversé sans éclater, fort heureusement, car elle eût tué trois de nos concitoyens. Lorsque les Allemands l'ont fait éclater, la maison a été détruite.

Les Allemands, furieux de ces faits de guerre, ont pris dix otages sur la nouvelle liste, pour passer la nuit à la gare. Cette façon de vouloir exposer les non-combattants est aussi ridicule que honteuse.

5 octobre 1915. — Nous avons inhumé deux soldats français qui étaient à l'hôpital du Collège ; la veille, nous en avions déjà conduit deux au cimetière, et l'avant-veille un autre. Nos chers compatriotes sont placés dans des fosses communes. Toutes précautions sont prises pour qu'en cas d'exhumation, il ne puisse pas y avoir confusion. Toujours le même appareil à ces inhumations, les mêmes honneurs sont rendus aux Français qu'aux Allemands. Les discours du soldat-prêtre sont toujours trop longs, le thème reste de glorifier près des « camarades » les « camarades » morts au champ d'honneur.

Aujourd'hui le convoi français suivait le très nombreux cortège allemand auquel assistait un nombreux personnel des gares et des hôpitaux.

6 octobre 1915. — Nous n'entendons plus le canon, les journaux mis à notre disposition par les Allemands semblent indiquer qu'il y a arrêt dans les batailles engagées. Devons-nous abandonner l'espoir d'être délivrés par l'offensive actuelle ? Ce serait terrible pour nous, car s'il faut attendre le printemps, ce ne sera plus supportable ; que deviendrons-nous ?

Hier soir, les mêmes otages sont encore allés passer une partie de la nuit à la gare.

7 octobre 1915. — La mobilité de leurs troupes est impressionnante : l'organisation est vraiment merveilleuse, de sorte qu'ils

font face très vivement aux points menacés. Espérons qu'il en est de même chez nous. Les chemins de fer, admirablement utilisés par eux, conduisent multitude de trains, surtout la nuit. En général les corps de cavalerie vont d'un point à l'autre par les routes, cependant hier, dans la nuit, des uhlans se sont embarqués à Cambrai. Le colonel d'état-major au 6^e corps d'armée, M. Weiss, a demandé hier soir à nous faire ses adieux. Il était convenable et pas gênant. Il a engagé beaucoup ma fille à donner de ses nouvelles à ses anciens malades prisonniers, par l'intermédiaire de la Commandanture de leur résidence en Allemagne. Il nous a dit qu'il ne connaîtrait qu'en cours de route sa destination. Ses bagages sont partis à une heure, ce matin, avec son personnel ; lui, a rejoint à 8 heures.

Ces mouvements font maintenir la défense absolue de circuler, il n'est pas possible d'obtenir un permis pour aller même au village voisin. Cependant hier, en passant par-dessus la tête du lieutenant Krafft, j'ai profité de son absence momentanée pour faire parvenir au général une demande d'aller à Noyelles. Comme je faisais ressortir la nécessité de donner des ordres pour la fabrication des produits mélassés qu'ils prennent, il m'a, par exception, permis de faire cette visite. Evidemment, j'en ai profité pour réunir le conseil municipal, et j'ai pu donner des instructions pour la préparation de l'usine en vue d'une fabrication.

J'avais aussi demandé au général qu'il fasse revenir d'Allemagne quelques prisonniers civils dont je lui disais avoir besoin pour cette éventualité. Il me l'a refusé.

Aujourd'hui le capitaine Herbert est venue de Valenciennes pour examiner avec moi les questions qu'entraînerait la mise en marche de la sucrerie. Il est aussi effrayé que moi des difficultés à vaincre et des obstacles à surmonter. Nous sommes convenus de ne demander que les choses absolument indispensables, il sent l'opposition malveillante de la Commandanture qui, lorsqu'elle ne pourra dire non, opposera une force d'inertie. Je redoute épouvantablement cette fabrication à entreprendre dans de pareilles conditions, compliquées à l'infini.

Le capitaine Herbert n'a pas encore la convention approuvée par l'état-major général, mais il ne doute pas de l'acceptation. Il m'a remis un projet d'affiches à mettre dans les communes qui devront livrer des betteraves. Je l'ai fait modifier en certains points essentiels, je la vois acceptable si elle reste telle qu'elle est.

Il n'y a pas possibilité d'obtenir la mise aux magasins des docks des blés que les Allemands livrent précipitamment au Comité américain de ravitaillement. Les silos du moulin sont pleins. Ils exigent que les voitures qui viennent des villages soient déchargées aux docks, il nous faut ensuite camionner ces blés à un magasin à 1 500 mètres de là, sur la route de Bapaume. Ce sont des complica-

tions inouïes et des dépenses bien inutiles, mais je ne veux pas retarder leur livraison, « c'est autant de pris sur l'ennemi ». Il était si simple de les mettre dans nos magasins qui sont presque vides. Ont-ils une idée de derrière la tête?

Les nouvelles de la guerre sont ternes comme résultat, il semble que les complications dans les Balkans vont aboutir à un conflit général. Aux Dardanelles nous n'avancions pas plus que les Italiens dans les Alpes!

Nous allons encore enterrer deux de nos soldats, morts du tétanos.

8 octobre 1915. — Hier, il n'y avait que des Français à inhumer, même cérémonial qu'à l'ordinaire. Le prêtre, plus jeune que celui de ces jours derniers, a fait un aussi long discours, mais a dit quelques mots en français.

Au lieu de leur musique et de leur peloton, il serait moins dur pour nous qu'après la sortie de l'hôpital, le convoi fût complètement français.

Ils défendent, sous peine de trois mois de prison ou de 1000 marks d'amende, de déménager des maisons proches des gares, plus susceptibles que les autres d'être bombardées par nos avions. Mais leur personnel s'est hâté de quitter ces quartiers dangereux.

Des affiches répètent les menaces de toute nature, déjà faites souvent, pour le cas où on ne rentrerait pas chez soi pour coucher; il est également défendu de s'approcher des lignes ferrées. Enfin elles donnent les noms de quatre personnes de Lille fusillées pour avoir aidé à l'évasion de soldats français. Ils engagent nos hommes susceptibles d'être tentés de rejoindre nos armées, à s'abstenir, attendu qu'après la guerre, le gouvernement ne pourra rien leur reprocher de ce fait.

Le lieutenant Neuerbourg est venu sans ses Américains qui, dit-il, ne sont pas assez neutres pour circuler pendant que les grands mouvements de troupes s'opèrent. Il est, du reste, complaisant, et très au courant de nos affaires de ravitaillement. J'ai dû l'accompagner, dans son auto, à la Chambre de Commerce, chez M. Cornaille, à la Commandanture et à la gare. Le regard de mes concitoyens me voyant avec cet officier allemand n'était pas bienveillant, ils ne comprennent probablement pas que pour satisfaire à leurs besoins il faut subir ces contacts, qui du reste, ne sont pas pénibles, lorsqu'il s'agit d'officiers comme celui que j'accompagnais. Sa visite à la Commandanture m'a fait connaître d'une façon certaine la volonté qu'on avait de nous exclure complètement, à bref délai, de nos magasins des docks. C'est en vue de cette perspective qu'ils ne veulent pas nous laisser déposer les blés qu'ils nous livrent dans nos magasins libres, et prétendent nous forcer à les porter soit dans une huilerie à deux kilomètres de là, soit même

à la sucrerie d'Escaudœuvres. Pour éviter tout cela, nous allons les mettre et les conserver en bateau.

M. Guérin serait rentré en France, après être resté deux jours à Lille, il est allé à Berlin. Nous ne savons évidemment rien de son voyage.

Pour une fois, la *Gazette des Ardennes* était intéressante par nos communiqués déjà anciens, par ses critiques d'une proclamation du général Joffre, et aussi par des coupures de journaux. Il faut se contenter de peu.

La journée, comme beaucoup d'autres, a été pénible ; j'ai eu affaire à presque toutes les administrations et j'ai été malmené par quelques Boches. La brute d'adjudant m'a mis à la porte parce que j'étais entré lui parler, dans le bureau commun, sans m'être fait annoncer. Les sous-officiers secrétaires en étaient honteux ! Lorsqu'il a bien voulu m'entendre, il a prétendu, contrairement à ce que les autres m'avaient dit, que nous devions, dans les villages, payer dix francs chaque officier qui passait même une nuit sous nos toits. Enfin, pour comble, j'ai reçu une lettre de M. le Maire, il récrimine au sujet de susceptibilités ridicules. Je lui ai répondu durement, mais pas encore en lui disant tout ce que je pensais.

10 octobre 1915. — Lorsqu'on n'est pas susceptible d'être absorbé par le travail personnel qu'exige la charge de fonctions assumées, il faut inévitablement tomber dans un papotage qui occupe les heures de présence qu'on s'impose. C'est ainsi que, inconsciemment, s'est introduite cette habitude de considérer le cabinet du maire comme une place publique où viennent se publier et se discuter tous les racontars ; malheureusement cette façon de faire est une entrave à la bonne administration que quelques-uns pourraient et voudraient faire.

Krafft est furieux que certains villages aient eu besoin de venir hier au ravitaillement de farine alors qu'il m'avait ordonné, la semaine précédente, de leur en fournir pour quinze jours. J'ai eu beau lui expliquer que ces communes, ne pouvant pas être averties, n'avaient pu prendre leurs dispositions en conséquence, je crois qu'il va leur infliger une amende.

Nous avons reçu l'ordre de donner la liste des chevaux indispensables, dans chaque commune, au ravitaillement américain, en indiquant le nom des propriétaires ; cette inquisition me fait craindre pour prochainement la réquisition de tous les chevaux ? ! Cela rendrait les charrois de betteraves impossibles et par conséquent, la mise en marche de la sucrerie ne pourrait être entreprise. J'ai une telle appréhension de la fabrication que, vraiment, je ne serais pas fâché de la conséquence. En attendant, je dois continuer l'effort de préparation, sans être pressé d'aboutir.

Les mouvements de troupes se sont toujours continués, depuis

quelques jours leurs réserves semblent dirigées dans la direction de Péronne. Nous n'entendons plus le bruit du canon et restons sans nouvelles.

Leurs deux journaux, mis à notre disposition, cherchent de plus en plus à nous montrer notre situation en noir, évidemment leur but est non seulement de nous déprimer, mais aussi de remonter le moral de leurs hommes.

— Ils exécutent leurs promesses de nous payer un cinquième des livraisons de blé à raison de 22 francs les 100 kilogrammes. D'autre part, les fournitures par eux d'un autre cinquième s'effectuent. Je persiste à croire que ma lettre à l'ambassadeur des Etats-Unis à Berlin n'y est pas étrangère, quoiqu'ils ne m'en aient jamais parlé.

Nous devons payer à Noyelles, en outre des postes que nous entretenons, 1 643 marks avant le 15 octobre, pour la colonne de vingt-cinq hommes que nous avons depuis le 5 septembre. Cette somme est pour le mois de septembre seul, et le quart doit être soldé en argent international.

Après nous avoir refusé, à la Chambre de Commerce, de créer des jetons en carton représentant des valeurs de 0 fr. 20, 0 fr. 10 et 0 fr. 05, ils exigent que nous fassions sortir les monnaies de billon, ou que nous leur propositions des moyens d'y suppléer.

11 octobre 1915. — Le si méchamment intentionné lieutenant Krafft a voulu me prouver que c'était de ma faute si des communes n'avaient pris de la farine que pour huit jours, et avaient, par conséquent besoin de venir encore cette semaine. Il a contrôlé mon dire par multiples moyens et aurait voulu que M. J. Cornaille le confirme dans son désir de me trouver en défaut. D'un autre côté, s'immisçant dans tout, il a prétendu se faire assurer par Valenciennes que j'avais le droit d'approvisionner les habitants pour plusieurs semaines. Ce n'est que contradiction, il est impossible de saisir leurs idées de derrière la tête.

Convoqué par le juge d'instruction Balbeuf, j'avais à répondre de l'accusation d'avoir outrepassé mes pouvoirs en délivrant des permis de circuler, c'était encore une invention du même Krafft. Au mois de mars j'avais, sur une feuille d'identité, délivrée par moi à un cultivateur de Noyelles, indiqué que cette personne ayant à cultiver les terres d'une ferme brûlée à l'invasion, se rendait à Esnes, par Rumilly, Forenville. Le juge d'instruction, avec bienveillance, a dit à l'interprète de me faire expliquer que je m'étais appuyé sur tels et tels articles d'une de leurs affiches pour donner les indications portées sur la feuille d'identité. Il instruisait par ordre, mais trouvait la chose ridicule. D'une façon générale, les *officiers de justice* et leur personnel de greffiers et interprètes sont d'apparence convenable pour les accusés autant que le leur permet la crainte de réprimandes des chefs.

12 octobre 1915. — On nous a payé le cinquième des blés livrés en septembre, soit pour Noyelles environ 3 000 francs. Les blés de semences ont été distribués. J'engage chacun à semer très vivement, car tout nous fait craindre la réquisition des derniers chevaux.

Le canon s'est encore fait entendre terriblement !

On nous réclame, à Noyelles, 1 635 marks pour l'entretien de la colonne de battage du 15 septembre au 30 septembre ; cela fait environ 5 francs par jour et par homme. En dehors de cela, il faut les loger et fournir foin, paille, etc.

VI

LA FABRICATION (1915-1916) A LA SUCRERIE

13 octobre 1915. — Je ne me hâte pas de commencer la fabrication, je tiens à attendre la mise en règle de l'accord proposé, et surtout je veux encore croire à leur prochain départ. En attendant, ils réquisitionnent des choses qui nuiront à la fabrication, ce qui est indicatif des difficultés sans cesse renaissantes. Il se confirme que la betterave est très petite, elle donnera à peine 15 000 kilogrammes à l'hectare. Cette betterave, dont la végétation a été arrêtée en juin, est restée malade, elle est de très mauvaise qualité, la pureté est très inférieure, et la densité varie de 6°,5 à 7°,5.

14 octobre 1915. — Hypnotisé par les difficultés de la fabrication que je vais entreprendre, j'ai passé ma nuit à chercher des solutions aux luttes qu'il va falloir subir. En beaucoup de points les choses m'ont paru insolubles si les Allemands restent en possession du pays jusqu'à la fin de l'année. Il faut cependant vaincre les obstacles. Les moyens d'action sont limités et si les bonnes volontés sont peu nombreuses, les mauvaises volontés seront tenaces du côté allemand. Cependant ils m'imposent cette fabrication. J'ai eu connaissance, hier, de l'affiche qu'ils font imprimer aujourd'hui. L'article 1^{er} dit : « La sucrerie de Noyelles-sur-Escaut reçoit l'ordre de travailler les betteraves de la région. » Puis, en des articles assez nombreux, ils réglementent l'approvisionnement de betteraves qui doit alimenter la sucrerie, indiquent des mesures devant le permettre, mais ne les imposent pas ; car tout reste subordonné nécessairement aux besoins des armées. Je devrai donc me débrouiller au milieu de toutes ces complications. Mes autres occupations ne me permettront pas de me donner autant qu'il le faudrait à cette affaire et mon personnel, qui y mettra certainement beaucoup de bonne volonté, est peu expérimenté. Je vais continuer à gagner du temps, espérant toujours un changement prochain dans la situation locale.

Au milieu de mes nombreuses préoccupations, un scrupule me tourmente. Ne vais-je pas exposer le personnel ouvrier ? Les incursions de nos dirigeables et avions menacent très utilement les gares occupées par les Allemands. A la suite des résultats déjà obtenus, l'ennemi a décidé de laisser les gares dans l'obscurité de la nuit, or la sucrerie de Noyelles se trouve entre la gare de bifurcation de Marcoing et les gares de Cambrai ; lorsqu'ils apercevront des bâtiments étendus au milieu de cours importantes, le tout éclairé comme cela est indispensable pour le travail, ne confondront-ils pas l'usine avec une gare ? Quel désastre si, par un bombardement d'obus ou de bombes, ils tuaient et blessaient le personnel ouvrier ! On me dit qu'il n'y a pas de danger, mais cela ne calme pas absolument mes craintes.

Je n'ai pas encore la convention en règle pour les sucres, je vais en prendre prétexte pour retarder la mise en marche, mais avec la volonté de la préparer.

Demain, j'aurai avec la Commandanture une deuxième conférence pour les permis de circuler. Ce ne sera pas fait sans heurts. Ils prennent des mesures pour enlever les sucres qui restent encore dans les usines et entrepôts.

La situation des armées est toujours inappréciable pour nous. Leurs journaux nous induisent nettement en erreur et veulent nous démoraliser ; ils est difficile de réagir là contre, car nous n'avons pas d'éléments à opposer à leurs dires.

Il faut cependant bien se pénétrer qu'entre les succès qui ont permis à nos troupes de franchir les premières lignes, il faut des préparatifs avant d'attaquer les deuxième lignes, et qu'il y aura encore après. avant d'aller de l'avant, des troisième positions de défense à vaincre. Donc, il faut savoir patienter et conserver la confiance.

15 octobre 1915. — Le Comité américain a certainement le mérite de nous ravitailler. Nous ne savons toujours pas à quelles conditions l'administration allemande leur fournit le cinquième de nos blés, tout nous fait croire que c'est au prix de 22 francs les 100 kilogrammes. Ils nous ont vendu la farine, jusqu'à présent, 45 francs, et à partir d'aujourd'hui, la valeur est abaissé à 41 fr. 50, ce qui laisse encore une trop grande marge pour couvrir des dépenses exagérées qui seraient, en d'autres temps, qualifiées comme gaspillage. Ce prix est d'autant trop élevé que l'incurie allemande a fait mal récolter les blés, qu'il y en a beaucoup de mauvais, qu'ils nous forcent de prendre, ils vont empoisonner les bons. Nous avons décidé d'exiger des communes de payer au comptant un minimum de 20 francs par 100 kilogrammes de farine. Le paiement après la guerre deviendrait trop aléatoire pour des villages très mal administrés.

Il faut, évidemment, leur fournir les moyens de secourir tous les malheureux et de faire face à leurs charges militaires inévitables, mais il importe de ne pas les laisser abandonner la préoccupation de l'avenir en glissant sur la pente de création d'assignats.

Nous avons actuellement en magasin près de 90 000 kilogrammes de lard salé ; les Américains nous ont dit que cette marchandise demandait de grands soins de conservation. Effrayés de ne pouvoir prendre sur pareilles quantités toutes les précautions désirables, alors que les consommateurs en demandent actuellement peu, faute d'argent pour le payer, nous avons prié de surseoir à tout nouvel envoi. Il vient de nous être répondu que le Comité américain livrait ce que bon lui semblait et qu'il fallait le prendre, que la répartition était égale pour toute notre région envahie ! C'est la carte forcée. Je me suis bien des fois demandé si notre gouvernement n'avait pas eu raison de résister quelque peu à ce ravitaillement par les neutres. Certainement, nous eussions souffert beaucoup plus, mais enfin les Allemands n'auraient pas pu nous tout prendre pour nous laisser ensuite mourir de faim. Dieu, qu'il est difficile de savoir ce qu'il faut faire !

16 octobre 1915. — Ils se sont encore une fois préoccupés de savoir quelle est la base légale et de sécurité de notre émission de bons. Nous avons répondu que la solvabilité des emprunteurs reposait sur les quatre signatures exigées. Il était inutile de dire que souvent nous demandions des cautions beaucoup plus nombreuses. Notre prudence a paru exagérée à beaucoup, mais la prolongation de notre triste situation rend plus nécessaire que jamais d'être rigides dans nos conditions.

La circulation est impossible, surtout dans notre Commandanture. Nous fournissons d'argent la région du Cateau et ils ne peuvent même pas venir une fois par mois. Or, vendredi, à grand-peine, M. Hallette avait obtenu de sa Commandanture de venir chercher le nécessaire à toutes leurs communes. Il avait un permis en règle pour venir et retourner par le train. Ici le commandeur lui a refusé de repartir par le train, et à 6 heures du soir il l'a fait conduire à pied à Crèvecœur, à 8 kilomètres de Cambrai, et 25 kilomètres du Cateau ! avec ses 80 000 francs, par deux gendarmes. Comment a-t-il pu gagner son domicile ?

La brutalité méchante des gendarmes, qui nous traitent comme de vrais bestiaux, devient intolérable. Il faut tout craindre. Vendredi c'était l'appel des hommes à Noyelles, je tiens toujours à y aller, et j'avais obtenu d'y être conduit par un soldat. Depuis quelque temps, tout individu de quinze à cinquante-cinq ans ne doit jamais se séparer de sa feuille d'identité.

Avant que je fasse l'appel, les gendarmes avaient informé les

hommes qu'ils devaient présenter leur feuille d'identité. Quelques-uns l'avaient laissée chez eux et voulaient courir la chercher ; immédiatement, fureur des gendarmes qui arment leurs revolvers en intimant l'ordre de rester. Pendant l'appel qui se fait dans la cour de l'école, la femme de l'un d'eux veut lui passer la feuille, un coup de poing l'envoie rouler à terre ! Mon intervention outrée, dans ces deux incidents, a failli devenir funeste. Bref, ils écriront au général que j'ai été méchant avec les gendarmes.

La récapitulation des déclarations de vins par les particuliers s'élève encore à 50 000 bouteilles. Vont-ils exécuter à la lettre la défense d'en consommer ?

Les infirmières de la Croix-Rouge ayant appartenu à l'hôpital auxiliaire 106 ont subi un interrogatoire d'identité ! Quel est le but de cette intervention de juge d'instruction ?

Le lieutenant Krafft a donné des permis pour mes basculeurs. Il dit qu'il donnera ceux pour ouvriers au fur et à mesure des besoins. Je vais mettre un employé uniquement pour le service des laissez-passer. La mise en train est très pénible et je crois que cela se continuera. Je vais recevoir des betteraves par des agents que je ne connais pas et dans des ports inconnus de moi. Il m'a été dit que je n'aurais pas de permis pour y aller.

17 octobre 1915. — Le personnel est venu recevoir des instructions ; je n'aime pas à travailler en aveugle, et il faut s'y résigner.

18 octobre 1915. — Le capitaine Herbert est venu me faire signer la convention avec l'Inspection des étapes. Les difficultés vont être chaque jour renouvelées ; les dangers seront considérables, mais *s'ils* sont encore ici pour appliquer les conditions convenues, je suis arrivé à faire qu'elles soient assez bonnes pour sauvegarder, dans la mesure du possible, les intérêts en jeu. Mon action ne pourra être que cérébrale, pourrai-je faire qu'elle soit suffisante ? Je devrai leur rendre des sucres base 88 degrés de rendement aux docks, moyennant quoi ils me remettront un bon sans valeur *déterminée actuellement*, et me verseront pour les frais de fabrication 13 fr. 50 par 100 kilogrammes de sucre, étant expliqué qu'ils fourniront les sacs.

Depuis six mois, je n'ai pas vu le baron de Welser ; comme il ne répondait à aucune de mes lettres, j'ai cessé de lui écrire, et je crois qu'il a été préférable que les affaires se fassent par l'intermédiaire du capitaine Herbert qui, comme tout bon Allemand, se croit apte à tout, et se figure, dans le cas particulier, être plus capable que moi. Qui vivra verra ! dans tous les cas l'entreprise est hasardeuse. Les betteraves sont décidément épouvantablement mauvaises.

Ils vont continuer les réquisitions de chevaux ; cette semaine

ils vont en prendre deux cent trente-neuf pour les quarante-huit communes du district.

Nous sommes, depuis deux jours, surchargés de troupes de la garde, elles rentrent directement de Russie, presque toutes de la région de Riga. Bêtes et gens sont horriblement fatigués. Les convois, très nombreux, ont été pris aux Russes, qui n'ont pas perdu une grande valeur en les leur abandonnant. Les petits chevaux étiques sont attelés à des voitures ayant l'aspect de celles des romanichels qui, au besoin, s'y attellent. Ces régiments sont ici, habillés à neuf et complétés.

Aujourd'hui, à Noyelles-village, il y avait 800 hommes d'infanterie et à la sucrerie 700 artilleurs avec pièces et attelages ; à Rumilly, c'était de même.

J'ai dû faire voter par mon conseil municipal un nouvel emprunt de 10 000 francs et un engagement de même importance pour la farine.

Aujourd'hui, j'ai eu le chagrin de conduire au cimetière mon jeune ami Robert Chappeau, mort en douze heures d'une congestion cérébrale, à trente-trois ans. Depuis un an, il me donnait un concours aussi dévoué qu'intelligent ; chaque jour il venait chez moi. Pourvu que son frère Armand soit encore de ce monde, alors que je suis persuadé qu'il a été tué l'an dernier à la bataille de Dixmude. Lorsque après la délivrance on se comptera, combien manqueront à l'appel !

19 octobre 1915. — Nous constatons souvent avec effroi combien les Allemands connaissent mieux que nous les personnes et les ressources de notre région. En y réfléchissant c'est très logique, car ils se sont donné une peine, pour arriver à cela, qu'aucune administration française n'a jamais prise. Sans tenir compte du travail très serré de l'Inspection des étapes, qui a une multitude d'agents actifs, comme par exemple le capitaine Herbert pour les sucres, sans mettre en ligne la police secrète dont l'organisation pour notre pays semble être à Maubeuge, sans s'occuper de l'action directe de l'état-major général de Charleville, dont dépendent certains services tels que l'enlèvement des cuivres dans les usines, en ne considérant que l'organisation de la Commandanture d'étapes, il faut constater la profusion de personnel qu'ils immobilisent pour nous enserrer d'abord, nous pressurer et nous maltraiter ensuite. Les brigades de gendarmerie sont nombreuses et n'opèrent chacune que dans un nombre de villages très limité. Leurs appels périodiques et les exactions continues ont fait vite connaître d'eux tous les coins les plus retirés de nos maisons.

Le rouage principal, merveilleusement organisé, sur lequel tout repose, est la Commandanture. Chacun de ceux qui en font partie est astreint à douze ou quinze heures de présence. Ils ne

perdent pas de temps en conversations banales, énoncent brutalement leur volonté sans discussion possible, d'où production très grande de travail individuel. Dans le bureau principal, où se trouve le général qui est tout-puissant, et chez lequel tout passe dans son pouvoir discrétionnaire, il y a son adjudant, dans l'espèce un homme mal élevé, brutal, dont le rôle principal semble être d'injurier pour tout refuser. A une autre table se trouve le major Bull, plus poli ; il est chargé de délivrer les permis de circuler lorsqu'il est possible d'en obtenir ; très paresseux, il se couvre par une rigidité disciplinaire qui fait qu'il n'y a rien à obtenir de lui ; il manque de tact. Puis, vient le lieutenant Krafft, chargé plus spécialement de l'examen de la correspondance des civils avec les prisonniers ; sous l'aspect d'une politesse très froide, il représente la malveillance descendue sur la terre, il semble haïeux de tout ce qui est Français, il joint à cela un esprit inquisitorial des plus développés. Un capitaine est chargé plus particulièrement du service des réquisitions de chevaux et autres bêtes. Il a également dans ses attributions les rapports des particuliers avec des commerçants étrangers. Homme bien élevé, il n'est cependant pas accessible à une bienveillance complaisante. A côté, le lieutenant Vogel est mis à toutes les sauces ; sorte de commis voyageur, il est absolument dédaigneux de tous ceux qui ont affaire dans l'antre. Joignez à cela douze à quinze secrétaires qui, généralement polis, n'oseraient pas avoir une complaisance, et l'idée sera de l'appréhension que j'ai d'avoir chaque jour, plusieurs fois, affaire à ce beau monde d'ennemis qui a de moins en moins de condescendance pour qui que ce soit. De l'autre côté se trouvent des bureaux séparés pour les sous-officiers chargés des logements, les interprètes, etc... Puis les deux cabinets des juges d'instruction qui ne chôment jamais et qui, finalement, condamnent sur ordre du général lorsqu'ils ne trouvent pas matière à conseil de guerre.

Enfin, il y a l'administration des affaires civiles, c'est-à-dire de tout ce qui est à prendre en nature ou en espèces. Le capitaine Braumann qui, sans s'arrêter à la politesse inutile de nous recevoir, met cependant des formes lorsque, par exception, il prend la peine de nous refuser personnellement quelque chose ; il est aidé par un chef de bureau actif, M. Lovenberg. Dans la vie privée il est avoué ; pas plus que les autres il n'est susceptible d'obligeance, mais enfin il n'est pas désagréable par plaisir ; il a avec lui quatre secrétaires.

Bien d'autres administrations, telles que celle des magasins, rayonnent autour de ces éléments, pour converger toutes vers le mal à nous faire.

Ils seraient impardonnables, au bout de quinze mois d'occupation, de ne pas tout connaître. Faut-il qu'ils aient superfétation

d'hommes pour pouvoir tenir en dehors de l'armée tant de personnel, et cela pour administrer quarante-huit communes !

20 octobre 1915. — Nous avons de plus, dans nos villages, à subir l'intrusion des officiers, sous-officiers et soldats préposés à la surveillance des cultures.

Le nombre des tireurs au flanc, embusqués dans des services dont ils cherchent à justifier l'utilité, assure d'une façon des plus pénibles notre persécution. Si on veut ne rien faire et se morfondre en plaintes inutiles, il faut rester chez soi ; si, au contraire, on est décidé à vouloir se rendre utile, pour protéger quelques personnes contre eux ou sauver quelque chose de leurs griffes, il importe de renouveler chaque jour sa ténacité et sa patience, dans une volonté irréductible.

Ceux qui voudraient se draper dans leur dignité n'arriveraient à rien.

Quant à moi, je serre ferme mes poings dans mes poches, je ne discute jamais avec eux, mais leurs boutades, même malhonnêtes, ne me lassent pas, j'expose tout ce que je crois devoir dire, en affectant de ne pas me présenter en solliciteur. J'ai une telle persévérance que ce soir les scribes, me voyant inlassable d'attendre que le lieutenant Krafft veuille bien me recevoir, me disaient avec leur tact naturel que j'aurais bien gagné la croix de fer !

Ils n'ont aucune pitié pour ma vieillesse et ne m'offrent pas une chaise. Je ne céderai pas, et je continuerai quand même à m'intéresser à tout ce que je juge utile, ils n'auront pas la satisfaction de percevoir combien ils me font souffrir.

En rentrant chez moi, je me console dans la pensée d'avoir pu faire un peu de bien. Mais que c'est dur, surtout depuis quelque temps !

Si encore on avait des nouvelles de France ! Si on savait quelque chose des siens ! Cet isolement est démoralisant au suprême degré et ils l'appliquent d'une façon aussi réfléchie que féroce.

Les si nombreuses troupes de la garde que nous avons ont beaucoup souffert en Russie et se disent en paradis chez nous, aussi elles n'ont pas d'exigences outrées et se conduisent relativement bien. Elles s'attendent à être envoyées sur le front d'Arras d'ici huit jours. Elles sont horriblement mal nourries, leur mauvais pain de seigle, mal cuit, est complètement moisi. Leurs chevaux sont dans un état épouvantable. Un Alsacien disait aujourd'hui, à Noyelles, que, au début de la guerre, ils étaient quinze compatriotes dans sa compagnie, il reste seul, tous les autres ont été tués ! Ils prétendent être à Paris dans trois semaines. On présume d'ici peu une grande offensive de leur part, des officiers disent qu'on concentre à cet effet une armée de 500 000 hommes. Espérons avec confiance !

En attendant le résultat favorable sur lequel nous devons compter, je retarde la mise en marche de la sucrerie. Chaque jour je découvre de nouvelles difficultés. Heureusement que ma volonté dépasse mes appréhensions.

La sucrerie d'Havrincourt a été également sommée de se préparer à travailler les betteraves dans la région de la II^e armée. Les conditions seraient très différentes des miennes. Le travail se ferait à façon, les Allemands procureraient eux-mêmes ce qui manque et fourniraient les betteraves.

A ma connaissance, les sucreries de Masnières, Abscon et Masny n'auraient pas encore été démontées de leurs cuivres.

22 octobre 1915. — Non seulement les éléments de troupes que nous subissons en ce moment sont ici pour reconstituer des régiments, qui pour être amalgamés ont besoin de travailler avant d'aller au feu, mais encore ces soldats, épuisés par une longue campagne en Russie, où ils ont épouvantablement souffert, exigent un repos relatif et un relèvement moral. Ils font peu d'exercices militaires, alors que sous la direction de leurs sous-officiers ils jouent beaucoup. Comme de vrais enfants, avec entrain, ils se donnent à une foule de jeux qui varient très souvent pour ne pas leur laisser le temps de s'en lasser, et qui aboutissent tous à des exercices d'assouplissement et de distraction.

Il y a quelques jours, dans des exercices de lancement de grenades, une fausse manœuvre a entraîné la mort d'un colonel, de deux officiers et de trois soldats ; de plus, il y a eu six blessés.

Évidemment il y a accord entre tous les Allemands, cependant il est facile, à l'observation, de percevoir le dédain qu'ont les officiers de troupe pour les embusqués qui ont des postes tranquilles où ils ne risquent pas de se faire trouser la peau. A Noyelles, l'officier de notre colonne, qui loge au château, n'a pas été invité à manger avec ses camarades du régiment de la garde lorsqu'ils sont venus s'installer au domicile qu'il occupait. C'est cependant un jeune officier, fils de banquier, bien élevé. Dans le même ordre d'idées, pour une fois, le général commandeur cherche à contrecarrer les intentions manifestées par l'armée de nous prendre tous nos chevaux. Il a, à cet effet, doublé le nombre des chevaux que nous avons portés sur la liste des indispensables pour le ravitaillement américain et il appuie les démarches que je fais à Valenciennes dans le but de conserver ce qui est nécessaire pour, dans nos villages, semer les blés et charrier les betteraves. Le lieutenant Neurbourg est venu, il y a deux jours, nous avertir de la conspiration qui se tramait contre le reste de nos attelages. Quoi qu'on puisse faire, il faut craindre l'exécution de cette menace, car rien ne résiste à un besoin de l'armée et tout ce qu'ils ont ramené de Russie n'est plus bon à rien.

Les battages, les transports de blés, le manque de chevaux et le peu d'entrain des cultivateurs ont pour résultat que c'est à peine si on commence à amener les betteraves. Je me garde bien de les activer, mais je les engage beaucoup à semer d'urgence les blés, qu'il faut avant tout mettre en terre. Le capitaine Herbert, venu aujourd'hui, trouve que je ne me hâte pas de mettre en marche la sucrerie. J'estime que si de graves événements sont proches, il est préférable d'attendre, et qu'ensuite il importe d'avoir un approvisionnement important de betteraves avant de commencer. Je vais attendre le mois de novembre.

On me laisse aller deux jours par semaine à Noyelles, mais on ne me confie plus mon permis, il est remis directement au soldat qui doit m'accompagner dans l'intérieur de ma voiture.

Hier soir, cette nuit et ce matin, le canon a encore repris très fortement, toujours au nord d'Arras. Quand vont-ils entreprendre l'offensive qu'ils préparent sans aucun doute? Il fait un temps splendide, un peu froid.

24 octobre 1915. — Notre réunion de vendredi a autorisé l'impression du douzième million en bons de la Chambre de Commerce.

Il paraîtrait que dans un dernier bombardement des Anglais, Lens aurait été détruit. On a dû évacuer les femmes et les enfants, dont six cents ont été amenés à Valenciennes.

Les opérations du front ne semblent pas correspondre au « rien de particulier » énoncé par les communiqués qui nous sont transmis. Les visites d'aéroplanes sont, par continuation, l'occasion de bombardements dont nous ne voyons aucun effet.

25 octobre 1915. — La sucrerie de Noyelles paraît être désignée pour le cantonnement des artilleries en déplacement. Voici plusieurs nuits que nous abritons environ deux cents chevaux sous les hangars, autant d'hommes dans les magasins de la sucrerie. Le matériel est mis dans les cours. Ils arrivent à 9 heures du soir, et repartent à 7 heures du matin. Ils viennent de la région de Péronne pour aller dans celle d'Arras-Lens.

D'après des indiscretions d'Allemands, dans beaucoup de cas, l'animosité des combattants sur le front aurait bien disparu. Les patrouilles des avant-postes fraternisent, tirent en l'air?? Ils prétendent même que si deux compagnies allemandes ont levé la crosse pour se faire faire prisonnières, une compagnie française en aurait fait autant. Il faut prendre ces dires pour ce qu'ils valent.

26 octobre 1915. — Une affiche allemande affirme qu'à partir d'aujourd'hui le change de l'or contre des bons communaux est réduit à 16 pour 100 et que celui des billets et de l'argent est ramené à 6 pour 100 contre les mêmes bons. Des cabines de change ont été

établies à la porte des casernes avec une instruction spéciale pour les soldats.

Nous sommes continuellement informés de nouveaux ordres économiques. Rien ne leur échappe, ils touchent à tout, s'immiscent dans tout. Cela favorise l'application de sévérités inouïes contre nos habitants des villages.

Le 2^e régiment de la Garde, dont un bataillon est à Noyelles depuis quinze jours environ, doit avoir pour colonel d'honneur le prince Eitel, deuxième fils de l'empereur. Il est venu faire visite à ses officiers, vendredi soir ; l'orgie à laquelle il s'est livré avec ses neuf convives est inénarrable. Le mobilier de Mme Dufraisne a été souillé de toutes espèces de choses. Comme toujours, après s'être livrés à de pareils excès jusqu'à 2 ou 3 heures du matin, à 6 heures ils reprennent le travail !

Depuis samedi, le commandement de ce bataillon nous réclame, selon l'usage, 10 francs par jour et par officier, soit 300 francs par jour. A distance, j'ai traîné l'affaire en longueur. Hier, j'ai insisté près de lui sur la misère de notre pauvre petite commune, sur l'épuisement total des particuliers. Je lui ai expliqué que, toujours soumis aux lois françaises, un emprunt fait pour payer de pareilles exigences ne serait pas légal, et que, plus tard, notre gouvernement ne le prendrait pas à sa charge. Enfin, comme dernier argument, j'ai dit que nous avions pu nous résoudre à donner tout ce que nous avions, mais qu'il n'était pas possible d'engager l'avenir pour des sommes que nous savions notre village dans l'impossibilité de jamais payer. Mes arguments l'ont touché, et il a promis de demander à l'autorité supérieure de nous décharger de cet impôt.

28 octobre 1915. — Ma résistance argumentaire réussirait-elle à nous libérer, à Noyelles, de l'impôt de trois cents francs par jour pour les officiers en séjour ? Ils n'en parlent plus ! seulement ils sont toujours là, et si l'autorité supérieure consultée est la Commandanture, nous n'y échapperons pas. Tant que j'ai cru que l'exemple du refus entraînerait une sorte de coalition générale, j'ai été très partisan de la résistance quelles qu'en puissent être les conséquences. Mais depuis que j'ai constaté qu'ils étaient arrivés à dominer tellement le pays sous leur joug, et qu'ils ne reculeraient devant rien, je suis résigné à concevoir que de deux maux il faut choisir le moindre. Cela, du reste, n'empêche pas d'essayer et de tenir bon jusqu'au moment où tout menace de casser.

Nous ne cessons pas d'avoir, à l'usine, des troupes de passage, encore pour trois jours 180 chevaux d'artillerie, autant d'hommes. Quel désarroi cela jette dans un établissement qu'on voudrait faire travailler ! Les autres *impedimenta* subsistent, en dehors de ces suppléments fortuits : nous avons à la sucrerie un abattoir, la forge pour ferrer les chevaux et faire les réparations, 16 chevaux à

demeure, avec leurs cavaliers, et enfin 4 officiers. Cela n'empêche pas le poste de 8 hommes de la garde du pont d'être à notre charge.

Hier, nous avons eu l'inspection des bêtes à cornes, cela a été l'occasion de constater que nous en avons encore 97. Le vétérinaire n'est même pas descendu de cheval pour les regarder.

Nous voici en plein dans le quinzième mois d'occupation ! Si on avait dû croire à cette durée et aux tortures que nous aurions à supporter, jamais nous n'eussions pu en prendre notre parti. En allongeant sa patience mois par mois, on y arrive. Sommes-nous à la fin ? Je le crois encore. L'action entreprise en septembre n'est pas semble-t-il, abandonnée. Il avait été à craindre que les deux corps d'armée ramenés de Russie allaient constituer un groupement devant, avec d'autres, prendre l'offensive, mais ils paraissent envoyer ces troupes un peu partout et par petits paquets. Nous ne pouvons que préjuger les choses et les faits puisque seuls, leurs journaux, *le Bruxellois* et la *Gazette des Ardennes* sont à notre disposition, pour nous induire en erreur, mais il apparaît de leurs exagérations que sur les fronts de Champagne et d'Artois nos affaires doivent assez bien marcher. Réussira-t-on à percer et à les faire reculer pour aboutir à notre délivrance ? Leurs officiers se tiennent de plus en plus à l'écart de nous, ils ne laissent plus traîner leurs grands journaux, mais ils ont de moins en moins cette confiance exubérante dont ils nous ont fait souffrir longtemps. Il y a deux jours, à la Commandanture, une conférence a réuni tous les chefs de troupes de la région ; hier ils ont communiqué à leurs officiers les instructions reçues. Quelles sont-elles ?

Il arrive beaucoup de trains de matériaux pour faire des tranchées, on dit que tout cela est transporté sur une ligne partant des marais de la Sensée, se poursuivant pour contourner Cambrai à environ huit kilomètres de la ville. Il semblerait qu'ils veulent fortifier une ligne de retraite pour préserver leurs armées de la région de Saint-Quentin. Mais en réalité nous ne savons rien, puisque nous ne pouvons avoir aucune communication avec qui que ce soit.

Ce qui, actuellement, est le plus cruel, est l'imbroglio balkanique qui nous est présenté comme très grave pour nous. Il y a là un malaise certain. Les mesures prises ne vont-elles pas être trop tardives ?

30 octobre 1915. — Notre collègue de Caudry, M. Posselle, a enfin pu venir à la Chambre de Commerce chercher l'argent nécessaire aux communes de son canton. Cela ne s'est pas fait sans peine, car si, plus favorisés que nous, ils peuvent circuler assez facilement sur le territoire de la II^e armée, il reste impossible de venir sur le district de la VI^e armée. M. Posselle est un dévoué qui rend de bien grands services à sa région. Il aide de ses conseils le maire de Caudry, M. Plet, qui mène son administration avec

grande sagesse. Notre collègue s'occupe des œuvres sociales, conseille les maires et surtout, se substitue à nous qui ne pouvons aller sur place, pour prendre les renseignements de crédit, il assume la lourde charge de prendre seul les responsabilités. Il a dû profiter de la complaisance d'un officier de Saint-Quentin qui, ayant besoin d'aller à Bapaume, a bien voulu l'amener ici. Mais, pour faire un travail de deux heures, il a dû être absent de chez lui pendant trente heures.

Dans la II^e armée, les commandantures sont beaucoup moins étendues que chez nous, à peine un canton pour chacune. A Caudry comme au Cateau, ils ne se plaignent pas d'avoir changé de commandeur. A côté de certaines exigences spéciales, ils semblent mieux traités que nous. Évidemment, ils ne peuvent même pas essayer de se soustraire aux ordonnances sous peine de prison. Tous les hommes doivent saluer les officiers, dans certains endroits même, les femmes sont astreintes à cette formalité. Le soir, on continue, de temps en temps, à visiter les maisons pour s'assurer que toutes les personnes inscrites sur les portes sont bien chez elles.

31 octobre 1915. — Je reçois toujours grand nombre de visites de personnes qui viennent me raconter leurs malheurs, mais rarement je puis les aider. J'ai aussi beaucoup de doléances au sujet des œuvres d'assistance, en général ce qui pouvait être fait dans cet ordre de choses l'a été. Enfin, les distributions hebdomadaires de denrées m'amènent les maires ou leurs envoyés; pour ceux-là mes collègues m'aident beaucoup dans les conseils et renseignements à donner.

J'ai été averti à midi que les six mulets que nous possédons à Noyelles devaient être amenés pour 7 heures du matin, et que les conducteurs auraient à les mener près de Valenciennes, à Marly. Il était temps de se dépêcher de faire les travaux des champs!

Les Allemands viennent de nous afficher une tarification maximum pour tout, depuis les denrées jusqu'à la coupe de barbe. Le beurre, entre autres, est porté à 5 fr. 40 le kilogramme et les œufs à 0 fr. 18 la pièce. N'ayant pas le droit de vendre davantage, les marchands ont préféré tout remporter.

1^{er} novembre 1915. — La visite aux cimetières, moins impressionnante que l'an passé, est encore plus triste. Le temps est mauvais, pluie et boue, l'espérance dans la délivrance prochaine est moins grande et nous n'entendons plus le canon. Les Allemands ont garni de fleurs les fosses communes et particulières. Une couronne semblable, en branches de sapin, a été placée symétriquement sur chaque tombe.

Plus nous allons, moins nous pouvons lire l'ombre de nouvelles de France. Malgré tous leurs efforts de trouver à nous dire quelque chose qui leur soit favorable, ils n'ont rien à nous sortir. Plus tard on ne voudra jamais croire ce que nous aurons souffert moralement, combien il aura fallu d'énergie pour ne pas s'abandonner au désespoir.

2 novembre 1915. — Impossible encore de décider l'allumage du four à chaux, on ne peut prévoir le jour où l'approvisionnement de betteraves sera suffisant pour mettre l'usine en marche sans danger d'arrêt prochain. Actuellement, l'entretien des différentes troupes que nous avons à Noyelles nous coûte 25 francs par jour et par tête d'habitant, grand ou petit. Évidemment, en plus nous avons toutes les charges de logement et autres. J'ai encore écrit au général l'impossibilité où nous sommes de pourvoir à ces exigences.

Le lieutenant Krafft m'a fait appeler pour m'informer que je devais assister jeudi à une conférence qui aurait lieu à la Chambre de Commerce de Lille entre les présidents des différentes Chambres de Commerce et la commission nommée à Berlin par le chancelier de l'Empire. Le but recherché est d'établir les matières premières réquisitionnées par les armées et d'en fixer la valeur.

3 novembre 1915. — Ce matin, on m'impose de partir pour Lille à 1 h. 22. Il m'est octroyé un ordonnance qui n'aura pas le droit de me quitter. Un billet de chemin de fer de deuxième classe *lui* est remis pour nous deux, il reste porteur des papiers justificatifs du voyage. Nous sommes restés une demi-heure à Valenciennes, d'où nous avons fait un détour sur Douai pour arriver à 6 heures à Lille. A la gare, nous avons dû faire viser les permis, indiquer où je devais « dormir ». Un deuxième soldat nous a conduits à la Commandanture, les formalités ont duré quarante-cinq minutes; quand j'ai eu tout fini, nous avons dû aller à une autre Commandanture pour régulariser les pièces de l'ordonnance. Comme il ne devait pas me quitter et que je ne pouvais l'amener à l'hôtel de l'Europe, il m'a fallu discuter avant d'avoir la permission, d'où encore quarante-cinq minutes de patience. A l'hôtel, il y avait, comme souvent, un « grand banquet en musique, et café-concert; la fête s'est terminée par la danse des ivrognes à minuit. Ces cérémonies ne vont jamais sans les indispositions inhérentes à ces excès.

Les études de mœurs à faire dans ces occasions leur sont fortement défavorables. Les allées et venues de la nuit ont été très grandes. Il m'a été dit que c'était des troupes revenant de Souchez.

4 novembre 1915. — Après avoir pu me libérer du soldat, moyennant 10 francs, je suis allé faire mes courses.

Les Lillois sont beaucoup moins malheureux que nous. Au point de vue alimentaire, ils ont à peu près de tout avec des prix un peu plus élevés que nous. Ils ne sont pas condamnés à l'obscurité des rues et peuvent relativement circuler. Les tramways fonctionnent dans toutes les agglomérations voisines. Ils n'ont pas été tourmentés au sujet des vins. Bref, les taquineries sont moins nombreuses. Ils peuvent acheter et faire traduire les journaux allemands. Enfin ils reçoivent souvent des journaux français.

La confiance générale règne dans le milieu de mes amis de Lille. Ils éprouvent cependant, comme nous, une déception, en abandonnant nos espérances de libération pour maintenant.

Nous sommes allés à l'Association des sinistrés du Nord, j'ai trouvé là presque tous amis et d'autres personnes absolument sympathiques, ayant les mêmes occupations, et apportant le même esprit que moi dans leur travail. Cette Association est constituée pour défendre les intérêts généraux, en évitant autant que possible de s'occuper des intérêts particuliers, pour lesquels on se borne à procurer des conseils. Les départements occupés ont fondé chacun, en pays châtié et en France, des associations similaires qui, fédérées entre elles, auront des moyens d'action illimités pour faire valoir nos droits au remboursement de tous les préjudices qui nous auront été causés. C'est une excellente précaution, car les sommes dues seront tellement élevées qu'il faut tout craindre de ceux qui pourraient être tentés de se soustraire à l'esprit de solidarité.

Les communications qui nous ont été faites dans cette séance ont été multiples et chacune était le fruit d'un travail très remarquable. L'union qui fait la force sera indispensable, et il faut ne pas se laisser prendre au dépourvu.

Après déjeuner, nous avons eu la conférence, but du voyage. Je suis persuadé qu'elle n'aboutira à rien, mais nous ne pouvions pas refuser absolument d'entrer en conversation. Pour bien marquer notre position, nous avons laissé aux Allemands (10 environ), la présidence et la direction de la conversation, nous avons évité le plus possible tout débat qui serait vite devenu irritant. Il n'y a pas de doute, le chancelier de l'Empire avait composé cette commission des dommages d'hommes de très haute valeur. Le président, dont le facies était impénétrable, nous a tenu un langage très réfléchi, et nous faisait traduire son dire en français au fur et à mesure. Comme pour toute mauvaise cause, il a surtout passé notre temps à justifier l'œuvre de la Commission. Il a cherché à nous prouver la confiance illimitée que nous devons avoir dans ses membres. Il a comparé la commission à un tribunal arbitral ayant en face de lui les exigences de l'armée et les victimes de cette armée, qu'elles soient allemandes, neutres ou ennemies. Il a insisté

pour dire que son pays était le premier à faire cette œuvre de générosité, car il prétend que les précédents incorporant à peu près tout aux listes des matières premières à confisquer comme utiles aux besoins des armées, supprimaient tout droit à une indemnité allemande ! Il a dit qu'il ne fallait pas voir le paiement avant la fin de la guerre, mais que le but était d'établir dès maintenant la propriété des choses enlevées et autant que possible leur valeur. Il a longuement causé pour expliquer comment devrait être justifiée l'origine de propriété. Prétendant que le blocus qui empêchait l'Allemagne de s'approvisionner à l'extérieur avait fait naître des prix tellement surélevés pour certaines choses, qu'il était impossible de les prendre pour base pas plus que ceux que le manque d'exportation avait exagérément abaissés. Ils ont décidé de tout calculer sur la valeur des matières au 25 juillet 1914. Réservant toutefois le droit de chacun à faire valoir, lors de la paix, les raisons à prix supérieur. Le *Timeo Danaos et dona ferentes* n'a jamais été plus vrai.

Une affiche placardée informera les intéressés de la façon dont ils devront répondre aux questionnaires. M. Guérin, qui avait été forcé de préparer cette conférence à Berlin et qui avait été chargé par nous de répondre au président, a rétorqué avec modération les arguments, en s'attachant surtout à démontrer l'impossibilité où nous étions d'accepter les cours au 25 juillet.

Bref, on s'est quitté, après quatre heures de conversation, sans qu'il y ait eu de froissements, ce qui était le principal.

5 novembre 1915. — Pour bien marquer l'autorité sur laquelle ils entendaient s'appuyer, l'orateur ne cessait de caresser avec complaisance le pommeau de son sabre. Il faut cependant reconnaître que lorsqu'il faisait entrevoir les dangers de ne pas les aider dans leur volonté, les menaces n'étaient pas aussi brutales que d'ordinaire.

Le retour de ce voyage a été assez pénible, quoique moins long qu'à l'aller ; à minuit, j'étais chez moi. Comme on le fait parfois pour mettre en garde contre les voleurs, eux, affichent dans tous les compartiments que les soldats doivent se méfier des espions.

6 novembre 1915. — Décidément, il est très dur de ressaisir toute son énergie en vue de passer l'hiver ainsi. Il nous faut cependant prolonger notre confiance. Dans beaucoup de cas, les forces physiques et morales s'épuisent.

Malgré les lenteurs, parfois exagérées, de la part des cultivateurs, à charrier des betteraves, estimant que la preuve de ma bonne volonté est suffisante, j'ai donné l'ordre d'allumer le four à

chaux de la sucrerie. Je travaillerai tant qu'il y aura des betteraves, mais suis décidé à ne pas remettre en marche si on m'en laisse manquer. Je crains que quelques personnes, par des sentiments inexplicables, conseillent l'abstention. Je n'ai nullement l'intention d'insister en aucune façon.

Nous avons dû, au conseil municipal, décider un nouvel emprunt de 15 000 francs.

Le général a répondu à ma lettre du 2 novembre, exposant l'état de dénuement de la commune et de ses habitants, qu'il ne pouvait rien changer aux frais pour les besoins des troupes, que l'amélioration viendrait d'elle-même lorsque nous aurions fini les battages, parce que, alors, la colonne partirait ailleurs ! Or, nous avons encore pour plusieurs mois à battre nos récoltes !

Un ordre dit que l'entretien des soldats est à payer 3 fr. 30 par jour et par tête. L'officier de la colonne, voyant prendre de la paille restée autour des meules, pour faire la litière, a dit qu'il fallait limiter ces enlèvements parce que tout était consigné. Ils ont abattu un de leurs chevaux dans nos écuries, parce qu'il avait la morve.

Parmi les sacs qu'ils me fournissent pour mettre des produits mélassés, il y en a 5 000 en étoffes diverses de qualité supérieure, telles que velours côtelé blanc, étoffe pour pantalons, draps de toutes espèces, toiles à matelas, etc. C'est un gaspillage honteux, un pillage injustifiable.

7 novembre 1915. — Ici, comme à Lille, comme dans nos compagnes, ils font depuis quelque temps de multiples exercices à la grenade.

Ils ordonnent, sous menace, aux médecins, de déclarer et expliquer tous décès à la Commandanture. Ils seront également punis si le service de contrôle allemand permettait de constater la non-nécessité de leurs ordonnances de vin. Ils expliquent de façon incompréhensible dans quelles circonstances les marchands de vins peuvent en livrer aux troupes. Enfin, ils envoient une tarification des viandes à 3 fr. 80 le kilogramme avec défense de tuer des jeunes bêtes. L'enserrage est de plus en plus rigide, et il faut s'en accommoder.

8 novembre 1915. — Le ressort est cassé ! Je me donne huit jours pour le réparer ! Ma dépression tient-elle à mon état de santé ? est-elle due aux déceptions éprouvées ? J'avais une confiance très grande en la libération, je ne pouvais supposer qu'il faudrait encore passer l'hiver ainsi. Aujourd'hui il faut se rendre à l'évidence. Le parti est dur à prendre et les appréhensions sont grandes. Évidemment, la confiance dans le résultat final est inébranlable, mais d'ici là ? J'avais préparé avec beaucoup de peine

une campagne sucrière en vue de la faire sans les Allemands. Je n'avais reculé devant aucun sacrifice pour assurer mes approvisionnements. Tout cela avorte, les cultivateurs, découragés, ne veulent même pas se donner la peine de charrier leurs betteraves, et je tiens à ne pas les influencer. La situation réelle de la guerre nous est complètement inconnue. Nous avons le sentiment que les lignes que nos armées tiennent depuis plus d'un an sont impénétrables, nous savons que sur mer, nos alliés sont les maîtres, nous savons que si de grosses difficultés sont survenues en Orient, nous devons croire qu'elles seront surmontées, enfin la certitude d'user les Allemands sur place est absolue ; mais, il faut reconnaître que notre situation actuelle n'a rien de brillant. Les Allemands, au contraire, peuvent cacher leur infériorité sur mer derrière des phrases, ils ont eu des succès apparents aussi bien en Russie qu'en Belgique, qu'en France, et même, actuellement, en Serbie.

Pour arriver à la victoire qui permettra de parler aussi haut que ce sera nécessaire, il faut des actes que nous attendons depuis longtemps et qui ne viennent pas. Tout ceci n'est pas pour excuser un état d'âme regrettable, mais pour l'expliquer.

10 novembre 1915. — L'administration civile s'immisce dans toutes nos affaires. Après avoir prétendu régler la distribution des sons provenant de la mouture des blés américains, elle veut assurer un approvisionnement de charbon qui permettra de ne pas les laisser en manquer, elle se préoccupe de sa propriété : les vins qui sont dans nos caves, etc., etc.

Une affiche signée : le général en chef de la VI^e armée, nous dit en substance : Tous les chevaux que vous avez encore seront pris par nous, mais jusqu'au jour où nous en aurons besoin, vous devez assurer leur parfait entretien ; nous vous fournirons la nourriture que vous payerez au double du prix que nous vous promettons lorsque vous nous livrez vos récoltes ; s'ils sont malades, vous devez appeler le vétérinaire allemand. Leur ferrure doit toujours être en parfait état. S'ils ne sont pas meilleurs que lorsque vous nous les avez présentés au classement, vous devrez nous payer 1 000 marks d'amende par cheval et encourir des peines corporelles !

Mais ce qui reste plus pénible que tout cela, c'est l'isolement dans lequel nous vivons, sans renseignements sur les nôtres et sur ce qui se passe. A cela on ne s'habitue pas, il n'y a pas d'entraînement possible.

Notre corps d'armée, réserve de la garde impériale, ne bouge toujours pas ; les soldats ne sont jamais inoccupés, — ils travaillent ou s'amuse avec discipline.

11 novembre 1915. — Leurs conseils de guerre sont féroces. Nous avons appris différentes condamnations terribles. Un nommé Doucedame, retraits du chemin de fer du Nord, à Cambrai, a été exécuté ; Clémentine Lauridon, d'Avesnes-les-Aubert, est condamnée à treize ans de réclusion ; Henri Colentier et Corbent Arthur, tous deux de Cambrai, en ont pour douze ans ; Dauchez Marie, ménagère à Cambrai (femme d'un de mes ouvriers), Dislaire Auguste, maire de Rieux, sont condamnés à dix ans ; Waël Charles, de Cambrai, est condamné à deux ans et demi ; comme pour les autres, c'est de la réclusion. Enfin, Lestoquoy Henri, collègien à Cambrai, à trois ans de prison. Ces condamnations, avec beaucoup d'autres, datent du 22 octobre et ont été prononcées à Maubeuge. Toujours pour cause d'espionnage ou d'assistance à l'espionnage ! Ici, le curé d'Anneux et le colonel Bedel sont condamnés à mort pour avoir détenu un revolver. On espère que pour le premier, comme cela a déjà été fait pour le second, la peine sera commuée. Ce régime de terreur fait trembler, car il ne suffit pas d'avoir conscience d'une action utile à la patrie pour craindre poursuite ou condamnation, une simple dénonciation calomnieuse, ou de chantage, pèse constamment sur nos têtes.

Une affiche menaçante pour tous ceux qui vendent aux Allemands des produits alimentaires, et autres articles de première nécessité, à des prix jugés trop élevés, oblige les commerçants à mettre très en apparence leurs prix courants.

Des ordres réglementent la fabrication des billets d'émission. Ils veulent, en créant un impôt immobilier en leur faveur, limiter les émissions communales et faire garantir le plus possible la valeur de ces billets. Après avoir tout pris, ils tiennent à ce que les engagements basés sur l'avenir ne puissent leur laisser entre les mains du papier déprécié.

Ils organisent toujours d'une façon inquiétante l'enlèvement de nos derniers chevaux ! Est-ce pour tout de suite, ou pour bientôt ? Ils nous font spécifier le travail indispensable pour le ravitaillement, nous devons indiquer le temps pendant lequel les chevaux sont occupés. Ils m'ont définitivement enlevé ma jolie petite poulie Bochette, elle est estimée 550 francs.

Pas contents que les cultivateurs ne livrent pas leurs betteraves, ils vont prendre des mesures coercitives ; ayant cette crainte depuis le début, j'avais fait pour qu'ils ne s'interposent pas entre la culture et la sucrerie ; malheureusement les cultivateurs ne l'ont pas compris, et ma situation était trop délicate pour qu'il me soit possible d'insister sur ce danger. Je n'ai pas vu l'affiche annoncée à ce sujet. J'ai, encore une fois, reporté la date de mise en marche de la sucrerie, mais cette fois ce sera définitivement pour mardi 16 courant.

14 novembre 1915. — Cette sorte de réclusion dans laquelle il nous faut vivre est déprimante, surtout par l'atmosphère de nouvelles dénaturées. On a beau être en garde contre les journaux fabriqués pour nous, nous devons les lire malgré leurs effets pénibles. Enfin, ne rien savoir des siens, de ses amis, de ceux qu'on aime, c'est atroce. A la Commandanture, plus s'éloigne leur sécurité dans le résultat final, plus ils ne voient uniquement que ce qui peut être utile à leurs armées. Pour mieux nous dominer, ils se sont substitués à toute notre administration ordinaire, ils ont supprimé tout lien naturel entre nous, de sorte que quelques maires, comprenant mal leur gestion, s'affranchissent de conseils et se croient indépendants. Immédiatement, les rivalités de personnes naissent de cet état de choses, et la zizanie règne dans nos villages. Si nous considérons en supplément l'énervement d'une trop longue oppression, le complet épuisement des ressources et des expédients, dont on a usé, et parfois abusé, pour parer provisoirement aux difficultés, il faut reconnaître qu'il n'est pas étonnant qu'on se dispute. La misère est devenue terrible pour ceux qui avaient l'habitude de vivre du fruit de leur travail ou de petites rentes. De plus, les charges d'occupation croissent, en raison inverse des moyens de les supporter. Lorsque nous allons réclamer pour une chose trop criante, aussitôt qu'ils ont compris qu'il s'agit d'un intérêt civil, ils n'écoutent plus, et de parti pris, répondent non. La façon dont ils nous traitent en ennemis irréductibles, dont ils doivent toujours se méfier, nous prouve que nous avons conservé vis-à-vis d'eux la dignité de nos personnes. Au début, ils se permettaient parfois des familiarités déplacées, notre attitude leur a démontré que nous entendions rester des ennemis, soumis à ce que la force nous imposait, et ils ont fini par prendre vis-à-vis de nous la tenue dure qui nous honore. Personnellement, je n'ai jamais eu à résister à une demande contraire à mes devoirs, ils ne se sont jamais aventurés à essayer. Ils connaissent leur monde, et se rendent compte de ce qu'on fait. Aujourd'hui, j'ai dû aller voir le général, je ne l'avais pas abordé depuis le lendemain de son retour de congé, je traite tout avec lui par correspondance ou par ses officiers ; son fauteuil et sa table étaient garnis de chrysanthèmes, c'était peut-être sa fête ? De bonne humeur, il a été un peu moins raide, et remarquant que j'avais l'aspect fatigué, il me dit que je travaillais trop ; sur ma réponse que depuis quinze mois je m'efforçais de ressembler aux hommes de cœur qui doivent donner tous leurs efforts pour secourir les malheureux et aider leurs concitoyens, il s'est levé et m'a salué. Puis, me jugeant à son aune, il a ajouté : « Je vais vous donner la permission de boire de notre vin ! »

Deux des secrétaires de la Commandanture m'ont fait leurs adieux. Tous ceux qui appartiennent à la garde doivent rejoindre

leur corps. Ils vont, paraît-il, partir pour la Turquie et redoutent cette campagne. Espérons qu'elle nous sera favorable et que nous les culbuterons de ce côté. En attendant, cela les force à dégarnir le front de notre région.

On ne raconte même plus d'histoires ou de cancan, mais eux n'ont toujours rien à afficher. Ce n'est pas suffisant pour nous réconforter, mais c'est assez pour maintenir notre volonté de confiance.

17 novembre 1915. — La Commandanture multiplie sans cesse ses ordonnances sur toutes choses. Une nouvelle tarification de la viande fixe à 4 fr. 65 le kilogramme, prix maximum. En réalité, la consommation se raréfie de plus en plus. A Noyelles, voici six semaines qu'il n'y a pas de viande de boucherie d'aucune nature. On annonce toujours le départ des troupes, mais en attendant elles nous encombrent d'une façon horriblement onéreuse. Elles deviennent de plus en plus exigeantes. Des difficultés graves surgissent à propos du droit au feu et à la lumière. Malgré l'exagération de leurs besoins de feu, alors que les habitants n'ont plus de ressources pour acheter du charbon, il serait encore possible d'y satisfaire, grâce à mes approvisionnements. Mais où l'impossibilité est absolue, c'est dans la fourniture de la lumière. Il ne faut pas songer à se procurer de l'essence ou du pétrole, l'acétylène ne leur convient pas, une bougie de petit format coûte 0 fr. 45.

Ils ont supprimé les formes dans l'exigence des sommes d'entretien pour officiers et soldats, l'ordre impératif est dur, ils n'acceptent aucun retard, la menace des gages à prendre est à chaque instant l'argument décisif.

18 novembre 1915. — Nos villages sont aux abois, certains maires sont fatigués de lutter, ne voient plus que l'expédient qui permet de faire face au présent.

Les arrivages de betteraves sont toujours insignifiants. Je crois que les Allemands vont être forcés d'abandonner l'idée d'amener les betteraves à Noyelles. Je persiste à croire qu'il est dommage que les cultivateurs ne puissent pas tirer parti de cette récolte, mais vraiment je pense qu'ils ne le peuvent pas et personnellement, je m'en désintéresse.

La sucrerie a commencé son travail il y a trois jours ; marcherons-nous en décembre ? Ils achèvent l'enlèvement des sucres de la campagne 1914-1915 au moment où nous fabriquons les nouveaux. Donc ils ont mis quatorze mois à prendre cette production 1914-1915. Qui aurait jamais cru que nous n'aurions pas été délivrés avant l'achèvement de cette opération ! Nos 45 000 sacs auraient dû profiter au pays de France, combien il est pénible

qu'un pareil effort air eu un si piteux effet, et que de pareils sacrifices aient abouti à un résultat semblable.

Évidemment, nous n'avons pas le droit de nous plaindre de n'avoir pas été préservés de l'invasion, comme le reste de la France. Un intérêt supérieur a forcé de nous faire les victimes d'une situation que nous n'avons pas créée et dont nous sommes les sacrifiés, mais vraiment nos droits étant égaux à ceux de toute la population française, les dommages subis par nous devront être mis en commun. Tous les Français devront être associés à la réparation.

19 novembre 1915. — Nous avons eu connaissance d'un des projets de loi soumis actuellement au Parlement. Le principe de solidarité qui fera participer toute la France à la réparation des dommages est fondamental. Son admission semble devoir nous donner la sécurité, mais dans la pratique, que de difficultés à surmonter. Si des intérêts d'État nous ont condamnés à être aussi sacrifiés, si nous avons la raison de vouloir ne pas récriminer, il nous faudra une volonté sans bornes pour arriver au résultat indispensable. En attendant, il importe d'étudier la question à fond, pour bien peser nos droits et nos devoirs, nous préparer aux moyens de défense, et faire l'union qui, seule, fera prévaloir nos justes revendications.

20 novembre 1915. — Notre surveillant de culture de Rumilly vient d'être condamné à quatre jours de prison par suite d'une négligence de la mairie de Rumilly. Nous avons perdu trois chevaux, deux ont été enfouis sans être dépouillés, notre déclaration a été faite en temps sans être transmise. De ce fait, les Allemands ont été privés de deux peaux de cheval !

21 novembre 1915. — Maintenant nos journées se suivent dans une uniformité navrante, leur domination est tellement organisée que les condamnations pleuvent sur chacun. Nous y sommes tellement accoutumés qu'on ne se détourne plus à l'occasion de ces événements quotidiens.

Nous n'entendons plus le canon, ne savons plus rien de ce qui se passe. Mais la résignation à cet état de choses ne vient pas, et nous souffrons moralement d'une façon horrible.

Le prix des matières alimentaires, en dehors de ce qui nous vient du Comité américain, arrive à des prix de disette. Le beurre se vend jusqu'à 8 et 9 francs le kilogramme, l'huile à salade 11 à 12 francs le litre.

Le général ne se trouvant plus bien, à cause du froid, dans le cabanon qu'il s'était fait installer dans la grande salle des fêtes, est allé s'établir à l'autre extrémité de l'hôtel de ville, dans un

des cabinets réservés à ses juges d'instruction. Il n'a pas voulu dispenser mon cheval de voiture de la revue de demain, mais a donné des ordres de ne pas le prendre.

Quoiqu'ils disent toujours qu'ils vont partir, les régiments qui forment le corps d'armée de réserve de la garde demeurent encore chez nous ; maintenant qu'ils sont habitués à plus de confortable qu'en Russie, ils deviennent de plus en plus exigeants, encombrants, et il ne faut rien dire.

22 novembre 1915. — La sucrerie marche à demi-travail normal, tant je crains que lorsque j'aurai arrêté, ils me fassent remettre en route quinze jours ou un mois après. Les cultivateurs manquent de moyens pour charrier les betteraves et découragés, n'ont pas d'ardeur pour vaincre les difficultés. Je ne veux faire aucune pression. J'espère arriver ainsi au moment où une bonne gelée aura détruit ce qui reste sur terre, à moins que l'enlèvement de tous les chevaux, qui est annoncé, vienne supprimer tout moyen d'action.

Bref, je n'ai plus d'ardeur pour cette fabrication, et je l'envisage avec philosophie.

On continue le démontage des cuivres dans les brasseries et sucreries. La tristesse de tous est sans limite. Pourvu qu'elle ne soit pas le prélude du découragement !

23 novembre 1915. — Hier, j'ai dû conduire mon cheval pour qu'il lui soit prélevé du sang, en vue de rechercher des symptômes de la morve. Cet examen est fait sur tous les chevaux ; il en reste peu, mais malgré cela, il faut une organisation extraordinaire pour opérer l'échantillonnage et l'envoyer à Bruxelles au laboratoire spécial.

24 novembre 1915. — Le capitaine Herbert est venu à Noyelles très satisfait de l'effort fait par lui pour que la sucrerie soit mise en marche ! il se croit fabricant, et voudrait que le général vînt visiter son œuvre. Cependant, le faible approvisionnement de betteraves et la constatation qu'elles ne peuvent pas être livrées montrent que l'entreprise avorte. Tout en lui disant que je réglais le travail journalier pour le prolonger le plus possible, j'ai à nouveau insisté sur l'utilité qu'il y aurait à me verser, à valoir sur les sucres, une somme d'argent qui me permet de donner aux cultivateurs un acompte de 10 francs par 100 kilogrammes, alors que je fais déjà un gros sacrifice en payant les frais d'arrachage et de transport, à raison de 5 francs des 100 kilogrammes livrés. Il m'a dit espérer obtenir l'autorisation de faire ainsi. Ce sera autant de pris sur l'ennemi, mais cela n'amènera pas une betterave de plus. On perçoit que tous ces officiers munis de sinécures sont des embusqués qui en font tout juste assez pour justifier leur éloigne-

ment du front. Il ne s'en rencontre pas qui soient bienveillants, mais celui-là n'est pas méchant, habitué aux affaires, il a même le sentiment de se croire en face d'une contre-partie. Beaucoup moins soupçonneux que les autres, il évite les contrôles blessants.

M. Desroy nous a lu en séance son lumineux rapport sur les opérations de notre caisse d'émission pendant les deux derniers mois. Il attire très judicieusement notre attention sur l'aggravation des dangers par suite de la situation de plus en plus précaire des communes. Les maires, malgré nos efforts, sont trop livrés à eux-mêmes ; leur gestion, souvent trop imparfaite, empire un état de choses qui serait déjà assez grave en lui-même. Nous avons pris la résolution de resserrer encore le contrôle, dans la mesure du possible. Les percepteurs sont absolument coupables de s'être refusés à prendre en main les intérêts de leurs communes. A l'époque où j'insistais auprès d'eux pour qu'il en fût ainsi, ils auraient pu aller sur place organiser la comptabilité, et depuis, pendant la période où il a été impossible de circuler, la visite qui nous est faite chaque semaine par les délégués des communes, à l'occasion du ravitaillement américain, eût pu suffire pour leur permettre de suivre les opérations.

25 novembre 1915. — Nos charges à Noyelles sont toujours aussi lourdes, nous avons encore nos 1 400 hommes de troupes, j'écris au général pour protester une troisième fois contre la disproportion qu'il y a entre leurs exigences et les ressources du village. Si, comme on le dit, la relève des troupes du front se fait tous les quinze jours, par alternance, elles devraient être parties.

26 novembre 1915. — Nous entrons aujourd'hui dans notre seizième mois d'occupation ! En dehors des soucis, tourments et chagrins que nous éprouvons au sujet des nôtres et de la patrie, il ne sera pas possible à ceux qui n'auront pas connu, par eux-mêmes, cette horrible situation, de se rendre compte de l'écœurement qui nous accable. Ne plus rien être chez soi, être poursuivi par une infâme suspicion qui s'exerce de toutes les façons, par tous les moyens les plus ignobles, et enfin assister chaque jour au pillage de ce qui nous appartient sans pouvoir enrayer un gaspillage infernal, c'est vraiment excessif en soi-même et surtout par la durée !...

Le capitaine Herbert est encore venu au sujet des betteraves, il est allé faire de l'inquisition auprès de certains de mes basculeurs, pour connaître les villages qui n'apportaient pas de betteraves. Il veut essayer d'agir par contrainte, il va faire des menaces par voie d'affichage, et il a la prétention d'employer les colonnes qui séjournent dans nos villages, à faire des transports. J'espère qu'il ne poussera pas la menace jusqu'à la dure exécution.

Je n'ai qu'une hâte, qu'un désir, c'est de pouvoir arrêter la sucrerie. Convaincu que nous serions délivrés pour cette époque, je me suis acharné à préparer une fabrication malgré eux, mais aujourd'hui, travailler dans ces conditions, cela me dit d'autant moins que les cultivateurs ne paraissent pas apprécier ce que cela devrait avoir d'utile pour eux et pour les ouvriers. L'usine de Noyelles se trouve à 300 mètres de la limite du territoire de Marcoing, qui est dans le district de la II^e armée, or la jalousie d'une armée à l'autre établit une muraille infranchissable. C'est ainsi qu'il m'a été absolument impossible d'obtenir l'autorisation, pour des ouvriers de Marcoing, de venir momentanément habiter Noyelles, à défaut de permis pour aller travailler chaque jour. Ils ont la prétention de conduire les betteraves des villages voisins de Noyelles à Havrincourt, ils veulent mettre en marche cette sucrerie le mois prochain.

27 novembre 1915. — Depuis déjà longtemps ils ont installé des prisons dans les communes où résident leurs nombreuses brigades de gendarmerie. Ces prisons sont toujours bondées de malheureux qui ne veulent ou ne peuvent payer les innombrables amendes infligées sous tous les prétextes. Les gendarmes sont excités par l'appât de la part qu'ils touchent sur ces amendes, et d'autant plus méchants qu'ils veulent dégoûter les gens de préférer la prison. Cette prison est habituellement installée dans une cave, c'est-à-dire sans air ni jour. Un baquet (qui souvent n'est pas étanche) est placé au milieu, et tous, pêle-mêle, hommes, femmes, enfants et vieillards, n'ont pas d'autre moyen de satisfaire leurs besoins. C'est ignoble ! Nourris au pain et à l'eau, s'ils élèvent la plus petite réclamation, ils sont maltraités d'une façon brutale, et rossés sans pitié. Le soir, pour le coucher, on étend la litière de paille pourrie qui a été relevée le matin dans un coin de la cave.

28 novembre 1915. — Cette organisation de leurs prisons, la façon dont ils traitent les malheureux qu'ils veulent terroriser laissent voir combien ils sont encore près de la barbarie dont ils se défendent tant.

Cependant leur obsession est de montrer qu'ils ne sont pas des barbares. A cet effet ils se livrent à des actes réfléchis, voulus, pour arriver à cette fin. La solennité qu'ils n'ont jamais cessé de donner aux inhumations de nos soldats est un de leurs moyens. Ils le font avec le manque de tact qu'entraîne leur culture trop neuve. Ce but intéressé est trop visible.

C'est encore dans cet ordre d'idées qu'ils ont voulu faire au cimetière un monument impérissable. Pyramide lourde, massive, pesante, non pas comme leurs personnes qu'ils sont arrivés à alléger beaucoup, mais comme leurs sentiments. Dans ce cimetière où sont inhumés dans des fosses communes Français, Allemands

et Anglais, ils avaient l'intention qu'il ne fût fait aucune mention de ces derniers.

Il y a quelques jours le général Scholt, notre tyran dictateur, fit appeler le maire, M. Demolon, et lui dit qu'il avait décidé l'inauguration et la remise à la ville du monument pour le 28 novembre, qu'il aurait à prononcer le discours dont il lui remettait le texte. Laissant entendre toutefois qu'il autoriserait le changement de quelques mots, mais que le texte définitif devrait lui être soumis. Cette forme brutale, et par trop cavalière, a soulevé un grand émoi dans le conseil municipal. Le fait était inéluctable, il fallait, avec dignité, se soumettre.

Le maire, enserré dans la volonté du commandeur, eut un moment d'embarras. Fort heureusement qu'appuyé par quelques-uns, il a fini par s'affranchir. Il entreprit alors de discuter mot à mot avec le général chaque terme de ce qu'il entendait dire.

La cérémonie eut lieu aujourd'hui, à midi. Beaucoup de délégations de troupes sans armes, d'officiers et d'infirmières y assistaient, sans encombrer le cimetière. Extrêmement peu de civils étaient venus et sur ordre ; nous n'étions qu'une douzaine de personnes officiellement convoquées. Le général en chef de l'armée de réserve de la garde présidait. Il est venu nous saluer et dit à M. Demolon sa satisfaction de faire la connaissance du maire d'une si belle et si agréable ville ! Notre commandeur fit un premier discours ; la réponse, en français évidemment, de M. Demolon était parfaite, restée dans le cadre imposé, le tact, la note, tout était très bien. Le prêtre catholique nous a accablés, suivant son habitude, d'un sermon fort long, son collègue protestant a été moins prolixe. Le tout entremêlé de chœurs et de musiques. Beaucoup de couronnes ont été déposées par les Allemands, elles portaient des rubans aux couleurs nationales, alors qu'il avait été interdit de mettre les nôtres sur celle de la ville.

Instinctivement, alors que nous étions du côté du monument opposé à celui où se tenaient les autorités allemandes, nous nous sommes avancés les uns vers les autres pour nous saluer. Le général en chef s'est incliné vers nous en disant : « Au revoir, après la guerre, honneur, Patrie ! » Le tout avait duré une heure, par un froid de loup.

1^{er} décembre 1915. — La similitude des vexations, des tourments de chaque jour n'est même pas rompue par des faits de guerre. Tous nos renseignements se limitent à entendre ou ne pas entendre le canon. Nous sommes heureux de la plus petite indication sur les nôtres. C'est ainsi que notre joie a été grande de savoir que dans un numéro du *Matin*, du 23 novembre, une annonce mise par une bonne âme disait que tous allaient bien. Il ne faut pas rester hypnotisé devant les malheurs dont on souffre, mais se

réconforter en pensant à ceux qui sont plus maltraités, c'est-à-dire à nos pauvres soldats qui se battent, à ceux qui sont tués, aux blessés, et enfin à nos prisonniers militaires ou civils.

Probablement que nos avions ont fait de grands dégâts dans la région, car en supplément de l'obscurité de la ville, ils viennent de prendre des précautions. C'est ainsi que sur la porte de certaines maisons, ils mettent une affiche, en français et en allemand, disant qu'il existe une bonne cave pour servir d'abri contre les bombardements. Les portes de ces maisons doivent toujours rester ouvertes.

Différentes proclamations, plus terrifiantes les unes que les autres, viennent d'être affichées. Ils déclarent l'état de siège dans le pays occupé. En dix-huit articles, ils énoncent les peines à encourir, habituellement la condamnation doit être « la mort ». Nous sommes entraînés à entendre ces menaces et nous ne savons que trop qu'elles ne sont pas vaines. Ils sont toujours à la recherche de conspirations et en trouvent partout.

2 décembre 1915. — Les dames de la ville, imitant l'Association des anciennes élèves du Collège Fénelon, organisent des ouvroirs pour travailler à faire des vêtements destinés aux émigrés, évacués à Cambrai. Un élément de matières premières se trouve dans les grands sacs que les Allemands ont fait confectionner en immense quantité, avec des pièces d'étoffe très belles. On détourne ces sacs neufs en leur substituant des sacs ordinaires que nous avons cachés.

Le Comité hispano-américain continue à nous envoyer beaucoup de choses utiles, mais il n'y a ni demande, ni observation à faire, il faut prendre ce qu'il donne et ne rien dire ; ainsi actuellement, nous avons près de 400 000 kilogrammes de riz, et il nous en expédie encore !

J'ai réuni aujourd'hui le conseil municipal de Noyelles, que je veux toujours tenir au courant, non seulement de tout ce que je fais, mais aussi de tout ce que je pense. Après avoir fait connaître aux conseillers l'état de nos finances qui, depuis six semaines, ont été très fortement obérées par les nombreuses troupes qui séjournent chez nous, je leur ai parlé de l'assistance aux nécessiteux, chômeurs et autres ; ils ont approuvé le tarif que je veux faire adopter dans toutes les mairies pour unifier partout les secours donnés et mettre un terme aux excès dans un sens ou dans l'autre. Il était également utile de leur fournir des explications sur les denrées du Comité hispano-américain qui sont à la disposition de chacun. Enfin, je me suis fortement étendu sur l'application d'un ordre récent des Allemands ayant pour but de dresser des relevés récapitulatifs des bons de réquisition. J'ai montré que dans l'impossibilité d'échapper à cet ordre, je cherchais des formules non bles-

santes pour faire les réserves utiles à la défense ultérieure de nos droits.

4 décembre 1915. — A Lille, lors de la conférence avec la « commission impériale des dédommagements », il semblait que les relevés de bons pour établir les quantités réquisitionnées et fixer la valeur de tout ce qui avait été pris, devait se limiter aux maisons importantes. Nous n'avions pas reçu les questionnaires annoncés et pouvions croire échapper à cette nouvelle inquisition toujours dangereuse. Il paraîtrait que cette commission s'est mise en rapport avec l'Inspection des étapes, VI à Valenciennes et qu'il a été décidé que les Commandantures seraient chargées de faire établir les bordereaux dans toutes les communes. Ici c'est le major Bull qui a ce service. Samedi dernier, il a réuni tous les maires pour leur communiquer les ordres. Tout en pensant, en bon Allemand, tout savoir, il parle et comprend assez mal le français, mais il n'est pas à classer dans la catégorie des plus méchants, c'est un jouisseur. Il nous a expliqué une affiche, traduction des ordres reçus de l'Inspection des étapes et donné les modèles des tableaux à remplir. Tout cela était peu compréhensible mais il voulait, suivant l'habitude, faire plus que ce qui était demandé, et avoir le travail pour le 10 décembre, alors que la limite du temps donné était le 1^{er} janvier. J'ai insisté pour que le délai soit prolongé et il a accordé jusqu'au 20 décembre; nous allongerons ensuite. Il demandait que pour aujourd'hui, on lui apportât un commencement du travail. Je lui ai dit que tout en ayant l'intention de ne pas résister à l'ordre qui nous était remis, il était nécessaire, pour nous bien pénétrer de ce qui était demandé, que nous puissions nous assimiler les instructions, de sorte que seulement aujourd'hui, 4 décembre, nous serions en mesure de lui demander les explications complémentaires. En même temps, je faisais passer un mot d'ordre pour que tous les maires se transportent immédiatement à la Chambre de Commerce.

Là, après nous être occupés d'une foule d'autres choses indispensables à traiter, puisqu'ils nous donnaient occasion de nous réunir, j'ai expliqué ce que je savais sur la question; tous ont été d'avis qu'il fallait, tout en prenant d'immenses précautions pour réserver l'avenir, chercher à obtempérer à l'ordre accompagné de multiples menaces plus illégales les unes que les autres. Après avoir constaté combien tout cela était diffus, il a été convenu que mardi, quelques maires viendraient en causer avec moi. Cette commission n'a pas vu clair dans une chose trop obscure, et il a été décidé que pour aujourd'hui je préparerais une note à distribuer à chacun, afin de résumer les indications et les réserves qui s'imposaient. Il n'a pas été possible de faire quelque chose de complet, mais cependant, des premières indications ont été transcrites.

Aujourd'hui, dans la réunion officielle à la Commandanture, j'ai demandé les explications indispensables, les réponses n'ont pas été nettes, précises mais enfin cela permettra de compléter, dans une certaine mesure, les conseils utiles pour unifier le travail. Plusieurs collègues ont cherché, près du major Bull, quelques indications spéciales, mais comme il était dangereux de se noyer dans des détails, j'ai provoqué la fin de la séance, et nous sommes tous allés reprendre la réunion à la Chambre de Commerce. Nous avons commencé par nous occuper encore de beaucoup d'autres choses pour lesquelles j'avais préparé des notes particulières à distribuer. En ce qui concerne le relevé des bons, en suppléant aux explications insuffisantes, nous avons pu convenir de faire d'un commun accord le travail. Il ne sera pas tout à fait dans l'ordre d'idées allemand, mais j'espère que nos précautions et réserves de toute nature seront acceptées, et que nous ne nous compromettrons pas. Ce relevé entre quelque peu dans les classifications que je préconise et recommande depuis le début de l'occupation, de sorte que beaucoup de maires étaient préparés à ces questions. Samedi prochain, après la réunion officielle, nous aurons une nouvelle séance à la Chambre de Commerce. Je préparerai une seconde note. Bref, il était une heure, lorsque j'ai eu fini de donner des explications. L'unification des secours accordés dans chaque commune a été adoptée, il faut espérer que, dans la suite, on s'y conformera. De très longues indications ont été données sur le fonctionnement du Comité américain et sur nos ressources disponibles. Il était nécessaire de faire taire des critiques, aussi ridicules que faciles, mais qui montaient les têtes. Enfin la grosse question des prêts aux communes a été l'objet d'une étude dans laquelle il n'a pas été possible de donner les satisfactions demandées. Dans deux séances de la Chambre de Commerce j'avais fait examiner à fond la question, et à l'unanimité, nous avons décidé, dans l'intérêt de tous, de ne pas nous départir des précautions voulues pour assurer autant que possible la sécurité des prêts et mettre un frein aux dépenses, en rendant par trop faciles les moyens d'y faire face. Nous avons également constaté que les instituteurs, qui souvent sont secrétaires de mairies, au traitement de 400 francs à 1 200 francs l'an, ne connaissent rien à la comptabilité.

5 décembre 1915. — Les troupes que nous avions il y a deux jours reviennent de Serbie. Celles qui sont parties au front il y a quinze jours rentrent demain. J'espère que celles qui sont à Noyelles vont enfin nous quitter. Aujourd'hui nous entendons le canon d'une façon formidable.

Nous restons toujours sans nouvelles, cependant des cartes de prisonniers donnent des indications vagues sur les santé des nôtres en France. Nous devons craindre à nouveau l'enlèvement

des chevaux, de nouvelles revues de classement vont avoir lieu tous les jours de la semaine.

8 décembre 1915. — Il y a quelques jours, M. Jean Cornaille fut appelé par le général commandeur qui lui fit une scène parce que l'ayant rencontré, il ne l'avait pas salué assez poliment ! Pour lui faire ces reproches, il s'était même mis dans une rage furieuse. L'adjudant Dick, aussi grossier que mal élevé, avait assisté à une partie de l'algarade ; sorti en même temps que M. Cornaille du bureau du général, il voulut apporter une exagération supplémentaire : joignant les talons, la main gauche sur la couture du pantalon, il saisit de l'autre main le chapeau de M. Cornaille et faisant le signe d'un grand salut, il lui dit que c'était ainsi qu'un général allemand devait être salué. La leçon fut accompagnée des grossièretés de son répertoire ordinaire.

9 décembre 1915. — Il fait, depuis quelques jours, un temps affreux. Les chemins et routes, mal entretenus, manquant de matériaux d'approvisionnement, deviennent en très mauvais état. Il faut craindre leur destruction.

L'Inspection des étapes exige, encore une fois, une collection de bons annulés de toutes les émissions.

Les revues de classement des chevaux se continuent chaque jour. Ce matin, c'était le tour de Noyelles où, fait très rare, il nous reste encore soixante-neuf chevaux ; ils ont également porté bons à prendre quatre ânes. Je crois être arrivé à sauver une vingtaine de chevaux. Attendons les ordres de livrer pour savoir à quoi nous en tenir.

J'ai enfin terminé la triste fabrication à Noyelles. Pour allonger le temps de livraison des betteraves, j'ai dû marcher avec une lenteur désespérante. Jamais je n'ai travaillé de si petites betteraves, aussi sales, pleines de terre, et de qualité détestable. Aussi le prix de revient va être épouvantablement élevé. Il le fallait, cela a été un service rendu à quelques-uns, il aurait pu être beaucoup plus général.

Le capitaine Herbert, venu hier de Valenciennes, m'a annoncé, à mon grand étonnement, qu'il allait m'envoyer, pour la fabrication des produits mélassés, des sons achetés au Comité de ravitaillement hispano-américain. Le prix fixé est de 21 fr. 50 les 100 kilogrammes ! Il est stupéfiant que malgré l'entente intervenue, il puisse se faire que les Américains aident à l'entretien des armées allemandes.

Il m'a dit également qu'il fallait me résoudre à la perspective de remettre en marche la sucrerie de Noyelles à la fin de janvier prochain. Pour punir les cultivateurs de n'avoir pas pu livrer leurs betteraves, on me condamnerait à faire un travail que j'estime

être impossible. Je suis persuadé que l'examen un peu plus sérieux de la quantité de betteraves disponibles leur montrera l'erreur qu'ils commettraient, mais il est vrai que ce n'est pas eux qui feraient les frais de cette fabrication. Le danger est qu'ils n'aient rien à y perdre. J'espère, par une force d'inertie, plus que par un refus formel et dangereux, les détourner de cette entreprise.

11 décembre 1915. — Depuis quelques jours, le canon tonne autant que jamais. Il y a longtemps qu'on ne parle plus de succès chimériques, mais aujourd'hui il se racontait que Lens et Bapaume étaient repris par nos troupes, que Colmar était français ! Hélas, il est peu probable qu'à cette époque de l'année, par un si mauvais temps que celui que nous avons, il soit entrepris une offensive de quelque envergure. Du reste, les troupes de la garde, infanterie comme artillerie, en réserve ici et dans les environs, sont bien tranquilles.

La ville est en émoi à l'occasion de la formation d'un train d'émigrés pour la France. Le général commandeur, profitant de la réunion des maires pour la confection de nos relevés de bons, a remis à tous une note explicative des conditions. Il a commenté, avec son manque de tact ordinaire, les instructions envoyées par le haut commandement. Toujours hargneux, il s'est beaucoup étendu sur ce qui était défendu et sur les menaces de peines. Il était cependant naturel de faire ressortir ce qu'avait d'humain cette mesure, et de ne pas en faire un moyen d'aggraver la haine que nous avons tous de plus en plus dans le cœur. Actuellement, 1100 personnes de Cambrai sont inscrites et les villages de la Commandanture doivent fournir leurs listes pour le 15 dans la matinée.

Dans notre réunion des maires, à la Chambre de Commerce, nous avons encore fait de la bonne besogne pour l'application des secours indispensables aux malheureux. J'en ai profité pour recommander à quelques-uns plus de dignité dans la correspondance avec notre despote, moins de respects à son adresse. Je me suis élevé aussi contre le versement d'or pour obtenir du sucre. Ils ont trouvé ce truc pour faire sortir l'or que jusqu'à présent on leur cachait. J'ai soutenu que grâce aux livraisons alimentaires du Comité américain, les privations avaient été assez faibles pour subir le manque de sucre. Nous nous sommes occupés de beaucoup d'autres affaires et nous sommes ajournés au 20, date à laquelle nous devons remettre nos relevés.

12 décembre 1915. — Trois affiches ont été placardées à propos d'un chien enragé, une pour forcer de tenir les chiens attachés et pour énoncer les symptômes de la rage, une autre pour recommander les soins à donner aux personnes mordues, enfin la troi-

sième ordonnant l'inscription des chiens. Tout cela serait très bien si les menaces n'étaient pas toujours l'accompagnement vexatoire de ces mesures.

Une affiche explique que le moratorium français n'est pas applicable en pays occupés, et que nous n'avons pas à nous soumettre aux réglementations décrétées sur ce sujet, en France, depuis l'occupation.

Leur joug est de plus en plus dur, la fatigue le rend horriblement pénible. C'est trop long !

15 décembre 1915. — Ce qu'ils nous disent des Balkans serait atrocement démoralisant, si nous ne savions pas que leur volonté est de nous déprimer, et qu'ils mentent. Notre confiance, dans nos armées, nous met en garde contre ce mal mais le résultat est de donner à tous une nervosité extrêmement pénible. Les nerfs sont à fleur de peau, pour un rien on s'irrite, les relations deviennent difficiles, il faut beaucoup de précautions pour empêcher les discussions de tourner à l'aigre.

16 décembre 1915. — Les troupes de réserve séjournent continuellement dans la région. Beaucoup d'artillerie et de régiments de la garde. C'est ruineux pour les villages, la menace de piller les maisons et d'enlever des otages rend toute résistance impossible, car on sait qu'ils ne se contentent pas de menacer. Il semble y avoir actuellement grande hésitation dans leurs mouvements de troupes. Après plusieurs faux départs, des trains qui portaient des relèves pour les tranchées sont allés jusqu'à Libercourt pour revenir dans nos cantonnements. Les soldats prétendent que ce retour a été forcé par les Français !

17 décembre 1915. — Depuis hier de nombreux trains portent des renforts dans la direction de Péronne. Le bruit du canon a presque cessé depuis vingt-quatre heures.

La commission des notables s'est réunie hier pour prendre connaissance d'un dossier envoyé par M. Demolon. Il fait entrevoir que les 650 000 francs en espèces d'État, que nous sommes allés quémander au mois d'août, sont sur le point d'être épuisés dans les paiements du quart en espèces des entretiens de troupes. Des démarches multiples de la municipalité tendent à obtenir de pouvoir tout solder en bons communaux mais les réponses sont négatives. Nous conseillons au maire d'écrire au général en chef de la VI^e armée et au besoin au roi de Bavière. Nous ajoutons que lorsqu'il aura épuisé toutes les réserves, si le conseil municipal nous demande notre concours pour l'aider à chercher de nouvelles ressources, nous ne refuserons pas d'essayer, mais que notre opinion est que le résultat ne sera pas en proportion de ce qu'au-

ront de pénible les sollicitations à faire. Nous insistons beaucoup pour dire que nous ne voulons pas de déplacement des responsabilités, que nous resterons des auxiliaires dévoués dans l'exécution de décisions prises par ceux auxquels elles incombent.

Les trains d'émigrés s'organisent, mais le nombre de ceux qui peuvent ou veulent partir n'est pas assez grand au gré du général, qui annonce que si on ne trouve pas les 1 200 personnes qu'il exige, il fera une rafle dans les rues pour compléter les trains. Il manque actuellement encore 400 personnes, beaucoup s'étant fait rayer des listes. On parque à la citadelle, aujourd'hui, les émigrants des campagnes, demain ceux de la ville iront les rejoindre. Ils ont affirmé qu'ils ne feraient pas faire de quarantaine, espérons que les malheureux, — et en même temps heureux, — prendront vivement la route de France.

Ma fille ne résistant pas au juste désir de retrouver son mari et ses enfants, est de ceux qui partiront. Je l'y pousse. Malgré ce que cela a de pénible pour moi, elle doit le faire.

20 décembre 1915. — Les émigrants ont été parqués pêle-mêle à la citadelle samedi à 2 heures de l'après-midi, c'est seulement pour le soir qu'il a pu être fait un certain triage. Si les listes avaient été dressées par catégories, cette promiscuité pénible eût pu être évitée. Il fallait grouper les personnes qui devaient prendre des billets de deuxième classe, celles qui voyageaient en troisième classe, et celles, dont beaucoup de peu désirables, qui étaient expédiées gratuitement.

Après une nuit assez pénible, mais supportée gaillardement à cause de la perspective de retrouver en France parents et amis, nos émigrants ont pu être aperçus l'après-midi dans les cours de la citadelle. Une consigne aussi sévère que brutalement appliquée, les empêchait de s'approcher des murs sous lesquels nous étions pour chercher à leur faire encore une fois nos vœux de bon voyage. Heureusement que beaucoup avaient pu emporter quelques provisions, car on ne leur a distribué aucune nourriture. Ce matin, le général est allé donner ses ordres, et a cherché à imputer à la municipalité l'odieux des procédés.

Alors que les Allemands avaient pris le peu d'or qu'avaient sur elles certaines personnes, les autres ont trouvé le moyen de se défaire de celui qu'elles avaient.

Cet après-midi, nous avons pu communiquer avec les nôtres, toujours soutenus par la récompense en perspective de rentrer en France. Un premier train partira demain mardi à 6 heures, mais pour les embarquer on leur fera quitter la citadelle cette nuit à 2 heures ! Il paraîtrait que le voyage sera très direct, car ce train arriverait en Suisse, à Schaffouse, mercredi vers 3 heures de l'après-midi.

Les officiers qui rentrent de la ligne d'attaque conservent une morgue qui leur fait perdre les convenances les plus élémentaires vis-à-vis de nous ; leurs soldats reviennent de plus en plus découragés, ils sont affolés à la perspective de retourner dans les tranchées. Mais on prépare partout une grande fête de Noël !

Des troupes sont encore parties ce matin. Sans laisser le temps de faire un gros nettoyage indispensable, d'autres officiers viennent occuper les chambres devenues libres.

Il court des bruits favorables pour nous, c'est très utile pour empêcher le découragement.

Les maires sont venus apporter ce matin les premiers relevés de bons de réquisition. Décidément, je crois que cette exigence nous sera favorable. Non seulement, dans la réunion plénière que j'ai eue ce matin à la Chambre de Commerce, j'ai pu constater et encourager le bon moral de tous, mais j'ai fait des recommandations multiples et j'ai donné des explications qui font beaucoup de bien.

22 décembre 1915. — Le Comité américain nous a largement approvisionnés en farine et riz, mais l'huile comestible, malgré les promesses, manque, et le sucre comme le savon nous viennent en trop faible quantité. Malheureusement, sortant des conventions, il nous fait fournir du son à l'armée allemande, il ravitaille donc l'ennemi !

Depuis mon intervention près des maires, on s'abstient généralement de porter de l'or à l'administration civile pour obtenir du sucre, cependant ces quinze derniers jours, il a encore été donné 1 600 francs. S'ils font payer le sucre 100 francs les 100 kilogrammes en or, ils nous vendent également, en exigeant de l'or, l'avoine indispensable à l'entretien des chevaux qu'ils vont nous prendre.

La quantité d'or saisi sur les émigrants des deux derniers train et échangée contre des billets s'élèverait à environ 40 000 francs ! Nous avons, après cela, mauvaise grâce à dire qu'il n'existe plus d'or dans le pays.

Il y a quelques mois, j'avais conseillé à chacun de faire établir d'une façon indiscutable la valeur des choses enlevées. A cet effet, sur ma demande, le président du tribunal de commerce avait nommé des experts qui, après prestation de serment, ont procédé aux opérations utiles. Les Allemands qui surveillent tout ont fini par connaître ces précautions prises. Un juge d'instruction a été chargé d'informer sur ce sujet. Le résultat a été l'envoi d'une note ordonnant que chaque fois qu'il y aurait expertise la Commandature en soit informée pour s'y faire représenter si elle le juge de son intérêt. Donc, si cette prévoyance les préoccupe, il est très heureux de l'avoir eue. Ces attestations auront une influence énorme lorsqu'il s'agira de déterminer l'importance de ce qu'ils

auront à payer. Ils trouvaient très simple de nous imposer des prix et sont étonnés que, forcés de subir leurs prétentions, nous préparions la défense de nos intérêts.

23 décembre 1915. — Les troupes qui avaient quitté leurs cantonnements pour aller sur le front sont revenues dans les mêmes cantonnements après une absence de quinze jours. Elles ne cachent pas ce qu'a de terrible le séjour dans les tranchées ; leur état physique et moral parlerait pour eux, même si les hommes ne disaient rien. Il paraîtrait qu'on ne les laisse que neuf jours dans les tranchées, trois jours successivement dans les trois lignes de tranchées. Ils ne semblent pas avoir perdu beaucoup de monde. Le bataillon qui est à Noyelles accuse soixante tués ou blessés, mais il est impossible de contrôler, car plus de deux cents permissionnaires sont supposés partis pour l'Allemagne.

En attendant, pour faire diversion, ils font de grands préparatifs dans le but de fêter avec beaucoup de solennité la Noël. Ils réquisitionnent tous les locaux un peu spacieux. De grandes provisions leur arrivent. Ils dévastent bois et jardins, coupent tous les sapins.

26 décembre 1915. — Ils ont fêté la Noël avec un calme extraordinaire, on peut même dire dans la tristesse. Leurs réjouissances étaient ordonnées, réglées ; malgré ce qu'ont pu faire les chefs, l'enthousiasme n'existait nulle part. Ils avaient mis du sapin partout, c'était la fête au sapin, mais cette plante si triste par elle-même constituait une ornementation mortuaire. Les tables des officiers étaient couvertes de branchages, c'était d'un aspect sinistre. Les soldats réunis par groupes ont chanté par ordre. Chaque officier avait dans sa chambre un petit arbre de Noël que, pour lui seul, avec un enfantillage naïf, il ornementait, et sur lequel il accumulait les brinborions. Puis, rêveur, il restait de longues heures en méditation devant cet arbre éclairé avec de petites bougies. Quelques-uns ont même offert aux enfants des maisons dans lesquelles ils logent des arbres chargés de bibelots. Des distributions très copieuses avaient été faites et les beuveries silencieuses ont engendré des ivresses calmes, mais répugnantes. Personne dans les cafés, peu de monde dans les rues. Dans les campagnes, tout s'est passé comme en ville. J'ai pu savoir que le bataillon de la garde à l'effectif de 700 à 800 hommes, qui est à Noyelles, avait distribué pour 6 500 marks de victuailles et bibelots divers. Évidemment, ces malheureux se rendent compte que la prolongation de la guerre les conduit à la défaite, et qu'en attendant elle leur inflige des maux terribles.

Cette fête n'a pas été plus gaie pour nous. Heureusement qu'on se sent les coudes et que des réunions de bons amis allègent, pour

les isolés comme moi, les heures pénibles. Cependant les soirées et les nuits suffisent pour broyer du noir. Depuis quelques jours, il fait un temps affreux qui, par lui-même, est attristant. La seule joie à laquelle nous avons pu nous arrêter est celle de savoir quelques-uns des nôtres heureux d'être rentrés en France pour la Noël. Nos cœurs étaient à l'unisson avec les leurs.

27 décembre 1915. — Le canon n'a pas cessé, ces jours derniers, de tonner très fort, mais nous ne connaissons toujours rien de ses effets.

La Commandanture paraît plus calme en ce moment. Les conseils de guerre ont été très durs pour les malheureux de l'hôpital 106 auxquels il n'était possible de reprocher que des inconséquences, des légèretés. Ils ont eu de dix à quinze ans de réclusion.

Les questionnaires et ordres abondent sans cesse : information de la quantité de terres labourées, connaissance des ensemencements, défense de faire saillir les juments qu'ils doivent prendre (ils ont enlevé depuis longtemps tous les étalons) ; enquête sur les prisonniers civils emmenés en Allemagne ; indication des ingénieurs autorisés à faire la vérification des chaudières à vapeur ; inspection du bétail, etc.

29 décembre 1915. — Jusqu'à présent, les Allemands avaient semblé se désintéresser de l'ensemencement des terres en vue de la récolte à faire l'an prochain. Aujourd'hui ils sont inquiets et m'ont demandé des explications sur ce qu'ils estiment être un peu en retard dans le travail des terres. J'ai eu beaucoup de peine à leur faire admettre que la nature du sol et le climat différant de ce qui est chez eux, nous ne pouvons pas procéder exactement comme ils le font.

Ils rêvent encore une fois que les bons communaux soient l'objet d'émissions faites par des groupes de communes. Lorsque je leur démontrais les dangers de cette façon de faire qui faisait prendre aux communes bien gérées la responsabilité de celles qui l'étaient mal, ils m'ont répondu que nous n'avions pas l'esprit de solidarité. Leur statistique leur a permis d'établir que dans les communes de la Commandanture, en dehors de Cambrai, les émissions s'élevaient fin septembre seulement à 1 250 000 francs. Ils ne se sont pas rendu compte que la Chambre de Commerce avait avancé à ces communes près de 4 000 000, aussi ils trouvaient extraordinaire qu'il eût été possible de satisfaire à leurs exigences avec si peu d'émissions.

J'ai dû chercher à les détourner de l'idée de vouloir escompter les coupons de nos titres. Leur intention était de les payer en argent d'État. Le but est toujours de connaître où se trouve l'argent pour le faire sortir. Je leur ai affirmé que nous n'avions pas

de titres, qu'ils avaient été presque tous expédiés à Paris, Bruxelles ou la Suisse.

L'état-major du corps d'armée de la réserve de la garde est parti à Tournai, mais il reste les deux généraux de division. Ils ont dû perdre beaucoup de monde pendant leur dernier séjour à Comines, Ypres, etc., car ils reconstituent l'effectif de quelques bataillons à un chiffre qui reste réduit à 500 ou 600 hommes par bataillon.

30 décembre 1915. — J'ai reçu un premier train de betteraves en vue d'une reprise de fabrication. Je suis navré de l'état de ces betteraves, elles font 45 à 50 pour 100 de tare de terre et il y en a une moyenne de 15 pour 100 de pourries après dégel. Que seront-elles dans un mois, lorsque l'approvisionnement permettra de mettre l'usine en marche?

J'ai dû faire voter par le conseil municipal un nouvel emprunt de 25 000 francs. Vingt-trois personnes donnent leur aval solidaire; quelques-unes le font de mauvais cœur, mais en général l'esprit de solidarité existe.

31 décembre 1915. — On prépare un troisième train d'émigrants qui partira le 2 ou le 3 janvier. Ils sont encore enfermés à la citadelle.

Pour leur fête de Noël, ils ont transporté de maisons dans d'autres beaucoup de pianos, et ne se préoccupent nullement de les faire rentrer.

Voilà terminée une année terrible! espérons que notre vaillance se maintiendra pour supporter ce qui va venir.

1^{er} janvier 1916. — Le temps s'harmonise avec l'état de nos cœurs, il est atrocement triste. Cette nuit les Allemands ont été bruyants, pendant une heure et demie, vers minuit, ils ont tiré de nombreux coups de fusil en l'honneur de la nouvelle année.

De bons amis sont venus distraire mon âme, très affectueusement ils ont passé une grande partie de la journée avec moi. Nous avons beaucoup causé de nos chers absents et nous sommes réciproquement remontés en considérant le bonheur qu'ils avaient d'avoir de nos nouvelles. Mais nous aurions besoin d'avoir des leurs! Toujours est-il que grâce à cette amicale influence, j'avais, le soir, des idées moins noires.

Il faut toujours se dire qu'il y en a beaucoup infiniment plus malheureux que nous. Nous devons rester vaillants en attendant de meilleurs jours. Ces mois d'épreuves nous laisseront quand même des souvenirs très doux, car autour de moi on se dépense beaucoup les uns pour les autres.

2 janvier 1916. — Deuxième jour qui devrait être de fête,

je n'ai pas été laissé seul, de quatre côtés différents j'ai été invité à déjeuner. Évidemment, le soir, nous sommes forcés de rester chez nous puisque nous avons défense de circuler après 8 heures, dans les rues, toujours non éclairées.

3 janvier 1916. — Je constatais ce matin, à Noyelles, que certains wagons de betteraves que les Allemands m'amènent ne contiennent que 19 pour 100 de betteraves encore saines, tout le reste est terre et pourriture !

J'ai l'explication des achats de sons que les Allemands font au Comité américain. Ils nous avaient promis de nous laisser, pour nous nourrir, un cinquième de la récolte de blé, qu'ils ont mis à la disposition du Comité américain, mais ils entendent se réserver les issues ! C'est tout au moins spécieux comme raisonnement.

La question du paiement des fournitures faites par le magasin d'étapes, pour la nourriture des troupes, reste une grosse préoccupation.

La ville a réuni à différentes reprises le groupe des notables qui était venu à son aide pour quémander de l'argent chez nos concitoyens. Nous avons promis de les aider lorsque le conseil municipal aurait pris une détermination. Nous avons dû, une fois de plus, nous mettre en garde contre le déplacement des responsabilités. Quelques conseillers municipaux allaient jusqu'à prétendre que les décisions étaient prises sous notre pression. Or, nous entendons protester contre cette imputation. Ce n'est pas notre rôle.

Les réunions ont été l'occasion de connaître qu'alors que Cambrai, depuis le commencement de l'occupation, a versé en espèces aux Allemands environ 2 250 000 francs, Valenciennes en a donné autant et Lille n'a été quitte qu'avec 25 millions !

14 janvier 1916. — L'absence de nouvelles militaires persiste, du reste le temps ne permettrait aucune action d'une certaine envergure. L'activité dans les tranchées, et principalement celle de l'artillerie, semble plus suivie, plus intense que l'hiver dernier. Les Allemands disent nettement qu'ils souffrent beaucoup dans les tranchées, cependant la relève des troupes est régulière.

Enfin ! nous n'avons plus à Noyelles que la garde du pont et quelques soldats ; nous espérons que cela va durer quelque temps.

Dans la nuit du 10 au 11, à 3 heures et demie du matin, un déplacement d'air dû à une explosion lointaine a fait vibrer toutes les vitres, certaines fenêtres se sont ouvertes. Nous avons appris que cela avait été occasionné par l'explosion, à Lille, d'un fort dépôt de munitions, on ne nous dit pas comment la chose s'est produite. Si nous ne connaissons pas la cause, nous savons que l'effet a été terrible : une centaine de maisons plus ou moins détruites, bris

énorme de vitres et surtout soixante-dix civils tués ; les Allemands prétendent que quarante soldats seulement ont trouvé la mort dans la catastrophe. Évidemment, on parle de beaucoup plus de morts et de très nombreux blessés.

Hier, le général commandeur a réuni les officiers, sous-officiers et soldats attachés à ses bureaux pour leur reprocher des indiscretions commises à propos de l'explosion de Lille. Il a ajouté des recommandations de prudence très sévère pour ne rien laisser connaître à ces *cochons* de Français des choses concernant les Allemands !

On continue à acheter à leurs magasins une trop grande quantité de sucre contre de l'or. Ils cherchent par tous les moyens à faire rentrer dans leurs caisses ce métal précieux. Leurs agents vont à domicile offrir 18 pour 100 de change contre des billets de la Banque de France.

Après avoir autorisé à semer des betteraves au printemps prochain, ils envoient un questionnaire pour savoir ce que chacun a l'intention d'ensemencer en betteraves à sucre, pour distillerie, et fourragères.

En attendant, ils redoublent d'ardeur pour détruire les sucreries, ils reviennent à Escaudœuvres pour parfaire leurs enlèvements de cuivre, suspendus depuis trois mois.

L'approvisionnement en betteraves pourries est continué par leurs soins à la sucrerie de Noyelles, comme à celle d'Havrincourt. Pourrons-nous jamais extraire un peu de sucre de celles à moitié saines, mélangées avec ce fumier ? Nous n'avons rien de mieux à faire que d'attendre le plus longtemps possible.

La recherche de billets de la Banque de France ou de marks pour le compte de la ville est très dure ; il en reste peu, ou plutôt on ne veut pas s'en dessaisir, du reste le mauvais exemple vient de haut, parmi ceux qui ont été appelés à voter qu'il fallait chercher le moyen de prolonger encore les paiements, mais qui se refusent personnellement à en donner, alors qu'il est *indubitable* qu'ils en ont !

Jeudi, 6 courant, les Américains sont venus avec le lieutenant Neuberbourg qui m'a promis de s'interposer pour me faire obtenir un permis d'aller à Valenciennes. Ces messieurs ont dit que nous allions recevoir 500 à 600 tonnes de charbon et 2 à 3 tonnes de vêtements pour distribuer gratuitement aux indigents. La valeur de ces choses serait prise sur un bénéfice qui reste au Comité américain après les ventes qu'il nous fait, bénéfice qu'il ne veut pas encaisser. Nous avons même reçu une autorisation à ne pas publier qui nous laisse la faculté, en cas d'urgence, de secourir en aliments, vêtements, etc., les indigents, émigrants ou émigrés, en prenant à cet effet dans la caisse du Comité. Ils nous ont également promis de nous fournir des carbures, du sucre, de l'huile, etc. En réalité,

si l'organisation n'est pas parfaite, — et les circonstances l'excusent — il faut être prudent dans les blâmes faciles à infliger.

16 janvier 1916. — Hier soir, à 8 heures, un sous-officier allemand est venu me donner des nouvelles de mes neveux de Séraucourt, et avec complaisance s'est chargé de reporter des miennes. Il y a chez eux, comme ailleurs, de braves gens, ils sont rares.

Leurs administrations, qu'elles soient d'une armée ou d'une autre, sont caractérisées par une confiance sans bornes dans leur savoir ! C'est ainsi qu'ils ont forcé la sucrerie de Séraucourt à travailler pendant les mois de mai et de juin ; chose extraordinaire, on a pu faire un peu de sucre. Ils donnaient 10 francs par sac pour les frais de fabrication qui coûtaient plus de 18 francs.

17 janvier 1916. — Le savant M. Godchaud ne se contente pas, avec une complaisance sans limite et inlassable, de servir d'interprète à la disposition de la mairie et de tous, il a accepté de faire chaque jour des cours d'allemand au collège. Ces jours derniers, il a failli avoir un gros désagrément à ce sujet ; pendant une perquisition domiciliaire faite chez les parents d'un élève, il a été trouvée une copie d'un devoir du fils ; ce jeune homme faisait allusion au remplacement de notre drapeau national par les couleurs allemandes sur le balcon de l'hôtel de ville. Ce devoir était corrigé par le maître qui avait mis, en marge de l'allusion au drapeau, la mention *très bien*.

Pour ce fait il fut appelé au juge d'instruction, puis devant le général qui lui a lavé la tête et qui lui a fait grâce d'une punition, uniquement parce que, depuis l'occupation, les rapports avec lui l'avaient fait noter comme homme sérieux !

Le commandeur devient de plus en plus inaccessible et nous ne nous en plaignons pas, tellement sa méchanceté démente est irascible. Pour ma part, même quand il me fait dire d'aller lui parler, j'évite de le faire lorsque je le puis. Il y a quinze jours, les conseillers municipaux de la commune d'Eswars lui ont adressé une délibération aussi bête que contraire à nos devoirs de patriotes. Ces malheureux se plaignent de détournements faits par le maire qui est un incapable. Le général m'a renvoyé le factum en qualité de sous-préfet, après l'avoir annoté pour me donner l'ordre d'aller l'entretenir de cette affaire. Je désire lui supprimer le triste papier et j'espère qu'il va l'oublier.

18 janvier 1916. — L'exigence de payer 10 francs par jour à chaque officier a été étendue aux sous-officiers, sergents-majors et autres chefs de service, en se basant uniquement sur le droit du plus fort ; mais ce qui est plus extraordinaire, c'est une note avec cachet de régiment de la garde disant : « Par ordre supérieur

l'indemnité de 10 francs doit être payée aux officiers même lorsqu'ils sont en congé, vous voudrez bien, en vous conformant à cet ordre, remettre ce qui est dû suivant détail ci-joint. » Il faut espérer que tout cela se réglera à la paix et qu'ils seront forcés de nous indemniser de ces violences.

Il paraîtrait que les troupes revenues de la relève du front, il y a quelques jours, ont été avisées de se tenir prêtes à repartir, alors qu'elles doivent régulièrement rester trois semaines ici. Leurs soldats sont tenus en haleine d'une façon extraordinaire, ils font des exercices et promenades sans discontinuer. Est-ce pour maintenir l'entraînement, ou pour ne pas laisser leur moral s'aggraver dans l'oisiveté?

Nous ne savons toujours rien de ce qui se passe au front !

16 janvier 1916. — Le capitaine Herbert est venu constater l'état des betteraves qu'il fait envoyer à la sucrerie. C'est un très gros travail de faire le triage des betteraves pourries. Cependant, toute réflexion faite, je crois qu'il y a intérêt à me prêter à cet ouvrage exceptionnel. Il m'a dit qu'avec un officier spécial il avait fait un inventaire sommaire de la sucrerie. J'ai compris qu'ils escomptaient la disparition d'un grand nombre de sucreries dans la région occupée, et qu'ils veulent faire un classement pour apprécier les probabilités de non-reconstruction des usines démontées par eux. Ils ne perdent jamais de vue leurs intérêts commerciaux pour après la guerre et s'en préoccupent constamment. Une circulaire nous force à déclarer le peu de caoutchoucs neufs et vieux que nous avons en magasin.

Je suis tellement désolé de voir employer pour les produits mélassés les sacs faits avec de magnifiques étoffes propres à faire des vêtements d'hommes et de femmes, que j'en soustrais le plus possible pour alimenter les ateliers volontaires où les dames travaillent avec acharnement à confectionner tout ce qu'elles pensent utile aux malheureux. C'est un bonheur de voir leur satisfaction d'avoir le moyen de faire du bien, aux pauvres émigrés en particulier. Il nous revient d'Allemagne de temps en temps quelques petits groupes des prisonniers civils qu'ils avaient emmenés. Pourquoi ne généralisent-ils pas cette mesure?

20 janvier 1916. — J'ai mon permis pour Valenciennes où j'irai samedi, accompagné d'un gendarme. Ce voyage sera très utile pour les affaires de notre ravitaillement américain.

Aujourd'hui, à la suite de la réunion des maires, à la Commandanture, je les ai emmenés à la Chambre de Commerce. Dans une conférence, je leur ai donné de multiples indications sur quantité de sujets. J'ai insisté une fois de plus pour qu'ils fassent eux-mêmes toutes les choses qui concernent les œuvres sociales, je

leur ai démontré le danger qu'il y avait à laisser à d'autres les soins à donner à ces applications de la bienfaisance publique. Le plus grand nombre des maires se donnent la peine de bien remplir les charges de leurs fonctions et ne demandent qu'à être guidés, deux ou trois se désintéressent de tout, enfin quelques agités brouillons font du mal et parfois cherchent leur intérêt personnel : j'ai dû être assez dur dans mes remontrances, mais ils ont une telle confiance en moi que je suis approuvé, même par ceux dont je relève la mauvaise gestion. Il a été convenu, sur leur demande, que nous continuerions ces entretiens. Je leur ai annoncé la répartition du charbon et des vêtements dus à la générosité des Américains, et leur ai fait signer une lettre de remerciements.

Pour éviter autant que possible les divisions, lors de la terrible liquidation, je les ai engagés non seulement à lier les membres de leur conseil municipal à leurs actes, mais à solidariser toutes les personnes ayant une situation, dans l'œuvre commune. Ce sera un moyen d'éloigner certaines critiques faciles, et de conserver l'union qui sera encore plus indispensable après que pendant.

Notre général commandeur est furieux d'un article paru dans *l'Humanité* où il est vivement critiqué, et traité de vieille culotte de peau.

21 janvier 1916. — Ils ont pris possession de la salle des concerts et du théâtre, y donnent des conférences, des représentations très suivies.

Un peu tardivement ils se sont aperçus de l'inégalité de traitement entre les officiers du front, qui ne reçoivent aucune indemnité de l'habitant, et ceux au repos dans nos villages qui touchent 10 francs par jour. Depuis hier, ces indemnités vont être remplacées, mais nous ne connaissons pas encore la combinaison qui servira à nous pressurer encore un peu plus.

22 janvier 1916. — Mon voyage matinal à Valenciennes s'est bien effectué. J'ai eu tous les renseignements désirables au siège du district. Toute cette organisation est nécessairement bien compliquée, mais toutes les répartitions sont faites très équitablement. Un comité local supplée, par les bons offices d'un comité hollandais, à ce que ne donnent pas les Américains. A Valenciennes, dans une union parfaite et une organisation méthodique, toutes les bonnes volontés sont concentrées pour le bien général. Pourquoi n'en est-il pas ainsi à Cambrai? Les exigences allemandes sont, chez eux, à peu près les mêmes que chez nous, cependant la Commandanture agit moins brutalement, avec moins de méchanceté préméditée, elle incarcère moins précipitamment. Aussi, ils sont en retard de près de 2 millions dans le paiement des fournitures faites aux troupes par le magasin d'étapes. Les factures de ce

magasin, qui étaient pour le mois de janvier 1915 de 45 000 francs, ont progressé régulièrement, chaque mois, pour être, en décembre, de 235 000 francs, et faire un total, pour l'année entière, de 2 825 000 francs.

La banque d'émission de l'Union des communes a fait des prêts pour un peu plus que dans notre arrondissement ; — pour une population inférieure d'un tiers environ, nous avons émis :

16 millions	à la Chambre de Commerce.
10 —	à la Ville.
1 —	à la Caisse d'Épargne.
2 —	de bons communaux divers.
3 —	à l'Union du canton de Solesmes.

Soit : 32 millions au total.

Quelques-uns de ces messieurs se préoccupent, comme nous, de trouver un moyen de tarir cette fabrication fiduciaire dont vraiment il y a trop, et qui facilite aux Allemands la perception du drainage d'argent. Ils pensent à remplacer le plus possible la circulation des billets par des reconnaissances et engagements.

Le moral est excellent et la confiance absolue, la privation de nouvelles est aussi complète que chez nous.

Tout ce qui touche à l'alimentation est aussi cher qu'ici, mais il y a abondance de ces nourritures qu'on ne trouve presque plus chez nous. L'étal des boucheries et charcuteries est superbe et appétissant.

Malheureusement ces voyages sont l'occasion d'apprendre la mort d'amis ou de parents !

24 janvier 1916. — Je disais tout à l'heure à deux conseillers municipaux qui allaient entrer en séance avec la crainte de discussions aussi pénibles que celles qui avaient eu lieu samedi, que le seul moyen d'assurer le bien général, qui devait tout primer, était de reconstituer une municipalité complète en en supprimant le premier adjoint, poids lourd à traîner.

26 janvier 1916. — Pour s'excuser de l'envoi de leur plainte au commandeur, les conseillers municipaux d'Eswars ont prétendu qu'ils avaient porté, deux ou trois mois avant, une lettre, rédigée dans le même sens, aux bureaux de la sous-préfecture, et que n'ayant eu aucune réponse ils avaient dû prendre la détermination que j'incrimais. Cette justification est bien spécieuse, du reste le personnel de la sous-préfecture m'a affirmé qu'il n'a rien reçu ?

Le prisonnier civil, M. Garret, architecte, est revenu avec trois Cambrésiens. Après avoir passé six mois dans un camp de soldats de toutes nationalités, où ils étaient très mal, ils étaient depuis dix mois au château de Selles, lieu de détention pour officiers ou

assimilés. La vie y était plus facile et beaucoup moins pénible, avec deux cent cinquante compagnons pris dans le même monde.

27 janvier 1916. — Depuis samedi il est absolument impossible d'obtenir un permis pour aller d'un village à l'autre. On annonce que cela va durer au moins quatre semaines, cependant nous ne voyons rien de particulier dans la circulation des troupes. Le mouvement doit se faire plus haut, vers la Belgique. On croit pressentir à certains indices qu'ils préparent une offensive contre les Anglais. Nous entendons le canon comme à l'ordinaire, ni plus ni moins ; une escadrille de quatre avions est venue nous visiter trois jours de suite.

Depuis hier, nous avons entamé le dix-huitième mois d'occupation allemande ! Quand serons-nous libérés ? Nous sommes un peu inquiets dans mon entourage de n'avoir pas par ma fille des nouvelles des nôtres. Il avait été convenu qu'elle ferait paraître dans *le Matin* une note aussitôt qu'elle aurait des renseignements sur tous les nôtres ; or, voilà un mois qu'elle est en France et jusqu'au 21 le journal ne contenait rien. Je les ai tous vus, depuis le 28 décembre dernier, avec sept jours de retard.

La fête de leur empereur, commencée hier soir par une superbe retraite aux flambeaux, regardée derrière les rideaux, s'est continuée ce matin par une revue au pas de parade, passée sur la place d'armes, puis ils ont assisté à une messe en musique et enfin, ce soir et cette nuit des banquets ont terminé ces réjouissances commandées. Les troupes, soldats comme officiers, n'ont aucune gaieté, tout respire chez eux la tristesse.

28 janvier 1916. — Nos séances de la Chambre de Commerce sont toujours importantes, mais celle d'aujourd'hui a encore été plus grave que d'ordinaire par les résolutions prises. Notre collègue M. Posselle, de Caudry, avait pu être amené par un officier de sa Commandanture, et nous demandait beaucoup d'argent pour les communes du canton de Clary, dont il continue à s'occuper avec un dévouement inlassable. La question de principe s'est trouvée posée une fois de plus, au sujet des municipalités qui font des emprunts pour payer des redevances aux Allemands. Nous avons reconnu l'impossibilité de nous soustraire à ce service, mais avons tenu à redoubler de précautions pour forcer à la prudence et à l'ordre.

De plus en plus effrayés des émissions de bons d'argent faites à jet continu, nous avons résolu de restreindre le plus possible, dans l'avenir, ces monnaies dont il y a très suffisamment en circulation.

Les communes empruntent à notre caisse pour payer les denrées américaines ; celles qui ne remplissent pas, par leur faute, les con-

ditions exigées pour trouver l'argent chez nous sont extrêmement gênées et ne peuvent pas prendre tous les aliments qui leur reviennent. Pour avoir de l'argent, elles doivent souscrire des engagements vis-à-vis de la caisse d'émission ; or nous avons décidé de leur faire prendre des engagements de ne payer qu'après la guerre, aux Comités américains. Cela supprime un besoin d'argent et restreint la circulation des billets. Nous ferons appuyer cet engagement par une reconnaissance mensuelle des choses qui auront été livrées. Ceci sera complété d'exigences qui empêcheront les abus. Les municipalités devront surtout continuer à faire payer les fou nitures aux particuliers pouvant le faire même en se gênant. Comme elles ne nous apporteront pas chaque semaine cet argent, il restera dans leurs caisses pour les besoins des œuvres sociales et charitables, d'où nouvelle réduction dans leurs demandes d'emprunts. Je suis persuadé que nous avons été bien inspirés, mais il est bien difficile, dans les circonstances actuelles, de savoir où est la vérité, et cette vérité se modifie trop souvent. Notre collègue M. Desroy nous avait fait, sur la question, un rapport aussi complet que suggestif, envisageant tous les côtés de la question, nous n'avons eu qu'à l'approuver.

29 janvier 1916. — La jalousie antipathique entre Bava-rois et Prussiens s'accroît surtout lorsqu'il s'agit de régiments de la garde. Les premiers trouvent que les seconds sont trop ménagés, qu'ils font peu de service dans les tranchées. Lorsque des disputes après boire s'élèvent entre officiers, la plus grosse injure consiste à se traiter d'Anglais ; parfois ils en arrivent à se battre et à se blesser. Le bruit court d'une façon persistante que les Bava-rois vont partir et être remplacés par des Saxons.

A Noyelles, le bataillon de la garde fait annoncer son retour des tranchées pour lundi.

Ils ont complété l'enlèvement de la voie de notre raccordement à Saint-Druon. Ce matériel a été porté à Marcoing, jusqu'à présent j'ai réclamé inutilement un bon, il ne faut pas se lasser.

30 janvier 1916. — Pour eux la chasse est toujours ouverte et tous les moyens de destruction sont permis. Le parc de M. Bonnel, à Morenchies, est garni de lacets que les officiers viennent poser au besoin eux-mêmes. Lors d'une perquisition, il y a quelques jours, leurs gendarmes ont trouvé deux lapins pendus dans un garde-manger ; sur la déclaration faite par le garde qu'ils étaient destinés au propriétaire, M. Bonnel a été appelé au juge d'instruction, puis par le général, l'ordre lui a été intimé de défendre à son garde de lui apporter ses lapins. Ils appartiennent à l'armée !

Le juge d'instruction Baldauf vient de me convoquer pour savoir si les tribunaux fonctionnaient régulièrement, et si les

registres d'état civil étaient tenus convenablement, je me suis borné à lui répondre qu'aucun Français ne manquait à son devoir. Comme toujours, du reste, il a été, dans la forme, très convenable. Il n'en est pas de même du capitaine Ladenburg qui m'a reçu très brutalement parce que je m'étais adressé directement à l'Inspection des étapes, dans le but d'avoir des permis pour moi et pour les ouvriers de la sucrerie, à l'effet de pouvoir mettre la sucrerie en marche, sur ordre de l'administration des affaires civiles. Il m'a dit que je n'obtiendrais rien tant que je ne m'adresserais pas à lui, or chaque jour je leur demande ces permis de vive voix et ils me répondent que c'est Valenciennes qui doit donner l'ordre de délivrer ces permis.

Un avis du général me reproche d'avoir présenté à la revue des chevaux de notre ferme de Rumilly dont la ferrure laissait à désirer. Il m'invite à les faire ferrer immédiatement. Il faut non seulement les tenir à leur disposition, mais il faut encore qu'ils n'aient rien à faire pour les mettre en service.

31 janvier 1916. — Le capitaine Herbert est venu me prendre pour me conduire en automobile à Noyelles. Le triage des betteraves pourries, autant qu'il est possible de le faire, se termine. Nous avons décidé de reprendre la fabrication lundi 7 février. Que pourrions-nous faire avec de pareilles matières premières? Que d'argent dépensé pour fort peu de chose. Nous n'aurons pas 2 000 000 de betteraves à travailler. Dire qu'il faut se soumettre! et se contenter de protester.

1^{er} février 1916. — Il paraîtrait qu'il ne suffit plus de faire une fois pour toutes le recensement des voitures, chaque mairie a reçu l'ordre de remettre le 8 de tous les mois le relevé des voitures à deux et quatre roues, aussi bien pour celles dites de luxe que pour celles qui servent au commerce ou à l'agriculture, nous devons ajouter ce que nous avons de fouets, harnais et couvertures pour chevaux! Rien n'échappe à leurs investigations.

2 février 1916. — Les cours des docks sont encombrées de tous les noyers qu'ils ont fait abattre, on les charge sur wagons à destination de l'Allemagne, comme du reste nos grains, blés et avoines.

Nous ne voyons pas partir, comme cela avait été annoncé, nos vieux Bavaoïs. Les Alsaciens-Lorrains, et les Allemands nés en Angleterre, sont supprimés des Commandantures et autres administrations ayant des contacts avec le public.

Il y a encore plus de troupes de la garde dans la région que par le passé, il semble que les effectifs ont été complétés avec des recrues très jeunes. Ils travaillent beaucoup, font chaque jour des

exercices à la grenade. Ce projectile a dû être modifié, car le bruit de son éclatement n'est plus ce qu'il était.

3 février 1916. — Le bataillon de réserve du 1^{er} régiment de la garde, à Noyelles, est complété à 1 000 hommes, c'est très lourd pour notre population de 600 habitants. Les soldats sont presque raisonnables en général, mais dans ce séjour les officiers sont plus hautains, durs, méchants, d'une exigence sans limite. Ils ne parlent que pour menacer. Le colonel habite au château, il a fait prendre du courant électrique à la sucrerie, évidemment sans rien demander, et il fait distribuer de la lumière dans les maisons habitées par ses officiers. Un de ceux qui habitent à la sucrerie avait fait déménager un piano d'une maison dans une autre, ; après son départ ce piano avait été reporté au domicile de son propriétaire. Furieux de ne pas le retrouver, il a menacé de briser les portes si on ne le rapportait pas immédiatement. Un autre, logé dans une maison où ses prédécesseurs ont pris le linge, exige que la commune lui en fournisse sans retard ; un troisième ayant décidé de se fixer chez une femme seule, refuse de s'installer dans une chambre beaucoup plus confortable.

Les officiers en congé de santé, lors du dernier séjour du bataillon, réclament l'un dix-huit jours, l'autre vingt-quatre jours, à 10 francs. Ils terrorisent tout le monde. Je suis allé me plaindre au colonel ; très poli, il m'a dit qu'il fallait toujours obéir aux officiers.

4 au 11 février 1916. — La triste uniformité des jours qui se succèdent ne laisse pas place à des faits nouveaux. Les rigueurs et les tracasseries s'aggravent encore chaque jour, si possible. Ils perfectionnent leurs moyens de nous tourmenter et leurs exigences.

Les équipes de recherches continuent leurs exploits de fouilleurs, rien ne peut leur échapper, ni dans les caves, ni dans les jardins, comme dans les greniers et sur les toits. Cette épée de Damoclès suspendue chaque jour sur nos têtes constitue une vraie torture. Dans presque toutes les maisons, ils finissent par découvrir quelque chose. Armés de marteaux et de sondes, l'expérience qu'ils ont acquise leur fait tout dénicher.

Un dénombrement de la population a été fait à la date d'hier. Les classifications exigées nous encerclent dans l'impossibilité d'échapper à leurs investigations. J'ai profité de ce qu'ils réunissaient les maires pour compléter leurs recommandations à ce sujet, pour, de mon côté, les mettre en garde contre certains dangers évitables.

En date du 30 janvier est paru un ordre de rationnement des chevaux, qui doivent être toujours prêts à être livrés à l'armée en parfait état. Pour arriver à ce résultat nous avons le droit, en

le leur achetant, de donner par jour 1 kilogr. 100 d'avoine par cheval, et à titre gratuit 0 kilogr. 750 de fourrages ! Les litières ne doivent user que 6 kilogrammes de paille.

Comme toujours, les menaces de peines, d'amendes et de prison accompagnent ces ordres.

Même les chefs n'ont aucune pudeur pour réclamer de l'argent : le colonel du 1^{er} régiment de réserve de la garde réclame aujourd'hui 340 francs pour trente-quatre jours de séjour qu'il aurait pu faire à Noyelles en octobre s'il n'avait pas été en congé ! Impossible de se soustraire à ces prétentions illégales. Pourrons-nous régler tout cela après la guerre ?

Après avoir incité les communes à créer des bons d'argent pour pouvoir satisfaire à leurs réquisitions, ils sont inquiets qu'elles aient dépassé leur puissance de solvabilité, et que ces bons entre leurs mains deviennent de vrais assignats. Maintenant que le mal est fait, ils voudraient réglementer la chose et chercher des garanties solidaires. Ils ordonnent de soumettre à leur acceptation les demandes de tirage de bons et imposent des conditions, mais comme ils sentent l'abus de pouvoir qu'ils exercent, ils veulent faire prendre la responsabilité par une commission de contrôle qui devra donner son avis sur chaque demande. Cette commission est composée de dix membres pris dans le district de la VI^e armée. Pour ma part, je suis décidé à m'opposer à établir une solidarité avec les communes, qui ont été bien ou mal gérées ; il faudra profiter de l'occasion pour faire restreindre les émissions, et leur montrer que la puissance de paiement est épuisée, même pour les engagements à long terme. La première réunion constitutive de cette commission devait avoir lieu à Valenciennes aujourd'hui, mais nous avons été contremandés.

Ils entraînent et font travailler leurs soldats plus que jamais. A quand la grande action qui nous délivrera ? Notre situation devient de plus en plus désastreuse, la force de résistance à leurs dols s'épuise. La *Gazette des Ardennes* et le *Bruxellois*, seuls journaux mis à notre disposition, sont déprimants.

12 au 17 février 1916. — Il n'y a pas de doute possible, les Allemands n'ont plus confiance dans un résultat final favorable pour eux. Un capitaine d'état-major, malade chez un de mes amis qui avait dû lui donner quelques moyens pour se soigner, lui a écrit une longue lettre de remerciements dans laquelle, sans provocation aucune, il faisait une longue diatribe contre les journaux français qui disent notre victoire certaine après écrasement de l'ennemi, mais il ajoutait que dans l'état de choses actuel, il fallait un événement important pour pouvoir dire qu'un des deux partis avait plus de chance de vaincre que l'autre. Les soldats se plaignent beaucoup d'avoir faim, même dans les ambulances

l'alimentation est insuffisante. Ils se sont emparés de ma maison, rue de l'Aiguille, et y ont établi une petite caserne où se succèdent différentes troupes.

Le pain n'est pas aussi beau que dans la vie ordinaire, mais il est suffisant. Peut-être pourrions-nous avoir droit à l'avoir un peu meilleur. Aussi les murmures sont, dans toutes les classes de la société, exagérés et inquiétants. On en a après les boulangers comme après le meunier. Les têtes se montent sur des dires sans fondement, l'esprit est mauvais.

Je m'efforce de faire éviter les négligences qui pourraient donner prétexte à ces plaintes, mais il faut reconnaître que nous sommes désarmés, aussi bien vis-à-vis du moulin que des boulangers.

Notre satrape ne daigne plus se laisser voir, il a toujours la main aussi dure, et veille à l'exécution de ses ordres avec une rigueur sans limite. A côté des vexations inutiles, il faut reconnaître qu'ils prennent des précautions très judicieuses contre les maladies épidémiques. Depuis le début de l'occupation ils ont créé dans la blanchisserie du Plat un hôpital pour leurs soldats atteints de la fièvre typhoïde, et ils surveillent le service organisé à l'hospice pour les civils frappés du même mal. Lorsqu'un cas se déclare, ils exigent l'évacuation de la maison, et la font désinfecter. Cette façon de faire, très pénible, est cependant très sage. Il y a quelques jours la femme d'un notaire a dû abandonner son domicile, son enfant a été placé dans le service spécial à l'hospice, et elle-même, avec ses autres enfants, a dû être mise en observation à l'autre extrémité de cet établissement sans pouvoir approcher son petit malade. Cette malheureuse mère s'est fortement révoltée contre cette mesure. Elle va finir par reconnaître qu'elle est victime d'une précaution qui s'impose. La directrice de l'hospice, par son tact, sa patience et son dévouement, lui aura vite prouvé que son fils ne pourrait jamais être mieux soigné, alors qu'elle lui apporte, à elle, tous les adoucissements possibles, en l'installant avec sa famille dans deux pièces où elle n'est en contact avec aucun des hospitalisés.

Malheureusement, par les épandages des vidanges qu'ils ont exigé de la ville, il faut craindre pour bientôt un développement de l'épidémie.

Nous avons toujours entendu le canon depuis quelques jours, il semble que les Allemands préparent une offensive.

22 février 1916. — Les mêmes troupes font les mêmes exercices. Le même bruit du canon se fait entendre, la même absence de nouvelles nous laisse avec notre foi aveugle dans le succès final. Les Allemands perdraient énormément de monde dans l'offensive qu'ils esquisseraient depuis six semaines. N'en est-il pas de même chez nous?

Ils ont incorporé dans les bataillons de marche de la garde douze

recrues de la classe 1917 par compagnie. Ils ont donc été plus pressés qu'en France d'appeler cette classe et de l'instruire.

A la réunion des maires, dimanche, à la Commandanture, le major Bull nous a pris comme à l'ordinaire pour des esclaves imbéciles, et nous a dit que nous devons être heureux car, *après revision*, on allait nous payer les bons de réquisition dont nous avons remis les relevés. Un instant après, à la Chambre de Commerce, j'ai recommandé à ces mêmes maires de se méfier de cette disposition, si par extraordinaire elle était vraie. Ce serait en effet très grave pour nous si, incités à se débarrasser des bons d'argent émis par les communes, ils cherchaient à nous imposer la remise des bons de réquisition contre un paiement réduit. Il faudrait absolument résister, car nous pourrions perdre tout recours pour après la guerre.

Le capitaine Ladenburg, avec sa brutalité méprisante et ordinaire, a rejeté dans cette même réunion notre protestation contre une amende de 20 marks infligée à chacun de nous, pour n'avoir pas obtempéré à un ordre verbal, donné incidemment, d'envoyer un état « néant » au sujet des cartes d'identité.

Le capitaine Martius, des affaires civiles, avec la forme très polie qui lui est habituelle, nous a refusé le droit d'utiliser les mauvaises pailles pour faire la litière des chevaux, il nous a dit également qu'il était impossible d'accepter le paiement autrement qu'en argent d'État du kilogramme 100 d'avoine mis à notre disposition pour la ration journalière de ces mêmes chevaux. Quelle sera notre situation aux revues mensuelles lorsque nous présenterons nos bêtes privées de nourriture et de litières, alors que ces revues ont pour but de constater que nous entretenons nos chevaux, pour qu'ils soient toujours en parfait état, lorsqu'on nous les enlèvera?

Pas un seul maire ne manque à mes convocations à la Chambre de Commerce. Ils profitent réellement beaucoup de mes conseils. Je leur ai communiqué le résultat de la récapitulation de tout ce que nous coûtait l'occupation allemande, jusqu'au 31 décembre 1915. Les chiffres sont effrayants : 512 francs par tête d'habitant, en prenant pour base la population avant la guerre. Le détail de ce chiffre est très suggestif ! et ce n'est pas fini. Évidemment il faudra ajouter à ces pertes les dépenses pour satisfaire aux œuvres sociales et là encore, le montant sera terrible. On a le frisson lorsqu'on songe à la liquidation !

Nous avons eu, à Valenciennes, la réunion de la commission qui devrait donner son avis sur toutes les demandes d'émission de bons d'argent. Le baron de Welser a été de notre avis lorsque nous avons dit qu'il fallait restreindre ces émissions qui avaient déjà jeté beaucoup trop de papier dans la circulation. Il a eu beaucoup de peine à abandonner, en face de notre opposition unanime,

l'idée d'émission collective faite avec garanties mutuelles des communes. Il a accepté qu'en principe nous conseillions aux communes de s'adresser à des prêteurs tels que les Chambres de commerce ou municipalités de grandes villes. Dans la pratique, il y aura de graves difficultés, mais enfin, comme nous ne pouvons pas dire aux Allemands que nous voulons arrêter toutes les émissions dans lesquelles ils puisent, il faut opposer une force d'inertie et gagner du temps. Nous n'avons pas pu découvrir s'ils avaient une idée de derrière la tête dans cette question des bons communaux. Ils craignent une dépréciation de ces bons dont ils se sont trop gorgés.

24 février 1916. — Le bon moral et la confiance règnent en maîtres à Valenciennes, il ne semble pas qu'il y ait de ces quelques dépressions que nous constatons parfois à Cambrai. Ils n'ont pas plus de nouvelles précises que nous. Ces réunions qui rapprochent des personnes de toute la région sont très intéressantes, en dehors de leur but initial. C'est le seul moyen de nous occuper de nos intérêts communs et d'échanger nos idées. Ceux qui ne sont qu'à quelques kilomètres du front nous ont dit que les troupes de notre parti, sans avancer beaucoup, gagnaient quand même un peu de terrain, que la pression de nos troupes alliées était constante. D'une façon générale on envisage des événements importants vers le mois de mai. Espérons notre délivrance pour cette époque.

J'aurais dû aller, aujourd'hui, avec le capitaine Herbert à Noyelles. Il désirait trouver la justification des mauvais résultats de la petite fabrication que nous venons de terminer. Il aura toutes les explications désirables à l'usine, où j'ai préparé une note à cet effet.

Avec les horribles betteraves fournies, je ne pouvais prétendre à un rendement élevé. Évidemment, nos intérêts sont opposés et j'ai agi en Français. Ce travail de 2 500 000 kilogrammes de betteraves m'aura été onéreux, mais je n'avais pas à le rendre favorable pour eux. Il sera bien forcé d'accepter mes raisons, mais ils penseront encore que je les ai roulés.

Ils ont l'audace de songer à la prochaine fabrication ! Ils voudraient faire travailler une autre sucrerie avec la mienne, ils hésitent entre Cauroir et Boistrancourt. Notre rôle est de ne pas nous moquer de leur prétention, mais de profiter de ces idées pour préparer la fabrication 1916-1917 que nous ferons certainement sans eux. Malheureusement, il sera semé peu de betteraves.

Les cultivateurs sont découragés, ils n'ont point d'engrais, peu de semences, trop peu de chevaux et pas d'argent. D'un autre côté, j'hésite à exercer une pression malgré l'intérêt qu'il y aura à faire du sucre. Sur ce point ma situation est très délicate, je prêcherai par l'exemple.

Je vais entreprendre l'entretien du matériel de la sucrerie de Noyelles pour le faire plus complet que l'an passé. mais il va falloir faire fondre et bronzer malgré eux — et trouver les approvisionnements indispensables. Espérons que ces graves difficultés pourront être surmontées.

Je reste inquiet à cause de la qualité de notre pain, très inférieur à celui de Valenciennes ; la farine n'est pas uniforme, elle varie d'une semaine à l'autre, et les têtes continuent à se monter.

Dans la nuit de samedi à dimanche, à une heure et demie, nous avons entendu exploser trois bombes. C'était un aviateur français qui les avait lancées sur les anciens hangars du champ d'aviation abandonné depuis trois mois, la destruction a été complète ; comment se fait-il qu'il n'ait pas connu l'abandon de ce champ?...

Il rentre chaque jour des prisonniers civils, après quinze mois de captivité, mais ce n'est pas une mesure générale. Je suis de plus en plus stupéfait de n'avoir pas de nouvelles de nos voyageuses de décembre, de multiples personnes parties avec elles ont déjà écrit par des prisonniers. Espérons que d'ici peu, nous aurons notre tour, — et que nous apprendrons de bonnes choses sur les santés des nôtres.

26 février 1916. — Qui aurait pu supposer le 26 août 1914 que dix-huit mois après, nous serions encore sous le joug allemand? Nous avons allongé mois par mois notre résignation parce que, toujours, nous avons eu l'espérance d'être délivrés prochainement. L'attitude de nos ennemis s'est très modifiée vis-à-vis de nous. Dans les premiers mois, très hautains, certains de la victoire, ils affectaient au milieu de leurs exigences, une certaine générosité de vainqueurs et si nous ne nous étions pas tenus sur une grande réserve, ils seraient vite arrivés à la familiarité de gens mal élevés qu'ils sont. Depuis qu'ils sont moins confiants dans le résultat final, ils se sont progressivement éloignés de nous, affectant un profond dédain pour nos personnes, leur grossièreté naturelle appuyée sur l'absence de tact les fait nous traiter en esclaves. Cette transformation générale est très apparente chez des officiers ayant fait long séjour. Ainsi, le major Bull qui, dit-on, nous a quittés aujourd'hui (celui qui buvant un verre de vin me disait qu'il venait peut-être de chez moi, qu'il le buvait à ma santé), m'a reçu, il y a deux jours, avec affectation de mépris telle que l'interprète qu'il avait fait appeler me dit en sortant que c'était inconvenant, que je devrais m'en plaindre. A qui pourrait-on se plaindre? ils sont tous pareils. Il faut ajouter que tous les officiers qui arrivent à la Commandanture avec un peu de sentiment, des convenances sont vite dressés par le général Schlott à agir comme lui. L'esprit de suspicion règne ici plus que partout ailleurs et pour moi, en particulier, le soupçon est extrême ; lorsque je suis appelé

à Lille ou Valenciennes par eux, ils me font accompagner ; ainsi lundi, de tous les membres de la commission, j'étais le seul à traîner un soldat en armes qui ne m'a pas quitté un instant.

Un petit succès remporté par eux vers Verdun a rendu aux officiers une apparence de confiance, et ils nous ont dit que d'ici fort peu de jours, ils auraient pris Verdun, leur arrogance n'a plus de limites. Cela n'empêche que leurs pertes soient cruelles, il est passé, au commencement de la semaine, dans la gare de Cambrai, dix-sept trains de morts, qui allaient être incinérés dans des fours à coke ou autres. Ils peuvent, après, amplifier des semblants de succès, sans avoir beaucoup d'influence sur le moral de leurs troupes.

L'état-major d'armée qui était depuis longtemps à Lille revient à Douai. Pour s'installer, ils ont réquisitionné un groupe de grandes maisons entre lesquelles ils établissent des communications intérieures.

Après insistance, j'ai obtenu que pour mettre un peu de litière sous nos chevaux, les colonnes pourraient autoriser l'emploi de pailles avariées. La ration d'avoine est abaissée à 530 grammes par cheval et par jour.

La surveillance exercée à la sucrerie de Noyelles par les Saxons, qui ont remplacé les Bavaois, est encore plus serrée que jamais.

Depuis quatre jours, l'hiver nous est arrivé bien tardivement. Nous avons de la neige et il a gelé à 7 degrés au-dessous de zéro. Ce sera, je pense, du bon temps pour les champs. Les blés étaient trop avancés et les mauvaises herbes germaient.

1^{er} mars 1916. — Il faut avoir l'âme haute et la confiance bien ancrée pour planer au-dessus de leurs nouvelles démoralisantes. Ils prétendent avoir eu un gros succès sous Verdun. Leurs journaux annoncent 16 000 prisonniers, dont 250 officiers, ils auraient pris 78 canons ? Évidemment, sans croire ce qu'ils disent, nous sommes péniblement inquiets, car, certainement, ils ont eu un succès dans cette offensive. Ce qui peut nous tranquilliser, c'est qu'au lieu d'avoir un air victorieux, ils sont épouvantablement tristes. Nous présumons que cette action leur aura coûté d'énormes sacrifices d'hommes. Nous voudrions savoir que cette affaire n'aura pas de conséquences graves pour nous. On dit que leur avance est complètement enrayée. Il nous faut attendre dans quelques jours des renseignements, par les journaux français qui, très probablement, ne diront pas toute la vérité. On raconte qu'ils auraient massé sur ce point plus de 600 000 hommes, que le généralissime Joffre aurait renforcé notre front avec 250 000 hommes amenés en automobiles, le chiffre des pertes ennemies dépasserait 120 000 hommes ? Est-ce la grande offensive qui se déclanche ?

Vraiment, la mentalité de ces Allemands est incompréhensible :

un officier de la garde, logé depuis le mois d'octobre à Noyelles, chez la femme d'un de nos employés, est rentré de permission depuis quatre jours, je ne sais pas son nom; je ne l'ai jamais vu, il dit avoir rapporté de Berlin à mon intention des journaux français, et il m'a fait remettre trois numéros du *Petit Parisien*, quatre du *Figaro*, deux du *Journal* et six du *Matin*. Il a ajouté qu'il avait demandé à sa sœur de lui en envoyer et qu'il me les communiquerait. Sait-il? peut-il ignorer que c'est expressément défendu?

Les Saxons, chargés de la surveillance de l'usine, ont l'esprit beaucoup plus inquisiteur que les Bavares qui les ont précédés.

Les perquisitions domiciliaires, si pénibles pour les habitants, se continuent, toutes les maisons y passeront.

Les ordres de toute nature se multiplient. Ils font passer des visites aux mobilisables, recommandent que tous les hommes de races *blanche, brune et noire*, qu'ils soient *Français, Anglais, Belges, Italiens et Monténégrins*, ne manquent pas de se présenter aux appels.

Nous devons fournir la désignation des pompes à incendie que nous avons dans les communes, etc., etc.

A Noyelles, après s'être emparés des écoles des filles pour faire un casino, nous devons leur expliquer comment nous avons organisé l'école des garçons pour que, alternativement, filles et garçons reçoivent l'instruction de leurs maîtres!

L'alimentation en viande et beurre fait presque complètement défaut; les prix de toutes les marchandises augmentent chaque jour. Le fromage coûte 19 francs le kilogramme.

6 mars 1916. — Quelle anxiété angoissante à l'occasion de cette bataille de Verdun! La lutte formidable semble devoir se prolonger. Nous devons maintenir notre confiance et le manque d'air victorieux de nos ennemis semble la justifier, mais les aléas de pareils combats sont toujours très grands. Ce qu'il y a de certain, c'est que nous leur avons abandonné du terrain. Ils n'ont rien affiché ici, mais à Noyelles, le colonel de la garde a placardé une dépêche annonçant la prise par eux du fort de Vaux. C'est impressionnant quand même.

Nous avons toujours cette division de la réserve de la garde. Ce séjour si prolongé au même endroit les rend encore plus terribles. Ils ne respectent plus rien; ce matin, par un dégel humide, un bataillon complet manœuvrait dans un champ de blé dont il ne restera rien. Jusqu'à présent, ils avaient affecté d'éviter ces sortes de destructions.

Alors qu'ils nous forcent à payer, au magasin d'étapes, en marks, les choses que nous sommes absolument forcés de leur racheter après les leur avoir fournies pour rien, ils défendent de

conserver les marks que les soldats dépensent chez les commerçants. A Noyelles, le colonel a fait fouiller les tiroirs des débitants et épiciers ; chez six d'entre eux, il a été trouvé quelques marks et immédiatement il a envoyé un ordre écrit d'avoir à lui apporter, avant 6 heures du soir, 1 500 marks qu'il échangerait contre des bons communaux. Il a été impossible de les trouver, d'où menaces d'amende, etc... Bref, après trois jours de discussion, il s'est contenté des 900 marks trouvés. On devra faire le même échange les 2, 12 et 22 de chaque mois.

Nous avons reçu l'ordre de ramasser tous les chiens errants et de les conduire à l'abattoir, les propriétaires seront punis. Beaucoup d'officiers allemands ont des chiens qui jouissent de la plus grande liberté.

Un cabaretier, qui a son débit au milieu des champs, faisait du ravitaillement entre les territoires des deux armées II et VI ; soupçonné de faire de la fraude, il a reçu l'ordre de quitter son domicile dans les deux heures, ses marchandises sont consignées, et il a comparu devant le juge d'instruction. On raconte qu'il y avait chez lui des communiqués ? Je crains que, ne sachant pas se défendre, ils le fassent trop parler. Ils ont l'esprit de suspicion si développé que mêlé à tant de choses, j'ai beaucoup de peine, malgré mes immenses précautions, à échapper à leurs griffes, et cette réputation qu'ils m'ont faite, d'être trop malin, se passe aux uns et aux autres comme une consigne. Il y a trois jours, une grande joie se manifestait à la Commandanture parce qu'ils pensaient que l'Inspection de Valenciennes m'avait pris en défaut. M. de Welser m'avait écrit une lettre tellement raide qu'il était défendu de me la remettre, on devait seulement m'en donner communication. Ils prétendaient que nous avions triché sur les livraisons de fourrage mélassé. Je leur ai répondu, après enquête, et le capitaine Marius, en lisant ma lettre, a dit qu'elle était d'un brave homme.

Le 15 janvier, ils avaient changé les formules des permis de circuler ; hier, un ordre est venu de rapporter tous les permis délivrés pour immédiatement les échanger contre des nouveaux. Que veulent-ils encore ?

Toujours pas de nouvelles de nos émigrées ! comme cela me semble long ! Nos amis m'entourent beaucoup, avec une bien bonne affection, à laquelle je suis extrêmement sensible, mais le soir je me trouve bien seul.

On me fait croire aujourd'hui à des complications de l'Amérique avec les Allemands, qui feraient tarir les sources de notre alimentation ?

10 mars 1916. — L'énervement de chacun au sujet des événements de Verdun est fort pénible. Les Allemands publient des

nouvelles qui, probablement, sans être absolument fausses, sont déformées et exagérées. Bref, surtout les personnes ayant mauvais caractère sont intraitables. Nous avons cependant besoin de conserver notre sang-froid pour solutionner les questions qui s'imposent et ne pas laisser déprimer le moral de la masse.

Comme je le disais après-midi à mes collègues de la Chambre de Commerce, nous sommes amenés par notre conscience, par notre devoir, à faire et conseiller des choses qui révoltent nos sentiments intimes. Nous aurions le droit et le devoir, lorsqu'il s'agit de nos intérêts privés, de ne suivre que notre sentiment, mais lorsque les tiers sont en jeu, nous devons peser les conséquences de nos décisions et agir suivant le moindre mal. Je demandais à chacun de bien réfléchir aux demandes d'argent que les communes vont nous présenter prochainement. L'administration allemande leur interdit de nouvelles émissions de bons, et prétend les affilier à des organisations qu'elle préconise. Or dans ces conceptions, chaque commune doit se solidariser avec les autres, sans tenir compte de la situation financière de chacune. De plus, elles doivent prendre des engagements et donner des garanties qui peuvent compromettre les intérêts généraux et particuliers, spécialement ceux des premiers prêteurs. La question est dominée par le besoin absolu d'avoir de l'argent pour satisfaire aux obligations, sociales et autres, qu'il n'est pas en notre pouvoir d'éviter. Bref, la conscience du devoir a souvent de la peine à être en accord parfait avec nos sentiments. De plus il est difficile de défendre notre caisse, comme ce serait désirable, sans compromettre des situations qui demandent avec raison l'aide et la protection de notre Chambre de Commerce.

Une fois de plus, ce matin, j'ai été écœuré de la façon dont les maires sont traités par la Commandanture. Dans la réunion, avec une brutalité et des exigences atroces, nous avons été traités comme autrefois les esclaves. Ils sont inconscients, car, en terminant, le major Bull, qui présidait, a eu l'audace, en nous annonçant son départ et en présentant son successeur, de nous remercier du concours que nous lui avons donné !

Les derniers ordres sont multiples : nous ne devons pas laisser apercevoir du dehors les lumières de nos maisons, les ordonnances contre les chiens sont réitérées, tous les bateaux vides doivent être envoyés à Saint-Quentin pour Chauny, etc. ?

Après nous avoir dit que nous allions être payés de nos bons de réquisition, ils annoncent que dès maintenant la récolte de 1916 est réquisitionnée pour l'armée allemande, et ils ont tellement peur que nous n'ensemencions pas toutes les terres, qu'ils disent que cette future récolte sera payée au comptant. On veut nous imposer de faire l'élevage des pores, ils nous mettraient une moyenne de vingt-cinq truies par village ; après avoir tout enlevé

ils ne nous proposent pas de nous rendre les pailles et nourritures indispensables.

Nous sommes autorisés à envoyer à nos prisonniers en Allemagne des paquets, mais leurs précautions imposées sont telles que, pratiquement, ce sera par exception qu'il sera possible d'en profiter.

Nous avons eu des grandes craintes de manquer de farine, un accord entre eux et les Américains nous assure des livraisons par les Allemands, qui équivalent à six semaines de sécurité pour nous. Que deviendrions-nous si notre délivrance ne venait pas d'ici juin? Malgré tout notre courage, la vie ne serait plus tolérable.

Hier, un officier de la garde voulant que je recommande son frère, prisonnier de guerre blessé, s'est chargé de faire parvenir deux lettres à cet effet, plus une troisième pour les miens.

VII

SYNDICAT DES COMMUNES

16 mars 1916. — La division de réserve de la garde est toujours dans ses cantonnements, il n'est pas question de son départ. Leurs exigences croissent chaque jour — nous ne sommes plus rien dans nos maisons. Toute la journée on les occupe à des exercices de toutes espèces, depuis les séances d'assouplissement jusqu'à l'art de saluer suivant leur rite. Malheureusement, ils travaillent dans nos champs ensemencés et font beaucoup de mal, même par le très beau temps que nous avons depuis cinq jours.

Hier, il y avait, à Valenciennes, réunion de la commission des bons d'émission. Le baron de Welser exigeait que nous donnions une sorte d'avis impératif aux villes ou Chambres de commerce, d'avoir à prêter aux petites communes. Nous nous y sommes refusés, de sorte qu'après une heure et demie de discussion la commission a été dissoute, et la colère du baron a été très grande.

Malheureusement, cela va supprimer des réunions très intéressantes, car après la séance officielle, il y avait le déjeuner entre nous. Cet échange de vues et de renseignements était fort utile. En somme nous n'en savons pas plus les uns que les autres de la situation générale. La confiance se maintient; cependant un de nos collègues, entraîné par l'esprit de critique et d'immixtion dans tous les rouages administratifs, subit une certaine dépression qu'il n'a, du reste, fait partager par aucun de nous.

La question de résistance à continuer de payer l'entretien des troupes a été agitée, quelques-uns auraient été d'avis, trop tardivement, de se faire tirer l'oreille, les grandes villes estiment que ce serait inutile et ne servirait qu'à attirer de nouvelles méchancetés. Incidemment des chiffres ont été donnés : Tourcoing a émis

pour 53 millions de francs en billets communaux ; Roubaix en a pour 58 millions. Douai a payé au magasin d'étapes depuis le commencement de l'occupation pour 10 000 000 de marks dont un dixième en argent. Valenciennes, pendant les dix mois de mars 1915 à janvier 1916, a payé 28 millions dont 3 000 000 en argent, elle doit encore 4 millions tant pour la ville que pour l'arrondissement. Tout cela est pour l'entretien, logement, ravitaillement des troupes. Dans la période antérieure, elle avait donné 7 300 000 francs de contributions.

A l'inspection des affaires civiles, après la réunion du matin, j'ai été assez fraîchement reçu. Ils me cherchent chicane au sujet des produits mélassés. Malgré cela je suis arrivé à percer les intentions au sujet des betteraves pour la campagne prochaine. Le capitaine Herbert a organisé un programme qui aura pour principal résultat de justifier son éloignement du front. Il veut que j'avise les maires qu'il faut semer des betteraves qui leur seront payées, comme les blés de la prochaine récolte !

Les Allemands feraient marcher trois sucreries dans lesquelles ils répartiraient les betteraves. Ces usines seraient : Cauroir, Boistrancourt et Noyelles.

Au Comité de district de la C. R. B., on n'a plus d'inquiétude de manquer de blé : l'ennemi va restituer une partie de ce qu'il a pris. Les arrivages de matières diverses restent rares. Nous allons recevoir 30 grammes d'huile d'olive par habitant ! Le Comité de la ville de Valenciennes a acheté en Hollande 500 000 kilogrammes de pommes de terre, j'ai obtenu qu'ils nous en cèdent 125 000 kilogrammes à 15 francs.

La viande, qui est disparue presque complètement de l'alimentation à Cambrai, se raréfie même à Valenciennes.

Comme toujours, j'ai fait ce voyage accompagné d'un soldat qui ne m'a pas quitté, j'étais le seul dans ce cas.

22 mars 1916. — Beaucoup d'Allemands qui se figurent qu'ils sont embusqués loin du front uniquement pour nous torturer, en parfaits aigrefins, s'acquittent largement de leur mission et nous pressurent à volonté. A côté de ceux-là, il y en a quelques-uns qui, tout en remplissant leurs devoirs de patriotes, cherchent à avoir des rapports plus courtois, parfois même bienveillants avec nous, tels sont ceux qui me font parvenir depuis déjà longtemps les journaux le *Matin*, le *Figaro* et le *Temps*; c'est à peine si je sais qui ils sont, ils poussent donc la discrétion jusqu'à m'éviter d'avoir à les remercier. Une autre catégorie, hélas ! beaucoup plus nombreuse, est à nos trousses comme des chiens après des bêtes fauves. Les gendarmes plus que d'autres font avec un zèle brutal cette vilaine besogne, mais il y en a qui pourraient s'en dispenser et qui font comme eux pour le plaisir de nous tour-

menter, et peut-être pour être maintenus dans les postes de surveillance où ils ont été placés. C'est ainsi que nous avons à la sucrerie, depuis environ un mois, un sous-officier saxon qui ne sait quoi inventer pour échafauder des accusations. Il a prétendu tout d'abord que nous ne livrions pas tous les produits mélassés que nous annoncions et que par conséquent ses prédécesseurs ne faisaient pas leur devoir. Cela nous a causé de graves ennuis, ils laissent traîner cette affaire pour ne pas la clore malgré la démonstration contraire que j'ai faite. Il a, il y a quatre jours, porté des nouvelles accusations qui ont déjà eu de graves conséquences. Après l'avoir provoqué, il a trouvé de méchantes femmes qui lui ont dénoncé, avec des détails donnant l'apparence d'exactitude, une longue liste de gens qui auraient détourné du sucre de l'usine et des sacs fabriqués avec des étoffes de laine, de lin, livrés par eux pour ensacher les produits mélassés que nous devons leur livrer. D'où perquisitions, interrogatoires de gens effondrés dans la peur de se compromettre et compromettant tout le monde. Résultat : arrestation de tous mes employés et de deux autres personnes. Impossible de les voir et de leur faire parvenir à manger. A deux reprises, j'ai demandé à être entendu par le juge d'instruction, il n'a pas voulu me recevoir et m'a fait dire qu'il me convoquerait. J'ai insisté inutilement en disant que mes explications feraient tomber les accusations. Les sucres trouvés dans le village y étaient très légitimement, puisque les Allemands qui ont la prétention de nous le payer après la guerre 22 francs les 100 kilogrammes, en vendaient à volonté à 100 francs et que cinq ou six personnes de Noyelles, faisant une spéculation sur cette denrée, en ont acheté de 4 à 500 sacs. Ce n'était pas, évidemment, pour le conserver, mais bien pour le revendre.

Perdant la tête, les habitants cachent leur sucre comme s'il était défendu d'en avoir et répondent sottement aux interrogatoires. Pour les sacs, l'affaire ne tient pas debout plus que pour l'autre, devant une explication. S'il en a été donné au dehors, il ne peut y avoir de préjudice que pour moi et pas pour l'armée allemande. En effet, lorsque nous avons commencé à fabriquer des produits mélassés, il a été dit qu'ils me fourniraient ce qui nous manquerait. Or, en dehors de matières sèches ils m'amènent de ces fameux sacs faits avec des étoffes détournées de leur destination, mauvais pour l'usage qu'ils leur donnent, propres à faire des vêtements et du linge pour les habitants riches ou pauvres. Ce qui, fatalement, devait arriver s'est produit, on a échangé de ces sacs contre des emballages en jute bien préférables. Lors des battages leurs soldats qui avaient de ces sacs pour enlever nos blés en ont donné tant et plus aux habitants.

25 mars 1916. — J'estime que le juge d'instruction a été édifié

de suite sur la valeur juridique de ces accusations, mais bien certainement que par crainte du général il n'a pas voulu clore immédiatement le dossier. Aussi, tout en ne voulant pas m'entendre pour ne pas connaître ma démonstration devant aboutir à un non-lieu, il a continué son enquête. Il est allé à l'usine interroger six ou sept personnes ; la forme donnée à ces interrogatoires marquait bien sa conviction, il n'a pas été inquisitorial. Après avoir dit qu'il mettrait en liberté les huit prisonniers le lendemain, il les a conservés par ordre jusqu'à aujourd'hui. Enfin ils viennent d'être délivrés. Notre proconsul avait espéré pouvoir m'impliquer personnellement dans cette affaire. Encore une fois je lui ai glissé dans les doigts. Nous allons voir maintenant si les victimes ne vont pas chercher les dénonciatrices pour les punir comme elles le méritent et si leur attitude vis-à-vis du sous-officier sera de soumission patiente.

Un capitaine de la garde, logé près de la sucrerie, se mêlant de ce qui ne le regardait pas, était enragé contre nous, et trouvait moyen de faire causer beaucoup trop de gens. Fort heureusement, son lieutenant, nous avertissait de ses machinations. Bref, la sage prévoyance nous a fait échapper une fois de plus à la méchanceté. Il faut maintenant qu'ils nous rendent le sucre saisi.

26 mars 1916. — La semaine qui finit a été encore plus que les autres remplie de difficultés et d'ennuis. Le capitaine Herbert m'a amené un capitaine de dragons, fabricant de sucre, qui devait réfuter les raisons données pour ne pas accepter les conditions qu'ils voulaient imposer en vue de la fabrication prochaine. Après discussion, il a dû convenir que j'avais raison, mais il a ajouté qu'ils allaient réfléchir à de nouvelles propositions.

Tout cela n'a pas d'importance, car ils ne seront plus ici au mois d'octobre et nous fabriquerons sans eux.

Le général commandeur ayant fait prendre, par ses gendarmes, des ravitailleurs de Denain qui étaient allés chercher du pain, dans certaines communes, m'a fait dire que le fait ne pouvait se produire que parce que nous donnions, au Comité américain, plus de farine que la faible ration convenue ; il ajoutait à cela des menaces aussi bêtes que méchantes. Ils ont une telle confiance en leurs perquisitions qu'il n'a pas perçu que du blé a été caché et que des moulins d'occasion le transforment en farine qui donne un supplément de pain. Je me suis contenté de dire que je ferais une enquête sérieuse. Il y a plus de quatre mois que je ne lui avait pas parlé. Je me trouve bien de n'avoir plus de rapports avec tous ceux qui m'ont reçu d'une façon inconvenante.

La question d'argent pour les communes a été l'objet de graves préoccupations. Persuadé qu'il fallait approprier notre émission

de la Chambre de Commerce à une situation modifiée depuis sa création et nous départir de quelques-unes de nos exigences, je ne voulais pas arriver à l'organisation d'un syndicat de communes avec solidarité entre elles pour les prêts. J'estimais que la facilité de se procurer de l'argent allait exciter les exigences allemandes. Mes collègues de la Chambre de Commerce en ont pensé autrement et, pour maintenir l'union, je me suis rangé à leur avis. De sorte qu'après avoir fait abandonner par l'Inspection des étapes le principe de cette manière de faire, je suis chargé de faire accepter ce syndicat. Nous attendons donc l'autorisation de créer le syndicat et l'approbation des statuts et du projet de délibération à prendre par chaque conseil municipal. N'est-il pas horrible d'être contraints à subir leur immixtion dans toutes ces choses ! Cependant il faut vivre.

27 mars 1916. — Jusqu'à présent on pouvait remettre à la Commandanture la correspondance pour l'Inspection des étapes, la transmission était gratuite lorsqu'il s'agissait d'affaires les intéressant, aujourd'hui le lieutenant Vogel m'a fait appeler pour payer 15 centimes à l'occasion d'une lettre au sujet des produits mélassés, cette missive lui avait été retournée à cet effet.

Par des affiches, ils réclament la fermeture des pigeonniers pour que des pigeons voyageurs ne puissent y rentrer. Ils insistent pour trouver des ouvriers terrassiers à 5 francs par jour, ils iraient travailler à l'arrière, zone du territoire des opérations ?

Jusqu'à présent quelques personnes étaient exemptées d'aller répondre aux appels mensuels, maintenant tous doivent s'y rendre. Les communes doivent percevoir pour eux l'impôt sur les chiens.

Les communes d'Anneux et de Cantaing, voisines de Noyelles, sont détachées de la VI^e armée pour faire partie de la II^e.

Les interprètes Rodolphe et Blum, qui sont en général d'apparence convenable sont chargés de l'examen de la correspondance ; il paraîtrait qu'énormément de cartes de correspondance qui nous sont adressées par des prisonniers sont détruites par ordre.

Lorsque, au 20 janvier, après avoir décidé qu'il ne serait plus payé à chaque officier la contribution journalière de 10 francs, ils nous demandaient de faire connaître ce que nous coûtaient les troupes cantonnées dans chaque village au jour du 20 janvier, c'était pour appliquer par abonnement ce tarif journalier. Nous venons de recevoir avis de payer les sommes en retard. Cette répartition arbitraire créée au hasard, des charges extraordinairement disparates. Ainsi, à Noyelles, le 20 janvier, le bataillon de la garde était parti pour dix jours, de ce fait la contribution de 420 francs était suspendue et nous n'avions plus à payer que

40 francs. C'est sur ce chiffre qu'est établie notre contribution par abonnement. Alors que des villages moins importants payent vingt fois plus.

Il est épouvantablement pénible de rester sans nouvelles des nôtres. Depuis le départ de ma fille, je reste sans les renseignements qu'elle devait me donner sur les uns et les autres. Évidemment, elle l'a fait, mais en cours de route, tout a été supprimé, soit avant d'arriver aux prisonniers intermédiaires, soit ici.

Nous vivons un peu plus régulièrement de la vie de France dans mon entourage, depuis que j'ai régulièrement les journaux français. Il est grand temps que la grande offensive qui doit nous délivrer se produise ; je me demande si, après le mois de juin, j'aurais le courage de ne pas me désoler d'une prolongation dont on ne verrait plus la fin. En attendant nous restons vaillants et je prêche la patience. La rareté et la cherté des vivres est telle que nous allons, dans la prochaine réunion des maires, être forcés de convenir d'augmenter les secours aux malheureux.

Beaucoup de fonctionnaires restent toujours passifs et ne ressentent pas de gêne de leur attitude.

Malgré la perte d'un assez grand nombre de navires chargés de blé et autres matières alimentaires, le Comité américain de ravitaillement arrive à nous fournir beaucoup de choses indispensables et à la rigueur il est possible de se passer de ce qui manque, mais les quantités sont insuffisantes. Il y a plus d'un mois que le boucher de la maison n'a pu nous fournir de la viande. Dans les villages on ne tue plus de bêtes pour la boucherie.

30 mars 1916. — Si les huit incarcérés de Noyelles ont été mis en liberté samedi, l'affaire n'est point terminée pour cela. Un de mes employés a été rappelé devant le juge, et moi-même, j'ai subi un interrogatoire de deux heures. A ma demande de rendre le sucre enlevé par les gendarmes, il m'a été répondu que la restitution serait faite aussitôt l'instruction terminée. Je crains qu'elle ne soit jamais close.

Le syndicat des communes avance lentement dans sa constitution. Il faut qu'ils donnent l'autorisation et ils auraient voulu nous imposer des statuts composés par eux. A ma demande d'aller en causer avec eux à Valenciennes, il a été répondu par une visite du capitaine Muller, chargé de ce service à l'Inspection d'étapes. Nos projets de délibération des conseils municipaux et de statuts ont été fort épluchés, il demandait beaucoup de modifications. Je les ai défendus en plaidant que le tout était fait suivant la loi française et que nous devions nous y conformer. Bref, il a accepté mais ne m'a pas donné l'*imprimatur*, il a simplement autorisé la composition et c'est sur un tirage-épreuve que, après avis de l'Inspection, le quartier général de Charleville donnera les autori-

sations. Un point délicat n'est pas encore solutionné ; ils ont la prétention d'assister à l'assemblée de constitution, j'ai dit que ce n'était pas possible, que Français, nous faisons un acte suivant nos lois, que nous tenions à le faire librement sans qu'il puisse même y avoir apparence de pression allemande. Après avoir beaucoup discuté sur ce point, le capitaine Muller, conseillé par le capitaine Martius, m'a promis d'insister auprès du baron de Welser pour qu'il en soit fait suivant mes désirs.

Il faut que l'impôt sur les chiens leur soit versé pour le 1^{er} avril.

Les litières de nos bêtes sont inspectées pour s'assurer qu'elles sont faites avec des pailles de rebut.

Très préoccupés que nos champs soient ensemencés en temps, ils veulent nous imposer, le travail de leurs troupes. Nous nous y refusons le plus possible. Une circulaire aux cultivateurs dit qu'ils veulent que les semailles de betteraves soient augmentées par rapport à ce qui a été prévu et ils annoncent qu'ils prendront des dispositions pour qu'il soit versé un acompte d'au moins 20 francs par 1 000 kilogrammes. Nous ferons mieux, car ils ne seront plus chez nous.

La commune de Noyelles doit fournir chaque jour vingt-cinq œufs pour les lazarets, sous peine de confiscation des poules.

La liste des soldats inhumés sur les différents territoires est exigée pour demain.

Nous voici dans le vingtième mois d'occupation, les renseignements qui transpirent, au milieu de fausses nouvelles, sont réconfortants. Nous aurions une grosse déception si nous n'étions pas délivrés pour le 15 juin. En général la population reste vaillante.

2 avril 1916. — Une alerte, au milieu de la nuit, nous a fait croire au départ de la division de la Garde. Partis à 2 heures du matin avec armes et bagages, ils étaient rentrés à 6 heures. Ce n'est pas encore pour cette fois.

J'ai eu l'imprudence de me laisser entraîner par le capitaine Martius près de notre général gouverneur stupidement méchant. Venant de recevoir quarante des émigrés de Lens à Noyelles, je voulais éviter d'avoir une colonne, dont nous sommes menacés ; vraiment les 1 100 hommes de la garde prennent toute la place. Ce faux bonhomme qui, la bouche en cœur, dit aux dames qui vont lui faire une demande qu'on ne fait pas la guerre avec son cœur, est toujours résolu, quand il voit entrer quelqu'un, à rejeter ce qui lui sera demandé. Il n'écoute jamais ce qu'on lui explique, répond : autorité supérieure ! ordre de la division, etc. ! Dans l'espèce, je lui parlais de la colonne à venir et il m'a répondu émigrés dont je ne devais pas me plaindre. Il faut s'abstenir de le voir tant que c'est possible. Je crains beaucoup qu'ils nous mettent dans l'impossibilité de travailler environ 100 hectares de terres

qui se trouvent entre Noyelles et ma ferme de Rumilly, de chaque côté du chemin, et cela parce que ces terres appartiennent au territoire de Marcoing, occupation de la II^e armée ! Ils ne s'entendent avec l'armée voisine que lorsqu'il s'agit de poursuivre de nos concitoyens. Sur des dénonciations d'*Oreillers*, ils pourchassent actuellement des soldats échappés de la capitulation de Maubeuge et les emmènent en Allemagne.

On raconte qu'un officier, ayant l'apparence d'un homme bien élevé, causait volontiers avec son hôtesse forcée, et lui avait raconté toutes les misères et privations des populations allemandes ; la dame, confiante, dans un moment où elle se réjouissait d'avoir reçu la photographie de son mari, soldat sur le front français, a l'imprudence de lui montrer cette photographie. Immédiatement il la dénonce à la Commandanture ; questionnée, elle ne veut pas dire comment elle lui est parvenue ; de ce fait, elle est condamnée à 100 marks d'amende, en apporte 105 et explique que les 5 marks de supplément sont pour les affamés d'Allemagne ; protestations furieuses : qui peut bien l'avoir induite dans cette erreur ? Aveu que c'est l'officier, qui est envoyé immédiatement sur le front avec quinze jours d'arrêts de rigueur. La dame avait eu le temps de lui dire : A bon chien, bon rat, nous sommes quittes ?

6 avril 1916. — Il faut que la main de ces terribles gens soit bien lourde, que le talon des bottes sous lesquelles ils nous tiennent soit bien pesant pour arrêter la révolte qui nous soulève à chacune de leurs méchancetés, à chacune des humiliations qu'ils nous imposent. Mais nous sommes à bout de patience et pour ma part plusieurs fois par jour j'ai la crainte de ne plus résister au désir de leur dire tout ce que je pense. Hier, appelé à la direction des affaires civiles, au sujet de la création du syndicat d'émission de bons pour les communes, j'ai lutté pendant une heure et demie contre leur prétention de s'immiscer dans des affaires qui ne regardent que nous, je l'ai dit un peu vertement et j'ai été rappelé brutalement à la réalité. Le capitaine Martius m'a interrompu en me disant que j'oubliais que nous étions sous la domination allemande et que nous ne devions pas résister à leurs ordres. Je lui ai répondu que je savais qu'ils avaient la force de nous imposer leur volonté mais que je protesterais toujours lorsqu'on ne respecterait pas nos sentiments de Français. Il s'est calmé en me disant qu'il n'y avait pas place aux sentiments, lorsque nous discutons avec eux.

Bref, maintenant, il me faut réprimer la colère de mes collègues qui, en face de leurs exigences, disent qu'il n'y a qu'à abandonner le projet pour ne rien faire. Ce raisonnement n'est pas sérieux à la réflexion, car il constitue une solution négative qui laisserait toutes nos communes dans le plus grand embarras. Ils eussent

mieux fait d'adoucir les conditions premières de notre émission de la Chambre de Commerce et d'éviter cette entreprise qui doit être précédée de leur autorisation. Il me faut donc continuer à lutter pour une chose dont je n'étais pas partisan, et chercher à tourner les difficultés sans céder à leurs injonctions.

Le commandant de la place à Noyelles défend que des œufs soient vendus en dehors du village. Il fait aussi de nouvelles menaces au sujet de l'entretien des rues, cours et maisons. Nous devons remplir des formalités sans nombre pour établir l'état civil des émigrés de Liévin qu'ils nous ont amenés. L'ordre de semer des betteraves à sucre dit aux cultivateurs qu'ils recevront à la livraison un acompte d'au moins 20 francs par 1000 kilogrammes.

Il nous est défendu d'acheter du vin à des marchands, auxquels ils le fournissent, sans autorisation de la Commandanture. Trois gendarmes ont passé toute la matinée à perquisitionner chez moi. Ils ont beaucoup cherché, ont fait des trous dans les murs pour trouver les muches. Ils sont partis bredouille. Je serai peut-être moins heureux la prochaine fois. Ils sont habituellement plus habiles dans leurs perquisitions.

Deux affiches disent, d'une part que nous devons coucher chez nous, et d'autre part que nous pouvons circuler sur le territoire de la commune de mai à août, de 4 heures du matin à 10 heures du soir ; en mars, avril, septembre et octobre, de 5 heures du matin à 9 heures du soir, et enfin de novembre à février de 7 heures du matin à 9 heures du soir, toujours heure allemande.

11 avril 1916. — Depuis trois jours, nous entendons très fort le canon, mais ne savons rien de l'offensive qui se produit, on prétend également que du côté de Verdun, le combat a repris plus violent que depuis un mois. L'anxiété reste égale à la confiance, mais c'est de plus en plus pénible.

Hier, le capitaine Herbert est venu régler des comptes sucres et produits mélassés, c'est-à-dire donner des bons ne portant aucun prix. Il nous a même déduit 10 000 kilogrammes de fourrages mélassés, sous de fallacieux prétextes. Il avait aussi, je crois, des ordres pour ne pas laisser tomber l'instruction au sujet des sacs et des sucres qui auraient été soustraits. Ils veulent avoir des inculpés. Leur méfiance à la sucrerie a amené une surveillance faite de suspicion, c'est énervant.

La réunion des maires à la Commandanture s'est passée sans incidents.

Celle beaucoup plus importante de la Chambre de Commerce, qui se fait en cachette, comme des conspirateurs, a été très utile. L'unanimité n'a pas été aussi complète qu'il eût été utile pour maintenir l'unification de tarifs pour les secours à accorder dans

toutes les communes. Étant donné le renchérissement continu des denrées, nous avons augmenté certaines catégories de secours.

Pendant deux heures, j'ai mis au courant l'assemblée de l'état de la question de syndicat des communes pour l'émission des nouveaux bons d'argent. J'ai expliqué et commenté le projet de statuts et de délibération à prendre par chaque conseil municipal. J'ai dit l'intransigeance des Allemands dans leur volonté de s'immiscer dans cette affaire et d'exiger leur présence à l'assemblée constitutive.

Il a été convenu que, à l'assemblée générale officielle, on accepterait toutes mes propositions sans les discuter, afin de ne pas leur donner occasion de revenir sur les changements qu'ils prétendaient apporter.

Ayant appris que les gendarmes devaient revenir continuer leurs perquisitions, j'ai fait porter aux hospices une certaine quantité de vins cachés sous deux mille bouteilles vides, ils les avaient presque enlevées toutes en défendant de les remettre en place. Ce travail a dû être fait alors que des officiers et des soldats logent chez moi. Pour essayer de leur fermer la bouche, on l'a remplie de vin. Mon personnel dirait, si une dénonciation était faite, que ce qui a été emporté dans les paniers n'était que des pommes de terre. Toujours mentir, toujours dissimuler ! cette lutte contre l'ennemi est horrible !

Par une affiche, ordre est donné de planter beaucoup de pommes de terre dans les terrains libres, la semence peut leur être demandée.

Un autre placard impose le prix de 0 fr. 15 pour les œufs qu'ils prendront. L'allure des chevaux est réglementée. Toutes ces injonctions avec punition en perspective.

Le temps sec, depuis dix jours, a été très favorable au travail des champs, la petite pluie qui tombe depuis le matin fera du bien.

Non seulement nos avoines sont semées, mais les blés très beaux ont été bien travaillés. Nous avons commencé hier à semer des betteraves.

16 avril 1916. — Décidément ils ont recommencé à s'occuper de toutes nos affaires de culture comme l'an passé, aucun détail ne leur échappe et leur cadre de surveillance se resserre toujours. Actuellement ils veulent nous vendre à 30 francs les 100 kilogrammes des pommes de terre à planter ; un état d'avancement des labours et semis doit être fourni tous les dix jours. Nous devons remettre la liste générale de nos chevaux, y compris ceux de réforme vendus par leur armée. Aujourd'hui, sur la place publique de chaque village, ils font l'examen de toutes nos machines agricoles pour ordonner les réparations et faire la répartition de ces instruments.

Les paquets de chicorée, chez les plus petits épiciers, ont été consignés avec défense expresse de les vendre.

Hier s'est opéré dans toute la région un grand déplacement de troupes de la garde qui, depuis octobre dernier, avaient toujours conservé les mêmes cantonnements. Celles de Cambrai sont parties définitivement on ne sait pas où, peut-être à Bapaume. Celles de Noyelles sont venues à Cambrai avec d'autres, celles de Bourlon sont installées à Noyelles.

Chez moi, un sous-lieutenant, qui commande sa compagnie ! est désagréable autant qu'il peut ; je lui ai donné pour lui et ses trois ordonnances trois belles chambres et une cuisine, il se trouve plus mal installé qu'un domestique et prétendait prendre ma cuisine et ma salle à manger, j'ai dû me fâcher pour refuser ses prétentions, je ne suis pas certain qu'il ait abandonné ses idées.

Leur façon d'être est en rapport avec leur éducation : le colonel du 1^{er} régiment de réserve de la garde qui logeait à Noyelles, prévoyant son prochain départ, avait la volonté d'avoir un souvenir du château de Noyelles et voulait acheter de très beaux candélabres. Sur le refus de la propriétaire qui ne voulait pas faire le sacrifice d'un souvenir de famille, il n'a plus rien dit, mais hier matin, en partant, il les a emportés en laissant une faible somme.

L'affaire des poursuites contre mon personnel de Noyelles est close par une lettre qui m'a été adressée par le juge d'instruction. Il déclare le tribunal allemand incompétent attendu que le préjudice m'aurait été causé et non à eux. Il m'engage à m'adresser à la justice française et me fait retourner les sacs et les sucrés saisis. Ils ont donc coupé en plein dans ma théorie.

Depuis quelques jours, il fait un temps affreux qui va mettre tout en retard, aussi bien l'offensive dont nous espérons la délivrance que le travail des terres. Le canon s'entend très fort, mais nous ne savons rien. Ce qui nous déconcerte c'est la grande quantité de régiments immobilisés loin du feu.

20 avril 1916. — Notre situation a été bien difficile à supporter depuis l'occupation ennemie, mais elle n'a pas cessé d'empirer et aujourd'hui elle est devenue exécrable ? Ils sont de plus en plus arrogants, leurs exigences sont impossibles à satisfaire et leur attitude dans nos maisons a plus que jamais pour but de nous terroriser. Tient-on suffisamment compte, de l'autre côté du front, de ce que nous souffrons et des excès ruineux que nous subissons ?...

A Noyelles, les troupes de remplacement ont pris les lits des habitants, vieux ou jeunes, et les forcent à coucher dans leurs greniers.

Heureusement les deux plus mauvaises compagnies ne sont restées que trois jours ; elles sont parties, avec beaucoup d'autres, pour la région de Lille.

Le canon a recommencé à tonner très fortement sur le front de

Péronne à Arras, mais les communiqués officiels ne font pas mention d'actions spéciales. Ce sont probablement des tirs de barrage pour arrêter toute initiative.

On nous impose de faire vendre dans nos villages la *Gazette des Ardennes*. Ils tiennent à impressionner l'opinion avec les men songes qu'ils publient dans leurs journaux démoralisateurs.

Après avoir tarifé le prix de la viande de boucherie, ils prétendent fixer la valeur, au kilogramme, des bêtes vivantes vendues pour tuer. Nous devons leur désigner le nom du commissionnaire chargé, pour chaque village, d'acheter des animaux. Il est expressément défendu de manger des jeunes bêtes. Tous les abatis leur sont livrés. En réalité, nous ne mangeons plus de viande. On ne peut avoir de boucherie que dans une seule maison où on se fait inscrire ; il est délivré 300 grammes (os compris) par habitant ; en fait, depuis deux mois, mon boucher m'a livré cette quantité deux fois.

Les peaux de lièvres, lapins et autres bêtes sauvages doivent leur être portées.

Tous les évacués, comme les autres habitants au-dessous de quatorze ans, doivent toujours être porteurs de leurs cartes d'identité.

Le chef mécanicien de Noyelles, *dénoncé* comme soldat évadé de Maubeuge, a été arrêté hier. Nous devons présenter nos chevaux à la revue mensuelle, mardi prochain.

Leur cavalerie est couverte de gale et beaucoup de nos chevaux l'ont gagnée. Il nous est défendu de sortir des écuries ces bêtes malades, tandis qu'eux propagent le mal, sans aucune précaution. Il est vrai qu'ils nous donnent des instructions très détaillées sur le traitement de la gale. Cela n'avance pas le travail des champs alors qu'il y a pénurie d'attelages, ce retard vient s'ajouter à celui occasionné par le mauvais temps.

La correspondance des prisonniers avec leurs familles semble améliorée, mais à la condition de ne plus servir d'intermédiaires entre nous et les nôtres en France ; aussi nous n'avons aucune nouvelle, et c'est horriblement dur. De temps en temps nous recevons de la Croix-Rouge de Francfort une demande de renseignements en vingt mots, sur nos santés et besoins, mais cette demande n'est pas accompagnée des vingt mots de ceux dont nous désirons si avidement des nouvelles.

Bref, sans perdre confiance et courage, nous sommes fort tristes et cependant il importe de réagir sur ceux qui sont démoralisés.

29 avril 1916. — Les gendarmes, pour ne pas être devancés par les sous-officiers préposés aux travaux de culture, font des procès à tort et à travers : c'est ainsi qu'au sujet de la défense de mettre de la litière sous les bêtes, il y avait hier à Noyelles huit

cultivateurs condamnés chacun à 25 marks d'amende, ou cinq jours de prison. Je me plaignais de ces abus au capitaine Martius, — celui qui nous écoute avec égards, — il m'a répondu que le général tenait à l'exécution stricte des ordonnances, qu'ils avaient chaque mois à fournir beaucoup de paille à d'autres Commandantures, qu'il était impossible de se départir de cette rigidité. Depuis huit jours il fait un temps splendide pour terminer les ensemencements de printemps, mais beaucoup de cultivateurs ne peuvent sortir leurs chevaux parce qu'ils ont eu un peu de gale, apportée par la cavalerie allemande, et que le vétérinaire ne vient pas lever la consigne. Nous sommes à nouveau menacés de confiscation lorsqu'un cheval est vendu sans déclarer, à la Commandanture, les désignations avec les noms de l'ancien et du nouveau propriétaire.

De multiples indications sont données au sujet des laissez-passer. Pour éviter les fraudes, ils changent à chaque instant le modèle des cartes qui servent à les établir ; de rouges elles sont devenues jaunes depuis hier, elles ne peuvent pas être collectives.

Les évacués des territoires du front sont menacés de peines très sévères s'ils s'aventuraient à vouloir chercher à retourner chez eux pour rapporter des objets dont ils manquent.

Ils recherchent non seulement les soldats, mais aussi les douaniers et exigent l'indication des familles de ces derniers, absents des villages.

La grande terreur du jour est une affiche signée von Denk, de l'Inspection des étapes de la VI^e armée. Même à défaut de *preuve de culpabilité*, toute personne habitant une maison où se trouveraient des objets tels que autos, métaux, vins, etc., ou encore des animaux non déclarés, sera condamnée à un an de prison et à une amende pouvant s'élever au sextuple de la valeur de la chose trouvée. Malgré ces dangers, chacun est décidé à ne pas se départir de la volonté de leur cacher le plus possible, ce qui, hélas ! n'est pas beaucoup, car, aidés par les dénonciateurs, ils restent très habiles à tout trouver.

La déception serait terrible si, d'ici fin mai, on ne voyait pas se déclencher une offensive générale ; en attendant, la confiance reste intacte et le courage à la hauteur des circonstances.

Nous n'avons, par continuation, aucune nouvelle directe ou indirecte des nôtres ; cette souffrance, plus pénible que les autres, se supporte quand même comme ultime épreuve.

Il se fait sur le front des concentrations de troupes, mais cependant nos garnisons ne partent pas.

Actuellement des prolongations de voies pour tramways sont faites pour atteindre tous les hôpitaux, même ceux établis dans des usines. Je reçois toujours quantité de visites de maires ou de particuliers qui viennent me demander aide.

2 mai 1916. — Le beau temps permet d'achever les travaux des champs ; dans une dizaine de jours, ce sera fini. Nous sommes très inquiets de la prétention de la Commandanture de Marcoing (II^e armée), qui veut interdire aux cultivateurs de Masnières, Rumilly et Noyelles (VI^e armée) de mettre un pied dans leurs champs qui se trouvent sur le territoire de Marcoing. Or le très grand territoire de cette commune s'étend jusqu'aux premières maisons des villages voisins. Heureusement que nous comptons que l'ennemi sera parti au moment de la moisson, car ce serait terrible.

Cette II^e armée a des façons de faire différentes de la nôtre, mais elles sont aussi féroces.

Un aéro allemand, monté par des Français, aurait atterri dimanche après-midi au bois Couillet, à Marcoing, y aurait déposé deux espions et serait reparti ; à ce moment seulement, n'ayant pas répondu aux signaux allemands, on se serait aperçu de la ruse audacieuse et il aurait reçu une grêle d'obus. Le commandeur a fait sortir la population de chez elle pour la parquer dans une prairie pendant qu'une perquisition cherchait les observateurs intrépides.

Ne les ayant pas trouvés, la commune a été condamnée à 60 000 marks d'amende et quatre otages, dont le curé doyen, ont été enfermés. Immédiatement notre Commandanture a envoyé des patrouilles de recherche à Masnières, Rumilly et Noyelles. Pendant qu'ils opéraient chez nous, l'officier complaisant arrivait d'Allemagne et rapportait pour nous quelques lettres, réponses à celles qu'il avait bien voulu faire passer en France par ses parents. Son bataillon avait été remplacé par un autre à Noyelles, de sorte qu'il n'était pas porteur de ses papiers, il a été arrêté. L'incident n'a pas eu de suite pour lui ; le lendemain, il m'a apporté des lettres me donnant bonnes nouvelles des miens et m'annonçant que, de Cambo ils étaient venus se fixer à Amiens.

Depuis le 1^{er} mai, nous avons une perturbation dans les heures ; les Allemands ont avancé pendules et montres d'une heure ; nous en avons fait autant pour prendre le nouvel horaire français qui nous laisse encore en retard d'une heure sur eux.

Pour suivre leur volonté de s'immiscer dans tous les actes de notre malheureuse existence, ils organisent une commission de surveillance pour les opérations dans nos banques.

Nous n'avons plus de cuirs, non seulement pour faire des chaussures neuves, mais aussi pour faire des réparations, cela devient inquiétant.

Nous n'entendons plus le canon du front depuis trois ou quatre jours. Nos troupes de la garde se considèrent comme devant rester ici encore longtemps. Le commandement supérieur se serait assez mal trouvé des relèves trop répétées dans les tranchées. Le soldat,

sachant qu'il n'était pas pour longtemps, ne se donnait pas la peine de les améliorer.

5 mai 1916. — Il y a deux jours, nous avons eu, ici, un très violent orage de grêle fort heureusement mêlée à beaucoup d'eau, ce qui a atténué les dégâts. La pluie a été bienfaisante pour les récoltes, le temps reste très orageux.

Dans mon entourage direct nous voyons régulièrement des journaux de France depuis le début de janvier. C'est très réconfortant et nous nous en trouvons moins isolés. Nous sommes inquiets du peu d'empressement mis par les pouvoirs publics à voter la loi de réparation de dommages causés par la guerre. Cette loi est promise depuis 1914, on en a beaucoup parlé mais maintenant elle semble tombée dans l'oubli. Il importe cependant qu'elle soit acquise pour le jour prochain de notre délivrance. Les pays occupés auront des besoins d'argent immédiats et si on n'est pas en mesure de faire valoir des droits nous sommes voués à une ruine absolue, sans espoir de se relever par un travail qui nous sera impossible.

L'œuvre du Parlement, au point de vue économique, nous paraît bien peu productive ; de loin ce mal, dégagé des ambiances, est pénible à constater.

Enfin la division de la garde nous a quitté probablement d'une façon définitive. En attendant la division de Bavarois de l'armée active qui nous est annoncée il est bien bon de se sentir chez soi. Il faut avoir souffert comme nous de ces charges pour se faire une idée du soulagement que nous éprouvons. Dans ma maison-caserne de la rue de l'Aiguille, il y a des tombereaux d'ordures à enlever, ils en ont remblayé les caves. Les appartements sont dans un véritable état de destruction. On nettoie ferme dans ma maison la crasse laissée par les quatre officiers et les sept ordonnances ; seul celui chargé des chevaux nettoyait un peu. J'ai enfin pu rester seul dans mon jardin.

Une ordonnance du Grand Quartier général régit la surveillance des banques, établissements de crédit, etc... C'est une mainmise sur ces maisons. Ils s'arrogent tous les droits. Cette immixtion peut avoir des conséquences très graves ; nous ne connaissons pas encore leurs idées au sujet de cet édit.

Nous continuons toujours à payer pour l'entretien des troupes suivant les présences constatées le 20 janvier. Il est fait un recensement de tous les bois préparés pour charronnage ou menuiserie, toujours avec force menaces pour le cas de déclaration inexacte.

De nouvelles exigences sont manifestées pour l'entretien des rues, cours et routes. Comme ces ordres émanent de multiples administrations, les gendarmes vont évidemment faire des excès de zèle. C'est ainsi qu'il est absolument honteux de voir déverser

les vidanges sur les bords des routes, dans les faubourgs de la ville, dans des champs intercalés avec les maisons. Je me suis plaint maintes et maintes fois de ces exigences dangereuses.

Nous entendons beaucoup le bruit du canon mais rien ne perce des opérations qui se préparent. Il serait grand temps que nous voyions l'effort que nous attendons. Vivre de confiance aveugle aussi longtemps est très méritoire, mais ce n'est pas à la portée de tout le monde. Le moral reste cependant, en général, très bon.

La raréfaction de la viande est de plus en plus grande et le prix s'élève en raison inverse de la qualité. Nous n'avons pas 250 grammes par habitant tous les quinze jours. Les lapins et les poulets coûtent de 10 à 12 francs la pièce. Le beurre vaut de 6 fr. 50 à 7 francs la livre.

Nous ne voyons toujours pas se déclancher la grande offensive, nous allongerons notre patience s'il le faut jusqu'au 15 juin, mais après?... La division de Bavaïois qui est venue remplacer la garde n'est pas restée. Ils étaient furieux d'être toujours sacrifiés alors que les Prussiens sont habituellement ménagés. Officiers et soldats récriminaient ouvertement. Leur colère a été encore plus grande lorsqu'ils ont su qu'au lieu de se reposer ici longuement, ils repartaient au front. De nouvelles troupes les remplacent mais en quantité moindre et probablement pour pas longtemps. Hier dans la nuit, nous avons été réveillés par un de leurs aëros qui faisait grand vacarme, nous avons pensé qu'il avait perdu sa direction et qu'il lui était fait des signaux pour le remettre dans sa voie.

La garde a emmené avec elle les postes de canons spéciaux contre nos aviateurs, ils n'ont pas encore été remplacés.

Diverses notes de provenances différentes nous avisent que les élections municipales prévues par l'article 2 de la loi d'avril 1884 sont défendues, que les conseils municipaux resteront en fonction, que chaque fois que ce conseil se trouverait trop réduit pour délibérer légalement la Commandanture devait en être informée!

Les propriétaires fonciers doivent réclamer des attelages, aux inspecteurs de culture, pour travailler les champs abandonnés. Un ordre très détaillé émanant de S. Exc. von Denk, commandant l'inspection des étapes, réglemeute une fois de plus tout ce qui concerne la culture et la conservation du bétail (qui n'existe plus). Il ordonne tout ce qui est à faire et à ne pas faire pour les récoltes.

Le 10 courant, nous avons eu à la Chambre de Commerce, après la réunion ordinaire des maires à la Commandanture, l'assemblée constitutive des syndicats des communes pour création de bons d'argent. Les officiers Muller et Martius n'ont pas pu ne pas assister à la séance, ils étaient convenus avec moi de ne rien dire, de ne faire qu'acte de présence.

Une centaine de communes étaient représentées. J'ai dégagé

l'indépendance de l'assemblée en disant que la présence des Allemands était une simple surveillance par ordre, mais qu'ils n'exerçaient aucune pression, que nous étions libres de faire ce que nous voulions suivant les lois françaises. Bref, cela s'est très bien passé. En expliquant les statuts j'ai insisté sur la nécessité de demander le moins possible d'argent et les ai avertis que le comité de surveillance, comme les gérants, seraient très exigeants en ce qui concerne la justification des dépenses.

Nous avons ensuite levé la séance pour la reprendre immédiatement après le départ des officiers, les affaires de secours aux malheureux et de répartition des denrées américaines ont été de ma part l'objet de critiques assez vives.

15 mai 1916. — Les passages de troupes ont été depuis quelques jours continus et nombreux. Jamais les trains vers Marcoing, c'est-à-dire vers Péronne ou Bapaume, n'ont été si rapprochés. Passablement de wagons ambulanciers reviennent avec des blessés n'ayant encore eu aucun pansement. Du reste le canon tonne fortement dans cette direction. Nous sommes très intrigués de l'entendre comme s'il venait de Guise, Laon, Soissons.

On annonce toujours l'arrivée d'un VI^e corps d'armée. Les restes des régiments qui nous arrivent reviennent, pour beaucoup, de la direction de Verdun. Ils sont dans un état moral extrêmement mauvais et racontent que c'est horrible. Des officiers, très déprimés, disent qu'il faudrait envoyer sur place ceux qui ont déchaîné cette boucherie, qu'ils deviendraient fous à la vue des ruisseaux de sang qui dévalent des points si disputés autour de Verdun. D'autres, en montrant les communiqués allemands, nous mettent en garde contre ce qu'ils avancent ; rien n'est vrai, disent-ils, nous y étions !

Quant aux soldats, ils prétendent que si on les renvoyait vers Verdun, plus de la moitié se suicideraient.

Les Bava-rois sont furieux contre les Prussiens et dans nos campagnes on ne manque pas de les exciter en leur disant que, alors qu'ils n'ont pas cessé, pendant huit mois, de se faire casser la... tête, dans les tranchées, la garde prussienne n'a pas cessé de se goberger chez nous.

L'administration est inquiète des rapports des inspecteurs de nos cultures, ceux-ci disent nos récoltes très laides, lorsque bien au contraire elles n'ont pas encore souffert du manque d'engrais, ils restent persuadés que ces récoltes seront pour eux, mais par sécurité les voudraient déjà mûres. Ils ne les auront pas !

Nous manquons de beaucoup de choses ; le sucre entre autres n'a plus de cours, on l'achète entre 450 et 600 francs les 100 kilogrammes.

A Crèvecœur, dans la 11^e armée, ils ont inventé de faire la revue des chevaux à 2 heures du matin.

Grâce aux feuilles de paie truquées, notre contremaître mécanicien Lucas a été acquitté hier, en conseil de guerre, de l'accusation d'être soldat évadé de la capitulation de Maubeuge, mais le général, avec son pouvoir discrétionnaire, peut ne pas confirmer la sentence des juges et il semble vouloir le retenir.

Notre syndicat des communes n'entre pas en fonctionnement par suite de leurs prétentions multiples et ridicules. Une première fois, ils voulaient nous imposer de le dénommer « des régions de Cambrai et de Quéant ». J'étais parvenu à leur prouver qu'il fallait dire simplement de « Cambrai », et ils semblaient s'être rangés de mon avis ; aujourd'hui, alors que l'assemblée constitutive a donné le titre de la société, ils reviennent à la charge. Très fermement, j'ai répondu que ce n'était plus possible et que, du reste, je ne voyais pas en quoi cela les regardait. Je crois qu'ils vont définitivement y renoncer. Ils voulaient aussi nous faire modifier le format, la couleur des billets. Toujours est-il que nous n'avons pas l'autorisation d'imprimer.

20 mai 1916. — Il y a deux nuits nous avons été éveillés à 11 heures par des exercices de grenades et de bombes, nous nous sommes tous demandé ce qui se passait, cela a duré une demi-heure ; il n'est pas ordinaire de faire ces exercices à de pareilles heures.

Toujours pour faire du zèle, afin de marquer leur utilité loin du front, les soldats comme les officiers embusqués dans les administrations se font valoir en nous persécutant. Depuis quelque temps, mon habitation était en butte aux tracasseries du bureau des logements militaires. J'ai sacrifié cinq pièces, séparées du reste de la maison, ayant escalier spécial, pour les officiers que j'ai constamment à loger, et je crois qu'ils s'y trouvent bien, puisque souvent les mêmes y reviennent après des absences. Or, depuis quelque temps, ils ne veulent pas donner de billets de logement et sans se préoccuper si les appartements sont habités, on veut me prendre les appartements personnels. Un général a exigé de les visiter, deux colonels sont venus après lui, je me suis défendu de mon mieux. Enfin, le chef du bureau des logements s'est présenté avec un officier, je me suis absolument refusé à les laisser entrer et leur ai fermé la porte au nez. Furieux, ils m'ont dit qu'ils allaient chercher les gendarmes pour me faire prisonnier. J'ai tenu bon avec beaucoup de fermeté et suis allé me plaindre à la Commandanture. Il m'a été répondu que nous ne devions pas les laisser entrer sans un billet de logement, qu'il fallait les mettre à la porte. C'est plus facile à dire qu'à faire ; toujours est-il que l'officier qui depuis huit jours me refusait de m'apporter son billet de logement me l'a donné aujourd'hui. Il faut leur tenir tête et souvent cela réussit, lorsqu'on s'adresse pour réclamer à l'officier compétent,

surtout si on prend la précaution de profiter, pour lui parler, du moment où il est seul. Ils ont une telle crainte d'être dénoncés les uns par les autres qu'en général ils vous reçoivent durement en présence de leurs collègues et rejettent nos demandes sans les examiner. En public ils agissent suivant la formule de leur général, notre terrible tyran.

Depuis que nous avons mis nos montres et pendules à l'heure adoptée en France, c'est-à-dire en avance d'une heure (tout en restant en retard de soixante minutes sur l'heure des Allemands), nous pouvons le soir faire une bonne promenade ; du reste, il faut reconnaître qu'il est bien plus agréable de vivre avec cette nouvelle division de la journée.

Nous recevons fréquemment des nouvelles des prisonniers, mais ils ont défense absolue de servir d'intermédiaires entre la France et nous. Ils n'osent plus enfreindre ces ordres, et lorsqu'ils essaient de le faire, ils agissent avec des précautions qui rendent absolument énigmatique ce qu'ils veulent nous dire. Pourquoi cette cruauté qui veut nous priver de savoir ce que deviennent les nôtres ? A quoi leur sert-elle ?

De nouvelles menaces sont faites à l'adresse des maires qui demandent des permis pour leurs concitoyens qui ont besoin d'aller travailler dans les jardins et champs en dehors du village, lorsque ces travaux ne sont pas indispensables et surtout lorsqu'ils sont simulés.

Et on ne voit pas la fin !

25 mai 1916. — L'ingérence des Allemands dans tous les éléments de notre vie ne cesse de s'étendre, alors même que nous croyons qu'ils n'ont plus rien à accaparer. Non seulement, ils recherchent toutes les choses qui peuvent intéresser le lendemain, l'avenir, mais encore ils s'attachent à connaître le passé, alors même qu'ils ont pris tout ce qui était réalisable. C'est ainsi qu'ils avaient la prétention que je leur dise combien de betteraves m'ont été livrées par chacun des villages. En quoi cela peut-il les intéresser puisqu'ils ont pris tous les sucres produits ainsi que la totalité des mélasses ?

Ils nous réduisent à l'esclavage, prétendent faire de nous leur chose passive. Ayant vu dans la sucrerie des tuyaux de cuivre et des robinets démontés pour nettoyage et réparation, ils ont prétendu que ces objets étaient de rechange, pas indispensables à la prochaine fabrication et les ont consignés. Avec beaucoup de peine, j'ai obtenu qu'ils n'en enlèvent actuellement que 300 kilogrammes. Il y a quelques mois la Commandanture a fait l'inventaire des poules. En dehors des œufs confisqués par les troupes de passage, nous devions en fournir, par jour, une quantité déterminée, aujourd'hui on exige par jour un œuf pour trois poules. Ils disent

que c'est pour les troupes du front et pour les hôpitaux. Depuis longtemps, *en principe*, nous avions encore droit à 250 grammes de viande tous les dix ou quinze jours, dorénavant, nous n'en aurons plus. Ils s'introduisent dans nos jardins pour prendre les légumes au fur et à mesure qu'ils poussent ; que nous laisseront-ils ? Les prix de toutes choses sont inabordables pour la population, aussi chacun souffre terriblement de privations.

Nous ne pouvons disposer d'aucun fourrage pour nos animaux. Cependant, il nous est concédé rarement un écriteau qui nous donne le droit de couper dans un champ déterminé un peu de fourrage vert, on nous octroie également 750 grammes de fourrage sec par cheval et par jour. Du reste, cela va devenir inutile, car ils viennent de prélever dans nos étables la moitié du peu de bêtes qui nous restaient, pour reconstituer leurs troupeaux qu'ils conduisent dans des pâtures spéciales. Non seulement, il est défendu de tuer une bête à cornes, ou un vieux cheval, pour la nourriture, mais l'interdiction d'en vendre est absolue. La surveillance est tellement intense qu'il n'est plus possible de transgresser en cachette leurs ordonnances. Les peines infligées en cas de désobéissance sont telles qu'il n'est plus tentant de s'y risquer.

Leurs agents d'exécution, simples soldats ou sous-officiers, ont un tel dédain pour nous, un mépris si profond, qu'ils s'adressent toujours à nos personnes avec une familiarité choquante. Pour peu qu'ils s'aperçoivent que nous souffrons de leurs actes, ils deviennent railleurs, goguenards. Il y a sept à dix jours, notre pays a été traversé par une quantité de petits ballonnets en papier rouge ; la forme était longue de 1 m. 50 environ, un petit sachet rempli de sable pendait au-dessous pour servir de lest. A l'intérieur, une enveloppe contenait des journaux. Dans une même journée, il en a été vu sept traversant la plaine entre Noyelles, Rumilly, Masnières, Marcoing ; trois ont atterri derrière ma ferme, des ouvriers en ont ramassé un, les autres ont été enlevés par les Allemands. Je n'ai pas pu savoir s'ils sont d'origine française, je crois qu'ils sont allemands.

Les troupes que nous avons en reconstitution reviennent de Verdun ; l'obsession du carnage dans lequel elles ont vécu si longtemps les laisse sous une impression de terreur atroce.

Des régiments ont été presque complètement détruits. Certain n'a sauvé que cent trente-deux hommes, des bataillons n'ont conservé que quelques-uns des leurs. Ils ont ramené d'Allemagne des hommes qui avaient toujours été rejetés du service militaire pour les fondre avec ces débris. Les soldats sont si découragés qu'ils disent ouvertement ce qu'ils pensent. Beaucoup d'officiers ont eu le moral tellement affecté qu'ils en veulent à tout le monde et sont épouvantablement exigeants et méchants avec nous. Les logements sont, avec eux, l'objet de difficultés très grandes. Je

suis traduit devant le juge d'instruction, pour n'avoir pas obtempéré assez vite à montrer mes appartements privés à un capitaine qui refusait de visiter les cinq chambres que je donne depuis vingt et un mois aux officiers.

Si les Allemands sont de plus en plus difficiles à vivre, il faut constater, hélas, que certains de nos concitoyens nous rendent la vie pénible. Ils voient tout en noir, les caractères sont aigris, et même parmi ceux qui ont de la valeur, qui se donnent beaucoup de peine pour coopérer à nos œuvres, c'est devenu une vraie maladie.

La question des denrées alimentaires, fort délicate parce que ces matières doivent aller à des personnes qui souffrent de leur insuffisance, est l'objet de récriminations continuelles parfois justifiées. Le zèle de chacun est aussi grand que le résultat est mauvais. J'estime, avec beaucoup, que la commission municipale n'a pas su créer une organisation pratique. Il n'y a rien à leur dire, car conscients de la peine qu'ils se donnent, ils jugent qu'il est impossible de faire mieux.

L'instinct humain, qui par nature est méchant, cherche à détourner le courroux des masses sur d'autres têtes que celles de ceux qui sont fautifs. C'est ainsi qu'un des leurs, travailleur dévoué, s'entend à un machiavélisme terrible, il n'épargne personne, même ceux qu'il semble traiter comme de ses amis. Il tire dans le dos à tous, donne un croc-en-jambe à chacun. Il m'a dit du mal de presque tous ses collègues et m'a insinué encore pire. J'ai souvent été sa tête de Turc sans jamais me tourmenter de ses critiques malveillantes et calomnieuses.

Actuellement, on se plaint avec aigreur motivée de la qualité du pain. Le mal est indépendant de toutes les volontés. L'administration allemande fournit au Comité américain du blé mal récolté par eux, ce blé humide, moisi, ne peut faire de la bonne farine. Dans tous les cas, j'exerce, dans la mesure du possible, une pression sur le meunier comme je le dois et je suis persuadé qu'actuellement il ne peut mieux faire. Or, ce monsieur a inventé de dire à tous que ce dommage est la faute du meunier et que c'est moi qui suis le vrai coupable en ayant exigé un vrai monopole pour cette maison et cela dans un intérêt personnel !... Or, la vérité est pratiquement que pas un autre moulin n'était capable de suffire *seul* à nos besoins, qu'il était l'unique situé commodément pour les livraisons de blé et de farine, que les *Allemands l'ont imposé* pour surveiller eux-mêmes, qu'il n'y entrerait pas de blé en fraude à leur détriment, alors qu'ils avaient arrêté tous les moulins ; enfin j'ai été, comme tous mes collègues de Cambrai, étranger au traité fait avec ce moulin par le comité de district de Valenciennes qui l'a fait directement, nous a imposé ensuite la surveillance dans l'exécution sans nous donner les

moyens de l'exercer, nous ne connaissons pas les comptes de mouture.

2 juin 1916. — Le président du comité de district va venir pour la première fois lundi, nous nous efforcerons de trouver avec lui un palliatif à cet état de choses. Il faut blâmer ceux qui, au lieu de calmer les populations, les excitent méchamment, mais il faut reconnaître que la question est irritante.

Les instructions de nos tyrans varient souvent : les heures pendant lesquelles nous n'avons pas le droit de sortir sont encore changées. Le sous-officier surveillant de nos cultures doit nous apprendre à faire des semences de trèfle et de luzerne, il doit également forcer à bien récolter nos fourrages secs et à ne pas en donner à manger à nos bêtes ! La liberté de donner à la population de la viande de bœuf est rendue, les conditions restrictives ne permettent pas d'en trouver, mais seulement d'indiquer à l'armée où elle peut se procurer une bête oubliée par leurs agents. Le plus perfide de leurs actes est bien la façon dont ils exigent tous nos œufs, en voulant paraître nous en laisser.

La nouvelle ordonnance, qui confirme celle d'il y a quelques jours formule les peines à appliquer à ceux qui ne feraient pas pondre leurs poules sans leur donner à manger : 1^o confiscation de toute la volaille ; 2^o trois ans de prison ; 3^o jusqu'à 6 000 marks d'amende. Noyelles doit livrer 1 659 œufs par semaine !

Toutes les huiles et graisses sont consignées, nous devons déclarer avant le 10 juin ce que nous en avons, alors que déjà, à différentes reprises, ils les ont confisquées.

Nous sommes tous très inquiets de voir le moment où ils vont nous prendre nos magnifiques récoltes, mais la situation est plus grave encore pour ceux qui sont sur la frontière entre les deux armées. Ainsi, dans notre culture, dont 105 hectares sont sur le territoire de la commune de Marcoing, tout en mettant de temps en temps en prison pour cinq jours les ouvriers qui vont travailler ces terres où nous n'avons pas le droit de mettre les pieds, le commandeur de Marcoing tolère que nous fassions sarcler les récoltes après les avoir ensemencées, mais il prend déjà ses dispositions pour nous les enlever. Notre ferme de Rumilly ne pourra rentrer que deux hectares de sa moisson ! La VI^e armée ne veut pas faire de démarches en disant qu'il n'y a rien à obtenir de la II^e armée.

Quel malheur que la délivrance ne vienne pas ! Jamais nous n'avons eu plus belle apparence de moisson. Les épiages se sont faits avec dix jours d'avance sur l'époque ordinaire.

Pour encourager leurs troupes et décourager nos populations, ils viennent de sonner les cloches à l'occasion de leurs grandes victoires navales sur les Anglais. Quel bluff !... Habitants et soldats s'en moquent.

Leur hantise de trouver des coupables me rend victime d'une querelle allemande. Je suis accusé de donner aux officiers des chambres de domestiques auxquelles on ne peut accéder que par un escalier de service. Dans la vie ordinaire, ce sont quatre excellentes chambres d'amis et l'escalier est le seul qui ait jamais été construit pour les besoins de cette maison. Ma situation est aggravée par l'accusation d'avoir résisté à un capitaine qui voulait que je lui montre mes appartements privés et qui prétend que j'ai claqué des portes en sa présence ; tout cela appuyé par un soldat chargé des logements et qui a besoin de faire du zèle pour ne pas aller au front. Bref, l'affaire est à l'instruction, à deux reprises j'ai comparu une heure et demie chaque fois devant cet officier de justice et ce n'est pas fini. Irrité et impatienté, je lui ai dit que je ne pouvais plus rien ajouter, que je ne me défendrais plus, que leur façon de faire se traduisait en France par le dire : « Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il est enragé. »

5 juin 1916. — J'ai été informé officieusement que je serais déféré par ordre, au conseil de guerre, et que je serais condamné, parce que la justice a pour maître omnipotent le général. Je ne sais pas quand je comparaitrai, la citation n'est pas encore lancée. La chambre, cause de l'accusation, est occupée par un sergent-major qui parle très bien le français, il a l'œil inquisiteur ! Je me tiens sur mes gardes.

Le chef mécanicien de Noyelles qui a été acquitté par le conseil de guerre est parti prisonnier en Allemagne ! L'enlèvement des œufs met la population dans la plus grande gêne. Ils n'ont pas encore dit ce qu'ils allaient faire du lait inventorié et des huiles confisquées. L'alimentation devient très difficile, impossible pour la majorité de la population. Très rarement, on peut se procurer de la viande à 8 francs le kilogramme y compris les os. Le beurre et le fromage, très rares, coûtent 12 francs le kilogramme. Tout est à l'avenant. Ils nous forcent à faucher les herbes le long des routes pour leurs animaux et prennent leurs précautions pour qu'il soit impossible de leur soustraire les fourrages, que nous coupons actuellement, par un temps mauvais qui les détériore. Leur destination fait que nous ne nous en préoccupons pas. En attendant, ils condamnent à de la prison les maires qui n'ont pas su décider les cultivateurs à travailler les terres. Beaucoup de chevaux meurent, leur ration est tellement insuffisante que le travail les tue. Nous sommes entourés d'espions ; cinquante gendarmes viennent d'arriver pour renforcer l'équipe de nos perquisitionneurs. Des officiers m'ont avoué que le besoin absolu les forçait à nous prendre tout ce que nous avions, que nous devions mourir de faim avant eux. D'autres prétendent que le traitement sévère que nous subissons est causé par la nourriture insuffisante donnée en France aux pri-

sonniers allemands. La santé publique avait été longtemps exceptionnellement bonne, mais maintenant elle s'altère, nous avons beaucoup de malades et la pénurie de médicaments et de moyens pour les soigner aggrave leur situation.

10 juin 1916. — Nous avons eu la visite de M. Turbot, président du district pour l'alimentation américaine. Il nous a répété quelques paroles réconfortantes rapportées de France par M. Guérin. Mais que c'est long !... Nous avons réglé avec lui des difficultés pendantes au sujet des farines et des denrées fournies par les Américains.

Aujourd'hui, nous avons eu cette réunion, si blessante, si humiliante, des maires à l'hôtel de ville. L'officier n'avait pas daigné venir, il avait laissé le soin à l'interprète Blum de nous donner les leçons, il l'a fait du reste avec le manque de tact qui les caractérise. J'ai dû partir avant la fin tellement ma patience était à bout. Nous nous sommes immédiatement après tous rendus à la Chambre de Commerce pour la conférence que j'ai l'habitude de leur faire. Pendant une heure et demie, j'ai répété les mêmes recommandations que les autres fois, sous des formes différentes. J'ai incité tout particulièrement les maires à s'occuper personnellement de l'application des lois sociales et des distributions des denrées alimentaires. Nous sommes amenés à leur donner des modèles pour la tenue de tous leurs comptes. Nous allons enfin pouvoir, à partir de la semaine prochaine, faire fonctionner notre syndicat d'émission d'argent.

De mon mieux, j'ai remonté la vaillance, un peu défaillante chez quelques-uns, je crois être parvenu à leur rendre la confiance et le courage, mais cela devient difficile, c'est trop long. Se rend-on bien compte de l'autre côté des tranchées, de ce que souffrent les malheureux prisonniers que nous sommes ? La privation de nouvelles des nôtres est terrible.

16 juin 1916. — Ayant l'intention de prendre toutes les nourritures, on nous force à cueillir et approvisionner les feuilles des arbres pour les donner à nos bêtes. Elles meurent de faim, mais nous devons donner des explications détaillées sur la cause de leur mort. Tous ces ordres sont évidemment accompagnés de menaces de prison et d'amendes pour les délinquants et pour les maires toujours responsables.

Quand ce doux régime se terminera-t-il ? Ils établissent le communisme complet dans nos villages. Partout où les animaux n'ont pas été mis par eux dans une unique écurie les cultivateurs doivent conduire les fumiers de leurs cours dans un même champ où ils disent devoir semer en août du colza ! S'ils pouvaient ne plus être ici ?... Malgré que nous avons reçu du Comité américain 3 000 kilogrammes de poisson de mer, nous arrivons à manquer de tout.

Ils disent couramment que pour eux le pétrole, le sucre, etc., est monnaie d'échange pour obtenir des *faveurs* dont ils sont privés. A côté de cela, nous devons reconnaître que leur ravitaillement est très irrégulier, mais habituellement très insuffisant. Ils se priveraient de manger s'ils avaient la certitude de ne pas retourner devant Verdun. Le général commandant le corps d'armée en reconstitution ici dit ouvertement qu'il y a perdu 65 pour 100 de son effectif. Les soldats qui lui sont fournis pour remplir ses cadres ne paraissent devoir être jamais à redouter, c'est tout juste s'il n'y a pas des bancals. Ils sont en admiration devant notre armée. Un officier me racontait, il y a quelques jours, que, ayant reçu l'ordre de prendre avec une formation nombreuse un bout de tranchée précédant notre première ligne, arrivés à bonne portée, ils avaient été horriblement mitraillés et leurs pertes avaient été énormes ; quand même, vu le nombre, ils parvinrent au but et constatèrent qu'il n'y avait qu'une vingtaine de héros pour défendre cette tranchée : tous se firent tuer sans vouloir se rendre. J'ai toujours pu les empêcher de faire de la musique chez moi. Dernièrement, à ce propos, un officier me disait que cela, pendant longtemps, leur avait paru une méchanceté de notre part, mais qu'ils avaient fini par s'expliquer le sentiment auquel nous obéissions. La conception de musique étant chez nous inséparable de la joie, alors que chez eux plus ils sont dans la peine et plus ils sont enclins à chercher un réconfort dans la mélodie.

Le temps continue à être mauvais, il fait froid. Nos récoltes depuis quinze jours ont perdu 40 pour 100 de ce qu'elles promettaient. Les Allemands ont fait allumer le calorifère dans quelques maisons et partout nous faisons du feu dans l'appartement où nous nous tenons.

Nous nous réjouissons du grand succès que les Russes remportent sur les Autrichiens, cela nous fait espérer que prochainement nos armées prendront l'offensive. Si nous pouvions sauver une partie de nos récoltes par la venue de nos troupes ! Mais nous sommes résignés à les voir perdues si cela doit contribuer à ménager la vie de nos chers soldats.

L'empereur Guillaume est passé ici il y a deux jours, il s'est presque caché dans la gare, on le dit très changé, absolument vieux.

19 juin 1916. — Leur commission de finances nous enserme de plus en plus. De nombreuses affiches interdisent toutes opérations telle que la remise par nos banquiers des titres déposés chez eux sans autorisation préalable. Nous ne devons jamais être porteur de plus de 20 marks en argent ou en billets, et de 2 marks en billon. Leur consentement doit être accordé pour qu'il soit

possible d'opérer des paiements en dehors. Ils entendent protéger les ouvriers qu'ils occupent, soit à l'embauchage, soit au moment du renvoi. Trois ans de prison ou 600 marks d'amende attendent ceux qui blâmeraient ces ouvriers ou manifesteraient en paroles ou actions leur mépris. Une autre affiche défend aux soldats de nous payer en billets allemands. Ils doivent échanger leur argent au bureau de change contre nos bons communaux. Maintenant qu'ils ont fait créer des caisses Association de communes ils vont chercher à faire entrer le plus possible dans leurs coffres de ces bons d'argent sous forme d'impôts de guerre. Ils voudront les en faire sortir encore plus vite pour retirer de nos mains les bons de réquisition afin de ne plus nous laisser la possibilité, après la guerre, de discuter les prix qu'ils nous imposent. Cette opération est en élaboration et va sortir incessamment. Il faudra nous défendre contre ce danger. Une proclamation récapitulative de toutes leurs ordonnances nous rappelle les peines de mort et autres dont nous sommes passibles pour toutes infractions. Ceci pour nous bien maintenir dans la terreur. En attendant d'autres récoltes ils vont chercher dans nos champs nos fourrages, insuffisamment secs, nous refusent tout contrôle sur le lieu de chargement ou de déchargement, plus tard ils nous donneront un bon comme il leur plaira. Ils sont capables de nous rendre responsables de leur pourriture et peut-être bien des incendies qui pourraient se produire par échauffement. La circulation d'un village à l'autre, ou à la ville est souvent accordée sous prétexte de ravitaillement ; dorénavant, nous devons indiquer ce que nous voulons acheter pour bien indiquer où il peut y avoir à prendre. Dimanche nous avons eu une fausse joie. Les troupes sont parties, mais quelques heures après la déception est venue avec leur rentrée dans les cantonnements. Habituellement une semblable alerte précède un départ définitif. La tristesse des soldats au départ n'a eu d'égale que leur joie au retour. La démoralisation des troupes est de plus en plus grande. Décidément les régiments qui viennent se refaire chez nous auront de la peine à devenir redoutables.

Les tramways, transformés par eux pour le service spécial des lazarets, sont maintenant en activité régulière. La misère de nos populations s'accroît de plus en plus. Il n'y a plus rien à acheter mais encore moins d'argent pour payer. Hier nous avons reçu du Comité américain 3 300 kilogrammes de poisson, deuxième envoi, à vendre au prix de 2 fr. 50 le kilogramme, ce qui était vraiment bon marché, il nous en est resté un tiers que nous avons distribué aux indigents, nous avons pu cependant arriver à en faire porter dans tous nos villages.

Chacun a chez soi une vraie ménagerie, tous élèvent des poulets et des lapins, mais on manque de nourriture puisqu'ils font la chasse à tout ce que nous pouvons avoir caché, aussi il est curieux

de voir chacun aller cueillir de l'herbe et ramasser les brins de fourrages qui tombent de leurs voitures. Ils tolèrent cette cueillette d'herbe lorsqu'elle se fait armée d'un couteau et d'un filet pour la mettre, mais ils punissent lorsqu'elle se fait plus en grand le long des routes.

25 juin 1916. — Nous entendons le bruit du canon plus que jamais. On raconte des choses telles que nos populations attendent la délivrance par les Anglais d'ici peu de jours. Espérons qu'il n'y aura pas de déception.

Les exigences croissent encore : nous n'avons fourni du 1^{er} au 21 juin que 2 034 œufs de Noyelles alors que nous eussions dû en donner 3 299, mais ils ont su par leurs inspecteurs que les habitants de la commune en avaient vendu 100 à un sous-officier qui partait en congé, d'où conclusion que nous ne donnions pas tout et avis d'avoir à fournir sans retard le manquant. A la revue mensuelle des chevaux la ferrure, l'état des bêtes et leur propreté étaient l'objet de notes très sévères. Malheureusement nous ne pouvons pas plus engraisser nos animaux sans nourriture que faire pondre des poules qui n'ont pas d'œufs. La rivalité entre l'armée VI^e et la II^e de Saint-Quentin est telle que les officiers disent, en plaisantant, que la prochaine guerre sera entre ces deux armées. Au sujet des récoltes que Marcoing enlève aux cultures de Noyelles-Rumilly-Masnières, j'ai écrit une lettre de protestations à propos du contrôle que nous n'étions pas autorisés à exercer et des bons qui nous étaient refusés, il m'a été répondu que le maire de Marcoing serait mis à même de vérifier. On persiste à nous refuser de ramasser les râtelures de fourrages. Il est préparé une circulaire qui confisque toutes les pommes de terre, les Allemands en feraient eux-mêmes la récolte, lorsque le moment sera venu. Tous ceux qui partent en congé emportent des provisions, tous ceux qui reviennent sont navrés de la misère laissée dans leurs familles.

26 juin 1916. — Le canon se fait de plus en plus entendre. Nous voyons passer beaucoup d'escadrilles d'aéroplanes, dimanche une centaine seraient allés à Amiens et aujourd'hui on dit que beaucoup d'enfants auraient été tués !

27 juin 1916. — Hier soir très subitement une des deux divisions est partie, nous ne savons pas dans quelle direction. Les officiers logés chez moi n'étaient pas contents de retourner au feu, les ordonnances pleuraient. Un des officiers, la veille, avait fait une noce au champagne avec un camarade ; ils se sont disputés et battus. A 10 heures du matin l'un d'eux s'était introduit complètement ivre dans mes appartements privés, j'ai eu toutes les peines à le faire sortir.

Aujourd'hui j'ai passé devant le conseil de guerre sous accusation de faits injurieux pour un officier de l'armée allemande. L'interrogatoire et la déposition des témoins a duré trois heures. Le tribunal se composait de cinq juges, le ministère public n'était autre que l'officier instructeur, qui menait l'audience, le président ne faisait rien. J'ai nié avoir commis le délit de fermer une porte brutalement. Le tribunal a conduit cette affaire avec un soin méticuleux, chacun prenait des notes. Une vraie comédie ! Bref, le procureur a requis contre moi quatre semaines d'emprisonnement. La connaissance du jugement m'a été refusée parce qu'au préalable il devait être soumis au général qui doit le confirmer ou le modifier ! Pourquoi tout cet appareil et ce sérieux pour aboutir à une chose qui ne compte pas, qui est livrée à l'appréciation d'un général, qui en fait, le plus souvent, n'en tient pas compte. Décidément ces gens n'ont aucune des qualités qu'ils affectent de pousser à l'exagération méticuleuse. L'indépendance est chavirée pour eux dans la discipline.

1^{er} juillet 1916. — Appelé ce matin au juge d'instruction, je l'ai trouvé tout confus, honteux, de me signifier toujours verbalement le jugement du conseil de guerre qui me condamne à soixante jours de prison ou à 600 marks d'amende. Il a éprouvé le besoin de me dire que c'était beaucoup mais que le capitaine d'état-major à la XI^e division Kemna, accusateur, avait insisté et qu'il n'avait pas été possible de faire autrement. Le monsieur est dans la vie privée industriel à Breslau. Je lui ai répondu que la honte de cette condamnation était pour cet officier allemand. Il a pensé être aimable en me disant de ne pas me presser de venir lui payer l'amende. Je n'ai pas pu suivre certains incidents d'audience qui se passaient à huis clos, mais je les ai connus par des indiscretions. Après l'audition de la déposition, sous serment, du témoin accusateur, un des juges s'est levé et en vrai avocat de métier qu'il est, appuyé sur le dos de son fauteuil, il a longuement expliqué que l'affaire lui semblait n'avoir aucune gravité et qu'il lui paraissait que le capitaine pourrait déclarer qu'il s'était mépris sur mes sentiments qui n'étaient nullement d'être injurieux pour lui, qu'ainsi l'affaire serait terminée. Ce hobereau fier et méchant a répondu d'une façon très raide qu'un officier de l'armée allemande ne faisait pas d'excuses à un Français !... Il est certain que les officiers ont blâmé leur camarade et dit qu'ils étaient honteux de sa conduite ; mais en attendant, comme on ne peut pas officiellement ne pas suivre une accusation d'officier, surtout lorsqu'il est de l'état-major, j'ai été condamné. Au début de l'audience j'avais été informé qu'il m'était loisible de récuser un des juges. Voilà comme chaque jour nous avons à ronger notre frein sans cependant plier sous la botte de ces gens, qui décidément, malgré leurs pré-

tention de grande culture, ont conservé les attributs de barbares. Ils n'épargnent rien de ce qui pourra perpétuer, après la guerre, la haine contre eux. Espérons que nous serons vengés ! Ce ne sera peut-être pas long à attendre. Depuis quelques jours les Anglais font gronder terriblement le canon, depuis hier soir le ronflement continu est terrifiant. On a dit qu'ils opéraient des sondages sur la ligne du front, aujourd'hui ce semble une vraie offensive. Du reste le bruit court que les Allemands auraient dû évacuer Péronne. Il est certain qu'ils sont pressés par les Anglais sur ce point, car un train est passé ce matin avec un millier de mobilisables de la région de Péronne qu'ils ont enlevés pour les conduire en Allemagne. Beaucoup de blessés sont amenés et envoyés en Allemagne après un ou deux jours de séjour. La proportion de blessures à la tête est énorme. La confiance devient absolument générale.

S'ils nous font cueillir les feuilles des arbres pour nourrir nos bêtes, nous devons faire la cueillette de fleurs de tilleul pour eux.

Ils ont voulu avoir la main sur les syndicats ou associations de communes, qu'ils ont fait créer pour se procurer de l'argent. Il est vraiment bon qu'ils aient tenu à se mêler des statuts à établir, j'ai pu les empêcher de modifier nos projets mais leur intervention les force d'accepter les délais prévus et nous allons pouvoir retarder les versements de billets, et peut-être la délivrance sera venue.

7 juillet 1916. — Depuis de longs mois les visites d'aéroplanes et surtout d'escadrilles se faisaient fort rares. Nous n'entendions plus tirer sur eux, du reste les batteries établies à cet effet avaient été en grande partie supprimées. Depuis une semaine, c'est-à-dire depuis le commencement de l'action qui nous paraît être notre offensive sur la Somme, nous avons chaque jour de nombreuses venues de groupes d'avions. Habituellement ils sont six. Les combats sont fréquents, nous n'en voyons pas le résultat et les « on dit » ne sont pas fondés. Mais ce que nous constatons ce sont les effets des bombes lancées par nos aviateurs. Souvent destructifs de voies ferrées, faisant sauter des trains de munitions, ils font réellement tort aux Allemands. Malheureusement les maisons et parfois leurs habitants sont très éprouvés. Cette semaine six maisons, dont un groupe d'écoles, ont été gravement touchées, dans la région des gares. Un jeune homme de dix-huit ans a été tué et deux autres personnes blessées. Il est extraordinaire qu'il n'y ait pas eu plus de victimes. Aussi la frayeur est grande et beaucoup cherchent à quitter ces quartiers. Les Allemands nous empêchent de connaître le nombre de leurs morts, il paraîtrait qu'ils en auraient, de ce fait, une vingtaine. Toujours est-il que la circulation de leurs trains a été très gênée et parfois interrom-

pue, mais en vingt-quatre ou quarante-huit heures leurs lignes sont réparées.

Chaque jour nous apprenons des succès de nos troupes françaises et anglaises. L'avance est lente à notre gré, toutefois elle marque qu'enfin notre délivrance approche. Le mouvement des renforts allemands est chaque jour, ou mieux chaque nuit, très important. Ce ne sont plus les soldats des débuts, ils ont un aspect peu terrible, ce sont pour beaucoup des rebuts, résidu des sélections premières. L'artillerie qui passe reste imposante comme le bruit qu'elle fait. Après avoir eu quelques jours d'un roulement continu nous avons maintenant de longues interruptions et cela nous inquiète sans raison.

Aujourd'hui tout le monde veut avoir toujours eu confiance, chacun a des espérances exagérées, on prépare presque la soupe pour ceux qui, paraît-il, ne portent plus la culotte rouge. Leur arrivée se rapproche, mais il importe de ne pas la voir si précipitée. Il nous faut encore patienter un mois ou six semaines. L'énervement de tous est grand, il est à craindre qu'une déception fasse naître une réaction mauvaise et exagérée.

Nous logeons constamment des officiers, mais ils ne font que passer pour repartir sur le front. Leur fierté est fortement diminuée mais leur arrogance subsiste. Les permis de circulation ont été suspendus, cependant à cette règle les exceptions sont plus fréquentes que les autres fois où cette mesure était appliquée.

Nous avons eu très exceptionnellement il y a quelques jours la visite de deux de nos amis amenés par un officier du Cateau, ils nous ont confirmé que leur situation est la même que la nôtre. Régime de terreur, de mauvais vouloir et de bon plaisir.

La liste des ordonnances s'augmente sans discontinuer. Nous devons tous être toujours porteurs de nos feuilles d'identité, maintenant chaque cheval en a une. La police, directrice absolue de nos champs et jardins, invente chaque jour de nouvelles vexations.

8 juillet 1916. — Après avoir coupé toutes les herbes le long des routes, nous devons sarcler les voies ferrées, la quantité de pommes de terre précoces doit être spécifiée, nous devons dire ce que nous avons de fruits prochainement bons à cueillir, quand nos premières poires seront mûres, etc., etc...

Ils avaient oublié de consigner les champs de colza, ils viennent de réparer leur omission. L'ordre de travailler fêtes et dimanches est donné. Eux seuls ont à apprécier si le temps est favorable au travail des foin et fourrages ou s'il faut sarcler les champs. Toute cette intrusion dans ce qui après tout reste nos affaires est décourageante et entraîne inévitablement le gaspillage de nos récoltes. Déjà le mauvais temps persistant nous fait assez de mal, il nous cause bien des préjudices supplémentaires. Leur affiche sur les

pommes de terre est un modèle de malveillance accapareuse. Ils nous annoncent des punitions pour ceux qui falsifieraient les produits alimentaires. Le régime imposé pour la viande équivaut à une privation complète. Nous devons déclarer ce que nous avons de bouteilles vides propres à mettre de l'eau, etc., etc... ; tout y passe, même les sonnettes de nos maisons que nous devons leur porter. Nous ne sommes plus rien, n'avons aucun droit chez nous. S'ils ne s'efforçaient que de satisfaire à leurs besoins nous pourrions nous dire qu'un jour proche viendra où nous ferons de même chez eux, sans pouvoir jamais atteindre leur brutalité, mais leurs caprices vexatoires sont irritants par l'inutilité de leurs exigences.

Le comble de leur rouerie malfaisante est atteint avec ce qui touche aux questions d'argent. Leur institution d'une commission de finances procède par une inquisition à laquelle on ne pourra échapper. Les banquiers, les notaires et autres administrations, même d'occasion, devraient leur remettre la liste des titres de leurs clients, même si ces titres servent de gages à des prêts. Avec l'accoutumance à l'idée que maîtres absolus ils s'arrogent tous les droits nous percevons à quoi ils veulent arriver.

Après nous avoir conduits à l'organisation d'association, syndicats, consortiums ou autres, pour permettre aux communes de se procurer de l'argent sans limites, ils ont mis un impôt de guerre à recouvrer en quatre mois. Souvent cet impôt, qu'ils prétendent être de 200 pour 100 de nos contributions de 1913, atteint 100 francs par habitant. Évidemment il vient s'ajouter à tout ce qu'ils ont déjà prélevé sous toutes les formes. Notre syndicat de communes de la région de Cambrai est à ce sujet dans de grands embarras. Chaque jour des Allemands, soldats, sous-officiers ou officiers, nous amènent des maires des villages de la région des armées, ne les laissent pas nous parler et nous disent que nous devons donner de suite de l'argent à ces communes. Nous répondons invariablement que nous ne faisons d'affaires qu'entre Français et que nous ne pouvons tolérer leur présence à nos conversations. Souvent ils remmènent leurs prisonniers et nous menacent des foudres de leurs chefs. Parfois l'Allemand accepte de se tenir à l'écart, toutefois en ne perdant pas de vue son malheureux maire. Alors ce dernier nous explique qu'il ne veut pas payer l'impôt de guerre, mais qu'il désire que ce soit nous qui refusions de lui donner de l'argent. Notre réponse à cette couardise est que nous sommes organisés pour rendre des services aux communes qui *librement* nous en demandent et qui s'assujettissent aux formalités des statuts du syndicat, que dès que la demande est régulière et que les comptes que nous exigeons sont exactement présentés nous n'avons pas à refuser, que donc c'est à eux de savoir s'ils veulent ou ne veulent pas d'argent.

9 juillet 1916. — Si d'un côté les communes viennent au syndicat par ordre, le syndicat reçoit celui de les inscrire d'office, et est rendu solidaire avec les communes des impôts de guerre impayés. De plus on voudrait nous forcer à être les vrais percepteurs, près des communes, de ces impôts pour les leur verser en bloc. Nous nous y refusons.

Jeudi 7 courant nous avons réuni le conseil de surveillance du syndicat qui, entre autres attributions, doit admettre ou refuser l'admission des communes dans l'association. Je lui ai soumis toutes ces exigences, les ai fait discuter par mes collègues qui évidemment ont été tous révoltés et unanimes dans la volonté de résister. Lorsque chacun a eu déversé son mépris, comme il fallait une sanction à ces révoltes, je leur ai sorti un projet de lettre que j'avais préparé pour l'autorité supérieure. Ils ont tous approuvé les termes du refus de nous soumettre à ces ordres. Conçue très ferme et très digne, cette lettre que j'avais voulue polie dans la forme a donc été adoptée et il a été décidé qu'avant de la remettre j'irais avec M. Garin, vice-président du syndicat, exposer les raisons de notre résistance à M. Martius, chef des services des affaires civiles à Cambrai. Cette réunion avait été précédée des récriminations justifiées des trois gérants de la caisse qui refusaient d'être les instruments d'exécution de pareilles exigences.

Dès l'après-midi nous sommes allés, M. Garin et moi, à la Commandanture. Nous avons expliqué que nos sentiments de Français s'opposaient formellement à l'acquiescement à leurs ordres, qui du reste étaient illégaux ; que nous nous refusions d'une façon absolue à laisser notre syndicat sortir de ses attributions ; que du reste ils ne pouvaient l'exiger puisqu'ils avaient discuté et approuvé nos statuts. Nous avons affirmé que, malgré la surprise de constater qu'ils entendaient se servir de notre association pour prélever des impôts formidables et abusifs, nous exécuterions loyalement tout ce que les statuts ordonnaient, mais sans nous départir de la lettre de cette règle. Nous lui avons démontré l'injustice de leurs prétentions et des conséquences qu'ils voulaient en déduire. Avec la même urbanité que nous avons mise dans notre exposé, le capitaine nous a déclaré qu'il n'avait pas pouvoir pour rien modifier aux ordres voulus par le grand quartier général. Il a cherché à nous démontrer qu'il n'y avait pas abus de pouvoir de leur part. Tout cela sans beaucoup de conviction, tout en cherchant à nous faire céder. Il nous a prétendu aussi que nous n'avions pas de raison de nous entêter dans cette voie alors que les chefs des associations similaires à Douai et Valenciennes s'y soumettaient. Nous avons maintenu notre façon de voir complètement contraire à la sienne, et il a été convenu que nous lui enverrions, pour son grand chef, la lettre que nous lui avions dit avoir faite d'avance pour confirmer notre conversation avec lui. Il nous avait

entre temps suggéré des moyens de satisfaire à nos scrupules en même temps qu'aux volontés allemandes. Bref, il a été bien convaincu que, quoi qu'il arrive, nous ne changerions rien à notre volonté exprimée aussi poliment que fermement.

Ce matin la lettre lui a été portée, il va la faire parvenir au baron de Welser.

10 juillet 1916. — L'effort des armées franco-anglaises sur la Somme préoccupe nos ennemis et nous ressentons le contre-coup par l'exagération croissante de leurs vexations. Les aéroplanes de notre parti continuent à travailler. L'un d'eux, touché, a dû atterrir au delà de Marcoing, hier dimanche ; au préalable il avait lancé une bombe destinée à des wagons qui se trouvaient dans la cour de la sucrerie de Noyelles, elle est tombée sur le chemin de halage, son éclatement n'a fait qu'occasionner des bris de carreaux. Une autre bombe lancée sur le train qui venait chercher ces wagons a explosé inutilement dans les champs. Un des obus tirés par les Allemands sur cet aéroplane est venu fuser dans une maison de Noyelles. Plusieurs fois chaque jour nous avons de ces visites insolites et quelque peu émotionnantes. Près de Cambrai un autre aéroplane anglais a dû également atterrir ; l'aviateur, en attendant que l'on vienne le faire prisonnier, a mis le feu et rendu inutilisable son aéro. Très fier il a été d'une grande dignité avec les officiers qui ont dû ne pas être arrogants.

Des restes de régiments, venus à Noyelles pour reconstituer une unité de 2 000 hommes, sont fort impressionnés d'avoir perdu 80 pour 100 de leurs effectifs à Hem-Monacu. Les hommes appréhendent de retourner très vite au feu.

Il a été publié hier une affiche, qui a dû être placardée ensuite, elle annonce que tout individu qui touchera à un fil télégraphique ou téléphonique sera immédiatement fusillé, les communes seront rendues responsables et punies. Il nous est interdit d'arracher aucune pomme de terre précoce avant le 1^{er} août et nous devons préparer un local pour les enfermer. Nous devons payer à l'inspecteur de culture des cadenas qu'il achète pour fermer nos granges afin que nous ne puissions y entrer.

Notre consolation à tous ces tourments est dans l'opération qui se mène sur le front proche de nous. Le canon fait un bruit terrible et nous savons que les résultats nous sont favorables, mais cependant nous avons l'impression que nos troupes ne cherchent pas à percer les lignes ennemies, mais veulent attirer les troupes près de leurs excellentes positions pour en détruire le plus possible. Ce martelage continu semble en effet de très bonne tactique, il ne doit avoir pour nous que l'inconvénient d'être long, c'est un moindre mal s'il épargne la complète destruction de nos villages.

Notre syndicat de communes est une source ininterrompue d'ennuis graves. Chaque jour, des maires arrivent du front d'Arras et nous reprochent amèrement d'exister et de faciliter ainsi les exigences de paiement. Mais c'est encore plus pénible lorsque le commissionnaire des communes se trouve être un homme déséquilibré ou mal élevé. C'est ainsi qu'aujourd'hui, un nommé P. de B... m'a personnellement invectivé. Il prétend que jamais on ne les forcerait à payer si nous ne les acceptions pas dans le syndicat auquel ils ne demandaient à entrer que contraints et forcés. Je lui ai répondu durement en lui disant que nous regrettions et *protestions* contre l'usage que les Allemands entendaient faire de notre institution mais que *dès* qu'une commune remplissait les conditions exigées par les statuts, nous ne pouvions pas la rejeter, malgré la satisfaction supplémentaire que nous aurions à ne pas avoir affaire à des hommes tels que lui. J'ai ajouté que c'était à lui d'avoir moins de couardise, de refuser l'injonction des Allemands au lieu de vouloir de nous une résistance qui incombait à sa commune, qu'enfin l'utilité de notre syndicat pour satisfaire aux œuvres sociales était indiscutable.

14 juillet 1916. — Leur méchanceté est sans limite : ainsi jusqu'à présent les condamnations à la prison pouvaient être rachetées par des amendes : aujourd'hui des dames, même âgées et malades, sont forcées de subir l'incarcération pendant dix et vingt jours pour avoir envoyé clandestinement un mot à leur famille à Valenciennes !

Les combats d'aéroplanes se continuent journellement. Un aviateur ayant atterri à Denain pour y déposer un Français chargé de mission, n'a pu remettre son oiseau en marche malgré l'aide d'une nombreuse population ; il s'est résigné à le brûler et à se constituer prisonnier.

Un accident de chemin de fer dans un faubourg de la ville les a privés de la ligne Marquion pendant vingt-quatre heures, ils ont eu huit hommes tués ainsi qu'une vingtaine de chevaux. A Noyelles, un ordre écrit prescrivant un plus grand nettoyage du village ajoute que tous les civils doivent saluer tous les officiers. Nous avons toujours 2000 soldats en formation de régiment. Ils sont terribles, ont des exigences très grandes et rapinent dans les jardins. La surveillance des gendarmes s'exerce partout sur les routes, sur le marché, pour s'assurer qu'il n'est pas vendu de pommes de terre. De nouvelles menaces sont faites à ceux qui ont porté sur les relevés de bons de réquisition des objets consommés sur place sans avoir été l'objet de bons de réquisition. Pour sonder leurs intentions, nous avons payé le quart de l'impôt de guerre exigé, sous contrainte, de la commune de Noyelles. Malgré leur dire contraire, ils ont accepté tous billets divers de communes,

sans qu'il soit donné le cinquième en argent d'État. Le versement a été direct et non pas par le syndicat des communes. L'incohérence a présidé à la répartition de cet impôt qu'ils prétendent être 200 pour 100 de nos contributions annuelles de 1913. La moyenne par habitant varie de 36 francs à 294 francs, suivant les villages, pour faire une moyenne générale de 73 fr. 89.

En faisant le versement, j'ai remis une délibération du conseil municipal de Noyelles pour protester contre cet impôt exorbitant qui, ajouté aux précédents, mettra la commune dans un état de banqueroute.

A la suite de la réunion du conseil de surveillance de jeudi, je suis allé, avec M. Garin, porter à la Commandanture notre refus d'obtempérer à l'ordre d'être les percepteurs de leurs impôts et d'être avec les autres communes du syndicat solidaires de la dette de celles qui ne payeraient pas. Évidemment, cela n'a servi à rien et alors nous avons confirmé la conversation par les lettres préparées d'avance.

Les ennuis pénibles à l'occasion de ce malheureux syndicat se continuent. M. Desroy, un des trois gérants désignés, nous a donné sa démission, disant que les opérations telles que nous étions forcés de les faire étaient incompatibles avec ses fonctions de directeur de la Banque de France.

Les deux autres gérants sont très émus des prétentions qu'ont les Allemands de nous imposer de recevoir les soldats qui accompagnent les délégués des communes du front alors que nous entendons que nos affaires soient traitées librement entre Français. Hier, ils ont été appelés par le général à ce sujet, il s'est mis dans une colère, une rage, qui hélas ! ne lui a pas occasionné une apoplexie. Il a fait venir le juge d'instruction et le capitaine Martius, ayant évidemment de mauvaises intentions à leur égard ; ce dernier l'a détourné de ses sévices en lui disant que j'étais le président du syndicat, qu'il me verrait à ce sujet. Appelé immédiatement, il m'a expliqué avec son urbanité ordinaire qu'ils ne pouvaient tolérer, dans la situation actuelle, que nous puissions causer librement avec des habitants proches du front, que cela deviendrait trop vite des facilités d'espionnage. Je lui ai demandé de m'écrire cela pour que je puisse soumettre le principe à mes collègues. Il a voulu se faire autoriser par le général qui probablement a refusé, car je n'ai rien reçu. Étant bien expliqué que cela ne créerait pas un précédent, j'ai consenti à ce que pour cette fois le délégué de Saint-Waast prenne à la porte de la Chambre de Commerce un paquet qui contiendrait son argent et que sans dire un mot, sans compter, il signe le reçu. Mais nous n'avons pas cédé à la volonté du soldat d'entrer dans notre bureau.

16 juillet 1916. — Leurs troupes sont surmenées. Les régiments

à peine reconstitués, avec des hommes non amalgamés, sont immédiatement envoyés au front, quelques-uns nous reviennent à nouveau détruits, et repartent peu après. C'est ainsi qu'un capitaine logé ici est parti le 12 pour Bapaume ; sa troupe, placée en troisième ligne, a été tellement éprouvée qu'ils sont revenus hier pour repartir demain matin. A Noyelles, le régiment reformé chez nous depuis huit jours est retourné au feu hier et a été remplacé par 3 000 soldats restés de quatre régiments, un des officiers est déjà parti pour préparer les cantonnements. Ils ne pourront pas résister longtemps à ces hécatombes d'hommes. L'énervement des troupes est tel que les chefs ne sont plus maîtres de leurs subalternes. Ce matin, étant allé trouver le commandant major pour me plaindre d'un officier qui cherchait à se livrer sur des femmes à toutes les violences, et aussi au pillage des hommes, il m'a répondu qu'il ne connaissait pas ses officiers qui lui arrivaient de partout et encore moins ses soldats, qu'il ne pouvait rien. Ces troupes découragées sont terrorisées. Trois cents prisonniers anglais retenus ici depuis quelques jours, par manque de train disponible, sont partis hier pour l'Allemagne ; la veille, ils avaient été fournis par nos concitoyens d'assiettes et de couverts.

Décidément, la farine, à deux tiers de seigle et un tiers de froment, fournie par les Allemands pour mélanger avec celle qui provient du blé américain, est détestable ; nous avons dû décider de ne pas suivre les indications imposées pour les proportions à employer.

Un ordre très menaçant nous est renouvelé au sujet des soldats ou civils qui pourraient se cacher ; des peines multiples attendent les communes et les habitants, lorsque à proximité des villages, il se commet un attentat contre les lignes de chemins de fer.

Hier, profitant de ce que c'était jour de distribution de denrées américaines, j'avais convoqué tous les maires à une réunion. Je les ai mis en garde contre le danger des langues bavardes, particulièrement à l'occasion de ces assemblées clandestines. Je leur ai parlé des aliments que nous pouvions espérer, des allocations aux familles des militaires et des secours aux victimes de la guerre. Je leur ai donné une idée de nos espoirs militaires. L'énorme impôt de guerre demandé a aussi été l'objet de beaucoup d'explications.

Immédiatement après, nous avons eu « Conseil de surveillance » de notre syndicat, à propos des difficultés soulevées par les exigences de l'Inspection des étapes. Nous n'avons pu solutionner les questions contre lesquelles j'avais protesté par lettres, mais nous les avons sériees, les unes pour lesquelles sans céder il était possible de tourner la difficulté et les autres qui ne permettaient aucune concession. Mes collègues m'ont chargé de faire une nouvelle lettre que j'ai voulu porter moi-même. J'ai eu la satisfaction de trouver à l'administration civile le baron de Welser que je

n'avais pas vu depuis plusieurs mois. Je lui ai expliqué nos récriminations. Il a accepté en principe ce que je lui proposais comme expédient pour les maires qui venaient accompagnés d'un soldat, surveillant les tentatives d'espionnage dans nos conversations ; il a été convenu qu'il serait toujours muet. Il a admis que nous ne devions pas être responsables du non-paiement de certaines communes et enfin il cherchera le moyen de faire que nous ne soyons pas les percepteurs de leurs impôts. J'espère donc avoir arrangé les choses, mais pour tout cela, il a tenu à en causer avec son sous-ordre, le capitaine Muller, avant que rien ne soit définitif. J'ai profité de l'occasion pour causer avec lui de différentes difficultés : avec beaucoup d'urbanité, il m'a écouté sans s'engager à me donner satisfaction.

18 juillet 1916. — Un corps d'armée est ici pour réorganisation ; nous avons à Noyelles 3 000 hommes aussi exécrables que les précédents et ce n'est pas peu dire. Le commandant dit qu'évidemment il leur interdit de prendre quoi que ce soit mais que lorsqu'ils ont faim il ne peut les empêcher de voler quelques poules ! Les derniers étaient partis avec du linge et beaucoup d'autres choses. Hier matin, l'escadron de uhlans était à peine arrivé qu'un quart d'heure après, laissant quelques hommes à la garde des chevaux, les autres partaient en chariots pour aller travailler au front, à la réparation des tranchées qui, paraît-il, sont tellement démolies, qu'il faut se battre en rase campagne. Ils disent même que de la cavalerie anglaise fait des randonnées très en avant de notre côté, s'éloignant de 10 kilomètres de leur front. Les avions continuent leurs exploits ; ce matin, nous avons eu au-dessus de la ville une bataille dont nous ne connaissons pas le résultat. A 3 heures, cette nuit, deux bombes lancées à destination de la gare, sont tombées dans une rue voisine sans autres dégâts que des bris de vitres. Le canon donne terriblement, mais d'une façon discontinue. Des hôpitaux, pour premiers pansements, se rapprochent de nous, ils en ont établi à Bourlon, à Boursies, chez M. de Coupigny et ailleurs. Un nouvel officier est venu s'installer chez moi, c'est un jeune lieutenant qui commande sa compagnie. Je ne l'ai pas encore vu, mais il est accompagné de ses deux chevaux, d'un chien et de quatre ordonnances !

Tous ceux qui logent chez moi amènent à chaque instant des camarades pour photographier mon jardin, devant lequel ils sont en extase. Je ne puis cependant me priver de la satisfaction qu'il me donne en ne le faisant plus entretenir. Nous nous demandons quel mauvais vent leur a encore passé en faisant faire un contre-appel des mobilisables ? Peut-être est-ce simplement pour s'assurer que malgré la défense de circuler tous sont bien chacun chez soi.

Le principal pour nous est que les nouvelles restent satisfaisantes. L'action anglo-française se poursuivrait dans de bonnes conditions, suivant le programme de notre généralissime. Il importe cependant de nous résigner à ce que nous ne soyons délivrés que dans six ou huit semaines ; chose extraordinaire, on ne se préoccupe pas de la façon dont la chose se fera. On pense peu aux dégâts qui accompagneront la délivrance.

Notre collègue et ami, M. Desroy, ne nous quitte plus, il a repris sa démission.

22 juillet 1916. — L'Inspection de Valenciennes s'ennuie de voir les communes de la région de Quéant venir trop lentement au Syndicat des communes. On m'annonce une lettre comminatoire à ce sujet. J'ai déjà par avance dit que nous ne pouvions rien faire sans délibérations régulières des conseils municipaux, que de plus nous ne pouvions nous écarter des conditions des statuts.

Nous devons prendre d'autant plus de précautions que nous savons que certains maires, ne voulant que paraître obtempérer à l'ordre des Allemands, font sciemment des délibérations irrégulières pour que nous ne les admettions pas. Il nous faut gagner du temps le plus possible, résister le plus qu'on peut, mais toujours sans brusquer les choses inutilement. N'oublions pas que c'est la lutte du pot de terre contre le pot de fer.

Décidément, nous avons des allées et venues de troupes comme jamais depuis l'invasion. Les régiments se renouvellent presque chaque jour. Il paraîtrait que, sous les ordres d'un de leurs grands généraux, qu'il est interdit de nous faire connaître, on organise une armée de 200 000 hommes pour chasser les Anglais.

En attendant, nous n'entendons plus que rarement le canon, mais les troupes se battraient terriblement à l'arme blanche. Nos succès, quoique lents, seraient certains.

Il est curieux de voir des officiers qui entrent, ou traversent la ville à la tête de leurs hommes, marcher la canne à la main. Quoique d'apparence fatiguée, il y a encore de beaux hommes.

Notre général commandeur, faisant office de sous-gendarme, surveille personnellement et arrête les gens. Exerçant la police des champs, il a incarcéré hier un nommé Clément Dubois, de Noyelles, surpris par lui alors qu'il égrenait des épis d'orge dans un de nos champs !

Nous recevons l'ordre de dresser la liste des titres qui nous ont été donnés en garantie des prêts effectués par la Chambre de Commerce.

Hier, le lieutenant de Langlois, des cuirassiers, officier d'ordonnance d'un général qui est à Bourlon, est venu par réquisition emprunter du mobilier pour meubler les châteaux de Bourlon dont

les meubles ont disparu au fur et à mesure des changements de troupes. Le général commandeur de Cambrai a désigné les maisons qui devaient fournir, je suis du nombre, ils me prennent de quoi garnir une voiture de déménagement.

Une amende jusqu'à 1 500 francs ou trois mois de prison et possibilité de confiscation est promise à ceux qui dépasseront les prix maxima de 0 fr. 30 le litre de lait, de 5 francs la livre de beurre et 0 fr. 25 l'œuf. Mais à ces prix, on n'en trouvera pas.

La peine de mort est la perspective de ceux qui seraient tentés de détériorer les câbles et fils électriques.

Les communes de Neuville-Saint-Rémy, Saint-Olle-Raillencourt, Proville et Escaudœuvres sont rattachées à Cambrai, la circulation y est autorisée sans laissez-passer avec la feuille d'identité portant la photographie.

En application de la défense du 11 juillet, douze otages sont incarcérés.

Le tarif des bêtes pour boucherie est abaissé de 0 fr. 40 au kilogramme vivant, soit 1 fr. 40.

Le change est également diminué. L'argent allemand contre des bons communaux jouit d'une prime de 4 pour 100, l'or donne droit à 6 pour 100.

27 juillet 1916. — J'ai reçu un bon pour la voiture de déménagement chargée de meubles pris chez moi. Nous sommes quantité de personnes ayant à subir le même sort. Il est bien probable que les troupes qui nous empruntent ce mobilier feront comme celles qui ont emporté les meubles des châteaux de Bourlon en quittant cette villégiature. Il ne faut pas s'en tourmenter, ce sont toutes choses remplaçables alors qu'il y en a tant d'irréparables.

A partir du 1^{er} août, nous allons avoir encore un nouveau régime pour les passeports et feuilles d'identité.

A cet effet, nous avons reçu quatre circulaires ou affiches et devons entendre des explications verbales samedi. Les menaces sont terribles pour ceux qui commettront des infractions à ces ordres et pour les maires qui ne les empêcheront pas. Le but est de supprimer tout déplacement. Une ordonnance pour la livraison, à la Commandanture, de lait et de crème est extrêmement sévère. Après nous avoir pris nos vaches, ils veulent le lait qu'elles auraient pu nous donner. Le maire est encore solidairement responsable des contraventions. En ce qui concerne l'enlèvement des récoltes, de nouvelles instructions sont données, elles fixent les prix accordés et le mode de paiement ; il faut prévoir qu'en fin de compte le cultivateur n'aura pas grand'chose, la confiscation est complète. Leur surveillance est redoutable, rien ne pourra leur échapper.

Notre supplice se continue plus durement de jour en jour.

Pourquoi exigent-ils la liste des titres en dépôt? où s'arrêtera cette exigence? — Chaque jour, je reçois de nouveaux ordres au sujet de la caisse syndicale d'avances aux communes. Nous faisons tous nos efforts pour que tout soit régulièrement, légalement fait. Et nous sommes absolument résolus à tenir bon pour ne pas nous soumettre à leurs injonctions irrégulières. Nous tenons à rester maîtres chez nous et à ne pas nous mettre dans le cas d'être justement critiqués; mais il y a là de terribles soucis.

VII

LES PRISONNIERS CIVILS

Depuis longtemps ils ont pris, dans les villes et villages, des équipes d'ouvriers très importantes. Ces prisonniers civils, encadrés de leurs hommes, sont employés à des travaux de toutes espèces; ils sont nourris et payés par la municipalité. Plus fortement serrés par nos armées, ils veulent prendre des précautions sur de nouvelles lignes de défense et entendent réquisitionner cinq à six cents hommes. Le général le fait avec sa brutalité de mauvais gendarme. Des listes d'appel ont été préparées, beaucoup de ceux qui ont été convoqués se sont abstenus de venir, et d'autres parmi ceux qui ont été envoyés travailler dans le bois d'Havrincourt ont refusé de coopérer à des ouvrages qui pouvaient devenir nuisibles à nos soldats.

29 juillet 1916. — Plusieurs jeunes gens emmenés au travail allemand se sont sauvés, beaucoup d'autres refusent de travailler, ils sont fort malmenés. Pour remplacer ces bons Français, demain une revue aura lieu; cent cinquante jeunes gens ont été convoqués pour en prendre cent. La municipalité n'a pas donné de personnel pour faire la liste, les Allemands ont mis en tête de liste les prisonniers civils revenus d'Allemagne. Ils prétendent faire préparer par ces prisonniers des traverses de bois pour les tranchées et des piquets pour porter les fils de fer. D'autres travaillent à l'élargissement des routes.

Leur instinct chapardeur perce en toute occasion; hier, le sergent-major docteur ès-arts qui loge chez nous est allé avec deux officiers visiter l'abbaye de Vaucelles. Comme tous les Allemands infatués de leur science, ils ont cru que sans eux on n'aurait jamais découvert une vieille tête de statue placée dans le cloître et un vieux plat d'étain trouvé dans une armoire. Pour faire échapper ces deux choses au pillage des soldats, ils me les ont rapportées en me priant de les remettre au musée après la guerre. Ils ont été stupéfaits lorsque j'ai apprécié à 5 francs la valeur du plat, alors qu'ils lui attribuaient une valeur de 100 francs, parce qu'il était de style

rococo ! Leur étonnement a encore été plus grand, lorsque j'ai traité la fameuse tête de caillou sans valeur devant être restitué au propriétaire.

Lundi, nous commencerons à couper les blés ; depuis quinze jours, le temps sec, doux et couvert a permis au grain de se nourrir et de mûrir lentement, mais quand même, la récolte sera au-dessous de la moyenne. Nous allons avoir bien des ennuis pour faire cette moisson sous les ordres de sous-officiers autoritaires et pas experts. Aujourd'hui, ils nous enlèvent encore des bêtes à cornes, à Noyelles, nous devons fournir six vaches que nous devons prendre dans les quelques laitières qui nous restent.

Les passages de troupes sont incessants, elles se remplacent chaque jour, la progression de leur démoralisation est continue. Le massacre de leurs hommes par les Anglais les stupéfie. Nous arrivons à la période la plus critique, espérons qu'elle ne sera pas trop longue et que ce vingt-quatrième mois d'occupation sera le dernier. Il serait temps que nous n'ayons plus à racrocher nos espérances d'un mois sur l'autre. Nous sommes à bout de forces morales et physiques.

Depuis 8 heures, nous n'entendons le canon que très rarement, mais nous savons les combats très meurtriers.

2 août 1916. — L'enlèvement d'hommes pour les chantiers allemands se continue, ils refusent le travail, un grand nombre sont mis à demi-ration d'alimentation ; finalement, beaucoup se sauvent. Leur situation est très dangereuse parce que les avions bombardent les petites gares comme les grandes ainsi que les travaux faits par, ou pour, les Allemands. Hier, il y a eu beaucoup de tués et blessés en gare de Quéant. Ici les aéros redoublent d'activité, combats et bombardements plusieurs fois par jour. Le bruit du canon a encore été infernal, mais nous ne percevons pas beaucoup d'avance, il nous faut encore allonger notre attente. Nous sommes serrés de plus en plus, l'étranglement nous menace.

Malgré les ordres de la Commandanture qui dit que les œufs, le lait, le beurre, etc., doivent lui être exclusivement réservés, nous ne pouvons pas pratiquement échapper aux réquisitions d'officiers de troupes ; nous avons beau faire, ils ne nous laissent rien.

Les ordres, pour empêcher la circulation, varient constamment, les heures de réclusion dans nos maisons ont été modifiées le 28 juillet et encore changées le 30.

Convoqués à la Commandanture pour samedi dernier, les maires ont écouté les commentaires du capitaine Ladinburg sur les instructions concernant les laissez-passer, feuilles d'identité, etc. ; pour lui, il n'a pas été trop brutal.

Nous lui savons gré de nous avoir fait venir parce que cela a

été l'occasion d'une réunion à la Chambre de Commerce, où j'ai pu faire conférence sur les questions à l'ordre du jour : paiement des récoltes que nous allons faire, réglementation pour le lait et la crème, permis de circuler, ouvriers enlevés pour leurs travaux, payement des bestiaux pris en mai et juin, dettes de communes payées l'an passé par les grandes villes et en régularisation actuellement, etc. Tous les conseils sur ces points ont été assaisonnés d'espoirs réconfortants. Ces chers collègues ont été une fois de plus remontés et sont retournés dans leur village porter de bonnes nouvelles.

Il nous est expressément interdit de porter sur nous aucun argent, en dehors du strict nécessaire aux besoins de la course pour laquelle nous sortons !

Nous avons chaque jour à subir de nouvelles exigences à propos du néfaste syndicat de communes. Ils nous menacent terriblement parce que nous persistons à refuser de remettre de l'argent à un soldat allemand pour le compte des maires.

Demain le conseil de surveillance sera appelé à confirmer sa résolution sur ce point et j'écirai encore pour confirmer notre décision. Oseront-ils briser cette organisation en exécutant leurs menaces ?

L'inspection spéciale des banques de Douai nous a demandé des renseignements complémentaires sur les titres déposés à notre Chambre de Commerce en garantie de certains prêts. Après consultation, examen approfondi, il a été décidé que la lettre préparée pour refuser et dire que nous ne céderions pas ne serait pas envoyée, mais nous avons pris la résolution définitive de ne jamais leur laisser voir ces titres et, bien entendu, de ne les laisser prendre en aucun cas.

Tout cela est très préoccupant, ils ont un but que nous ne connaissons pas mais que nous percevons. Ils le poursuivront avec la ténacité ordinaire et ils sont capables de toutes les brutalités dans l'application des sévices qu'ils nous promettent.

Il y a des limites que nous ne pouvons dépasser et ils nous trouveront fermes dans la résistance.

5 août 1916. — Contrairement à ma pensée, la majorité du conseil de surveillance du syndicat ne m'a pas suivi dans la résistance aux prétentions allemandes et a fait verser à titre exceptionnel les 40 000 francs demandés par Biaches Saint-Waast, directement entre les mains allemandes ; ma lettre a été modifiée dans ce sens. Et cela parce que, en cas de refus, je devais être arrêté le soir même avec M. Cuvillier. Espérons que cette concession n'aura pas les conséquences que je crains.

A Noyelles j'ai fait voter par le conseil municipal l'emprunt nécessaire pour payer le deuxième versement de l'impôt de guerre.

Nous avons pris également une délibération reconnaissant la dette de 23 000 francs vis-à-vis des six grandes villes qui, il y a un an, ont payé les impôts et amendes arriérés des communes suburbaines, sans les consulter. Les Allemands ne voulant pas se donner la peine de poursuivre et de sévir contre chaque municipalité avaient mis les scellés sur les coffres-forts de toutes les banques. Ils n'ont pu être levés que lorsque les villes ont eu consenti à emprunter à la Société générale de Belgique une somme de 22 millions pour solder l'arriéré. C'est seulement aujourd'hui que la répartition est faite entre chaque commune, vraie carte forcée sans explication.

La circulation est de nouveau autorisée mais les passeports sont très difficilement accordés.

Une instruction datée du 28 juillet nous dit de récolter les orties et nous donne les indications sur la préparation des tiges, qui nous seront payées 6 centimes le kilo. Décidément les matières textiles sont rares pour eux.

La vente des pommes de terre est toujours défendue, nous devrions nous en passer si on ne parvenait pas à en arracher un peu en cachette. Certaines personnes ont été prises et font de ce fait de la prison.

M. Martius est définitivement parti, il n'était pas très au courant des choses de culture, ses ordres impératifs nous laissent dans une situation difficile pour la moisson. Ils n'ont pas de ficelles à lier pour nos moissonneuses et nous ont défendu de battre le seigle destiné à faire des liens, de sorte que le coupage des blés et avoines est suspendu dans beaucoup de fermes. Ils voulaient aussi que les courtes pailles d'orge soient employées, lorsqu'on va battre, pour la nourriture de nos bêtes, alors que ce n'est même pas propre à faire de la litière.

Les troupes en cantonnement, qui ont défense de prendre quoi que ce soit, pillent nos fourrages verts ou secs ; ces enlèvements ne sont pas reconnus et on nous refuse toute espèce de bons.

Un nouvel avis du 1^{er} août détermine encore une fois de plus nos responsabilités et les punitions qui nous menacent si nous ne soignons pas nos récoltes, si nous ne les rentrons pas dans les granges qui nous seront désignées, si la plus petite quantité est distraite aux battages, enfin si le feu les consume. Le communisme qu'ils entendent appliquer entraîne la solidarité pour toutes les infractions.

L'application de l'ordonnance pour les livraisons de crème a de la peine à fonctionner. Après avoir dénombré les vaches laitières, les inspecteurs de culture déterminent la quantité de lait fournie journellement par chacune ; du total on déduit un demi-litre par enfant au-dessous de 10 ans, sur le reste nous devons livrer chaque jour à leurs fabriques de beurre 13 pour 100 de crème.

Le successeur de M. Martius, agriculteur en Bavière, semble plus au courant et nous pouvons espérer qu'il ne demandera pas l'impossible. En temps normal il est consul à Pétersbourg. Je ne l'ai vu qu'un instant, demain nous irons ensemble à Marcoing, j'espère pouvoir le juger et pressentir ses intentions. Ils sont si persuadés d'être propriétaires de notre pays qu'hier ce nouveau venu me disait qu'une si grande propriété, aussi étendue, était pour lui très difficile à gérer !

9 août 1916. — J'ai été satisfait de mon voyage à Marcoing avec le baron Serchenfeld ; il est très courtois, parle parfaitement le français, ne semble pas gaffeur. Contrairement à leurs habitudes, il m'a parlé de la guerre sans acrimonie, sans chercher à nous imputer les causes. Diplomate, il étudie les choses avant de s'en occuper et sait prendre les précautions pour les faire aboutir. Il s'est bien rendu compte de la grande proportion du territoire de Marcoing dont les terres sont uniquement cultivées par les agriculteurs de Rumilly, Masnières, Noyelles et le faubourg de Cambrai. Il a préféré ne pas voir avec moi le commandeur de Marcoing. Il y est donc retourné seul le lendemain et a eu complète satisfaction. Nous allons prendre nos récoltes. C'est un succès. Tous ceux qui s'en étaient mêlés n'avaient rien obtenu. Il a reconnu l'exagération dans les demandes de crème et réduit la quantité à livrer. Il va nous procurer des ficelles pour les moissonneuses-lieuses.

Le général a été vexé que l'Inspection des étapes ait autorisé la mise en marche du moulin de Thun-Lévêque sans l'en avertir. Il avait cru me prendre en défaut, il s'est rattrapé en me disant que le seul chef de tous les services était *Lui* et que je n'aie plus à adresser de lettres à d'autres que lui.

Les dénonciations se poursuivent avec une continuité désolante, l'ennemi en est parfois gêné.

Une nouvelle affiche nous annonce, une fois de plus, la condamnation à mort pour ceux qui cachent des soldats.

Décidément ils ont été informés de quelque chose pour mettre autant de persistance à revenir sur ce point.

Les allées et venues des troupes sont presque aussi intenses qu'au moment de l'invasion. Sauf la cavalerie qui séjourne quelquefois, les autres ne font que passer. La moisson se fait par le beau temps ; sauf exception, ce ne sera pas une récolte abondante. Ils ne se préoccupent pas des battages avec autant de précipitation que l'an passé.

Décidément ils vont enlever les métaux et particulièrement les cuivres. Une affiche provenant du quartier général énonce les choses à prendre dans les maisons et donne les prix par séries variant au kilo de 1 fr. 50 pour le cuivre et allant jusqu'à 5 fr. 50

pour l'étain. Les objets d'art paraissent exceptés, mais le texte est si peu clair que l'arbitraire trouvera beaucoup de place dans l'application.

La Commandanture publie une deuxième ordonnance disant que les communes doivent fournir pour le 21 la nomenclature de tout ce qu'il y a à prendre dans chaque village.

Enfin une troisième ordonnance sur le même sujet consigne tout ce qui n'est pas murs dans les usines.

Tout cela ne brille pas de clarté mais laisse bien nette l'impression de vouloir tout prendre.

Si cependant nous pouvions être délivrés avant ! Non seulement nos cuivres, bronzes, etc... seraient sauvés mais nos récoltes également. Patientons, attendons, mais espérons !

Il va sans dire que tous ces ordres sont accompagnés des menaces habituelles. Les subalternes qui seront chargés de l'exécution exagéreront leur mandat dans la forme et dans le fond.

12 août 1916. — L'obscurité des ordonnances pour les cuivres, étains, etc., incite encore plus à en cacher peut-être trop, car il faut redouter que s'ils n'en trouvent pas assez, leurs perquisitions soient d'autant plus actives et qu'ils n'en profitent pour découvrir beaucoup d'autres choses.

L'opinion publique varie avec une facilité extraordinaire suivant les racontars, aujourd'hui des personnes qui il y a deux jours se désespéraient en estimant que nous ne serions délivrés de notre terrible joug qu'après l'hiver, disent que nous pourrions bien être délivrés, dans quelques jours ! Les nouvelles sont réellement bonnes. L'immense mouvement de troupes nous ramène des débris infimes des régiments reconstitués il y a une dizaine de jours. Le découragement et la fatigue sont grands. On voit des officiers vouloir frapper des soldats qui tombent d'épuisement et les camarades *murmurent*.

Nous ne pouvons toujours pas deviner la tactique de nos généraux, mais les réserves allemandes paraissent toujours appelées sur les mêmes points pour subir sur place le martèlement qui doit les user. Aujourd'hui l'Empereur est dans la région de Saint-Quentin et Péronne. En attendant les difficultés sont multiples et viennent presque autant des Français énervés que des Allemands, il faut naviguer au milieu de tout cela sans rien casser, c'est parfois difficile et très épuisant. Une ordonnance à leur usage vient de paraître pour légiférer la chasse. Une autre défend de vendre ou prêter nos *solipèdes* en dehors de nos villages. Ils font une nouvelle enquête sur le nombre d'employés d'État qui remplissent leurs fonctions sans recevoir de gages. Ils restreignent de plus en plus la circulation. Ces barbares, sans pitié pour les populations qu'ils torturent avec leur génie malfaisant, veulent avec

fourberie tromper l'opinion. C'est ainsi que pris d'un zèle humanitaire ils prétendent imposer à la municipalité la saisie des deux tiers de toutes les marchandises, pour les vendre au prix d'achat à tous. Si on avait attendu après eux pour organiser les moyens d'existence des malheureux, leur situation serait restée terrible. Mais on peut leur répondre que le nécessaire a été fait de multiples façons. Ils en profitent pour interdire qu'il soit fait aucune provision pour plus de quatorze jours.

Pour le chagrin du général, la ville lui a remis une lettre à destination de l'ambassadeur des États-Unis à Berlin, dans le but de protester contre la contrainte qui fait exiger des mobilisables enlevés par eux un travail profitable à leurs armées. En prenant la lettre avant de l'avoir lue, il a menacé le maire de punitions très sévères pour la ville s'il y trouvait un mot qui lui déplaise.

De plus en plus nous pratiquons le système de leur écrire pour protester. Lorsque nous voulons leur parler ils n'écoutent pas, ne comprennent pas, et répondent en invoquant la guerre ou l'ordre supérieur. Les malheureuses et malheureux incarcérés, soit à la suite de condamnation, soit comme otages, sont affreusement maltraités. Le régime de la prison qui mêle toute sorte de monde est terrible par le manque d'hygiène, une promiscuité affreuse, une nourriture répugnante et surtout par la malpropreté d'endroits publics où tout se fait en public. Lorsqu'on décompte un jour chaque vingt-quatre heures, on prend courage, mais lorsque le terme de la prison est inconnu, c'est tuant.

17 août 1916. — Il est tombé en dix ou quinze fois 13 millimètres d'eau depuis cinq jours, c'est-à-dire qu'il n'a pas été possible de rentrer des récoltes dont une partie pourrait être mise à l'abri. Nous ne nous en préoccupons pas, tellement nous sommes navrés de voir que l'ennemi va encore les prendre. J'avais réclamé contre la volonté de l'inspecteur de culture, qui a manifesté l'intention d'emplir les hangars de la sucrerie avec les blés et avoines de toute la commune. J'ai fait valoir la nécessité de les réserver pour y mettre d'ici un mois les approvisionnements de betteraves et aussi le danger d'incendie pour l'usine.

Il vient de m'être répondu que ces récoltes seront battues en temps pour vider les hangars avant la fabrication de sucre.

Les betteraves auraient besoin d'une forte pluie, elles sont très petites et l'engrais manque; la quantité à travailler sera insignifiante.

Enfin, nos terribles ulhans sont partis, non pas au feu mais à l'arrière avec quantité de débris de troupes. Vont-ils préparer entre le Cateau et Maubeuge une ligne de raccourcissement de leurs fronts? Nous serions tentés de le croire. Ces jours derniers le roulement de la canonnade était très impressionnant et nous ne pou-

vons nous rendre compte si ces tirs viennent des nôtres ou des Allemands.

A force de prêcher la quiétude, on y croit. La confiance aveugle dans le succès d'une tactique que nous croyons percevoir nous reconforte. Le découragement se voit de plus en plus chez eux ; il a été dit que, il y a quelques jours, de leurs soldats ont été fusillés dans la citadelle pour refus de marcher.

L'inspecteur des banques vient d'interdire l'accès au coffre des particuliers, dans les caves des établissements de crédit ! Sur des dénonciations récentes, il est fait de nouvelles perquisitions pour rechercher des soldats cachés. Mlle l'Hotellier, la si bonne directrice de l'hôpital général, est incarcérée depuis hier et cependant il n'a été rien trouvé dans son établissement. D'autres personnes de la ville sont allées la rejoindre, alors que d'autres sont fort menacées. Deux soldats logés en ville ont été pris ; quelle honte !

Hier le bruit courait que deux femmes étaient mortes du choléra. Fort heureusement ce n'est pas exact.

Le syndicat des communes pour la région me donne toujours beaucoup de tourment. Le conseil de surveillance marche sans tergiversations dans la voie qu'il s'est donnée, il fait des choses pénibles, à regret, mais les trois gérants, exaltant leur patriotisme, se font des cas de conscience, ont des scrupules qui rendent les rapports avec eux parfois difficiles. La réunion de cette semaine a été très orageuse. Il y a, en effet, des cas fort scabreux, mais il fallait les prévoir avant la constitution ; je les avais pressentis et ils étaient la cause de ma résistance à cette création. Aujourd'hui, pour échapper à ces dangers, il faudrait tomber dans de plus graves et j'estime, actuellement tout au moins, qu'il faut vider la coupe. J'essaie de mettre de l'huile dans les rouages, les deux partis sont bien irrités l'un contre l'autre, chacun fait suivant sa conscience ; il faudrait de l'indulgence et du respect pour ce que chacun croit de son devoir de pratiquer.

Une autre bien grave difficulté est à solutionner. Nous n'avons que du mauvais pain à manger et en quantité limitée, le public ne peut savoir s'il est possible de le donner meilleur et cherche partout des coupables. Malheureusement, il semble qu'il en ait trouvé de réels, des dénonciations faites à des gens que cela ne regardait pas a engagé l'affaire, il y a un mois, dans de très mauvaises conditions. Ils ont déposé une plainte au parquet insuffisamment renseigné.

Un rapport d'agent de police me livre l'affaire trop tardivement.

Il faut agir et éviter les soupçons sur ceux qui ne sont pas coupables mais assurer la punition de ceux dont les agissements sont répréhensibles. Le problème est fort délicat.

20 août 1916. — Hier, j'ai fait une conférence de deux heures

aux maires de la région. Tous étaient présents suivant leur habitude. Je leur ai demandé si, après trois mois de fonctionnement des syndicats des communes, après avoir constaté la façon dont les Allemands les faisaient se servir de ce moyen pour se procurer de l'argent à leur donner, ils ne préféreraient pas fermer la caisse malgré tous les inconvénients qu'il y aurait à le faire. Ils ont répondu qu'ils avaient préjugé des exigences allemandes que la non-crédation n'eût rien empêché, que l'an passé, en mettant les scellés sur les coffres des banques, les Allemands avaient contraint les cinq grandes villes à payer les contributions et amendes des communes, que cette opération avait été faite sans consulter les intéressés qui venaient seulement d'en être informés par la demande de ratification de l'opération, qu'enfin dans ces conditions il n'y avait pas à hésiter, qu'il fallait continuer. Je leur ai donné ensuite des indications au sujet des enlèvements de cuivre. Incidemment les opérations militaires ont été l'occasion d'une excitation à la confiance. La moisson, les battages, le paiement annoncé des récoltes ont été l'objet de conseils de prudence et de réserves. Enfin, les distributions américaines ont été l'objet d'explications détaillées.

Je les ai mis en garde contre les racontars aussi bien à propos des opérations de guerre que d'autre nature, telle que les faux bruits d'épidémie de choléra.

Les mouvements de troupes, ralentis ces derniers jours, ont repris. La garde que nous avons eue six mois est revenue dans ses anciens cantonnements; mais ils disent que c'est pour quelques jours seulement. Ils reviennent du front Péronne, ils auraient perdu seulement un quart de leur effectif. Depuis quarante-huit heures nous n'entendons presque plus le canon, mais ne savons pas grand'chose; dans tous les cas, rien de mauvais.

23 août 1916. — Dans nos villages nous changeons presque chaque jour de garnison. C'est une charge extrêmement pénible, A la sucrerie, sans en avoir plus que les autres, nous avons généralement environ 500 hommes et 40 à 50 chevaux. Les magasins et les hangars de l'usine sont pleins, il faut craindre l'incendie; ils pillent tout ce qu'ils trouvent, souvent les distributions de vivres manquent et elles sont toujours insuffisantes. De plus ils sont aigris et moins disciplinés. Il nous faut craindre que la délivrance ne soit pas encore pour maintenant. Nous allongerons notre patience en nous disant que plus ce sera long plus nous serons victorieux; mais nous ne pouvons guère espérer, conserver quoi que ce soit de nos récoltes. La police secrète reste très active, elle continue les perquisitions et les arrestations; il faut qu'elle ait été très renseignée par des dénonciations horriblement honteuses. Nous serons punis de 10 000 francs d'amende et d'un an de prison

si nous n'acceptons pas en paiement tous les billets communaux, c'est bien le cours forcé. Il nous est rappelé que pour tuer une bête il faut une permission que nous n'arrivons pas à obtenir une fois par mois. De nouvelles exigences vont être publiées au sujet de la récolte de pommes de terre. C'est une mainmise absolue, car leurs équipes d'inspecteurs dans les communes ne laissent rien échapper. Ils nous proposent la vente de galoches et de pétrole pour l'hiver. La continuation d'améliorations sur les voies ferrées indique qu'ils ne songent pas à nous quitter. En ce moment ils construisent une voie de garage, avec quai de débarquement sur le boulevard, avant le pont du chemin de fer sur le canal.

A différentes reprises, nous avons été incommodés par les gaz asphyxiants qui nous arrivent du front, évidemment ils sont très dilués.

Voici deux ans que nous avons été envahis ! J'ai toujours cru que nous allions être délivrés à brève échéance, aujourd'hui encore je pense que nous sommes dans la dernière période de souffrance et je me prépare aux spasmes de la fin, qu'il faut craindre terribles. Ils semblent vouloir s'entêter dans une résistance complète et ne vouloir reculer que pas à pas après destruction de tout ce qu'ils laissent derrière eux. C'est ainsi qu'ils préparent des tranchées bétonnées à la sortie de Masnières vers Cambrai pour défendre la ligne du canal. Espérons qu'ils seront plus pressés de se sauver et ne pourront pas se servir de ces défenses. A Masnières et surtout à Marcoing et Rumilly ils font de très grands travaux aux chemins de fer. On croirait vraiment qu'ils espèrent rester longtemps dans le pays. Et cependant les gens sérieux avouent que cela ne peut plus durer, mais il faut que les embusqués trouvent du travail pour se maintenir loin du front. C'est dans cet ordre d'idées qu'ils se préoccupent de l'assolement de nos terres pour l'année prochaine. La rentrée des récoltes se fait entre les ondées ; leurs inspecteurs de culture sont presque tous terribles et d'autant plus méchants que nous essayons, parfois, de réclamer près de leurs chefs ; c'est ainsi que malgré les dangers du feu, je suis forcé de rentrer blés et avoines sous les hangars à betteraves.

Un service solennel a été fait à la cathédrale pour commémorer nos morts de l'invasion. Il y avait beaucoup de monde, les autorités et les notables y assistaient. Un hymne composé pour la circonstance a servi d'introduction à la cérémonie. C'était impressionnant.

28 août 1916. — La réunion des maires tenue ce matin, sous la présidence du lieutenant « Beau Mâle » a marqué un nouveau degré de leur arbitraire. Ils ont exigé l'échange de bons remis lors de l'enlèvement de chevaux, contre des nouveaux bons sur lesquels les prix sont modifiés. Ils interdisent de refuser ces nouveaux bons tout en sentant l'excès de pouvoir, car ils veulent que la

note explicative leur soit remise pour ne pas pouvoir servir de pièce à conviction. J'ai protesté au nom de tous les maires contre cette façon de faire. Il a été recommandé de ne pas accepter du syndicat des communes de gros billets, ils veulent des billets de 5 francs, 2 francs et 0 fr. 50, pourquoi? Ils ont également promis des punitions aux maires qui n'auraient pas payé pour le 2 septembre les trois quarts de l'impôt de guerre. La remise des relevés mensuels de bons a été avancée, elle doit être faite pour le 7 de chaque mois, interdiction est faite de porter sur ces listes les choses qui ne sont pas représentées par des bons, c'est-à-dire impôts et contributions de guerre, tout ce qui est plus ou moins consommé sur place ou volé, ce qui est emmené en Allemagne, etc., etc...

Le grand quartier général du commandant en chef de la VI^e armée, le prince héritier de Bavière, est transféré de Douai à Cambrai. Son installation a causé bien des ennuis : onze propriétaires de maisons très importantes ont été mis dehors de chez eux, forcés d'abandonner tout à ces ennemis. Des familles de onze enfants ont dû trouver asile où elles ont pu. Avec le nombre d'officiers logés partout, cela a été difficile. A quoi correspond ce changement de résidence? Est-ce une préparation à un recul vers Maubeuge ou Charleville? Toujours est-il que la bataille d'artillerie, sur notre front, est d'une intensité telle qu'elle ne peut plus pouvoir durer longtemps. Les troupes qui, après avoir passé un ou deux jours de repos dans nos villages, sont emmenées en camions automobiles sur le front, ont la tête qu'on se figure être celle de ceux qui sont conduits à l'échafaud ; du reste, ils disent qu'ils vont à la mort. A cette conception de leur sort il faut juger de leurs exigences et de leur façon d'être. Ils nous ont fait connaître la déclaration de guerre de la Roumanie, ils voient la complication qui résulte pour eux de l'entrée en ligne de ces 500 000 soldats venant aider l'armée de Salonique dans une opération difficile.

Beaucoup d'officiers disent que l'Allemagne est perdue. Quant aux journaux *le Bruxellois* et la *Gazette des Ardennes*, ils sont de plus en plus ignobles dans leurs mensonges éhontés.

31 août 1916. — Les ramasseurs de cuivre et autres métaux sont venus hier prendre ce qu'il y avait chez moi. Ils ont été relativement assez coulants. J'ai pu conserver les objets d'art et mes collections de sucriers en étain. J'ai livré environ 75 kilogrammes dont certaines choses de valeur, telles deux paires de candélabres en bronze. Le chef m'a dit devoir demander l'autorisation de me délivrer un certificat attestant que ce qui m'a été laissé a été considéré comme objets précieux. Cela pour me mettre en garde contre les gendarmes contre-visiteurs. Chacun, nous avons à subir ces vols et c'est un crève-cœur de voir briser des objets auxquels nous tenions souvent comme à un souvenir de famille.

Les bons qui nous sont donnés ne portent qu'une valeur de métal brut. Souvent les opérateurs agissent avec un esprit de vexation, ils prennent ce qu'ils devraient laisser. Dans les magasins c'est une honteuse destruction. Les lustres et autres objets sont dégarnis de leur verroterie et accessoires, puis, brisés, ils prennent la valeur de vieux métal !

Je devais fournir ma maison à un général accompagné de son état-major ; avec difficulté on voulait bien me tolérer dans la chambre qui me serait désignée ; après trois jours d'attente, j'ai été informé qu'il ne viendrait pas. Je n'ai pas été libéré pour cela. Un capitaine du grand état-major m'est arrivé hier soir, il a accepté très volontiers une des chambres que je donne habituellement à ses camarades et il paraissait très convenable. Aujourd'hui on l'a remonté à la Commandanture et il exige cinq chambres à coucher ; plus la salle de billard la salle de bains et une salle à manger avec tout le nécessaire, une cuisine, le logement pour quatre ordonnances, l'écurie pour deux chevaux, la tolérance de supporter un chien en liberté qui circulerait partout et enfin l'obligation d'avoir toujours la porte de la maison ouverte. Que demandera-t-il demain ? Que faudra-t-il aux officiers qu'il amènera ?

1^{er} septembre 1916. — Hier, nous avons eu réunion du conseil de surveillance du syndicat des communes. Nous continuons à avoir de graves ennuis avec les communes du front d'Arras où certains maires n'osent pas refuser aux Allemands, nous tendent des traquenards pour que nous ayons la responsabilité du refus des communes demandereses, par ordre, qui n'existent réellement plus, leurs populations étant réduites à un quart des habitants ordinaires avec un ou deux membres du conseil municipal.

Pour ce dernier cas il a été décidé que j'opposerai un *non possumus* alléguant la disparition momentanée de ce qui légalement constitue la commune.

5 septembre 1916. — Le dépôt d'environ 600 poulains pris dans le pays, et installé à Tilloy, a été presque supprimé ; les meilleurs ont été expédiés en Bavière et les moins bons en Prusse. La vie matérielle est de plus en plus difficile, il faut payer un poulet 12 francs, un lapin le même prix, le beurre 15 francs le kilogramme, tout à l'avenant. Nos nerfs sont de plus en plus à fleur de peau, chacun a l'esprit chagrin, le premier mouvement est de contradiction et cela devient grave lorsqu'on se trouve en face de personnes dénuées de tout.

Une réunion de notables à la mairie avait pour but de nous demander notre concours pour réclamer la reddition des 350 hommes enlevés il y a six semaines pour aller travailler dans la région d'Harvincourt. Évidemment tous nous avons décidé d'appuyer par

notre signature la nouvelle lettre écrite à ce sujet. Mgr l'archevêque a insisté pour qu'il fût fait une protestation contre les abus de pouvoir dont nous souffrons plus particulièrement en ce moment. J'ai été chargé, comme président de la Chambre de Commerce, de rédiger ces protestations. Elles ont porté sur les demandes d'impôts de guerre et plus particulièrement sur celles faites à des communes qui réellement n'existent momentanément plus, sur l'expulsion de leurs habitations de citoyens qui ont été chassés pour laisser la place aux officiers de l'état-major, sur l'embargo mis sur nos coffres-forts et nos récoltes, et enfin sur l'enlèvement des cuivres. Il n'a pas été facile de se mettre d'accord sur le texte. La lettre va être signée par : la municipalité, Mgr l'archevêque, les conseillers généraux, les présidents des tribunaux civils et de commerce, le bâtonnier de l'ordre des avocats, le président des avoués et moi. Cette protestation sera évidemment un coup d'épée dans l'eau comme les autres, mais elle sera utile plus tard lorsqu'ils auront à régler leurs comptes avec nous.

6 septembre 1916. — Je me demande à chaque minute si je ne vais pas être mis dehors de chez moi ; ce matin c'était un soldat, ordonnance d'un capitaine, qui m'en menaçait grossièrement. J'avais, dimanche, donné cinq chambres à des officiers et une cuisine aux ordonnances. Lundi à midi, en rentrant, je trouve un bureau installé dans ma salle à manger, et marquant ma stupéfaction j'ai été malmené par un capitaine prétendant que j'étais impoli et bien osé d'entrer dans son bureau. Il voulait porter plainte à la Commandanture si je ne lui faisais pas d'excuses, ce à quoi, comme de juste, je me suis refusé. Au total j'ai sept chambres prises par des officiers, deux cuisines occupées par treize ordonnances, dont onze couchent ici, un bureau dans ma salle à manger, un casino établi dans ma grande salle où mangent neuf officiers, mon billard et ma salle de bains à leur disposition. Deux chevaux sont à l'écurie, un chien de chasse dans toute la maison et deux autos dans la cour.

Tout cela accompagné de l'impertinence des maîtres et domestiques, qui, de la cave au grenier, vont chercher ce qui leur convient. L'épreuve est horriblement terrible, et dire qu'il y en a encore de plus malheureux, de plus maltraités. Ces barbares sont décidément de vrais sauvages, ceux qui font exception ne sont pas aussi bien élevés que les plus mal élevés de chez nous. Nous avons été habitués à considérer ce peuple comme supérieur à beaucoup d'autres et au début de l'invasion cette fausse idée nous avait conduits à lui trouver des qualités qu'il n'a pas. Ils pâtiront bientôt d'avoir accumulé tant de haine et de colère. On ne sera jamais assez sévère pour eux, on ne leur fera jamais assez rendre gorge. Ceux qui n'auront pas été témoins de nos souffrances sauront-ils

les punir suffisamment? Soldats, sous-officiers et officiers sont au même diapason et leurs victimes n'ont droit qu'à la révolte intérieure. A Noyelles, comme dans les autres villages, c'est encore pire si possible, les troupes changent presque chaque jour et arrivent du front terrifiées et exaspérées par ce qu'elles ont vu. Les nouvelles qui transpirent jusqu'à nous sont très bonnes, nous croyons percevoir la tactique de nos généraux sur notre front et pensons que les résultats actuels assurent le succès final, mais quand viendra-t-il? S'il nous fallait encore passer ainsi un hiver, il serait nécessaire de créer de nombreuses maisons d'aliénés à moins qu'ils se chargent de nous offrir l'hospitalisation dans leurs geôles. Les vandales sans pitié, sans respect des droits sont capables de tout et nous avons la crainte justifiée de ce que pourra être leur départ; en attendant ils complètent chaque jour leur installation militaire comme s'ils étaient ici pour toujours. Ils remplissent leurs magasins avec nos récoltes et dépouillent nos maisons. Leur cruauté est égale à leur injustice pour nos prisonniers civils. Nombre de gens inculpés de crimes qui ne sont que dans leur imagination restent soumis à un régime qu'ils nous défendent d'améliorer. Nos réclamations ne servent à rien.

10 septembre 1916. — Il faut nous résoudre à perdre l'espérance d'être libérés à bref délai! Nos troupes n'ont pas d'insuccès, bien au contraire, chaque jour apporte un petit avantage, mais ce sera encore long. Cette déception est difficile à faire accepter. Notre situation locale et personnelle empire constamment. Les débris de régiments qui passent une moyenne de quarante-huit heures dans nos campagnes pour recueillir des recrues ou se fondre avec d'autres restes, ne sont plus maintenus par leurs officiers d'occasion, leurs pertes énormes les excitent à l'insolence comme au vol. Ils semblent, après avoir recueilli ces éléments de réformation, s'en aller en arrière, vers la Belgique, se reposer quelques jours pour partir ensuite sur un des fronts russes. Ces régiments ne portent plus de numéros apparents, les anciens ont été cachés. Il y a deux jours un grand conseil de guerre a eu lieu à Cambrai. Leur grand chef d'état-major Hindenburg était ici avec le prince héritier de Prusse chez le futur roi de Bavière; l'empereur serait même venu quelques heures. De grandes précautions de sécurité avaient été prises; qu'ont-ils décidé? Dans nos maisons, la vie est intenable; transformées en casernes, les ordonnances ne sont pas surveillées et sont grossiers avec nous. Lorsque les officiers croient être convenables, ils manquent de tact, sont indiscrets, et ne s'intéressent pas à ce qu'ils nous font souffrir.

Mes deux capitaines du grand état-major sont persuadés d'avoir des égards pour moi, ce qui ne les empêche pas de me forcer à avoir toutes les portes ouvertes jour et nuit, libres à tout venant;

ils ne prennent aucune précaution dans la maison, se vautrent dans les meilleurs fauteuils, qu'ils ne quittent même pas pour manger. Leurs chiens de chasse couchent à la porte de leur chambre, aboient la nuit, etc., etc...

A les entendre, très occupés, ils trouvent cependant le temps d'aller chaque jour tuer quelques perdreaux, les ordonnances prennent possession de tout et détruisent tout. Il y en a encore de plus infortunés que moi !

Chaque jour, j'écris des protestations et des objurgations au général, cela le met hors de lui. Pour la quatrième fois, je lui réclame aujourd'hui les douze otages enfermés depuis deux mois. Encore quelques inhumations et ils seront un mille dans notre cimetière. Heureusement que la moisson va être rentrée d'ici quelques jours, car le peu de chevaux qui nous restent vont être encore réduits. Demain ils en prennent sept dans chaque village, la sucrerie, pour sa part, en donne deux.

Comment ferons-nous pour charrier les betteraves que nous avons ?

Depuis un mois elles ont bien profité, elles ont fait 8 grammes par jour, pour peser une moyenne de 380 grammes et cependant il n'y a pas d'engrais dans les terres. J'ai la terreur de cette petite fabrication en perspective, tous mes efforts vont tendre à ne commencer qu'en novembre, car, malgré les apparences, il me reste encore un petit espoir qu'à cette date ils seront partis.

17 septembre 1916. — Ces jours derniers ont été d'attente par continuation ! Les journées se suivent et se ressemblent, mêmes mouvements d'allées et venues de troupes, avec batailles d'aéroplanes, et bombardement. Non seulement les soldats sont tristes mais les officiers eux-mêmes sont de plus en plus gagnés par l'inquiétude, les officiers d'état-major qui ont envahi ma pauvre maison sont de plus en plus exigeants, ils salissent tout, les ordonnances forcent les portes des armoires aux provisions qu'ils chipent, mais le casino d'officiers n'est pas gai, n'est pas brillant, quoique nombreux, ils avaient débuté neuf à table, ils sont maintenant quinze à manger. A peine polis, ils cherchent à m'ignorer.

Beaucoup de bombes d'aviateurs sont tombées sur les environs des gares de Masnières, Marcoing, Rumilly ; sur ce dernier point, quatre soldats ont été tués et une vingtaine sont blessés. Nos toits sont perpétuellement arrosés de mitraille. En attendant pire nous nous habituons au présent. Le général ne dédaigne pas le beau sexe et a encore des prétentions. Il est toujours en colère, il ne veut absolument pas me laisser aller à Valenciennes, où j'aurais bien besoin pour le Comité américain. Nous le harcelons de protestations qui le rendent furieux. Les otages d'Iwuy sont encore en prison. Il n'y a rien à faire malgré tous nos efforts. Cette brute

d'oberlieutenant Brader m'a encore maltraité à propos de relevés de bons de réquisition. Il ne veut plus que nous portions sur ces listes les chevaux emmenés en Allemagne et voudrait que nous supprimions ceux inscrits il y a un an et pour lesquels ils viennent de nous échanger les bons. Les 500 chevaux pris la semaine dernière ont été évalués par eux à leur demi-valeur. La moisson est à peu près finie de rentrer et ils battent les récoltes, cette triste opération est très pénible. Aujourd'hui ils prennent comme prisonniers les jeunes gens nés en 1895 et 1896, ils les organisent en équipes de travailleurs.

Il y a trois jours, j'ai assisté, de chez un de mes amis, à un tir de canon contre les aéros. Officiers et soldats ne sont vraiment pas très ardents pour en démolir, c'est peut-être parce qu'ils ont conscience de n'arriver à rien. Nous étions à 10 mètres du canon.

Il est défendu aux enfants de faire monter des cerfs-volants. Notre confiance, nos espérances, ne font pas, hélas, disparaître notre épuisement nerveux qui rend l'existence très pénible. La santé publique devient de plus en plus précaire. Des appréciations un peu légèrement données par ceux qui devraient remonter le moral de tous, fait imputer cet état physique à l'alimentation américaine qui, sans être parfaite, est bonne, mais insuffisante.

Après une semaine de beau temps nous avons des journées de pluie attristantes.

23 septembre 1916. — Les combats d'aéroplanes se multiplient de plus en plus et sont terribles. Aujourd'hui, un aéronaute anglais est tombé près de Noyelles. Son oiseau était en feu. Chaque jour, sur le nouveau garage en face de chez M. Arlatte, nous voyons des aéros détruits.

Il est bien difficile d'analyser leur état d'âme, beaucoup ne veulent pas reconnaître leur situation perdue et sont plus hautains que jamais, ils sont sans bornes dans leurs méchancetés, mais d'autres dégoûtés de la guerre ne se gênent pas pour donner leur appréciation sur l'état des armées et sur les atroces boucheries dans lesquelles ils voient leur tour arriver.

Nous sommes tellement hantés par le besoin d'être délivrés que nous ne nous demandons même pas quelles catastrophes accompagneront la fin ; cependant cela peut être terrible. Quoi qu'il doive advenir, qu'on nous délivre, nous sommes épuisés ! Ils ramassent nos récoltes, leurs agents aussi incapables que brutes ont fait rentrer nos moissons dans de mauvaises conditions, les blés humides vont nous être livrés, ils s'en moquent puisqu'ils nous les feront manger en mauvais pain à raison de 100 grammes par jour et par tête. Ils ont la prétention de nous payer un acompte sur nos moissons enlevées ; c'est pour eux une occasion pour embrouiller les comptes et préparer un vol supplémentaire pour le

jour du règlement. Ils imposent des prix de bases inacceptables et le couteau sous la gorge nous forcent à les accepter. Ces canailles sont sans pudeur, et leur confiance en eux-mêmes ne laisse pas place à la perception qu'ils ne seront pas toujours les maîtres. Quelle fermeté il faudra avoir pour les forcer à accepter nos prétentions ! Je demande sans cesse à aller au district d'alimentation de Valenciennes pour m'entendre avec le président, ce serait indispensable, mais on me le refuse toujours ne voulant pas que nous ayons des rapports.

Ces jours-ci il fallait trouver un lit digne d'un prince. Toutes nos maisons étaient fouillées à cet effet, ils ont dû se contenter d'une couche de démocrate. Ils n'ont rien rendu des meubles pris il y a deux mois pour leurs chefs.

La haine s'accumule de plus en plus, si nous n'étions pas ligotés, nous deviendrions des sauvages dans les cruautés que nous leur ferions souffrir. Notre tour viendra.

Les dernières circulations à outrance sur nos routes achèvent leur destruction, elles sont dans un état pitoyable.

Ces jours derniers les obus de combat se rapprochent sensiblement de nous, ils tombent dans la région de Vélou-Bertincourt jusqu'à Hermies.

27 septembre. — Nos braves troupes ont conquis Combles et Thiepval ! C'est, paraît-il, deux points importants. Quelle sera la suite ? On la prépare. Nous assistons du côté des Allemands à des mouvements de plus en plus importants du fait que le front se rapproche de nous. Ils continuent à faire la relève de leurs troupes. Il monte beaucoup d'artillerie mais il en descend autant. L'infanterie voyage surtout empillée dans des camions automobiles.

Les trains sont réservés aux munitions et aux nombreux blessés. Nous voyons même un peu de cavalerie, mélangée de toutes armes.

Des champs d'aviation sont créés à profusion ; ainsi, à côté de celui de Cambrai, il y en a un à Provillle séparé de l'autre par le canal, il y en a aussi à Noyelles, Cantaing, Anneux et Graincourt, etc...

Chaque jour nous avons des inhumations de concitoyens, les santés sont très ébranlées, ainsi ce matin pendant le service de Mme Ozanaux, deux personnes ont réclamé les soins du médecin et ce n'était pas l'émotion qui les rendait malades, car malgré sa nombreuse famille personne des siens n'assistait à ses funérailles. Si au physique nous sommes épuisés, au moral c'est encore pire, et c'est à mon avis plus grave. Nous avons cependant plus que jamais besoin de tout notre calme, de toute notre réflexion. On nous annonce des trains d'émigrés pour la France par la Suisse en exceptant les hommes de treize à cinquante-cinq ans, même

malades ! Chacun voudrait partir, presque tous hésitent et finalement beaucoup resteront.

1^{er} octobre 1916. — Les prisonniers civils qu'ils désignent « ouvriers volontaires » sont décidément traités, dans beaucoup de cas, plus que brutalement, avec cruauté. Quand ils refusent de travailler à des ouvrages nuisibles, à nos compatriotes, on les frappe, on les prive de leurs rations, on les enferme dans des endroits dangereux et finalement pour vaincre leur résistance, par intimidation ils sont alignés pour être fusillés, finalement ils cèdent.

Il ne nous est pas possible d'avoir la prétention de deviner ce qui se prépare, cependant nous pensons que les troupes amassées dans la région sont destinées à une grande bataille en rase campagne, dans la plaine, qui s'étend entre Bapaume, Cambrai et Saint-Quentin.

L'enlèvement des cuivres se continue dans des conditions de plus en plus honteuses. Un chef d'équipe disait hier qu'on ne pouvait lui monter le coup, qu'il était du métier, que par état il était ferblantier ! et alors il enlevait des objets d'art, des bronzes de nos meilleurs artistes ; c'est une destruction irréparable ! systématiquement ils ne touchent pas aux pendules, bref ils ne négligent rien pour aviver notre haine.

Il va nous arriver aujourd'hui une centaine de nouveaux officiers d'état-major à loger, où trouvera-t-on à les mettre ? Tous ces embusqués sont très difficiles, fort exigeants et souvent très impolis, leur principale occupation de beaucoup est la chasse. Ceux que j'ai devienent bruyants.

4 octobre 1916. — Les événements si désirés auxquels nous pensons sans cesse se font attendre. On commence à se demander s'il faudra se résoudre à passer ainsi un troisième hiver ! Dieu, que ce serait dur ! Je n'y puis croire, car vraiment les préparatifs à une continuation des opérations actives sont trop ostensibles et je pense toujours à une grande bataille incessante qui décidera de notre sort.

Sur une réclamation au sujet de bronzes d'art enlevés, l'expert adjudant du général, artiste peintre, a déclaré que la *Diane* de Falguière éditée chez Thiébaud frères n'avait aucune valeur, que c'était de l'art de pacotille, bon pour les bazars, que c'était une bonne chose de nous débarrasser de ce faux art qui actuellement avait pour eux beaucoup de valeur comme métal. Chacun est navré d'être dépouillé, l'irritation est à son comble. Ils ont fait semblant de nous payer un acompte sur la récolte de 1916 ; mais ils ont retenu toutes espèces de choses, de sorte qu'il ne reste à distribuer aux cultivateurs qu'une somme infime. Heureusement qu'ils n'ont pas énoncé, dans les reçus, quoi que ce soit semblant

accepter les prix de base qu'ils ont la prétention de nous imposer. Ils accordent un nouveau délai, jusqu'au 15 novembre, pour déclaration de tout ce qui aurait déjà dû leur être livré, mais alors on encourra les peines les plus graves. Ces gens si humains se préoccupent des besoins des malheureux pendant la mauvaise saison, les maires sont chargés de prendre tout ce qui n'est pas utilisé dans les maisons dont les propriétaires sont de l'autre côté des lignes. Ils réclament à nouveau, sous menace, de rapporter à la Commandanture, tout ce qui est abandonné au cantonnement par les troupes.

Une meule de blé ayant brûlé à Bantigny, les habitants de cette commune sont consignés. Les installations sur les voies ferrées et pour les communications électriques se font avec de plus en plus de soin, comme s'ils devaient rester chez nous.

On ne sait plus où loger les officiers et les soldats, c'est dire combien chacun est persécuté avec les logements.

Je vais commencer bientôt à recevoir des betteraves mais ne ferai débiter la fabrication qu'au 15 novembre dans l'espoir qu'ils ne seront plus chez nous. Jamais je n'aurais cru à leur présence à la date où nous sommes, sans quoi je n'aurais rien préparé en vue de cette campagne sucrière. Je me demande comment il sera possible de transporter les betteraves. Que de difficultés à surmonter ! que de risques à subir !

10 octobre. — L'Inspection des étapes de la VI^e armée qui était depuis si longtemps à Valenciennes est partie le 1^{er} octobre à Tournai ; une nouvelle Inspection, dite de la I^{re} armée, a été constituée avec une partie du personnel de l'ancienne. Le baron de Welser est parti, nous ne connaissons encore rien des modifications dans la façon de faire des nouveaux venus. J'aurais d'autant plus besoin d'aller à Valenciennes, je vais tenter une nouvelle démarche.

Nous avons de plus en plus le sentiment que la corde est tendue au suprême degré sur le front Péronne-Bapaume, mais quand sera-t-elle brisée ? Ce peut être demain comme seulement dans un mois. Hier, on a pu causer avec cinq ou six prisonniers français qui avaient été pris à 1 500 mètres au delà de Morval, ils ont dit que nos troupes ne manquent de rien, que le moral est excellent, et ont confiance qu'incessamment le front allemand sera percé.

Il y a deux jours, à 5 heures du matin, un bataillon du 134^e s'est embarqué sous mes fenêtres dans 33 camions automobiles. Lorsqu'ils se présentent par groupes de 30 hommes avec armes et bagages, devant la voiture, on se demande comment ils pourront s'y empiler. et on est tout étonnés qu'en quelques instants ils se soient casés tant bien que mal. L'opération se fait sans bruit, sans bousculade, sans intervention des chefs. Ce bataillon se composait de tout jeunes gens, presque des enfants. Ils n'étaient pas gais, certainement, mais

ne laissaient pas percevoir de tristesse; ils ont été dirigés sur Bapaume. Les aviateurs que nous avons à Noyelles jouissent d'un grand confortable; ils ont fait compléter les installations électriques, sans se préoccuper évidemment des propriétaires. Très exigeants, on les trouve malgré cela à moitié convenables.

La nuit dernière, à minuit 30, nous avons eu un terrible bombardement de et contre avions, cela a duré trente minutes. Malgré les projecteurs, je n'ai pu rien voir. Le clair de lune était grand, mais de gros nuages noirs formaient écran sur le ciel. Nous sommes tellement opprimés, que nous n'avons pas pu arriver à connaître quoi que ce soit des effets produits, nous avons vu seulement que quatre bombes tombées dans des rues n'avaient point fait de dégâts.

Après nous avoir dit par affiche au printemps qu'ils nous paieraient 3 francs les 100 kilogrammes de betteraves, ils publient aujourd'hui que les betteraves fourragères doivent être fournies à 1 fr. 60 les 100 kilogrammes. Ils ne nous permettent de conserver que 4 tonnes par tête de gros bétail. Toute infraction sera munie de trois mois de prison ou d'une amende de 1 000 marks, le maire restant solidairement responsable.

15 octobre 1916. — A considérer l'importance des préparatifs, l'action qui va s'engager sera terrible. Le transport des troupes en camions automobiles est aussi intense que celui des blessés par tous les moyens dont leur administration dispose. L'accumulation de troupes en deuxième et troisième ligne est extraordinaire principalement en artillerie, mais d'après ce que nous disent les quelques prisonniers français et anglais qui reviennent à pied de la direction Sailly-Saillissel, il y en a si peu sur le front principal, qu'après l'avoir traversé, ils sont stupéfaits que leurs chefs ne les conduisent pas au delà, ces prisonniers sont des plus confiants, ils nous disent être convaincus que dans un mois nous serons délivrés.

Ici, les vexations sont de plus en plus pénibles. Nous sentons qu'il n'y a plus de direction unique, que les contre-ordres se multiplient, que les Commandantures sont elles-mêmes sous le joug capricieux des chefs militaires du front. C'est ainsi qu'il y a deux mois un état-major a envoyé l'ordre de faire évacuer de tous leurs habitants douze maisons confortables. Les malheureux propriétaires sont d'autant plus désolés, que leurs habitations ne sont même pas utilisées puisqu'elles ne sont chacune occupées que par un ou deux officiers. Les exigences de ceux-ci sont variables : à côté de quelques-uns qui disent vouloir se contenter d'une chambre, les autres n'en ont jamais assez. Non seulement ils ne mettent aucune réserve, aucune discrétion, mais c'est un vrai pillage. Chez moi ils répètent leurs beuveries; hier soir le fût de bière mis

en perce sur une chaise était plus gros que le précédent, le soldat préposé à l'emplissage des verres, a eu l'audace de m'en offrir un. Sans être ivres, jusqu'à une heure du matin, le vacarme a été infernal au billard et dans les allées et venues. Aujourd'hui, en allant réclamer à la Commandanture pour conserver mon cheval que j'avais ordre de livrer mardi, on m'a dit que mes officiers faisaient des démarches pour que mes voitures soient réquisitionnées.

Tardivement honteux ils ont renvoyé la *Diane* de Falguière, pour laquelle j'étais allé réclamer. Du reste, ces méchants fourbes affectent en ce moment de se faire les protecteurs de nos « trésors artistiques ». Le maire a reçu l'ordre suivant : « La ville de Cambrai devra nous adresser des catalogues complets des collections d'art qui se trouvent au musée de la ville, à la bibliothèque de Cambrai et en possession de M. Hélot. Nous faisons observer que nous prendrons des mesures de sécurité afin d'éviter des pertes ou des enlèvements de ces trésors artistiques.

Signé : SCHÖLLT. »

Qu'y a-t-il de caché là-dessous ?

Nous voyons transporter dans leurs camions et voitures tous les meubles volés.

En prévision de ce qui nous menace, la prévoyance nous recommande de mettre à l'abri d'un bombardement nos documents et archives précieuses. Nous allons les déposer dans des caves, très particulièrement propres à cela.

Ils évacuent les habitants de beaucoup de villages des environs pour faire de la place pour officiers et soldats.

Leurs aérodromes se multiplient toujours et ils détruisent tout ce qui les gêne ; c'est ainsi qu'ils ont abattu quantité d'arbres le long du canal et qu'ils ont fait sauter hier à Saint-Olle la cheminée de l'usine de M. Moreau.

Depuis le début de l'offensive de la Somme, nos troupes, allant de succès en succès, n'ont pas cessé d'avancer et l'ennemi n'a jamais pu reprendre quoi que ce soit du terrain perdu, mais vraiment l'avance se fait bien lentement et est toujours accompagnée de destruction complète de tous les villages. C'est à se demander s'il a été rencontré des obstacles imprévus ou si nos moyens d'action sont encore insuffisants ? Si d'ici un mois une bataille en rase campagne n'amène pas une défaite de l'ennemi qui le force d'aller occuper au loin des « positions préparées d'avance », suivant son expression lorsqu'il est forcé de reculer, nous serons condamnés à passer encore un hiver dans ses griffes terribles !

La Commandanture a beaucoup moins d'officiers qu'autrefois et tous sont incapables ou paresseux. Ils se déchargent de leur besogne sur des sous-officiers et de simples soldats très au courant de la façon de nous pressurer. Ils ont pris une certaine indépendance

vis-à-vis des chefs et affectent vis-à-vis de nous une familiarité excessive. Le général fait exception aux autres officiers, il travaille en sous-officier, remplaçant la familiarité de mauvais aloi par une dureté de barbare. Les ordres se contredisent de plus en plus. Ainsi la note envoyée aux inspecteurs de culture de faciliter le transport des betteraves avant toute autre chose a été immédiatement suivie de l'avis de faire transporter à Cambrai les pailles et fourrages ; depuis les enlèvements successifs du peu de chevaux qui nous restent, cela supprime toute possibilité de charrois. Ils ont inventé d'organiser des colonnes civiles pour aller rentrer les récoltes, blés et avoines, dont on n'a pas pu débarrasser les terres en temps. Ces moissons sont à moitié pourries et, vu le mauvais temps et la saison, ne pourront plus jamais être sèches. Pour ces moissons, très avariées, inutilisables, ils empêchent de rentrer en temps les betteraves qu'ils ont voulu nous faire semer.

Je suis du reste persuadé qu'il ne me sera pas possible de fabriquer. Malgré tous les dangers de cette fabrication, l'appât de surmonter les difficultés et d'être utile à la culture me fait désirer d'atteindre le but. Mais il faudra, je crois, me résoudre à voir perdus les frais de préparation à l'usine et l'achat à des prix exorbitants des produits indispensables à cette fabrication. Les grandes masses de troupes concentrées dans la région mettent nos villages au pillage ; lorsque les chefs daignent répondre à nos réclamations, ils disent qu'ils ne peuvent empêcher ces vols, car leurs soldats reviennent du front et sont privés de choses indispensables. La discipline est très relâchée. Le découragement de nos concitoyens est très menaçant, ils sont à bout de forces physiques et morales.

Trois ou quatre fois depuis huit jours des groupes de trente à cinquante prisonniers français pris vers Sailly-Salissel passent à Noyelles et s'y arrêtent quelques minutes. Ils font très bonne impression par leur aspect physique, l'état d'âme et les renseignements qu'ils donnent de nos faibles pertes, par rapport aux hécatombes d'Allemands qu'ils constatent au passage des lignes.

22 octobre 1916. — Le général commandeur a démissionné, il semble qu'il ne s'entendait pas avec la nouvelle Inspection d'étapes de Valenciennes. Il lui aurait été reproché de ne pas bien diriger ses officiers et d'être trop bienveillant pour les Français ! Que sera le colonel qui lui succède ? A Caudry, d'où il vient, il avait une réputation terrible ! Je pense qu'il n'y a pas beaucoup de différence entre le meilleur et le plus mauvais. Je ne me sens pas disposé à regretter celui qui nous a tyrannisés pendant deux ans, celui qui n'a jamais cessé de progresser dans sa méchanceté.

Ces jours derniers, on apercevait de la route Noyelles-Rumilly la ligne des ballons (saucisses, ballons captifs d'observation). Depuis hier la bataille d'artillerie a repris après quelques jours d'interrup-

tion, elle est plus formidable que jamais. Nous sommes tout le temps privés de journaux français, le dernier était du 2 octobre. De sorte que, réduits aux nouvelles allemandes, nous ne savons plus rien. Cependant nous croyons connaître que chaque jour sur la Somme nous apporte un petit succès et jamais d'échecs. Ici on continue à chasser des habitants de chez eux, il y en a maintenant environ une centaine ; beaucoup d'autres, maintenus dans leur domicile, sont resserrés dans un coin. Il faut attribuer la plus grande part de cette méchanceté au soldat Omali qui a puisé dans l'étude de leur théologie l'art de la méchanceté. Il exagère les ordres et les exécute avec les formes les plus pénibles.

Mme Fleuriaux s'est éteinte sans agonie pénible ; cette femme admirable, qui peut servir de type aussi bien au point de vue familial qu'amical, était une patriote modèle. Il n'a pas été possible d'obtenir d'accompagner son corps jusqu'à Ewars où elle a été inhumée près des siens.

Nous avons signé, pour jusque fin septembre, la reconnaissance cautionnée de 8 500 000 francs pour les livraisons du Comité américain. Ces dépenses sont à répartir sur 64 000 habitants et quarante-quatre communes dont Cambrai. Hier, le capitaine des affaires civiles, baron Larchenfeld, a réuni, sur ordre, tous les maires. Ce diplomate est décidément convenable avec nous et ne se gêne pas pour critiquer l'incohérence des ordres qu'il a à nous transmettre.

Il ne s'explique pas ce à quoi on veut arriver avec l'organisation de colonnes civiles mobilisées pour aller ramasser des récoltes pourries au détriment des charrois de betteraves, il dit vouloir se mettre en travers de cette opération. Il voudrait également voir suspendre pendant une quinzaine de jours tout charroi de pailles et de fourrages. Il critique les refus de permis de circuler. Enfin, malgré la défense, il va nous autoriser à répartir entre tous les habitants la provision de pommes de terre pour faciliter les soins de conservation. Depuis la semaine dernière, nous avons entrepris dans les communes une nouvelle inspection de la comptabilité et des distributions des denrées et des vêtements fournis par la C. R. B. En général, c'est très bien fait, nos instructions sont bien suivies.

25 octobre 1916. — J'ai eu la grave contrariété d'avoir un différend important avec le maire et M. Pajot, à propos de la commission de minoterie. Lors de l'avant-dernière réunion, ces messieurs sont arrivés apportant la démission de tous les membres sauf un ; M. Demolon appuyait cette manifestation par un réquisitoire écrit contre mon action, le tout fondé sur des idées qu'il me prêtait sans raison et sur l'interprétation malveillante de mon dire dans une discussion. Très froissé de ces actes discourtois entre collègues et fâché de constater que l'on cherchait à faire valoir son dévouement vis-à-vis de la population, en rejetant sur

moi la limitation de la qualité du pain, je l'ai pris de haut et ai dit froidement et brutalement ce que j'en pensais. Mes collègues ont voulu remettre à huitaine la solution de l'incident. J'ai dû y consentir. Hier, ils ont cherché à se soustraire à la réunion prévue pour laisser se propager les propos calomnieux, mais deux seulement d'entre eux ont refusé de se rendre à ma convocation. Je leur ai présenté un mémoire résumant les conditions dans lesquelles la commission avait été créée, ajoutant qu'elle avait été appelée par le Comité des districts à l'application stricte de ses pouvoirs limités. Passant en revue son œuvre faite et à faire, je disais que démissionner ce serait fuir un devoir, mais que s'ils persistaient à vouloir se retirer je ne laisserais pas disparaître ce qu'ils avaient fait d'utile, que je trouverais d'autres collaborateurs pour continuer à perfectionner le travail de nos farines. Puis, j'exprimais mon avis sur la façon dont je comprenais notre rôle vis-à-vis de l'opinion publique, disant que nous ne devons pas marcher à sa remorque, mais bien au contraire vouloir la diriger pour empêcher les défaillances et les idées fausses très dangereuses sur une population débilitee par la longue et dure épreuve que nous subissons. Notre rôle n'est pas de rechercher de la popularité, mais uniquement d'apprendre à nos concitoyens qu'ils doivent vouloir se contenter de ce que l'on peut leur donner et s'en estimer heureux parce que l'on ne pouvait pas plus. J'insistais sur la nécessité de ne pas prétendre s'affranchir des décisions de nos donateurs. Je faisais appel à la loyauté qui nous imposait de ne rien faire à leur insu et de ne pas engager leurs finances au delà de ce qu'ils nous permettaient. Dans une forme très nette et absolument correcte, je leur donnais en réalité une leçon provoquée par eux. Ils l'ont acceptée, et reconnu qu'ils s'étaient trompés, ou tout au moins qu'ils avaient saisi une mauvaise occasion de me donner un croc-en-jambe, et ils n'ont pas persisté dans leur démission.

26 octobre 1916. — Cet incident peut servir d'exemple pour montrer combien il est difficile de grouper les bonnes volontés, et surtout de les utiliser au mieux, lorsque élevés aux affaires publiques en substituant à la discipline indispensable la volonté de complaire à la masse électorale, les citoyens épuisés par la calamité que nous subissons ne savent plus maintenir leurs nerfs.

27 octobre 1916. — Il y a deux jours la réunion des maires s'est passée comme toujours de toute autre façon. Ils viennent tous avec empressement à mon appel et loin de jalouser mon autorité, ils sont heureux de la peine que je prends de leur donner des conseils sur multiples choses qui les préoccupent. Cette constante pression exercée sur eux a eu pour résultat qu'aujourd'hui presque tous tiennent très bien leur comptabilité si difficile, appliquent

avec grand soin les lois sociales, et font une répartition très équitable des produits américains fournis. Ils se savent suivis en toutes choses et réellement contrôlés sans bureaucratie. Comme chaque fois, j'ai passé en revue toutes les charges qui leur incombent, depuis les précautions spéciales à prendre pour faire le meilleur pain possible, avec les farines que nous leur donnons, jusqu'à la prévoyance qui devait vouloir leur faire mettre les archives de la mairie en sécurité.

Dans les campagnes, beaucoup plus éprouvées que les villes, les habitants sont bien moins geignards que les citadins, c'est ainsi qu'ils trouvent le pain suffisant.

La circulation en dehors de la commune est de nouveau interdite, il n'est plus donné de permis sous aucun prétexte.

Une équipe de gendarmes fait très activement une contre-recherche des cuivres et bronzes dans les maisons, ils en trouvent encore. Rien ne leur échappera.

Les ordres et contre-ordres sont chaque jour envoyés au sujet des convois civils pour aller au loin travailler avec nos chevaux. Décidément, il n'y a plus de chefs pour suivre une idée jusqu'au bout, c'est la confusion, mais les victimes sont toujours les mêmes, on ignore seulement à quelle sauce ils finiront de nous manger ! Les bureaucrates font des circulaires pour justifier leur éloignement du feu et les soldats chargés de les faire exécuter les appliquent à tort et à travers pour montrer leur activité loin du front.

Leurs ordonnances portent sur tout ce qui nous reste dans les villages, sur la correspondance, l'envoi de colis, sur la restriction des charges publiques, les secours et aides à donner en cas de calamité publique ! etc... Nous avons appris avec bonheur le succès important de nos troupes à Verdun, nous cherchons à être renseignés sur ce qui se passe au front de Somme, mais les nouvelles sont rares et imprécises. J'ai eu cette semaine deux envoyés de M. d'Havrincourt. Je leur ai appris des choses qui se passent à proximité d'eux. Ils évacuent de plus en plus les habitants de ces villages et ils expulsent toujours de chez eux de nouveaux habitants de la ville.

29 octobre 1916. — Le régime qui nous est imposé est de plus en plus dur, ce n'est plus l'arbitraire malveillant d'un commandeur, c'est le mauvais vouloir de tous, avec un désordre complet dans le commandement, chacun est approuvé dès qu'il nous torture. Appelé par le colonel, le nouveau commandeur, la conversation n'a pas été longue, il m'a dit qu'il savait que par mes multiples charges j'étais très écouté par la population, qu'il ne fallait compter sur aucune bienveillance, qu'en temps de guerre cela ne devait pas exister, mais qu'il faudrait faire obéir immédiatement aux ordres. Je lui ai répondu qu'en effet, j'avais toujours

eu la volonté d'aider mes concitoyens et que chaque fois qu'il me demanderait des choses conciliables avec mes devoirs de Français, j'obéirais. En ville, l'ordre a été donné, puis suspendu, d'évacuer toutes les maisons, grandes et petites, des quartiers Cantimpré et de Selles, les habitants devaient être conduits dans les villages se rapprochant du Cateau. On continue les prises de possession d'immeubles, c'est ainsi que toutes les écoles, collèges de garçons ou de filles sont accaparés par nos tortionnaires, petit à petit on réorganise des classes un peu partout, dans nos villages ce transfert des écoles est impossible en général. La désorganisation des services fait qu'il ne nous est plus donné de bons en reconnaissance de ce qui nous est pris, c'est ainsi pour les cuivres, les chevaux, le mobilier, etc..., enlevés depuis six semaines. Oui, ces gens sont des barbares, j'arrive à les comparer à ces nègres qui portent avec coquetterie nos vêtements européens, mais qui ne savent pas aller proprement aux water-closets. Il faut mettre un domestique spécial pour passer dans cet endroit après chacun d'eux, comme pour fermer les portès. Comme c'est navrant de voir la façon dont ils arrangent nos maisons et notre mobilier, alors qu'il leur serait si facile de se conduire aussi bien que s'ils étaient dans un hôtel. L'irritation de chacun de nous est à son comble et la haine est complète contre ces soi-disant civilisés, si méprisants vis-à-vis de nous. Pour s'assurer que nous n'avons pas dissimulé un appartement dans nos maisons, il est fait actuellement un nouveau recensement de contrôle de tous nos locaux. Naturellement, cette révision se fait avec leur brutalité habituelle. Les bureaux de la mairie doivent être rendus libres dans les quarante-huit heures. Les services en sont relégués au tribunal civil. Le sergent-major Burg, transformé en ministre des Beaux-Arts, grand indicateur des choses précieuses, s'empare dans les grandes maisons ou châteaux évacués des meubles et bibelots anciens pour les rapporter à la Commandanture. Il fait cela, dit-il, pour voir sauver ces objets de la destruction et du pillage par les troupes. Il ne retournera pas au château de Vêlu, c'est trop dangereux, les obus tombent dans le parc. A Ewars, chez Mme Fleuriais, il se sent plus à l'aise, mais il dit avoir été devancé par des troupes.

Il y a quelques jours l'empereur est venu faire une grande distribution de décorations. Il s'est arrêté dans l'ambulance installée au château d'Havrincourt, il a daigné demander à ce que le marquis lui fût présenté et lui a exprimé le regret de faire sa connaissance dans de si terribles circonstances.

Nous n'avons toujours aucune nouvelle digne de foi.

31 octobre 1916. — Demain, quantité de communes seront retirées de la Commandanture de Cambrai pour être rattachées à la région des opérations militaires, c'est-à-dire à l'arbitraire

de l'officier de troupe qui commande momentanément dans le village, et peut-être aussi à une Commandanture toute militaire. Bref, nous ne savons pas exactement comment nos restes seront mangés. C'est le grand gâchis ; avec toutes les incohérences, pour toujours appliquer la plus grande cruauté. Mais comment ces barbares ne seraient-ils pas cruels vis-à-vis de nous, alors qu'ils sont foncièrement méchants entre eux. La Commandanture de Cambrai avait conservé à sa disposition quelques chevaux qu'elle nous laissait provisoirement pour travailler les terres et faire les semis de saison ; or, ce matin, ils nous ont été tous enlevés subrepticement par des sous-officiers. Ils n'ont fait aucune évaluation de prix et nous ont encore moins donné de bons. Ils avaient si peu besoin de ces chevaux qu'ils en ont immédiatement prêté une partie aux cultivateurs des faubourgs de Cambrai. Quand je suis allé me plaindre, on m'a répondu qu'on ne pouvait pas les laisser utiliser par une autre Commandanture. Quelques rares officiers sont réellement honteux de ce qu'on leur fait faire et participent personnellement le moins qu'ils peuvent à l'exécution des ordres.

Il y a toujours de ceux-ci qui veulent que la sucrerie de Noyelles travaille les betteraves, d'autres s'en désintéressent, quelques-uns voudraient la piller, mais aucun n'ose prendre une initiative. Comme cette fabrication ne pourrait que devenir excessivement dangereuse, dans les conditions où nous restons, j'ai le plus grand désir qu'ils ne me forcent pas à la commencer. J'ai reçu environ 2 000 000 de kilogrammes de betteraves, après avoir mis plusieurs villages autour de la sucrerie dans l'impossibilité de m'en apporter davantage, ils en charrient de Doignies, proche du front Bapaume, et m'envoient des wagons de Sainte-Émilie, non loin de Péronne ! Sans aucune liaison, chacun fait à son idée alors que pour faire quelque chose au milieu des difficultés qui nous accablent, il faudrait une unité de commandement très fort. Ayant encore un dernier espoir que nos troupes nous auront libérés avant que les betteraves soient pourries, je laisse amener cette récolte précieuse par ceux qui peuvent tenter ce sauvetage. Les villages qui nous ont précédés dans la zone des opérations devaient être totalement évacués pour laisser toutes les habitations à la libre disposition des troupes, qui sous prétexte de s'abriter pillent tout, de telle sorte que les voitures de leurs convois sont transformées en camions de déménagement. Ils font charger sur wagons tous les instruments agricoles lorsqu'ils ne les brisent pas.

Ils ont fait aujourd'hui des funérailles (comme pour un général en chef) extrêmement solennelles à leur grand aviateur Boelcke.

1^{er} novembre 1916. — Le réveil de tous les habitants de la ville a été terrifiant. Nous avons appris que ce matin à 5 heures, trente personnes avaient été prévenues qu'elles partaient pour l'Allemagne

comme otages, qu'elles devaient être rendues à la Commandanture pour 11 heures ; à partir de cet avis, un planton ne devait plus les quitter une minute. Ils mettaient ainsi en exécution leurs menaces de représailles de la non-reddition, par notre gouvernement, des prisonniers civils qui auraient été pris en Alsace-Lorraine au début de la guerre. La consternation était générale, cette tristesse sur le visage de tous était navrante, mais les victimes étaient très courageuses, presque heureuses de souffrir pour la patrie.

La part de la ville était de fournir vingt-quatre personnes. La liste avait été faite avant son départ par le général, notre ancien commandeur. Après élimination, à la suite d'une visite médicale, les partants ont été : Mmes Jules Mairesse, Ernest Pagniez, Lallemand, Laffrat, Maronniez et Mlles Glinel, M. et Mme Gaillot, MM. Bourgeois, Fernand Martin, Cuvilliez, Panien, Paul Petit, Happ, E. Oscar, Sueur, Vaillant, Riez, Afchain, Lollivier, Thierry, Crochon, Pajot et Fliniaux. Ces victimes ont quitté Cambrai à 3 heures et demie, ont dû arriver à Valenciennes vers 8 heures, pour partir immédiatement pour la Prusse et être internées à Holzminden avec les autres otages arrivant de toutes les régions envahies. Elles devaient prendre de la nourriture pour trois jours, elles avaient droit à 25 kilogrammes de bagages, en plus des colis à la main. Des wagons de deuxième classe étaient mis à leur disposition et il était promis de les traiter avec beaucoup d'égards, au régime des officiers prisonniers. — L'émotion de toute la population est indescriptible et se continue par les visites aux cimetières. Un bruit de canon plus intense que jamais crée une atmosphère épouvantable. Que de tristesses !

Cet après-midi, le défilé des chariots arrivant chargés d'émigrés et dirigés vers la caserne de cavalerie était des plus impressionnant. Ces malheureux avaient été répartis, depuis plusieurs mois, dans les villages voisins. On les ramène ici en vue du départ d'un train d'émigrés pour la France. Ces malheureux sont tellement entraînés à la souffrance, qu'ils semblent ne plus sentir ces cruelles épreuves ; sous la pluie, ils étaient calmes et ne cherchaient pas à s'en préserver, c'était écœurant.

Une autre contrariété grave nous avait peiné hier ; un ordre est arrivé de Valenciennes du Comité américain de diminuer encore la qualité du pain. Dorénavant, il devra être composé de 50 pour 100 de farine de blé à 85 d'extraction, 45 pour 100 de farine de seigle au même taux d'extraction et 5 pour 100 de farine de maïs. L'instruction est tellement catégorique, qu'il faut s'y conformer sans même demander d'explications qui ne pourraient pas vraisemblablement nous être données en passant par le canal des Allemands, alors que nous n'avons pas d'autre moyen de communiquer avec le district.

Ils se font un malin plaisir, et nous sentons que c'est la vérité, quand ils nous disent que notre situation ne fera qu'empirer.

6 novembre 1916. — Les visites aux cimetières ont été des plus pénibles.

A celui de Saint-Sépulcre, où se font les inhumations des soldats dans des fosses insuffisamment profondes, une odeur cadavérique était très prononcée.

Leurs camions automobiles, pour transport de troupes, fonctionnent sans discontinuer avec une très grande activité. La désorganisation est partout ailleurs. Le grand état-major, logé dans les maisons comme la mienne, a dû mettre sur nos portes des affiches interdisant aux troupes de chercher à entrer chez nous. Les cafés et cabarets ont été affectés aux logements des soldats, qui y sont empilés.

La Commandanture a chassé la municipalité du rez-de-chaussée de l'hôtel de ville pour la faire se réfugier dans les appartements du tribunal civil. Ils ont continué à chasser de leurs locaux les pensionnats. Un officier nous a amené à la Chambre de Commerce six journalistes neutres pour leur faire constater que nous ne manquions de rien ; ils semblaient très complices de vouloir être témoins de la générosité allemande vis-à-vis de nous.

La vie s'aggrave en ville, mais c'est infiniment pire dans nos campagnes et surtout dans les villages, qui, séparés de la Commandanture de Cambrai, sont livrés au despotisme cruel d'officiers qui changent continuellement ; c'est alors le pillage complet et la privation absolue de tout, même du charbon.

Leur personnel se dégoûte de plus en plus de ses fonctions et fait tout avec paresse, sans soin, mais toujours contre nous. Il n'y a aucune réclamation possible. Malheureusement, il faut perdre l'espoir de la délivrance, pour maintenir et envisager l'idée de passer encore ainsi l'hiver. Chaque jour, cependant, il nous vient l'écho continu de petits succès des nôtres, mais il faut croire que nous ne sommes pas encore prêts pour le grand coup.

Je ne puis plus, depuis huit jours, obtenir l'autorisation d'aller à Noyelles, je les harcèle ici et à Valenciennes, cela ne sert à rien. Tantôt, ils disent qu'il faut que la sucrerie se mette en marche, d'autres fois, ils prétendent s'en charger. Il n'y a toujours pas actuellement, à la 1^{re} armée, quelqu'un chargé de ce service comme l'était le capitaine Herbert de la VI^e armée.

Un décret très inquiétant a paru dans la *Gazette des Ardennes* ; il dit qu'ils se réservent de nommer des séquestres pour les biens particuliers comme pour les usines. Ils prétendent que notre région n'a plus aucun lien avec la France, que nous sommes pays allemands et citoyens allemands. Jusqu'où vont-ils appliquer cette théorie ?

Rarement, nous avons eu dans ce pays, à cette époque de l'année, un temps aussi affreux, il n'est pas fait pour remonter le moral. Un nombre toujours de plus en plus grand de nos concitoyens est appelé à travailler sur leurs chantiers.

IX

LA FABRICATION DU SUCRE (1916-1917).

13 novembre 1916. — Une recrudescence de perquisition s'exerce dans mon entourage, on cherche des papiers, les personnes sont fouillées, des recherches sont faites dans les caves, ces faits sont, d'après les gendarmes, provoqués par des dénonciations. Jusqu'à présent, aucun résultat n'a été obtenu.

Nos maisons pourront-elles jamais être plus envahies? Et seront-ils plus chez eux, sans égard et considération pour nous? C'est horrible, cette torture est d'autant plus atroce que nous assistons à la destruction de notre mobilier.

Aujourd'hui la Commandanture exige que chacun remette l'inventaire de tout son mobilier, linge, etc... pour pouvoir y puiser plus facilement. Les magasins, transformés en casernes, doivent, après le départ des troupes, être nettoyés à fond pour que le soldat nouveau venu trouve tout en parfait état, le chauffage, l'éclairage ne doivent rien laisser à désirer.

Les derniers ordres portent sur l'appel mettant à la disposition de l'ennemi les jeunes gens nés en 1897 et 1898. Tous les œufs sont confisqués. L'arrêt de toute circulation est absolu. L'obligation de charrier toutes les betteraves aux sucreries est ordonnée alors que nos chevaux ont tous été enlevés. Viennent s'ajouter à tout cela une multitude d'ordres donnés dans chaque commune par des chefs insaisissables et non contrôlés. C'est ainsi qu'après avoir pris même sans nécessité les écoles pour loger les troupes, les salles de mairie viennent de nous être enlevées comme les magasins réservés aux denrées américaines. Rien ne les arrête pour faire sortir les habitants de leur lit, aucune pitié pour les vieillards.

Me voici acculé aux obstacles de la mise en marche de la sucrerie. Il faut les considérer comme d'autant plus insurmontables que les ordres ne peuvent plus venir d'une Commandanture régulière à juridiction étendue. Seul le commandant local ordonne ou permet, le chef d'armée a droit sur lui, mais ce chef occasionnel, de passage, trouve toujours moyen de lui glisser dans les doigts lorsqu'il ne veut pas exécuter des instructions. C'est ainsi que les chevaux ont été enlevés, c'est encore ainsi qu'il est impossible d'avoir le droit de sortir les betteraves de certaines communes, mais c'est ce qui fait que j'en reçois de partout même du front, soit par chemin

de fer, soit par leurs convois ; généralement ces betteraves font de 45 à 68 pour 100 de tare de terre. Celles qui sont reçues dans les ports du canal sont impossibles à mettre en bateau. Toutes les péniches sont confisquées et eux seuls en disposent aux conditions qui leur conviennent. C'est ainsi que, ayant demandé six bateaux à leur administration du canal, la *Zivilwawalking* a dû en écrire à Valenciennes d'où l'inspection s'adressera à Lille pour que la direction des canaux renvoie des instructions à Cambrai. Si alors les betteraves ne sont pas gelées ou pourries et qu'on veuille bien permettre aux bateaux de naviguer elles arriveront peut-être à la sucrerie. Ici tous les officiers mêlés à ces sortes d'affaires sont révoltés mais ne peuvent absolument rien et n'oseraient pas prendre une responsabilité.

Pour les ouvriers des villages voisins qui doivent venir participer à la fabrication voici plus d'un mois que j'ai remis leur liste sans arriver à obtenir des laissez-passer qui, accordés d'abord par Valenciennes, doivent être délivrés par le commandant de place de chaque village si cela convient à son secrétaire sous-officier ! Après un mois de réception, j'ai 2 900 000 kilogrammes reçus dont un tiers éparpillé le long du canal. Ajoutons à ces difficultés les dangers inhérents à une usine mal entretenue depuis deux ans, sans personnel spécial, et enfin les craintes de bombardements par des avions malgré la précaution prise de boucher tous les jours par lesquels la clarté de lumières peut faire apercevoir l'usine en marche ! Pour compliquer encore un peu davantage, en dehors du sous-officier fabricant de dentelles qui est chargé de surveiller nos agissements, il m'a été envoyé un capitaine, fabricant de sucre en Silésie, qui est chargé de la fabrication. Ce bon embusqué, qui m'est arrivé dimanche, doit faire connaître son utilité pour eux, d'où des prétentions de toutes espèces. De plus il ne sait pas un mot de français. Malgré tout, je suis décidé à faire les efforts indispensables pour travailler les betteraves qui pourront m'être amenées. J'arriverais ainsi à occuper beaucoup d'ouvriers et à empêcher pour les cultivateurs la perte de cette récolte. Je crois que je vais aboutir avec eux à une convention qui me permettrait de donner 30 francs par 1 000 kilogrammes aux cultivateurs ; mais les conditions sont d'autant plus difficiles à établir que personne n'ose prendre la responsabilité, et qu'étant bien accessoire par rapport aux choses de la guerre, la question est toujours arrêtée en route, à Cambrai quand ce n'est pas à Valenciennes ou Charleville. Cette préoccupation est très grave.

15 novembre 1916. — Sous prétexte de connaître les betteraves qui pouvaient me venir des villages vers le front, j'ai décidé le capitaine Wagner à me conduire les visiter. Nouveau venu dans la région et ne connaissant pas encore d'officier pour le renseigner

sur la situation militaire de ces communes, il a entrepris cette tournée qu'il n'oserait plus faire après avoir vu ce qu'il m'a fait connaître. Ce voyage a été extrêmement intéressant pour moi, il m'a fait voir ce qu'étaient les villages du front mis en état de défense.

J'ai passé ainsi une vraie inspection des préparatifs exécutés dans le bois d'Havrincourt sur trois faces différentes. Les casemates, tranchées et haies en fils de fer barbelés sont multiples et seront difficiles à franchir. Sur deux côtés les canons avec leurs accessoires sont en place. Tous les chemins qui approchent de ce bois sont complètement détruits par l'intensité de la circulation. Il en est de même autour et dans les villages d'Havrincourt, Hermies, Bertincourt, Ruyaulcourt et Metz-en-Couture, qui tous sont défendus par des obstacles très difficiles à franchir et à détruire. Le canal du Nord (en construction) constitue un point stratégique dont la défense est très étudiée. Les troupes sont, dans cette contrée comme sur les champs de bataille, très agglomérées. Les civils ne comptent plus lorsqu'ils n'ont pas été complètement évacués. Actuellement le chef-lieu de canton Bertincourt est un des objectifs anglais, il n'y a plus d'habitants, chaque jour il est bombardé, toutes les maisons sont déjà atteintes, et l'aspect en est sinistre, la toiture de l'église est béante, l'hôtel de ville, les écoles, etc., sont touchés, la râperie n'a plus rien de sa cheminée, des pans de mur et des toitures sont à terre. Nous sommes arrivés à la fin du bombardement journalier, nous avons vu tomber un cheval d'un attelage. A Ruyaulcourt, sauf destruction par bombardement, l'aspect est le même. A Metz en-Couture, il y a encore quelques habitants. De ces deux derniers villages, les convois allemands ont la prétention d'amener à la sucrerie de Noyelles des betteraves, qu'ils font arracher c'est certainement pour ne pas laisser inoccupées des troupes de réserve et les distraire de la bataille si proche d'elles. Evidemment, ils ne font à peu près rien, mais le prétexte a son utilité. Les soldats isolés ou les petits groupes qui reviennent à travers champ du front ont un aspect très triste et misérable, ils se traînent péniblement. Les ballons captifs d'observation sont à quelques cents mètres de là. Il est stupéfiant qu'ils m'aient laissé voir tout cela. Mon capitaine allait dans chaque commune s'informer, près du commandeur, de ce qu'il comptait envoyer de betteraves, mais j'avais défense absolue de causer avec qui que ce soit. Des lazarets sont installés dans les églises (sauf Bertincourt). A la droite de la porte d'entrée se trouve une grande tente qui sert de dépôt alors qu'à gauche une maison de bois bien conditionnée sert de salle d'opération. Je me faisais une idée très incomplète de ce qui différenciait notre situation de celle de ceux qui sont proches de la bataille et je m'expliquais mal la mentalité des hommes qui revenant du

front nous traitent comme des barbares alors qu'ils ne font que continuer la lutte des tranchées ; c'est le détraquement cérébral inévitable. Il paraît que la désorganisation que nous constatons chez eux en toute circonstance s'étend à tout ; hier un officier me disait qu'ayant appris que son beau-frère avait été tué il était allé pour le rechercher ; avec beaucoup de peine il avait fini par le retrouver tout nu, n'ayant d'autre marque distinctive que son nom écrit sur sa cuisse, il ajoutait que leurs blessés ne pouvaient plus être soignés et mouraient d'abandon, il était terrifié du nombre de leurs morts. En même temps le délégué américain me répétait la sécurité complète que lui laissaient les nouvelles directes qu'il avait de Londres sur nos affaires, il ajoutait que si les opérations n'allaient pas vite, c'était uniquement parce que la volonté dominante était de ménager la vie de nos soldats.

19 novembre 1916. — Décidément il faut livrer de suite aux Allemands un inventaire détaillé de tout ce qui existe dans nos maisons. La ville a fait dresser à cet effet un tableau dont les colonnes sont à remplir par des chiffres. Le but est évidemment de savoir sans se déranger où prendre ce dont ils auront envie ; mais n'y a-t-il pas derrière la tête une autre idée ? Que conseiller aux personnes qui demandent avis ? Quel est le plus grand danger de le faire succinct ou complet ? Leurs inquisitions sont si complètes qu'il faut craindre les punitions à la suite d'une vérification. Suivant la promesse qui m'avait été faite par le juge Baldeuf, Mlle L'Hôtelier, Mme Verin, M. et Mme Farez et vingt autres enfermés en prévention ont passé sans plus de retard hier devant le conseil de guerre, les uns, soldats, pour s'être soustraits à la reddition aux Allemands, les autres pour les y avoir aidés. J'avais la veille obtenu l'autorisation d'assister à l'audience et même d'y prendre la parole, mais à la dernière minute, sous prétexte que c'était une affaire d'espionnage, j'ai été évincé par un huis-clos. L'audience, qui a duré toute la journée, s'est comme habituellement passée avec l'apparence de la plus parfaite correction et presque avec la bienveillance des juges. Ce qui n'empêche que la sentence, qui n'a pas été communiquée aux accusés, reste suspendue jusqu'à confirmation par le commandeur qui peut toujours la modifier en plus comme en moins. J'ai pu savoir que pour cinq accusés, dont la famille Farez, l'accusation avait été transformée en simple imprudence, que les trois mois de prévention seraient décomptés et que, en réalité, le jugement permettait leur mise en liberté presque immédiatement. Mlle L'Hôtelier aura cinq ans de prison, des circonstances très atténuantes lui sont accordées. Quant aux soldats, des centaines d'années de travaux forcés pleuvent sur eux. Provisoirement, j'ai obtenu de faire passer à manger dans la prison aux condamnés. Les Alle-

mands ont admis que si les accusés ont été coupables d'actes délictueux vis-à-vis de leur armée, ils eussent été bien plus coupables, vis-à-vis de notre patrie, de faire autrement que ce qu'ils ont fait.

Je suis de plus en plus préoccupé de la nécessité d'obtempérer à l'ordre de mettre la sucrerie en marche. Le fait d'être dans la zone des armées rend les difficultés insurmontables, il faut procéder par expédients qui n'écartent aucun danger et qui n'assurent en rien le lendemain. Si la chose se réalise ce sera un tour de force inouï et d'une audace par trop téméraire. Chacun a la prétention de se mêler de l'affaire pour me faire obéir à l'ordre de faire du sucre, mais surtout pour sauvegarder les intérêts et besoins des troupes. Après avoir dit que l'établissement serait libéré de troupes d'occupation pendant la durée de la fabrication, l'état-major de la 1^{re} armée venu ce matin a trouvé que rien ne gênait le travail et que je devais m'accommoder de cet envahissement. Ma seule ressource est de chercher à réduire le plus possible la fabrication, que je vais commencer dans deux jours.

21 novembre 1916. — Nous commençons la fabrication et la mise en marche se fait convenablement malgré un matériel insuffisamment réparé et un personnel ouvrier quelconque, car les commandeurs de chaque village mettent de la mauvaise volonté à donner des laissez-passer.

24 novembre 1916. — J'ai enfin obtenu la permission d'aller à Valenciennes mercredi, il y avait sept mois que je la sollicitais. Parti à 3 heures du matin, le voyage a été très pénible. Non seulement ils n'ont presque plus de trains, mais dans la plus complète obscurité, la plus grande prudence fait marcher très lentement, avec arrêts continuels; nous sommes arrivés à Valenciennes à 7 heures et demie. J'étais accompagné par un soldat, employé de confiance au bureau des passeports. Il avait ordre non seulement de ne pas me quitter un instant mais de ne pas perdre un mot de mes conversations, dont il devait rendre compte.

Cette région, un peu plus éloignée du front, est traitée comme nous l'étions il y a six mois, les troupes viennent s'y reconstituer. Les exigences ressemblent beaucoup aux nôtres. L'alimentation est presque aussi difficile que chez nous. Les nouvelles de France manquent totalement. Un prisonnier civil rentré hier du camp de Holzminden avait passé quatre jours avec les deux cents otages. Leur régime est dur, leur argent a été saisi, il leur est donné chaque jour la petite somme qu'ils demandent pour améliorer l'ordinaire, ils peuvent avoir une « ordonnance », mais ils couchent par dortoir dans des lits, superposés les uns aux autres, sans draps. Les ménages peuvent passer ensemble deux heures par jour.

L'administration de l'Inspection de la I^{re} armée est infiniment rudimentaire relativement à ce qu'elle était dans la VI^e armée. Je n'ai pu arriver à voir qui que ce soit des administrations civiles.

Mes conversations avec la municipalité et notre président du district ont été très entravées, cependant j'ai pu causer librement avec ce dernier et quelques amis pendant une demi-heure.

Nos affaires de ravitaillement américain donnent décidément lieu à des abus favorables aux Allemands ; c'est très difficile à réprimer, on en est justement mécontent en France.

24 novembre 1916. — Par ordre émanant de je ne sais quelle haute administration, je n'ai pu découvrir pour quelle cause je dois, dès aujourd'hui, aller m'installer à Noyelles et ne plus revenir à Cambrai. Mes protestations ont ému les officiers de la Commandanture de Cambrai, qui tous ont fait des démarches téléphoniques pour dire que ma présence ici était indispensable, que ce serait mettre le désarroi dans les services de la Chambre de Commerce, que le Comité d'alimentation américaine en souffrirait, alors que la banque d'émission du syndicat des communes ne pourrait probablement plus fonctionner. Je leur avais dit que, tenant à ce qu'ils ne puissent pas prétendre que j'avais abandonné volontairement ces fonctions, ils seraient forcés d'employer la violence pour m'y contraindre. Bref, le soir à 7 heures un sursis était accordé, mais les gendarmes avaient été commandés, et un ordre écrit avait dû m'être remis pour arrêter les gendarmes dans l'exécution de leurs instructions. C'était accessoire dans l'affaire, mais si j'avais dû m'installer à Noyelles, il m'était absolument impossible d'y trouver un gîte pour coucher ou manger. Cette idée aussi baroque que méchante était née dans un cerveau d'administration supérieure, qui sans s'informer des conséquences avait ordonné l'exécution. Il a été très difficile de le faire rapporter même provisoirement.

26 novembre 1916. — La grossièreté de ces gens augmente chaque jour et est sans limite, pour exemple entre cent mille : un major de la garde est logé avec trois de ses officiers et leurs ordonnances chez M. Lestoille ; cette nuit, ils sont venus secouer les portes des chambres à coucher de toute la famille pour trouver celles de leurs soldats ; le matin, ils ont averti qu'ils voulaient se distraire par une grande fête et ont annoncé qu'ils auraient un grand diner, que la table et le service devaient être installés dans une chambre au premier étage, qu'il faudrait y monter un piano ; sur la réponse que le piano ne pourrait pas être monté, ils sont allés se plaindre à la Commandanture qui a envoyé le sous-officier des logements faire des recherches avec son arrogance coléreuse, il a maltraité les dames, les a forcées à ouvrir leur chambre alors

qu'elles s'habillaient, les a injuriées, et finalement a annoncé qu'il allait réquisitionner les meubles sans bons. L'intervention du maître de maison n'a rien changé, il a été traité de la même façon. Comme il leur avait été dit, les ordonnances n'ont pas pu passer le piano par l'escalier. Dans les villages, avec la plus grande brutalité, les évacuations des habitants se multiplient sans raisons apparentes. Des communes peu éloignées du front sont parfois laissées, alors que des groupes proches de Cambrai sont frappés. Les familles sont divisées. Une jeune fille de dix-huit ans sera laissée seule ou avec son père alors que sa mère sera enlevée avec ses autres enfants.

Les équipes formées avec le reste des habitants sont envoyées travailler à proximité du front ; c'est ainsi que, il y a quatre jours, un civil de Saudemont a été tué à Sapigny par une bombe. Des personnes qui n'ont jamais travaillé de leurs mains doivent décharger, comme à Saint-Léger, des wagons de poutrelles en fer. Partout il en est ainsi. A Mœuvres, plusieurs milliers de Belges, Russes et ouvriers de Denain ou ailleurs, font leurs travaux de défense. Actuellement ces équipes construisent plusieurs chemins de fer.

Aujourd'hui, sur *ordre*, à Cambrai on devait, avec menaces de punitions graves, ornementer les tombes. C'est ainsi qu'ils savent rendre pénibles les choses que l'on ferait si volontiers. L'exaspération de chacun de nous devient très dangereuse. Ces cruautés détraquent les nerfs et nous n'avons plus la puissance de nous contenir.

Nous n'avons plus aucune nouvelle véridique du front. Il faut cependant reconnaître que si peu que ce soit nos troupes avancent ; ainsi lorsque je suis allé à Bertincourt l'artillerie anglaise n'arrosait pas au delà d'un kilomètre de Bertincourt, aujourd'hui la gare d'Hermies est bombardée.

Par une affiche nous sommes informés, encore une fois et dans le style menaçant coutumier, qu'avant le 25, les vins et boissons doivent être déclarés. Une autre ordonne d'échanger avant fin décembre les bons Deichmann, pour lesquels il a été tant essayé dans la 11^e armée de nous les imposer. Le contrôle des banques exige que les communes lui déclarent les titres qu'elles peuvent avoir en propriété ou en dépôt. Une autre instruction de cette même administration informe de la limitation de l'argent à emporter par chaque personne ayant demandé à être émigrée en France. Des peines sévères seront infligées à ceux qui n'iront pas informer la Commandanture immédiatement du départ des troupes logées chez elles. Enfin il est rappelé que les débits autorisés ne doivent débiter que de la bière et du vin allemand.

Il nous est défendu de semer des blés, du reste la semence a été prise, et nous n'avons plus d'équipages pour préparer les terres.

Dans les régions du front sur le plateau de Bapaume, Arras, les habitants prétendent que les Allemands ont empoisonné les puits, ou qu'ils les ont minés pour les faire sauter et les rendre inutilisables à leur départ. L'insubordination s'établit dans leurs troupes, on oppose une résistance tacite, mais tenace. Ainsi un ordre d'évacuer une maison immédiatement, ordre répété multiples fois par le capitaine, a été exécuté dix-huit jours plus tard. Un ordre du même genre pour enlever des chevaux n'a pas été exécuté.

Les brutalités, injustices, méchancetés de toutes sortes à notre égard irritent parfois les soldats et sous-officiers des bureaux qui se promettent la révolte au retour en Allemagne et ne se gênent pas dès maintenant pour blâmer les chefs, certains officiers manifestent leurs horreurs pour les procédés employés. Mais, en attendant, nous subissons toutes les violences. Malheureusement, ils arrivent à lasser notre personnel de toute résistance et nous avons beaucoup de peine à faire noter leurs vols, car il n'est plus question de nous donner des bons. Leur besoin de nous chasser de partout est tel qu'à peine sommes-nous installés dans un nouveau logement ils viennent nous le prendre. C'est ainsi qu'à Valenciennes, après avoir pris le grand séminaire de Saint-Saulve ils ont chassé les élèves d'une installation nouvelle, il est probable qu'ils vont reprendre la troisième réinstallation. Deux fois ils ont pris les lits et les meubles des Petites Sœurs des Pauvres de Valenciennes. Il y a quatre semaines Mgr Cholet leur a envoyé une longue protestation contre leurs vexations et leurs méchancetés. Cette note est très remarquable, très audacieuse, fort digne, n'ayant rien à reprendre dans les termes, elle laisse peser sur eux toute l'infamie, toutes les hontes de leurs actes, la fermeté en est parfaite.

Par extraordinaire et pour la première fois, ils en ont accusé réception poliment.

Le commandeur s'est présenté chez moi aujourd'hui avec le capitaine sucrier. Un peu gênés de ce qu'ils venaient faire, voulant être aimables ils me dirent tout d'abord qu'ils venaient m'arrêter parce que je n'avais pas voulu aller m'installer à Noyelles. Sur ma réponse que je n'en croyais rien, sachant que pour ces sortes de besognes ils avaient des gendarmes, ils me dirent qu'ils voulaient voir mes collections, et en courant, comme quelqu'un indigne d'apprécier de belles choses, ils ont visité mes appartements.

Je reste inquiet de l'intérêt que la Commandanture porte à mon mobilier.

Actuellement les officiers du grand état-major qui logent chez moi, ou qui mangent au Casino installé ici, sont assez tranquilles et presque convenables.

9 novembre 1916. — Comme j'avais raison d'appréhender la

fabrication de sucre qu'ils me forçaient d'entreprendre. Par leur immixtion partout, leur intrusion dans des choses qu'ils croient connaître par suite de la fatuité qui leur fait croire que, Allemands, ils savent tout beaucoup mieux que nous, ils gênent la marche de tous les services et rendent absolument insurmontables des difficultés qui par elles-mêmes sont extrêmement difficiles à vaincre. Leur rage de faire peser le joug de leurs ordres fait que malgré la plus grande patience on ne peut réussir à éviter des discussions. Dimanche j'ai mené le capitaine Wagner à Noyelles. Ses sous-officiers lui ont dit que la veille je m'étais opposé à des ordres qu'ils avaient donnés à mon personnel. Ce qui m'a amené à déclarer avec fermeté que la fabrication se faisait pour mon compte : ayant à en payer tous les frais, j'entendais être seul à commander, que c'était du reste l'unique façon de pouvoir atteindre le but avec des moyens insuffisants, et que cela avait été entendu ainsi, lorsqu'il avait été décidé que je tenterais de vaincre les obstacles. Sur l'observation du caporal me demandant ce que, alors, il avait à faire chez moi, je lui ai répondu qu'il n'avait qu'à surveiller qu'il n'y ait pas de fuite du sucre consigné, et sur le ton plaisant j'ajoutais qu'il devait s'assurer que des avions français ne viennent pas enlever du sucre. Cette basse crapule, qui ne sait que très imparfaitement le français, a traduit ma réflexion au capitaine comme si j'avais dit que lui capitaine était « avion », ce qui signifie pour eux être « fou ou saoul ». De cela est venue une colère froide. Ce goujat d'une susceptibilité orgueilleuse s'est empressé en rentrant de déposer, en parfait cafard, un rapport contre moi pour prouver que je l'avais injurié. Dans un milieu de pareils tortionnaires, l'occasion de me frapper leur a paru très bonne. J'ai tout d'abord reçu une note disant que mon cheval, ma voiture et mon cocher devaient, tout en restant chez moi, être à la disposition *exclusive* du capitaine, que je n'avais le droit de m'en servir qu'avec son autorisation. Immédiatement je lui ai fait dire que j'avais absolument besoin d'aller à Noyelles, il a répondu qu'il avait besoin de la voiture, et un instant après il partait seul pour Noyelles, d'où ma résolution de ne plus rien lui demander. Mais c'est loin d'être tout ; par quatre heures d'interrogation, le juge d'instruction établissait ma culpabilité pour injures. Comme il n'eût pas été possible qu'une collectivité d'hommes puisse confirmer pareille accusation, j'ai comparu hier soir devant le colonel commandeur qui, avec une majesté de goujat, m'a dit toutes les ignominies imaginables, me défendant de répondre un mot, et m'ordonnant d'écouter sa sentence. Pour ma deuxième condamnation pour injures à un officier allemand, il me condamnait à soixante-quinze jours de prison ; me laissait encore la faculté de racheter ma prison par 1 000 marks d'amende, m'avertissant toutefois qu'à la première occasion il

m'enverrait directement en Allemagne. Je lui ai dit que rien ne pourrait m'empêcher de protester contre l'iniquité de sa condamnation et que s'il n'y avait pas d'autres intérêts en jeu que le mien je demanderais à être immédiatement envoyé en Allemagne, où il ne serait pas possible de me traiter plus mal qu'il le faisait.

En sortant de là, très calme, j'ai voulu voir l'adjudant pour lui parler de différentes choses telles que le besoin de pouvoir envoyer des colis pour l'alimentation des otages enlevés à Holzminden, il a affecté de ne pas vouloir me recevoir, m'a ordonné de lui écrire et sortant de son bureau ne m'a même pas salué. Pendant ce temps d'autres officiers, l'un de Fourmies, l'autre de Douai, m'attendaient pour chercher à m'imposer des contraintes au sujet de notre syndicat des communes.

1^{er} décembre 1916. — J'ai la rage dans le cœur, la haine dans l'âme et Dieu sait cependant si je me suis longtemps défendu de ces sentiments. Ils ne cessent de nous juguler et mes multiples fonctions me mettent plus souvent que d'autres sur leur chemin.

Avec son air de sainte-nitouche, cette méchante bête de capitaine Wagner n'est pas encore suffisamment satisfait du résultat de son ignoble plainte. Il va à Noyelles dans ma voiture, et me nargue de m'y voir arriver à pied ou en voiture de louage. Aujourd'hui, mon cocher est allé et revenu sans personne dans la voiture et je n'ai pas été autorisé à y monter. Il se promène partout sans utilité, n'étant ni lui ni ses acolytes à même de faire quelque chose d'utile. Il ne voit même pas les difficultés supplémentaires qu'il m'impose, en me forçant d'emmagasiner tous les sucres et toutes les pulpes, en ne me fournissant pas de sacs? Heureusement que nous sommes déjà à moitié de la fabrication. Après avoir déchargé les wagons ou voitures de betteraves, il nous faut les reprendre une à une pour enlever les pailles de bois et autres matières étrangères qui empêcheraient le fonctionnement des caniveaux. Très impure, la betterave est difficile à travailler; l'évaporation surtout est lente et le rendement en sucre très inférieur. Les sous-officiers sont installés dans mon bureau, couchent et mangent dans celui du personnel. On ne peut détourner un kilogramme de sucre.

Les maires se plaignent que je suis trop longtemps sans les réunir, pour les remonter et les renseigner sur ce qu'il faut faire à l'occasion des évacués et des exigences de toutes espèces.

Hier, ils ont ramené une centaine d'ouvriers civils qui s'étaient échappés de Treseault où ils les forçaient de travailler à leurs préparatifs de défenses. Les malheureux n'avaient ni couvertures, ni provisions; encadrés de uhlans la lance au poing, ils chantaient *la Marseillaise!* C'était terriblement émotionnant.

Après avoir installé pour leurs officiers un café très confortable,

ils imposent à un orchestre, composé de nos concitoyens, l'humiliation de leur faire de la musique.

Nos otages, au camp de Holzminden, ont faim ; les Boches m'ont autorisé à leur adresser un colis de 5 kilogrammes, mais eux qui se procurent en fraude des produits américains pour envoyer à leur famille, refusent que nous expédiions aux nôtres des provisions de cette origine. Est-ce que ce régime va durer ?

Combien de temps y résisterons-nous ?

Nous ne voyons plus poindre d'action militaire importante. Il semble que les armées prennent leurs quartiers d'hiver. Et dire qu'il y en a encore de plus malheureux que nous ! ce n'est pas peu dire ! J'ai, de temps en temps, par des prisonniers, des nouvelles très vagues de ma famille, c'est beaucoup, car elles me disent que tous les miens vont bien.

6 décembre 1916. — Lorsque le capitaine Wagner s'est fait conduire samedi à la gare, il partait pour tout à fait ; en sournois qu'il était, il n'a rien dit. Bon voyage à ce tortionnaire. Je me souviendrai de lui. Il est remplacé par le lieutenant en premier Rabethge, qui parle français. Il a de la déférence pour moi, ne parle pas de me prendre ma voiture dont je me suis ressaisi sans rien demander à personne. Deux fois, nous nous sommes rencontrés à la sucrerie, il ne paraît pas vouloir s'occuper de ce qui ne le regarde pas, mais chercher à vaincre les difficultés concernant les livraisons des pulpes et de sucre que nous allons expédier par chemin de fer. Si besoin en est, il fera donner les permis nécessaires. La deuxième semaine de fabrication a été meilleure. Je crains qu'il me fasse venir des betteraves en plus grande quantité que ce que je pensais. Il nous en arrive de tout le front. Un ouvrier de l'équipe de Rumilly qu'ils emploient au chargement des betteraves à Velu, Morehies et Fremincourt a écrit un mot qu'il a mis dans une bouteille trouvée au déchargement d'un camion. Il dit qu'à Fremincourt principalement, ils prennent les betteraves sous le bombardement et il ajoute que fort heureusement la grande humidité rend les obus moins terribles.

Le capitaine chargé de la culture qui nous fait envoyer des betteraves de partout est venu à Noyelles, il a la prétention de nous faire envoyer 3 000 hectolitres de masse cuite provenant de la fabrication d'Havrincourt 1914-1915. Ces gens ne doutent de rien, comment veulent-ils que nous puissions turbiner ces produits ? Les manutentions ne seront pas possibles, on ne pourra pas les réchauffer ! Leur façon de faire des équipes d'ouvriers très nombreuses, payées très cher par les communes ou la ville, ne faisant pas à dix le travail d'un seul, a pour résultat que les ouvriers, recevant d'autre part des secours nombreux et souvent exagérés, ne veulent plus travailler. Je viens d'avoir beaucoup de peine à

faire charger des bateaux de betteraves. Ils ont la prétention que tout passe par leurs mains ; le régime de la batellerie, soumis à leur mauvais vouloir, est insensé : en dehors du fret et de la traction hors de prix, nous n'avons que deux jours pour le chargement et autant pour le déchargement, les cinq premiers jours de planche sont à 30 francs de surestaries, les cinq suivants à 40 francs et ceux d'après à 50 francs.

On multiplie de plus en plus le réseau électrique ; non seulement de multiples lignes longent les chemins, mais il y en a des grandes quantités à travers champs.

Ils ont ramassé tout le vin qui restait, même celui des prêtres pour les messes, on leur en donnera chaque mois strictement l'indispensable ? Une affiche interdit aux civils l'emploi de la viande dans l'alimentation ; ils annoncent d'autre part que le régime dur va seulement commencer.

Les nouvelles qui nous viennent de nos otages disent qu'ils ont faim, ils sont très rigoureux pour empêcher de leur envoyer plus d'un colis, par mois, de 5 kilogrammes. Ce matin, ils ont eu la prétention de forcer la municipalité et les curés à faire sonner les cloches en l'honneur de la prise par eux de Bucarest. En face du refus d'obtempérer à cet ordre, ils ont fait sonner par des prisonniers anglais. Quelle mentalité de barbares ! Ils ont toujours quantité de blessés et les inhumations journalières sont de 15 à 20 pour arriver à un total de 1 800.

10 décembre 1916. — De nouveaux ordres sont donnés pour l'entretien des rues et pour l'exécution stricte de l'ordonnance nous supprimant toute consommation de viande. La ville est chargée de faire recommencer les inventaires de nos mobiliers, sur une formule plus complète ; une deuxième est établie pour les magasins de commerçants. Des précisions sont données au sujet des valeurs et sommes à emporter par les émigrants pour la France. Il faut leur confier aveuglément le tout et sans contrôle, ils vont bien certainement s'offrir un pourcentage sur la valeur totale. Ils se préoccupent de ce que nos otages à Holzminden demandent tous des certificats comme quoi ils ont été vaccinés contre le typhus et le choléra, le but est de convaincre de mensonges les uns ou les autres.

Le Comité américain est bien irrégulier dans ses envois, nous avons pénurie de toutes sortes de choses et exagération de certaines autres. Il nous faut lutter contre les reventes qui profitent aux Allemands et nous ne parvenons pas à les empêcher complètement. Le colonel commandeur Gloss a donné une fête à l'hôtel de ville, souper par petites tables avec orchestre civil qui comprenait des petites filles.

15 décembre 1916. — Ces brigands semblent vouloir enrôler

tous les ouvriers, ils ont l'audace de demander au maire de faire prendre des engagements en leur faveur. La nourriture de ces malheureux est insuffisante et trop souvent, au dégoût du travail honteux auquel on les contraint, le danger vient ajouter une infamie de plus. Avec une naïveté complète, officiers et soldats prennent au sérieux leur bluff. Ils comptent sur la paix pour la Noël, croient le président Poincaré assassiné et la révolution à Paris.

Nos mille concitoyens qui doivent prendre le train d'émigrés pour la France sont entrés ce matin en observation. Tous partent avec la recommandation de dire que malgré nos souffrances morales et physiques nous demandons qu'aucun acte de faiblesse ne soit commis, mais que bien au contraire nous comptons que la paix ne sera faite que le jour où nous pourrions leur imposer de dures conditions.

Ces départs sont impressionnants.

Je crains que nous ayons de très graves difficultés au sujet du syndicat des communes. Ils ont la prétention de faire rembourser les bons émis par les communes alors que nos statuts ont voulu que cela ne puisse pas se faire par nos moyens.

Après nous avoir supprimé la viande, leurs dispositions sont prises pour nous empêcher absolument d'avoir du beurre, de la crème, du lait ou des œufs. Il nous faut leur tout donner sous peine de punitions très graves. Ils accordent en principe un demi-litre de lait par jour aux enfants de moins de deux ans et aux vieillards infirmes, mais, en fait, la plupart du temps ce n'est pas possible.

Le commandeur de Noyelles n'est pas trop malveillant, nous y sommes relativement tranquilles.

Mon tyranneau capitaine Wagner est revenu lundi, il a repris son service avec ma voiture ; je ne l'ai pas encore vu, mais ne faisant rien d'utile, il me crée des ennuis et complications.

20 décembre 1916. — Cet état d'esclavage humiliant dans lequel ils nous tiennent est intolérable. Ce peuple, qui n'a qu'une apparence de civilisation appuyée sur la science que, en grands démarqueurs du génie des autres, ils prennent partout, n'est arrivé qu'à perfectionner les brigandages des vulgaires voleurs et assassins de grands chemins.

Ils constituent des barbares plus à redouter que les sauvages. Leur rapacité est sans limite ; lorsqu'ils nous ont tout pris, ils exigent que nous leur donnions encore et toujours ; leur cruauté ne recule devant rien, sans respect pour les femmes et les vieillards, ils n'ont d'égards pour personne ; leurs persécutions sont terribles, sans respect de leurs engagements, ils tyrannisent sans merci, tous sont nés avec l'âme de bourreaux.

Aussitôt revenu, cet ignoble capitaine Wagner s'est employé à organiser à Noyelles des difficultés et des moyens plus blessants les uns que les autres. Un poste, installé d'une façon permanente dans l'usine, monte la garde dans l'atelier des turbines et les magasins, avec ordre de fouiller les suspects. Il fait expédier des régions de Valenciennes, Saint-Quentin, Péronne, Bapaume, etc., des wagons de mortiers dans lesquels il y a jusqu'à 20 pour 100 de betteraves, chargés par des équipes de prisonniers civils, parfois dans la zone bombardée, ils sont impossibles à décharger. Nous en recevons ainsi jusqu'à quarante par jour. Lorsqu'il faut faire arriver ces betteraves aux lavoirs, la difficulté est telle que la fabrication journalière de 360 000 kilogrammes est réduite à 175 000 kilogrammes. Ils n'ont pas les moyens d'enlever les wagons vides ou ceux chargés de sucre et de pulpes, de sorte que les voies sont encombrées, et les manœuvres qu'il faut faire dans l'obscurité sont horriblement longues et compliquées. Nous devons, sur leur dire, travailler seulement les betteraves de notre rayon direct, et nous avons fait les approvisionnements en conséquence pour écraser 5 000 000 de kilogrammes. Aujourd'hui que 8 000 000 sont passés par les lavoirs, ils annoncent qu'ils amèneront des betteraves pour travailler encore un mois. A l'observation que les matières indispensables au travail ne peuvent se trouver, le capitaine répond : « Faites comme vous pourrez, mais surtout travaillez, c'est la guerre, nous ne connaissons que l'obéissance aux ordres. » Je ne sais comment je vais m'en tirer. Avec cela l'usine est inévitablement en mauvais état d'entretien. Je demande, comme convenu, de l'argent à valoir sur le prix du sucre, pour payer les frais de fabrication et les 30 francs qu'ils ont annoncé devoir être donnés par moi aux cultivateurs : ils marchandent pour gagner du temps, ils disent devoir retenir la valeur du transport des betteraves qu'ils nous amènent, et aussi la valeur même des betteraves qu'ils prennent dans les villages, sans nous donner le nom des propriétaires !

21 décembre 1916. — Le Wagner exige qu'un décompte mensuel soit établi pour chaque cultivateur.

Enfin, il m'a retourné aujourd'hui les lettres écrites depuis huit jours, en annonçant qu'il ne voulait que des lettres en allemand. Ces gens si habiles ont amené ce matin un train sur nos voies avec une telle impétuosité qu'ils n'ont pu maîtriser la locomotive, d'où deux wagons complètement détruits dans le tamponnement, et la voie est obstruée pour toute la journée. En dehors des betteraves annoncées hier, ils disent aujourd'hui que 5 000 000 de kilogrammes vont arriver par le canal ! Quand les aurons-nous ? jusqu'à quand travaillerons-nous ? où trouverons-nous les ingrédients indispensables ? Le tarif pour la batellerie est encore une fois

complètement modifié. Il est accordé cinq jours pour décharger les péniches ; par un tarif progressif, chaque jour arrive à 250 francs de surestaries journalières après la dixième journée.

Un officier est venu aujourd'hui faire l'inventaire des cuivres, pour tout prendre aussitôt l'arrêt de la sucrerie.

Hier, nous avons eu réunion des maires à la Commandanture ; un simple soldat présidait et donnait les instructions sur un ton de maître à ses esclaves ; dans l'espèce, il n'avait rien à nous dire, simple satisfaction de marquer son dédain, son mépris pour nous. Les officiers continuent à se défiler des services, et c'est ainsi qu'ils font opérer les sous-officiers ou les soldats, qui ont la même arrogance. Ils persistent dans leur croyance naïve qu'ils vont avoir d'ici quelques jours la paix, parce qu'il a plu à leur kaiser de la demander.

Les magasins petits et grands continuent à être transformés en casernes, il y en a actuellement cent cinquante, alors que les vrais casernements anciens sont à peu près vides. Évidemment, ils agissent ainsi pour diviser les risques de bombardements par les avions. Ces scélérats préparent de grandes fêtes pour la Noël.

Les équipes d'ouvriers pris dans la région ne leur suffisant pas, ils ont, dans le village de Rieux, 1 200 Belges casernés en complet isolement de la population, très mal nourris, comme les Russes ; chaque jour il en tombe d'inanition. Ils travaillent à la construction d'une grande voie de ceinture reliant entre elles toutes les lignes qui aboutissent à Cambrai. La police secrète, avec le concours des traîtres, se développe de plus en plus et amène chaque jour de nouvelles arrestations. Il y a deux jours, M. Jean Cornaille a été incarcéré pour avoir occupé dans son moulin, sous un faux état civil, un Alsacien déserteur de l'armée allemande.

Espérons que plus tard ces dénonciateurs seront, sans formalités judiciaires, égorgés par leurs victimes.

En attendant, tous ici nous nous réjouissons de cette première réponse à la proposition de paix que constituent les succès de Verdun, ces jours derniers ; mais nous voudrions voir les Anglais opérer un peu plus efficacement. Nos voyageurs pour la France doivent être arrivés en Suisse, et bientôt ils pourront narrer notre état d'âme.

25 décembre 1916. — Leur brutalité n'épargne pas les enfants. Chaque jour, des jeunes collégiens sont maltraités, gillés, punis sans raisons.

La duplicité est tellement innée, si invétérée, chez ce peuple, que les gredins se montrent d'une façon éhontée. La fête de Noël en donne un exemple type. Alors qu'ils voudraient faire croire à leur dévotion, ils ne se préoccupent que de l'occasion de faire une orgie.

Leur besoin de gloutonnerie est tel que la tristesse qui les imprègne ne peut pas, pour une fois, les détourner de la débauche à laquelle ils ne semblent prendre aucun plaisir.

Chez moi, ils ont enguirlandé pendant trois jours leur salle à manger, les meubles ont été changés de place pour permettre d'installer un grand arbre de Noël. Un festin colossal a été préparé pour lequel ils ont réclamé de la vaisselle supplémentaire.

Hier soir à 7 heures, avant de se mettre à table, ils ont entonné, avec accompagnement de piano, une sorte de complainte, qu'ils devaient, après le repas, reprendre multiples fois jusqu'à 4 heures du matin. Pendant le dîner, ils s'empiffraient presque en silence, sans aucune gaieté, comme des goinfres, alors que leurs soldats privés du nécessaire se vautreient dans la boue des tranchées. Mais ils avaient cru s'amuser, suivant une tradition barbare qu'ils ne pouvaient sacrifier aux circonstances si terribles. Cette cérémonie si dégoûtante s'est répétée partout où il y avait un officier, par discipline nationale, en vertu d'une hypocrisie naturelle. La fête se continue aujourd'hui.

26 décembre 1916. — Décidément l'officier auquel je demandais ce qu'était un nouveau arrivé, avait raison lorsqu'il répondait : il doit être comme il faut, il parle le français couramment. Hélas ! tous ceux qui parlent le français ne sont pas convenables, mais on peut dire que ceux qui ne le parlent pas n'ont aucune teinte de civilisation. Témoin mon satané capitaine Wagner, qui me torture de plus en plus. A tout ce que je lui demande pour le bien de la sucrerie, il me répond que cela ne me regarde pas. Il a découvert encore 8 à 10 000 000 de kilogrammes de betteraves à nous envoyer, alors que nous arrêtons parce que nous n'en avons plus. Il a empêché les mines d'Aniche et d'Anzin de m'expédier du charbon, pour la deuxième fabrication en perspective ; il voulait me forcer à aller réquisitionner celui que possède la sucrerie d'Escaudœuvres.

Mon exaspération a été telle que je me suis révolté contre l'esclavage qu'il m'imposait.

31 décembre 1916. — On m'annonce maintenant d'Anzin un train de quarante wagons à destination de Noyelles, il doit même être suivi d'un bateau. Ils changent chaque jour d'idée.

La grande canonnade que nous entendions ces jours-ci venait de leurs tirs de Metz-en-Couture, du bois d'Havrincourt. Leurs systèmes de défenses sont maintenant complets jusqu'à Marcoing. Ils font travailler les jeunes gens qu'ils dénomment prisonniers civils. Ces équipes de malheureux sont souvent très exposées ; toujours maltraités, ils nous reviennent parfois moribonds, il y en a même de tués. Ils pratiquent depuis si longtemps ces cruautés inhumaines que nous nous sommes trop accoutumés à la chose et

avons trop cessé des protestations qui, quoique platoniques, sont indispensables. Ils poursuivent par la police secrète le peu de correspondance qui se fait entre parents d'un village à l'autre. La moindre punition est de 250 marks d'amende, mais habituellement il faut faire quinze jours de prison. On ne peut plus obtenir d'adoucir le régime de la prison préventive en portant un peu de nourriture aux prisonniers, et l'ordinaire est un brouet innommable et immangeable. Les ordonnances des officiers que nous logeons ont reçu aujourd'hui un ordre écrit de surveiller et de dénoncer tout emploi fait par nous de vin, d'œufs et de viande. Ces tortures perpétuelles sont d'autant plus angoissantes qu'elles excitent l'irritabilité de chacun à un tel point qu'il est possible de craindre le mouvement d'impatience qui amène des malheurs.

Dans nos campagnes, ils font une expérience de communisme qui, en dehors de ce qu'elle a de terrible, laissera dans la population des germes très redoutables pour l'avenir. Les écoles, qui avaient trouvé à se réorganiser plutôt mal que bien, sont de nouveau consignées. Le collège Fénélon est dans ce cas ; la très remarquable directrice ne se lasse pas et prépare une nouvelle organisation.

A midi, j'ai reçu un mot du capitaine Wagner, me consignant à sa disposition toute l'après-midi. C'est seulement à 4 heures et demie qu'il m'a envoyé l'ordre, par un des sous-officiers, de me rendre chez lui. C'était pour me questionner sur les prévisions que j'escomptais comme résultats de la première partie terminée de la fabrication. A chacune de mes réponses, il disait que ce n'était pas vrai, et je ne pouvais qu'enfoncer un peu plus mes poings dans mes poches. Non, c'est horrible de subir pareille servitude.

1^{er} janvier 1917. — Adieu, terrible année 1916, qui a trompé nos espérances ; que de souffrances morales et même physiques, elle nous a imposées ! A minuit, ces gens qui ne respectent absolument rien, se sont livrés pendant une heure aux plus bruyantes excentricités, cris de toutes sortes dans les rues pour fêter la nouvelle année, coups de fusils, tirs de mitrailleuses, jets de grenades, etc., pendant que les chefs, comme chez moi, chantaient au piano jusqu'à 4 heures du matin leurs si mélancoliques mélodies.

7 janvier 1917. — Le mauvais temps, qui a caractérisé l'année 1916, se continue avec la nouvelle année. Il n'est pas tombé plus d'eau que les autres années, puisque nous n'avons eu que 615 millimètres d'eau pour les douze mois, mais c'est tombé par petites pluies qui ont amené une humidité anormale bien mauvaise pour nos soldats.

On perquisitionne de plus en plus : les paniers sont visités sur les routes, dans les rues, les maisons sont fouillées ; ils ne laissent que deux kilogrammes de sucre et de riz, les œufs et le beurre sont

totalemenl enlevés. Les gens sont tellement effrayés par les menaces des gendarmes, qui souvent prennent tout cela pour l'envoyer en Allemagne, qu'ils n'osent pas se plaindre de ces vols de denrées américaines. Il n'est pas étonnant que dans ces conditions les prix deviennent inabordables, c'est ainsi que le beurre coûte 18 francs le kilogramme et le sucre 8 francs, et il est souvent impossible de s'en procurer à ce prix. Ils enlèvent aussi dans les maisons les ustensiles de cuisine et de ménage en fer émaillé, il n'est même pas donné de bons. A la campagne, c'est encore pire, pour être certain que tout le lait leur sera donné, qu'il ne sera pas possible de leur soustraire du beurre, ils prennent tous les appareils de laiterie. Jusqu'à maintenant, sur le territoire des armées, il a été défendu de semer du blé; depuis deux jours, c'est autorisé, mais la difficulté est de se procurer des semences et de préparer les terres, la bonne saison est passée. Il serait question du départ d'un nouveau train d'émigrés pour la France, j'estime que tous ceux qui ne sont pas attachés ici par un devoir à remplir doivent essayer de partir. Le régime de terreur et de disette devient tel, qu'il faut avoir les plus grandes craintes pour l'avenir. Les petits propriétaires sont aujourd'hui parmi les plus malheureux, nous cherchons à les aider par des prêts, mais souvent ils ne veulent pas avouer leurs misères. Il y a des égoïstes fort peu recommandables, qui ne veulent pas payer leurs loyers alors qu'ils le pourraient. Un nombre important de fonctionnaires qui n'ont eu pour seule préoccupation que de se faire payer leur traitement, qui se sont refusés à tous services publics, sauf, pour quelques-uns, celui de tenir la caisse des bureaux de vente du pain, ne veulent pas payer le loyer de leur maison, il y a là une mentalité bien triste, qui laissera des responsabilités à régler après la guerre.

Je suis allé trouver un capitaine du grand état-major pour savoir s'il ne serait pas possible de faire quelque chose pour nos otages à Holzminden et pour certains prisonniers d'ici. Reçu par un homme très bien élevé, j'ai vite acquis la certitude qu'il n'y avait rien à obtenir d'eux, ou qu'il faudrait se faire solliciteur peu digne, aussi j'ai renoncé à mes demandes.

Notre ravitaillement américain se poursuit, pas très régulièrement, nous recevons beaucoup de choses, mais malgré de gros efforts le plus important nous manque; actuellement, nous sommes inquiets de manquer de blé.

11 janvier 1917. — Des maires sérieux de communes se rapprochant du front nous racontent des choses incroyables, mais qu'ils affirment être authentiques, telles que celles-ci: une équipe de cent à cent cinquante ouvriers d'usines, amenés sur le front, ont refusé de travailler; après les avoir inutilement privés de nourriture, il leur a été mis des menottes en fil de fer, et après chaque

nouvelle sommation de travailler, il était donné avec des tenailles un peu plus de serrage, puis enfin, ils ont compris qu'on se décidait à leur donner la schlague, jusqu'à en tuer un ou deux pour faire exemple. C'est dans ces conditions qu'ils ont cédé. Dans ces équipes, il y a des vieillards et des jeunes gens de quinze à seize ans avec des hommes n'ayant jamais travaillé de leurs mains. Dans ces régions, les Allemands annoncent toujours la nécessité où ils sont d'abandonner les tranchées inhabitables, ils ont dû reculer d'environ 8 kilomètres, et ils disent aussi qu'ils vont prochainement entreprendre une nouvelle action terrible sur Arras. Nous avons posé comme règle que les communes où résident provisoirement les prisonniers ouvriers civils doivent les nourrir avec des rations américaines, car on ne peut leur en envoyer, attendu que c'est pris en route. Malheureusement, on est tellement isolés les uns des autres qu'il est fort difficile d'assurer ce service.

Les Allemands sont d'une méchanceté lâche vis-à-vis de nous, lorsqu'ils nous croient impuissants à nous défendre, mais deviennent d'une platitude sans pareille lorsqu'ils soupçonnent que nous avons trouvé un appui quelconque. C'est ainsi que ma visite au capitaine du Grand Quartier général a produit un effet important, alors qu'il m'avait dit ne pouvoir rien faire. La police secrète est très intriguée de ne pas connaître l'influence qui les a forcés à avoir pour M. Jean Cornaille des complaisances tout d'abord refusées. Hier matin, notre ignoble commandeur, me rencontrant dans la rue, est venu à moi la bouche en cœur pour s'excuser de m'avoir maltraité et condamné à soixante-quinze jours de prison. Il avait suffi que ce capitaine, très puissant près des grands chefs, lui fit connaître que je lui avais raconté les faits. J'ai eu hier en réunion tous nos maires; je crois qu'ils ont encore été plus contents que d'ordinaire de ma conférence. J'ai fortement remonté le moral, et donné explications et conseils sur multitude des difficultés actuelles. Partout, nos ennemis volent à mains armées, ils prennent sans bons, souvent la nuit, pour que nous ne puissions connaître à quelle armée ils appartiennent.

Dans certains villages, ils enlèvent les registres de l'état civil et le cadastre. Les troupes qui reviennent du front sont plus terribles que les autres, et ceux qui changent tous les trois ou quatre jours de bourreaux sont dans une situation effroyable. Il ne suffit plus d'avoir affiché à l'entrée intérieure le dénombrement des habitants de la maison; il faut un deuxième écriteau avec, timbre de la police, scellé sur l'extérieur de la porte.

14 janvier 1917. — Comme je l'avais craint lorsque la commission de meunerie s'est insurgée contre les ordres du District en transgressant les instructions, nous allons payer peut-être avec exagération la trop grande consommation de farine de blé employée

à cette époque au lieu et place de farine de seigle. Nous recevons avis de Valenciennes qu'ayant un stock exagéré de farine allemande par suite d'une consommation insuffisante, alors que nous manquons de farine de blé par suite de trop grande consommation, nous devons manger du pain de seigle pur, jusqu'à ce que l'équilibre soit rétabli. La vérité est que le Comité américain manque de blé et que notre désobéissance prête au prétexte. Sur la dénonciation calomnieuse de l'ancien directeur du moulin, au sujet de l'Alsacien auquel il avait fait faire un faux état civil pour travailler au moulin, M. Jean Cornaille a été condamné par le conseil de guerre à cinq mois de prison. L'injustice est criante, et il faut espérer qu'après la guerre l'individu auteur du prétexte pris par les Allemands sera puni. Le jugement doit être confirmé d'ici quinze jours. En attendant, pour l'avoir traité de chenapan, de crapule, M. Demolon a récolté 200 marks d'amende.

Nous avons repris la fabrication à Noyelles, au commencement de la semaine, après une suspension de travail pendant quinze jours. Il a été reconstitué un stock de betteraves, si on peut donner ce nom à l'affreux amalgame dans lequel il y a un peu de betteraves. Ces travaux forcés auxquels je suis condamné sont épouvantables, et je ne puis prévoir quand ils finiront, car ils amènent des wagons depuis Tergnier et Ham comme ils en transportent par bateaux et voitures. Ils font ce travail très difficile avec lenteur et sans compter, mais se réservant de recevoir le prix de 30 francs les 1 000 kilogrammes de betteraves pour donner ce qui leur plaira aux cultivateurs, après avoir déduit les folles dépenses faites par eux. Le fameux capitaine Wagner m'a créé encore des difficultés et ennuis de toutes sortes, et a retardé le plus qu'il a pu l'exécution des paiements consentis par eux dans leur ordre de travailler. Il a dû, il y a quatre jours, se faire opérer de l'appendicite et l'oberlieutenant Rabethge, qui l'avait remplacé une première fois, est revenu prendre la direction de la surveillance de l'usine. Par lui, je n'aurai certes rien autre que ce qui a été convenu, mais il n'aura pas de malveillance et il m'aidera à surmonter les difficultés; de plus les rapports seront courtois. Il me fera obtenir du charbon des mines, etc., etc.

Les plaintes des ouvriers civils se multiplient de plus en plus, les eruautés sont terribles et crient vengeance. Le soir, dans les rues, quand la nuit est venue, les soldats se conduisent en vrais apaches: hier à 5 heures et demie, il faisait absolument noir et à l'instar de ce qu'ils font tous, je circulais en m'éclairant de temps en temps de ma lampe électrique, cela a déplu à un groupe de sept ou huit soldats qui m'a rossé en me frappant sur le bras et la main pour faire tomber ma lampe, et qui m'a bousculé lorsque je me suis baissé pour la chercher à terre.

20 janvier 1917. — La condamnation définitive de Jean Cornaille est de trois mois de prison ; sous prétexte de besoin, pour notre Comité américain, qu'il suive le travail du moulin, j'ai obtenu qu'il puisse sortir tous les deux jours ; l'agent secret qui l'accompagne est un espion qui a été porion pendant plusieurs années dans différentes mines du Pas-de-Calais. Dire qu'il faut faire bonne mine à de pareils individus ! C'est horrible ! Les exigences des Allemands pour le nettoyage des rues par les temps de neige sont excessives.

Nous sommes presque complètement privés de ravitaillement, tout devient de plus en plus cher ; l'huile à salade, par exemple, coûte 11 fr. 50 le litre. Il n'est pas possible d'avoir de la viande, je n'en ai pas eu une seule fois depuis un mois. Ils ont une telle volonté de nous affamer que ce matin un bœuf de trait étant mort d'épuisement au travail, et la viande ayant été reconnue bonne, ils ont refusé de la laisser débiter pour les ouvriers de la sucrerie, mais ils l'ont prise pour la faire manger aux troupes. Les privations d'alimentation vont devenir d'autant plus pénibles que le manque de blé américain fait que, à partir de cette semaine, il faut nous contenter de pain de seigle.

Les travaux de mise en défense sont maintenant arrivés jusqu'aux villages les plus proches de Cambrai. A Noyelles, ils font creuser des caves qui atteignent jusqu'à 10 mètres de profondeur, auxquelles ils ont accès par plan incliné. Les voies de garage se multiplient toujours. Le train d'émigrants, qui devait partir la semaine dernière pour la Suisse, est remis à la fin de février. Une ignoble ordonnance a été affichée, il y a trois jours, sur les cas des ouvriers prisonniers civils qui se sauvent pour ne pas travailler à proximité du feu ou à la construction de choses utiles à la défense. Ils seront condamnés à 3 000 marks d'amende et un an de prison. Ceux qui seront convaincus de les avoir aidés ou qui ne les auront pas dénoncés auront la même peine ; de plus, quelqu'un de leur famille ou de leur village sera enlevé pour les remplacer au travail.

Au syndicat des communes nous avons été très tourmentés par des conférences avec des officiers de l'Inspection de Valenciennes.

Ils voulaient obtenir de nous que nous prêtions de l'argent à des communes qu'ils forcent à faire la conversion des bons émis par elles. Nous avons eu beaucoup de peine à trouver une combinaison acceptable pour nous. Ce n'est pas encore fini, mais nous pensons être arrivés à une chose tolérable. J'espère terminer la fabrication de Noyelles à la fin de la semaine prochaine. Ce ne sera pas trop tôt ; lorsque avec beaucoup de peine la betterave arrive à être lavée, on s'aperçoit qu'il y en a 15 pour 100 en pourriture.

27 janvier 1917. — La fin de la fabrication est encore reportée à une date indéterminée. Ils continuent à nous amener de partout

des betteraves qui ne valent pas, à beaucoup près, le transport. Avec beaucoup de peine nous produisons 120 sacs de sucre par jour. C'est un travail de galérien, qui lasse les bonnes volontés, et qui coûte de plus en plus. J'ai beau réclamer, ils ne veulent rien entendre. Nous ne terminerons pas la fabrication avant le 8 février. Je proteste contre leur prétention de me faire payer le transport des wagons venant de 40 kilomètres avec 2 000 kilogrammes de betteraves poids net.

La municipalité a demandé avis à l'archevêque, aux présidents des tribunaux civils et de commerce, au bâtonnier des avocats, au président des avoués et à moi au sujet de la liste réclamée des femmes de dix-sept à quarante-huit ans. La deuxième conférence a eu lieu à l'archevêché. Évidemment, tous nous avons confirmé sans hésitation la résolution de ne pas obtempérer à cet ordre. Nous joindrons notre protestation à celle de la ville s'il y a lieu. Sur des dénégations calomnieuses provenant généralement des prostituées des cabarets, l'autorité n'hésite pas à arrêter des groupes de femmes honnêtes; quand ils les ont, ils les tiennent, c'est avec beaucoup de peine qu'il est quelquefois possible de les faire relâcher. Il est honteux de constater le grand nombre de femmes qui fréquentent ces barbares. Hier soir j'ai encore rencontré le commandeur qui pour la deuxième fois a éprouvé le besoin de s'excuser platement de ma dernière condamnation. C'est à se demander si sous ce bourru aussi brutal que mal élevé, il n'y a pas un faible, un timide qui se méfie de lui et des officiers qui l'assistent dans ses œuvres.

J'ai voulu aller aujourd'hui à Vaucelles. Ne pouvant pas avoir de permis à Cambrai, je me suis fait donner, par surprise, un laissez-passer par la Commandanture de Noyelles. Mon amie Mme Desmoutier, qui a été très malade pendant dix mois, est à peu près rétablie, mais on lui a tout pris, et elle ne doit pas bouger de sa chambre, seule pièce laissée à sa disposition. Ceux qui en ville se plaignent des traitements qu'ils subissent auraient besoin d'aller constater à la campagne ce qui se passe dans des maisons comme celle-là. Désirant profiter de l'occasion pour constater les préparatifs de combats, j'ai fait un circuit. A Masnières, dans la région de la gare, les approvisionnements de matériaux pour établir des défenses sont immenses et les approvisionnements de munitions sont importants. Lorsqu'on arrive à Bonavis l'édification du système de défense est complète et constitue un obstacle très dur. De multiples haies de fil de fer barbelés s'entre-croisent avec de nombreuses tranchées, un énorme canon sur auto-tracteur est en place dans la direction de la route de Péronne. un autre plus petit semble dirigé vers celle de Saint-Quentin. Sans discontinuité ces fortifications descendent jusqu'à Vaucelles, et remontent au delà de l'autre côté du canal. Une vingtaine de bateaux déchargent

constamment du matériel, tant à Bonavis qu'à Vaucelles. Il y a 4 000 prisonniers russes dont deux au moins ont été tués. Il y a également 500 ouvriers belges et autant de civils allemands.

3 février 1917. — A Vaucelles-Bonavis, le traitement infligé aux Russes excite suffisamment la pitié des enfants pour qu'ils affrontent, avec une admirable persévérance, le danger de leur passer un peu de pain, lorsqu'ils sortent de leur casernement pour aller au travail. Hier j'allais à Escaudœuvres, j'ai passé près d'une bande de 150 Russes environ, ils étaient tellement harassés que non seulement ils se traînaient difficilement, mais quelques-uns étaient soutenus par leurs camarades, il y en avait de blessés ; au moment où je passais, j'ai vu un soldat allemand donner un tel coup de poing à un de ces malheureux qu'il est allé rouler sur la tête un peu plus loin, et qu'il n'a pas pu se relever. Je n'ai pas vu le reste de la scène, parce qu'on a intimé l'ordre à mon cocher de filer. Nos prisonniers civils ne sont pas mieux traités, sauf peut-être qu'ils sont un peu moins brutalisés. Deux mille hommes environ, enlevés de Maubeuge et environs, sont actuellement en résidence de travail à Mœuvres ; ce village est complètement évacué, il n'y reste pas un civil, il y a dans ce bataillon des gens fortunés, disposés à acheter pour eux et leurs camarades un peu de ce qui leur manque, mais ils ne peuvent rien trouver dans un village vide. Ils n'ont pour se chauffer par cette température de 16 degrés au-dessous de zéro que le bois qu'ils se procurent en détruisant les maisons. Leur ration journalière est d'un litre de soupe, un tiers de pain de munition, avec matin et soir ce qu'on ose dénommer du café. Ils implorent que notre Comité américain vienne à leur secours, mais cela nous est absolument défendu, parce que nous ne devons pas aider les Allemands à se décharger du devoir qu'ils ont de les nourrir, cependant par pitié nous ne pouvons résister au désir de leur faire parvenir un peu de riz par l'intermédiaire d'un village voisin. Il serait, hélas ! trop facile de citer de multiples faits semblables. J'ai la chance d'avoir parmi les quinze officiers qui vivent dans ma maison des gens, qui, sans avoir nos mœurs, sont relativement bien, mais il y a parmi eux de vrais goujats pour qui je ne compte absolument pas, ils prennent les meubles dans une pièce pour les porter dans une autre, cassent, brisent, détruisent par tous les moyens qu'ont les gens sans éducation. A côté de ceux qui sont polis lorsqu'ils ne rencontrent, il y en a de la dernière grossièreté. Nous n'avons plus souvent la visite des avions, cependant voici deux nuits qu'ils viennent, on sonne alors pour faire descendre les habitants civils dans les caves, très peu de monde exécute cet ordre.

L'existence est de plus en plus difficile, tout, absolument tout,

devient encore plus rare, le beurre, les œufs atteignent 1 fr 25. J'ai pu me procurer une épaule de mouton à 12 francs le kilo.

Depuis quinze jours la température varie de 10 à 12 degrés au-dessous de zéro, le charbon est très rare, le sol est couvert d'un peu de neige.

10 février 1917. — La pénurie de charbon est grande ; dans la crainte d'en manquer pour leurs troupes, nos tyrans viennent d'ordonner la fermeture de toutes les écoles et des collèges pour faire des économies de combustible.

A Noyelles j'ai pu voir enfin la dernière betterave jeudi, mais je suis dans l'impossibilité de turbiner les deuxièmes jets, faute de charbon. L'Inspection des étapes, sous prétexte qu'il restait encore des betteraves dans les champs, voulait me faire prendre des dispositions pour remettre l'usine en marche une troisième fois après la gelée. L'oberlieutenant Rabethge a eu de la peine à leur faire comprendre qu'après la gelée il ne resterait que de la pourriture. Je crains d'avoir beaucoup de peine pour faire régler les comptes comme cela avait été prévu.

Depuis quinze jours ils veulent faire partir le plus d'émigrés possible pour la France ! A cet effet ils prédisent pour dans cinq semaines les calamités les plus terribles. En attendant la brouille de l'Amérique avec l'Allemagne, ils ont, par mesure de prudence, fait réduire la ration journalière de farine par personne à 220 grammes, et actuellement c'est du seigle pur que nous mangeons. Toutes les autres denrées subissent également une réduction journalière de 30 pour 100. Pour faire connaître cette décision au public, j'ai profité d'une réunion du syndicat des bons de monnaie. Il y avait à cette occasion 91 maires et autant de délégués. Je les ai rassurés de mon mieux sur le provisoire de cette décision. J'ai excité leur patriotisme et l'idée de souffrir sans se plaindre en comparant leur situation avec celle des soldats qui souffrent dans les tranchées pour la France. Ils ont répondu à mon appel et se sont unis à la motion de charger ceux qui partent pour la France de dire nos sentiments unanimes de confiance en ceux qui dirigent la Patrie, en nos vaillantes troupes. Leur moral est excellent, évidemment il faut les soutenir, mais mon ascendant suffit largement. J'ai eu de la peine à contenir leur enthousiasme, auquel il eût été dangereux de laisser un libre cours, dans cette assemblée conspiratrice.

Les colonnes ouvrières s'augmentent chaque jour, ils prennent tout le monde ; hier ils ont enlevé quatre personnes dont nous avons absolument besoin dans nos administrations de la Chambre de Commerce. Le plus grand mal est de voir traiter nos concitoyens comme ils le sont. Ce serait aussi demi-mal s'ils se contentaient de faire travailler aux rues et routes complètement aban-

données par l'administration publique, mais ce qui est plus terrible c'est de les voir coopérer à leurs ouvrages de défense.

Les perquisitions se poursuivent dans les maisons, certaines personnes en sont à leur dix-neuvième recherche.

Des ordres toujours aussi multiples sont affichés aussi bien pour les départs vers la France que pour l'hygiène des rues et la confiscation de toutes nos denrées.

Depuis deux jours, le canon a repris très violemment, mais il ne faut compter sur rien de réellement effectif avant le parfait dégel.

18 février 1917. — Depuis hier nous avons le vrai dégel, mais sans pluie. Beaucoup d'officiers et de soldats disent qu'ils sont à la veille d'un mouvement de recul pour faire une ligne droite d'Arras à Reims? Cela semble vraisemblable, car ils ont bien préparé cette ligne de défense, et il paraît que leurs tranchées actuelles ne sont pas habitables. Ils font évacuer des villages et laissent percevoir leur intention d'en vider beaucoup d'autres d'ici les premiers jours de mars. Les caves et les puits sont minés pour tout détruire lorsqu'ils devront les abandonner. Nos maisons sont à l'état de vraies étables, la saleté de ces gens est innommable, il faut avoir vu cela pour savoir ce qu'on en souffre. La ville est une immense caserne improvisée. Les officiers, surtout ceux d'état-major, ont encore leurs tables bien fournies, mais les soldats manquent de tout et alors la situation des prisonniers et des ouvriers civils est de plus en plus épouvantable. De tous côtés il s'organise des quêtes pour venir à leur secours. Ils promènent ces colonnes civiles dans toutes les régions, elles servent leurs soldats alsaciens non armés qui construisent leurs travaux de défense.

Depuis huit jours nous avons à Noyelles 2 000 Alsaciens et une centaine de civils, ils vont chaque jour travailler vers Hermies, jusqu'à Velu.

Incontestablement il s'opère actuellement un mouvement très important. Ils ont ramené dernièrement sur le front des soldats français prisonniers. Le centre de ravitaillement américain de Quéant a été évacué, nous sommes directement chargés de pourvoir aux besoins de ces populations déplacées.

J'ai tout lieu de penser que Noyelles va être totalement vidée de ses habitants dès la première moitié de mars. Ils forcent la sucrerie à turbiner jour et nuit les deuxièmes jets et aussi à fabriquer des produits mélassés dans les mêmes conditions. J'ai la perspective de voir abandonner l'usine qui sera ainsi livrée au pillage, à la destruction! Mon officier de surveillance reste poli, mais il est très changé vis-à-vis de moi, il se trouve gêné et je ne puis obtenir les règlements de comptes prévus, il préfère ne pas m'apercevoir. Ils viennent de faire une visite très

minutieuse des quelques choses qui nous restent encore, cela sent le départ.

Il n'est plus question d'ensemencer les terres.

Nous approchons de plus en plus de la période la plus terrible. Il faut cependant que les terres soient bien assainies, avant qu'il soit possible de faire une opération d'importance.

Ils n'ont pas encore achevé de faire des trains d'émigrés pour la France.

Enfin, depuis quatre semaines, je reçois les petites annonces du *Matin* qui me donnent des bonnes nouvelles des miens.

24 février 1917. — Les grands mouvements de troupes se continuent, d'immenses préparatifs de concentration et d'installation des grands états-majors se multiplient. Les expulsions de tous les habitants de nos villages s'exécutent chaque jour dans de nombreuses communes et se préparent dans un grand nombre. La résignation de tous est grande, mais le chagrin est encore plus intense. Chacun fait la toilette de son bien comme il le ferait de son mort, c'est sinistre ! on essaye de cacher quelques petites choses sans se dissimuler que les pillards les trouveront. Mais il faut avoir fait tout son possible. Sur mon conseil il est fait force inventaires. A Noyelles j'ai écrit une lettre de protestation contre l'enlèvement de tout sans remise de bons ; depuis plusieurs mois ils n'en donnent plus. Ils viennent enlever chez chacun de nous sans s'occuper de nos personnes, à moins qu'ils ne nous forcent à leur livrer nous-mêmes les objets ou choses désignés. C'est ainsi que nous venons de leur conduire nos derniers chevaux, tous nos instruments agricoles qui sont destinés à remplacer les pièces de rechange qu'ils ne peuvent plus tirer de l'Amérique. Le gaspillage n'a d'égal que l'infamie avec laquelle ils opèrent.

Quelle vie nous vivons !

A Noyelles ils viennent de mettre nos hommes en colonnes et les ont emmenés vers le front sans vouloir les nourrir. Quand ils n'imploront pas pitié pour eux, ils ordonnent de les alimenter, et à cet effet envoient de temps en temps des soldats avec l'un d'eux chercher des nourritures, car il n'y a pas de ressources sur place, puisqu'ils travaillent dans des villages évacués.

Ils prétendent se saisir des papiers, des archives de nos mairies pour les mettre en sécurité à Valenciennes ! J'avais été prévoyant en disant aux maires de les placer en sûreté à Cambrai dans des caves. Jusqu'à présent je ne connais personne ayant obtempéré à leur injonction. Ils organisent également la mise à l'abri des objets d'art de chacun de nous et veulent tout transporter à Valenciennes. Pour ce qui me concerne je résiste, et, divisant le risque, j'en descends beaucoup à ma dernière cave qui se trouve à 12 mètres sous le sol. Hier, à Bourlon, la commune n'ayant pas

trouvé la totalité d'une somme qui lui était réclamée depuis un certain temps, ils ont fait ouvrir le coffre du maire et celui de M. Démonchaux, où ils ont volé les 20 000 francs environ qui manquaient, après avoir fouillé divers cultivateurs pour prendre l'argent dont ils étaient porteurs. A côté de cela il faut déplorer la facilité avec laquelle beaucoup de femmes se donnent à eux. Il m'était montré hier, dans un village tout proche de Cambrai, une femme dont le mari est aux armées, elle m'était désignée comme étant la « Commandante », elle vit maritalement depuis plusieurs mois avec le commandeur, emploie son influence à rendre des services à ses concitoyens et on trouve presque naturelle sa façon de faire.

Ce qui est consolant, c'est qu'ils n'ont plus d'espoir que dans la guerre sous-marine, lorsqu'ils conservent encore une illusion, mais la fin sera terrible, qu'elle vienne vite !

2 mars 1917. — Les Allemands paraissent redouter l'offensive générale pour ce mois. Ils s'y préparent sans relâche, et, chose horrible, forcent nos ouvriers civils enrégimentés par eux à leur donner leur concours de plus en plus nombreux. A cet effet, ils prennent non seulement les hommes dans la force de l'âge, mais aussi des enfants de quinze et seize ans, dont quelques-uns meurent à la tâche, car ils ne leur donnent toujours presque rien à manger.

Dans les pays abandonnés, ils se trouvent parfois forcés de mendier les fonds de gamelle des soldats. Ils envoient aux colonnes tous les individus qui leur déplaisent, témoin l'ouvrier âgé de cinquante-sept ans faisant office de maire à Iwuy, qu'ils ont dû renvoyer le lendemain. En fait, malgré la défense qui nous est faite, par pitié nous donnons du pain américain à ces malheureux. Les prisonniers militaires Français, Anglais, Russes et Roumains sont dans un dénuement encore plus terrible. Le vent de destruction souffle en tempête. Ils prennent les choses les plus hétérogènes. A Noyelles, comme du reste ailleurs, ils ont enlevé l'outillage de l'atelier de réparation, ils démontent les hangars à betteraves pour les transporter à 50 kilomètres en arrière et les convertir en étables pour les troupeaux qu'ils nous ont pris ; les poules sont emmenées moins loin ; la laine des matelas est envoyée dans leurs filatures, les cloches des églises dans leurs fonderies. Toujours ces pillages ne reçoivent pas même le semblant de légitimation que donnerait un bon de confiscation.

Les tribunaux de guerre ne chôment pas ; tout individu accusé est condamné. C'est ainsi qu'autour de la municipalité cambrésienne ils viennent de distribuer force prison et amendes, prétendant que le municipalité avait provoqué, il y a vingt mois, à leur détriment, l'achat de quelques hectolitres de blé pour les faire convertir en farine. Il est vrai qu'ils ont su trouver d'ignobles indi-

vidus qui se font calomniateurs et dénonciateurs. Envahis par leurs troupes, nous l'avons été ensuite par leurs infirmières, puis par leurs acteurs et actrices, qui se dépensent beaucoup pour distraire et remonter le moral de leurs soldats. La gent féminine, à défaut de Françaises, prodigue également d'autres consolations.

Le danger de transport à Valenciennes, loin de nos yeux, de nos collections, semble se conjurer. Il y a cependant lieu de désirer que les objets précieux qui se trouvent dans les villages destinés à être évacués trouvent à Valenciennes la seule chance d'être sauvés.

Nous n'avons plus absolument que leurs journaux pour nous renseigner. Ceux rédigés en français ont une mentalité *ad hoc*. Il est triste d'en être réduit là, mais encore est-il qu'il faut savoir les lire.

Nous ne voyons plus d'aéroplanes de nos armées, et entendons peu le canon ; cela nous laisse beaucoup de temps pour nous énerver, et trop de personnes ardentes à faire du bien se disputent.

5 mars 1917. — Les ordres donnés en vue de la nouvelle offensive paraissent encore une fois modifiés, ou tout au moins suspendus. De ce fait, les évacuations de nos villages seront probablement moins prochaines. Les Alsaciens de Noyelles bavardent, ils racontent l'échec allemand dans ses fourberies avec le Mexique, et beaucoup d'autres choses qui ne sont peut-être pas exactes, mais on peut retenir, de tout cela, une mentalité haineuse à l'égard de leurs maîtres actuels. Si la cruauté sauvage dont les Allemands font preuve vis-à-vis de leurs prisonniers, de toute sorte, est révoltante, leur fourberie odieuse se donne un libre cours dans la campagne entreprise autour de nous pour nous faire croire qu'ils sont forcés par la France de traiter les prisonniers comme ils le font. Ils disent que ce sont des mesures de représailles auxquelles nous les contraignons malgré eux. Ils ne se doutent pas que cette façon de chercher à s'excuser les accuse plus violemment près de nous.

Nous sommes toujours poursuivis par l'appréhension qu'une guerre avec les États-Unis supprime l'organisation de ravitaillement américain. La privation, quoique très relative, fait que chacun a une préoccupation trop dominante pour ce que sera son manger. Toujours est-il qu'aujourd'hui, la population a la grande satisfaction d'apprendre que nous allons distribuer 260 grammes de mouton frais par personne. L'Union des Dames se développe de mieux en mieux, pour venir en aide aux malheureux réduits à l'esclavage par ces terribles Huns boches.

Encore une fois il faut changer nos cartes d'identité qui, en ville, doivent toutes porter une photographie. Une affiche du général von Below défend à nouveau les pigeons voyageurs, mais les punitions sont très atténuées sur ce qu'elles étaient autrefois.

Un autre ordre d'armée resserre la surveillance des civils sur le territoire de la 1^{re} armée. Enfin la 1^{re} armée fait connaître que la taxe sur les chiens est exigible en avril prochain, elle est de 30 marks, réduite à 10 marks pour les chiens de garde. Nous sommes toujours privés de journaux français, voici un mois que je n'en ai pas vu. La résignation à nos souffrances morales et physiques reste complète, mais elle devient de plus en plus pénible. La suspicion, l'espionnage, amènent des recherches, fouilles et perquisitions très fréquentes, faites brutalement par des gendarmes ou représentants quelconques de multiples administrations. Nous devons tous avoir l'appréhension de ne pas coucher le soir dans notre lit.

12 mars 1917. — Nous sommes à la fin d'une période, et nous allons aborder celle qui sera, il faut le croire, la dernière, mais elle s'annonce destructive de tout. Ils ont repris l'exode de toute la population. Au fur et à mesure qu'un village est vidé de ses habitants, sans avoir habituellement la possibilité de rien emporter, les maisons sont complètement pillées; puis lorsqu'ils prévoient devoir abandonner les localités, le terrain est nivelé, les mines font tout sauter, il ne reste debout aucun bâtiment, aucun puits; au préalable ils les empestent pour rendre leurs eaux inutilisables. Sans vergogne, ils trompent les habitants sur leurs intentions; avec raffinement, ils se livrent à toutes les turpitudes. Ils sont furieux parce que nous les disons barbares, mais les barbares n'auraient pas leurs cruautés, ils sont bien plus bas, ils sont Boches, moins que des Huns. Ils envoient aux colonnes ouvrières tous les hommes à moitié valides, les nourrissent plus mal que les chiens. S'ils hésitent à frapper les Français, ils se vengent sur les Russes et les Roumains. On a vu de ces derniers tellement harassés que, suppliants, ils se jetaient à leurs genoux!

Lorsque nous voyons passer de ces troupeaux de malheureux ne pouvant se trainer, supportés par les moins affaiblis, on ne peut se rappeler que l'histoire ait jamais signalé des temps où des prisonniers aient été aussi maltraités. Actuellement on inhume à Cambrai chaque jour huit Roumains et trois Russes qui meurent d'épuisement, contre quatre Allemands. Dans les villages vers le front c'est encore pire. Ici, à ce jour, nos cimetières contiennent 2 300 soldats dont 1 600 Allemands, si cela continue, l'augmentation va vraiment peupler les nouveaux cimetières. Il n'y a que quinze jours qu'ils ont amené des Roumains. Comme toujours pour expliquer leurs cruautés, ils crient aux représailles, toujours ils accusent les autres. Quelle haine ces gens méritent, il n'y aura pas de vengeance suffisante pour de pareils forfaits, comme il ne faudra pas nous laisser aller à aucune pitié.

Et dire que nous sommes tellement sous leur talon que tout en protestant nous ne pouvons rien contre eux. Jamais nos frères de

France ne pourront se faire une idée de nos souffrances morales et physiques. Nous nous attendons aux choses les plus atroces, bombardements, pillages, et le reste. Nous prenons quelques précautions, qui vraisemblablement ne seront guère efficaces. Ils auront l'audace de dire qu'ils ont voulu sauver tout ce qui était précieux. La désorganisation est telle chez eux que le gaspillage fait qu'ils n'ont plus rien à donner à manger à nos chevaux volés pour mettre dans les colonnes de travail. Nos docks et entrepôts sont encombrés de tous les instruments d'agriculture, qu'ils détruisent pour rendre le mal irréparable.

17 mars 1917. — Les départs se continuent vers la Belgique, peu satisfaite de recevoir nos émigrés. Il paraît qu'à Saint-Quentin la population a été évacuée au milieu de lamentations telles que certains officiers étaient terriblement émus. Les derniers villages vidés sont actuellement : Vaucelles, Marcoing, Anneux, et ils continuent.

Mme Alexandre Desmoutier s'est réfugiée chez moi ; après lui avoir promis de lui laisser emporter certaines choses auxquelles elle tenait, ils ne lui ont même pas laissé prendre l'indispensable. Depuis quelques jours, nous entendons des coups de mines qui détruisent les villages.

Les armées continuent à se retirer en arrière. Cambrai est un passage très suivi. Le Grand Quartier général du prince de Bavière est parti pour Mons. Chez moi, comme ailleurs, cela n'a pas été une amélioration. Le jour même du départ du casino installé depuis près de sept mois, alors qu'il me restait un officier, il m'en est arrivé cinq autres à loger. Comme je disais que cela ne m'était pas possible, ils m'ont répondu que pour une nuit je pourrais coucher sur mon tapis. Ils étaient à peine partis qu'il m'en arrivait quatre autres avec dix ordonnances, des chariots et huit chevaux. Ils ont commencé par faire sortir mon cheval de l'écurie, disant que pour une nuit il pouvait rester dehors. Comme cela ne donnait encore que de la place pour trois, ils ont mis les autres dans la cuisine et la buanderie. A toutes ces choses il ne faut rien dire, pas plus qu'après constatation de bris de mobilier, ou enlèvement de l'argenterie exigée par eux pour leur table.

Nous supporterions plus facilement ces épreuves, si nous n'étions pas écœurés par ces tristes dissensions dans le Parlement à Paris, dont l'écho vient nous impressionner si malheureusement. Pourquoi notre république ne prévoit-elle pas un dictateur, dans les circonstances que nous traversons, ce serait le seul moyen d'avoir un esprit de suite. Le Parlement que nous avons est bien coupable, aussi il est sévèrement jugé dans les pays occupés. Si dans la retraite qui se fait nous constatons que les chariots si nombreux sont remplis de meubles pris dans les maisons dont ils ont évacué

les habitants, nous constatons également que les poules et le bétail ne sont pas oubliés par eux. Notre ravitaillement américain se continue assez régulièrement ; on nous dit que les délégués américains vont être remplacés par des Espagnols et des Hollandais. Je viens de recevoir des instructions qui me permettent de relever la ration de farine à 250 grammes par jour. Les aliments qui nous sont fournis en dehors de ceux du C. R. B. sont rares et inabordables comme prix ; le beurre est à 22 francs le kilo, la viande à 11 francs. Aujourd'hui nous avons un gigot de mouton payé 64 francs.

Malgré la bienveillance relative de l'officier actuellement chargé de la surveillance de la sucrerie de Noyelles, je désespère de pouvoir faire régler la dernière fabrication suivant les conditions indiquées dans l'ordre de mettre en marche la sucrerie. En attendant, ils la détruisent. Après avoir enlevé les serpentins des appareils à cuire, ils démontent les plaques tubulaires des appareils d'évaporation, et vont tout enlever, jusqu'aux coussinets des machines motrices. Il n'y a rien à faire pour arrêter ce vandalisme. Coûte que coûte, délivrez-nous !

22 mars 1917. — Cette nuit, à 3 heures du matin, ces brigands faisaient un tel vacarme que je me suis levé pour voir ce qui se passait. Interpellés, ils ne m'ont pas répondu, ils étaient tellement pochards que, aidés de leurs ordonnances, ils ne pouvaient gagner leurs chambres. Quelques heures après, ils partaient, en oubliant deux fusils. Il y a un tel désarroi dans les ordres qu'ils nous donnent qu'aujourd'hui ils disent que c'est par erreur qu'ils ont pris nos instruments agricoles. Ils prétendent que leurs colonnes vont nous en ramener pour semer des avoines à faire manger en vert.

Autour de nos villages les caves de refuge se multiplient, beaucoup sont garnies de munitions. L'inquiétude des soldats augmente toujours, et certains officiers ne dissimulent pas leurs craintes. L'avance des troupes françaises et anglaises a mis nos populations dans la jubilation, mais elles exagèrent leurs espérances, et vont avoir une déception, lorsqu'elles vont s'apercevoir que nos affaires ne peuvent continuer à aller aussi vite que depuis quelques jours. Le sans fil nous donne bien *grosso modo* nos succès, mais nous n'avons aucun détail, pas même ceux mensongers de leurs journaux, que nous n'avons plus régulièrement. Peu importe, du reste, il nous suffit de savoir que nous sommes à sept kilomètres de Saint-Quentin et sous les murs de Laon, alors qu'Arras et Soissons sont quelque peu dégagés et ne peuvent plus être bombardés. Confiance et patience ! Ces forbans continuent à démolir les appareils de la sucrerie de Noyelles, sous prétexte d'enlever cuivre et bronze. Hier, en voyant ce beau travail, je me disais qu'il vaudrait mieux pour nous qu'ils y missent le feu, cette destruction serait plus facile à régler avec eux après la victoire. Ils viennent chercher les mélasses

pour les porter à la sucrerie de Cauroir. Des affiches nous remémorent les conditions de la faible correspondance permise, elles nous rappellent aussi que le travail est dû par tous et nous disent les secours à donner en cas de calamité publique.

On nous annonce la condition des saillies des juments que nous n'avons plus, et ils exigent qu'elles soient au préalable visitées au spéculum !

D'autres ordonnances réglementent l'éclairage et la culture maraîchère. Ils ordonnent des précautions très rigoureuses contre les chiens enragés. Le tout est accompagné de menaces habituelles de prison et d'amendes.

Chaque village a maintenant une Commandanture indépendante : aussi les ordres sont des plus disparates, mais toujours avec aggravation. Nous voyons passer des voitures de meubles volés. Ceux qui m'avaient été *empruntés* pour remeubler le château de Bourlon sont partis avec l'Excellence commandant la 1^{re} armée à Solesmes.

Malheureusement l'hiver se prolonge plus que d'ordinaire et la saison doit rendre pénible à nos chers soldats une avance qui de ce fait ne peut être que ralentie.

30 mars 1917. — A force d'avoir accumulé sur nous toutes sortes de vexations, plus terribles les unes que les autres, ils en trouvent difficilement de nouvelles. De sorte que les jours se suivent en se ressemblant. S'ils ne peuvent plus inventer de cruautés, ils perfectionnent l'application.

L'avance et les succès de nos troupes se confirment, cependant il y a eu un peu d'exagération dans les résultats actuellement annoncés. Les derniers villages repris sont autour de nous : Fins, Metz-en-Couture, Ruyaulcourt, Bertincourt, Beaumetz-lès-Cambrai. Nous ne sommes pas encore, comme on l'avait dit, à Hermies et à Trescault. Il faut, avant, battre en brèche leurs nouvelles lignes de défense, et d'après ce que j'ai vu il y a quelques mois, elles sont très importantes, sans compter que depuis ils ont dû les augmenter. Nous venons d'apprendre la terrible explosion de Bapaume, mais nous n'avons pas de détails. Je sais cependant que mon parent et bon ami Albert Tailliandier y a été tué.

Le colonel commandeur a fait réorganiser, il y a quelque temps déjà, la compagnie des pompiers ; ayant assisté à un exercice il demandait à ce que la compagnie défile devant lui au pas de parade et a été très étonné que le capitaine lui dise qu'en France on ne le connaissait pas. Ce même commandeur exigeait qu'il fût fourni par la ville trois orchestres de douze musiciens chacun, pour les cafés et casinos, cela a été impossible à réaliser, malgré la colère manifestée par lui.

A la suite du procès, pour avoir fait des farines avec du blé qu'ils ont prétendu être à eux, ils ont expédié M. Ramette en exil au

Quesnoy, parce que, malgré leurs injonctions, il signait encore « maire de Cambrai ».

La ville est empoisonnée de femmes allemandes, il y en a de grandes quantités, que viennent-elles faire ?

M. Ratbethege, chef des affaires civiles, contrôleur de la sucrerie, part aujourd'hui, ainsi que le comte Bernstorff qui, désigné pour le remplacer, était ici depuis trois semaines. Il est fait actuellement des listes d'inscription des hommes de 15 à 60 ans. J'ai été avisé qu'un fort impôt de guerre allait être mis très prochainement sur la population, et que, à l'effet de pouvoir le payer, il fallait que nos caisses d'émission demandent l'autorisation d'un nouveau tirage de bons. Il va sans dire que nous opposons une force d'inertie. Il nous faut gagner du temps.

6 avril 1917. — Après une journée de tempête neigeuse comme on en a normalement au mois de décembre, nous avons cru pendant trente-six heures que le printemps nous arrivait, mais le mauvais temps a pris le dessus. Nous ne savons que penser de la situation militaire actuelle. Evidemment, par ces pluies continuelles, il n'est pas possible d'entreprendre l'action définitive. Nous avons le sentiment que les Allemands n'ont actuellement sur notre front que fort peu de troupes. A Cambrai, il y en a moins que jamais ; à Noyelles, Cantaing, Rumilly, Masnières, les derniers villages habités par des civils, il en est de même. Le canon se fait entendre d'une façon terrible ; les pièces sont de gros calibres, mais ce sont des coups séparés et relativement lents, il n'y a pas ce roulement continu que nous avons longtemps entendu. Nous nous demandons si les défenses sur la nouvelle ligne allemande sont aussi importantes que nous les supposons, car, sans savoir si nos troupes ont pu les franchir, nous avons la certitude que des patrouilles anglaises et françaises viennent jusqu'aux villages qui se trouvent directement derrière, et qu'elles s'approchent jusqu'à dix kilomètres de nous. Bref, nous ne savons rien de positif, nous avons l'anxiété de la délivrance, sans pouvoir nous rendre compte si elle est aussi proche que nous la voudrions. Il nous faut nous méfier des « on dit », pour ne pas avoir de déceptions. Les nerfs sont de plus en plus tendus.

8 avril 1917. — A la revue des chevaux, samedi, on leur a coupé queues et crinières ! Dans leur sale *Gazette des Ardennes*, seul journal que nous puissions voir, les communiqués officiels sont parfois tronqués, et ils ont toujours soin de mettre cinq à sept jours d'écart entre les leurs et les nôtres, pour compliquer la comparaison. Malgré le mauvais temps continu, nous paraissions progresser. Les Anglais seraient à l'entrée de Villers-Guislain et de Villers-Plouich, ils auraient la totalité du bois d'Havrincourt. Tout cela est bien près de nous et nous fait croire que, bientôt,

nous pouvons être délivrés. Cette nuit nous n'avons pu dormir tant le canon grondait autour de nous. Le concert était complet, les batteries du front étaient appuyées par des grosses pièces placées autour de Cambrai et de nos villages voisins. A Noyelles le calme est relatif. Chaque fois que les troupes vont aux tranchées, elles perdent beaucoup de monde. Les soldats sont tristes et découragés, mais malgré cela, ils n'osent pas donner le plus petit renseignement sur ce qui se passe, tellement ils sont surveillés et espionnés.

Sur des chiffons de papier sans signature, il nous est donné en français, traduit de l'allemand, des ordres très curieux pour le cuivre et les métaux, pour le travail des femmes et jeunes filles ainsi que pour les poules, les baignoires, semences et tonneaux de brasserie. Après leur avoir tout livré, il faudrait les leur donner une seconde fois. Une affiche ordonne d'avoir dans chaque maison des cabinets et indique la façon de s'en servir ; elle donne également de multiples détails d'hygiène. Un tarif pour le prix des journées fixe le salaire des hommes, femmes et enfants à 0 fr. 15, 0 fr. 10 et 0 fr. 05 l'heure. Le bétail est encore une fois saisi, le lait et les œufs confisqués. Comme toujours ces ordres sont accompagnés de peines et d'amendes pour punir les infractions. Des affiches plus générales donnent des instructions pour les laissez-passer, et concernant les arbres qui tous sont confisqués, aussi bien les arbres fruitiers que les autres. Mais ce régime de terreur va bientôt finir.

16 avril 1917. — Depuis quelques jours je loge un colonel, son aumônier et deux officiers. Ils ont trop d'ordonnances. Tous parlent le français, ne sont pas très exigeants. Le peu de rapports qu'ils ont avec moi sont corrects. Simples, leurs repas ne sont jamais brillants. Je ne désire pas changer. Il ne m'intéresse pas de savoir leur nom, ni de connaître à quelles armes ils appartiennent, ce sont des ennemis, cela me suffit. Ce matin, dans la cour, la musique est venue de 6 heures et demie à 7 heures et demie donner un concert au colonel, les morceaux joués étaient bons.

Appelé il y a deux jours par le commandeur, il m'a signifié avec *bienveillance*, m'a-t-il dit, c'est-à-dire sans colère, que je devais dire immédiatement si j'entendais donner au maire d'Iwuy nommé par eux l'argent qu'il demanderait au syndicat des communes, ou sinon qu'il me mettrait de suite en prison pour m'expédier le lendemain en Allemagne. Je lui ai répondu que nous ne pouvions pas nous prêter à des illégalités suivant les lois françaises, qui n'ont jamais cessé de nous régir, que cependant s'il voulait attendre ma réponse jusqu'au lendemain matin, je consulterais mes collègues du Comité de surveillance. Il m'a donné alors jusqu'au lendemain 10 heures du matin. J'ai expliqué à mes collègues que j'étais d'avis de résister, parce que le fait d'Iwuy en lui-même me paraissait très

grave, et surtout parce que cela créerait un précédent encore plus à redouter. Après examen et discussion, ils ont à l'unanimité décidé qu'il ne fallait pas me laisser enlever en Allemagne pour une chose pareille ! Bien décidé à subir cette peine, je me suis rendu à regret à leurs raisons et j'ai écrit une lettre de protestation tout en disant que nous obéissions à leur ordre imposé par la force. Mes collègues ont-ils eu raison ? Nous le saurons sous peu.

Les succès anglais nous réjouissent le cœur et confirment nos espérances de prochaine délivrance. Les nombreux combats d'aéroplanes se multiplient autour de nous, les destructions sont fréquentes. Que de braves sacrifient glorieusement leur vie avec une audace incroyable ! Le canon gronde toujours, des batteries placées dans les faubourgs tirent sur les Anglais, donc ces derniers pourraient nous envoyer également de leurs obus, mais jusqu'à présent nous n'avons eu que quelques bombes d'aéroplanes qui n'ont pas fait de mal. Par exception, à Bourlon et à Rumilly, il y a eu des tués et surtout des blessés.

Le temps, par continuation, est mauvais, pluies ou neiges chaque jour, la végétation reste morte avec plus de cinq semaines de retard. Il ne serait pas encore possible d'aller dans les terres si on avait la possibilité de semer. Actuellement ils ne parlent pas d'évacuation. Le passage des troupes est important, mais elles sont tristes à voir.

17 avril 1917. — Les malheureux soldats ont l'aspect de troupes en déroute. Mêlés de vieux avec des jeunes, petits et grands ont des airs tristes, généralement ils sont suivis de quantité de convois qui enlèvent le mobilier des villages.

Les communes d'Havrincourt, Graincourt, Ribécourt, sur le front de Noyelles, ne peuvent plus être utilisées par les Allemands comme cantonnements, ils les défendent encore mais ne les habitent plus, les obus y tombent en quantité. La route de Ribécourt à Marcoing, comme le village de Bourlon et tant d'autres, en sont continuellement arrosés. Dans l'impossibilité de travailler entre Havrincourt et Flesquières, aux tranchées qu'ils ont besoin de compléter, les Allemands ont voulu dimanche se libérer sur ce point des Anglais en les chassant de Hermies. Une grêle d'obus a exterminé leurs troupes sans résultat ; de trente soldats logés dans une même maison à Noyelles, il n'en est revenu que six ; dix-neuf sont rentrés à l'église sur quatre-vingts qui y avaient leur quartier. Ils sont stupéfaits et terrorisés par le nombre de canons anglais déjà ramenés à Hermies, et par l'intensité du feu. Sur ce point ils évaluent leurs pertes de dimanche à 5 000 hommes. Même chez les chefs, la fatigue est générale, un colonel me disait que les dirigeants qui ne désirent pas la fin de la guerre ne sont pas nombreux !

Les prisonniers qui avaient entrepris à Noyelles de grands abris

en béton armé partent en abandonnant leurs ouvrages. Depuis hier un plus grand mouvement de troupes se fait. Sont-ils appelés en Champagne pour tenir tête à nos Français qui, paraît-il, viennent d'avoir un gros succès? Leur ardeur à enrôler tous les hommes de seize à soixante ans vient-elle de la nécessité de prendre des précautions pour pouvoir les emmener très vivement? Leur génie de destruction est sans limite, actuellement ils ont la prévoyance de préparer la destruction de l'usine des eaux de la ville qui est sur la route d'entrée des Anglais, et ils installent des conduites d'eau dans la sucrerie d'Escaudoœuvres, qui est sur la route de leur départ, pour pouvoir fournir de l'eau à leurs troupes jusqu'à la dernière minute, tout en privant les Anglais. Les ouvriers civils font tous leurs efforts pour éviter de travailler à leurs défenses, tranchées ou autres, ils sont maltraités à cette occasion, ils ont été jusqu'à ordonner à leurs gardiens de charger leurs armes. Nous protestons contre ces actes.

Il y a quatre jours, le commandeur d'Escaudoœuvres avait, par extraordinaire, ordonné que les cavaliers ne passeraient plus sur les trottoirs; voulant faire appliquer lui-même son ordonnance, il a agi, avec sa brutalité ordinaire pour civils, contre un de ses camarades qui avait la mentalité de ceux qui reviennent du front: ce dernier lui a logé une balle dans l'épaule. L'affaire a été étouffée. Les Commandantures, qui ont une autorité extraordinaire pour torturer les villages, sont inabordables. A Cambrai, elle se compose de multiples officiers, mais on ne peut que bien rarement être reçu par eux. Il font annoncer aujourd'hui qu'il y aura encore probablement des trains d'émigrés pour la France, que dans cette éventualité, il faut se faire inscrire dans les vingt-quatre heures. Mais les femmes aptes au travail, pas plus que les hommes de quatorze à soixante ans, ne peuvent être admis à en profiter.

La sucrerie de Noyelles est en ce moment tout particulièrement envahie. Ils y sont environ 1500, la destruction, le pillage est sans limite.

20 avril 1917. — La dernière vache de la commune vient d'être enlevée, les habitants n'ont plus rien que leur habitation, qui bientôt vraisemblablement sera détruite, après leur expulsion, et le pillage du mobilier. Les malheureux prisonniers civils formés en colonnes ouvrières se dérobent par tous les moyens au travail profitable à l'armée allemande exigé d'eux, c'est l'occasion de vraies tortures. Ce crime est abominable. Leurs officiers s'immiscent en tout, ainsi un général a bien donné l'ordre au maire de Sauchy-Cauchy de fournir à sa colonne civile une ration de denrées américaines composées de rations doubles, et même de donner des choses qui ne nous ont jamais été livrées.

Les quelques chevaux qu'ils nous prêtent, pour lesquels il nous est impossible de trouver de la nourriture, viennent d'être mis en

formation de colonnes, ils doivent, en dehors des marques diverses qu'ils portent, avoir une plaque indicatrice au cou, et leur conducteur ne doit pas les sortir sans leur feuille d'identité.

Mercredi j'ai réuni tous les maires pour les entretenir des indemnités, secours, à donner aux émigrés, ainsi que de l'aide à donner aux colonnes de civils. Au milieu de beaucoup d'autres recommandations, j'ai cherché à les convaincre de la nécessité de faire l'impossible pour ensemençer quelques champs et surtout les jardins. La pénurie de tout au mois de septembre frisera la famine; donc, même au risque de voir détruire nos semis, il faut courir la chance de pouvoir en profiter. Le ravitaillement américain semble bien gêné pour nous approvisionner, et comme nous ne pouvons plus rien nous procurer en dehors, l'alimentation est très insuffisante. Le village de Bourlon a dû être évacué complètement il y a deux jours. Ces exodes sont des plus impressionnants. Pourvu qu'ils ne fassent pas ici comme à Saint-Quentin, pour se faciliter le vol, le pillage général, et la destruction? A Noyelles nous avons de plus en plus d'ordres non signés, écrits sur des chiffons de papier, les derniers concernant 1^o les colonnes de travail, 2^o la demande des listes que nous nous refusons de donner, 3^o la livraison de tous les œufs à 0 fr. 10 l'œuf sous peine d'une amende de 300 marks en argent allemand, 4^o la réglementation de notre vie à la nouvelle heure allemande, 5^o appels de la population, 6^o la venue d'ouvriers pour travailler aux caves ou 1 000 marks d'amende, etc., etc.

Ils commencent partout de petites tranchées auxquelles doivent travailler les colonnes civiles.

Les nouvelles qui viennent jusqu'à nous sont toujours, malgré leur dire, encourageantes. Le canon ne cesse pour ainsi dire pas à proximité de nous. Le capitaine du ravitaillement venu hier a été un peu bluffeur, alors qu'il ne l'est pas d'ordinaire.

J'ai eu un communiqué de ma famille en date du 11 courant, c'est-à-dire avec sept jours de retard. Il faut être privé comme nous le sommes de toutes nouvelles pour apprécier la joie que ces quelques mots nous causent. Exceptionnellement, j'ai la possibilité de suivre ainsi tous les miens.

26 avril 1917. — Le retour des otages, rentrés il y a deux jours, a été l'occasion de quelques renseignements un peu plus complets sur nos familles de France, car nos malheureux prisonniers correspondaient plus facilement avec eux qu'avec nous. D'une façon générale, hommes et femmes ont très bien supporté cette très dure épreuve. Vraiment ils ont été très maltraités par ces sauvages, qui semblent se figurer avoir été convenables. Ces six mois de prison en exil constituent un horrible cauchemar dont il faudra se souvenir au jour du règlement des comptes. Nous nous demandons comment notre gouvernement n'a pas trouvé

avant leur arrestation l'accord intervenu six mois après. Le front se rapproche et les nouvelles sont bonnes. Aujourd'hui que la lutte est à 12 kilomètres de chez nous, le canon n'est guère plus énervant qu'avant. La bataille est continue, leurs hommes sont très déprimés. Les chefs ne se rassèrent que lorsque les quelques officiers anglais prisonniers disent leur conviction qu'ils vont les battre si complètement que la paix sera faite au mois d'août, et certains nous le répètent. En attendant, officiers et sous-officiers n'osent plus faire une observation aux soldats, qui se plaignent de ne plus être nourris. Certains nous disent qu'ils ne sont plus aussi bêtes qu'au début de la guerre, et que maintenant ils n'attendent qu'une occasion de se rendre, parce qu'on est bien mieux de l'autre côté du front.

Il me restait à Noyelles cinq bœufs de travail qui ont été enlevés hier. La grande cheminée de la sucrerie a été détruite, enserrée dans les bâtiments, l'effondrement n'a cependant pas abattu beaucoup d'ateliers. La répercussion de l'explosion ne s'est pas entendue de loin. Les Anglais se battent à Bonavis et au bois Couillet, de sorte que les troupes de relève sont chez nous, aussi il y en a des quantités. Nous nous attendons chaque jour à être évacués. Je regrette d'être forcé d'aller à Noyelles pour la mairie, car cela me met dans l'obligation de voir les destructions et pillages qui s'accumulent chaque jour, et contre lesquels on ne peut absolument rien. Il est difficile de se figurer l'impression produite par la destruction de l'œuvre d'une longue existence. Combien subissent ce triste sort !

En attendant, les ordres ne chôment pas. Les derniers concernent la liste des enfants ayant besoin de lait (ils leur en promettent à 0 fr. 60 le litre) ; le nettoyage des rues et maisons est l'objet de leur haute sollicitude ; après avoir pris les poules, ils menacent si on ne leur fournit pas d'œufs ; la défense de sortir après huit heures est expresse. Une affiche nous fait connaître que nous faisons maintenant partie du territoire occupé par la 11^e armée (autrefois celle de Saint-Quentin), mais que tous les ordres de la 1^{re} armée sont maintenus. Un autre avis nous fait connaître que, suivant les règles de l'article 49 de la convention de la Haye, il va nous être imposé une contribution représentant une part des frais occasionnés par les besoins de l'armée et de l'administration ! Après avoir pris en nature alors que nous ne possédons plus rien, ils nous forcent à créer des valeurs réalisables par eux ! Il faudra bien qu'un jour, pas loin, espérons-le, ils rendent ce qu'ils ont exigé ; mais comment se fait-il qu'en face de cette certitude dont ils ne peuvent plus douter ils ne se calment pas dans leurs prétentions ?

X

LES PERQUISITIONS

5 mai 1917. — S'ils sont vaincus, ce qui est certain, il leur faudra nous rembourser en bon argent; s'ils étaient victorieux, jamais notre pays ruiné ne pourrait faire la conversion des bons émis. Le pillage et les scènes pénibles se continuent dans nos villages. Après les matelas ils prennent nos chaussures et les vêtements. Tout part pour l'Allemagne. Ils arrivent, quoi qu'on fasse, à se procurer des vivres du comité américain. Leurs exigences pour les œufs sont draconiennes, surtout depuis qu'ils savent que nous en recevons de Hollande. En ville nous cherchons à mettre à l'abri les choses dont la conservation est plus particulièrement désirable, mais si nous étions évacués rien ne pourrait arrêter le pillage; d'un autre côté, les dénonciations, si à redouter, peuvent faire découvrir les cachettes. La semaine prochaine, après avoir comblé ma cave la plus profonde de documents, archives et choses précieuses, je vais la murer. Est-ce bien ou mal?

La recherche des cuivres se continue; ils prennent tout ce qu'ils trouvent. L'impôt de guerre est fixé pour Cambrai à 3 350 000 francs. Les autres communes en sont préservées provisoirement, parce qu'elles sont étapes d'opérations militaires.

Les opérations militaires autour de nous continuent trop lentement à notre gré. La vérité est que l'avance est à peine perceptible, les positions des deux partis restent séparées par les nouvelles lignes de défense. Il est extraordinaire de ne pouvoir être renseigné si peu que ce soit, alors que nous sommes au front. Non seulement nous entendons le bruit des batailles, mais nous voyons les éclatements des projectiles et recevons les éclaboussures. Les batailles d'aéroplanes sont des plus fréquentes chaque jour. On s'habitue à cette ambiance sans se détourner du danger.

Les ouvriers civils, actuellement menés avec une douceur relative par l'officier chargé d'eux, souffrent terriblement du travail dangereux qui leur est imposé.

Plus tard, certains diront que, quoi qu'il dût advenir, ils eussent dû s'y refuser, mais il faut se mettre à leur place. Après avoir détruit toute notre région, fallait-il faire écharper tous nos habitants parce que notre patrie est forcée de nous abandonner trois ans à la tyrannie de l'ennemi! Nous sommes terriblement sacrifiés. Mon sentiment est que nous devons être plaints, mais pas blâmés, nous aurons fait de notre mieux, et aurons toujours cherché notre devoir, et nous ne l'avons pas trouvé, comme d'autres, dans la fuite.

Aujourd'hui grand changement de garnison dans mon domicile privé. Je regrette ceux qui partent, car ils ont été assez

convenables, ceux qui arrivent me font craindre beaucoup plus d'exigences. L'envahissement est complet : poules, chevaux, chiens, seize ordonnances, quatre officiers avec bureaux et casino ; ils ne demandent rien, mais s'installent partout. Ceux qui viennent de partir espèrent revenir dans quinze jours.

11 mai 1917. — Sans laisser entamer notre confiance, il semble que l'élan qui avait fait l'avance du mois dernier n'était encore qu'un faux départ. Il faut craindre une stagnation sur les positions actuelles. Dieu, que c'est long ! Quand cela finira-t-il ? Les luttes de chaque jour tuent beaucoup de monde, mais ne donnent pas à notre connaissance de résultats palpables ! Un train d'émigrés pour la France est sur le point de partir, le conduiront-ils jusqu'en France ? Nos concitoyens diront-ils exactement l'état d'âme de nos populations ? Ceux qui partent et ceux qui restent obéissent à des mobiles différents, et leur mentalité n'est pas toujours la même.

Il continue à être extraordinaire que les batailles sur Bonavis, Ribécourt et autres lieux du front, à 6 kilomètres de Noyelles, ne causent pas plus d'accidents chez nous. Nous devons nous attendre, d'une minute à l'autre, à l'aggravation de notre situation, aussi nous cherchons toujours à abriter le plus de choses possible. Quant aux personnes, elles font fi du danger actuel. Les caves-abris pour munitions, soldats et habitants, sont continuellement agrandies par nos ouvriers civils. Les prisonniers anglais préposés à Noyelles au déchargement des sables, pierres, bois, fers, etc., sont presque aussi maltraités que l'étaient, il y a quelque temps, les Russes. Couverts de vermines de toutes espèces, ils n'ont rien pour se laver, et souffrent épouvantablement de la faim. On ne peut les approcher ; du reste nos populations ont bien peu de choses à leur donner, car nos moyens de subsistance sont de plus en plus réduits.

Avec une activité très grande les Allemands transforment une partie de leur infanterie en compagnies de mitrailleuses, les exercices durent du matin au soir. Il est de plus en plus pénible d'assister à la destruction par morceaux de ce que nous possédons, et il est atrocement humiliant de constater cette prise de possession de nos biens. Pour ma part, chaque jour, je constate une nouvelle dévastation à Noyelles. Rien à faire pour empêcher, rien à dire, il faut mettre ses poings dans sa poche. Ils sont tellement voleurs qu'ils ont la nuit dernière enlevé le corbillard de la commune ! Rien n'est à leur épreuve. Ces faits sont cités comme exemple, mais il en est de même partout. Les menaces, les privations sont les mêmes pour tous ; il n'y a plus ni pauvres, ni riches, c'est l'égalité par en bas, personne ne possède plus rien.

Une circulaire nous autorise à déposer valeurs et papiers en

banque, sous récépissé allemand, sans aucune désignation. Après avoir exigé, il y a quelques jours, la présentation de nos dernières voitures, aujourd'hui nous avons l'ordre de les livrer. Les ordres se répètent chaque jour, alors qu'il est impossible d'y satisfaire, parce que nous n'avons plus rien.

15 mai 1917. — Ces sauvages qui ont la prétention à la haute morale, qui invoquent Dieu du bout des lèvres, respectent et pratiquent la religion, viennent de nous donner la valeur de leurs théories ; ils ont installé à peu près partout des maisons closes, et n'ont rien trouvé de mieux que d'en placer une dans l'allée qui précède la petite porte de l'église de Saint-Géry ; cette maison, qui était l'habitation d'un colonel français avait deux portes, une sur la rue, qu'ils ont barricadée, et l'autre sur l'allée, qui avec ses attributs distinctifs reste ouverte ; toutes les personnes qui sortent de l'église ou du presbytère plongent, vingt mètres durant, dans cet immeuble. On continue à enlever les cuivres et les matelas. Ils n'ont pas hésité à prendre les matelas de l'établissement des Petites Sœurs des Pauvres. Ici ils en ont enlevé cinq, se promettant de venir chercher deux des lits d'officiers, lorsque ceux-ci partiront. Pour les cuivres, tout leur est bon, depuis les suspensions d'éclairage, surtout de tables, objets d'arts de toutes espèces, etc. La dernière prise chez moi a été encore plus importante que les précédentes, mais j'en ai mis à l'abri, que, j'espère, ils ne découvriront pas. Les faits militaires constatés par nous sont toujours les mêmes : bruits de batailles proches de nous, combats d'aéroplanes, où notre supériorité actuelle semble indubitable. Ces sortes de petites hirondelles qui se meuvent avec une agilité surprenante pour défendre les gros appareils pendant qu'ils remplissent leur mission, est surprenante. Les soldats sont très effrayés par de nouveaux obus et de nouvelles balles incendiaires des Anglais. Enfin nous sommes de plus en plus impressionnés par les colonnes civiles auxquelles ils font faire leurs défenses : haies en fil de fer barbelé, et tranchées ; en ce moment ce travail se poursuit à 6 kilomètres de Cambrai ; c'est ainsi qu'à Noyelles une double ceinture contre la sucrerie est en construction.

Les bureaux qui sont chez moi dirigent le travail de 1 600 hommes de quatorze ans à soixante ans, et il y en a de semblables un peu partout ; habituellement ils les mènent travailler à 5 ou 6 kilomètres du lieu où ils reviennent cantonner. Obligatoirement leurs soldats doivent toujours avoir sur eux leurs masques contre les gaz délétères. Décidément l'impôt de guerre imposé à la ville a été étendu aux communes. Après avoir demandé ce que nous avions de bons en caisse, ils ont envoyé vérifier notre déclaration. Toujours hypnotisés par l'espoir de la délivrance, pour prendre prétexte à retard de paiement, nous timbrons au

dernier moment les billets imprimés, et après avoir livré 1 000 000 à la recette municipale, nous n'avons en caisse que 5 à 600 000 francs ; furieux de cela, sur ordre de l'Inspection des étapes, j'ai été appelé et avec autant de solennité que de rigueur brutale, il m'a été déclaré que si immédiatement je ne faisais pas timbrer les billets jour et nuit, jusqu'à épuisement (qui ne devait pas être plus éloigné que cinq jours), je serais envoyé en Allemagne ; ils ajoutaient qu'ils étaient fatigués de ma résistance, de ma mauvaise volonté. Le lendemain la municipalité recevait une mise en demeure de payer la totalité des 3 330 000 francs, contrairement aux dates que nous avions données, et qui n'avaient pas été acceptées. Ils exigent aussi d'une façon absolue le paiement en argent d'État d'un dixième de la somme, sous peine d'incarcération de nombreux otages, hommes et femmes, jusqu'à complète satisfaction. La municipalité a réuni alors les six notables habituels, auxquels elle demande avis lorsqu'elle ne veut pas prendre sur elle les responsabilités. Nous avons été unanimes pour dire qu'étant donné l'état d'esprit de l'ennemi, il exécuterait ses menaces s'il n'était pas obtempéré à ses ordres, que d'autre part, il ne fallait pas faire arrêter des otages pour obéir ensuite, qu'enfin il importait de prévoir que l'administration allemande profiterait de ce prétexte, qu'elle cherchait, pour forcer les coffres des banques, et au besoin des particuliers. Le maire nous a alors, avec de grandes réticences, donné la situation de la caisse municipale en argent d'État, un de ses collègues du conseil l'a engagé à nous dire toute la vérité, bref, il ressort que la somme totale est à peu près en caisse. Il nous a alors parlé de la possibilité de marchander. Nous lui avons dit que le marchandage nous paraissait peu digne, qu'il fallait faire ou ne pas faire, mais agir avec la plus grande dignité vis-à-vis de gens qui ne modifieraient rien à leurs exigences si impératives. Mon sentiment est que nous ne manquions pas à notre devoir envers notre patrie, qui en réalité involontairement nous abandonne depuis trente-deux mois à nos seuls moyens de défense, ce qui nous donne aujourd'hui dans une certaine mesure le droit d'apprécier le moindre de deux maux.

17 mai 1917. — Il y a quelques jours 2 974 habitants des communes de Noyelles, Cantaing, Rumilly et Masnières ont été avertis qu'ils seraient évacués le mercredi 16. Pour Noyelles c'était la totalité du village, sous déduction de cent vingt personnes que les Allemands entendaient conserver pour les servir. La désolation a été grande, mais jusqu'au départ la résignation a été très digne. Le tableau de ces jours ne peut se concevoir, il faut l'avoir vu.

Abandonner tout ce que l'on a avec la certitude de ne plus jamais rien retrouver, c'est horrible. Les convois d'émigrants à

pied, en chariots allemands, portant ou poussant le peu de frusques qu'il leur est permis d'emporter, devraient fendre le cœur le plus insensible. Le défilé de malades, infirmes, vieillards et enfants qui constituent en temps de guerre la grande majorité de la population d'un village est navrant, et lorsqu'une pluie continue comme hier vient s'ajouter à cela, l'émotion est des plus pénible. A Noyelles comme ailleurs, ce départ avait été préparé de notre mieux. Nous avions réglé la liquidation de la commune, la population avait été réunie pour lui donner des conseils de courage dans ces moments si douloureux et lui indiquer les dispositions à prendre. C'est dans ces conditions que l'abandon définitif de son chez soi s'est opéré hier au début de l'après-midi, pour se rendre à la gare annexe de Cambrai, prendre un train qui ne devait partir qu'à 9 heures.

Aucun Allemand n'a pris la peine de donner des indications, sauf un médecin et deux infirmières qui ont fait semblant de faire monter les malades dans un wagon de troisième classe qui avait été réservé pour eux. Quant aux autres ils ont dû s'empiler d'eux-mêmes, à raison de cinquante-cinq en moyenne par wagon. Ces wagons à bestiaux n'avaient pas été nettoyés, trois d'entre eux avaient sur le plancher de 5 à 10 centimètres de poudre de ciment. Contrairement à ce qui se fait pour les animaux, il n'y avait même pas de paille ; ils se sont donc assis par terre, pour un voyage de plusieurs jours avant d'avoir gagné Liège.

Il n'y a pas de mot pour rendre l'horreur de cette bocherie ; ils avaient dû, pour gagner ces wagons, contourner toute la gare, faire avec leurs paquets un kilomètre et demi supplémentaire, pour arriver au quai aux charbons.

Le chef de gare, très poli et complaisant en apparence, ne s'est aucunement occupé de ces malheureux.

Le capitaine Neubourg, chargé du ravitaillement américain, était venu, très complaisamment, nous dire que nous étions autorisés à donner à ces expulsés un repas chaud avant de partir, à leur constituer des provisions de route, et même à mettre dans un wagon ce qui pourrait leur être nécessaire pour les premiers jours de ravitaillement à Liège. J'étais allé avec lui à la Commandanture pour m'entendre avec le terrible adjudant, le capitaine Ibaq. Il avait été convenu que nous chercherions dans le quartier de la gare une maison où le repas serait servi et où la distribution de vivres pour le trajet leur serait remise.

Avec l'autorisation de la municipalité, le très dévoué personnel des fourneaux économiques, sous la direction du secrétaire général de la mairie, s'était donné tout entier, de tout cœur, à cette œuvre charitable, et jusqu'à dix heures du soir ils ont été inlassables.

Nous avons choisi pour les distributions un grand magasin de marchand de graines et déjà 500 personnes étaient servies lorsque

le fameux Ibacq me fit appeler, pour me signifier que contrairement à ce qui avait été convenu, le général, en résidence à Escaudœuvres, défendait absolument que les distributions fussent ainsi faites et que je devais les faire donner dans les wagons. Sur ma réponse que les dispositions n'avaient pas été prises pour cela et que ce changement me paraissait impossible, il m'a dit qu'il communiquerait mon refus au général, qui me punirait comme je le méritais. Il a eu la bonté d'ajouter que suivant un dire allemand *j'avais le pied noir* vis-à-vis de l'autorité militaire, et m'a confirmé la menace d'un envoi en Allemagne. Je l'ai vivement rappelé à la vérité, disant que je n'avais rien refusé, mais simplement dit que, pris à l'improviste, je ne voyais pas la possibilité de faire convenablement, suivant son système, ce qui avait été organisé autrement. Sur ce, il m'a congédié en me disant que je serais rendu responsable si tous les émigrés ne recevaient pas la ration complète.

Bref, par des moyens de fortune, nous avons fait l'impossible, et à 9 heures du soir, j'ai eu la satisfaction relative, en passant à chaque wagon, que tous me remerciaient et me disaient qu'ils avaient le nécessaire.

21 mai 1917. — Le si triste tableau des pauvres évacués me reste sous les yeux. Ces pauvres malheureux, las d'être empêchés de dormir par le bruit du canon, fatigués de ne plus rien être chez eux, n'ayant plus rien à défendre, et redoutant le danger pour les leurs, ressemblaient à ces fatalistes orientaux qui espèrent en partant trouver mieux que ce qu'ils quittent. Hélas ! je crains qu'il n'en ait pas été ainsi.

Actuellement les Allemands font le recensement des lampes électriques et deviennent de plus en plus exigeants dans l'enlèvement des cuivres, bronzes, etc., ainsi que des matelas, qu'ils ne tolèrent plus au lit des officiers.

Dans nos campagnes ils font pâturer dans tous les fourrages. Dans les maisons et jardins, toutes les cachettes sont trouvées par eux. La ville a été avertie que si elle ne payait pas l'intégralité de la somme demandée en argent d'État des dix notables : Hélot, Garin, le secrétaire de l'archevêché, Lestoille, Morand et Roth-le-Gentil (en France), Mmes Demolon, Pluvinage, Mlle Glinel et Mme Hélot (en France), seraient arrêtés jusqu'à complet paiement. Il a été répété une fois de plus qu'ils étaient plus que fatigués de moi, parce que, par ma mauvaise volonté, je mettais des entraves à tout ce qu'ils demandaient. Il est présumable que le recouvrement de l'impôt de guerre leur donnera l'occasion de me supprimer.

Mes visites à Noyelles sont de plus en plus pénibles, le pillage des maisons abandonnées, la destruction de l'usine et la construction des défenses par les nôtres sont écœurants.

27 mai 1917. — L'offensive, aussi bien en Champagne que sur le front anglais, encore une fois, n'a pas donné ce qu'on attendait, Notre situation est devenue terrible.

Il n'y a plus de ravitaillement possible en dehors de ce que nous donne la Croix-Rouge belge, qui elle-même devient très stricte, voire même menaçante; si, avec une parfaite discipline, ses ordres ne sont pas exécutés. A ce sujet l'administration municipale de Cambrai nous met dans une situation dangereuse. Elle a pu se procurer une grande réserve de farine et, sans même prendre de précautions, elle distribue des rations supplémentaires de pain. De ce fait les maires des autres communes sont l'objet de reproches de la part des habitants, parce qu'ils ne peuvent donner ces suppléments.

Les Boches ont mis les vendeuses du marché aux légumes en révolution, en affichant un tarif de vente très en baisse, quoique encore élevé. Actuellement, notre région fournit environ 15 000 travailleurs pour les Allemands, mais il paraîtrait que ce n'est pas suffisant, ils font passer un conseil de révision très sérieux à tous les hommes qui ne sont pas encore pris par eux. Notre servage est complet; il y a deux jours les douze équipes de chercheurs de cuivre et de matelas avaient trouvé bon de prendre les chaussures, vêtements, et les bijoux que les femmes portaient; il a été possible d'arrêter momentanément cet élan, mais, il ne faut pas se le dissimuler, ces pillards, voleurs de grands chemins, recommenceront, pour cela comme pour le reste. Imbus de la confiance que la fin est proche, nous faisons des cachettes un peu partout, chez nous et ailleurs, mais ils sont si habiles qu'ils trouveront tout, ils sont si souvent en perquisitions dans nos demeures que parfois ils nous prennent sur le fait en train de cacher. Quelle vie!

1^{er} juin 1917. — Malgré les fortes canonnades que nous entendons de temps en temps, comme cette nuit, l'offensive anglaise est certainement suspendue. Nous voyons encore de ces beaux et palpitants combats d'aéroplanes, l'infériorité allemande actuelle ne fait pas de doute. Les allées et venues des troupes sont grandes, on dit qu'une partie repart pour la Russie? Il y a quelques jours, cent mitrailleurs, sous les ordres de deux officiers, ont pendant trois quarts d'heure brisé et détruit dans la sucrerie de Noyelles; armés de marteaux et de morceaux de fer, ils cassaient, brisaient; le pillage, voulu de propos délibéré, a été certainement commandé.

Ils restent persuadés que dans les nombreux souterrains de la ville et du pays nous avons des organisations qui leur sont préjudiciables, aussi ils continuent dans nos caves les recherches d'entrées de ces souterrains. Ils ne peuvent rien trouver, car ces anciennes carrières non entretenues se sont effondrées et chacun a bouché les galeries qui donnaient chez lui.

La Commandanture de Noyelles a inventé de créer un cimetière spécial pour leurs soldats et de le placer dans le village. J'ai protesté au nom de l'hygiène et leur ai proposé un terrain très convenable à cet effet, se trouvant à 300 mètres des habitations. Ces hygiénistes prétendus l'ont refusé avec obstination.

Des bruits d'émigration prochaine ont jeté un grand émoi dans la population de Cambrai. Il n'y a rien de vrai ; évidemment, nous devons prendre des précautions en vue de cette éventualité, qui, hélas, semble devoir se produire au dernier moment, malgré les efforts que nous ferons pour obtenir de rester, mais actuellement rien n'indique que ce soit proche. En attendant, les équipes d'ouvriers civils se recrutent toujours, il n'est fait aucune exception, tous les hommes de toutes les classes y sont appelés ; ils incorporent même des personnes plus qu'affaiblies.

Dans les campagnes principalement, les jeunes filles de toutes classes sont forcées d'aller aux champs.

M. Krohn, directeur, à Valenciennes, de la Finantz Abteilung de la II^e armée, est venu deux fois pour forcer notre syndicat à demander l'autorisation d'émettre une troisième série de bons représentant 12 millions de francs. Ne voulant pas avoir une somme aussi importante à sa disposition, le conseil d'administration du syndicat a jugé qu'il ne ferait pas actuellement de nouvelles émissions. L'intendance a ordonné au moulin Cornaille de moudre pour l'armée quatre bateaux de blé du comité américain ; nous avons protesté et refusé, mais de Valenciennes l'ordre est venu. On affirme que ce blé sera rendu intégralement. C'est un commencement ! Il est vraisemblable qu'ils n'avaient plus de quoi faire du pain pour leurs troupes et qu'ils ont, par force, passé outre à toute convention. L'Archevêque, condamné par eux à une inaction qui lui pèse lourdement, a écrit deux bien belles lettres, l'une au commandant de l'armée, à l'occasion de l'enlèvement des matelas des vieillards et des Petites Sœurs des pauvres, l'autre à l'Empereur, au sujet de la prise des cloches ; sa protestation est très digne.

8 juin 1917. — Presque sans discontinuer, les combats d'aéroplanes continuent, nous en sommes réconfortés, car dans leur *Gazette des Ardennes* ils chantent victoire, alors que nous sommes à même de juger de leur infériorité sur ce point ; espérons que leurs cris de succès ailleurs sont aussi faux. Avec quarante-huit heures d'intervalle, des aéros anglais sont venus la nuit pour bombarder l'aérodrome de Provillle. La réussite n'a pas répondu à l'audace et à l'habileté. La première fois une vingtaine d'obus se sont placés dans les jardins, tout le long du champ d'aviation, sur une ligne à 50 mètres des hangars. La deuxième nuit une douzaine sont tombés plus près du but, mais ne l'ont pas encore atteint.

Fort, heureusement pas un civil n'a été touché et les dégâts matériels sont insignifiants.

La grande pitié et le grand courroux sont toujours pour les malheureux ouvriers civils qu'ils qualifient de volontaires, probablement parce qu'ils les font émarger sur une feuille de paie ! Par ces grandes chaleurs que nous subissons, ils les conduisent travailler sur le front ; hier, dans une escouade, revenant de 8 kilomètres au delà de Marcoing, trois d'entre eux ont été frappés d'insolation ; l'un d'eux, âgé de cinquante-cinq ans, est mort sur le coup, les deux autres sont en très mauvais état. Les travaux que font ces malheureux intéressent tellement leurs tyrans qu'ils se préoccupent de leur alimentation. Malgré cela, la ration fournie par le comité américain, ou rarement par eux, moyennant paiement, est toujours insuffisante. J'ai eu encore un incident avec la Commandanture à propos du procès-verbal de prise de possession des quatre bateaux de blé. Le servage est de plus en plus serré, le fouet des menaces est horrible à supporter. Il y a deux jours, le grand quartier général a exigé très précipitamment un inventaire des blés et farines dans le pays. Cette préoccupation est-elle bon signe ?

Le délégué espagnol ou hollandais qui remplace l'américain est venu hier pour la première fois avec M. le capitaine Neuerbourg. Ce dernier est Allemand, bien Allemand, mais toujours convenable. Il est aussi aimable et complaisant qu'il peut. Je me reproche de n'avoir pas été hier très correct, je me suis amèrement plaint de sévices auxquels il ne pouvait rien et dont il souffrait. Il m'avait cependant remis un communiqué du *Matin*, en date du 23 mai, qui m'avait fait grand plaisir. Ils renoncent à payer maintenant le solde des sucres de la campagne dernière suivant la convention passée ; avec une mauvaise foi insigne, ils me renvoient d'une administration à l'autre.

La municipalité a convoqué les six notables qu'elle consulte de temps en temps. Il s'agissait d'examiner la question d'évacuation des habitants de la ville. Sur sa proposition, à l'unanimité, il a été décidé de signer une lettre que j'avais eu la précaution de préparer. Nous revendiquons le droit de rester et d'affronter le péril d'un bombardement.

Les affiches ne chôment toujours pas, elles concernent un tarif pour les mouchoirs, batistes et linons, une défense de pêcher et de chasser, la nomenclature de tout ce qui est réquisitionné, les ordres d'entente solidaire entre communes pour se procurer l'argent nécessaire au paiement de l'impôt de guerre, etc. Les exigences journalières en interprétation de ces ordonnances, suivant l'arbitraire de chacun, sont encore plus terribles que les ordres eux-mêmes.

Nous n'avons toujours pas de nouvelles vraies des opérations ;

l'écho des dissensions dans les Parlements, principalement en France, nous attriste ; il faut que notre confiance soit bien ancrée pour qu'elle ne soit pas ébranlée.

13 juin 1917. — La déception s'accroît ! nous ne voyons plus aucune indication de la délivrance, et cependant nous constatons qu'il y a peu de troupes et de canons sur notre front, alors que les obstacles ne sont vraiment pas terribles. Ils prennent pour leurs colonnes même nos ouvriers des magasins de denrées américaines. Nous avons beaucoup de peine à décharger les marchandises. Les Allemands s'immiscent de plus en plus dans cette administration pour nous mettre du désordre. Le premier venu se dit maître d'y faire ce qu'il veut. Après nous avoir volé, malgré les conventions, quatre bateaux de blé au moulin, ils nous poursuivent devant le conseil de guerre pour avoir retardé par nos protestations la prise de possession : hier j'ai passé quatre heures à l'instruction pour cette affaire. Leurs perquisitions ne cessent pas, il faut qu'ils aient encore bien du monde disponible pour y consacrer un aussi nombreux personnel ; ils ont douze équipes se composant chacune de dix personnes au moins commandées par un officier. Une quatrième fois ils ont fait hier une grande rafle chez moi, de pendules, candélabres, matelas, etc. Ce matin, à la Chambre de Commerce j'ai vu l'*officier* démonter les poignées en bronze des portes : voilà à quel point l'éducation de banditisme a réduit, ces fiers guerriers. La honte est sans limite pour eux, mais notre énervement a de plus en plus de peine à se contenir. La souffrance dépasse la mesure, il est stupéfiant que le découragement ne s'introduise pas dans les cœurs. Pendant ce temps, terrible pour nous, en France on se plaint d'être privé de viande deux fois par semaine et de la perspective d'être rationné de pain !

Je me multiplie de plus en plus pour maintenir la concorde un peu partout ; c'est parfois difficile, à cause des privations infligées et des exigences allemandes. De temps en temps une journée meilleure reconforte ; hier, à la séance de la Chambre de Commerce, nous avons eu le bonheur d'avoir nos collègues du Cateau et de Caudry, nous ne les avons pas vus depuis très longtemps ; plus éloignés des lignes de bataille, ils sont moins avancés que nous dans les épreuves, mais ils ne sont pas épargnés pour cela. Leur âme est à la hauteur des circonstances ; confiants comme nous dans le résultat final, ils sont armés pour maintenir leur action de reconfort vis-à-vis des plus déprimés. Notre ami et collègue Camuset nous a fait ses adieux ; il a été avisé que lui et sa famille allaient tre expulsés ! Où vont-ils être évacués ? Tous nous avons partagé son émotion.

Vers Noyelles, comme ailleurs, nos concitoyens, après avoir creusé les caves à munitions, les consolident au ciment ; la confec-

tion de tranchées et de haies en fil de fer barbelé se continue à force. Le pillage voleur et destructeur est sans limite, comme sans vergogne, il n'est toujours plus question de bons que pour en promettre, quand on veut bien se donner cette peine. Dans quelques jours, ils n'auront plus rien pour nourrir leurs chevaux, tellement ils gaspillent les fourrages verts. Les jardins sont rapinés comme le reste, tout est pris en herbe, les fruits sont dévorés verts, à peine formés. Ils semblent prendre des précautions pour l'entretien des routes en vue de l'hiver ! Les bords du canal sont couverts d'immenses tas de pierres de Lessines.

20 juin 1917. — La municipalité a encore convoqué les six notables, grands chefs de services publics, pour les consulter sur la question d'évacuation. Ils n'avaient, comme toujours, pas nettement fixé ce qu'ils avaient à nous demander. En réalité ils eussent voulu nous faire prendre les responsabilités de ce qu'ils avaient fait depuis notre dernière conversation. Or, inconsciemment, ils avaient agi dans un sens opposé à ce que nous avions indiqué. En attendant l'a réponse à la lettre protestant contre toute évacuation forcée, on avait surtout dit qu'il ne fallait pas coopérer aux préparatifs d'évacuation faits par l'administration allemande, et cela pour éviter que l'ennemi puisse voir par là une résignation affaiblissant considérablement notre protestation. Nous avons dit en outre qu'il fallait rassurer la population effrayée par des bavardages. Non seulement le secrétaire général a servi d'intermédiaire pour arrêter une liste de trois cents personnes qui devaient rester, mais il a surchauffé les craintes de nos concitoyens en leur disant que l'évacuation de Cambrai imminente était une nécessité patriotique, et autres balivernes du même genre. Ne sachant pas vouloir suivre une ligne de conduite arrêtée, la municipalité s'est laissé entraîner. Nous avons dit avec beaucoup de condescendance ce que nous pensions de cette façon de faire, mais nous avons appuyé sur l'urgence de couper court à ces agissements.

Nous avons décidé, à la Chambre de Commerce, un peu tardivement, de protester contre les abus dans les réquisitions. Je crains que ces voleurs, menteurs, veuillent nous prouver qu'ils font tout correctement, comme ils le doivent. Le brigand Hadgi-Stavros, dans l'histoire imaginaire d'Edm. About, s'éloignait moins de l'in vraisemblable, mais ils sont dans le même genre. Ces cambrioleurs accumulent de plus en plus la haine et le désir de vengeance.

Ces jours derniers, des députés socialistes boches ont été conduits au front anglais ; les officiers chargés de cette mission ont regretté qu'ils n'aient pas été atteints par les obus.

Le calme continue et est de plus en plus invraisemblable.

Ils ne savent pas économiser et ménager la nourriture pour leurs chevaux. Ils prélèvent du sang à tous les chevaux pour analyse.

bactériologique. Des affiches menacent une fois de plus tous ceux qui ne respecteraient pas dans les champs leurs placards d'accaparement.

28 juin 1917. — De nouveaux ordres sont encore placardés ; l'énumération de tout ce qu'ils peuvent prendre comprend tout ce que nous possédons, mais n'implique rien autre que ce qui se fait depuis longtemps. Ils interdisent aux particuliers de conserver chez eux aucun poison, et cela sous peine de mort. Avec la brutalité indécente ordinaire, ils me rendent personnellement responsable des médicaments qui ont pu nous être fournis par la Croix-Rouge belge. Les formalités pour les logements des troupes sont rappelées ; nous ne sommes aucunement maîtres de l'accomplissement de ces ordres, mais ils nous en font responsables. Enfin un nouveau tarif pour la vente des légumes réglemente ce qui ne peut échapper à la variabilité.

Avec une persévérance digne de meilleur emploi, la municipalité a encore consulté ses six notables pour une question purement administrative d'importance secondaire.

Nous avons eu à la Chambre de Commerce la visite de MM. Krohn et Muller, directeurs du bureau des finances des II^e et VI^e armées. Ils ont annoncé qu'incessamment un nouvel impôt de guerre pour le deuxième semestre de l'année allait être levé. Pour notre région, celui qui vient d'être payé s'élève à 6 millions, l'importance du prochain sera de 9 millions. A cette occasion ils nous ont dit que la totalité des bons de monnaie actuellement émis dans la région de France occupée atteint 900 millions. Ils désirent que ce chiffre s'augmente le moins possible et voudraient que, par des prêts aux communes, les particuliers pourvoient aux nouveaux besoins. Dans une réunion tenue aujourd'hui, au comité de surveillance de notre syndicat, nous avons examiné la prévoyance que cette éventualité nous imposait. La décision prise n'étant peut-être pas très mesurée, je vais retarder l'exécution jusqu'à la prochaine réunion.

Notre ami M. Charles Camuset est exilé avec sa famille depuis hier au Quesnoy. Mes concitoyens de Noyelles sont décidément installés en Belgique, à Couthuin, province de Liège ; résignés à leur triste sort, ils ne se plaignent pas trop. La vie si triste des habitants restés à Noyelles se confond avec celle de deux cents ouvriers des colonnes, le sinistre travail des défenses et de construction d'abris se continue. Chaque jour il tombe des obus anglais à proximité de ces malheureux opprimés, il est extraordinaire qu'il ne soit pas encore arrivé d'accident. La question d'alimentation devient de plus en plus grave, nous sommes réduits aux rations insuffisantes de la Croix-Rouge belge. Les fruits et légumes de nos jardins sont pillés par les soldats avant d'être poussés.

Nous sommes quelques-uns à prêcher la patience en disant que

vraisemblablement, si nos troupes n'avancent pas, c'est que les Alliés sont fatigués de tout détruire, qu'ils veulent épargner les vies de nos soldats, alors qu'ils sont certains que la lassitude et la famine amèneront d'ici peu l'ennemi à se soumettre à notre volonté. Ce langage a été si souvent tenu sous des formes diverses que beaucoup ne veulent pas se rendre à nos beaux raisonnements, qui malgré tout font du bien.

3 juillet 1917. — Toujours le même manque d'action importante sur notre front. Les tirs d'artillerie anglaise nous envoient souvent des obus qui tombent à proximité de nos concitoyens et qui, par une chance invraisemblable, ne causent aucun malheur. La perspective de passer encore un hiver sous la domination cruelle de nos ennemis sauvages, qui se complaisent dans la rapine, la cruauté, la dévastation, nous accable de tristesse.

4 juillet 1917. — La ration journalière des troupes allemandes au front est encore à peu près régulièrement de 500 grammes de pain de seigle et de 250 grammes de viande fraîche ou conservée; les soldats au repos ont infiniment moins. Notre ravitaillement est incomparablement moindre, et s'il fallait passer l'hiver sans pommes de terre, puisqu'ils les détruisent, je me demande avec terreur comment nous pourrions maintenir nos populations, dont les récriminations croissent chaque jour. Elles ont la prétention que nous ne les laissions pas souffrir. Même les personnes qui voudraient se procurer du ravitaillement à n'importe quel prix n'en trouvent plus. Bien rarement un jambon détourné des Allemands se vend à 25 francs le kilogramme. Les langues conservées, comme le beurre, au même prix. Évidemment, nous ne pouvons plus rompre notre isolement, en nous recevant pour manger, entre amis, une fois de temps en temps.

De plus en plus les Allemands exigent que nous leur payions tout en monnaie d'État, dans l'espoir de nous forcer à leur donner des billets de la Banque de France ou même de l'or; ils ne laissent pas dans la circulation les marks dépensés par leurs troupes, ils ont partout des bureaux de change dans lesquels ils échangent, avec 4 et 5 pour 100 de boni pour l'échangeur, les marks contre des billets communaux. Malgré tout, il est fort rare qu'il leur soit versé des billets nationaux, et jamais ils ne voient notre or. Malheureusement, dans leurs perquisitions, ils en trouvent trop souvent. Ces réserves les irritent et les rendent de plus en plus méfiants et exigeants. Ils parlent à nouveau des coffres-forts dont des cases sont louées à des particuliers; il serait question de les transporter intacts à Valenciennes dans les succursales de nos banques. Le dimanche, nos églises sont prises par eux pour leurs offices, auxquels les soldats assistent en masse; leur attitude est très recueillie.

Ils ont définitivement chassé de leur établissement les Petites Sœurs des pauvres avec leurs vieillards. Menés à Valenciennes, nous nous demandons comment ce transfert a pu s'opérer, et comment ces malheureuses pourront subvenir aux besoins de leurs pensionnaires. Un lazaret a été immédiatement installé à leur place.

Cette évacuation a peut-être été précipitée par l'incendie d'un hôpital installé dans le collège Fénelon.

Réveillés à minuit par le tocsin, nous avons trouvé la ville remplie de lueurs sinistres. Un incendie comme jamais on n'en avait vu à Cambrai avait pour cause leur cinématographe installé dans notre salle de conférences (ancien couvent Saint-Julien). En rien de temps l'embrasement s'étendait sur l'école de musique et les écoles communales et se propageait, en traversant la rue, sur tout l'établissement du collège Fénelon. Le foyer était immense, l'intensité du feu aussi grande, que les moyens de le combattre étaient faibles. Tout a été détruit, les efforts ont été réduits à préserver les immeubles voisins. Chose extraordinaire, la loge maçonnique, complètement enclavée dans les immeubles incendiés, a été absolument intacte.

Les institutrices des écoles communales prévoyaient ce désastre depuis un an. Témoins de leur fâcheuse installation et des imprudences, elles avaient pris la précaution de mettre en caisse tout ce qu'il leur importait de sauver, mais les cambrieurs allemands arrivés immédiatement ont tout pillé, et elles sont sorties, ayant tout perdu. Les blessés ont été transportés en hâte dans l'église Saint-Géry, quatre ou cinq sont morts brûlés.

11 juillet 1917. — Malgré les nouvelles favorables qui nous viennent sur l'offensive russe, notre lassitude n'a d'égale que l'énerverment de tous. Dans ces conditions, l'étude des questions très délicates que chaque jour nous apporte est très difficile. Les scrupules de patriotisme nous font envisager les choses avec le cœur, avec nos sentiments, alors que nous nous aveuglons sur la situation vraie qui nous est imposée par nos tortionnaires. Asservis sous la férule de cette race maudite, nous sommes réduits au servage le plus humiliant, sans moyen de nous y soustraire. Leur nombreux personnel nous enserme dans l'obligation de leur donner des renseignements qu'ils connaissent mieux que nous, ils savent ce que nous sommes et ce que nous possédons. Non seulement ils ont constamment la menace à la bouche, mais le plus souvent ils commencent par sévir. Une autre aggravation vient du manque d'autorité des chefs sur les subalternes, qui sont alors entièrement livrés à leur initiative, aussi méchante qu'inintelligente. C'est certainement ainsi qu'ils poursuivent l'anéantissement de ce que nous possédons. Systématiquement ils mitraillent nos

usines après avoir avarié notre outillage pour enlever les cuivres et bronzés, ils démontent et brisent nos machines. Nous traiter en suspects ne leur suffit pas, ils voudraient nous faire croire que nous ne cessons de conspirer. Cette situation fait que notre haine et notre volonté de vengeance n'ont plus de limite. Nous tremblons à la pensée que notre malheur pourrait se prolonger encore un hiver, mais aucun sacrifice ne nous coûterait, si nous avions la certitude qu'ils seront détruits et devront accepter les conditions de paix que nous voulons tracer pour eux. C'est sous l'influence de ces idées que je convoque pour mercredi 18 tous les maires de la région.

Ils viennent d'évacuer sur Valenciennes 94 vieillards gâteux de l'hospice civil et de forcer 5 religieuses Augustines à aller les soigner, 9 autres sœurs sont prévenues qu'il va leur être donné incessamment une destination analogue. Du reste, ils continuent à prendre des dispositions pour le cas de bombardement de la ville. Les caves de l'hôtel de ville et autres établissements sont mises à l'abri autant que possible des obus, le sol est couvert de planches, ils installent lumière et chauffage pour y mettre leurs bureaux aussitôt qu'il y aura danger.

Les communes reçoivent les ordres pour le nouvel impôt de guerre dont l'importance est décidément de 50 pour 100 plus élevé que celui qu'ils viennent de percevoir, soit, pour notre région, 9 millions de francs. Après bien des tergiversations, nous venons, contrairement à ce que nous avions décidé, de demander l'autorisation d'émettre pour 12 millions de billets du syndicat. Nous nous étions laissé entraîner à de petits moyens qui aboutissaient à faire de l'obstruction, parce que nous nous sentions impuissants à empêcher le mal en lui-même. C'était la certitude de voir la main de fer s'abattre sur notre population une fois de plus, et cela sans résultat pratique. Nous n'avons plus besoin de faire des manifestations platoniques de patriotisme, nous montrons suffisamment notre attachement à la patrie en nous soumettant sans récriminations et avec vaillance à la nécessité qui s'est imposée à notre gouvernement d'être impuissant depuis trois ans à nous secourir. Nous avons défendu en vain les intérêts de la patrie, en nous opposant à certaines prétentions allemandes contre lesquelles nous ne cessons de protester.

18 juillet 1917. — Ce matin j'ai fait à soixante maires une conférence d'une heure et demie. Je les ai entretenus du ravitaillement de la Croix-Rouge belge. Je leur ai expliqué la réduction du ravitaillement et la nécessité de faire comprendre à la population que notre dignité en face de l'ennemi nous impose la résignation, et surtout défend les récriminations inutiles. Pour qu'ils ne puissent pas ignorer la réalité des choses, je suis entré dans beaucoup de

détails, et leur ai donné mes impressions sur la situation de la guerre. Ce qui les a le plus impressionnés, c'est la perspective de voir abaisser la qualité du pain, déjà si mauvais. A partir de cette semaine les 250 grammes de farine alloués journellement à chacun de nous se composeront de 65 pour 100 de seigle (avec extraction à 96-97 pour 100) auxquels il sera ajouté 35 pour 100 de blé indigène mal récolté, mal conservé, la mouture étant à 97 pour 100. J'ai fait ressortir que ces farines, à défaut de blé exotique qui manque totalement, nous étaient fournies par les Allemands, et réduisaient d'autant leurs approvisionnements, précipitaient donc leur épuisement par la famine. Les œuvres sociales de secours de toute nature ont été l'objet d'une étude, pour empêcher les abus par cumul, et aussi pour faire qu'il n'y ait pas de pauvres honteux qui soient abandonnés. Enfin nous avons examiné sous toutes ses faces le nouvel impôt de guerre.

Comme toujours ils ont été satisfaits de ces conseils. Leur moral est très bon. Ils ne demandent pas une paix précipitée, mais comprennent qu'il faut pouvoir imposer toutes les conditions dont la France a besoin ; aussi leur résignation est très belle.

Pas d'événements militaires dans notre région. Souvent, après des tirs considérables d'artillerie, des engagements peu importants se produisent, mais, hélas ! il n'y a pas d'avance pour nos troupes. On ne signale pas d'accidents civils dans nos villages du front. Ils ont toujours peu de troupes dans la région et ils travaillent beaucoup à leurs entreprises de défense pour mettre à l'abri les hommes et les munitions. Les chemins de fer à voie étroite se multiplient. Il y en a trois dans le village de Noyelles, reliés dans les cours de la sucrerie. La ruine se propage atrocement. J'ai pu me procurer des photos de la destruction. La sucrerie d'Havrincourt est dans le même état que le château, qui est anéanti. Il en est de même partout. Quel malheur ce serait s'il n'était pas possible de leur imposer la reconstitution de tout le pays ! Non contents d'avoir contraint tous les hommes à former des colonnes d'ouvriers, ils constituent des colonnes de femmes ; à cet effet, ils appellent les bonnes de nos maisons. Les enlèvements à la suite de perquisitions se continuent, des lettres de dénonciation les aident terriblement.

26 juillet 1917. — Les soldats ne marchent que lorsqu'ils ne peuvent faire autrement et toujours en se plaignant. Il y a trois jours, à Noyelles, seul un officier a répondu à la demande de 100 volontaires pour aller faire une incursion dans les tranchées anglaises, et cependant ils sont alléchés par des distributions exceptionnelles, la remise de 4 marks à dépenser à la cantine, et enfin une permission de quatre jours en Allemagne. Il n'est du reste revenu que fort peu d'hommes de cette équipée, l'officier a été le premier

tué. De plus en plus la surveillance mutuelle empêche les soldats de parler, aussi nous savons fort peu de chose. On nous dit que tous les éléments civils allemands, si nombreux, doivent quitter la ville avant le 5 août. Les sucreries de Quéant et de Graincourt sont dans le même état que celle d'Havrincourt.

Les représentants des administrations financières des II^e et VI^e armées sont venus pour faire modifier nos demandes de nouvelles émissions de bons. Ils ne sont pas contents du retard que nous avons apporté dans cette demande, et leurs menaces sont sérieuses, pour le cas, qui inévitablement se produira, où de ce fait les communes n'ont pas payé le nouvel impôt pour le 5 août. Leur colère est grande également parce que nous avons refusé de verser au maire de Bois-Bernard une somme votée par le conseil municipal, en disant que la commune n'existait plus puisqu'elle était évacuée; cette affaire aura probablement une suite fâcheuse, mais nous attendons les événements.

J'ai pu aller hier à Valenciennes pour m'occuper des questions de ravitaillement de la Croix-Rouge belge. J'en ai profité pour me renseigner sur beaucoup de choses. Je n'avais pu obtenir d'autorisation semblable depuis le 22 novembre dernier. J'ai rapporté la certitude qu'il ne fallait pas espérer d'amélioration dans les distributions, heureux si la ration peut être maintenue intégralement.

Les Valenciennois sont traités aussi durement que nous, mais, éloignés du front, ils sont en retard sur nous, en ce qui concerne les vexations allemandes.

L'émoi est général et grave à la suite de l'enlèvement en Allemagne, à Holzminden, de leur vénérable maire, M. le docteur Fauchon, âgé de soixante-dix-sept ans. On ne sait pas exactement pourquoi cette mesure a été prise. C'est surtout comme sous-préfet qu'il avait cessé de plaire; ils avaient prétendu qu'il était un centre de résistance pour les maires. Un refus de l'inspecteur des écoles de donner la main à un officier allemand a confirmé la décision déjà prise. Le dernier incident a provoqué la fermeture de toutes les écoles publiques. Les maîtres et professeurs sont tous envoyés aux colonnes ouvrières.

Le moral de la population est bon. On se plaint fortement de l'alimentation, mais l'unité de bonne entente entre tous les dirigeants limite ces doléances. J'ai appris qu'à Douai un procès en conseil de guerre venait d'avoir une certaine gravité pour un groupe de personnes qui alimentaient clandestinement des soldats restés dans le pays et non portés sur la liste des habitants. On espère que le maire échappera à la prison.

28 juillet 1917. — Nos Petites Sœurs des pauvres ont pu se caser pas trop mal avec leurs vieillards, des âmes charitables les

aident. Les vieillards de l'hospice de Cambrai ont été transférés de Valenciennes à Maing. La mairie est transférée dans le local de la Caisse d'Épargne, et les bureaux du Comité de district, avec la Chambre de Commerce, dans un local de la place Saint-Jean.

Jeudi j'ai mis au courant mes collègues du Comité de surveillance de la Caisse syndicale, des prétentions allemandes ; quelques-uns ne se sont pas rendu compte de la gravité de la situation créée par notre résistance passive. Hier le maire a fait appeler les six notables ordinaires pour leur dire que son conseil, en opposition avec lui, avait refusé de voter l'impôt de guerre, par crainte d'évacuation des habitants. En effet, une erreur avait porté à la connaissance de la ville un projet d'affiche concernant une évacuation éventuelle, et l'habitude si funeste d'administrer sur la place publique a permis au personnel de mairie de prendre copie de cette affiche, non destinée actuellement à la publicité, de sorte que son contenu, mal connu et pas expliqué, a mis la population en grand émoi. C'est sous cette impression mauvaise que le conseil a fait le croquemitaine en disant qu'il ne voterait l'impôt que contre engagement de ne pas évacuer les habitants. Le Commandeur n'a pu prendre d'engagement parce qu'il ne peut connaître ce que seront les circonstances, mais il a dit qu'il faudrait qu'un bombardement continu survînt pour en arriver à cette extrémité.

Aussi ce matin l'impôt de guerre a été voté. Dans l'intervalle, les six notables avaient dit que le premier vote ne pouvait être bon que s'il était définitif, mais que si, quelque jour, des sévices devaient être suivis d'une reculade, il aurait été nuisible à l'autorité municipale, ridiculisée auprès des Allemands par cette fanfaronnade. Les ballons captifs d'observation se rapprochent de Cambrai. Les Anglais bombardent ferme Havrincourt, Flesquières ; cette nuit, les ouvriers civils logés à Noyelles, Cantaing et autres villages, ont été sur le qui-vive et voulaient partir.

En attendant, les perquisitions vexatoires, outrageantes, continuent ; la violation de nos domiciles se répète continuellement sous prétexte de rechercher des cuivres et matelas. Ils prennent brutalement tout ce qui leur plaît, et, à six ou huit inquisiteurs, ils prennent possession des maisons avec arrogance. Les dernières affiches concernent la mise hors de la circulation de certains bons d'émission, des menaces pour garantir la conservation des conducteurs d'électricité, le nouvel impôt de guerre, les envois postaux, la conservation des objets consignés, etc. Bref, notre existence s'aggrave encore chaque jour et devient de plus en plus intolérable. Il y a de moins en moins d'administration, il ne reste que des pillards et grossiers personnages, qui n'ont d'initiative et de suite dans les idées que pour nous frapper par tous les moyens que leur donne la force, en face d'impuissants privés de toute défense. Les nerfs se tendent encore davantage, l'épuisement de chacun rend incapable

de les maîtriser, de sorte que la situation ne peut que s'aggraver. A tous les points de vue, il faudrait que nous fussions délivrés avant l'hiver, sans quoi je crains pour la sagesse que nous conservons encore.

5 août 1917. — Le malheureux cheval qu'ils me laissent provisoirement doit leur être présenté plus d'une fois par semaine, pour s'assurer que, sans avoir de quoi le nourrir, je le tiens en bon état. Les rations de charbon ont été, pour le mois de juillet, de 50 kilogrammes pour famille de 4 personnes à raison de 2 fr. 10. Les familles de 15 à 21 personnes ont eu 150 kilogrammes. Pour le mois d'août, nous aurons un cinquième en moins.

Un article de la *Gazette des Ardennes*, intitulé « Catastrophe russe », a été tiré à part en français et en anglais, et les aviateurs en emportent des ballots pour les jeter sur les fronts français et anglais.

Une affiche nous promet la peine de mort si nous essayons de passer la ligne de combat. Une autre nous impose une deuxième feuille d'identité ; enfin une troisième nous dit de porter, pour examen, nos objets d'art à la Commandanture !

Nos voleurs à main armée continuent leurs perquisitions, et ils trouvent toujours quelque chose à enlever. Venus chez moi pour la sixième fois, ils ont cassé, brisé ; les boutons de portes, comme la sonnette, n'ont pas trouvé grâce devant eux. Il n'est pas possible, lorsqu'on n'a pas passé par ces violences, de se faire une idée de l'impression de courroux, de haine, que nous ressentons. Aussi nous continuons à cacher, mais c'est encore l'occasion d'un énervement terrible, précédant la colère, lorsqu'ils trouvent nos muches. Cependant, en vue d'un bombardement ou d'une évacuation possible, nous devons mettre à l'abri des obus et du pillage une partie de ce qui nous reste. Il a été très question de nous évacuer, mais l'ennemi, en face de l'attaque sur la ligne d'Ypres, estime que le besoin de nous évacuer s'est tout au moins éloigné. Si officiellement ils chantent victoire en Flandre, leurs troupes sont absolument terrorisées. Les régiments sont renforcés avec les disponibilités, c'est ainsi que les bataillons d'ouvriers alsaciens sont en grande partie envoyés à l'instruction ; ces soldats prétendent qu'ils ne tireront pas. Les soldats travaillent beaucoup dans les lieux où ils font leurs écoles, mais on tient à les distraire pour ne pas les laisser penser, pendant les moments de repos, à ce qu'ils appréhendent ; c'est ainsi qu'en dehors du théâtre le soir, on les fait jouer, pendant les repos d'exercices, à la main chaude, à saute-mouton, à colin-maillard, aux barres et autres divertissements d'écoliers.

J'ai obtenu encore un permis pour aller à Noyelles pendant le mois d'août. Nos récoltes se perdent par ce mauvais temps, il n'y a qu'eux qui puissent moissonner, puisqu'ils ont tout pris, mais leur incurie n'arrivera à bout de rien ; cela vaut mieux, puisque seuls ils

en profiteraient. Tout en continuant à enlever les machines de la sucrerie, ils enlèvent nos archives pour en faire des vieux papiers. Ils ne laissent rien. L'impôt de guerre se perçoit, mais ils sont furieux parce que notre syndicat manque d'argent pour fournir aux communes ce qui est nécessaire à cet effet.

12 août 1917. — J'ai reçu ordre d'aller à Valenciennes à la direction des Finances. M. Krohn, au milieu de menaces mielleuses, m'a insinué d'emprunter au consortium de Valenciennes 3 millions de francs, et du papier pour imprimer nos billets, en attendant que celui que nous avons commandé nous soit arrivé. Mes amis, d'accord avec moi, ont pu me prêter 10 000 feuilles de papier, mais ne voulant pas établir de prétexte à prétendre qu'il y a une sorte de solidarité entre deux associations dissemblables, nous avons répondu à M. Krohn que le consortium n'avait pas d'argent disponible. Il a dit qu'il faudrait le lui prouver, parce qu'il savait que ce n'était pas possible. L'affaire en restera là, car nous allons presser l'impression pour pouvoir payer cette semaine. Du reste la VI^e armée nous a fait parvenir les délibérations des conseils municipaux de vingt communes, pour lesquelles nous devons verser 719 000 francs. J'ai eu le plaisir de voir mes amis et connaissances de Valenciennes : les difficultés, les vexations et le manque d'alimentation sont comme chez nous. Ils n'ont pas plus de renseignements que nous sur la situation générale, mais ils sont comme nous armés de courage, ils sauront attendre la vengeance indispensable. Le voyage se fait encore facilement par train direct.

Le commandant a exigé, il y a deux jours, que notre maire fit publier qu'il n'y aurait pas d'évacuation à Cambrai ! A quoi répond cet avis ? Le comité hollandais, après envoi d'une beaucoup trop grande quantité de citrons, nous a expédié un wagon de poulets qui seront vendus demain. La pénurie de viande est toujours la même. Cependant il paraîtrait qu'il y a trois jours des ravitailleurs ont chipé deux bœufs à Escaudœuvres ; les Boches s'en sont aperçus, d'où arrestations. J'ai vu vendre une paire de chaussures pour jeune fille 88 francs : elles étaient très ordinaires.

En prévision du manque de gaz, ils font une installation d'électricité très complète à Provville. Le temps reste heureusement affreux pour la moisson, mais il doit être pénible pour nos troupes. Nous ne savons toujours rien de ce qui se passe au front. De notre côté il n'y a que des escarmouches, les troupes restent peu nombreuses, on travaille toujours aux caves, chemins de fer, etc. Nos ouvriers civils sont si entraînés qu'ils ne songent pas au danger qui les menace chaque jour, du reste il leur arrive peu d'accidents. Les ballons d'observation sont très proches les uns des autres, l'artillerie anglaise les menace constamment, de temps en temps, nous en voyons tomber un, souvent en feu. Les avions se battent

moins depuis quelques jours, l'aérodrome de Proville est supprimé. Hier, à une heure du matin, une explosion de mines, très éloignée de nous, nous a fortement secoués. Il nous a été donné six heures pour vider un magasin contenant nos provisions de ravitaillement, puis ils y ont renoncé ; mais deux heures après ils demandaient qu'un autre soit mis à leur disposition. La maison est encore occupée par des officiers dont je ne connais pas la tête ; les ordonnances sont assez tranquilles, décidément ils sont moins fiers.

Encore une nouvelle affiche énumère, comme cela a été fait vingt fois, toutes les choses consignées, c'est-à-dire qu'elle donne aux soldats le droit de tout piller chez nous.

18 août, 1917. — Ce matin, un cruel événement s'est produit ; depuis ces jours derniers, les explorations et combats d'aéroplanes ont repris une grande activité ; la ville et les environs ont été largement arrosés de bombes et surtout, quoi qu'en disent les Allemands, de shrapnells qui n'ont pas éclaté en l'air, mais seulement en touchant des murs ou le sol. Les dégâts matériels sont peu importants. Ce qui est beaucoup plus grave, nous avons deux civils tués et six blessés. Ce sont des risques de guerre qui, dans la situation où nous sommes, pourront et devront se produire avec beaucoup plus d'importance et de fréquence. Malgré tout ce que ces faits ont de pénible, nous ne devons pas nous plaindre. Il nous faut savoir regarder en face le danger, et trouver naturels les actes de combat.

Les lignes de ballons d'observation, aussi bien anglaises qu'allemandes, sont d'une visibilité très nette autour de nous. Nous avons été très surpris par le ton de l'intervention papale en faveur de la paix ; sans connaître complètement le texte de la proposition, d'une façon universelle, tous ici blâment la chose.

Très préoccupés depuis quinze mois des souterrains de Cambrai, les Allemands viennent d'achever de mettre, par cette voie, en communication la rue des Chanoines, la place d'Armes, la Mairie, la Citadelle et la Gare. Les nouvelles de Flandre, d'Artois, de l'Aisne, de Champagne et des Ardennes sont réconfortantes. Nous n'espérons plus la délivrance prochaine, cependant il ne faudrait pas grand'chose pour faire renaître cet espoir.

La désinvolture avec laquelle nous sommes traités est vraiment inouïe : actuellement, ils prennent les récoltes que nous avons pu semer, et ils prétendent nous en indemniser en nous payant, d'ici mars 1918, soixante-dix francs de location à l'hectare. Dans un autre ordre d'idées, ils prétendent nous forcer à leur livrer tous les papiers de nos soldats tombés lors de l'invasion ; ils prétendent même que cette demande est en vertu d'une convention avec la France ; il va sans dire que nous allons leur résister.

De nouvelles menaces nous sont faites pour le cas où nous ne

serions pas rentrés chez nous le soir à l'heure fixée, et en cas de destruction des pancartes et affiches.

Un nouveau tarif pour les fruits réglemeute bien inutilement les marchés, car ils ordonnent de leur porter pour le 22 août tous les fruits mûrs et pas *mûrs*!

Ils prétendent à nouveau que nous leur abandonnions dans deux jours les deux seuls magasins qu'ils ont bien voulu nous laisser pour abriter nos denrées du comité d'alimentation. Si nous ne parvenons pas encore à en conserver au moins un, je me demande comment nous en sortirons. Ils ont commencé le démontage d'un de nos plus grands et plus beaux magasins pour le porter en Allemagne!

24 août 1917. — La *Gazette de Cologne* a l'audace de fulminer contre le dire des journaux français qui se plaignent avec bien juste raison de l'obligation où sont mis les malheureux ouvriers civils de travailler aux ouvrages de défense des Allemands et de le faire souvent sur la ligne de feu. Chaque jour il tombe des obus à proximité d'eux; ces exigences nous révoltent, il est impossible d'y échapper, mais le comble est de nier pareille chose. La fourberie, le mensonge, les accusations calomnieuses sont toujours leur système. On nous dit que de ces ouvriers travaillant près du front ont pu réussir à passer du côté anglais; ils ont pu révéler la vérité, si la chose est vraie.

Les avions viennent de plus en plus dans notre rayon. Ils ont détruit trois appareils allemands autour de Noyelles, depuis deux jours. Ils jettent passablement de bombes, hier trois sont tombées dans l'intérieur de ma ferme à Rumilly. Elles ont éclaté en faisant des dégâts peu importants, un soldat a été tué, deux blessés. Le cimetière qu'ils ont fait à Noyelles est aux trois quarts plein; très soigné, ils l'ont orné d'un grand portique, la façade est limitée par une grille volée dans le village.

A la sucrerie, tout en continuant l'enlèvement des tuyaux et machines qu'ils brisent, ils prennent le zinc des toitures. L'aspect général de l'établissement et de ses dépendances me déchire le cœur chaque fois que j'y vais. Ce supplice prolongé est terrible, il serait préférable de constater son anéantissement en une seule fois. Les moulins à blé sont actuellement plus particulièrement l'objet de leur destruction systématique. Ils ramassent les récoltes, les font battre de suite; dans certains villages, leur empressement est tel qu'ils font trois équipes pour battre jour et nuit. Nos malheureux champs, cultivés ou non, sont tellement remplis de mauvaises herbes, de chardons en particulier, qu'on est aveuglé par les semences qui volent jusque dans les rues de la ville. Nous cherchons à leur soustraire des graines d'œillette pour avoir un peu d'huile, mais la surveillance rend l'opération difficile et scabreuse, il en est de même pour les pommes de terre, qu'il est défendu d'arracher

alors qu'ils les prennent toutes. Avec les fruits mûrs ou verts nous devons leur livrer toutes les baies de sorbier.

Sous les prétextes les plus ridicules, le juge de guerre nous inflige des amendes : par exemple, le tarif est de 15 marks, si de la rue on aperçoit un peu de lumière ; si vous faites une réflexion ayant pour but de donner une chambre de moins aux officiers envoyés chez vous, il faut payer 50 marks, etc., etc.

Sur ordre, la ville doit donner la liste des objets de bronze qui nous restent, ainsi que des statues qui se trouvent dans les jardins publics, et de tout ce qui est métallique dans les cimetières. Leur impudence, leur voracité sont sans limite, et toujours ils prétendent qu'ils sont forcés par la façon de faire des Français et des Anglais.

Pour remplacer le cinéma brûlé avec la salle de concerts, un autre a été installé dans la chapelle de l'ancien Grand Séminaire.

26 août 1917. — Nous commençons aujourd'hui la quatrième année de l'occupation allemande. Jamais nous n'avions pu supposer que cet esclavage pût durer si longtemps.

Terrible dès les premiers jours, notre situation n'a jamais cessé d'empirer. Armée d'imposteurs, de voleurs, ils diraient presque que c'est nous qui les tyrannisons. Du simple soldat à l'officier supérieur, nous sommes considérés comme des êtres abjects, quantités négligeables, qui doivent rester passifs sous les coups, qu'il leur plaît de donner. Malheureusement quelques uns des ouvriers civils enrôlés dans les cadres de sous-officiers, vrais apaches, les imitent dans leur façon de faire. Aujourd'hui la division qui défendait le front, peu attaqué, de notre région, est partie pour les Flandres, et est remplacée par des troupes revenues de ce champ de carnage. J'ai assisté à Noyelles à la substitution des uns aux autres dans la saleté de nos maisons, c'est écœurant. Les travaux de défense et de destruction commencés par ceux qui viennent de partir vont être continués et modifiés par les nouveaux venus avec des idées différentes, mais le pillage et l'anéantissement de tout sera encore amplifié.

Les nouvelles qui nous parviennent de différents fronts, ou champs de bataille, sont favorables ; elles ne nous rendent pas l'espoir d'une délivrance prochaine. Que deviendrons-nous s'il nous faut passer ainsi un quatrième hiver ? Il est pénible de penser que ceux de nos concitoyens qui, au moment de l'invasion, sont partis de l'autre côté des lignes pour remplir des devoirs moins pénibles et moins dangereux que les nôtres, trouveront bon de s'octroyer le monopole du patriotisme. Ils passeront au crible nos actes et nous feront subir leurs critiques malveillantes.

Nous n'avons plus de ressources, les prix du peu qu'il est possible, rarement, de se procurer, sont exorbitants ! Le kilo de beurre vaut 30 francs, le mauvais savon nous coûte 4 fr. 50 le kilogramme.

Après avoir vidé les orgues de leurs tuyaux, ils enlèvent les cloches.

De nouvelles équipes de soldats, faisant bande de six, envahissent nos maisons pour prendre le linge, les vêtements, etc., lorsqu'ils jugent que nous avons plus que le nécessaire. Nous sommes à la merci de ces brigands et plus tard ils auront l'audace de dire que nous leur avons donné tout cela volontairement, comme ils disent que nos populations travaillent volontairement pour eux, que jamais ils ne les occupent à des travaux de défense, et encore moins dans la zone de feu. Cette infamie paye d'audace alors que nous sommes paralysés dans nos protestations par la menace de vengeance. C'est ainsi que la *Gazette de Cologne* peut écrire le 20 juillet et le 23 août que leur principe de n'occuper que des ouvriers sur la base de demandes volontaires a été communiqué au Saint-Père.

29 août 1917. — Dans une réunion tenue mardi à la mairie, les six notables consultés ont décidé de signer une lettre dont le sens et presque les termes ont été arrêtés pour protester encore une fois contre les perfidies dont la *Gazette de Cologne* se fait l'écho... Dans cette même conférence il a été question du projet du commandeur qui veut inaugurer le cimetière qu'ils ont créé route de Solesmes.

29 août 1917. — Il a été indiqué au maire qu'il ferait, comme le colonel, un discours de cinq à six minutes de durée, et qu'on se donnerait mutuellement communication des textes.

Mgr l'Archevêque, sollicité de participer à cette inauguration, a subordonné l'examen de la question à la suite qui serait donnée à leur projet de spolier nos cimetières. La mairie a profité de cette occasion pour nous faire connaître qu'elle avait écrit à l'administration allemande pour se plaindre de la quantité et de la qualité du pain qui nous était donné. J'ai dit que je regrettais cette démarche, parce que, loin de provoquer l'intervention des Allemands dans ces questions, nous avions, du Comité des Neutres, l'ordre de ne jamais tolérer leur immixtion en cette matière. Le personnel allemand s'est encore une fois renouvelé chez moi, toujours sans mon intervention; ils sont chez eux, et passent directement à leurs camarades la possession de nos maisons. Ils ont profité de la récolte faite par eux dans nos villages pour augmenter, depuis huit jours, la ration de pain, tout au moins aux troupes du front, auxquelles on en a rendu 500 grammes par jour.

L'enlèvement des cloches est l'occasion de montrer une fois de plus leur vandalisme. Ayant éprouvé des difficultés à les descendre, ils les coupent et les brisent pour jeter les morceaux du haut des clochers. L'opération ainsi faite à Saint-Géry a eu pour effet de

mettre en pièces des corniches et des marches, les morceaux sont allés casser les carreaux des maisons voisines.

Une équipe de 200 soldats russes est revenue dans le pays, pour, sous la direction de 6 ingénieurs allemands et de 20 mécaniciens, procéder au démontage des magasins en fer de nos docks et entrepôts. Une décision, prise d'un commun accord, a fait que les maires des communes remettent à tous les émigrés une lettre de crédit priant le maire du village dans lequel ils sont évacués de verser à tous ceux qui le demandent 1 fr. 25 par jour. Cette mesure a été nécessitée par la ruine de nos populations. L'arrondissement de Rocroi a eu le bonheur de conserver son sous-préfet, et cet administrateur s'oppose, paraît-il, à l'exécution de cet acte d'humanité, sous prétexte qu'il ne connaît pas de loi l'y autorisant !

À l'occasion de l'anniversaire de la prise de possession de la région par l'armée allemande, un service solennel a été dit à la cathédrale pour les défunts. Les autorités et les membres des corps constitués y ont assisté officiellement.

Deux nouvelles affiches concernant les ventes de fruits et de légumes viennent apporter un supplément de menaces. Un ordre répète que tous les œufs doivent être livrés et qu'il nous est interdit de manger nos poules. Les peines les plus sévères sont promises à tout contrevenant.

3 septembre 1917. — Vendredi, les brigands armés sont venus une septième fois rechercher chez moi ce qui est à leur convenance, y compris mon matelas. Tous les meubles, toutes les armoires ont été fouillés ; les papiers, le linge, les métaux et le reste leur sont bons ; ils ont fait vider, pour la prendre, la valise en cuir qui depuis trois ans restait faite en vue d'un départ précipité. Les soldats, qui prennent, donnent maintenant une liste des objets enlevés, mais font signer par un autre ce récépissé. Il paraîtrait que le moulin Cornaille, vendu par eux pour être remonté près Hambourg, serait en démontage. Pour avoir du bois à brûler cet hiver, ils abattent les arbres qui restent dans le pays.

8 septembre 1917. — Nous avons été convoqués, pour entendre ce matin, de la bouche du commandeur, la réponse du général en chef à la lettre collective protestant contre le démenti donné par la *Gazette de Cologne* au sujet du travail des ouvriers civils. Il n'a pas voulu nous remettre une réponse écrite. Il nous a dit que si ces Français travaillaient dans la zone de feu, les plus grandes précautions étaient recommandées à ceux qui les conduisaient pour les éloigner, aussitôt le tir commencé. Ces malheureux ne travaillent pas à préparer des défenses préjudiciables à leurs concitoyens, puisque ce sont des Anglais qui sont sur ce front ! Enfin on engage les notables à ne pas continuer à exciter la population, parce qu'il

leur en cuifait. Toutes ces choses, plus ridicules les unes que les autres, laissent dans l'ombre l'article de la *Gazette de Cologne*.

Il a profité de l'occasion pour nous faire des condoléances au sujet de nos concitoyens tués par nos aéronautes et nous plaindre d'avoir du si mauvais pain. Faisant allusion à la malencontreuse lettre de la municipalité, il a affirmé que l'armée allemande n'était pour rien dans l'insuffisance des rations du Comité des Neutres. Il y avait environ trois mois que je lui avais parlé. Je suis de plus en plus persuadé qu'il faut s'abstenir de toute conversation avec ces dompteurs féroces. Il est impossible de leur répondre sans qu'ils enfoncent leurs griffes, donc il vaut mieux se taire et conserver notre dignité entière et fière.

Au fur et à mesure que le front s'avance, ils démontent les voies ferrées ; c'est ainsi que la ligne de Péronne est enlevée au delà de Rumilly. Leurs soldats sont stupéfaits du petit nombre qu'ils sont en face des Anglais, qui ne bougent cependant pas, alors qu'il serait, selon eux, si facile de les enfoncer. Comme passe-temps, les officiers chassent, même sur la ligne de feu.

La sucrerie d'Escaudœuvres pompe toujours de l'eau non seulement pour la ville de Cambrai, mais au moyen de ses conduites elle en refoule dans les villages ; plusieurs prises d'eau ont été faites à cet effet dans chaque commune. Ils ont encore retiré du front une partie de leur artillerie. Une batterie de gros canons de marine qui tiraient de Noyelles a été enlevée.

Les aviateurs nous font trop de visites pour notre bien sans faire suffisamment de mal à l'ennemi. Hier, des obsèques solennelles ont été faites à huit victimes. La cérémonie, présidée par l'archevêque, a été très imposante. Toutes les autorités y assistaient. Dans la crainte que, malgré leur défense, les aviateurs puissent percevoir de la lumière, aussitôt qu'ils sont signalés, l'électricité est supprimée dans nos maisons.

Il pourrait bien se faire qu'ils songent à un recul précipité. Pour enlever très vivement les immenses dépôts, de toutes espèces de choses, qui ont été faits sur le terrain de la sucrerie de Noyelles, ils installent de nombreux petits chemins de fer perpendiculairement au canal, afin de pouvoir mettre de nombreux bateaux en chargement.

12 septembre 1917. — La préoccupation de nos cachettes ne nous quitte pas ; à la suite de la dernière visite des perquisitionneurs qui s'étaient désignés incidemment mon billard, j'ai cru prudent de retirer les cuivres et étains qui étaient muchés dessous, sur un faux plancher. Le tout a été placé au-dessus d'une armoire fixe dont la corniche a été rehaussée jusqu'au plafond. Ces opérations sont de plus en plus énervantes.

Deux nouvelles affiches très menaçantes pour les ouvriers civils ont été placardées.

Pour étendre les droits des soldats fouilleurs, et faire que rien de ce qui leur convient ne puisse leur être discuté, par extension, il est ordonné que les mèches, fils, tissus de laine, coton, lin, soie, étoupe, jute, etc., sont à leur disposition.

En cas d'approche d'aviateurs, nous devons donner chez nous asile à tous les Allemands et suivre des instructions détaillées.

15 septembre 1917. — Les travaux de descente et de sortie se continuent dans les maisons et rues pour faciliter l'accès des souterrains. L'enlèvement des cloches se termine; ils continuent par les objets d'église. Il est très curieux de constater que l'étalage des magasins est composé presque uniquement de choses d'occasion déposées, pour les vendre, par les habitants de toutes classes. Encore une nouvelle ordonnance pour les œufs et pour les poules, nous allons arriver à nous en débarrasser pour ne plus avoir d'ennuis, alors que nous n'avons rien pour les nourrir. Ils sont assez bons cependant pour nous indiquer que la feuille d'orties constitue une excellente nourriture.

Hier, pendant la séance du Comité de ravitaillement, à la Chambre de Commerce, trois agents de la police secrète ont fait irruption dans la salle où nous étions réunis. Après avoir défendu de toucher aux papiers qui se trouvaient sur la table, nous avons dû vider toutes nos poches. Ils ont examiné scrupuleusement le tout sans rien trouver de compromettant. Ce qui prouve que nous sommes dressés aux précautions de prudence.

Ensuite ils ont fait ouvrir les coffres et la bibliothèque aux archives de communes. Après n'avoir encore rien trouvé, ils sont partis comme ils étaient venus, sans entrer dans les pièces où travaillent les employés de nos différents services. Parmi ces agents, il y en a un qui pendant dix ans a été porion dans différentes mines du Pas-de-Calais. Nous sommes tellement habitués à toutes ces vexations que, extérieurement, nous n'avons pas laissé paraître notre colère. Bien au contraire, pendant leurs examens j'ai continué à exposer à mes collègues les différentes questions dont nous avions à nous préoccuper. Il nous faut craindre que les rapines et vols qu'ils ont substitués aux réquisitions régulières soient volontairement confondus, au moment des règlements, avec les dégâts de destruction lors des batailles de conquête. Ils auront vidé maisons, magasins, usines, et prétendront, lorsque les immeubles seront brûlés, que le contenu a été détruit avec le contenant. Aussi j'engage chacun à faire des procès-verbaux d'enlèvement.

17 septembre 1917. — Nous faisons en ce moment des inspections dans une vingtaine de villages, pour lesquels nous avons pu obtenir des permis de circuler. D'une façon très générale, avec

exceptions très rares, nous trouvons les écritures et distributions de ravitaillement régulièrement faites. Le moral des populations est bien meilleur qu'en ville, où les habitants sont constamment à se plaindre et à se demander quand nous serons libres, libérés. Mes collègues ont été stupéfaits de constater le dénuement des villages les plus proches du front, ils ont été étonnés de l'aspect des terres incultes, du nombre des travaux de défense et de l'état d'avancement de la destruction. L'impression est très pénible et cependant les populations restent vaillantes.

La démolition des magasins des docks et entrepôts de Cambrai avance vivement.

L'épuisement des populations se manifeste actuellement par une épidémie de dysenterie très grave. Si l'alimentation n'est pas améliorée comme il nous faut le craindre, la situation sera très précaire et la mortalité ne fera que s'accroître encore. Le mal a emporté hier M. Moreau, président du tribunal civil, très bon citoyen, homme de conseil, très sage ; c'est une perte pour nous. Nous avons constaté avec peine le nouveau changement de ministère à Paris et nous regrettons que, par le nombre, il ressemble plus à un parlement qu'à un gouvernement. Malgré tout, nous conservons confiance.

21 septembre 1917. — La situation militaire ne se modifie pas autour de nous, des escarmouches constamment sur le front, sans résultat appréciable pour nous. L'artillerie donne souvent des deux côtés, les obus généralement ne causent pas beaucoup de mal, les batteries allemandes semblent bien repérées par les Anglais. Chaque jour amène des combats d'aéroplanes, c'est ce qui est le plus dangereux pour nous, et cependant nous avons en réalité très peu d'accidents ; mais les Allemands perdent souvent des leurs et les cimetières se peuplent. Lorsque je circule en voiture, je suis parfois témoin de ces tirs d'artillerie qui me permettent d'apprécier le danger. Mais il est extraordinaire qu'à 10 kilomètres du front anglais nous puissions être aussi épargnés que nous le sommes. Cette situation si critique a montré de bien vilains caractères, mais a fait ressortir de très belles figures et fait naître beaucoup de dévouements.

Presque tous les Curés ont joué un beau rôle dans leurs communes. Les uns, comme celui de Rumilly, se sont improvisés conseillers sanitaires. D'autres, comme l'abbé Evrard, curé de Noyelles, ont été très remarquables dans une attitude qui leur a fait donner un concours effectif sous toutes les formes. Cet excellent homme a pour tenir son ménage une bonne vieille tante de soixante-quatorze ans ; elle, comme lui, n'ont pour vivre que les ressources procurées par le ministère paroissial, qui est bien minime en temps de guerre. Or, mon brave curé, avec une bonne humeur toujours

égale, suffit à tout dans la maison, alors que sa tante est devenue complètement infirme et demande beaucoup de soins. Presque paralysée, elle est absolument aveugle. Il faut voir, pour les apprécier, les petits soins dont il l'entoure. Très digne avec les Allemands, souvent même très raide, il ne s'est jamais prêté à aucune compromission, et s'est toujours fait respecter par eux. Lorsqu'il a été question d'évacuer la population en Belgique en laissant cent vingt-cinq de ses paroissiens, je lui ai demandé s'il restait avec eux ou s'il partait avec la masse des habitants : il m'a répondu que les partants trouveraient un curé partout où ils iraient, que son devoir était de rester. Son presbytère se compose, au rez-de-chaussée, d'une petite cuisine et de trois pièces. La plus grande a été convertie en chapelle, lorsque les Allemands ont pris son église ; la seconde a été affectée au magasin d'approvisionnement pour le ravitaillement des neutres, lorsque nous avons été chassés de nos diverses installations ; enfin la troisième sert de mairie, et lui, fait office de greffier. Tout cela est d'autant plus admirable que le naturel, la simplicité qu'il apporte à l'exécution montrent qu'il ne se doute pas de ce qu'il y a de beau dans sa conduite. D'une sérénité magnifique, il accomplit son ministère auprès de tous. Il est non seulement le centre de vie pour les habitants, mais aussi pour les malheureux trois cents ouvriers civils originaires de multiples villages plus ou moins éloignés ; il les reconforte et les aide au besoin. Oh ! le brave curé de village !

La protestation que nous avons faite contre le travail de nos concitoyens sous le feu des Anglais, à des travaux de défense pour les Allemands, a eu le triste effet de provoquer des actes encore plus méchants de ces bêtes fauves sornioises. Dans des conférences et par affiches, les ouvriers ont été avertis qu'ils encouraient toutes sortes de peines, même la mort, s'ils se refusaient au *travail volontaire* qui leur était imposé ; que la sévérité serait sans limite s'il y avait semblant de coalition. Ils ont même été jusqu'à vouloir leur faire signer un engagement déclarant que c'était librement qu'ils travaillaient et qu'ils étaient satisfaits de leur sort. Ceux qui signeraient devaient avoir une augmentation de prix à la journée. Malheureusement, sous les menaces dont ils étaient l'objet, beaucoup ont signé, les autres, ceux qui ont refusé, ont été incarcérés. A Cambrai, on continue à fouiller nos maisons pour enlever même les lits, lorsqu'ils ont un peu de cuivre ; le linge est pris sur une plus grande échelle. Nos compteurs électriques sont supprimés.

27 septembre 1917. — Les fouilleurs sont plus rapaces que jamais ; pour éviter d'aller au front, ils prolongent notre martyre en multipliant leurs indignes exploits.

Les escadres d'aéroplanes continuent leurs incursions avec plus

de succès que précédemment, c'est-à-dire avec moins d'accidents pour les civils, en faisant bonne œuvre contre les Boches. Une affiche nous défend de nous réfugier dans les *catacombes*, les réservant pour le cas de bombardement par l'artillerie. Le ravitaillement par les neutres devient d'autant plus inquiétant qu'il est impossible de trouver quoi que ce soit en dehors.

Rarement il est possible d'acheter aux Allemands du bœuf à 15 francs le kilogramme, du beurre à 30 francs, du jambon à 27 francs. De temps en temps, il est possible de trouver chez les faubouriens un peu de pommes de terre à 125 francs les 100 kilogrammes. L'huile à salade est très rare et se paye 20 francs le litre, elle est faite avec des ceillettes qu'il a été possible, avec beaucoup de risques, de leur détourner.

Les ouvriers civils qui travaillent pour eux se plaignent de plus en plus de l'insuffisance de leur nourriture. Je demande un laissez-passer pour aller à Valenciennes causer de notre triste situation avec le comité de district, et pour connaître l'espoir qu'il pourrait nous donner d'amélioration dans le régime.

Les magasins se multiplient de plus en plus en ville pour vendre des ouvrages de dames ou de lingerie, voire même des robes d'occasion. Cela sent la grande misère. Des dames bien mises se promènent en savates confectionnées par elles avec des loques quelconques. Actuellement, par le beau temps dont nous jouissons, cela peut encore aller, mais la mauvaise saison approche; que deviendrons-nous s'il ne nous est pas envoyé de chaussures à vendre?

Sous prétexte, ou en vue du chauffage, à défaut de charbon qu'ils ont accaparé, ils font abattre les arbres dans les jardins, les promenades ou bosquets. Les usines sont de plus en plus dévastées, tout le matériel est brisé et enlevé, il nous est promis des bons de réquisition, mais ils ne viennent jamais. Dans une même usine, de multiples équipes de démolisseurs agissent en même temps, sans lien entre elles, sans que nous puissions savoir auprès de qui nous pouvons réclamer. Pour ma part, j'arrive à désirer voir incendier la sucrerie de Noyelles, ce serait moins pénible que la dévastation à petit feu, et le résultat est le même.

Se rend-on bien compte, en France, de la situation qui nous est faite? Sait-on toutes nos souffrances, morales et physiques? Nous nous épuisons! notre force de résistance s'amoindrit! Ils ont pris le cheval qui me restait avec les quelques autres qu'il y avait encore à Cambrai. Je me demande comment je vais pouvoir de temps en temps aller à Noyelles.

3 octobre 1917. — Il paraîtrait que nos magasins des docks ont été vendus en Allemagne, ce sont des ingénieurs de l'acheteur qui procédaient au démontage. Une nouvelle équipe de deux

cent cinquante Russes est arrivée pour faire le travail de démontage et d'expédition, les vieilles briques sont emportées avec le reste.

Ils font si peu travailler sur le front dans la zone dangereuse les bataillons de prisonniers russes, qu'ils ont dû les munir, comme leurs soldats, de masques préservateurs des gaz délétères. Dans notre région directe, il y a encore plus de 3 000 de ces malheureux. Nous avons eu pendant une dizaine de jours de grands mouvements de troupes, elles ne séjournaient que vingt-quatre ou quarante-huit heures. Depuis hier, cela semble arrêté. Les théâtres, concerts, cinémas, etc., travaillent toujours pour les forcer à se distraire. Les orchestres sont composés de jeunes gens de la ville qui évitent ainsi d'aller travailler aux colonnes ! De grandes mutations ont lieu chez les ouvriers civils, de nouvelles équipes sont constituées pour l'abatage des arbres. Hier, une bombe est tombée à Boussières au milieu d'une escouade de ces bûcherons improvisés ; heureusement, ils se sont couchés à temps, un seul a été tué.

Nous conservons un faible espoir de délivrance avant l'hiver, mais vraiment, il nous faut une foi bien grande, car ce que nous savons des événements est peu indicatif. Personnellement, je suis privilégié en ce qui concerne les nouvelles des miens ; hier, j'ai reçu mon vingt-cinquième *bis* communiqué du *Matin* et, chaque semaine, en moyenne, j'ai des lettres ou cartes de prisonniers ; cela me reconforte beaucoup.

7 octobre 1917. — J'ai reçu un permis pour aller à Valenciennes. Ma très longue journée a été des plus remplie. Malheureusement, je n'ai eu au Comité de district que de mauvaises prévisions ; nous n'aurons plus de légumineux, il ne faut pas espérer de pommes de terre ; le pain ne sera pas amélioré, bien au contraire, nous devons craindre que l'Amérique substitue le seigle au blé. Nous ne pourrions pas obtenir plus de 12 kilogrammes de charbon par tête d'habitant et par mois. Les Allemands prétendent que la pénurie est universelle, que presque toute la production est absorbée par les besoins de guerre, que de plus il est indispensable d'en fournir aux neutres. Je suis allé aux mines d'Anzin pour voir s'il n'y aurait pas un moyen d'obtenir un wagon pour chauffer les bureaux de nos diverses administrations. C'est absolument impossible ! L'extraction aux mines d'Anzin avait progressé lentement depuis le début de l'occupation jusqu'au mois d'octobre 1916, mais depuis, la décroissance est lente, mais continue. L'extraction n'atteint que le tiers de la normale. L'alimentation insuffisante des ouvriers en serait la cause.

La population de la région de Valenciennes reste très vaillante. Le ravitaillement est aussi difficile que chez nous, les légumes,

encore plus rares, sont à un prix plus élevé ; alors qu'ici nous payons un litre de haricots 5 francs, ils sont forcés d'en donner 8 francs, et il n'est pas facile d'en trouver. Bref, la perspective pour l'hiver est triste : diminution sensible de la ration du Comité des neutres déjà très insuffisante, et impossibilité de se procurer des pommes de terre et du charbon !

J'ai rapporté des renseignements au sujet de la question des coffres-forts loués aux particuliers, que les Allemands cherchent à concentrer dans les banques de Valenciennes. Les avis sont partagés, mais en général l'opinion qu'il faut résister domine.

Il ne m'a pas paru que des travaux de défense soient en construction entre Valenciennes et Cambrai.

Il semble qu'il se prépare ici un changement dans le commandement ; l'état-major de l'armée quitterait Escaudœuvres, et beaucoup de services d'arrière partiraient. Y a-t-il un lien entre ces modifications et ce qui se passe en Flandre ?

Les ordres menaçants se multiplient, les derniers concernent les bêtes que nous n'avons plus, les œufs que nos quelques poules ne pondent plus, les heures de sortie et de rentrée dans nos habitations, et l'extension des territoires auxquels s'appliquent les ordres donnés par la 11^e armée.

13 octobre 1917. — Un nouveau décret daté du 28 août répète l'interdiction aux communes d'émettre des bons d'argent sans l'autorisation du général en chef ou du préfet en fonction. L'avis, pour les réunions de contrôle, menace plus que jamais de pénalités les parents et logeurs de ceux qui ne répondraient pas à l'appel.

L'éclairage, pris en main par l'administration allemande, est des plus défectueux, l'électricité fait défaut cinq ou six fois dans la soirée, le gaz est toujours sous faible pression et totalement supprimé pendant la journée. Non contents de ne pas éclairer les rues, ils détruisent les réverbères.

Les Anglais, sans faire de vraies offensives sur notre front, exercent sans discontinuité une pression destructive. Est-ce l'usure préconisée ? Le peu de troupes que nous avons à Noyelles a perdu soixante-douze hommes il y a trois nuits, tant asphyxiés que tués à la grenade. Autour de la sucrerie, il tombe souvent des obus. Les incursions d'aviateurs nous gratifient de bombes, nous avons toujours la chance d'avoir très rarement des accidents aux civils.

A Cambrai, lorsque des escadres d'avions sont signalées, le tocsin est sonné pour avertir de descendre dans les caves, mais surtout pour que nos portes soient ouvertes aux Allemands cherchant un abri. L'état-major de corps d'armée qui était à Escaudœuvres est parti pour Guise ou Bohain.

Les permis pour aller dans un village voisin s'accordent très

difficilement, ils se paient 1 fr. 25, mais il faut fournir 10 francs en or sur lesquels est rendue la monnaie en bons communaux. Furieux de ce qu'on ne leur verse pas d'or, ni de billets de la Banque de France, ils cherchent tous les moyens de nous forcer à sortir cette monnaie. A défaut d'or, ils exigent le paiement en marks. Nous ne pouvons acheter du ravitaillement qu'à leurs soldats fraudeurs. Pour nous procurer des marks, c'est très difficile. Il nous faut donner 15 pour 100 pour obtenir leur monnaie dépréciée de 70 pour 100 ! La faim fait faire des choses blâmables !

Très privilégié, je continue à avoir des nouvelles des miens. Hier, j'ai reçu, par le *Matin* du 3 octobre, un vingt-septième communiqué et en même temps quatre cartes ou lettres de prisonniers m'apportant deux photographies. Tous vont bien. Les renseignements, nécessairement incomplets, sont quand même très réconfortants. Mais le jour de se retrouver semble encore lointain ! Les nouvelles par la Croix-Rouge de Francfort arrivent avec un tel retard qu'elles n'ont plus d'intérêt.

17 octobre 1917. — Les malheureux Russes qui démontent les magasins des docks sont abominablement traités, frappés, mal nourris, ils ne tiennent pas debout. Ils font peu de travail, mais vraiment peut-on se comporter ainsi vis-à-vis des prisonniers de guerre ? Nos ouvriers civils ne sont pas battus, mais on leur fait faire des travaux épouvantables. Ceux de Noyelles vont actuellement travailler près de la ferme du Quesnay, à proximité de Bonavis, c'est-à-dire en plein terrain du front de bataille. Non seulement ils creusent des tranchées, mais ils font une canalisation souterraine pour fils électriques soi-disant destinée au téléphone ; je soupçonne qu'elle servira de conducteur, pour faire sauter à distance des mines, lorsque nos troupes auront conquis ces points !

Ces jours derniers, des gaz délétères, déjà très mélangés, se répandaient jusqu'à nous. Il y a là un danger grave.

Les démolisseurs de Noyelles attaquent toutes les parties de la sucrerie, ils cassent, brisent pour détruire ; les bons toujours promis ne viennent que rarement et absolument incomplets.

Tous les ateliers sont entamés.

L'abatage des arbres se poursuit activement. De nouvelles menaces sont faites aux propriétaires des poules qui ne veulent pas pondre. Nous ne devons pas manger ces poules et ils ne veulent pas les prendre, ils exigent que nous les nourrissions.

Nous ne trouvons que très difficilement à faire laver notre linge, faute de savon et de charbon, les blanchisseuses se font prier pour le prendre et le détiennent un mois. Les vieux papiers, registres et journaux sont réquisitionnés.

Des mécontents, au ventrecreux, écrivent aux commandeurs pour se plaindre et donnent ainsi occasion à nos ennemis de s'immiscer

dans nos affaires de ravitaillement. Je m'insurge contre ces tristes procédés.

Les plaintes que je reçois chaque jour sont d'autant plus navrantes que nous ne pouvons rien faire pour améliorer le sort des malheureux qui souffrent de la faim.

23 octobre 1917. — Un ou deux des maires qui ne connaissaient de l'administration que les errements de promesses creuses, couramment employées pour faire marcher les électeurs, ont voulu se faire valoir auprès de leurs concitoyens en organisant une manifestation pour protester contre l'insuffisance de la ration. Par complaisance, une dizaine de leurs collègues ont répondu à leur appel. Je les ai blâmés un peu rudement de recourir à de pareils moyens qui n'aboutissent qu'à leurrer des malheureux qui ont faim, en leur faisant espérer qu'ils arriveront à faire améliorer leur sort, alors qu'ils savent que ce n'est pas en notre pouvoir. Les deux initiateurs ont à peine articulé leur demande et se sont joints à leurs collègues pour me remercier de mon dévouement à la cause de tous. J'ai profité de l'occasion pour leur faire une leçon de patriotisme qu'ils devront enseigner à leur population. La situation alimentaire est tellement pénible qu'elle devient très impressionnante pour ceux qui entendent ces plaintes, contre lesquelles ils se sentent absolument désarmés.

Les deuxième cartes d'identité, imposées il y a un mois, nous sont déjà retirées. Pourquoi?

La destruction par ces vandales des sucreries de Noyelles et d'Escaudœuvres, des magasins des docks et entrepôts, pour les reconstruire en Allemagne, est un gros chagrin. Arrivé à la fin de ma carrière, je vois disparaître les fruits d'une énergie tendue, d'efforts de volonté, ayant surmonté des difficultés immenses.

Nous sommes de moins en moins maîtres de quoi que ce soit : ceux qui ont pu rentrer chez eux quelques betteraves pour nourrir des lapins avec la pensée qu'à défaut d'autre chose ils pourraient, à un moment donné, en manger eux-mêmes, sont poursuivis et condamnés à de fortes amendes s'ils ne veulent pas aller en prison.

On est honteux d'acheter des aliments venant d'eux par détournement ; je connais un jambon acheté 270 francs pour 8 kilog. 400, le sucre se paie couramment 20 francs le kilogramme. Les pommes de terre comme les haricots sont actuellement introuvables.

Le docteur Burg, conservateur du musée de Vienne, fait de bonne foi des démarches pour nous convaincre qu'il peut préserver nos objets d'art en les emportant à Valenciennes. Malheureusement, ce sergent-major n'a pas le pouvoir de défendre ce qu'il entend de protéger. Il m'a apporté son histoire de Cambrai ! Dans une neuvième perquisition, l'équipe spéciale m'a pris mes derniers lustres anciens, au milieu de toutes autres choses. Les

maîtres du cambriolage vont arriver prochainement. Ceux-là envahissent la maison à huit ou dix avec leur officier et brutalement font des recherches horribles, ils enfoncent les murs, soulèvent les planchers, brisent les lambris, s'enivrent avec le vin ou les liqueurs qu'ils trouvent, prennent du linge, des couvertures, des rideaux et ne dédaignent pas nos quelques provisions de bouche. Nous ne pouvons qu'assister passifs à ces persécutions. Ces actes de terrorisme nous imposent une haine inoubliable, même au jour où, la paix revenue, chacun aura besoin de concorde entre les peuples.

28 octobre 1917. — Certes ces actes inqualifiables, qui nous blessent dans notre amour-propre et dans nos intérêts personnels, ne s'oublieront pas avec le temps.

Hier, en dirigeant chez moi les fouilles de ses soldats, l'officier, qui aurait voulu n'être pas grossier, me demandait, avec un semblant d'intérêt, combien de fois on était venu procéder déjà à ce travail. Sur ma réponse que c'était la dixième perquisition, il m'a répliqué qu'il était allé vingt fois chez la même personne ! Dire que nous devons assister impassibles à ces profanations de nos choses les plus intimes, qu'il nous faut leur ouvrir toutes nos armoires et qu'ils souillent jusqu'aux plus petites boîtes ! Ils apportent dans ce travail une impudence triomphale, comme s'ils exerçaient ces violations de domicile par un autre droit que l'abus de la force. Froidement, ils veulent tout connaître chez nous et prendre tout ce qu'il leur plaît, mais les agents obéissent également à un sentiment de curiosité indiscrette de gens sans éducation. Ils veulent nous mortifier, ils voudraient lasser notre patience pour avoir occasion de nous punir ; en général, notre calme est imperturbable, nous ne laissons rien voir de notre exaspération. A la suite de ces opérations, qui chez moi durent de six à huit heures, les nerfs sont tellement tendus que le regret de voir partir des objets auxquels on tenait est presque effacé par la satisfaction d'en avoir fini encore une fois de notre contrainte. Plus que jamais, ils prennent les objets d'art qu'ils avaient dit devoir respecter. Ils prétendent qu'on ne peut dénommer objet d'art que l'œuvre originale d'un artiste, la chose qui n'a pas été reproduite à plusieurs exemplaires. Ils m'ont pris les ornements en cuivre ciselé de meubles anciens, commodes, chiffonnier, secrétaire, etc. Une grande émotion a régné en ville, à l'annonce de la défaite des Italiens ; quelques-uns se sont pris à désespérer d'écraser ces colosses, mais déjà la réaction se produit, et il est relativement facile de convaincre ces faibles que ce malheur de nos alliés est réparable, et que dans tous les cas, il n'aura pas d'autre conséquence que de retarder encore la complète destruction de l'ennemi commun.

A cela, ceux qui ont les leurs à l'armée répondent que c'est encore augmenter pour eux les chances de deuils. Il faut reconnaître

que personne ici ne veut songer que toute prolongation de la guerre augmente la durée de notre esclavage si terrible.

En attendant, ils continuent à avoir fort peu de troupes au front de bataille, et pour ainsi dire pas de réserves dans nos villages.

2 novembre 1917. — La défaite des Italiens semble s'accroître, nous devons nous méfier des nouvelles connues par leurs journaux, mais le fait par lui-même est indéniable. Or, pour ne pas s'en laisser affaiblir le moral, il faut chercher les à-côtés.

Il est certain que finalement nous serons vainqueurs et alors quelle gloire pour notre pays, dont les généraux auront été recherchés tant par les Anglais que par les Italiens et même par les Américains, pour entraîner au feu leurs troupes et finalement les mener à la victoire !

Le temps correspond aux sentiments de nos cœurs. La mélancolie de douce tristesse accompagne nos pèlerinages aux cimetières. M. Krohn, de Valenciennes, directeur des services financiers de la 11^e armée, est venu informer notre syndicat des communes qu'il devait faire une demande d'autorisation pour une troisième émission de 14 millions, afin d'être en mesure de suffire aux demandes des communes qui allaient avoir à payer un nouvel impôt de guerre. Il nous a expliqué que cette troisième contribution pour l'année était une nécessité occasionnée par le paiement de salaires aux colonnes d'ouvriers civils. En admettant que ce soit vrai, il est abominable de nous faire payer les travaux de défense qu'ils font édifier en partie par nos concitoyens.

Est-il possible de résister ?

Le front est toujours relativement très calme dans notre région. Les villages évacués par les civils le sont également par les Allemands ; depuis que les Anglais ont reconnu cet état de choses, ils s'abstiennent de tirer sur ces villages, comme sur ceux qui sont encore habités ; ils se contentent de bombarder les ouvrages de défense ou les dépôts hors l'agglomération des maisons.

Hier, à Rumilly, il m'a été dit que les Allemands préparaient pour demain une grande offensive d'artillerie sur la ligne Gouzeaucourt-Villers-Plouich-Havrincourt. Cela aurait été raconté par de jeunes officiers ; on prétendait également que la ligne de feu anglaise était si mal gardée que deux soldats allemands, faits prisonniers il y a quelques jours, avaient pu s'échapper et regagner leur régiment à travers les tranchées !

Aujourd'hui ils ont placardé une grande affiche pour chanter leur victoire italienne.

Ces jours derniers nous avons reçu injonction de porter au poulailler de la Commandanture toutes nos poules. Nous devons faire une nouvelle déclaration des voitures qui nous restent. A partir de ce mois d'octobre il nous faut être rentrés chez nous à 7 heures

et demie du soir. Une défense sous menaces très sévères interdit de porter des insignes pouvant ressembler à nos couleurs nationales.

Le personnel d'officiers et de sous-officiers occupés à la Commandanture semble en voie de grande réduction.

Les embusqués vont être pourchassés. Je continue à recevoir très régulièrement les petites annonces du *Matin*. Cela me réconforte beaucoup, d'autant plus qu'elles sont bonnes en ce qui concerne la santé de tous les miens, qu'elles me permettent de faire plaisir à quelques amis, et qu'elles sont imprégnées d'une grande confiance en la France. Actuellement, alors que nous souffrons beaucoup et que nous avons la perspective de jours encore plus durs, il nous faut soutenir quand même notre moral pour pouvoir influencer ceux de nos concitoyens qui sont plus déprimés.

Or, pour arriver à ce but, il est nécessaire de savoir vouloir, de ne pas s'arrêter aux nouvelles déconcertantes, telles que celles qui nous viennent d'Italie ou de Russie. Malgré les craintes que l'inexpérience anglaise peut nous suggérer, et que les Américains nous imposent par leur retard à être en état d'apporter une aide efficace, il est de toute nécessité de leur faire confiance sans restriction.

Comptons sur nos magnifiques troupes au courage sublime, ne craignons que nos funestes politiciens qui, à Paris, ne désarment pas. Il eût été nécessaire d'avoir un dictateur temporaire.

Nous continuons à avoir peu de troupes dans nos villages sur la ligne de feu, mais il y a un grand mouvement de soldats par chemin de fer ; ici les passages sont très nombreux et les séjours très courts. Notre hobereau le comte de Valwitz, chargé de présider au logement des officiers, est des plus arrogant, méchant et paresseux ; cet embusqué incapable éloigne les réclamations les plus justifiées en punissant tous ceux qui viennent réclamer.

Après avoir été très difficile, pour accorder le plus petit passeport, ils viennent subitement de rétablir la circulation libre entre Cambrai et les villages directement voisins de la ville, mais les permis permanents restent complètement supprimés. Les obus sont toujours rares sur les agglomérations de maisons et, chose toujours extraordinaire, la chance veut que, pour ainsi dire, jamais un civil nesoit atteint. Ainsi à Fontaine-Notre-Dame, qui a encore 500 habitants, il est tombé 72 obus qui ont démolé peu de maisons, tué une quarantaine d'Allemands, sans atteindre un seul Français ! Nos oppresseurs ont de tels moyens pour appuyer leurs ordres qu'ils arrivent toujours à lasser la résistance. Il y a deux mois environ, lorsque nous avons fait notre dernière protestation contre l'emploi de nos concitoyens à la confection de travaux de défense pour eux, ils se sont vengés en voulant faire signer par ces ouvriers des engagements disant qu'ils étaient volontaires ; à Fontaine-

Notre-Dame, les Belges, sauf un, ont signé ; les Français, qui étaient de Lille et Valenciennes, ont refusé ; emprisonnés en dehors du travail, privés du ravitaillement, mis au pain sec et à l'eau, ils n'ont pu résister et presque tous viennent de signer. Est-ce par suite de nos récriminations ou seulement parce que le travail diminue, toujours est-il que le nombre de travailleurs de cette catégorie se réduit chaque jour, certains officiers disent même qu'ils vont être supprimés. Le plus grand nombre de nos ouvriers civils sont occupés à abattre des arbres, à décharger des bateaux de pierres, à faire des entretiens, améliorations ou même créations de routes. D'autres détruisent le matériel des usines. La réunion du conseil de surveillance du Syndicat a décidé, malgré l'opposition de deux de ses membres, de prendre les dispositions utiles pour la nouvelle émission. Nous avons jugé que le refus serait suivi de sévices qui forceraient à obtempérer à l'ordre, que d'autre part l'administration du Syndicat n'avait pas à déplacer les responsabilités, que les administrations municipales seules avaient qualité pour prendre une résolution au sujet du nouvel impôt de guerre. Comme je ne veux pas abandonner les maires qui ont besoin de conseils, je les ai convoqués pour le 14 à une réunion secrète au cours de laquelle je tâcherai de les éclairer. En attendant, la grosse difficulté est toujours non pas de faire son devoir, mais de le connaître ; j'ai réuni chez moi le petit conseil dit des notables pour étudier la question. La discussion a été très complète, poussée à fond, chacun a donné son avis motivé, en n'envisageant que l'intérêt général et nos devoirs. Nous avons conclu à l'inutilité de faire signer par tous les maires une protestation qui serait devenue dangereuse ; de même nous avons cru que la collectivité des notables n'était pas indiquée, pour faire cette protestation. Il a été alors décidé que seul, cumulant de multiples fonctions, je la ferais pour tous.

15 novembre 1917. — A la réunion des maires, nous étions cinquante-huit personnes. Après avoir donné diverses explications à propos du ravitaillement, fait beaucoup de recommandations, je me suis occupé de la répartition des secours de toute nature dans les communes, j'ai insisté également sur la nécessité d'éviter tout ce qui peut avoir l'apparence d'un règlement de comptes, pour que l'ennemi ne puisse pas plus tard opposer à nos réclamations une apparence d'accord, de convention, entre le voleur et le volé ; enfin j'ai abordé la si angoissante question du nouvel impôt de guerre, je me suis beaucoup étendu sur l'interprétation des conventions de la Haye, des droits de l'armée d'occupation, sur ce qu'aurait de méritoire un refus de verser cet impôt, mais aussi sur les dangers qu'il entraînerait pour une grande partie de la population ; j'ai insisté sur ce qu'aurait de ridicule un commencement de résistance, pour céder ensuite aussitôt qu'un certain

nombre des nôtres auraient été emprisonnés, et que des gages seraient pris. Bref, à l'unanimité, tous ont été d'accord sur l'impossibilité de résister utilement, et le projet de protestation que je dois envoyer, en mon nom, en disant que je me fais l'écho des doléances de tous, a été approuvé et trouvé très bien, digne et précis. Sur la proposition de M. Garin, il a été convenu que, dans la prochaine assemblée statutaire des membres du Syndicat des communes, il serait décidé si oui ou non on pouvait clore la série des émissions.

Ce matin, presque tous les officiers de la Commandanture ont été mobilisés pour faire de grandes perquisitions dans les établissements privilégiés, tels que les dépendances du Comité de ravitaillement américain, les églises, presbytères, etc. Dans ce but, j'avais une équipe de onze hommes menée par l'officier du passe-bureau ; ils m'ont emmené à la Chambre de Commerce pour être témoin qu'ils respectaient nos approvisionnements. Leurs investigations ont été des plus complètes, les sondages n'ont rien dévoilé de caché, et ils sont partis à midi avec une dizaine de kilos de plomb, cuivre et divers. Ces recherches dans des lieux publics sont pénibles, mais infiniment moins énervantes que chez les particuliers. Le très mal intentionné adjudant le capitaine Ibak a paraît-il, le désir de me punir ; il croit en trouver l'occasion dans le fait que le dernier magasin des Docks ne sera pas complètement débarrassé de ce qu'il contient pour le jour indiqué. Tous les autres magasins ayant été enlevés, les cours étant pleines de décombres, nous ne pouvons loger ailleurs les choses à retirer du dernier à démonter. Une équipe de soldats téléphonistes est encore venue envahir ma maison, greniers et toits, sans même dire ce qu'ils venaient faire ; cela se produit souvent et sert de prétexte à tout. Il m'a été offert à acheter un morceau de porc frais, il fallait prendre 4 kilogrammes à 20 marks le kilogramme ; si le mark nous était fourni à 0 fr. 70, sa valeur réelle et actuelle, c'eût été possible, mais on nous le vend à 1 fr. 25, sa valeur nominale, majorée de 45 pour 100 évidemment ; à ce prix, j'ai refusé.

7 décembre 1917. — Après seize jours de prison, je reprends mon journal.

Les perquisitions les plus terribles ont encore duré chez moi pendant trois jours. Ces dévastateurs n'ont rien épargné, crevant les murs, les plafonds, les armoires, pour chercher les cachettes. Ils ont trouvé une muche dans laquelle il y avait une quantité de cuivres et d'étains anciens. Le sous-officier venait de temps en temps, mais le travail était fait par d'ignobles soldats qui m'ont forcé à leur ouvrir mon coffre-fort. Heureusement qu'il y a eu suspension le dimanche, cela m'a permis de défaire deux cachettes. Ne voulant plus courir le risque qu'ils trouvent du vin, j'ai dis-

tribué autour de moi 260 bouteilles et j'ai mis quantité d'étains et cuivres au fond d'un puits. Le troisième jour, plus arrogants que jamais, ces scélérats de tortionnaires ont ouvert à la cave toutes les caisses contenant les archives diverses et mes collections, prenant tout sans précautions. Sur une réflexion que j'ai faite à un soldat en disant que ces choses précieuses demandaient à être maniées avec soin, le sous-officier s'est mis dans une terrible colère, et sans que je lui aie dit un mot, il m'a menacé et brutalisé, il m'a bousculé sur le mur ; si ma bonne n'était pas intervenue pour lui dire que j'étais un vieillard, il m'aurait accablé de coups. Pendant cette scène, je me suis contenu les bras croisés, sans dire un mot ; du regard je le défiais. J'ai jugé inutile de porter plainte, justice ne m'aurait pas été rendue, j'aurais appelé contre moi les foudres de ces odieux criminels, et ils auraient eu la satisfaction de constater mon mécontentement. Jamais ceux qui n'auront pas souffert personnellement de ces vexations ne pourront apprécier ce que ces humiliations sont pénibles. Supporter l'acte est bien pire que perdre les choses. Voir souiller les objets les plus intimes est plus pénible que leur destruction.

XI

OFFENSIVE ANGLAISE (NOVEMBRE 1917)

Dès le 21, nous avons constaté une entreprise anglaise qui s'est vivement développée les jours suivants. Était-elle préméditée ou simplement le résultat d'une constatation qu'il y avait fort peu de troupes allemandes sur notre front ? Toujours est-il que les Anglais ont avancé très vivement et menacé très sérieusement de prendre la ville. Les Allemands ont été absolument surpris et nous avons été bien déçus de ne pas voir les Anglais précipiter le mouvement d'avance, ils n'auraient pas trouvé d'obstacle important pour passer au delà de Cambrai. Grâce au désarroi des Allemands, ils ont pris les villages de Masnières, Rumilly, Noyelles, Cantaing, Fontaine-Notre-Dame, etc., et ont emmené ce qui restait d'habitants, c'est-à-dire un millier, autant que j'ai pu juger, dans tous les cas assez pour renseigner de l'autre côté sur les agissements dont nous sommes victimes. Bien vite les Allemands se sont ressaisis et ont amené des renforts considérables.

La bataille est devenue très intense et nous avons été terriblement bombardés pendant trois nuits, les 27, 28, 29 novembre. Heureusement les habitants s'étaient tenus dans leurs caves, de sorte qu'il y a eu relativement peu de victimes, une vingtaine de tués et autant de blessés. Cent soixante-quatre maisons ont été plus ou moins détruites, presque toutes nos habitations ont eu beaucoup de vitres brisées. Bref, si nous avons eu affaire à des troupes

françaises, nous sommes persuadés que nous eussions été délivrés au trente-neuvième mois d'occupation. Le bombardement était accompagné d'un pillage épouvantable fait par les soldats, les officiers et même des civils. Pour donner l'apparence d'avoir la volonté de les empêcher, la Commandanture avait accédé à la demande de la ville en faisant placer des sentinelles à de nombreux coins de rues. La consigne était de porter secours à tous ceux qui le demandaient. Mais ces fourbes, avec une duplicité indigne, ont dans beaucoup de cas prêté des camions automobiles, aux voleurs pour dévaliser toutes les maisons abandonnées, et dans beaucoup de cas il a été enlevé infiniment de choses des maisons habitées. Cette dévastation est venue s'ajouter aux autres. Les habitants ne sortaient plus de leurs caves, lorsque vers le 2 décembre, ils ont commencé à se montrer, ils étaient consternés, et l'alarme a encore augmenté lorsque, le 4 décembre, de nombreuses bombes jetées par les avions ont tué huit civils et en ont blessé autant, il est vrai qu'ils ont tué une cinquantaine d'Allemands et en ont blessé plus de soixante. Quelques personnes parmi les plus notables récriminaient très vivement contre le bombardement anglais et contre l'action des avions, disant ces actes inutiles et trop nuisibles à la population civile. Il a été impossible de leur faire comprendre que nous n'avions pas le droit de critique, que nous ne connaissions ni les raisons, ni le but, mais que notre pénible situation était inhérente à la conquête de notre région. Il faut reconnaître que la grande généralité de nos concitoyens était infiniment plus sage, plus mesurée dans ses appréciations. Le 21, j'avais été arrêté avec Mgr l'Archevêque, l'archiprêtre de la cathédrale, le maire de la ville et MM. Garin, Lestoille et Morand. Enfermés comme otages, nous étions responsables de la tranquillité des habitants ! Notre régime a changé sept fois en vingt-quatre heures, variant depuis la défense de causer entre nous, jusqu'à la liberté de recevoir librement des visites. Notre nourriture nous était apportée de chez nous. Deux fois nous avons été avisés que nous devions être emmenés plus loin une heure après. Nous avons changé de local quatre fois ; la plus triste installation a été celle subie pendant huit jours dans une mauvaise cave de l'hôtel de ville. La municipalité a toujours fini par nous donner ce que nous réclamions, mais, occupée ailleurs, elle n'a pas eu la prévoyance de se préoccuper que nous étions des victimes plus spécialement sacrifiées pour toute la population.

Mgr l'Archevêque a été renvoyé chez lui le troisième jour et est encore sous la garde de factionnaires. Le maire a été remis en liberté complète le même jour. Quant à nous, oubliés probablement par le grand quartier général, nous serions encore restés en prison si M. Neuerbourg, venu hier, n'avait pas trouvé

mauvais que je sois tenu éloigné plus longtemps du service de ravitaillement. Il a fait pression sur la Commandanture et une heure après nous étions libérés. Nous avons conservé pendant cette captivité, qui somme toute n'a pas été trop dure, un moral égal à notre vaillance. Le manque d'occupation, alors que nous sentions tant de choses en souffrance dans nos différents services, était ce qu'il y avait de plus pénible. Nos collègues avaient fait très courageusement, sous les obus, le déménagement de nos marchandises pour les mettre en ville, à la Banque de France et ailleurs.

Le quartier Cantimpré était complètement inhabitable ; du reste, dans mon esprit, ce transfert devait devenir inévitable un jour ou l'autre. L'approvisionnement est encore très difficile à renouveler et une partie des communes que nous fournissons a reçu l'ordre d'aller chercher les farines à Bouchain et les autres denrées à Denain ; les moyens dont elles disposent pour ces transports sont bien précaires.

Pendant cette période nous avons vu, le premier et le dernier jour, le colonel Gloss : il n'était pas fier, semblait avoir la frousse, et être un peu honteux. Que s'était-il passé exactement, nous ne le savons pas, mais toujours est-il qu'il est remplacé par un autre colonel que nous ne connaissons pas encore.

Nous avons été privés de gaz, d'électricité, et d'eau, pendant plusieurs jours.

Des scènes très pénibles se sont produites : par exemple notre compatriote, M. Mussaut, étendu sur son lit de mort, a été enseveli sous les décombres de sa maison détruite par un obus. Je ne sais rien du départ avec les Anglais de quatre-vingts habitants de Noyelles, je crains qu'il n'y ait eu des victimes ; je ne connais rien de la sucrerie, mais sa destruction était telle, avant, que son sort ne m'intéresse plus beaucoup. A Rumilly, mon chef de culture a pu aller hier à la ferme ; sans être complètement anéantie, tous les bâtiments sont à peu près détruits, ce village a été tout particulièrement bombardé, les maisons sont démolies. Le vieux maire de ce village, beaucoup plus préoccupé, au moment de son départ, de sauver un sac de pommes de terre que de remplir ses devoirs, a abandonné aux Allemands pour environ 50 000 francs de valeurs : bons communaux, marks et bons de réquisition !

Plusieurs villages au delà de Cambrai ont été évacués pendant cette alerte, tels : Escaudœuvres, Cauroir, etc. Les Allemands ont dû installer un nouveau cimetière rue de Valenciennes, moins loin que celui qui devait être inauguré.

Lundi dernier, la Commandanture avait demandé au conseil municipal de désigner des otages pour nous remplacer ; consultés, nous avons répondu que ce n'était pas possible, qu'il était préférable de nous laisser jusqu'au bout, s'il ne se présentait pas de volontaires. Le geste que nous avons fait, il y a deux ans, de remettre

une liste, soixante noms de volontaires à choisir le cas échéant, n'a pas été renouvelé.

Les bruits alarmants sur la contre-attaque allemande ont commencé à se répéter à partir du 30 novembre, mais la bataille ne semble pas près de finir. Nous ne savons rien de l'importance du recul de nos alliés, les dires sont contradictoires. Nous prévoyons une grosse offensive des Alliés ; en attendant, le canon gronde très fort, leurs batteries autour de Cambrai ont une activité impressionnante.

Le fameux comte Valwitz a profité de notre incarcération pour envoyer les plus méchants officiers prendre possession de nos maisons, comme son collègue aux réquisitions a fait prendre tout ce dont il avait plus ou moins besoin.

La ville a été frappée d'une amende de 70 000 marks parce qu'il a été trouvé à quelques kilomètres de Cambrai des pièces de bois placées sur la voie ferrée. On ne trouve plus rien à acheter, j'ai cependant pu me procurer un peu de beurre à 40 marks le kilogramme ; on vend du café au même prix.

11 décembre 1917. — Un lapin de grosseur moyenne a été offert dans beaucoup de maisons au prix de 40 francs, il a fini par trouver preneur. J'ai acheté, pour 200 francs, 100 kilogrammes de pommes de terre. Nous ne trouvons plus à faire laver notre linge. Le désarroi de nos maisons est complet ; souvent notre personnel, assuré qu'en qualité d'émigré il pourra vivre à ne rien faire, ne met aucune bonne volonté. Pendant mon incarcération la femme de chambre de la maison, dont la fille avait capté les bonnes grâces d'un capitaine, est partie avec elle et lui, en enlevant un assortiment de mes provisions.

Aussitôt le transfert de nos services en ville, ces forbans ont organisé le pillage en règle de notre Chambre de Commerce et de ce qui reste des Docks, comme des autres immeubles. L'expérience que nous avons de ce bombardement ne nous laisse plus la plus petite illusion sur le pillage qui se fera dans nos maisons ; aujourd'hui, il semble qu'il faille distribuer tout ce que nous savons ne pas pouvoir cacher ou emporter, les malheureux s'en trouveront bien, et nous en laisserons moins à ces apaches. L'espèce de satrape qu'est le juge de guerre fait comparaître devant lui tous ceux chez lesquels il a été trouvé, lors des dernières perquisitions, des objets consignés et que par affiche on avait ordre de porter à la Commandanture. Chacun est condamné à une amende, et les objets sont pris sans livraison de bons d'enlèvement. Hier soir M. Lestoille, l'Archiprêtre de la cathédrale, Félix Duverger et Cuvillier ont été emmenés comme otages en Allemagne, sous prétexte qu'un général allemand avait été condamné en France à une grave peine, et que des civils allemands avaient été mal installés en Afrique. Ce sys-

tème de représailles peut mener loin, car nous pouvons espérer que notre gouvernement se vengera de pareils actes. La même disposition a, paraît-il, été prise dans d'autres villes. Tout cela est subi avec courage, mais la consternation est générale.

Décembre est toujours un mois triste, mais cette année la tristesse dépasse la mesure supportable.

Aujourd'hui, en inaugurant le nouveau local de nos réunions, j'ai tenu à féliciter ceux qui se sont dévoués avec courage pour opérer le transfert de nos services, j'en ai profité pour surélever la vaillance de tous, et mettre en garde contre les appréciations légères, que quelques-uns portent sur notre gouvernement, ses actes et nos alliés.

- 15 décembre 1917. — Les quatre otages, après un séjour de quarante-huit heures à Valenciennes, ont été mis en liberté. La municipalité de cette ville avait pris grand soin de leurs personnes. Rentrés à Cambrai à 9 heures du soir, le terrible Ibaek a jugé qu'ils devaient être retenus pour la nuit à l'hôtel de ville, et a décidé qu'ils seraient mis au secret. Le lendemain, avant de les relâcher, il leur a dit que son gouvernement avait cherché une querelle au gouvernement français, mais que celui-ci semblant venir à composition, il n'y avait plus lieu de continuer la querelle ! Cependant les quatre otages doivent jusqu'à nouvel ordre se présenter à 4 heures à la Commandanture !

Maintenant que nous sommes revenus à un calme relatif, nous pouvons apprécier les dégâts faits à l'occasion du bombardement. En dehors de la destruction des immeubles, les pillages ont été bien plus terribles que ce que nous pensions tout d'abord.

Il ne faut pas avoir la plus petite illusion, nos maisons sont destinées à être vidées par ces brigands. Aussi beaucoup ont, comme moi, cherché à dissimuler le plus de choses possible ; on peut espérer que les voleurs, pressés d'enlever, n'auront pas le temps de chercher les cachettes. Dans tous les cas nous devons essayer de sauver tout ce que nous pourrons. La bataille a cessé plus vite que nous l'aurions supposé ; nous n'arrivons pas à savoir la ligne de séparation des deux armées. A certains moments, comme hier soir, le canon gronde très fort pendant quelques heures, mais des batteries allemandes étant posées autour de la ville il est impossible de discerner la direction des tirs.

La pénurie de charbon devient très cruelle, les services municipaux de nettoyage sont impossibles à assurer ; les transports des matières alimentaires à nos nouveaux magasins sont très compliqués. Les Allemands, qui ont pris possession du peu de chevaux qui assuraient ces travaux, disent à chaque réclamation qu'ils ont fourni le nécessaire, mais évidemment ils s'occupent d'abord de leurs affaires. L'afficheur de leurs ordres ne chôme pas ! Ils se mêlent

de tout, et leur administration n'est qu'ordres, contre-ordres et désordre. La collection de ces affiches que je possède sera très intéressante. Actuellement leur littérature, qui aboutit toujours à des menaces, n'a même pas le don d'exciter notre curiosité. De multiples ordres disent qu'en cas de bombardement ou de visites d'avions nous devons nous mettre dans les caves et en laisser l'accès à leurs soldats. D'autres modifient et rétablissent les heures de circulation. Les habitants sont avisés que les otages sont responsables de leur tranquillité. Ils font connaître les noms de trois personnes fusillées pour tentative d'espionnage. Les ouvriers convoqués pour les colonnes ouvrières reçoivent des ordres multiples, mais nos malheureux compatriotes ne sont pas actuellement employés aux très importants travaux de défense. Ils en font seulement autour de Cambrai; lors de la prochaine attaque, les Anglais ne passeront pas aussi facilement qu'ils auraient pu le faire il y a trois semaines.

21 décembre 1917. — Nous ne savons toujours absolument rien de la limitation du front, ni des opérations secondaires qui s'exécutent; seule la *Gazette des Ardennes*, avec beaucoup de laconisme, nous raconte des histoires que nous savons fausses. Notre situation est vraiment par trop troublante; il ne faut pas penser pour ne pas se démoraliser. Bien malheureux sont ceux qui n'ont pas d'occupations!

Nous constatons toujours de grands mouvements de troupes: ce ne sont plus les beaux soldats du début; trop vieux ou trop jeunes, leurs hommes n'inspirent plus que pitié. Les chevaux sont dans un état déplorable: à la fin de l'hiver ils devront en manquer complètement, alors qu'aujourd'hui leurs attelages sont notoirement insuffisants; souvent deux voitures sont péniblement traînées, attachées l'une derrière l'autre tirées par deux haridelles. Il se produit de grands changements dans le personnel de la Commandanture: le colonel Gloss, qui semble avoir eu une formidable frousse pendant le bombardement, a été mis à pied; nous voudrions que son adjutant Isback le suive, dans quelques jours nous serons mieux informés. Notre ravitaillement par la Croix-Rouge belge, combiné avec le Comité hollandais, apporte une plus grande variété de denrées; nous recevons même quelques friandises, telles que du chocolat, du fromage, du beurre et un peu de mouton, mais tout cela constitue une ration insuffisante parce que tout est rare et de plus en plus hors de prix; j'ai acheté un peu de jambon cru à 29 marks le kilo. On m'a dit avoir acheté une paire de bottines d'homme 500 francs! Nos nouvelles installations de bureaux et de magasins sont assez satisfaisantes, le plus grand embarras est de faire transporter par les Allemands les marchandises qui toutes nous arrivent à la gare annexe; notre personnel met beaucoup de

bonne volonté. L'Archevêque reste consigné chez lui avec deux plantons. Depuis longtemps il nous a demandé de lui faire venir du vin pour messe ; la réponse a été favorable en principe, mais c'est tellement long à venir qu'il craint d'en manquer complètement.

Nous voilà dans de bien tristes conditions pour finir l'année et commencer la prochaine. Où sont les réunions de famille habituelles, en ces jours qui devraient être des jours de fêtes ? Ceux qui, comme moi, ont les leurs en sécurité dans la grande patrie se félicitent de la détermination qui les a amenés à partir, mais quel isolement !

25 décembre 1917. — Quelle triste situation que la nôtre ! Privés de tous ceux qui nous sont chers, conscients d'être abandonnés sans défense aux plus dures contraintes d'ennemis qui ne reculent devant rien, devant aucune violence, qui à chaque instant nous mettent le couteau sous la gorge pour nous forcer à ce que nous ne voulons pas et ne pouvons pas accepter ! Voilà le quatrième Noël que nous passons ainsi ! Tous nous avons le cœur dans la tristesse et devons faire de gros efforts pour ne pas nous laisser aller au découragement. Pour ma part j'ai passé une nuit terrible de faiblesse, d'émotion ; obsédé par la pensée des miens, j'ai retourné dans mon esprit tous les jours de joies et de chagrins dans le passé, je me suis demandé si ces quatre années perdues pour le bonheur en famille me laisseraient encore la jouissance de quelques bons jours... Enfin, ce matin, j'ai pu réagir contre cet état d'âme, et ma volonté a fait renaître en moi la confiance, mais ces crises sont terriblement pénibles. Le temps est de saison, froid, sans lumière, le verglas calfeutre chacun chez soi. Cependant il serait urgent de ne pas rester isolés.

Cédant aux instances persuasives du sergent-major Burg, pour diviser les risques, voulant tout au moins retarder les dangers consécutifs du bombardement et du pillage, j'ai envoyé à Valenciennes, sous la protection des Allemands ! une partie de meubles de collections. Ai-je bien ou mal fait ? J'ai également organisé de nouvelles cachettes pour une autre partie. Tout cela est horripilant. Le comte Valwitz est venu hier avec un colonel demander à voir mes collections, principalement mes gravures ; lorsque je lui ai répondu que je les avais mises en sécurité, ils ont cherché à m'acheter les grilles dessus de portes ; pour vaincre mon refus, ils m'ont dit qu'elles seraient détruites par les obus et sont partis pas contents. J'ai eu il y a deux jours une satisfaction d'amour-propre ; un de mes amis m'a mis au courant d'une conversation téléphonique entendue par l'Allemand qui la lui avait narrée : lorsque, le seizième jour de notre incarcération, le capitaine Neuerbourg était venu de Valenciennes et nous avait manifesté son étonnement et son regret de

me voir encore éloigné de l'administration du ravitaillement de la Croix-Rouge belge, il avait dit qu'il allait lui-même réclamer au quartier général ma mise en liberté. Le général lui aurait répondu que mon patriotisme trop ardent ne rendait pas mon élargissement désirable. Avec autant d'à-propos que de bon sentiment, exceptionnel chez un Allemand, il a répondu à Son Excellence qu'il estimait qu'il ne pouvait pas m'être fait reproche d'un patriotisme n'excluant pas le respect de mes obligations vis-à-vis de l'armée d'occupation, que le général, comme lui-même, étaient eux aussi des patriotes ardents, qu'ils devaient admettre chez les adversaires ce qu'ils tenaient à ne pas voir contester à eux-mêmes. Il a ajouté qu'homme de devoir, j'avais l'énergie de mener à bien les charges dont j'assumais la responsabilité, et qu'il insistait pour que je sois rendu à mes compatriotes. Une heure après, nous étions tous les cinq remis en liberté. Evidemment, cette réputation au quartier général venait de rapports faits sur mon compte par notre Commandanture et je suis très fier de cette opinion, c'est la récompense de la dignité que j'ai toujours tenu à conserver près d'eux dans mes rapports écrits ou verbaux. J'ai été heureux autant que peu étonné de la mentalité de l'interlocuteur Neuerbourg ; vrai patriote Allemand, originaire des provinces du Rhin, il a du sang français qui lui donne ce tact et cette largesse d'esprit qui manquent totalement aux purs Allemands. Nous restons avec le manque absolu de nouvelles ; la ligne anglaise doit être très proche, mais nous ne connaissons pas où elle passe. Tous les services administratifs sont réinstallés, donc ils jugent leur sécurité rétablie. La perturbation a été complète ; les nombreuses cartes postales que j'avais faites pour des correspondants prisonniers me sont revenues, des lettres que j'avais essayé de faire passer directement par l'Allemagne n'ont pas pu partir. J'aurais tenu à rassurer les miens qui doivent être très inquiets des suites du bombardement. Ils ont amené et donné à la municipalité quelques vaches, cela permet à la Goutte de lait de reprendre la fourniture indispensable aux petits enfants. Les médecins disposent aussi de la possibilité de répartir dix certificats à leurs principaux malades pour obtenir un peu de lait. La mortalité s'accroît terriblement. Depuis quelques jours, les boucheries allemandes étant réinstallées, il a été possible de se procurer, en fraude, un peu de viande de boucherie à vingt francs le kilo. Nous ne recevons plus depuis un mois aucune nouvelle indirecte de France ! Combien de temps cet isolement va-t-il encore durer ? J'ai pu, ces jours derniers, visiter les immeubles touchés par le bombardement, les dégâts sont vraiment très importants.

30 décembre 1917. — Les pertes allemandes lors de la bataille dite de Cambrai auraient été, d'après eux, de 19 000 morts et de 14 000 prisonniers avec un très grand nombre de blessés. Une partie

des morts est encore dans le bois de Bourlon sans qu'il soit possible de les inhumer. Ils avouent que le succès a été bien proche, qu'ils se sentaient perdus, c'est ce qui explique pourquoi ils ont fait sauter des dépôts de munitions comme celui qui était dans l'église de Proville. Cette explosion a brisé énormément de vitres en ville. Il semble qu'on n'ait jamais cessé de se battre autour de nous, mais la grosse artillerie se faisait beaucoup moins entendre depuis quelques jours ; cette nuit, ce matin et ce soir, il y a une reprise très vive, nous avons entendu sauter beaucoup de mines, nous ignorons où. Dans les approches directes de Cambrai, leurs travaux de défense se complètent chaque jour. Vers la Sensée, ils y font travailler des ouvriers civils, et surtout des prisonniers italiens, qui souffrent épouvantablement du manque de nourriture : ils sont réduits à manger des épluchures de pommes de terre jetées sur les fumiers par les Allemands.

La ligne à voie étroite qui, des cours de la sucrerie de Noyelles, se ramifie vers de multiples dépôts de munitions, utilise le terrain de mon dépôt de betteraves de Saint-Druon ; ce terrain est une vraie gare de chemin de fer reliée avec la voie normale et les caves à munitions. On dit que leur empereur, qui préside une très importante conférence à Valenciennes, est venu à Bourlon. Ils prennent leur grand désir de paix pour une réalité à très bref délai. Ils ont l'esprit si préoccupé et l'état d'âme si triste que, contrairement à ce qui s'est passé les autres années, ils ont à peine fêté la Noël, aux orgies d'autrefois nous avons vu succéder un calme presque complet.

Ils transportent dans nos maisons d'immenses voitures de bois provenant des charpentes de maisons démolies dans les villages abandonnés, ils se chauffent avec, à défaut de charbon. Ils ont cependant réquisitionné tous les approvisionnements de charbon faits par la municipalité pour subvenir aux besoins les plus pressants de la population. Il paraîtrait que nous ne pourrions plus avoir les 20 kilogrammes par mois octroyés à chaque habitant. L'hiver est très rigoureux ; que vont devenir les malheureux ?

Les statues de maîtres qui étaient dans les jardins publics ont été mitraillées.

Mlle L'Hôtelier, directrice de l'hospice, qui a été condamnée à une grosse peine, est revenue d'Allemagne à la prison de Valenciennes depuis six mois, elle y est si maltraitée que nous avons de grosses inquiétudes sur son compte, elle est à bout de forces.

Hier ils ont à nouveau arrêté six otages pour les mêmes représailles que la dernière fois ; ils semblent les traiter avec une rigueur très cruelle, ils sont partis pour un camp en Russie occupée.

6 janvier 1918. — Nos otages, parmi lesquels il y a une grande proportion de prêtres, sont restés quelques jours à Valenciennes, peut-être ne les enverra-t-on pas aussi loin qu'en Russie ? La four-

berie de satrapes revêt toutes les formes : après nous avoir envoyé une note pour nous rappeler que les soldats, pour réquisitionner, devaient justifier d'un ordre donné par la Commandanture, les militaires se présentent chez nous avec un papier portant que le porteur a le droit d'aller *partout* dans la maison et d'y prendre tout ce qu'il jugera utile. Ils promettent un bon pour quelques jours après. Lors de l'avance des Anglais dans certains villages, les commandeurs ont ordonné aux habitants de partir immédiatement ; il fallait qu'une heure après le village fût évacué. Or, ils ont fait afficher que les habitants qui se sont *sauvés* librement de leur commune, à la suite d'un bombardement, devaient se faire inscrire à Cambrai ; plus tard, ils prétendent que si les maisons ont été pillées, c'est parce qu'elles étaient abandonnées volontairement. Certains otages avaient à peine quitté leurs demeures que leur mobilier était réquisitionné.

Nous recevons très rarement des cartes de prisonniers, et encore avec des retards énormes ; c'était notre seul moyen détourné d'avoir des nouvelles des nôtres ! Le colonel qui loge chez moi a actuellement son régiment dans les environs de Noyelles ; c'est un vieux qui a meilleure apparence que d'autres, il me parle très rarement. Il m'a dit n'être pas entré à la sucrerie, mais une partie des bâtiments est démolie, surtout du côté du canal. J'espère que des habitants de Noyelles, enlevés par des Anglais, vont trouver moyen de nous faire connaître ce qu'ils sont devenus. Au 1^{er} janvier, comme à la Noël, les soldats ont été, comparativement aux autres années, très calmes. Les tirs dans les casernes, maisons et rues, à l'heure du changement d'année n'ont pas été aussi bruyants ni aussi longs.

Leurs théâtres ont repris depuis cinq jours, ils y attirent les nombreuses troupes de passage.

Ils avaient laissé en général une cloche par église ; prétendant qu'elles sont en danger de bombardement, ils les coupent au ciseau, car ils avaient laissé la plus difficile à enlever ; le bruit de cette destruction est sinistre et impressionnant, il s'entend de partout en ville. C'est une sonnerie nouveau genre, le son en est plaintif, vrais gémissements ; cela dure depuis dix jours. Notre ravitaillement par les neutres est quelque peu amélioré, sans être augmenté ; la ration nous est assurée pour un plus long temps. Les denrées, en dehors, progressent toujours de prix : le beurre est à 44 francs le kilogramme, la farine à 8 fr. 50. La canonnade, depuis hier soir, a été très forte ; comme toujours nous ne savons rien de ce qui se passe. Privés de nouvelles autres que celles de leurs journaux, nous vivons comme dans le fond d'un puits, ignorants de tout, mais toujours confiants. La plus grande crainte reste l'appréhension d'une évacuation.

9 janvier 1918. — La neige tombe, souvent entrecoupée de gels

à 10 ou 12 degrés et de quelques heures de dégel ; la circulation est très difficile. Nous continuons tous à faire nos cachettes, non plus pour soustraire quoi que ce soit aux recherches des perquisitionneurs, c'est de plus en plus impossible, mais pour mettre à l'abri des pillleurs qui, eux, s'attaquent à tout ce qu'ils voient et dédaignent souvent de fouiller les coins cachés. C'est éternel de procéder à ces opérations toujours pénibles. Nous sommes amenés à détruire nos papiers non indispensables, pour ne pas risquer de les voir jeter au vent par les voleurs.

La Commandanture de Cambrai a depuis quinze jours pour chef un capitaine Keller qui était depuis longtemps ici en qualité de commandant de place, je ne lui ai jamais adressé la parole et ne l'ai vu que le jour où nous étions allés à la banque Sourmais pour protester contre l'ouverture des coffres. Il parle français, a l'aspect brutal et l'est, paraît-il. Son remplaçant « à la place », un M. Muller, était beaucoup mieux, mais il est parti depuis quelques jours avec sa compagnie de Saxons.

Le temps reste le même, pénible et désagréable dans son instabilité. Les colonnes ouvrières sont toutes envoyées travailler à de nouvelles tranchées, une nouvelle levée d'hommes de tous âges est faite pour les travaux divers. On continue à buriner les malheureuses cloches ; quand n'entendrons-nous plus ce vilain travail ?

Vendredi, à une heure, sept dames de la ville ont été avisées de se préparer à partir pour Holzminden ; elles devaient être rendues, avec 50 kilogrammes de bagages, à la Commandanture, pour 5 heures.

Le matin, il m'avait été remis un laissez-passer pour Valenciennes. Le train devait partir à 4 h. 40, mais il a eu cinq heures de retard et je ne suis arrivé qu'à 10 heures et demie.

Comme toujours, j'ai été reçu avec une cordialité extraordinaire bien spéciale aux habitants de cette ville. Chacun s'est mis en quatre pour me faciliter mon travail. La municipalité rivalise de prévenance et d'amabilité avec les habitants de cette localité.

Les malheureuses dames otages de la région étaient concentrées en cet endroit. Il y en avait cinquante. Six personnes, dont le maire, étaient allées à minuit à la gare au-devant des cinq Cambrésiennes, car les Allemands en avaient désigné sept pour en emmener cinq seulement, dont Mme Tribou, mère de six jeunes enfants. Elles ont été conduites au domicile de ces messieurs pour passer la nuit et ramenées à la gare à 11 heures du matin pour le départ définitif. Les prévenances et bontés des Valenciennois n'avaient d'égale, que la crânerie des victimes. Toutes les cinquante étaient admirables de simplicité, de résignation, c'était impressionnant au suprême degré. Les compartiments de deuxième classe étaient presque tous à peu près chauffés, grâce à l'insistance de quelques bonnes âmes. Ce nouvel acte de cruauté confirme la men-

talité de nos ennemis et fixe encore une fois de plus la haine qui leur est vouée à perpétuité. Les hommes avaient quitté Valenciennes le dimanche précédent après avoir été soignés, à domicile privé, par leurs hôtes, comme aurait pu l'être l'enfant de la maison.

14 janvier 1918. — Ils ont été dirigés sur la Pologne russe, leur dignité a été parfaite et leur courage sans faiblesse ; il y en avait qui étaient dans un état de santé déplorable et parmi ceux-ci mon ami Ch. Camuset, exilé depuis quelques mois à Le Quesnoy. Les voilà donc partis au nombre de mille, qui, au retour, seront, avec la masse de la population des pays occupés, des missionnaires d'une haine éternelle bien méritée.

Mon voyage avait pour prétexte le ravitaillement de notre Comité. J'ai eu la satisfaction de constater non seulement des arrivages plus réguliers, mais j'ai pu me convaincre, une fois de plus, que les répartitions étaient très strictement équitables, que la détresse de tous était égale. J'ai utilisé ce voyage pour beaucoup d'autres choses. Les différents services que je dirige ici sont divisés à Valenciennes. J'ai vu la personne qui, sans entraves locales, remplit la fonction de sous-préfet. L'organisation est parfaite, et dans une certaine mesure les anciens fonctionnaires lui donnent leur concours.

Nous nous sommes communiqué nos manières de voir et nos façons de faire. Partant du principe de ne pas tenir compte des critiques administratives qui sûrement viendront battre en brèche l'action que nous aurons eue dans leurs services désertés, nous avons constaté que nous agissions avec unité de vues, et que nous ne différions que par les moyens d'action. Les questions financières sont également envisagées à Valenciennes comme ici. Leur circonscription, comprenant 102 communes, a 48 millions à payer pour le nouvel impôt de guerre ; ils ont déjà versé la moitié de cette somme, alors que nous ne connaissons pas encore le chiffre exact de ce qui va être exigé. De formes différentes, les sociétés financières opèrent de façon semblable, un conseil de surveillance prend toutes les décisions et les gérants sont agents exécutifs.

A la mairie il y a beaucoup d'unité entre les membres du Conseil. Chacun a sa place et ne cherche pas à empiéter sur les attributions de son voisin. La bienveillance des uns pour les autres facilite le travail de tous. J'ai constaté une fois de plus le dévouement admirable de nos Petites Sœurs des pauvres réfugiées à Valenciennes, elles ne négligent que leurs besoins personnels, pratiquent le bien et la reconnaissance. Que de belles choses la guerre nous a fait voir !

J'avais à prendre des nouvelles, à l'hôtel-Dieu, de malades et blessés de nos villages évacués, et j'en ai profité pour rendre visite à mon collègue M. Th. Risbourg, qui y est réfugié avec son fils.

Toutes ces situations sont très intéressantes.

Enfin je suis allé au musée voir ce qu'il était fait des choses précieuses cueillies avec une insistance, inspirant bien des craintes, par les Allemands, un peu partout dans la région. La personne qui préside à ces choses est honnête, mais je ne suis pas revenu rassuré ; dans tous les cas il est extraordinaire de les voir disposer de tout comme s'ils étaient les propriétaires définitifs.

19 janvier 1918. — J'ai rapporté de Valenciennes mes trente-quatre, trente-cinq et trente-sixième communiqués du *Matin* et depuis j'ai vu ici le trente-septième du 9 janvier. J'ai également reçu lettres et cartes de mon fidèle prisonnier ; de sorte que j'ai d'excellentes nouvelles des miens et de plusieurs amis. Cela m'a fait énormément de bien, car les détails sont précis. Mais comme j'aurais besoin de les revoir tous !

Le curé de Noyelles et le contremaître de la sucrerie enlevés par les Anglais ont été donner des nouvelles à ma famille. Les Valenciennois, menacés d'une forte agglomération de troupes, craignent, d'après les recensements qui sont faits, de voir évacuer leurs malades pour faire de la place.

Ils ont eu, ces temps derniers, plusieurs trains pour enlever 3 000 émigrants vers la France. Il y a partout de ces trains, avec la charge de faire un séjour de quarantaine préalable en Belgique.

Ici nous n'avons pas eu de trains de ce genre ; aujourd'hui, pour la première fois, on parle de la possibilité de départ très proche pour 160 personnes malades, vieilles ou très jeunes.

En visitant le musée, j'ai vu une salle dans laquelle se réunissent presque chaque jour une quarantaine de généraux ; après la conférence, sept ou huit autobus à six ou huit places les conduisent sur le terrain, souvent dans la direction de Le Cateau... Si cela était pour bien leur préparer un recul du front...

Rentré à Cambrai avec trois heures de retard, j'ai fait beaucoup de plaisir à de nombreuses personnes auxquelles j'ai pu donner des renseignements sur les leurs.

J'avais constaté que le ravitaillement direct était aussi difficile dans ces régions que chez nous, les prix sont à peu près les mêmes. Le savon pour lessive se paye 12 fr. 50 le kilogramme et il n'est pas fameux. Depuis lundi le dégel est complet. L'action de l'artillerie est assourdissante, sans discontinuité depuis trois jours ; nos maisons tremblent, mais nous ne savons rien des résultats. De nouvelles équipes de perquisitionneurs redoublent d'activité. Les soldats que nous avons chez nous, vraisemblablement pour toucher une prime, vont nous dénoncer à la Commandanture lorsqu'ils croient voir quelque chose qui selon eux ne devrait plus y être. C'est ainsi que j'ai été appelé pour avoir sorti de chez moi un harnais de culture ; mon domestique avait mis dans des sacs, pour les emporter, un collier, une bride et une

sellette, qui m'avaient été prêtés par un cultivateur du faubourg.

Enfin, nous sommes depuis deux jours délivrés du cri plaintif des cloches ; l'œuvre est terminée elle a duré trois semaines.

Le village de Rieux est éprouvé, il y a plus de deux ans son maire a été incarcéré après un long procès. Aujourd'hui son remplaçant et quinze habitants sont arrêtés, et l'affaire est en instruction depuis trois mois. Les Allemands prétendent qu'un aviateur anglais aurait, en septembre, déposé sur le territoire de la commune une cage avec pigeon voyageur ; dans cette cage il y avait un questionnaire et des instructions pour un message. Malheureusement le pigeon se serait fait prendre et aurait ainsi dénoncé les auteurs ! Qu'y a-t-il de vrai ? Ce serait grave.

27 janvier 1918. — Les communes ont connu cette semaine le chiffre de l'impôt de guerre réclamé. Pour Cambrai il monte à 7 800 000 et à 13 millions pour l'ensemble des villages, encore habités, de notre front, et affiliés à notre syndicat. Alors que dans les autres régions il a été versé déjà, depuis quelque temps, la moitié de la somme, nous avons mis nos adhérents à même d'en fournir 25 pour 100, remettant le paiement du solde à plus tard, lorsque, par la fourniture du papier que l'ennemi s'est réservé de nous vendre, notre imprimeur aura de quoi fabriquer les billets de notre quatrième émission. Il importe de gagner du temps, et j'espère pouvoir prolonger quelques mois cette situation ; d'ici là, les événements favorables peuvent se produire.

L'artillerie, jusqu'à hier, a continué à être très violente de part et d'autre. La concentration des troupes dans la région, sous une profondeur importante, se continue. Elles ne sont pas belles, et pour leur donner du cœur au ventre on leur raconte que, mises en force, elles vont prendre une offensive qui leur assurera la complète victoire.

Il y a trois jours, sans que rien puisse le faire prévoir, tous les ouvriers civils qui travaillaient aux tranchées du front ont été subitement renvoyés dans leurs foyers. A quoi correspond ce changement de manière de faire ?

J'ai assisté à la révision de la liste des 160 personnes qui doivent partir pour la France d'ici quinze jours ! Cette censure est faite par un simple sous-officier, aucun officier n'intervient. Cette opération est très arbitraire. Les ordres sont de n'accepter que des enfants au-dessous de quatorze ans ou des hommes au-dessus de soixante ans. Or, j'ai vu refuser des enfants de douze ans et des hommes de soixante-quinze ans. Le sous-officier ne voulait en principe que des miséreux à la charge de la ville. Les instructions recommandent de ne prendre que des personnes ne pouvant pas nuire en France à l'armée allemande, et de ne pas laisser partir qui que ce soit ayant été ou pouvant être pris en qualité d'otage. Le

stage en Belgique sera long, il ne sera possible d'emporter des marks que si on justifie d'un certificat disant qu'ils ont été achetés à leurs bureaux contre de l'argent français ! Une affiche rend obligatoire la circulation des bons d'émission ; tout individu refusant d'accepter en paiement un bon quelconque sera condamné à trois mois de prison ou 3 000 marks d'amende. Un petit avis placé à la porte de chaque magasin interdit aux soldats de payer quoi que ce soit avec des marks. Ils nous font connaître par voie d'affiche les noms de trois de nos concitoyens condamnés à dix ans de réclusion pour avoir aidé un Français à rejoindre nos armées.

Trois affiches concernent les appels des hommes et le pointage des cartes d'identité. Une autre ordonne de débarrasser les rues des détritrus, cendres, etc.

Ils commandent de cultiver les jardins potagers.

Nous restons sans charbon, il en est distribué fort peu aux officiers, qui se rattrapent en pillant les bois des charpentiers ; chez moi ils apportent une voiture de ces bois toutes les semaines.

1^{er} février 1918. — Un officier m'a dit être allé à Noyelles et avoir constaté la destruction complète de la sucrerie par le bombardement ; ce n'a été du reste que l'achèvement de l'œuvre dévastatrice à laquelle ils se livraient depuis un an.

La concentration des troupes dans la région se poursuit sans interruption. Nous sommes tous de vrais otages sur lesquels ils se vengent par représailles de tout ce dont ils prétendent avoir à se plaindre. Les narrations des personnes rentrées en France, lorsqu'elles sont reproduites par les journaux, causent une source inépuisable de méchancetés. Hantés par l'idée d'espionnage, qu'ils pratiquent si bien, ils nous accusent de nous y livrer.

Depuis trois jours ils ont chassé de soixante-cinq maisons les habitants sous prétexte que, partout où il y avait un casino ou un bureau, les indiscretions se multipliaient. En admettant que nous surprénions quelque chose d'intéressant, comment pourrions-nous en faire parvenir la nouvelle à nos compatriotes, alors que nous sommes complètement isolés, sans même pouvoir circuler en dehors de la ville ?

Ils nous ont donné vingt-quatre heures pour enlever nos vêtements et notre linge, défense était faite d'emporter aucun meuble. J'ai pu établir mon campement dans la petite maison voisine de la mienne. Cette nouvelle souffrance est des plus pénibles. Après nous avoir autorisés à laisser dans chaque maison une bonne, ils ont trouvé que c'était encore dangereux, et la chose a été seulement tolérée provisoirement dans quelques habitations. Grâce à la communication établie entre ma cave et celle du voisin, j'espère, au moins pendant quelque temps, pouvoir, sans attirer l'attention, aller voir ce qui se passe chez moi. Il m'a été impossible d'em-

porter mes provisions de ravitaillement, faute de place pour les enfermer, et cependant ces réserves sont bien précieuses. Tant que les officiers actuels resteront, j'espère qu'il n'y aura pas trop de grands dangers de pillage, mais des nouveau-venus prendraient possession de la maison en maîtres absolus. A partir de demain la ville, sur leur ordre, inscrira 200 personnes vivant seules pour un nouveau train à destination de France. Le premier, de 160 émigrants, n'est pas encore parti. Ils ont fait connaître la rigidité avec laquelle seront faites les visites des bagages et des personnes, toujours sous prétexte que des rapatriés s'étaient vantés d'avoir fait passer des papiers et de l'or cachés dans les chapeaux, chaussures et vêtements; tout sera examiné, les talons des chaussures sondés! Il ne pourra pas même être emporté une liste d'adresses. Une quarantaine de trois à quatre semaines sera faite en Belgique; il faudra, pour y vivre, avoir des marks.

9 février 1918. — Enfin le train qui emmène 160 personnes de Cambrai est en partance. Convoqués pour être ce matin, dès 6 heures, rendus dans trois locaux près de la gare annexe, la visite des bagages a été faite sans trop d'exigences, la vérification et le cachetage des enveloppes contenant le seul argent qu'il est possible d'emporter, soit 50 francs argent français et tout ce qu'on désirait de bons communaux, n'a pas soulevé de difficultés. Il n'était permis d'avoir sur soi des marks pour les dépenses de voyage qu'autant qu'ils étaient appuyés par un certificat constatant qu'ils avaient été achetés à leurs guichets contre monnaie d'État; à ma connaissance, presque tous les voyageurs ont préféré n'avoir aucun argent à leur disposition. Les visites de bagages à main et des personnes ont été moins méticuleuses que les menaces ne le faisaient pressentir, mais tous avaient évité d'emporter des bijoux, et peu de personnes avaient osé porter leur montre en or. Le prix du voyage en deuxième classe est de 37 marks jusqu'à la frontière suisse. Après ces formalités, les voyageurs ont été enfermés dans l'église voisine, où un repas chaud leur a été servi par la ville. Les contingents des villages voisins sont venus les y rejoindre, et le train a dû partir à 7 heures. Il y a tout lieu d'espérer qu'il ne sera pas imposé de quarantaine parce que ce départ est dit spécial pour malades; j'aimerais en avoir confirmation. Mon amie Mme Desmoutier et sa bonne sont des heureux qui vont revoir leur famille et la France.

Que de commissions verbales ont été recommandées à ces privilégiés pour tous les nôtres! Que de cœurs serrés en les remettant! De ce fait je vais avoir, dans la maison où je reçois l'hospitalité, une pièce où il me sera possible de m'isoler pour penser et réfléchir, travailler ou me reposer.

De la guerre, rien que l'audition pénible des combats d'artillerie, qui souvent la nuit ne laissent pas place au sommeil. Les com-

bats d'aéroplanes se renouvellent chaque jour ; on s'y habitue tellement que nous commettons beaucoup d'imprudences en circulant dessous. Il y a trois jours un éclat d'obus est tombé à mes pieds.

Les vexations s'aggravent encore : les brigands voleurs font des fouilles extraordinaires, des trous de deux mètres de profondeur sont pratiqués dans nos maisons, ils y mettent un acharnement qui fera que nous ne sauverons rien. Du reste ils sont encouragés par leurs trouvailles continuelles. L'appât d'une prime les excite encore, et la concurrence des diverses administrations qui procèdent à ces visites, à ces actes infâmes, surexcite l'émulation. Les officiers font encore des orgies ; il y a deux nuits ils ont réveillé une dame de mes amies, se sont fait ouvrir la maison pour danser une sara-bande autour d'une table, et cela parce qu'un de leurs camarades logé dans cette maison était rentré trop tôt. Après avoir évacué précipitamment certains villages, tels qu'Eseaudœuvres, ils forcent les habitants à réintégrer leurs habitations pillées ! Les premiers rentrés ont été chercher dans les maisons voisines ce qui pouvait y rester !

16 février 1918. — Chaque jour de la semaine il est parti des trains d'évacués vers la France. Comme pour le premier, les malheureux sont partis presque uniquement dans des wagons à bestiaux, mais il paraîtrait qu'en cours de route ils auraient été mis dans des voitures de troisième et de deuxième classe.

Des Allemands ont prétendu qu'aucun de ces trains n'était allé directement en Suisse, que tous les évacués étaient mis en quarantaine d'au moins vingt et un jours en Belgique. Je le crains d'autant plus qu'au départ la visite a été très superficielle. En cela comme en toute chose nous ne savons rien.

On annonce encore pour la semaine prochaine un ou deux trains. En plus de 700 Cambrésiens qui viennent de partir, il reste encore au moins 2 000 personnes qui désirent regagner la France. Dans certaines communes, des habitants sont forcés de partir. Les officiers du casino de chez moi défendent la maison contre l'invasion de nouvelles formations. Six officiers avec leurs ordonnances et leurs cuisiniers avaient la prétention de s'installer à côté des autres ; à cinq reprises différentes ils se sont fait mettre dehors par leurs camarades. Évidemment cette volonté persévérante n'a pour but que de rester plus tranquilles. Depuis cinq jours ils n'ont pu obtenir ni charbon ni coke, ils se chauffent et cuisinent au bois. Les charpentes des maisons des villages voisins fournissent ce bois ; les démolitions procurent les matériaux nécessaires à la construction des chemins de fer et des défenses. Les équipes de fouilleurs concurrents ne ralentissent pas leurs recherches. Parfois la Commandanture reconnaît qu'ils n'ont pas le droit de prendre

certaines choses, telles que le linge et les provisions, mais jamais on ne les désavoue.

Nous ne pouvons échapper au pillage : si nous laissons les choses dans nos armoires, les ordonnances forcent les serrures et les vidant, comme ils viennent de le faire dans trois chambres chez moi ; le contenu est immédiatement expédié en Allemagne ; si nous faisons des muches, les chercheurs officiels trouvent et prennent, sous prétexte qu'en cachant nous sommes en contravention.

Il y a cependant des choses que nous devons absolument mettre à l'abri, aussi c'est un tourment obsédant et des plus énervant. Aujourd'hui, alors que je ne dois pas entrer chez moi, un employé de la Commandanture est venu mettre sur la porte de chaque chambre une feuille d'inventaire de tous les meubles qu'elle renferme, cela soi-disant pour empêcher les officiers de rien prendre, mais d'après le texte imprimé je suis responsable et je dois remplacer tout ce qui disparaît ! Il y a quelques jours nous avons été mis en demeure de déménager en quatre heures notre banque d'émission. Je me suis plaint à Valenciennes en signalant que leurs administrations nous forçaient, de ce fait, à suspendre nos paiements aux communes ; aussitôt, un ordre d'afficher une interdiction à tout soldat de l'armée d'entrer dans les bureaux a coupé court à la prétention émise. Mais la Commandanture se vengera.

23 février 1918. — Une semaine se termine alors qu'on croit être encore au début, elles s'enfilent les unes après les autres avec une rapidité extraordinaire, et cependant nous conservons l'impression pénible d'un temps horriblement long ! Nous sommes de plus en plus enserrés dans l'impossibilité de faire un mouvement sans qu'il soit connu de la Commandanture, qui se substitue de plus en plus à nous en toutes choses, et qui prétendrait, si c'était possible, nous empêcher de penser. Pour surveiller et *diriger la ville seulement*, ils sont dix à douze officiers, une vingtaine de sous-officiers et le double de soldats de bureau. Chacun fait du zèle, tellement ils craignent d'aller au front. Les gendarmes, la police secrète et les perquisitionneurs ne sont pas compris dans l'évaluation ci-dessus du personnel. Mais cela ne suffit pas encore, les officiers qui logent ou mangent chez nous nous surveillent étroitement. Lorsque, la semaine dernière, nous nous sommes aperçus chez moi des nouvelles effractions aux portes des armoires, nous avons profité de ce que les chambres à coucher étaient inoccupées pour vider les armoires où les ordonnances avaient laissé quelque chose ; les officiers du casino s'en sont aperçus et ils ont demandé ce qu'il y avait dans cette malle, grande comme un cercueil, que nous sortions ; ils ont également interdit de laisser entrer qui que ce soit chez moi, menaçant de faire sceller la porte de la cave avec une barre de fer.

Depuis deux jours ils installent un soldat, consigné dans les maisons dont les propriétaires ont été chassés, pour s'assurer que rien ne sort du mobilier ou des effets contenus dans les habitations. Jamais nos compatriotes ne se douteront de ce qu'on souffre d'être ainsi dépossédé : mal d'autrui n'est que songe. Ils ont fait faire cinq clefs de la porte d'entrée. Ils ne sont plus que six à manger et depuis huit jours il n'y en a plus qui couchent à la maison. Vraiment le prétexte pour m'avoir mis dehors est par trop mauvais.

Les prix des denrées augmentent toujours et elles se raréfient de plus en plus, il est certain qu'à Lille c'est encore pire que chez nous. Fort heureusement que le ravitaillement de la Croix-Rouge belge continue à être plus substantiel qu'il y a trois mois. Malgré tout, l'affaiblissement est général et la mortalité est très grande ; chose assez curieuse, cet épuisement engendre très grande quantité de hernies, surtout chez les vieillards ; presque chaque jour il se fait des opérations de hernies étranglées.

Les malheureux Italiens, Serbes ou Roumains qu'ils font travailler, font pitié. Leurs bataillons donnent absolument l'idée qu'il y a encore des peuples sauvages qui réduisent les prisonniers à l'esclavage, et encore ils devaient être mieux nourris.

Les nouvelles de nos voyageurs pour la France sont très contradictoires, un jour le bruit court qu'ils sont tous en Suisse, et le lendemain on nous affirme qu'ils font quarantaine en Belgique.

2 mars 1918. — Rien de nouveau, l'aspect des journées ne varie pas. Le mouvement des troupes est plus grand que jamais, il est impossible de comprendre quoi que ce soit aux allées et venues ; l'agitation est immense.

Évidemment, il se prépare pour les premiers beaux jours une grosse opération. Des grands chefs sont, paraît-il, venus. On renforce par tous les moyens le moral des troupes, elles sont sans enthousiasme, mais malgré leur silence habituel, les soldats paraissent convaincus d'une victoire prochaine pour eux. Si on ne néglige aucun bluff pour donner la foi aux troupes, tout est encore bien plus mis en mouvement pour nous démoraliser. La *Gazette des Ardennes* nous présente des coupures des journaux français avec une canaillerie extraordinaire, et il faut reconnaître que la population qui devrait être la plus éclairée se laisse prendre à cette façon de faire. Je constate souvent la dépression des esprits ; heureusement qu'ils se remontent en général assez facilement. Toutes les histoires de Russie sont pour beaucoup dans cet état d'âme. Certainement que ce qui se passe de ce côté est terrible pour nous et constitue la principale cause de la prolongation de cette horrible guerre, mais les faits actuels ne changent rien à ce que nous connaissons depuis plusieurs mois. Bien plus, j'estime que, en s'acoquinant avec les anarchistes de toutes espèces, en voulant

traiter avec des gouvernements sans aucune autorité, les Allemands se ridiculisent et démontrent l'intensité de leur fourberie, pour en fin de compte diminuer leur influence, le jour où il faudra causer réellement de la paix.

La Commandanture de Cambrai s'est dédoublée, pourquoi? et jusqu'où va la séparation?

Enfin, nous sommes libérés de l'adjudant capitaine Iback, il serait parti pour la Russie. Le capitaine major de place Schmidberger, qui loge chez moi, est beaucoup moins terrible que je ne le pensais.

Une affiche rappelle les réunions de contrôle mensuel auxquels doivent se rendre tous les hommes de seize à quarante-huit ans, avec les menaces ordinaires.

Nous sommes avisés que la ville de Lille est autorisée, c'est-à-dire forcée de faire pour 50 000 francs de petites coupures de 5 et 10 centimes. La semaine prochaine, les communes termineront le payement du dernier impôt de guerre.

9 mars 1918. — Tous les habitants sont très émus des bombardements, que nous avons depuis trente-six heures, par les avions anglais. Hier, vers 2 heures du matin, par un ciel sans lune, douze bombes ont été jetées sur divers quartiers de la ville; dans la matinée, à 11 heures, nouvelle visite suivie d'une troisième dans l'après-midi. Il y a eu peu de civils tués ou blessés, trois ou quatre seulement; nous ne connaissons que deux Allemands tués, mais ils prennent de tels soins pour les cacher, qu'il peut y en avoir davantage. Beaucoup de vitres ont été brisées avec des détériorations peu importantes aux maisons. Deux choses préoccupent, dans ces exploits dangereux pour la population. Quel but poursuivent? Pourquoi a-t-on jeté des bombes à liquide asphyxiant? Quelques-uns estiment avec moi que nous ne devons pas murmurer par discipline patriotique, mais réserver nos critiques éventuelles pour le temps où des explications auront pu nous être données. Beaucoup d'autres récriminent violemment. Sans qu'il y ait de bataille engagée sur notre front, il paraît y avoir de nombreuses escarmouches et les faubourgs de Cambrai reçoivent des obus anglais, alors que des canons allemands, très proches de nous, grondent souvent. Les ballons captifs d'observation avertissent les soldats qu'ils sont dans le champ d'observation des ballons ennemis. Des troupes avec artillerie ne cessent pas de se masser. Nous sommes persécutés pour donner encore plus de logement aux officiers et soldats; il nous est ordonné de nous masser à trois ou quatre dans une même chambre. Après avoir supprimé les lazarets et enlevé tout le matériel de literie et autre, fourni par nous, ils veulent en établir un peu partout et nous pressurent pour trouver de quoi les meubler. Ils disent devoir prendre à

cet effet une grande partie de l'hospice civil, dont le rez-de-chaussée est seul habitable ; ils mettraient cent lits à la Chambre de Commerce, les religieuses augustines seraient évacuées de chez elles. L'église Saint-Géry serait transformée en ambulance, etc., etc.

Tout cela annonce des événements graves et constitue les prodromes d'un grand coup. Puisse-t-il être le commencement de la fin ! Les ouvriers civils comme les habitants sont traités comme s'ils étaient sujets allemands.

Malgré la protestation de l'Archevêque, les clochers de Saint-Géry et de la cathédrale sont utilisés pour la télégraphie sans fil. Plusieurs condamnations à dix ou vingt jours de prison (couchés sur la planche et nourris au pain et à l'eau), punissent des personnes qui, apitoyées par le si triste aspect des prisonniers italiens, leur ont donné de l'argent ou du pain, soit même du tabac.

Les perquisitions redoublent encore, les grilles qui entourent les maisons particulières ou établissements publics sont enlevées. Nous n'avons toujours pas de nouvelles ou renseignements sur nos otages hommes, enlevés pour la Russie. Nous ne savons rien des émigrés partis pour la France, nous les pensons en Belgique.

12 mars 1918. — Nos maisons sont bondées, bourrées, d'Allemands ; de temps en temps, pour échapper à cette horrible promiscuité, nous essayons de sortir, mais les trottoirs et les rues sont tellement accaparés par eux, qu'il est impossible d'éviter de couder leurs haillons infectés, et nous rentrons le cœur soulevé.

Samedi, quarante et quelques ouvriers civils de Bourlon, qui travaillent aux terrassements militaires, dans les environs de Valenciennes, se sont sauvés et n'ont pas été pris en cours de route. Ils n'étaient pas conduits au travail par des soldats ; leurs gardeschourmes n'étaient autres que des entrepreneurs civils allemands chargés de faire les fortifications. Sans leur laisser le temps de préparer leur maigre nourriture, ils devaient travailler rudement, de 6 heures du matin à 6 heures du soir. Que va-t-il leur advenir lorsqu'ils vont être repris ? Dimanche, les Anglais ont bombardé, de Graincourt probablement, le parc à munitions près la gare d'Iwuy. Leur tir, très bien réglé, était remarquablement précis ; ont-ils tué beaucoup d'Allemands ? On ne le sait pas, tellement ils font vite disparaître leurs morts. Malheureusement, leurs obus sont tombés presque uniquement sur des caves récemment vidées. Ce qu'il y a de très triste, c'est que dix-huit ouvriers civils, des villages voisins, ont été tués. Le lendemain, leurs camarades ont refusé de retourner sur un tel chantier. Le commandeur a ordonné au maire de faire connaître aux récalcitrants que ceux qui ne seraient pas au travail le jour suivant au matin passeraient en conseil de guerre et seraient envoyés aux compagnies de discipline : le maire a fait faire cette publication par le garde communal !

Je ne sais encore ce qu'auront fait ces malheureux opprimés, mais, bon gré mal gré, il faudra bien finalement qu'ils cèdent pour subir le moindre mal.

15 mars 1918. — Depuis dimanche, nous avons de nombreuses visites d'aéroplanes qui viennent repérer les pièces allemandes, les dépôts de munitions, les nombreuses voies de chemin de fer qui desservent ces dépôts, etc., etc. Aussi, depuis lundi, nous sommes bombardés avec des obus de 0,38 à double explosion. Le premier jour, nos ennemis n'ont pu cacher qu'ils avaient eu une centaine de tués dans la citadelle, le collège de garçons, la gare annexe, etc. Les victimes civiles sont aujourd'hui au nombre de douze tués, pour les quatre jours, avec quatre blessés gravement atteints. La population est très calme, parce qu'elle constate les précisions des tirs de nos artilleurs. Elle cherche à rentrer dans le centre de la ville, qui semble actuellement devoir être épargné, mais il est très difficile, pour ne pas dire impossible, de trouver un logement disponible, tellement les maisons sont encombrées d'Allemands.

Lundi, une vingtaine de leurs chevaux ont été tués et dépecés immédiatement par les malheureux privés de viande.

Les civils sont rares dans les rues, la prudence les retient chez eux, mais cependant ils sortent pour leurs besoins.

Des dames otages à Holzminden ont donné une fois de leurs nouvelles à leurs familles, sans oser donner beaucoup de renseignements ; on sent qu'elles ont beaucoup souffert du froid, mais, courageusement, elles s'organisent dans leur captivité. Les hommes partis pour la Russie n'ont encore rien pu faire connaître de leurs souffrances, il a été dit que dès le premier mois quelques-uns étaient morts. Quant à nos émigrés, qui, d'après ce qui nous avait été annoncé, devaient partir directement pour la France, et qui n'avaient eu le droit que d'emporter 50 francs, il y aura demain six semaines qu'ils nous ont quittés, et je les crois encore tous en Belgique pour faire quarantaine ; s'ils sont rapatriés, ils auront acheté leur bonheur, mais eux aussi doivent souffrir. Du reste, qui ne souffre pas ?

Notre ravitaillement hispano-hollandais continue avec régularité, nous avons des provisions pour quinze jours d'avance, mais si le bombardement interceptait la circulation des trains, nous serions vite affamés. Il est de plus en plus impossible de se procurer d'autres approvisionnements. De temps en temps, on vient nous offrir de nous procurer des pommes de terre à 250 francs les 100 kilogrammes ou du beurre à 48 francs le kilogramme, mais cela ne vient jamais.

Les Allemands disent devoir nous vendre, pour planter, des pommes de terre prises dans nos champs. Ils feraient planter à Cambrai 40 hectares et 40 autres hectares par la ville dans des vil-

lages plus éloignés du front. Pendant quelque temps, nous dépendions d'un groupe de Caudry ; depuis quelques jours, un colonel chef de groupe est installé ici. La circulation est totalement interdite, il n'est délivré aucun passeport.

Chaque jour il est donné, l'après-midi, énormément de communions en viatique aux soldats qui partent pour le front.

En attendant que la cathédrale soit prise, comme l'a été Saint-Géry, pour faire une ambulance, le commandeur a fait droit à la deuxième réclamation de l'Archevêque au sujet des antennes attachées au clocher pour télégraphie sans fil : elles ont été enlevées. Le pillage de nos maisons est de plus en plus encouragé. Hier la quinzisième perquisition chez moi ne leur a rien donné. L'équipe qui cherche plus spécialement du vin creuse toujours dans nos caves.

Au 11 de ce mois, il y avait 3 583 soldats ou prisonniers enterrés dans les cimetières de la ville, dont 3 000 Allemands.

Une nouvelle affiche nous fait connaître l'exécution de trois condamnés à mort pour avoir tenté d'envoyer un message par le pigeon voyageur déposé à Rieux. Elle fait connaître également la condamnation du maire Boudaillez à dix ans de travaux forcés comme complice.

A Villers-en-Cauchies, un officier, descendu d'automobile, a giflé un soldat, conducteur de deux chevaux dont il n'était pas maître, parce qu'il l'avait forcé à s'arrêter ; des soldats présents l'ont hué, il a calotté à nouveau le malheureux et menacé les soldats de son revolver ; la scène s'est terminée à la Commandanture, dont les soldats ont fait le siège, réclamant l'officier pour le tuer.

21 mars 1918. — L'histoire de l'officier maltraitant le soldat ne s'est pas passée à Villers-en-Cauchies, mais à Haspres, et à la suite de la révolte des camarades, il aurait tué avec son revolver le soldat, qui était père de six enfants. Depuis quelques jours, les obus anglais sont encore tombés, principalement sur le périmètre de la ville ; des éclats ont été projetés jusqu'au centre. Aucun civil n'a été atteint. Passablement d'Allemands sont morts et un plus grand nombre ont été blessés, mais on ne sait toujours pas exactement leurs pertes. Dans nos maisons, beaucoup d'officiers ont la frousse et descendent dans les caves passer la nuit ; ils ont même préservé le soupirail par un amas de pierres.

Le 20, pendant la nuit, les troupes qui grouillaient tant autour de nous sont parties dans toutes les directions, mais principalement vers le Catelet-Saint-Quentin et Douai, Lens. Très remontés, ils avaient la conviction qu'ils seraient vite à Paris et Calais, mais avec la persuasion, la plupart, d'être tués. Des officiers de certaines administrations ont en poche l'ordre de se tenir prêts à aller installer leurs bureaux à Amiens !

Le commandeur s'est assuré du nombre d'infirmières que la ville pourrait procurer, parce qu'ils comptent sur beaucoup de blessés français, anglais et américains. Ils ont une telle confiance en eux qu'ils vendent la peau de l'ours avant de l'avoir tué.

Est-ce la grande offensive annoncée depuis si longtemps qui a commencé cette nuit? Le bruit du canon a été formidable, feu de tambours et de grosses pièces! Nous avons été très incommodés par les gaz délétères cette nuit, mais surtout le matin à 6 heures et dans la matinée. Le brouillard était très épais, beaucoup de personnes prétendent qu'il était artificiel; personnellement, je n'en crois rien. Après-midi, nous entendons le canon beaucoup moins, et les Allemands prétendent que sur notre front direct les Anglais ont reculé de 6 kilomètres, c'est-à-dire au delà d'Havrincourt, pour établir leur ligne de défense sur le canal du Nord: c'est vraisemblable, mais cependant je n'y crois pas, ils sont trop pressés d'annoncer un résultat.

La privation de nouvelles authentiques est de plus en plus pénible, nous sommes forcés de nous forger des idées qui reposent sur des sentiments sans base sérieuse.

J'ai la persuasion intime que la grande bataille qui commence ou va commencer incessamment s'étendra sur tout le front, c'est-à-dire d'Ypres à Belfort, avec intensité renforcée sur plusieurs points. Je me figure qu'elle sera plus terrible qu'aucune autre, que le carnage sera tel qu'on n'en aura jamais vu de semblable. Je crois que nous serons victorieux plus ou moins, que la durée peut être d'un mois, mais qu'ensuite tous les peuples renonceront à ces tueries barbares, et qu'il sera possible de causer utilement de paix. En attendant, j'ai un frisson terrible, épouvantable, rien que d'y penser. Les soldats ne se contentent pas de faire la queue devant les portes des «kino», mais on en voit attendre patiemment, dans les rues, en face de certaines maisons, où ils entrent par fournées; ils trouvent sur les portes de chaque chambre des placards qui leur indiquent les moyens d'hygiène qui doivent leur être offerts dans ce confessionnal d'un nouveau genre spécial, où ils sont vivement expédiés pour faire place aux suivants!!!

23 mars 1918. — Nos malheureux concitoyens partis depuis six semaines pour la France sont toujours en quarantaine en Belgique, et ne peuvent même pas nous donner de leurs nouvelles. Actuellement, le nombre des maisons atteintes par les bombes et obus est de deux cent cinquante environ.

Chacun cherche à se défaire de ce qu'il a pour ne pas le laisser prendre, aussi presque tous les magasins ressemblent à des maisons de fripiers où, à côté de choses de luxe, on vend des défroques de toute nature.

Dans nos maisons, surtout celles dont les propriétaires ont été

mis dehors, les officiers changent les meubles de place et de pièce. Avec plus ou moins de formes, ils accaparent tout. C'est ainsi qu'après s'être fait ouvrir la porte de la pièce où se trouve mon billard, ils ont demandé la clef de ma bibliothèque, qu'ils ont voulu conserver, disant que si je desirais un livre ils m'autoriseraient à le venir prendre. Je n'ai plus de nouvelles, même incomplètes, de ma famille, et tous nous sommes dans les mêmes conditions, aussi chacun a l'âme triste et mal disposée pour apprendre les choses de la guerre.

Les Allemands nous disent qu'ils ont à Laon trois canons monstres avec lesquels ils vont bombarder Paris ; généralement on croit que c'est du bluff, cependant ce qui n'était pas vrai hier peut être la vérité aujourd'hui.

27 mars 1918. — La grande bataille prévue est engagée depuis quelques jours, elle est plus terrible que tout ce que notre imagination pouvait prévoir. Nous ne pouvons en connaître que ce que les Allemands veulent bien nous dire, et c'est effrayant. A côté du désir de faire connaître des faits, ils tiennent surtout à remonter le moral de leurs troupes et à nous démoraliser. D'où certainement triage de choses à dire et de celles à taire, avec exagération des résultats. C'est d'autant plus terrible pour nous que malheureusement nous ne pouvons pas douter de la gravité des événements. Tout d'abord, ils ont tellement noyé le front de gaz asphyxiants qu'ils ont mis le désordre dans les armées anglaises, qu'ils ont eu beaucoup à en souffrir, et que nous-mêmes, à longue distance en arrière, malgré le vent du nord, nous en avons été incommodés, alors que ces gaz étaient déjà très dilués. Cet état de choses explique les grandes pertes de canons de nos alliés : aujourd'hui ils annoncent en avoir pris 950 ! Ils disent aussi avoir fait 45 000 prisonniers, et prétendent nos pertes en hommes épouvantables. L'empereur est passé ici dimanche, il aurait pris lui-même le commandement direct de l'action. Nous savons, par des indiscretions d'officiers et de soldats, que leurs pertes en hommes sont incommensurables. Il paraîtrait que jamais champ de bataille n'a laissé voir pareille boucherie. Le combat vers Epehy en particulier laisse un aspect terrifiant. Malgré les grands succès qu'ils affichent, ils ne ressemblent pas à des gens victorieux, ils ne triomphent pas. Le recul de nos troupes jusqu'au delà de la ligne de front après la bataille de la Marne ne laisse pas que d'être très inquiétant, notre angoisse est excessive. Cela s'explique facilement par le manque de renseignements de par les nôtres. Leurs services d'administration de l'arrière ont quitté la ville pour s'installer à la suite de leur avance. Pour pouvoir les installer dans ce désert où il n'y a plus rien, ils réquisitionnent énormément de mobilier ! Nous avons beaucoup de peine à restreindre la démoralisation.

sation ; pour comble d'épreuve, cette nuit, des aéros sont venus à différentes heures bombarder tous les quartiers de la ville qui ont reçu environ vingt-cinq bombes, il est vrai sans atteindre de civils, mais tuant quelques Allemands, en blessant vingt-cinq, à notre connaissance. Malgré tout, en général, nous conservons confiance et *attendons* sous peu la réaction de nos troupes.

3 avril 1918. — Les Allemands cherchent tellement à nous cacher le nombre de leurs morts, que nous le connaissons bien rarement ; dans le dernier bombardement par avions, suivant le dire d'un de leurs médecins, ils auraient eu dix-neuf officiers tués dans la ville et une quantité très grande de soldats.

Tous ces jours derniers, les avions nous ont fait de très nombreuses visites : hier, dans les vingt-quatre heures, ils sont venus à trois reprises différentes. Nos pertes ont été avant-hier de sept tués et hier de cinq ; pour les deux jours, nous n'avons que huit blessés.

Leurs morts sont beaucoup plus nombreux : hier après-midi, j'en ai vu neuf dont un officier. Les avions, dissimulés dans les nuages et très hauts, ont surpris tout le monde ; c'est ainsi que j'ai vu tomber un Allemand à six mètres de moi au moment où je sortais de notre bureau de la place Notre-Dame.

En général, les aviateurs lancent des grenades à main ou des boîtes à mitrailles très meurtrières, qui cassent énormément de vitres, mais détruisent rarement les maisons.

Sur les dépendances de l'archevêché, lundi, il en est tombé trois, une jeune fille de vingt-six ans y a été tuée dans la cuisine.

Notre population est quelque peu affolée par ces accidents et beaucoup de personnes ne peuvent se faire à l'idée que par destination ces malheurs doivent nous arriver. Ces attaques terrorisent et démoralisent les troupes, tuent beaucoup d'Allemands par rapport au chiffre relativement peu élevé de Français atteints, et enfin surtout, persuadent les Allemands que la présence de Français ne les met pas à l'abri, et cela les gêne considérablement.

Jusqu'à présent, j'avais négligé de me mettre à couvert pendant ces visites dangereuses ; reconnaissant mon imprudence, j'ai résolu désormais de descendre dans une cave et de montrer ainsi le bon exemple, car il faut reconnaître que le plus souvent c'est par imprudence que ces accidents arrivent à des curieux qui veulent voir ce qui se passe. La grande offensive reste de plus en plus angoissante. Lorsque le 29 mars, nous avons connu l'avance des Allemands jusqu'au delà de Montdidier et d'Albert, notre inquiétude a été très grande.

Actuellement, nous la pensons bloquée, mais pour retrouver un peu de tranquillité, il nous faudrait savoir Amiens dégagé par la reprise d'une partie, tout au moins, du terrain perdu.

On nous dit que sur le front de France il y a 11 000 000 d'hommes

engagés. Quelle démente, quelle horreur ! On raconte que les pertes allemandes en morts sont beaucoup plus grandes que les nôtres et que les champs de bataille constituent des charniers épouvantables. Ici, nous ne voyons que le passage des petits blessés, souvent les pompiers sont réquisitionnés pour les décharger, tellement le nombre en est grand. Quoique maintenant nous soyons trop éloignés du front, nous voyons enterrer chaque jour environ cinquante de leurs soldats. Mais cela n'est rien à côté de l'horrible spectacle qui se voit aux ambulances plus proches de la tuerie.

8 avril 1918. — Malgré toutes les dépêches allemandes très alarmantes pour nous, je reste, avec beaucoup d'autres, très confiant dans l'espoir qu'ils n'arriveront pas à percer nos lignes. Mais ce n'est pas assez d'avoir enrayé leurs avances, il faut les faire reculer, il est indispensable de déblayer autour d'Amiens. Comment est-il arrivé qu'il ait été impossible de s'opposer à cette marche en avant ? Nous aurions bien besoin d'être réconfortés par des renseignements français autres que ceux, très sûrement faux, donnés par la *Gazette des Ardennes*.

J'ai reçu il y a deux jours le communiqué mis pour moi le 13 mars dans le *Matin*. Il me tranquillise jusqu'à cette date sur le sort des miens, mais depuis le bombardement d'Amiens, que sont-ils devenus ?

D'une façon générale, que se passe-t-il en France ? Notre Parlement est-il arrivé au summum de la déconsidération ? De plus en plus nous avons la conviction que l'entreprise de cette guerre sans pareille aurait dû imposer un dictateur pour sa durée.

Notre vie est toujours aussi pénible. L'alimentation, en dehors du Comité de ravitaillement, insuffisant, devient de plus en plus rare et chère. J'ai pu acheter hier 5 kilogrammes de mauvaise farine à 6 marks le kilogramme ; le beurre varie entre 45 et 50 francs le kilogramme.

Les officiers qui logent chez moi ont exigé la livraison de mon dernier service de table, et ils sont relativement comme il faut ! Ces jours-ci, on réquisitionne la batterie de cuisine en émaillé, ils prétendent qu'il est suffisant de conserver une seule casserole dans chaque maison, pour tout faire.

Les visites d'escadrilles d'avions, à cause du mauvais temps, sont moins répétées, la chance nous a été favorable ces derniers jours à différentes reprises, il semble qu'il y ait eu passablement d'Allemands tués et blessés sans atteindre de civils. Il nous a été dit que Douai et Valenciennes avaient eu encore plus de victimes que nous. Comme d'ordinaire, il a été chanté des services solennels pour nos malheureux concitoyens, l'absoute est donnée par l'Archevêque. Un jour, il y avait sept cercueils et le surlendemain six. Il en reste un à inhumer, qui n'est mort qu'hier.

Leurs convois de vrais romanichels sur les routes avoisinantes ont été fortement éprouvés par les avions, les troupes également, mais ils cachent tout cela avec le plus grand soin.

Ils ont un nombre considérable d'autos-camions en circulation et en stagnation. Le grand mouvement de troupes a repris dans la ville. Ils préparent le deuxième acte de leur grande offensive relativement avortée dans le premier acte. Des équipes d'ouvriers civils de Valenciennes et autres endroits ont été envoyées à Péronne. Les prisonniers militaires italiens font de plus en plus pitié. Les affiches toujours très menaçantes sont journellement placardées, nous en avons eu une au sujet du trafic des poisons et des préparations vénéneuses, une autre nous force d'aller déclarer s'il nous reste un matelas de laine, une troisième énumère toutes les choses confisquées que nous devons déclarer, elle eût été plus simple, plus complète et plus explicite faite en deux lignes, disant que tout ce que nous avions était utile à l'armée et leur appartenait. Enfin, la dernière dit que l'armée nous garantit la sécurité, mais qu'elle se réserve de nous condamner à mort si bon lui semble.

14 avril 1918. — Dans cette affiche il nous est fait obligation, sous les peines les plus sévères, de dénoncer ceux de nos concitoyens ou compatriotes qui enfreindraient les ordres donnés contraires à l'intérêt de la patrie, c'est-à-dire qu'on voudrait nous forcer à manquer aux lois de l'honneur, et cependant les conventions internationales de la Haye défendent à l'ennemi de chercher à imposer à l'adversaire de tels actes.

Il y a un mois, une demoiselle prise comme otage a été renvoyée d'Holzminden à cause de son état de santé qui du reste était encore plus mauvais lors de son départ ; non satisfaits par l'acte de représailles, ils ont, il y a deux jours, éprouvé le besoin de la remplacer et une autre jeune fille de vingt et un ans, appartenant à une excellente famille, a dû partir sans délai, accompagnée par un soldat pour un voyage de trois ou quatre jours : il n'existe pas de mots pour qualifier un pareil fait. A côté de cela nos trains de rapatriés, qui, à leur dire, devaient être conduits directement en Suisse, sont encore en Belgique depuis neuf semaines ; il leur avait été défendu d'emporter de l'argent, il est facile de se figurer leur état de dénuement. Nous traversons actuellement une période des plus cruelles. Comment ont-ils chaque jour des succès qui leur permettent d'avancer sans qu'il y ait une contre-partie favorable à nos armées ? Chaque jour la consternation est grande, lorsque nous apprenons qu'ils sont entrés dans une nouvelle ville, comme hier à Armentières. Il est vrai de dire qu'ils n'ont toujours pas un aspect glorieux. Les mouvements de troupes restent très importants, ils déplacent facilement leurs soldats et les font apparaître sur tous les fronts. Le cortège des blessés reste des plus impression-

nant. Malgré tout cela, si nous sommes navrés, nous restons confiants dans le résultat final, mais nous prenons difficilement notre parti de la prolongation de guerre que leurs succès actuels vont nécessairement occasionner.

Le colonel Gloss nous est revenu en qualité de commandeur. Comme don de joyeux retour, il fait placarder un ordre à la population de saluer profondément tous les officiers et de leur laisser libres les trottoirs ; les manquements sont punis de 1 000 marks d'amende ou de trois mois de prison.

Cette nouvelle humiliation ancrera encore au fond de notre cœur la haine qu'ils méritent. Les visites d'avions sont beaucoup moins nombreuses depuis quelques jours, du reste leur raison d'être est moindre depuis que le front s'éloigne de nous, et que, hélas ! nous n'entendons pour ainsi dire plus le bruit du canon.

Comptant prendre Arras incessamment, ils font préparer pour d'ici huit jours 6 000 lits d'ambulance.

J'avais eu l'autorisation d'aller à Noyelles, mais avant que j'aie pu exécuter à pied ce pèlerinage, il m'a été fait savoir que le permis m'était retiré.

Un décret paru dans la *Gazette* institue à Valenciennes un tribunal qui jugera les demandes allemandes de réparations de dommages en pays occupés, exception est faite pour les régions de Longwy et de Briey, qu'ils estiment définitivement allemandes.

18 avril 1918. — Pour trouver les 6 000 lits d'hôpital ils font évacuer complètement l'hospice général, le grand et le petit séminaire installés à la maison Saint-Charles, l'établissement Vanderburch, etc., mais ils rendent les murs de l'hôpital Saint-Julien et l'hôtel Brabant près le théâtre, le tout dans un état déplorable de destruction et de saleté.

Quelques-uns des malheureux partis pour la France et retenus en Belgique se sont sauvés pour rentrer chez eux et ont été punis de prison. A côté de cela on dit encore une fois que nos trois trains sont partis samedi pour la Suisse ! J'avais écrit à Valenciennes pour prier le délégué hollandais au ravitaillement hispano-hollandais de vouloir bien s'occuper de ravitailler nos concitoyens en Belgique, comme l'avait fait le Comité de Bruxelles pour les otages d'Holzminden et de Russie. Les nouvelles de la guerre sont toujours très rares ; hier nous avons entendu fortement le canon dans la direction d'Arras. Leurs dépêches affichées indiquent des succès très limités, mais toujours rien de favorable pour nous en dehors de la résistance énergique qui leur est opposée. Leurs troupes sont de plus en plus démoralisées, ils ont dû organiser ici une chasse très serrée aux très nombreux soldats qui se cachent dans les maisons pour ne pas aller au front ; parmi cette espèce de déserteurs, il y aurait même des officiers.

Nous n'avons pas eu de visites d'avions depuis cinq jours, et cependant ils en ont tellement peur que chez moi, comme ailleurs sans doute, les officiers, craignant le clair de lune cette nuit, ont tous couché à la cave.

Nous venons d'être très émus d'une décision de l'adjoint faisant fonction de maire, au sujet d'une tentative d'organisation de guetteurs dans le clocher de Saint-Géry. Heureusement il a fini par y renoncer, mais c'est grave de l'avoir voulue.

26 avril 1918. — Les nouvelles sont toujours rares et contradictoires, en somme, presque toutes favorables pour l'ennemi. Espérons que le généralissime Foch garde intacte, en réserve, son armée de manœuvre et qu'il nous prépare, pour bientôt, une grosse action. La bataille, tant à Moreuil qu'à Bailleul, quoique encore vive, semble moins violente. La recherche de déserteurs continue ; il paraîtrait que la semaine dernière deux officiers ont été assassinés par des soldats auxquels ils faisaient des remontrances à ce sujet !

A côté de villages complètement détruits comme Cantaing, Fontaine-Notre-Dame, d'autres, comme Marcoing, Noyelles et Rumilly, le seraient incomplètement.

Les officiers qui logent chez moi partent dans deux jours pour Crèvecœur ; ils en sont navrés, et sous prétexte que les quelques maisons à demi détruites ne contiennent pas plus de meubles que de fenêtres et de portes, ils parlent d'emporter ce qu'ils jugent indispensable.

Cambrai est redevenu ville sanitaire avec 6 000 lits de lazarets. Le transfert des malades de l'hospice général à l'hôpital Saint-Julien s'est fait sur civières portées par des brancardiers volontaires. Je crois que dans quelques jours, lorsque l'organisation commencera à prendre tournure, ce sera moins sinistre, mais actuellement ces malheureux font grand pitié ; cela est très émouvant.

Le personnel, très dévoué, aurait, comme les malades, besoin de quelque paroles d'encouragement et de réconfort.

Je sais que tout est difficile, qu'il faut beaucoup d'indulgence et de bienveillance dans les jugements, cependant je ne comprends rien à la façon de faire.

La ville est envahie de médecins et d'infirmières, nous attendons pour lundi le grand état-major de la 11^e armée. Depuis le 15, l'heure officielle est en avance de deux heures sur le soleil, c'est vraiment plus commode.

A la suite de poursuites en conseil de guerre sous inculpation d'espionnage par pigeons voyageurs, deux habitants d'Aubeneul-au-Bac ont été fusillés, je les crois absolument innocents ; le curé de la commune, impliqué dans l'affaire, a dû être condamné à une peine grave, mais nous ne savons pas laquelle. Les dernières

affiches ordonnent à tous les hommes de dix-sept à quarante-huit ans de porter au bras gauche un brassard rouge ; déjà depuis longtemps la mesure était imposée ailleurs. Une ordonnance punit de 10 000 marks d'amende ou un an de prison tout individu qui se laisse voler une tête de bétail ; ceci ne peut concerner notre région, qui ne possède plus une seule bête.

Deux autres ordonnances sanitaires ordonnent de dénoncer tout cas soupçonné de typhus et défend aux médecins français de soigner des Allemands ; il leur est même interdit de soigner des Français atteints de maladies sexuelles.

2 mai 1918. — Nos armées paraissent, sur nos fronts de l'Ouest, avoir maîtrisé l'ennemi, nous pouvons même croire à quelques petits succès du côté d'Ypres et de Villers-Bretonneux, mais cela ne suffit pas, il faut au moins écarter la menace sur Amiens, Montdidier, Arras, Béthune, Hazebrouck et Ypres !

La confiance subsiste dans l'ensemble de la population, les déconcertants sont toujours les mêmes.

3 mai 1918. — Non seulement le général en chef de la II^e armée est venu se fixer à Cambrai, mais les troupes affectées spécialement à la Commandanture ont été éloignées et envoyées à Caudry et le Cateau pour être remplacées ici par une nouvelle garnison. De sorte que dans beaucoup de maisons, comme chez moi, les officiers ont changé. J'ai presque regretté le départ des anciens, ils étaient à moitié soigneux et les ordonnances moins pillards que d'autres. Les nouveaux arrivés semblent plus causeurs et je dois ne pas répondre à leurs désirs de converser, mais les ordonnances paraissent moins propres et sont plus nombreux.

Leur cimetière route de Solesmes est plein, il a du être agrandi, ils le font soigner de près par nos ouvriers civils, qu'ils persistent à désigner « ouvriers volontaires ». Ceux qui résistent quelque peu à travailler pour eux sont incorporés dans des sortes de bataillons de discipline, désignés Z. A. B. Ils sont envoyés dans le désert, ramassent les obus non éclatés, lorsqu'ils ne relèvent pas des travaux de défense ; très mal nourris, nous devons leur donner un supplément de nourriture, alors que le ravitaillement de la population est insuffisant. Les prisonniers français, anglais, belges et autres ne sont pas nourris, et nous avons le cœur serré de ne pouvoir que très exceptionnellement venir à leur secours.

Notre ration est très menacée d'être réduite, le pain est fait avec de la farine au rendement de 97 pour 100. Beaucoup de wagons qui nous arrivent sont pillés en cours de route ; malgré les précautions prises, il n'y a rien à faire pour l'empêcher. M. le capitaine Neuerbourg, venu aujourd'hui, m'a dit que ces vols se produisaient partout. Il semblait confus de ne pouvoir agir pour défendre nos

magasins dont l'administration militaire a la prétention de s'emparer. Hier on menaçait d'enlever les grilles de clôture et de fermeture. L'incohérence la plus absolue règne dans les administrations et le dernier petit officier ou même sous-officier fait ce qu'il veut, dès qu'il donne à ses méchancetés l'apparence d'un bien pour l'armée.

4 mai 1918. — Ils nous font voir les tanks pris aux Anglais ; hier ils en ont expédié six. L'huile à salade vaut 100 francs le litre, mais, de tout cela, on en trouve juste pour marquer les prix.

N'ayant plus de local pour réunir les maires, dans le but de leur donner des instructions, je les ai fait venir trois ou quatre à la fois et je leur explique ce qu'ils ont à faire. Il est très dur de les amener à établir convenablement la série de secours à donner et des répartitions à faire. Du reste il faut reconnaître que c'est très difficile, parce qu'il n'est plus possible d'adopter des règles générales, tant les situations sont différentes d'une commune à l'autre. Ils sont pleins de bonne volonté ; je les engage beaucoup à créer un jardinage communal.

10 mai 1918. — Les ouvriers civils compliquent les questions d'alimentation surtout lorsqu'ils sont incorporés à un bataillon Z. A. B. pour n'avoir pas voulu signer un engagement de volontaires. La destruction de toutes les grilles se continue, ils ne laisseront rien. Après avoir défendu de faire l'inventaire de ce qu'ils ont pris, sans avoir demandé le concours d'un officier de la Commandanture, ils ont refusé à l'Archevêque de faire constater quoi que ce soit. Fort heureusement nous n'avons jamais attendu après eux pour établir leurs pillages.

Ces jours derniers nous avons parfois entendu de loin le bruit du canon, mais en général il nous manque terriblement depuis l'éloignement du front. Les avions reviennent un peu plus souvent, hier matin nous avons eu cinq civils tués et cinq blessés ; on ne peut toujours pas savoir le chiffre des Allemands atteints, mais nous avons beaucoup de raisons de croire qu'il y en a plus de trente.

La situation militaire semble moins dangereuse pour nous, leurs efforts sont, paraît-il, largement entravés. A force de gratter le pied de la montagne il faudra bien qu'elle s'écroule ! Nous espérons toujours que ce sera pour bientôt. J'ai eu le communiqué A. B. 50 qui m'apporte de bonnes nouvelles des miens, elles sont inévitablement très laconiques, pas assez explicites, mais il faut encore s'en réjouir, peu nombreux sont ceux qui en ont autant. Je sais qu'ils ont quitté Amiens pour Rouen. J'espère un peu qu'ils recevront une lettre de moi très prudente, elle leur donnerait des nouvelles un peu plus complètes que celles qui peuvent leur parvenir

ordinairement. Le commandant qui est à la maison a bien voulu se charger de faire parvenir cette missive. Cet officier saxon habite en temps de paix Bâle, où il fait un commerce de soieries. Bienveillant, il a fait un grand effort pour me conduire à Noyelles et à Rumilly. Ces deux villages ne sont pas encore complètement rasés comme les voisins : Cantaing, Flesquières, Ribcourt, etc. La destruction est très grande, mais il reste quelques maisons réparables. Il n'a pas été fait de pont provisoire sur le canal, aussi il faut le passer sur des poutres, comme l'Escaut, comme les fossés du château, dont les eaux ont été complètement vidées. Ce pèlerinage m'a été extrêmement pénible et j'ai souffert beaucoup de devoir le faire grâce à la protection de cet Allemand. Une équipe d'environ trente soldats continue à briser et à sortir le matériel de la sucrerie ; le tout s'accumule dans les cours. Ils avaient continué sans interruption cette dévastation jusqu'à l'arrivée des Anglais lors de leur offensive de novembre, si bien que deux des soldats commissionnés directement par le ministère de la guerre pour cette noble besogne ont été faits prisonniers par les Anglais, ils avaient encore sur eux leurs ordres. Je considère que l'usine n'aurait pas énormément souffert de la bataille, des trous de grenades et d'obus dans les toitures et les murs eussent été réparables, mais le matériel n'a dû être que très peu atteint, seule la volonté destructive des Allemands a fait tout le mal. A ma ferme de Rumilly, le bombardement, au contraire, a opéré la destruction. Un certain nombre de bâtiments sont peut-être réparables.

18 mai 1918. — Depuis l'ordonnance relative à la défense de constatations judiciaires et de pétitions collectives, leurs derniers placards concernent l'ordre de déclarer à la Commandanture les garnitures de cuivre, la façon dont on doit obéir à l'annonce, par le tocsin, des avions, et enfin le tarif de vente pour les mouchoirs, linons et batistes. Comme d'ordinaire le tout est agrémenté de menaces de prison et d'amendes.

L'Archevêque a été appelé au cabinet du juge d'instruction pour avoir à répondre d'avoir remis une note rédigée en français à un vicaire général ; celui-ci devait aller trouver le général en chef de la II^e armée à l'effet d'obtenir que les enfants de Vanderburch et leurs religieuses ne soient pas évacuées. Ce memento avait sur sa demande été laissé au général, le délit est aggravé du fait d'être passé pour cette démarche au-dessus du colonel commandeur. A cette occasion l'Archevêque revendique notre droit à la langue française, et prétend que son assimilation au grade de général en chef explique sa prétention de traiter directement avec M. Marwitz.

Notre ignorance des choses de la guerre nous laisse dans une angoisse cruelle. Cette semaine et chaque jour a amené une ou deux

visites d'escadres d'aviateurs. Heureusement nous n'avons pas eu d'accidents civils. Il est presque impossible de pénétrer les pertes allemandes. Dans la nuit de jeudi à vendredi, deux bombes sont tombées chez Mme Ozanaux : il paraît que l'Empereur a couché deux ou trois fois dans cet immeuble, et qu'il abritait cette nuit-là un général, sa femme, sa fille et des officiers. Cinq ou six voitures d'ambulance seraient venues à la suite du bombardement : c'est dire les hypothèses forgées sur ces vraisemblances.

Je compte aller lundi à Valenciennes ; nous sommes quelque peu encombrés actuellement de denrées, il y a quelque chose d'anormal, car nous ne pouvons pas pour cela augmenter les rations journalières. Le bruit court que les Allemands prennent des dispositions contre la Hollande. Nous sommes plus que jamais assaillis de demandes d'ouvriers civils, qu'ils ont emmenés travailler au loin dans le désert, et qu'ils nourrissent épouvantablement mal. Nous ne devons rien faire pour eux, car il importe de ne pas relever l'ennemi de ses obligations, et cela peut être l'occasion de les contraindre à les ramener dans notre zone.

Nous sommes envahis par une multitude d'infirmières allemandes qui, du reste ne paraissent pas très occupées, et ne produisent pas bonne impression. Nos malheureux compatriotes partis pour la France sont dans leur quatrième mois d'attente en Belgique. Beaucoup souffrent énormément de ce séjour prolongé, pour lequel, loin d'être préparés, ils avaient eu défense de se précautionner de quoi que ce soit, puisqu'ils avaient été dépouillés de tout, même d'un bout de crayon.

Voici la Pentecôte ! Il va falloir encore passer cette fête loin de tous, sans nouvelles des nôtres. Cette vie devient intenable. C'est une vraie détresse dans nos cœurs. On ne se doutera jamais de nos souffrances morales.

23 mai 1918. — Les Allemands viennent de placarder un tarif maximum pour tous les légumes, avec la nomenclature des maisons autorisées à vendre en dehors des marchés. Si la série de prix est réellement appliquée, ce sera une réduction de deux tiers sur ceux que nous payons. Nous sommes toujours aussi encombrés de troupes. Le nettoyage des rues est fort rudimentaire, quelques carrioles enlèvent les ordures, lorsque ce travail n'est pas fait avec des poussettes par les brigades d'ouvriers civils. Nos magasins ont de plus en plus l'aspect minable des marchands de bric à brac. Du reste on ne trouve plus rien à acheter de ce qui se vendait autrefois ; une paire de bottines vaut 80 marks lorsque par hasard quelqu'un vient en vendre. Les visites d'escadrilles d'aéroplanes deviennent de plus en plus fréquentes. Trois ou quatre fois par nuit, les gens raisonnables descendent à la cave, les Allemands n'y manquent jamais ; ces nuits entrecoupées sont fréquentes et

très fatigantes. Le service allemand de guetteurs avertit, et de nouvelles affiches précisent les sonneries à cet effet. La peur qu'ils ont de ces avions nous confirme qu'ils sont très éprouvés et que les aviateurs sont plus habiles qu'autrefois pour atteindre le but cherché; mais il reste très difficile d'être renseigné sur leurs pertes. Chez les civils, les accidents sont actuellement très rares.

Le canon donne plus fortement depuis quelques jours, ils parlent constamment de leur nouvelle offensive, mais ceux qui ne sont pas de purs hâbleurs n'ont plus confiance, sont découragés, et détestent la prolongation du danger pour eux. Ils vont, paraît-il, provoquer de nouveaux départs pour la France, alors que les trains constitués en février sont encore en attente en Belgique. J'ai eu le 20 l'annonce pour moi du *Matin* du 8 courant. J'ai été bien heureux de ces nouvelles, mais j'espère mieux prochainement, car je sais qu'une vraie lettre écrite par moi est arrivée en Suisse le 14, et je crois qu'il pourra m'être répondu par la même voie. Cette torture de la privation de correspondances avec les siens est plus grave pour tous les habitants des pays occupés que pour les prisonniers. Lundi j'ai pu aller à Valenciennes et suis revenu mardi soir. Le voyage a duré quatre heures à l'aller et cinq au retour; par cette chaleur torride que nous avons actuellement, il a été pénible.

J'ai constaté avec satisfaction que les efforts que nous avons faits pour développer le jardinage n'ont pas été inutiles. Tout le long de la route, souvent à perte de vue, on voit des jardins très bien cultivés. Il sera toujours possible d'en sauver un peu de leurs vols, et nous pouvons encore espérer en profiter complètement.

La ville de Valenciennes a un tout autre aspect que la nôtre. Il y a beaucoup plus d'animation, beaucoup plus de monde à voir, les magasins sont nombreux et souvent luxueux.

L'émoi dans la population était grand, car ils ne sont pas encore habitués aux dégâts d'aéroplanes, et depuis trois jours ils avaient deux visites par jour qui ont commencé quelques destructions totales ou partielles de maisons, mais qui surtout ont fait une quinzaine de victimes.

Comme toujours j'ai été très amicalement reçu. J'ai eu des conversations très intéressantes au sujet de l'administration des secours. Je suis rentré tranquilisé sur le fonctionnement de notre Comité d'alimentation. Les difficultés augmentent chaque jour, les distributions sont insuffisantes, mais jusqu'à présent il n'y a pas de danger qu'elles viennent à manquer.

29 mai 1918. — Notre alimentation devient de plus en plus difficile, la viande à acheter en fraude est très rare, le retrait de la circulation des marks pourrait bien en être la cause. Nous devons payer le sucre 22 francs le kilogramme, la farine 7 marks le

kilogramme, une mauvaise savonnette de toilette 10 francs. La mentalité publique est tellement démoralisée qu'elle laisse la besogne facile aux méchants et aux imbéciles. Actuellement une partie de la population est persuadée qu'il a été détourné du ravitaillement hispano-hollandais pour 60 millions de francs de marchandises en faveur des Allemands, et que beaucoup de chefs, dont moi, ont été arrêtés. Emmené à Valenciennes par les gendarmes j'aurais été relâché provisoirement. Les ventres affamés et les âmes découragées ont la malveillance trop facile. Il ne faut pas s'y arrêter et il faut continuer à faire le plus de bien possible.

Malgré la grande réduction dans le chiffre de la population, la mortalité, depuis le 1^{er} janvier, dépasse actuellement celle de toute une année ordinaire.

Depuis le 25 août jusqu'à aujourd'hui, les tués par bombes, obus, etc., atteignent le chiffre total de 100 civils. C'est évidemment beaucoup trop, mais on croit généralement que le nombre en est bien plus important. Les faits de guerre qui ont engendré ces pertes ont fait périr certainement trois ou quatre fois plus d'Allemands.

Nous ne savons toujours pas que nos concitoyens qui attendent en Belgique leur rapatriement soient partis, et malgré cela la Commandanture a provoqué de nouvelles inscriptions pour départs éventuels. Toute personne, femme ou homme, susceptible de travailler est exclue de ces inscriptions, comme tous les hommes mobilisables de seize à quarante-huit ans. Les inscrits sont au nombre de 1 200, dont 400 réfugiés des villages voisins.

Les avions continuent leur travail, il y a quelques jours ils auraient lancé des petits papiers annonçant entre autre choses pour prochainement un bombardement en règle. Craignant les bombes asphyxiantes ou incendiaires, chaque soir les officiers ne se contentent pas d'avoir les soupiraux des caves bouchés, mais ils font préparer des toiles mouillées et des réserves d'eau. Ils sont absolument terrorisés rien qu'à la pensée des avions.

Un grand chagrin nous a frappés lundi dernier : un de nos plus vaillants et des plus dévoués concitoyens, Adolphe Lestoille, est mort subitement au champ d'honneur, dans son bureau de l'hôpital Saint-Julien. Il avait assumé depuis l'occupation la charge de directeur de nos hôpitaux civils. Il a été admirable dans ses organisations, soit que le bombardement ait fort abîmé les établissements, soit que les Allemands aient forcé à les évacuer. Sa bonté pour les malades était incommensurable, aussi la désolation en ville est celle d'une calamité publique. Cependant quelques personnes lui ont causé dans ses fonctions exercées si généreusement bien des ennuis.

L'administration des hospices, qui l'appréciait à sa haute valeur, lui fera demain de magnifiques funérailles.

L'offensive allemande de Soissons, Reims, nous a fait encore passer de mauvais jours d'anxiété, sans cependant nous faire perdre quoi que ce soit de notre confiance inébranlable, mais il est dur de tenir tout le monde au même diapason. Beaucoup continuent à se révolter contre les bombardements d'aéroplanes qui ont pour conséquence la pluie de mitraille. Fort heureusement les accidents deviennent de plus en plus rares, du moins ici.

Nos collègues de la Chambre de Commerce, André Seydoux et Picard du Cateau, Posselle de Caudry, sont venus mardi ; chez eux l'émoi causé par ces visites d'aéroplanes semble moindre. Ils ont eu jusqu'à présent peu d'accidents. Il semble qu'en vue de l'offensive actuelle les Allemands aient rassemblé des masses de troupes échelonnées du Cateau à Laon, qu'ils ont fait avancer au fur et à mesure des besoins. Nos collègues de cette partie de l'arrondissement sont tout particulièrement vaillants. Ils se donnent énormément de peine pour soulager dans la mesure du possible les populations.

Les besoins de l'existence sont à peu près aussi difficiles à réaliser qu'ici.

La population se plaint de plus en plus, elle s'énervé et accuse ceux qui se dévouent pour elle de ne pas faire tout ce qu'ils pourraient, parfois même ils disent que des denrées ont été détournées. Si, comme nous devons le craindre, nous devons encore passer un hiver dans cette terrible situation, nous pouvons avoir l'appréhension de graves difficultés. Les nerfs sont de plus en plus à fleur de peau. Les chants de victoire des journaux allemands, les seuls que nous avons, usent la force de résistance. J'ai eu le bonheur d'avoir quelques communiqués du *Matin* jusqu'à mercredi.

29 mai 1918. — Aujourd'hui j'aurai un journal *Figaro* et un *Matin* datant de trois semaines : il y a six ou huit mois que je n'ai pu en voir.

Les ordres ou avis de l'autorité militaire ne chôment pas !

Après avoir démonté les grilles et les portes de fer, on ne les enlève pas immédiatement, et leur conservation est mise à notre charge.

Nous devons tenir nos portes ouvertes jour et nuit lors des attaques aériennes. Un avis très important édicte des ordres sur la façon de tenir les cabinets d'aisance et sur les nettoyages hygiéniques que nous devons opérer lorsque les soldats en ont fait usage.

Un décret nous indique ce qui concerne la surveillance des mines et fonderies.

Une ordonnance nous défend de faire fabriquer des timbres ou des sceaux officiels sans autorisation préalable.

Un avis de la municipalité et du conseil municipal donne le tableau des secours et allocations distribuées pendant les trois

dernières années. Dans sa forme et dans son but on pourrait se croire en pleine période électorale. Le total pour 1915-1916 et 1917 s'élève à 5 759 940 fr. 65. Ils auront beau se donner de la peine, ils n'arriveront pas, pour beaucoup de raisons, à satisfaire le public.

14 juin 1918. — Poursuivi par son idée fixe que chacun doit du travail, le commandeur Gloss prétend mettre tous sur le même pied d'égalité. Agacé par la présence des flâneurs qui constamment forment des conciliabules sur la place, il a fait convoquer par le bureau des colonnes tous ceux qui, appartenant aux professions libérales, avaient été exempts jusqu'à présent. On les tirera de cette exigence pour cette fois-ci, mais il faut qu'ils évitent de trop se montrer sur le passage du tyran. En réalité, on fait de nous des esclaves, qui doivent être les serviteurs de la soldatesque allemande.

Mgr l'Archevêque, qui est de plus en plus mal vu par eux à cause de ses protestations et réclamations continuelles, a été condamné à 50 marks d'amende ou à cinq jours de prison, pour n'avoir pas employé la langue allemande dans ses communications, et pour d'autres fautes du même genre.

Il les a mis dans un grand embarras en choisissant entre les deux punitions « la prison ». Après mûre réflexion ils vont saisir chez lui des objets d'une valeur représentant au moins 50 marks : ils n'osent pas l'arrêter. Mais alors Gloss veut l'accabler de querelles d'Allemand. Il vient d'ordonner un cinquième déménagement du grand et du petit séminaire, qui vont être placés dans des conditions telles que la continuation des études ne va plus être possible. Du reste, par une note envoyée à la mairie, il ordonne d'incorporer dans les bureaux de la municipalité 19 jeunes séminaristes, et de livrer pour les colonnes ouvrières 19 des employés actuels qu'ils remplaceront. Le maire résiste à ces exigences en démontrant qu'il ne peut se passer de son personnel très au courant des services ; en fin de compte, le Gloss a dit qu'il trouverait lui-même du travail pour les séminaristes. Malheureusement, d'après un officier de la Commandanture, cet incident aurait été suggéré par des plaintes émanant de personnes qui auraient dit que la population trouvait mauvais d'être appelée aux colonnes, alors qu'on laissait tranquilles les porte-soutanes ! C'est le cas de dire que quand on sème le vent on récolte la tempête.

La situation de nos ouvriers civils, des bataillons Z. A. B. principalement, est de plus en plus terrible, j'évalue à 2 000 le nombre de ces malheureux qui travaillent dans la zone désertique vers Bapaume et Péronne, un nombre important auraient été tués dernièrement par des explosions. Mal nourris par les Allemands, nous avons décidé de leur accorder un petit supplément, mais ce sera encore insuffisant, et nous ne pouvons pas faire plus.

Le major qui est logé avec ses officiers chez moi, avant de partir

en congé, m'a conduit à Cantaing, Anneux et Bourlon. Ces villages sont complètement détruits, il ne reste pas de maison susceptible d'être réparée, les entonnoirs d'obus sont innombrables, l'aspect des bois est navrant. J'ai eu là le spectacle de la destruction de ma ferme.

Une mission hollandaise est venue, et a pendant deux jours visité le front, elle s'est informée de ce qu'étaient nos rations.

Les escadrilles d'aéroplanes multiplient de plus en plus leurs visites. Nous avons eu trois tués et huit blessés, alors que les Allemands ont eu plus de trente tués et beaucoup de blessés. Les plaintes de quelques civils à cette occasion sont bien pénibles.

Non seulement les soldats n'ont pas belle apparence, mais il y a un relâchement de discipline qui s'impose, ils ne font presque plus d'exercices, et on leur crée de plus en plus des réunions.

24 juin 1918. — Les jours se suivent et se ressemblent tristement. Toujours en méfiance vis-à-vis des nouvelles qui nous parviennent par la voie allemande, nous en manquons complètement de par ailleurs. Des histoires sans fondement courent de bouche en bouche ; il faut se mettre en garde contre tout ce qui se dit de mauvais, et accepter avec force réserve ce qui se dit de bon.

Tout cela s'équilibrerait si nous étions en famille, mais lorsqu'on est seul, isolé dans un campement hors de chez soi, surtout si une indisposition et le manque de nécessaire renforcent les contrariétés que chaque jour apporte, la vie devient atrocement pénible. Notre confiance dans la victoire reste complète, mais cette confiance est aveugle, et nous ne voyons pas quand viendra la fin, si bien que l'épreuve, trop longue, devient au-dessus des forces de beaucoup. Les nerfs de chacun sont à une tension si grande que les rapports des uns avec les autres sont souvent difficiles.

Décidément le gouverneur a voulu que quatorze séminaristes soient casés dans les services publics. L'administration municipale n'en a pas voulu un seul dans ses bureaux, elle m'en a fait octroyer sept dans les miens, deux ont été mis à l'hôpital comme brancardiers, et le reste est affecté à la recette municipale. L'Archevêque a été trop louable dans son attitude vis-à-vis des Allemands et de la ville pour que nous ne soyons pas heureux de lui être agréables en accordant une grande bienveillance aux élèves de son grand séminaire. Du reste, actuellement, devrait-on avoir d'autres préoccupations que de rendre service à tous ?

Depuis deux à quatre jours nous entendons le canon comme nous ne l'avions pas entendu depuis trois mois, mais nous ne savons rien de l'action dont c'est l'indice.

Toujours beaucoup d'opérations par les aviateurs ; cette nuit deux femmes ont été tuées, il n'y avait pas eu d'accidents civils depuis une quinzaine de jours.

Une nouvelle affiche nous fait connaître que nous serons punis de dix ans d'emprisonnement et d'une amende de 10 000 marks pour tout attroupement dans les rues.

Toutes les exactions se continuent, mais leur champ d'exécution se restreint, et cela les rend encore plus vexatoires. Actuellement les Allemands brisent, après les grilles de toutes espèces, les colonnes des réverbères.

Depuis deux mois il est impossible de se procurer un peu de viande, ce n'est même plus une question de prix ; nous pouvons avoir encore un peu de beurre à 40 francs le kilogramme ; impossible de trouver un œuf ; les légumes sont très rares.

1^{er} juillet 1918. — Beaucoup d'habitants sont installés dans les caves, ils y couchent comme pendant le bombardement de novembre dernier, et cela tellement ils sont terrorisés par les escadrilles d'aéroplanes. Dans la journée nous avons deux ou trois visites, mais certaines nuits c'est sans discontinuer. Les accidents aux civils sont de plus en plus rares.

Le grand état-major de la II^e armée, la A. O. K., est parti depuis trois semaines ; le logement des nombreux officiers et bureaux a été réservé, car on parle de son retour. Le grand nombre de maisons devenues inhabitables augmente chaque jour, de sorte que l'armée s'approprie de nouveaux immeubles.

Sans rien savoir de positif nous sommes réconfortés par les petits succès dont on parle sur le front. La victoire italienne nous semble bien réelle et importante ; d'autre part, la situation intérieure en Allemagne, en Autriche et en Russie, paraît très favorable pour nous.

La nourriture des officiers dans les casinos est très réduite et de qualité défectueuse ; chez moi, quatre ont été malades la semaine dernière. Ces choses nous remontent, mais la difficulté d'acheter ce qui nous manque s'aggrave de plus en plus. Il est impossible de faire ressemeler une paire de chaussures, une boîte d'allumettes autrefois à 0 fr. 10 vaut 0 fr. 40. J'ai acheté deux bouteilles de vin grand ordinaire à 13 marks l'une, des œufs à un mark, de la farine grise à 6 marks le kilogramme. Comme il nous est interdit d'avoir des marks et qu'il faut tout payer en cette monnaie, nous devons donner une plus-value de 0 fr. 35 par mark, et les moyens qu'ils prennent pour nous empêcher de nous les procurer rendent la chose très difficile. Ils savent que tout ce qui nous est vendu leur est volé et ils cherchent à l'empêcher. Les légumes leur sont réservés, le règlement pour les vendre sur le marché est tel que les faubouriens n'en apportent presque pas, et c'est l'occasion de luttes et de batailles. Il est expressément défendu au public d'aller en acheter à domicile ; des gendarmes embusqués saisissent les paquets de ceux qui se risquent à en aller chercher. Ils font des

procès qui coûtent 100 marks. Doux régime ! La semaine dernière, j'ai été appelé avec le maire de la ville devant le juge de guerre pour nous faire signer un engagement de respecter leurs cimetières après le départ de leurs armées. Cette contrainte est bien dans leur tact ordinaire. C'était la première fois qu'ils faisaient appel à ma qualité de sous-préfet. J'ai signé sous réserve que, nommé par eux, mais n'ayant pas l'investiture du gouvernement français, mon engagement était limité à mon pouvoir.

Il est vraiment extraordinaire qu'ils n'aient jamais cherché à imposer leurs volontés au sous-préfet. Cette désignation, qui a tant déplu à l'administration municipale, n'a servi qu'à me donner occasion d'acquiescer une autorité morale bien plus grande, bien plus effective que n'a jamais été l'autorité administrative d'un sous-préfet. J'ai pu ainsi être d'un grand secours pour les maires et les habitants des communes.

8 juillet 1918. — Nous venons d'avoir une déception : un malotru s'était amusé à faire courir de fausses nouvelles, elles ont fait trainée de poudre d'autant plus vite qu'elles nous étaient très favorables et vraisemblables. Espérons qu'elles seront bientôt exactes. Nous aurions bien besoin de tout ce qui pourrait faire entrevoir notre délivrance. La fatigue devient excessive, le moral comme le physique résiste mal. Le bulletin statistique ci-après n'est pas aussi mauvais dans les déductions à en tirer que je le pensais.

L'administration allemande cherche à faire rentrer dans les villages complètement évacués, sur le bord du désert, les populations qui se sont réfugiées ici. Je fais les plus grands efforts pour éviter ce mal. Quelques maisons, parmi les moins détruites, sont tant bien que mal mises en état d'abriter des habitants ; mais cela ne rendra pas le mobilier indispensable, alors que tout a été pillé et qu'il ne reste absolument rien. Il serait désolant que la volonté d'avoir des esclaves pour servir les troupes les fit persister dans cette méchante idée. Que pourraient devenir, par exemple, les trente-sept habitants de Noyelles, s'ils devaient aller se perdre au milieu des rues du village, sans ressource aucune en dehors du ravitaillement des neutres ? Je veux espérer réussir à empêcher cette nouvelle calamité.

La zizanie se met d'une façon bien regrettable dans beaucoup de villages : ventre affamé n'a pas d'oreilles, on s'accuse réciproquement d'un tas de méfaits extraordinaires. Il me faut intervenir avec énormément de prudence, car les esprits se montent vite, et il faut craindre les troubles en présence de l'ennemi.

Les ouvriers civils qui travaillent en colonnes deviennent trop souvent de vrais bandits qui font autant de mal que les Allemands. Leur alimentation est très mauvaise, lorsqu'ils résident dans le

*Liste des naissances et décès pour les années 1913 à 1917
pour la ville de Cambrai.*

ANNÉES	NAISSANCES	DÉCÈS	POPULATION	Soit par 1 000 habitants.		
				ANNÉES	NAISSANCES	DÉCÈS
1913	453	510	28 077	1913	16,13	18,16
1914	424	518	28 077	1914	15,40	19,87
		dont 14 victimes des bombes.				
1915	254	599	21 649	1915	14,73	27,65
		dont 40 victimes des bombes.				
1916	178	589	21 356	1916	8,33	26,69
		dont 1 victime des bombes.				
1917	144	744	20 300	1917	6,94	35,65 (1)
		dont 38 victimes des bombes.				
1918 (1 ^{er} trimestre).	35	166	18 800	1918 (1 ^{er} trimestre).	1,86	8,82
		dont 12 victimes des bombes.				

(1) En 1917, la mortalité est très élevée par suite des décès, à l'hôpital, des prisonniers civils amenés de tous les côtés et des évacués de Croisilles et environs.

désert ; nous ne devons pas les ravitailler, cela crée des situations extrêmement critiques, dans lesquelles les abus sont nombreux. Nous faisons de notre mieux, sans avoir la satisfaction de pouvoir faire ce qu'il faudrait.

S'il fallait encore passer un hiver dans ces conditions, je me demande comment il serait possible d'éviter les actes de colère des révoltés contre leurs souffrances.

Nous entendons encore très fort le canon dans la direction de Bapaume, Arras, sans rien connaître de ce qui se passe. Les avions viennent de plus en plus, leur tir est aussi précis que possible ; nous avons encore passé une semaine sans avoir de victimes civiles.

18 juillet 1918. — La lutte d'artillerie, dans la direction Arras-Albert, s'est fortement intensifiée, depuis quelques nuits principalement. Nous ne savons pas s'il y a d'autres combats ! Nous avons encore été émus en apprenant que les Allemands, il y a deux jours, avaient pu passer la Marne et avaient fait 13 000 prisonniers ; de puis nous avons appris que cette nouvelle offensive avait été immédiatement enrayée. Mais comment se fait-il que toujours

ils aient un commencement de succès? Quand notre tour viendra-t-il de prendre la grande, la vraie offensive?

Nous avons bien quelques personnes qui subissent une forte dépression, chez elles la détresse morale s'accroît de plus en plus, elles sont fatiguées d'être constamment leurrées.

Notre quatrième 14-Juillet sous la domination boche a encore été plus triste que les autres.

Les esprits se montent de plus en plus, les caractères s'aigrirent, la révolte est à l'état endémique dans beaucoup de villages et il faudrait énormément de doigté aux maires pour détourner de la manie des pétitions, je m'astreins à les toutes examiner, comme du reste je le fais pour toutes les plaintes, je prêche la concorde et la diplomatie. Que deviendrons-nous s'il nous faut passer l'hiver avec la fatigue au milieu de privations qui s'accroissent de plus en plus?

J'ai vu vendre des bottines de dame 320 francs ; elles étaient très ordinaires.

Pour ne point laisser de repères aux aviateurs, les Allemands ont fait sauter les cheminées d'usines à Cambrai. Les escadrilles ne se lassent pas dans leurs visites ; très souvent elles réussissent leurs exploits. Nous n'avons pas eu d'accidents aux civils, c'est extraordinaire.

Ils prennent de plus en plus à partie l'Archevêque. Trois jours de suite, la semaine dernière, il a dû se rendre chez le major de place pour subir chaque fois pendant quatre heures un interrogatoire rempli de pièges : le juge de guerre y assistait pour l'inculper s'il avait eu une petite défaillance. Officiellement ils faisaient une enquête sur la véracité et l'origine des plaintes portées contre eux, mais réellement ils ont voulu édifier sur les réponses faites un échafaudage de réfutation reposant sur leur fourberie. Ils ont commencé par dire qu'ils rédigeaient un procès-verbal sans importance qui n'aurait même pas à être signé. En fin de compte, après avoir promis d'en remettre un double, ils ont exigé qu'il soit signé sur l'original rempli de ratures, additions, rectifications non approuvées. Deux jours après, ils ont fait savoir que l'autorité supérieure s'opposait à ce qu'il fût remis une copie. Ils ont mêlé à cela le Pape et le ministre de la Guerre sans dire jamais ce qui en était. Maintenant il faut craindre qu'ils ne publient une défiguration des dires, des intentions de l'Archevêque, et que cette publication soit faite sous sa signature.

27 juillet 1918. — C'est décidément le dimanche 11 août qu'aura lieu la remise officielle par l'autorité allemande, à la municipalité de Cambrai, du cimetière créé par les soldats route de Solesmes. Les invitations en forme convenable ont été faites. Il y aura une cérémonie solennelle qui est annoncée devoir durer quarant-cinq minutes.

Une douzaine de personnes ont été arrêtées, puis relâchées huit jours après. La prévention était encore de télégraphie sans fil.

Les trente-quatre malheureux habitants de Noyelles qui étaient encore à Cambrai ont reçu un ordre définitif de rentrer demain à ce qui a été leur village. Il n'y a plus rien à faire pour empêcher cette cruauté. Que vont-ils devenir? Ils partent courageusement. L'isolement sera complet, ils sont privés de tout. A quel mobile obéissent les Boches? Y en a-t-il un? Je crois que cela répond au caprice de l'officier qui, qualifié de commandeur, n'a personne sur qui exercer sa commandanture! Le major Graemer, qui est toujours chez moi, m'a proposé de me conduire de temps en temps visiter ces exilés; mais je dois donner par ordre ma délégation de maire à l'un d'eux.

Notre situation militaire sur notre front semble s'être beaucoup améliorée, aussi chacun est réconforté et enclin à voir pour assez prochainement notre délivrance. C'est aller vite en besogne, car après la victoire il faudra leur infliger le châtiment auquel ils ont droit.

Un soldat français, artiste caricaturiste, a orné le réduit de ses chefs, dans une tranchée du côté de Lihons, près Péronne, de fresques représentant un poilu tirant par une corde passée au cou le kaiser, son fils, et d'autres seigneurs de sa sorte. Ils ont trouvé cette caricature très artistique et l'ont fait enlever pour l'envoyer en Allemagne. J'ai pu m'en procurer des photographies.

Il est répandu à profusion en Belgique des jetons de papier sur lesquels le *Lion néerlandais* et le *Coq gaulois* sont entourés de l'exergue suivant : « Tout homme a deux pays, le sien et puis la France. »

Je rentre de Valenciennes, où j'ai pu aller deux jours pour m'occuper du ravitaillement. Toujours si bien accueilli par mes amis, j'ai pu faire énormément de choses. J'avais beaucoup de commissions pour des particuliers mais surtout des missions d'intérêt général.

Je suis allé d'abord à la prison, où j'ai pu voir Mlle L'Hôtelier, cette excellente Française a été ramenée d'Allemagne, il y a environ un an; fort maltraitée, elle a énormément souffert. Depuis quelques semaines, la colère contre elle s'est un peu apaisée. Je l'ai trouvée bien changée, malgré le traitement moins dur qui lui est imposé maintenant. De multiples démarches en vue de la faire relâcher ont échoué.

J'ai conféré avec le maire au sujet de ses organisations spéciales, telles que la vente des légumes.

A Valenciennes, tous les fonctionnaires travaillent pour le bien public.

2 août 1918. — Je suis allé revoir le musée de Valenciennes

transformé par les Allemands. Ils ont remisé dans les caves les œuvres d'art exposées en temps de paix et ont garni les murs avec les objets, ramenés par eux, de Cambrai, Douai, Lille, Laon, La Fère, Péronne et des châteaux de la région. Un catalogue a été fait. Le tout est mis en valeur ; les caisses confiées par les particuliers et le clergé sont intactes dans les caves. Tant que le sergent-major docteur Burg sera là, nous pouvons compter sur une surveillance, mais on parle déjà beaucoup du danger des obus, des aéroplanes, et de l'utilité qu'il y aurait à éloigner ces richesses !

Ici beaucoup de personnes ont déposé des caisses d'objets d'art et d'archives dans les caves de notre musée. Ce n'est pas très bien gardé et le degré de sécurité est très limité, cependant jusqu'à présent il n'y a pas eu de mal.

Les longs jours se suivent et se ressemblent tellement, qu'ajoutés les uns aux autres, on a quand même la sensation qu'ils fuient très vite. La vie est tellement anormale qu'il arrive d'avoir la sensation d'être en villégiature, mais les événements chassent vite ce sentiment pour rappeler à la triste réalité.

Une révision des meubles et métaux qui restent dans nos maisons est faite très sévèrement par un soldat accompagné d'ouvriers civils qui doivent nous dévaliser !

Les prix des denrées autres que celles de la C. R. B. s'aggravent toujours, j'ai pu trouver 2 kilogrammes de sucre à 30 francs le kilogramme.

Demain sera fait le service pour dix victimes des bombes tombées hier. Le onzième aura un enterrement civil. Les aéroplanes venus trois fois dans la nuit ont jeté cinquante-six bombes, malheureusement beaucoup sont tombées dans les environs des voies ferrées et des gares, quelques-unes même en plein dans la ville. Les dégâts sont très importants. Dans les gares il y avait en stationnement deux trains. Nous ne pouvons connaître combien d'Allemands ont été tués, le chiffre de 118 est donné comme provenant de bonne source. Quelques-uns se plaignent amèrement de ce manque de précision du tir des aéroplanes. Ils oublient qu'en plus grand nombre que les Allemands nous sommes mêlés à eux, et que, tout en visant leurs établissements, les aéros, pas plus que les canons ou même les fusils, ne peuvent mettre à tout coup dans le but. Toujours est-il que ces catastrophes sont bien regrettables comme tous les actes de guerre. Le major Graemer m'a conduit hier visiter ma colonie de trente-quatre habitants de Noyelles. Il est de plus en plus incompréhensible que les Commandantures aient eu l'exigence de les faire rentrer dans ces ruines. Dix, à peine, sont à même de travailler, les autres, dont de tout jeunes enfants, ne peuvent être qu'un embarras. Les 400 prisonniers anglais et italiens campés dans les ruines de la sucrerie pourraient suffire aux besoins des troupes de passage et de la Commandanture. Mes

malheureux concitoyens sont très courageux et ne se plaignent pas. Il est curieux, à cette occasion, de remarquer combien le paysan, quand il fait le sacrifice de tout ce qui lui appartenait, devient indifférent à tout ce qui peut lui arriver ensuite.

Nous sommes revenus par Marcoing ; ce grand village détruit et désertique est impressionnant.

Je suis rentré très émotionné de ce voyage fait par un beau soleil d'août !

8 août 1918. — Malgré le dire des journaux allemands qui tiennent à représenter les opérations actuelles comme de grands succès stratégiques pour eux, leurs chants de victoire sont très amoindris, et, sans connaître par le détail les dernières opérations, nous ne pouvons pas douter que les choses ne se modifient en notre faveur.

Nous devons craindre les imaginations qui, insuffisamment satisfaites par des réalités, font raconter des choses qui seront vraies bientôt peut-être, mais qui aujourd'hui tendent à prendre nos désirs pour des réalités. Les actions d'aéroplanes se multiplient d'une façon stupéfiante et terrifiante. Notre malheureuse ville reçoit dans certaines incursions de soixante à quatre-vingts bombes. Le résultat n'est pas toujours ce qu'il faudrait, mais, si les progrès des aviateurs continuent avec la rapidité que nous constatons, cette arme aura bientôt la supériorité sur toutes les autres.

Un bel exploit d'une de nos escadrilles a été dans la destruction d'un aérodrome à Épinoy : trente à quarante avions ont été brûlés ou rendus inutilisables. Malgré tout, il y a encore des personnes pour déplorer ces visites de nos cocardes. Hier et cette nuit il y a eu alerte, le mouvement des troupes est sans discontinuité, les transports par automobiles sont très répétés. Il a dû se passer depuis quarante-huit heures quelque chose d'important dans la direction de Péronne. Quoi ?

L'aspect des soldats est nonchalant et triste, le relâchement est immense dans leur tenue. Il ne faudrait pas une bien grande victoire de nos troupes pour mettre le complet désordre dans leurs rangs. Quelques officiers ne cachent plus leur découragement. Nous n'avons toujours aucune nouvelle des nôtres, c'est terrible pour nos cœurs et pour nos nerfs.

Ils font tout pour nous cacher les clauses de la convention de Berne, et nous n'arriverons pas à la connaître, il nous a été dit qu'elle permettait à quelques-uns de nos concitoyens de rentrer en France. En attendant, quinze à vingt Cambrésiens, partis depuis six mois pour la France, sont cruellement retenus en Belgique sous de fallacieux prétextes.

Depuis quelques jours nous voyons leurs nouvelles bicyclettes

sans pneumatique ; ils ont obvié à leur manque de caoutchouc en faisant des jantes en fer rattachées aux roues par une série de ressorts à boudins ; les roues de devant de leurs camions automobiles sont aussi d'une construction spéciale tendant à amortir les secousses. Bref il n'y a plus rien de brillant dans leurs allures.

Le commandeur Gloss se préoccupe beaucoup de savoir s'il y aura des Français dimanche à la cérémonie de remise du cimetière de la route de Solesmes à la ville ; ce matin il a fait arrêter son auto pour me demander si j'irais, et il vient de m'envoyer la traduction de son discours.

Depuis quelque temps ils paraissent fatigués de placarder des affiches d'ordres et de menaces. Le commandeur se contente d'envoyer des notes à faire afficher dans les lieux servant au ravitaillement. L'aspect de la ville est de plus en plus triste, énormément de maisons ont des planches pour remplacer les carreaux brisés, et le nombre de celles en ruines augmente terriblement, il doit être actuellement de 350.

14 août 1918. — Comme c'était prévu, dimanche a eu lieu à 9 heures la remise solennelle du cimetière au maire. Toutes les tombes étaient fleuries. Cinq discours ont été prononcés, dont trois étaient récités par les Allemands en face des objectifs photographiques ! Le meilleur a été celui du doyen de Saint-Géry.

La cérémonie, très bien préparée, a eu beaucoup de solennité. Le commandeur colonel Gloss était accompagné de l'inspecteur des étapes de la II^e armée venu de Valenciennes ; il y avait également trois ou quatre généraux et beaucoup d'officiers. De la troupe et un bataillon d'infirmières assistaient également à la cérémonie. Il y avait suffisamment de Français pour ne pas laisser isolés ceux qui étaient présents par nécessité ; les curieux faisaient heureusement défaut.

Nous verrons des photographies, car on en a fait à profusion.

Pendant la remise des couronnes au pied des différents monuments, les avions qui bombardaient la ville ont jeté un certain désarroi, et les départs ont été plus que précipités.

Bref, cérémonie très allemande dans un cimetière très allemand. Les soldats inhumés à Cambrai depuis quatre ans sont aujourd'hui au nombre de 4 850 dont 3 950 allemands.

Le travail des aviateurs est devenu incessant, jour et nuit. Il est impossible de dormir, ceux qui ne couchent pas dans les caves et qui malgré cela veulent être prudents descendent quatre ou cinq fois par nuit dans leurs caves ; chaque visite dure environ une heure et le total de bombes jetées varie de 50 à 100. Cette existence est très fatigante, quelques-uns s'en énervent mais le plus grand nombre supporte cette épreuve avec vaillance. Les dégâts matériels sont très importants, chaque jour nous avons cinq à dix mai-

sons détruites, et quantité d'autres atteintes. Relativement, les accidents de civils restent rares. Par exception la nuit dernière, nous avons eu un tué et trois blessés. Dimanche, il est tombé trois bombes dans ma rue, dont une en face de chez moi. La maison que j'habite, comme la mienne, dont j'ai été chassé, ont eu tous les carreaux brisés. J'avais par prévoyance quelques feuilles de verre que je fais mettre en place, mais on bouche surtout les fenêtres avec des planches que nous trouvons très difficilement. La grande consolation générale à cet état de choses réside dans les pertes allemandes, énormes, sur les routes, et importantes en ville.

Il y a quelques jours, la gare de Lourches a été détruite avec une quantité très importante de matériel et de munitions. Ici la gare annexe brûle depuis trois jours, quarante-huit wagons de munitions ont explosé et brûlé, un train sanitaire a été détruit, les bâtiments de la gare n'existent plus. Un dépôt très important de réserves alimentaires a été brûlé ou volé, les dégâts sont évalués à plus de 50 millions. Les abords de la gare sont couverts d'obus explosés.

19 août 1918. — L'incendie en gare annexe est à peine terminé, les dégâts ont été encore plus considérables que les premières évaluations. Le pillage par les soldats des magasins d'approvisionnement a donné lieu à des scènes d'insubordination extraordinaires : non seulement les officiers étaient insultés, lorsqu'ils risquaient une observation, mais le colonel Gloss, commandeur, ayant prétendu aller faire la police, a été hué, on lui a crié de fermer sa g..., et pour faciliter la chose on lui a jeté une boîte de conserves à la figure ; il a cru alors préférable de partir. Depuis, il a la main bandée, et ce matin il m'a dit qu'il s'était brûlé à la gare !

Ils ont fait un grand nombre de très belles photos de ce sinistre. Les troupes ont une telle crainte de partir au front et de voyager à pied ou en chemin de fer, par peur des avions, que les actes d'indiscipline sont fréquents et collectifs. Il y a deux jours, des troupes couchées à terre devant la gare en attendant le train ont refusé de se lever pour s'embarquer, des cris séditieux et grossiers ont accueilli les ordres des officiers, et ils ne sont pas partis. Qu'est-il arrivé après ? La veille, à Marcoing, les avions avaient détruit un train de troupes, chaque jour sans répit ils bombardent et mitraillent les régiments en route. La destruction est grande, mais la démoralisation encore pire. Après les nombreuses nuits passées, pour ceux qui ne couchent pas à la cave, à s'habiller et à se déshabiller, nous avons eu, la nuit de samedi à dimanche, un peu de repos, grâce au temps couvert, avec grand vent. Depuis, les exploits ont repris de plus belle ; deux ouvriers civils de service la nuit à la gare annexe ont été tués, trois autres furent blessés ; quatre locomotives ont été détruites. Mais on ne parvient toujours

pas à connaître le nombre de leurs morts ; dans la gare annexe, ils en auraient plus de 200.

Les aviateurs jettent quantité de petits papiers décourageants qui, font dans l'esprit très fatigué des soldats, une grande impression. L'administration allemande poursuit toujours l'idée de faire habiter les villages évacués depuis novembre dernier ; l'exécution s'en fait très lentement, tellement ils sont réellement inhabitables. Les denrées sont encore plus rares que jamais, j'ai acheté 20 kilogrammes de mauvais sucre pour 370 francs.

Notre sécurité est de plus en plus aléatoire et précaire : samedi soir, M. Léon Bonnel, après avoir lu le communiqué allemand affiché, était entré chez un pharmacien pour regarder sur une carte où se trouvaient les localités énoncées dans le communiqué ; il avait été suivi par la police secrète et arrêté sous inculpation d'espionnage. L'affaire n'a pas eu d'autre suite que vingt-quatre heures d'incarcération parce qu'on a fait des démarches, mais cela donne la mesure de notre sécurité.

Hier j'ai eu une grande joie, il m'a été remis une longue lettre de ma fille me donnant de bonnes nouvelles de tous les miens et d'Alphonse (par convention Alphonse désigne la France). Cette lettre me laisse dans l'esprit bien des points d'interrogation, mais j'espère que la source découverte ne va pas tarir, et qu'il m'en viendra d'autres.

26 août 1918. — Il y a aujourd'hui quatre ans que nous sommes tombés sous le joug boche. Pour la cinquième fois nous disons que l'année ne s'achèvera pas sans que nous soyons délivrés des oppresseurs. Il n'est plus possible que nous soyons déçus. Les symptômes de la fin ne sont pas douteux.

Non seulement la force des armées alliées se fait sentir depuis quelques semaines, mais la désagrégation des leurs est certaine. Ils sont cependant encore forts. Mais le nombre des soldats qui n'en veulent plus est très grand, et également beaucoup d'officiers sont au bout de leurs forces morales. Dans mon quartier, qui possède en dehors de la caserne du grand séminaire une multitude de petites casernes établies dans les nombreux établissements d'écoles de toutes espèces, ils ont dû affecter le pensionnat Jeanne-d'Arc à une prison pour déserteurs révoltés. Les mesures les plus sévères sont exercées pour rattraper ces déserteurs qui se cachent partout. Les moyens de coercition, très apparents, semblent être une véritable excitation à la chose. Nous les voyons ramenés sous la garde de soldats ou de gendarmes, et, chose extraordinaire, ils n'en paraissent pas gênés !

On ne voit plus ces belles troupes passant en rangs réguliers, marquant leur discipline de fer, ce sont maintenant des allées et venues de troupeaux d'hommes marchant en désordre, chargés

comme des mulets, la faiblesse constitutionnelle d'un très grand nombre est pénible à voir.

A part deux nuits d'orage, pendant lesquelles les aéroplanes n'ont pu venir, notre vie est terrible, les nuits sont vraiment affreuses pour nous. Les buts des aéronautes sont souvent atteints, mais trop souvent encore il y a place pour des destructions fort impressionnantes. Il y a trois jours, une bombe, tombée sur le mur de séparation de la maison que j'habite, l'a détruit ; une autre sur le devant a démoli une maison voisine. Il en est ainsi un peu partout, très heureusement les accidents de personnes sont rares.

Les vitres deviennent de plus en plus rares ; garantis avec du papier, ou du carton, ou des planches, nous restons dans l'obscurité. L'A. O. K. de la XVII^e armée Marwitz, revenue il y a une dizaine de jours, s'est hâtée de repartir, elle trouvait la ville trop dangereuse. Il y a encore de nombreuses histoires de pigeons voyageurs déposés avec instructions, etc., au milieu des champs. On n'est pas d'accord pour savoir s'ils viennent des aéronautes, ou s'ils constituent des pièges allemands ; quelques-uns, persuadés qu'il en est ainsi, s'empressent de leur porter ces trouvailles. On dit même que des aviateurs sont descendus en parachute ! En attendant des jours moins mauvais, il y a de nombreux jeunes gens qui, sous prétexte de charité, trouvent le moyen de se distraire en donnant des concerts et des comédies. Trois sociétés se réunissent ainsi dans les caves de trois brasseries.

Mais la fatigue physique et morale du grand nombre s'accroît chaque jour.

31 août 1918. — Décidément la situation militaire se modifie avec continuité. Nous approchons du moment où la situation de Cambrai par rapport au front va devenir ce qu'elle était il y a un an. Leurs infirmières quittent la ville ; ces Bochinettes, dont certaines catégories appartiennent à de bonnes familles, ont malgré tout le tact allemand. Une fête de nuit était donnée chez moi à quatre ou cinq avant leur départ. Forcé de descendre à la cave pendant le tir des aéroplanes, ma présence ne les a pas interrompues dans leurs beuveries et leurs chants. J'ai dû remonter et battre en retraite. Malgré cela, je continue à estimer que comparativement au grand nombre, les officiers qui sont chez moi sont mieux. La multitude de soldats débandés est énorme, depuis quelques jours 25 à 30 000 hommes de troupes passent chaque jour vingt-quatre heures à Cambrai. Ce sont, je crois, des débris de régiments qui, reconstitués tant bien que mal, sont aussitôt renvoyés au front. De gros canons allemands placés près de Cambrai ont commencé cette nuit à gronder et tonner, comme l'an passé, lors de l'offensive anglaise de novembre.

Développons-nous espérer approcher du moment de la délivrance ?

Personnellement je crains que la continuité de l'avance des Alliés n'aille pas sans arrêt jusque-là. Mais il faut être prêt à tout. Ce sera une dure période. Je crois que les courages seront à la hauteur du devoir.

Le mal démoralisateur progresse dans le milieu allemand, et pourrait amener de grandes modifications autrement que par les armes. Le sort des ouvriers civils dans le désert est de plus en plus précaire, beaucoup se sauvent pour éviter les obus, et tous n'échappent pas aux accidents, occasionnés par des faits de guerre, dans des postes où ils ne devraient pas être. Nous voici bientôt arrivés aux mois de mauvaise saison ; pourvu que nous soyons délivrés !

1^{er} septembre 1918. — Il nous faut prendre les dispositions que comportent les complications qui peuvent surgir d'un jour à l'autre ; il nous faut être prêts à toute éventualité, depuis la destruction jusqu'à l'évacuation, en passant par le pillage complet. Nous devons donc chercher à mettre autant que possible en sécurité, loin des yeux ennemis, les objets et papiers auxquels nous tenons le plus. C'est fort difficile ! Depuis quatre ans que nous cachons, nous souviendrons-nous de nos muches ? Je ne sais toujours plus ce qu'il y a dans chacune des miennes ! Quelle vie ! Quelle existence ! Hier le major de chez moi a bien voulu me conduire à Noyelles ; nous étions accompagnés d'une vieille baderne de colonel, inspecteur des prisonniers. A la sucrerie, il a passé en revue les Anglais et les Italiens qui y sont campés. Il en a interrogé quelques-uns, mais la visite n'a pas été longue, et je crains qu'elle n'ait rien apporté de meilleur à une situation très malheureuse. Les Italiens reçoivent des colis, mais les Anglais n'en ont pas.

Ce qui fut la sucrerie a un aspect de plus en plus épouvantable. Ils ne cessent pas de construire des voies ferrées, pour faciliter les approvisionnements de munitions.

Les débris du pont, qu'ils ont fait sauter sur le canal au mois de novembre, viennent d'être déblayés.

Dans le village, ils logent, dans les maisons quelque peu relevées de leurs ruines, 2 à 3 000 hommes.

Mes trente-quatre concitoyens continuent à ne pas trop se plaindre, les Allemands ne les tourmentent pas.

La Commandanture locale est en constante transformation ; le major qui commandait hier songeait à faire rentrer à Cambrai les habitants. Ceux-ci espèrent pouvoir faire comme ceux qui en novembre sont partis avec les Anglais, et préfèrent ne pas être évacués une deuxième fois.

Nous sommes revenus à Cambrai en passant par Marcoing, Masnières et Rumilly. Quel sinistre aspect ont ces ruines inhabitées par les civils ! Il est très difficile d'apprécier que tel ou tel village

est plus ou moins détruit que son voisin. L'œil ne se repose que sur des destructions, j'avais le cœur très péniblement impressionné. Après avoir fait ce triste voyage, j'ai dû péniblement les remercier d'avoir bien voulu m'y conduire.

Les campagnes, les champs, coupés par des tranchées, des caves à munitions, des haies en fil de fer barbelé, et couverts de mauvaises herbes, ont un aspect désolé qui ferait pleurer, si on ne se raidissait pas contre le malheur.

Depuis quelques temps les affiches ont quelque peu chômé. Cependant une d'elles menace de toutes les peines les communes où des récoltes seraient incendiées, une autre concerne les prix dans les magasins, un arrêté fixe la saisie des existences en papier, cartons et patrons de tissage, une ordonnance répète l'obligation de masquer toutes les lumières qui pourraient être visibles du dehors, une autre exige que les sacs aux dépêches laissés par les troupes soient reportés, un avis impose le cours forcé des bons de paiement autorisés, enfin une dernière menace les vols de récoltes. Le tout est, comme d'habitude, accompagné de promesses de peines très graves.

XII

L'EXODE, LA MISE A SAC

11 septembre 1918; Valenciennes. — Nous vivons les jours les plus angoissants que nous ayons encore vus.

Il y a huit jours, l'évacuation, épouvantablement pénible, des habitants de Douai nous laissait entrevoir le même sort pour nous. Au point de vue ravitaillement de la population, nous nous sommes empressés de pourvoir le Comité de la ville. Malheureusement le personnel de l'administration municipale a en partie abandonné son poste vingt-quatre heures après l'ordre d'évacuation donné le jeudi. La Commandanture n'a pas su préciser ses instructions, de sorte que pendant les trois jours accordés pour l'exode de la population, les ordres ont varié plusieurs fois par jour. Il a été presque complètement défendu de partir à pied pour ne pas encombrer les routes, mais, comme il n'y avait pas de moyens de transport, l'autorité allemande a fini par engager officieusement à partir à pied avec les bagages possibles à prendre. Les premiers jours, beaucoup trop de personnes ont pensé pouvoir échapper au départ, mais le samedi ç'a été un sauve-qui-peut général, et le dimanche, dès le matin, les gendarmes forçaient les habitants à sortir de leurs maisons. Malgré les si grands besoins de leurs moyens de guerre, une quantité énorme de camions automobiles et de voitures se sont chargés de conduire à Valenciennes et ailleurs une petite partie de la population affolée. Les prix sont devenus vite abominables, il a été payé jusqu'à 1 000 marks par

personne. Le plus grand nombre d'autres portaient à pied en poussant un petit véhicule chargé de quelques provisions et de hardes. Il faut avoir vu ces scènes pour s'en faire une idée, c'est inénarrable ! Bref, le dimanche matin, les huit dixièmes des habitants avaient abandonné leur domicile et tout ce qu'ils possédaient.

Le lundi il ne restait pas en ville 800 habitants.

13 septembre 1918. — Le temps était mauvais et les pauvres piétons inspiraient la plus grande pitié. Sans discontinuer, ces émigrés arrivaient à Valenciennes, où chacun faisait d'immenses efforts pour alléger les souffrances des uns et des autres. La municipalité a été admirable, et son exemple suivi par la population. Le dimanche matin j'ai subi un marchandage éhonté afin d'obtenir un camion automobile pour transporter une famille que je tenais à aider ; un officier, qui disposait de deux de ces véhicules, a exigé uniquement que je lui vende six tableaux anciens, pour en mettre un à ma disposition. Il en dépendait un septième lorsque je l'ai arrêté dans ses exploits. Il m'a présenté à signer un papier attestant que je lui avais vendu six tableaux et a eu l'audace de m'offrir 10 marks comme prix de vente. Il a ensuite recherché d'autres gogos et est venu prendre la famille indiquée par moi, lorsque le camion était déjà plein, en exigeant d'elle un pourboire de 150 marks pour le chauffeur ; il n'a pas été possible de prendre tous les bagages, ceux laissés ont été dévalisés avant le départ. Retenu l'après-midi à la Banque de France, j'ai voulu rentrer chez moi vers 5 heures ; dans la petite maison que j'habite, j'ai trouvé deux officiers avec quatre soldats occupés à dévaliser les meubles et à faire des malles qu'ils portaient dans une voiture qui stationnait à la porte. Les meubles étaient éventrés, et ce dont ils ne voulaient pas était jeté pêle-mêle dans les appartements. Après les avoir chassés brutalement, je suis entré dans ma vraie maison ; deux autres officiers et cinq soldats, qui s'étaient introduits par les fenêtres, brisées la nuit par l'éclatement d'un obus à proximité, se livraient à la même ignoble besogne. Chassés comme les autres, ils m'ont menacé ; j'ai dû aller dîner et coucher à la Banque de France. Ces faits n'étaient pas isolés, toutes les maisons étaient traitées de même, la ville était mise à sac, le pillage était aussi atroce que complet.

La municipalité, très réduite, ne pouvait suffire à tout, malgré le zèle des employés Collot et Buffet. Le receveur des finances municipales Carrez, capitaine des pompiers, était des plus dévoués, mais faute d'aide et de moyens il avait dû faire inhumer huit civils sans être ensevelis, sans cercueils. A ce moment, comme tout le temps de cette horrible évacuation, la population a été très vaillante ; on n'entendait pas de plaintes, tous se défendaient de leur mieux contre la calamité. Il est bien regrettable que la fuite pré-

cipitée de ceux qui devaient pourvoir aux distributions des provisions n'ait pas permis de remettre à chacun tout le nécessaire.

La nuit s'est passée sans bombardement plus intense que précédemment ; il paraît du reste qu'il en a été de même les jours suivants.

Le lundi matin je suis parti en camion pour Valenciennes avec les archives de notre administration de ravitaillement et une partie de notre personnel.

Pour ne pas pleurer, on affectait une sorte de liberté d'esprit. Les Valenciennois et ceux qui nous avaient précédés avaient préparé ce qu'il fallait pour nous caser.

Le mardi, convié par le maire à assister à la réunion du *consortium*, le président, M. Davenne, a souhaité la bienvenue à M. Bertin, maire de Douai, et à moi ; il a exprimé l'admiration de tous à l'occasion du courage si simple, si naturel de nos populations. Je lui ai répondu qu'il fallait attribuer la facilité et l'oubli de nos sacrifices à la pensée de la Patrie qui dominait tout chez nous, et au bonheur que nous éprouvions des succès de nos troupes, qui pronostiquaient le triomphe final, peut-être plus vite que nous n'osions l'espérer.

Nos malades et nos impotents avaient été mis dans trois bateaux, ils sont arrivés ici bien misérablement ; quelques-uns sont morts en route. Ils ont été l'objet des plus grandes prévenances.

Dès mardi soir, un ordre affiché disait qu'il fallait partir le lendemain matin. Par un temps aussi épouvantable, vu la brutalité dans l'exécution du départ, beaucoup ont obtempéré aux injonctions, mais évidemment le chiffre des partants a été limité. Hier et aujourd'hui il y a eu moins de rigueur et le temps était moins mauvais, mais quel spectacle terrifiant ! Le départ durera environ six jours. Quelqu'un qui a dû retourner à Cambrai nous rapporte qu'il n'y a eu rien de changé pendant ces derniers jours. Le bombardement est resté, limité et le pillage des habitations a continué. Les derniers Cambrésiens sont partis avant-hier, environ cinq cents. Ils ont été conduits à Rieux pour prendre le train, et sont arrivés à Vicque vers minuit. Il a été possible d'obtenir qu'ils ne descendent pas de leur compartiment, et ils ont dû être menés dans la journée d'hier en Belgique, à destination probablement de Liège.

Aux lieux d'embarquement, à proximité de la frontière, tous les hommes de seize à soixante ans sont rassemblés, les Allemands font un triage et en retiennent quelques-uns pour la colonne. Cette opération est des plus cruelle, car il sera presque impossible que ces jeunes gens puissent retrouver leurs familles parties pour une destination inconnue.

Le maire de Cambrai, qui était allé à Vicque avec sa famille, a été ramené hier vendredi au soir.

L'Archevêque avait demandé à être transféré à Valenciennes, mais il semble qu'on ait voulu le mettre en incarcération dorée ; il serait dans un château près de Fresnes avec ses vicaires généraux.

18 septembre 1918. — Très touchés du si généreux accueil des Valenciennois, nous avons supporté les premiers moments de notre exil avec une facilité relative, mais aujourd'hui que tout s'est tassé, la réalité de notre triste situation nous pèse plus cruellement. Déjà beaucoup de nos compatriotes sont partis en Belgique, il nous est dit qu'ils vont camper dans la province de Liège. Nous sommes ici un certain nombre retenus par l'autorité allemande, tout particulièrement par les officiers des affaires de banque. Notre vie financière est cependant close pour eux !

J'ai fait une demande pour aller habiter Bruxelles, avec l'espoir que de là il me sera plus facile d'être admis à regagner la France ; si l'autorisation m'est donnée, comme j'ai le droit de l'espérer, pendant combien de temps me sera-t-il interdit d'en profiter ?

Évidemment, avec la bonne volonté de tous, nous avons pu nous installer relativement pas trop mal, mais notre pensée est constamment à tout ce que nous avons abandonné et qui est perdu à tout jamais. L'Archevêque avec son entourage est resté à Cambrai jusqu'à aujourd'hui, et définitivement, c'est à Gommegnies qu'il est séquestré dans une très belle propriété. Il reste encore à Cambrai quarante pompiers et une centaine de réfractaires, retrouvés cachés dans les caves ; ce sont principalement des évacués de la Somme. Ils vont être l'objet de violences pour les faire partir. Le bombardement de la ville ne s'est pas encore aggravé, il tombe quelques obus en ville, mais les points visés restent les mêmes.

Les Allemands, pour dire qu'ils ont protégé nos habitations, ont fait sortir de la ville presque toutes les troupes, et continuent à démeubler totalement nos maisons. Tout est concentré sur un point que nous ne connaissons pas, où ils puiseront parmi ce qui leur plaira, tout ce qui ne sera pas complètement brisé. Espérons que le bombardement aura effondré nos maisons sur nos cachettes avant qu'ils aient trouvé nos muches. L'ouverture par la violence des coffres-forts des banques s'est faite très vivement, et le contenu appartenant aux particuliers a été mis en sac et apporté ici. Jusqu'à quand ces dépôts resteront-ils intacts dans les banques locales ?

On songe très sérieusement à transférer à Bruxelles tous les objets d'art provenant des différentes villes et déposés au musée de Valenciennes. Les colonnes ouvrières restent une grande menace pour nos jeunes gens ; jusqu'à présent il a été beaucoup parlé d'en prendre, mais le nombre a été limité.

28 septembre 1918. — Les trente-quatre habitants de Noyelles

se sont montrés à Cambrai, alors qu'ils paraissaient oubliés, et ils ont été évacués sur Rieux. Le régime de Cambrai ne semble s'être modifié que depuis hier. Le bombardement est devenu beaucoup plus intense. Le bruit court que les Anglais ont leurs batteries à Anneux, et que leur infanterie serait à Fontaine-Notre-Dame, et autres lieux aussi proches de Cambrai.

Antérieurement, quelques obus tombaient accidentellement en ville, mais les buts restaient limités aux gares et à leurs environs. Le pillage s'est poursuivi avec beaucoup plus de méthode que le sac des premiers jours. Une administration enlevait les tapis, une autre démeublait les maisons, et une troisième cherchait les cachettes. Ils ont prétendu avoir ainsi trouvé chez moi plus de mille bouteilles de vin !

Les 49 pompiers sont arrivés ici le 24 courant, avec environ 70 récalcitrants restés cachés parce qu'ils avaient une foi absolue que Notre-Dame de Grâce préserverait Cambrai. Les conduites d'eau étant coupées, la ville était devenue inhabitable.

La cloche du beffroi Saint-Martin a été jetée du haut en bas du clocher ; dans sa chute, elle ne s'est pas brisée. Martin et Martine ont été descendus du campanile de l'hôtel de ville, et le monument au souvenir des victimes de 1870 a été enlevé ! Actuellement la Commandanture paraît s'être mise à l'abri ici.

Aujourd'hui, je viens d'assister au départ d'environ 1 200 Cambrésiens. Ils sont partis dans des conditions moins mauvaises que les autres. Le temps était assez beau, ils n'ont été empilés qu'à raison de trente par wagon à bestiaux et ont pu prendre avec eux tous les bagages apportés de Cambrai. Ils continuent à être très vaillants, cependant ils partaient à l'aventure, car on n'a pas voulu leur dire où ils allaient. Je crois savoir qu'ils arriveront demain vers midi dans la région de Malines.

A beaucoup de personnes, touchant à l'administration municipale comme aux nôtres, il nous a été signifié ce matin une défense écrite de quitter Valenciennes sans une autorisation spéciale du service des finances. Tous les autres Cambrésiens qui ne se sont pas rendus au train sont menacés de sévices graves. Décidément, jusqu'à présent, quoi qu'ils en pensent, le régime auquel les Valenciennois ont été soumis a été infiniment moins terrible que le nôtre, mais je crois qu'ils vont maintenant supporter toutes les mêmes rigueurs. Les nouvelles de la guerre sont depuis quelques jours très réconfortantes, nous espérons tous que nous tenons définitivement le succès. Il ne faut pas cependant se faire illusion : la fin n'est pas encore proche pour arriver au résultat nécessaire. En attendant je dois considérer qu'arrivé à Cambrai il y a quarante-sept ans, uniquement propriétaire de mon petit baluchon, mais rempli de jeunesse ardente, j'en pars aujourd'hui après avoir tout perdu, ayant encore l'ardeur, mais épuisé par l'âge.

9 octobre 1918; Valenciennes. — Il y a déjà un mois que nous sommes ici.

Tout arrive à se savoir ! Les Allemands n'ont pas eu la peine de chercher, ils sont allés directement à ma cachette de vins, liqueurs, cuivre, étain, dans la cage de l'escalier de service, sur les indications d'une voisine, qui le savait d'un bavardage de mon domestique, plus bête que méchant. Les habitants récalcitrants à l'évacuation ont été presque tous ramenés avec les pompiers. La ville n'avait pas encore été trop abîmée par les obus, mais le pillage méthodique des maisons s'était continué.

Tout le personnel de la Commandanture a quitté Cambrai, où il ne reste que cinq ou six personnes, dont le curé de Saint-Druon.

Le bombardement de la ville s'est fortement accentué depuis six jours et la destruction est très avancée.

Je suis très tourmenté de les savoir à la recherche des muches. Pourvu que celles des caves échappent !

Les évacuations de tous les villages de l'arrondissement de Cambrai se continuent sans interruption, le désarroi est complet, le désordre absolu. L'Archevêque, qui décidément est maintenu à Gommegnies, a télégraphié aux empereurs d'Allemagne et d'Autriche pour protester contre ces procédés ignobles. Les routes sont encombrées de ces malheureux. C'est lamentable au suprême degré. Quelques-uns, exténués ou malades, arrivent dans des chariots allemands. La crânerie de tout ce monde tire des larmes d'admiration. Leur attitude pourrait être prise pour de l'insouciance, alors qu'elle n'est que le résultat de leur vaillance.

La ville de Valenciennes fait l'impossible pour soulager ces misères, mais elle est absolument débordée, la difficulté pour fournir du pain est presque insurmontable, de sorte que la souffrance est épouvantable. En principe, pour faire de la place aux nouveaux venus, il est distribué à chacun trois jours de vivres, un pain, 300 grammes de saindoux, et une boîte de lait pour deux personnes, à la condition de reprendre le triste exode après vingt-quatre heures d'arrêt. Des églises et quelques hôpitaux improvisés reçoivent ces grandes victimes. Les Allemands ont abandonné une grande partie du lycée Wallon où sont empilés, affreusement parqués, 4 à 5000 de ces passants. Ils ont pour litière un peu de paille de bois qu'il est impossible de renouveler. L'aspect est inimaginable, il faut avoir vu pour s'en faire une idée.

Les premières fois que j'y suis allé je ne pouvais pas leur dire des paroles d'encouragement, tellement j'avais la gorge serrée. Chassé de Valenciennes par nécessité, cet horrible troupeau part chaque jour à l'aventure, dans la direction de la Belgique. Dire qu'on ne peut rien pour les soulager ! Beaucoup, partis avec des poussettes mal établies, les ont vues s'effondrer en route et de ce fait ont dû laisser leurs bagages, sans que leur courage les aban-

donne. Comme je l'avais pensé, les premiers partis de Valenciennes ont eu moins de difficultés à s'abriter en Belgique. Heureusement que le temps n'est pas trop mauvais et, que les échos de la guerre sont réconfortants !

Le Ritmeister Neuerburg se préoccupe de faire évacuer vers Bruxelles le directeur du comité de ravitaillement de Douai et Cambrai. Il entrevoit la position de Valenciennes comme grave, et voudrait nous éviter d'être une deuxième fois dans la situation que nous avons vécue. Les autorités allemandes, avec la fourberie ordinaire, invitent les ouvriers mineurs à se présenter pour être envoyés aux mines de l'arrière ! On a pu savoir que les mines de l'arrière étaient les mines de Westphalie.

Deux ou trois mineurs ont répondu à leur convocation. Vraisemblablement ils vont employer les moyens violents.

Après avoir saccagé et détruit les mines entre Douai et Valenciennes, pour avoir la faculté de faire le même travail à leur aise aux mines d'Anzin, ils ordonnent au personnel de prendre un train qu'ils forment à cet effet, avec l'intention, probablement, de les conduire provisoirement à Liège.

Ils transportent à Dusseldorf l'usine de guerre qui a été établie à Valenciennes, et connue sous le nom de « Maroc ».

Notre personnel, réinstallé dans des bureaux de fortune, a pu continuer le travail de mise à jour de tous nos comptes avec les particuliers et surtout les communes.

L'état récapitulatif ci-dessous donne le relevé des avances faites aux communes pendant les hostilités.

1^o En bons de monnaie par les émissions : a) de la Chambre de commerce de Cambrai ; b) du Syndicat de communes de la région de Cambrai.

2^o En fournitures de denrées par le Comité hispano-américain.

DÉSIGNATION des COMMUNES	SOLDES DÉBITEURS à la Chambre de commerce	SOLDES DÉBITEURS au Syndicat des communes	AU COMITÉ de ravitaillement pour livraisons d'aliments	TOTAL GÉNÉRAL par COMMUNE
Abancourt	17 000 »	298 500 »	»	315 500 »
Anneux	32 000 »	»	»	32 000 »
Aubenchaul- au-Bac.	»	182 504,15	127 537,75	310 041,90
Audencourt	25 000 »	»	»	25 000 »
Avesne-les-Aubert.	230 000 »	476 432,80	1 720 770,52	2 427 203,32
Awoingt	74 500 »	144 400 »	92 258,02	311 158,02
Banteux	7 500 »	»	»	7 500 »
Bantigny	51 000 »	131 421,20	56 831,53	239 252,73
Beaumont-les- Cambrai.	12 000 »	»	»	12 000 »
<i>A reporter</i>	449 000 »	1 233 258,15	1 997 397,82	3 679 655,97

DÉSIGNATION des COMMUNES	SOLDES DÉBITEURS à la Chambre de commerce	SOLDES DÉBITEURS au Syndicat des communes	AU COMITÉ de ravitaillement pour livraisons d'aliments	TOTAL GÉNÉRAL par COMMUNE
<i>Reports.....</i>	449 000 »	1 233 258,15	1 997 397,82	3 679 655,97
Beaurain	5 000 »	»	»	5 000 »
Beauvois	30 000 »	»	»	30 000 »
Bermerain.....	18 000 »	»	7 921 »	25 921 »
Bertry.....	192 000 »	»	»	192 000 »
Béthencourt.....	30 000 »	»	»	30 000 »
Béwillers.....	15 000 »	»	»	15 000 »
Blécourt	33 000 »	167 844,40	88 099,28	288 943,68
Boursies	9 500 »	»	»	9 500 »
Boussières.....	60 000 »	286 089,50	383 357,86	729 447,36
Briastre	10 000 »	»	»	10 000 »
Busigny.....	166 000 »	»	»	166 000 »
Cagnoncles.....	21 000 »	297 873,50	229 725,99	548 599,49
Cambrai	»	19 050 000 »	8 162 935,27	27 212 935,27
Cantaing	48 000 »	»	608,25	48 608,25
Carnières.....	55 000 »	433 447,40	494 285,59	982 732,99
Le Cateau	675 000 »	»	»	675 000 »
Catillon	50 000 »	»	»	50 000 »
Cattenières.....	105 000 »	285 000 »	443 237,56	833 237,56
Caudry	1 100 000 »	»	»	1 100 000 »
Caullery	69 000 »	»	»	69 000 »
Cauroir.....	33 000 »	159 854,75	236 024,80	428 879,55
Clary	162 000 »	»	»	162 000 »
Crèvecœur	15 000 »	»	»	15 000 »
Cuvillers.....	35 000 »	117 945,15	88 106,94	241 052,09
Dehéries.....	13 000 »	»	»	13 000 »
Doignies.....	16 000 »	»	»	16 000 »
Elincourt	91 000 »	»	»	91 000 »
Escaudœuvres....	314 359,35	874 387 »	690 963,79	1 879 710,14
Esnes.....	140 000 »	»	»	140 000 »
Estourmel.....	65 000 »	191 000 »	215 917,88	471 917,88
Estrun.....	68 000 »	128 812,50	351 088,05	547 900,55
Eswars	41 500 »	144 744 »	161 592,05	347 836,05
Flesquières.....	18 000 »	»	»	18 000 »
Fontaine-au-Pire .	17 000 »	»	»	17 000 »
Fontaine- Notre-Dame..	116 000 »	334 042,50	332 279,10	782 321,60
Forenville	6 500 »	100 200 »	1 330,49	108 030,49
Fressies	»	232 926 »	66 316,07	299 242,07
Gouzeaucourt....	49 000 »	»	»	49 000 »
Haucourt	56 000 »	»	»	56 000 »
Haussy.....	40 000 »	»	»	40 000 »
Haynecourt	9 000 »	38 000 »	39 749,87	86 749,87
Ham-Lenglet.....	4 000 »	196 327,20	182 641,89	382 969,09
Honnechy	59 500 »	»	»	59 500 »
Honnecourt	35 000 »	»	»	35 000 »
Inchy-Beaumont..	80 000 »	»	»	80 000 »
Iwuy.....	160 000 »	2 251 313 »	220 590,92	2 631 903,92
La Groise.....	6 500 »	»	»	6 500 »
Lesdain	12 000 »	»	»	12 000 »
Ligny-en-Caïs....	302 000 »	»	»	302 000 »
Malincourt.....	64 000 »	»	»	64 000 »
Maretz.....	195 000 »	»	»	195 000 »
Masnières.....	»	489 500 »	350 816,77	840 316,77
<i>A reporter.....</i>	5 363 859,35	27 012 565,05	14 744 987,24	46 821 411,64

DÉSIGNATION des COMMUNES	SOLDES DÉBITEURS à la Chambre de commerce	SOLDES DÉBITEURS au Syndicat des communes	AU COMITÉ de ravitaillement pour livraisons d'aliments	TOTAL GÉNÉRAL par COMMUNE
<i>Reports.....</i>	5 363 859 35	27 012 565,05	14 744 987,24	46 821 411,64
Maurois	55 000 »	»	»	55 000 »
Mazinghien	10 000 »	»	»	10 000 »
Mœuvres	10 000 »	»	»	10 000 »
Montay	11 000 »	»	»	11 000 »
Montigny	82 000 »	»	»	82 000 »
Morenchies	»	91 855 »	»	91 855 »
Naves	28 500 »	368 050,25	269 164,85	665 715,10
Neuville-St-Remy ..	63 000 »	199 804,40	563 863,43	826 667,83
Neuvilly	81 000 »	»	»	81 000 »
Niergnies	54 000 »	110 000 »	75 564,30	239 564,30
Noyelles-s.-Escaut ..	76 000 »	26 000 »	91 884,10	193 884,10
Ors	15 000 »	»	»	15 000 »
Paillencourt	»	337 228,50	348 809,23	686 037,73
Pommercuil	26 000 »	»	»	26 000 »
Proville	46 000 »	398 000 »	»	444 000 »
Quiévy	70 000 »	»	»	70 000 »
Raillencourt- Sainte-olle ..	82 000 »	309 643,50	116 936,11	508 579,61
Ramillies	72 000 »	236 767 »	181 134,91	489 901,91
Rejet-de-Beaulieu ..	16 000 »	»	»	16 000 »
Reumont	27 500 »	»	»	27 500 »
Ribécourt	18 500 »	»	»	18 500 »
Rieux	129 270 »	514 362,75	815 718,59	1 459 351,34
Romerics	15 000 »	»	»	15 000 »
Rumilly	10 000 »	396 000 »	466 445,90	872 445,90
Sailly	60 000 »	72 042,35	93 409,65	225 452 »
Saint-Aubert	120 000 »	498 000 »	915 184,46	1 533 184,46
Saint-Benin	38 000 »	»	»	38 000 »
Saint-Hilaire	168 000 »	412 701,85	290 281,99	870 983,84
Saint-Souplet	90 000 »	»	»	90 000 »
Saint-Waast	25 000 »	217 003,75	270 486,55	512 490,30
Sancourt	18 000 »	25 150 »	32 721,09	75 871,09
Saulzoir	60 000 »	»	21 070 »	81 070 »
Selvigny	75 000 »	»	»	75 000 »
Séranvillers	20 000 »	134 833 »	49 785,90	204 618,90
Solesmes	10 000 »	»	»	10 000 »
Sommaing- sur-Ecaillon ..	24 000 »	»	»	24 000 »
Thun-Lévêque	45 000 »	314 939 »	243 951,93	603 890,93
Thun-St-Martin	22 500 »	255 648,20	310 364,40	588 512,60
Tilloy	26 000 »	152 507,35	98 248,45	276 755,80
Troisvilles	61 000 »	»	»	61 000 »
Vendegies- sur-Ecaillon ..	96 000 »	»	»	96 000 »
Vertain	15 000 »	»	»	15 000 »
Viesly	40 000 »	»	»	40 000 »
Villers-en- Cauchies	180 000 »	555 000 »	607 497,25	1 342 497,25
Villers-Outréaux	120 000 »	»	»	120 000 »
Villers-Plouch	17 600 »	»	»	17 600 »
Walincourt	245 000 »	»	»	245 000 »
Wambaix	25 000 »	167 640,75	177 840,96	370 481,71
	7 962 729,35	32 805 742,70	20 785 351,29	61 553 823,34

Communes situées hors du département.

DÉSIGNATION des COMMUNES	SOLDES DÉBITEURS à la Chambre de commerce	SOLDES DÉBITEURS au Syndicat des communes	AU COMITÉ de ravitaillement pour livraisons d'aliments	TOTAL GÉNÉRAL par COMMUNE
Avion	»	237 800 »	»	237 800 »
Beaumont	85 000 »	62 500 »	»	147 500 »
Becquigny	12 000 »	»	»	12 000 »
Biache-St-Waast..	»	157 700 »	»	157 700 »
Beugny.....	15 000 »	»	»	15 000 »
Bois-Bernard	»	16 867 »	»	16 867 »
Bourlon	30 000 »	636 739,30	420 937,75	1 087 677,05
Brebières.....	»	226 000 »	»	226 000 »
Bullecourt.....	»	18 000 »	»	18 000 »
Bus	3 000 »	»	»	3 000 »
Cagnicourt.....	»	31 000 »	»	31 000 »
Corbehem.....	»	207 000 »	»	207 000 »
Drocourt	»	99 000 »	»	99 000 »
Écourt- Saint-Quentin.	»	156 040 »	2 000 »	158 040 »
Épinoy	»	66 250 »	331,70	66 581,70
Étaing	»	16 200 »	»	16 200 »
Éterpigny	»	7 000 »	»	7 000 »
Fampoux	»	26 700 »	»	26 700 »
Fontaine-les- Croisilles.	»	20 000 »	»	20 000 »
Gavrelle	»	15 800 »	»	15 800 »
Gouy-sous-Bellone.	»	57 655 »	»	57 655 »
Graincourt.....	11 000 »	»	»	11 000 »
Hamblain-lez-Prés.	»	34 900 »	»	34 900 »
Havrincourt	30 000 »	»	»	30 000 »
Hendecourt- lez-Cagnicourt.	»	15 000 »	»	15 000 »
Hermies	15 000 »	»	»	15 000 »
Manancourt.....	5 000 »	»	»	5 000 »
Izel-lez-Équerchin.	»	86 000 »	»	86 000 »
Marquion	»	31 000 »	4 626,30	35 626,30
Méricourt.....	»	115 500 »	»	115 500 »
Monchy-le-Preux .	»	41 000 »	»	41 000 »
Montrécourt	4 000 »	»	»	4 000 »
Neuvireuil	»	10 500 »	»	10 500 »
Noyelles- sous-Bellonne.	»	35 900 »	»	35 900 »
Oisy-le-Verger....	»	295 321,70	207 384,90	502 706,60
Palluel.....	»	85 167,40	86 104,85	171 272,25
Pelves.....	»	80 000 »	»	80 000 »
Quiéry-la-Motte...	»	19 000 »	»	19 000 »
Rémy	»	9 000 »	»	9 000 »
Rocquigny.....	7 000 »	»	»	7 000 »
Rœux.....	»	29 900 »	»	29 900 »
Rouvroy.....	»	26 300 »	»	26 300 »
Rumaucourt.....	»	125 125 »	917,30	126 042,30
Ruyaulcourt.....	5 000 »	»	»	5 000 »
Sauchy-Cauchy....	3 000 »	39 500 »	»	42 500 »
Sauchy-Lestrées .	»	6 000 »	8 310,65	14 310,65
Saudemont	»	20 000 »	»	20 000 »
<i>A reporter.....</i>	225 000 »	3 163 365,40	730 613,45	4 118 978,85

DÉSIGNATION des COMMUNES	SOLDES DÉBITEURS à la Chambre de commerce	SOLDES DÉBITEURS au Syndicat des communes	AU COMITÉ de ravitaillement pour livraisons d'aliments	TOTAL GÉNÉRAL par COMMUNE
<i>Reports</i>	225 000 »	3 163 365,40	730,613,45	4,118 978,85
Torteval.....	»	36 200 »	»	36 200 »
Trescault	10 000 »	»	»	10 000 »
Vélu.....	5 000 »	»	»	5 000 »
Vitry-en-Artois....	»	385 000 »	»	385 000 »
Baralle	»	»	550,60	550,60
Dury	»	»	2 468,40	2 468,40
Récourt.....	»	»	1 687,25	1 687,25
Sains- lez-Marquion.	»	»	969,75	969,75
Villers- lez-Cagnicourt.	»	»	1 437,10	1 437,10
	240 000 »	3 584 565,40	737 726,55	4 562 291,95
<i>Report.</i>				61 553 823,34
TOTAL DÉFINITIF			Fr.	66 116 115,29

12 octobre 1918. — Bruxelles. — Mercredi 9 courant, M. Nuerbourg, en rentrant le soir de Condé, nous fit part que l'Inspection lui avait accordé l'autorisation de nous faire délivrer des passeports pour Bruxelles, sous réserve que le gouverneur de la Belgique voudrait bien de nous. Pour moi seul, il avait éprouvé des difficultés, le général inspecteur trouvait qu'il avait intérêt à me conserver à leur disposition. Le jeudi à midi, nos permis nous étaient remis à la gare même, et une demi-heure après nous partions dans un train bondé de soldats. Nous n'avions pas le droit d'avoir d'autres colis que ceux à prendre avec nous dans le compartiment. Notre wagon de deuxième classe était horriblement sale, il n'existait plus de drap sur les banquettes, j'étais assis sur ce qui restait de crin. Mais tout cela n'était rien, en face de la satisfaction de pouvoir quitter ce pays menacé, où je n'avais plus de services à rendre. Empilés au milieu de nos bagages, nous avons fait un voyage pénible. Il nous a fallu dix-sept heures pour faire 100 kilomètres ! La nuit affreusement noire, nous n'avions aucune lumière. Nous devions arriver à Bruxelles à 5 heures du soir, alors que nous n'avons quitté le train que le lendemain matin à 5 heures et demie.

Impossible de trouver des porteurs pour prendre nos bagages, nous avons perdu une heure à nous débrouiller, mais cela n'a pas eu d'importance, puisqu'il n'y avait pas de chambres disponibles au Palace Hôtel, où je me suis installé deux heures, avant de me mettre avec un ami à la recherche d'un appartement meublé.

Bref, dès le vendredi matin, je pouvais m'installer avec cet ami et nos bonnes dans un petit logis confortable.

Le vendredi, j'étais aimablement reçu par le directeur du comité de ravitaillement du nord de la France. Tous les renseignements dont j'avais besoin m'ont été donnés.

Par la suite j'ai vu différentes personnes qui se sont mises très gracieusement à ma disposition. Nous avons appris avec stupéfaction que beaucoup de Cambrésiens qui avaient quitté Valenciennes sans savoir où ils allaient étaient arrivés en Suisse. Nous avons retrouvé ici beaucoup de nos concitoyens.

Notre impression est très difficile à analyser. Habitué à vivre en esclaves, nous avons été surpris de retrouver notre liberté, car ici ce n'est pas la guerre. On voit peu d'Allemands, et leur administration s'occupe très peu des habitants. La jouissance de se sentir libre, de ne plus être contraint de veiller à ce qu'on porte sur soi, de pouvoir parler librement, est extraordinaire. Lorsque, pendant quatre ans, il a fallu vivre de contraintes ! Jamais je ne m'étais rendu compte de la beauté de Bruxelles. L'animation est considérable, l'immense réseau de tramways, tellement multiples que la circulation des voitures serait très difficile, ne suffit pas à satisfaire aux besoins. Les cafés, très nombreux, sont extrêmement fréquentés. Tout le monde a la physionomie réjouie. Le luxe est immense et respire une prospérité colossale. Les magasins sont très beaux, et ceux pour la vente des comestibles très nombreux ; on y trouve absolument de tout. Les prix sont fort élevés et correspondent aux cours de Cambrai, où les marchandises manquaient, alors qu'ici l'abondance est énorme et le débit très régulier. Cette prospérité est incroyable, jamais Bruxelles n'a été à pareille fête. Il est impossible de se croire en guerre, et cependant les Bruxellois se souviennent de leurs souffrances passagères, ils plaignent les habitants des pays occupés de France, et sont disposés à les aider par tous les moyens en leur pouvoir, mais ce qui domine leur mentalité, c'est la haine du Boche qu'ils ne sont pas contraints de fréquenter comme nous avons dû le faire. L'impression de délivrance que nous éprouvons ne nous laisse pas oublier nos peines morales.

Les nouvelles de la guerre montrent que les succès de nos troupes s'accroissent chaque jour. On est heureux de la perspective de paix, mais avec la restriction de ne pas la faire avant d'avoir sous nos pieds ces horribles barbares tortionnaires. Il faut qu'ils ne puissent résister à aucune des exigences de réparation que les Alliés doivent leur imposer.

Malgré la perspective de la fin des hostilités qui nous permettrait peut-être de regagner la France, je viens de me faire inscrire à la légation d'Espagne, pour prendre un train de rapatriés.

18 octobre 1918. — Les événements marchent vite. L'avance des armées est presque rapide. Les réponses du président Wilson

sont l'objet de fortes déceptions pour les Allemands. Ils font des enquêtes pour pouvoir prouver que les reproches qu'on leur fait sont faux. Hier à 9 heures du soir un agent de la Commandanture est venu me prendre, et j'ai dû déposer sur le pillage de Cambrai. J'ai dit ce que j'avais vu le dimanche 8 septembre, et ce qui m'avait été rapporté pour après. Ceci m'a rappelé les jours où nous étions opprimés, cependant l'officier enquêteur avait une attitude très polie.

Mardi, je suis allé à Enghien, dans l'espoir d'avoir des nouvelles de ma sœur, religieuse de Nazareth. J'ai été quelque peu déçu, car elles n'ont que de très rares nouvelles de France et à mots couverts. Le voyage par les chemins de fer vicinaux est très pénible, j'ai dû faire la route de deux heures et demie debout et serré de tous les côtés. Ils sont mieux traités qu'en France occupée, mais se ressentent de la guerre beaucoup plus qu'à Bruxelles. Chaque jour nous voyons arriver des compatriotes. Avons-nous bien fait de venir ici? Les Allemands ont autorisé 4 000 Valenciennois à rester à leurs risques et périls, il est vraisemblable qu'à bref délai, ils vont comme les Lillois se trouver reconquis par les nôtres! Quel malheur de ne pas être avec eux. Je n'ai pas encore pu me résigner à aller au théâtre, tant il me répugne d'aller partager un plaisir avec les Boches. Personne n'est pressé de voir aboutir la paix, on veut qu'ils soient rossés avant.

Nous nous refaisons ici un physique sortable qui permettra de nous reconnaître quand nous retrouverons nos bien-aimés. Quant au moral, il n'avait pas à être amélioré, mais le repos lui fait quand même du bien. Les premiers jours de séjour ici nous ont donné par l'agréable transition une satisfaction, mais c'est fini, l'ennui de ne pouvoir partir pour la France prend le dessus. J'ai encore été appelé à la police secrète pour l'enquête sur les pillages. Décidément les reproches contenus dans la note Wilson les gênent.

Il paraîtrait que les promesses continuelles faites aux soldats, sans effet réel, les ont absolument dégoûtés, ils ne veulent plus marcher.

30 octobre 1918. — Que le temps est long! notre pensée est près des nôtres, l'obsession de les revoir nous absorbe. Les événements se précipitent, mais on ne voit pas encore quand et comment nous pourrions rentrer. La perspective d'une fin prochaine et brillante réjouit chacun.

2 novembre 1918. — Les nouvelles précises de France sont extrêmement rares, mais comme nous savons que tout va bien, nous nous en préoccuons moins que par le passé.

Nous ne savons rien de positif sur Cambrai, notre petite patrie. Un article du *Matin* a été lu et a laissé l'impression que la des-

truction est complète, des mines placées dans les catacombes auraient fait sauter la ville, et engendré des incendies pour parfaire le désastre. D'autre part des soldats disent que la destruction n'est pas aussi complète. Ils ajoutent qu'ils ne comprennent pas qu'avant de quitter nos maisons nous n'ayons pas mis les clefs sur chaque meuble, ce qui les a obligés à les briser pour les ouvrir ! Il se confirme de plus en plus que le pillage a été complet. L'ennemi a cherché à obtenir par intimidation des certificats de non-pillage, mais je crois que personne n'a eu la faiblesse de leur donner cette satisfaction. Je crois savoir d'une façon certaine que ce peuple d'espions, hanté par la persuasion que tous nous faisons de l'espionnage, voyait partout la preuve que nos troupes étaient toujours averties des dispositions prises par les leurs, et c'est pour supprimer cet espionnage qu'ils ont fait évacuer très à l'avance les villes et les villages. Ils prétendent même avoir constaté à la suite du départ des populations que les renseignements manquaient complètement à nos armées.

Un ordre formel voulait que lorsqu'une localité se trouvait sous le feu, tous les objets d'art ou autres en bronze, qui par une considération quelconque avaient été épargnés, fussent immédiatement enlevés et envoyés en Allemagne à la fonderie. C'est ainsi que la cloche du beffroi de Cambrai avait été précipitée du haut en bas de la tour Saint-Martin, sans être brisée fort heureusement. Chargée sur des camions avec le monument commémoratif de 1870, ainsi que les cloches du carillon de l'hôtel de ville, et les statues Martin et Martine, le tout partait pour la fonderie, lorsqu'un ami des arts à la mentalité plus élevée que le commun des Allemands, l'oberlieutenant Kellmann, s'est improvisé protecteur de ces objets, et les a fait charger sur wagon à destination de Bruxelles, où, reçus par le docteur Burg, ils ont été mis à l'abri avec les œuvres d'art des musées et des particuliers, qu'il a pu soustraire au vol de ses congénères.

Je ne sais ce qu'est devenu l'Archevêque de Cambrai, mais j'ai appris qu'il leur inspirait une terreur terrible, qu'ils l'assimilaient au cardinal Mercier. Ses protestations multiples, aussi précises que faites dans une forme correcte, les ont toujours fortement impressionnés. Son dossier à la XVII^e armée est volumineux. Son caractère de délégué du pape lui donnait une inviolabilité qui les a toujours beaucoup gênés pour sévir contre lui. Ils ont toujours prétendu que lui et moi nous étions leurs plus grands ennemis à Cambrai, mais que nous savions nous faire respecter.

Ici se termine la narration trop longue de notre vie pendant l'occupation allemande.

Ce journal prend sur le vif, au jour le jour, nos impressions. Il est écrit avec la volonté de dire toute la vérité et rien que la vérité. J'espère qu'il fera connaître à ceux qui sont restés dans notre belle

France les épreuves subies par nous, pendant cinquante mois de vrai martyre.

Nos actes seront critiqués par quelques-uns ; s'ils avaient été à notre place, ils n'eussent peut-être pas mieux fait, dans tous les cas leur place était de rester au milieu de nous.

La critique est facile, mais l'art plus difficile.

Ils n'eussent pas dans tous les cas plus aimé que nous notre chère France.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS	I
I. — L'invasion (août 1914-janvier 1915).....	1
II. — Leurs fourberies	111
III. — Le ravitaillement hispano-américain.....	191
IV. — Les réquisitions	252
V. — Les otages.....	269
VI. — La fabrication (1915-1916) à la sucrerie.....	329
VII. — Syndicat des communes.....	383
VIII. — Les prisonniers civils.....	424
IX. — La fabrication du sucre (1916-1917).....	452
X. — Les perquisitions.....	490
XI. — Offensive anglaise (novembre 1917).....	529
XII. — L'exode, la mise à sac	580



D
640
H35

Hélot, Jules
Cinquante mois sous le
joug allemand

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

UTL AT DOWNSVIEW



D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 14 21 25 08 008 0